

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

SAVOIRS MIGRANTS ET JUSTICE ÉPISTÉMIQUE : ÉTUDE ETHNOGRAPHIQUE D'UNE
EXPÉRIENCE DE CO-CONSTRUCTION DES SAVOIRS À MONTRÉAL

THÈSE

PRÉSENTÉ(E)

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DOCTORAT EN ÉTUDES URBAINES

PAR

MATHILDE MANON

DÉCEMBRE 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Cette recherche ethnographique ne serait rien sans l'accueil et la confiance qui m'ont été accordées par toutes les personnes que j'ai rencontrées sur mon terrain d'étude. Aussi, mes premiers remerciements vont à celles et ceux que j'ai côtoyé·e·s pendant ces dernières années à Montréal-Nord, dans les activités de Parole d'excluEs. Je souhaite particulièrement exprimer ma reconnaissance aux hommes et femmes migrantes qui m'ont livré le témoignage précieux de leur vie, dont je ne dévoile ici qu'une portion infime mais qui mériteraient d'être encore d'avantage mis en lumière. Parole d'excluEs et toute son équipe m'ont accueilli à bras ouvert avec un intérêt sincère pour mon projet de recherche. Merci à tous et toutes pour votre temps et vos bons mots, merci de m'avoir permis de faire partie de votre équipe et de décortiquer vos pratiques. J'espère leur rendre suffisamment justice. Merci enfin pour tout ce que vous faites pour rendre ce monde plus beau, plus juste et plus doux. Un merci tout particulier à l'inspirante Isabel Heck. Travailler à tes côtés aura été une expérience des plus marquantes, de celles qui changent une vie.

Je remercie mon directeur Juan-Luis Klein pour ses conseils avisés tout au long de mon doctorat. Je le remercie également pour les opportunités de travail qu'il m'a offertes, les expériences de recherche et d'assistance d'enseignement à ses côtés ont été formatrices et enrichissantes. Je lui exprime également toute ma gratitude pour son accompagnement bienveillant dans les moments les plus difficiles de ce parcours, mais surtout pour sa sincère curiosité et son intérêt toujours renouvelé pour mon projet de recherche.

Au cours de ces années d'étude à l'UQÀM, j'ai fait des centaines de rencontres intéressantes et eu autant de discussions enrichissantes qui ont contribué au mûrissement de ma thèse. Je ne peux nommer tout le monde, mais je voudrais remercier : les chercheuses et chercheurs avec qui j'ai collaboré et auprès desquel·le·s j'ai acquis mes outils de chercheuse : René Audet, Grégoire Autin, Sylvain Lefèvre, Sonia Tello-Rozas; la petite équipe du CRIEST; toute l'équipe de CRISES et les étudiant·e·s du RéCRISES, en particulier Catherine Boily avec qui j'ai partagé le rôle de représentante en 2024-2025. J'adresse mes remerciements à l'organisme Thésèz-vous, grâce à qui tout le processus de rédaction a été plus léger et agréable.

Je remercie le Fonds de recherche du Québec – Société et Culture (FRQSC), le département d'Études Urbaines de l'ESG-UQÀM, MITACS et le CRISES pour les différentes bourses reçues durant mon doctorat et sans lesquelles je n'aurais pu me consacrer à cette recherche à temps plein.

La rédaction d'une thèse est un exercice bien solitaire et maintenir une vie sociale n'a pas toujours été facile. Je remercie donc chaleureusement toutes les amies qui m'ont gardé à flot quand j'étais submergée par la tâche. Merci à celles et ceux qui m'ont prêté leurs chalets pour mes retraites d'écriture. Une mention spéciale aux sopranos de la Clique Vocale, chanter avec vous chaque semaine (ou presque) a été ma bouée de sauvetage pendant toute la période de rédaction.

Je remercie ma famille pour leur soutien depuis l'autre rive de l'Atlantique : mes parents pour m'avoir donné le courage d'entreprendre de grandes choses et de persévérer, mon frère pour les discussions passionnées, mes sœurs pour les rires et le support moral. Enfin, je remercie du fond du cœur mon conjoint, Joan Sénéchal, sans qui rien de tout cela n'aurait été possible. Merci d'avoir gardé le fort pendant mes absences et pour tes tendres encouragements lorsque j'étais épuisée. Merci pour ta patience, ton écoute et ton soutien indéfectible. Je termine ces remerciements avec une pensée émue pour mes deux enfants, nés pendant ce doctorat. Merci de m'apporter toutes ces joies quotidiennes et de me rappeler à chaque instant que la vie est merveilleuse.

DÉDICACE

À toutes les femmes et les hommes qui quittent leur terre
natale vers un avenir meilleur

À celles et ceux qui œuvrent chaque jour pour changer le
monde

Aux voix qu'on n'entend pas même lorsqu'elles crient.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
DÉDICACE.....	iv
LISTE DES FIGURES	xi
LISTE DES TABLEAUX.....	xii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	xiii
RÉSUMÉ.....	xiv
ABSTRACT	xvi
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : CADRAGE THÉORIQUE, PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE.....	12
CHAPITRE 1 LES SAVOIRS CITOYENS ET LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL : UN CHAMP DE RECHERCHE ET D'ACTION À LA CONFLUENCE ENTRE JUSTICE SOCIALE ET JUSTICE ÉPISTÉMIQUE	13
1.1 Le rôle des savoirs locaux dans le développement des territoires	13
1.1.1 L'approche post-fordiste : la production des connaissances au service de la croissance économique.....	13
1.1.2 L'approche socio-territoriale.....	16
1.1.2.1 Le territoire un construit social	16
1.1.2.2 Mobilisation des savoirs locaux dans le processus d'innovation sociale.....	18
1.1.2.3 Tournant participatif du développement urbain	21
1.1.2.4 L'impact des savoirs des personnes migrantes sur le développement urbain	24
1.1.3 Les approches décoloniales du développement	27
1.1.3.1 Critique du modèle de développement occidental	28
1.1.3.2 Le rôle des savoirs locaux dans l'après-développement	30
1.1.3.3 Un cadre qui s'applique également aux innovations sociales produites au Nord	33
1.1.4 L'enjeu des savoirs locaux à l'aune de la théorie de la justice sociale de Fraser	37
1.2 Les savoirs locaux en question	40
1.2.1 Peut-on faire une distinction entre « savoir » et « connaissance »?.....	40
1.2.2 La notion de « savoirs locaux ».....	43
1.2.3 Le concept de « savoirs citoyens ».....	46
1.2.4 Les savoirs des personnes migrantes.....	49
1.3 La co-construction des savoirs : un espace de lutte contre les inégalités épistémiques et les inégalités sociales.....	52
1.4 Conclusion du chapitre	57

CHAPITRE 2 PROBLÉMATIQUE, CADRAGE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL	59
2.1 Contexte de la recherche et problématique.....	59
2.1.1 Intuitions de départ et objectifs de recherche.....	59
2.1.2 Problématique	61
2.1.3 Questions de recherche	63
2.2 Cadre théorique.....	66
2.3 Cadre conceptuel	69
2.3.1 Les méta-concepts : justice sociale et justice épistémique.....	69
2.3.2 Savoirs citoyens des personnes migrantes	73
2.3.3 Parité de participation	74
2.3.4 Reconnaissance	76
2.4 Conclusion du chapitre	77
CHAPITRE 3 MÉTHODOLOGIE ET POSTURE DE RECHERCHE.....	78
3.1 La démarche méthodologique.....	78
3.1.1 L'approche ethnographique	78
3.1.2 Ancrage partenarial de la recherche.....	80
3.1.3 Impact de la pandémie de COVID-19 sur la démarche méthodologique	83
3.2 Collecte de données	84
3.2.1 L'observation participante	84
3.2.2 Les entrevues.....	86
3.2.3 Analyse documentaire.....	87
3.2.4 Groupes de discussions et activités de présentation des résultats	88
3.3 Échantillon.....	90
3.3.1 Méthode d'échantillonnage.....	90
3.3.2 Caractéristiques de l'échantillon	91
3.3.2.1 Les personnes migrantes	91
3.3.2.2 Les membres de l'équipe.....	93
3.3.2.3 Les partenaires du milieu	94
3.4 L'enquête de terrain.....	95
3.4.1 Les lieux et moments d'observation	96
3.4.2 L'accès au terrain et la sortie du terrain	96
3.5 Le traitement et l'analyse des données	98
3.6 Conclusion du chapitre	101
CHAPITRE 4 MISE EN CONTEXTE DU TERRAIN D'ÉTUDE.....	102
4.1 Montréal-Nord : un territoire aux multiples défis.....	102
4.1.1 Rapide historique du développement urbain nord-montréalais	102
4.1.2 Portrait socio-démographique	107
4.1.2.1 Densité de population.....	108
4.1.2.2 Profil démographique	109

4.1.2.3	Profil socio-économique	113
4.1.2.3.1	Taux d'emploi, taux de chômage et revenus des Nord-Montréalais·es	113
4.1.2.3.2	Niveau de scolarisation des Nord-Montréalais·es	117
4.1.2.4	Situation des Nord-Montréalais·es en matière de logement	119
4.1.3	L'immigration à Montréal-Nord	120
4.1.3.1	Brève histoire de l'immigration à Montréal-Nord	121
4.1.3.2	Profil statistique de l'immigration à Montréal-Nord	123
4.1.3.2.1	Taux d'immigration et période d'immigration	123
4.1.3.2.2	Profil des personnes migrantes vivant à Montréal-Nord	126
4.1.3.2.3	Statut d'immigration	126
4.1.3.2.4	Origine des personnes immigrantes	129
4.2	Présentation de l'organisme Parole d'excluEs	132
4.2.1	Histoire de l'organisme	132
4.2.1.1	2006-2012 : Fondation et premières expérimentations	132
4.2.1.2	2013-2018 : Phase d'expansion et consolidation	134
4.2.1.3	2019-2023 : Une période difficile	136
4.2.2	L'approche de Parole d'excluEs à l'égard des savoirs citoyens	138
4.2.2.1	L'imbrication entre lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et lutte contre les inégalités épistémiques	138
4.2.2.2	La complémentarité des savoirs	140
4.2.2.3	De la co-construction des savoirs à celle de l'action collective	142
PARTIE II : RÉSULTATS DE RECHERCHE ET DISCUSSION		144
CHAPITRE 5 LES SAVOIRS CITOYENS DES PERSONNES MIGRANTES DANS LES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL		146
5.1	Les savoirs tirés des parcours de vie des personnes migrantes	147
5.1.1	Les savoirs d'usage ancrés dans le local	147
5.1.1.1	Les savoirs concernant les enjeux individuels et collectifs reliés à la pauvreté	148
5.1.1.2	Les savoirs concernant les caractéristiques physiques du territoire	151
5.1.1.3	Les savoirs concernant les besoins et aspirations des familles et des ressources disponibles pour la famille	154
5.1.1.4	Les savoirs concernant les enjeux de cohésion sociale et de la sécurité urbaine dans le quartier	156
5.1.1.4.1	Les enjeux de cohésion sociale	156
5.1.1.4.2	La propreté	157
5.1.1.4.3	La sécurité urbaine	159
5.1.2	Les savoirs professionnels diffus	162
5.1.2.1	Haut niveau de diplomation et expériences professionnelles qualifiées	162
5.1.2.2	L'imbrication entre les expériences des métiers du <i>care</i> et l'implication citoyenne	165
5.1.2.3	Prendre la parole en public, défendre des idées et convaincre	166
5.1.2.4	Des savoirs spécifiques qualifiés	168
5.1.3	Les savoirs militants	170
5.1.3.1	Faible implication avant la migration	170
5.1.3.2	Deux cas à part parmi les personnes interrogées	173
5.1.3.3	Une implication citoyenne riche au Québec	175

5.1.4	Les savoirs de la migration	177
5.1.4.1	Relever le défi de la migration	177
5.1.4.2	L'enjeu du déclassement social	178
5.1.5	Les savoirs traditionnels	182
5.2	La mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans les projets de Parole d'excluEs	184
5.2.1	Partager des savoirs d'usage individuels et collectifs	184
5.2.2	Une mobilisation partielle des savoirs professionnels	187
5.2.3	Le rôle des savoirs militants dans l'action collective et la trajectoire individuelle des personnes migrantes	192
5.2.4	Les savoirs issus de l'immigration : un savoir d'usage propre aux personnes migrantes	194
5.2.5	Le pouvoir mobilisateur des savoirs traditionnels	197
5.2.6	Tableau synthèse des analyses de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes	201
5.3	Typologie actualisée des savoirs citoyens à partir de l'expérience migratoire	202
5.4	Conclusion du chapitre	206
CHAPITRE 6 LES CONDITIONS DE MOBILISATION DES PERSONNES MIGRANTES ET DE LEURS SAVOIRS		208
6.1	Les conditions facilitant la mobilisation des savoirs des personnes migrantes	208
6.1.1	Le local de Parole d'excluEs : un espace convivial et sécuritaire	209
6.1.2	La posture à l'égard de la diversité ethnoculturelle	212
6.1.2.1	Créer un climat inclusif	212
6.1.2.2	Cultiver l'hétérogénéité des groupes citoyens	216
6.1.3	L'effet d'entraînement de la diversité des profils	218
6.1.3.1	La diversité des profils membres de l'équipe	218
6.1.3.2	La présence d'autres personnes migrantes	222
6.2	Les défis de la co-construction des savoirs en contexte multiculturel	225
6.2.1	Une posture d'ouverture à l'égard de la diversité trop peu formalisée	226
6.2.2	Une équipe peu outillée sur les enjeux de diversité et d'inclusion	228
6.2.3	Un espace de dialogue peu sécurisant	231
6.2.4	La tension autour du rassemblement par groupe de pairs	233
6.2.5	L'impact négatif des tensions interculturelles sur la co-construction des savoirs	237
6.2.5.1	Une compétition entre les communautés pour se faire entendre	237
6.2.5.2	Une compétition entre communautés liées à des origines sociales différentes	240
6.2.6	Une équipe qui doit s'approprier le terrain nord-montréalais	244
6.3	Les freins à la participation des personnes migrantes	248
6.3.1	Une faible éducation à la citoyenneté des personnes migrantes ?	248
6.3.2	Des contraintes matérielles des personnes migrantes peu compatibles avec l'implication citoyenne	249
6.3.3	Inadéquation entre les besoins des personnes migrantes et l'objectif de transformation socioterritoriale de Parole d'excluEs	252

6.3.4	Manque ou perte de confiance dans les changements rendus possibles par la participation citoyenne	254
6.4	Conclusion du chapitre	257
CHAPITRE 7 LES EFFETS DE LA MOBILISATION DES PERSONNES MIGRANTES ET DE LEURS SAVOIRS.....		259
7.1	Effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes sur le quartier	259
7.1.1	Une trajectoire de transformation.....	259
7.1.2	Identification des enjeux et propositions de solutions	264
7.1.3	Effets sur la cohabitation interculturelle	266
7.1.3.1	Une meilleure compréhension mutuelle.....	266
7.1.3.2	Un potentiel entretien des tensions.....	269
7.1.4	Effets sur les pratiques des organismes du milieu	272
7.2	Effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes sur leur inclusion sociale ...	275
7.2.1	La perception des membres de l'équipe de Parole d'excluEs et de certain·e·s acteur·trice·s du milieu.....	275
7.2.1.1	L'ancrage dans le territoire et l'appropriation de l'espace.....	276
7.2.1.2	Le renforcement du pouvoir d'agir des personnes migrantes	278
7.2.1.3	Un effet tremplin dans les trajectoires individuelles	281
7.2.2	La perception des personnes migrantes quant aux effets de leur implication à Parole d'excluEs sur leur vie au Québec.	284
7.2.2.1	Des apprentissages de la vie sociale et politique québécoise.....	284
7.2.2.2	Des déceptions liées à l'employabilité et l'entrepreneuriat individuel	287
7.2.2.3	Perception variable de la réponse à leurs besoins et aspirations par les personnes migrantes	292
7.3	L'enjeu de la reconnaissance de la contribution des savoirs des personnes migrantes	296
7.3.1	La demande de reconnaissance individuelle de la part des personnes migrantes	296
7.3.1.1	La perception des personnes migrantes.....	296
7.3.1.2	La perception des membres de l'équipe de l'organisme face à cette demande.....	300
7.3.2	La valorisation des savoirs des personnes migrantes	302
7.3.2.1	La valorisation de la parole citoyenne : les savoirs d'usage comme expertise du quotidien.....	303
7.3.2.2	Les vécus liés aux préjugés et aux discriminations : des enjeux plus difficiles à affronter	304
7.3.2.3	Une valorisation du vécu mais un passage à l'action difficile	306
7.3.3	Encourager une reconnaissance des savoirs d'usage par les acteur·trice·s du milieu ..	309
7.3.3.1	La reconnaissance du leadership des personnes migrantes	309
7.3.3.2	Un effort « d'amplification » de la parole citoyenne	311
7.3.3.3	La difficile valorisation des savoirs citoyens auprès des institutions.....	313
7.3.4	La valorisation des savoirs traditionnels	315
7.3.4.1	La reconnaissance de la diversité culturelle	315
7.3.4.2	La valorisation des savoirs traditionnels à nuancer	317
7.3.5	La valorisation des savoirs professionnels et militants des personnes migrantes : une reconnaissance perçue comme insuffisante.....	320

7.4 Conclusion du chapitre	325
CHAPITRE 8 LES SAVOIRS CITOYENS DES PERSONNES MIGRANTES À LA CONFLUENCE DES ENJEUX DE JUSTICE ÉPISTÉMIQUE ET DE JUSTICE SOCIALE ..	327
8.1 Limites méthodologiques de la thèse.....	327
8.2 Le dilemme de la chercheuse engagée : soutenir une approche tout en révélant ses limites	329
8.3 Les savoirs citoyens à la lumière de la perspective migrante.....	330
8.3.1 L’approfondissement de la typologie des savoirs citoyens d’Héloïse Nez.....	330
8.3.1.1 Des savoirs d’usage marqués par les expériences migratoires.....	331
8.3.1.2 Les savoirs traditionnels aux multiples fonctions	332
8.3.1.3 Le double rôle des savoirs professionnels diffus	334
8.3.2 La légitimité des savoirs citoyens des personnes migrantes	336
8.3.2.1 Un effort de légitimation de savoirs déniés et invisibilisés.....	337
8.3.2.2 L’influence du contexte social et culturel sur la légitimité des savoirs migrants	339
8.3.2.3 Les savoirs professionnels des personnes migrantes à la fois revendiqués, déniés et invisibilisés	341
8.4 L’enjeu de la reconnaissance des savoirs citoyens de personnes migrantes et de leur rôle dans la transformation du territoire	344
8.4.1 Les dimensions culturelles et politiques de la reconnaissance.....	345
8.4.2 La reconnaissance de la contribution économique des savoirs	347
8.4.3 La reconnaissance de la multiplicité des trajectoires	348
8.5 Enrichir les pratiques de co-construction en contexte multiculturel	350
8.6 Conclusion : l’apport des savoirs des personnes migrantes au développement des territoires défavorisés.....	353
CONCLUSION	354
ANNEXE A CERTIFICAT D’APPROBATION ÉTHIQUE.....	362
ANNEXE B FORMULAIRE D’INFORMATION ET DE CONSENTEMENT	363
ANNEXE C INVITATION AUX PERSONNES MIGRANTES.....	367
ANNEXE D GUIDE D’ENTREVUE AVEC LES PERSONNES MIGRANTES	368
ANNEXE E GUIDE D’ENTREVUE AVEC LES MEMBRES DE L’ÉQUIPE DE PAROLE D’EXCLUÉS	371
ANNEXE F GUIDE D’ENTREVUE AVEC LES ACTEURS ET ACTRICES LOCALES.....	373
BIBLIOGRAPHIE	374

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Schéma conceptuel de la thèse	69
Figure 2 : Exemple d'arbre thématique réalisé avec le logiciel Miro à partir des « nœuds » obtenus dans Nvivo.....	100
Figure 3 : Carte des zones d'intervention de Parole d'excluEs	108
Figure 4 : Taille des ménages (2021).....	111
Figure 5 : Composition des familles (2021).....	112
Figure 6 : Situation d'activité des 15 ans et plus en pourcentage (2021).....	113
Figure 7 : Revenu personnel après impôt pour Montréal et les secteurs étudiés (2021).....	115
Figure 8 : Niveau de scolarité (pourcentage) des 25-64 ans à Montréal-Nord et dans les deux secteurs de l'étude (2021)	119
Figure 9 : Statut d'immigrants en 2021 et période d'immigration (%).....	125
Figure 10 : Périodes d'arrivée des immigrants en pourcentage de la population d'immigrants (2021)	126
Figure 11 : Identification des services alimentaires de Montréal-Nord par l'équipe de recherche de Parole d'excluEs à partir des savoirs citoyens.....	150
Figure 12 : Espace Lapierre, vue du passage le long du 11995 rue Lapierre.....	153
Figure 13 : Espace Lapierre vu du deuxième étage du 11991 rue Lapierre.....	153
Figure 14 : Affiche d'invitation aux repas « Cuisine autour du monde ».....	198
Figure 15 : Kiosque de Parole d'excluEs (à droite) à la fête annuelle Patrimoine en Fête – 23 septembre 2023	200
Figure 16 : Tableau synthèse des données collectées concernant la mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs	201
Figure 1 : Continuum de la légitimité des savoirs citoyens.	337
Figure 2 : La théorie de la justice sociale selon Fraser, schéma adapté de Gignac <i>et al.</i> , 2024...	345

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Profil des personnes migrantes interrogées dans les entrevues enregistrées (Total : 11 personnes).....	92
Tableau 2 : Caractéristiques des membres de l'équipe rencontré·e·s dans des entrevues individuelles	94
Tableau 3 : Caractéristiques des acteurs·ices du milieu rencontré·e·s en entrevues	95
Tableau 4 : Densité de population en 2021	109
Tableau 5 : Répartition de la population selon l'âge en pourcentage (2021)	110
Tableau 6 : Revenus médians et moyens des ménages, en dollars (2020).....	114
Tableau 7 : Statistiques du revenu en 2020 pour la population âgée de 15 ans et plus	116
Tableau 8 : Niveau de scolarité (pourcentage) de Montréal (agglomération et ville), Montréal-Nord et les deux secteurs de l'étude (2021)	118
Tableau 9 : Ménages privés selon le statut au logement (2021)	120
Tableau 10 : Proportion (en pourcentage) de personnes migrantes dans la population totale (2021)	124
Tableau 11 : Catégorie d'admission et types de demandeurs de la population migrante admise entre 1980 et 2021 (pourcentage).....	127
Tableau 12 : Population migrante selon l'âge à l'arrivée au Canada (2021)	128
Tableau 13 : Lieu de naissance des personnes migrantes (anciennes et récentes) (2021)	129
Tableau 14 : Lieu de naissance des personnes migrantes arrivées après 2016 (2021).....	131
Tableau 15 : Définition des savoirs citoyens des personnes migrantes	203
Tableau 16 : Rôle des savoirs des personnes migrantes.....	205

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

CIUSSH : Centre intégré universitaire de santé et services sociaux.

CLSC : Centre local de santé et services sociaux.

IUPE : Incubateur universitaire de Parole d'excluEs

RACINE : Rassemblement des citoyen·ne·s du Nord-Est

RCIP : Regroupement citoyen de l'îlot Pelletier

SHAPEM : Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal.

TQMN : Table de quartier de Montréal-Nord

RÉSUMÉ

Cette thèse interroge le rôle des savoirs locaux dans la redéfinition de modèles de développement territorial sous le prisme de la migration et de la pluralité culturelle du Québec contemporain. Elle traite de la question de la place et de la contribution des savoirs des personnes migrantes dans le processus de co-construction des savoirs et de l'action collective visant la transformation sociale. Cette recherche a pour but d'enrichir les propositions théoriques et les pratiques entourant la mobilisation des savoirs des personnes concernées par les inégalités sociales et épistémiques.

Je me suis plus particulièrement penchée sur un organisme nord-montréalais dont la mission est de mobiliser la parole citoyenne des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale afin de développer des actions collectives visant la transformation sociale. Au cours d'un terrain ethnographique de quatre ans, j'ai pu analyser la manière dont cet organisme met à contribution les savoirs des personnes migrantes vivant sur son territoire d'action, dans les projets collectifs visant la transformation du territoire afin d'en améliorer le cadre et les conditions de vie. Cet organisme utilise une méthodologie dite de croisement des savoirs, mettant en dialogue les savoirs citoyens, les savoirs des praticien·ne·s du milieu communautaire et des savoirs scientifiques, afin de bâtir une compréhension commune des problèmes locaux et de co-construire des actions collectives visant à les résoudre. Ce terrain d'étude a constitué un cadre privilégié pour observer et analyser la place faite aux personnes migrantes au sein de ces processus. En effet, la question de la pluralité culturelle dans les processus participatifs reste peu discutée, si ce n'est pas dénoncer le caractère excluant de certains dispositifs. Ainsi, cette étude, bien qu'exploratoire, contribue de manière unique à l'avancement des connaissances concernant la mobilisation des savoirs citoyens et la mise en pratique de la justice épistémique, par la co-construction des savoirs. Elle m'a permis, en effet, d'enrichir et d'approfondir la définition pragmatiste du savoir citoyen à partir de la perspective des personnes migrantes impliquées dans la transformation de leur territoire d'accueil. La présence des personnes migrantes dans les processus observés a un impact très bénéfique sur l'inclusion d'une diversité de savoirs, des points de vue et de pratiques. L'arrimage de cette définition à l'approche décoloniale à l'égard des savoirs locaux m'a conduite à identifier l'apport des expériences faites dans leurs pays d'origine et des savoirs ancrés dans leurs cultures d'origine. Ceux-ci contribuent notamment à redéfinir les modalités d'action des acteurs communautaires et renforce l'inclusion des communautés ethnoculturelles dans les projets collectifs de développement territorial. Les ontologies diverses des personnes migrantes renforcent la vision de la transformation sociale co-construite et lui donnent un caractère plus inclusif.

Un enjeu persiste néanmoins et dessine un fil rouge au sein des résultats de recherche, celui de la reconnaissance des savoirs migrants. En analysant cet enjeu sous le prisme de la théorie de la justice sociale de Nancy Fraser et avec le concours des approches décoloniales de la justice épistémique, j'ai pu déceler une persistance de la hiérarchie entre les statuts et les savoirs des personnes engagées au sein de la co-construction des savoirs. Sur le terrain de cette étude, la justice sociale se traduit par la participation des personnes concernées par les enjeux locaux aux décisions collectives (dimension politique) et en reconnaissant les capacités cognitives et la pertinence de leur expérience (dimension culturelle) pour fonder les actions transformatrices visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (dimension économique). La reconnaissance des savoirs migrants favorise une participation plus équitable des personnes migrantes aux débats publics et à l'action

collective. Toutefois, leur valorisation reste partielle et peut être jugée insuffisante par certaines des personnes migrantes interrogées, principalement en raison du faible impact de leur implication sur leur situation économique. Pourtant, les résultats de cette recherche mettent en lumière l'importance de reconnaître l'apport des savoirs migrants pour concevoir des actions collectives prenant en compte les besoins et aspirations de l'ensemble de la population, dans une perspective de justice sociale et épistémique.

Fidèle à ma posture de chercheuse engagée, j'exprime le vœu que cette thèse puisse contribuer à enrichir les pratiques des acteurs et actrices, en leur fournissant des clés de compréhension des actions collectives visant la justice sociale et la justice épistémique.

Mots clés : savoirs migrants, co-construction des savoirs, justice épistémique, justice sociale, développement territorial

ABSTRACT

This thesis examines the role of local knowledge in redefining territorial development models through the lens of migration and cultural plurality in Quebec. It addresses the question of the place and input of migrant knowledge in co-construction of knowledge and collective actions leading to social transformation. The main goal of this research is to broaden theories and practices related to local knowledge mobilization.

The fieldwork took place in Montréal-North, within a community organization whose mission is to mobilize the voices of those experiencing poverty and social exclusion, in order to develop collective actions leading to social transformation. Over the course of a four-year ethnographic study, I analyzed how this organization integrates migrant knowledge into collective projects design to transform the territory and improve living conditions. This organization brings together diverse forms of knowledge – knowledge shaped by experiences of poverty and social exclusion, knowledge of community practitioners and scientific knowledge – to build a shared understanding of local issues and co-construct collective actions. This environment provided a privileged framework for observing and assessing the involvement of migrants in these processes. Indeed, the subject of cultural plurality in participatory processes remains largely underexplored, except when highlighting the exclusionary nature of certain mechanisms. Thus, although this study is exploratory, it makes a unique contribution to the understanding of knowledge co-construction processes and the practical application of epistemic justice.

The research has enabled me to deepen et broaden the pragmatist definition of « citizen knowledge » from the perspective of migrants involved in the transformation of their receiving areas. The presence of migrants in the co-construction of knowledge processes has had a very positive impact on the inclusion of diverse knowledge, point of view and practices. Aligning this definition with a decolonial approach to local knowledge has led me to identify the contribution of experiences from abroad and knowledge rooted in the cultural backgrounds of migrants. These elements help redefine the methods and practices use by community organizations and strengthen the inclusion of ethnocultural communities in collective actions. The diverse ontologies of migrants leads to the co-construction of a more inclusive vision of social transformation.

However, a central theme runs through the research findings : the recognition of migrant knowledge. Analyzing this issue through Nancy Fraser's social justice theory, combined with decolonial approaches to epistemic justice, I identified a persistent hierarchy between the statuses and knowledge of individuals engaged in the co-construction of knowledge. Social justice is enabled by the participation of individuals affected by local issues in collective decision-making (political dimension), as well as through the recognition of their cognitive abilities and the relevance of their experience (cultural dimension), as key elements of transformative actions to fight against poverty and social exclusion (economic dimension). The recognition of migrant knowledge leads to a more equitable participation of migrants in public debates and collective action. However, its valorization remains partial and may be perceived as insufficient by some of the migrants interviewed, mainly because the impact of their involvement has little impact on their economic situation. Nonetheless, the findings of this research highlight the importance of

recognizing the contribution of migrant knowledge in enhancing the inclusivity of collective actions aimed at social and epistemic justice.

Keywords : migrant knowledge, co-construction of knowledge, epistemic justice, social justice, territorial development

INTRODUCTION

Les fondements de cette thèse sont autant pratiques que théoriques. Celle-ci puise dans plusieurs de mes intérêts de recherche et professionnels. Le premier, hérité de mes études en géographie et sciences du développement, concerne les initiatives menées par la société civile pour inverser les inégalités sociales et territoriales dans une perspective de transformation sociale. Le deuxième est ancré à la fois dans mon histoire personnelle et dans mes expériences professionnelles au sein d'organisations de la société civile de projets collectifs de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce sont ces expériences de terrain qui ont fait émerger les réflexions ayant conduit à la réalisation de cette recherche, en particulier, la rencontre, à Montréal-Nord, avec des personnes migrantes¹ fortement engagées dans la transformation de leur territoire d'installation. J'ai été frappée par les ressources déployées par ces hommes et femmes² résolues à améliorer leurs conditions de vie dans leur nouveau pays; une terre d'accueil désirée, mais dans laquelle, pour certaines personnes, le parcours peut ressembler à un combat lorsqu'elles arrivent dans des territoires dévitalisés, pauvres en ressources et en services. J'ai aussi constaté l'écart manifeste entre la richesse de leurs savoirs et la faiblesse de la reconnaissance sociale, économique et culturelle qu'elles tiraient de leurs engagements. Face à ces injustices, les personnes que j'ai rencontrées ne baissent pourtant pas les bras et continuent de lutter pour un meilleur avenir, pour elles, leurs enfants mais aussi toute la communauté qui les entoure. Inspirante, cette réalité ne pouvait rester dans l'ombre³.

¹ Je privilégie l'utilisation du terme « migrant·e·s » plutôt que le terme « immigrant·e·s » afin de rendre compte de la double trajectoire des personnes en migration, qui est autant une trajectoire de départ (émigration) que d'arrivée (immigration). Cela fait écho aux travaux de Abdelmalek Sayad (1999), selon qui le mouvement des populations ne peut être compris sans en saisir l'ensemble de la trajectoire.

² La féminisation du texte vise à lutter contre le sexisme linguistique et l'invisibilisation des femmes dans la langue française. J'ai décidé de suivre plusieurs règles de féminisation, en utilisant aléatoirement le point médian, comme dans « habitant·e·s », l'usage de termes épicènes comme dans « personnes migrantes » ou le dédoublement des noms comme « acteurs et actrices ». J'ai également utilisé la règle de l'accord de proximité, lorsque cela s'applique, qui consiste à accorder les adjectifs en genre et en nombre avec le nom le plus proche.

³ L'emploi de la première personne du singulier dans ce texte vise à faire preuve de transparence quant au caractère personnel de ce projet de recherche, par opposition à des projets collectifs réalisés sur ce même terrain de recherche, Montréal-Nord et les actions de Parole d'excluEs. Comme cela est présenté dans la démarche méthodologique, si une partie des analyses de la justice épistémique au sein de Parole d'excluEs est issue d'un processus collectif (voir Manon et Autin, 2022 et Manon et Autin, 2024), les analyses portant sur les savoirs migrants n'engagent que moi. Par ailleurs, c'est à titre de chercheuse engagée, dans le terrain et dans la lutte contre les inégalités sociales et épistémiques que j'écris cette thèse.

Sur un plan plus académique, ma thèse s'inscrit dans un champ majeur des études urbaines, celui de l'analyse des transformations sociales en milieu urbain à l'aune des migrations internationales (Germain, 2014). Le Québec contemporain constitue un terrain d'étude privilégié pour analyser ces transformations, du fait de la nouveauté relative de la pluralité culturelle de sa population⁴. Cette pluralité a un impact fort sur le paysage urbain montréalais où se concentre la majorité des personnes migrantes venant s'y installer (Communauté Métropolitaine de Montréal, 2019; Montréal en statistiques, 2020). Par ailleurs, au sein des études urbaines, cette recherche est également ancrée dans ce que Augustin (2010) et Germain (2013) qualifient « d'école de Montréal ». Selon Germain (2013), les études sur et à Montréal privilégient une compréhension pragmatique des interactions sociales dans les espaces publics tout en tenant compte des tensions et compromis liés à la diversité sociale et culturelle. En effet, Montréal se caractérise à la fois par la diversité de sa population, mais également par celle de ses quartiers (Shearmur et Klein, 2017), de ce fait elle constitue un espace privilégié d'observation des interactions sociales et inter-ethniques à l'échelle de milieux de vie caractérisés par la mixité sociale (Germain, 2013). Toutefois, cela n'évacue en rien les enjeux d'inégalités sociales et de marginalisation qu'y vivent les populations migrantes. Ces inégalités se manifestent par des obstacles dans l'accès au logement, à l'emploi, aux services publics, qui sont souvent accentuées par les barrières linguistiques, culturelles et systémiques (Chicha, 2012). Dans les quartiers montréalais où se concentrent davantage de populations migrantes venant des Suds, comme Montréal-Nord, Saint-Michel ou Parc-Extension, les conditions de vie sont généralement plus précaires (Prud'homme et Doyon, 2023; Reiser, 2020). La dévalorisation, voire l'invisibilisation de leurs savoirs, est à la fois une cause et une conséquence de ces injustices sociales, qui se manifestent notamment par une plus grande difficulté d'accès des personnes migrantes à des emplois qualifiés, malgré leurs compétences et niveaux de diplomation (Banerjee *et al.*, 2021; Picot *et al.*, 2022). Ainsi, les

⁴ La pluralité culturelle a toujours été une caractéristique du territoire québécois, du fait de la diversité des peuples autochtones qui ont foulé ces terres bien avant l'arrivée des premiers européens, et du fait même de la colonisation européenne ensuite qui a amené non seulement des populations européennes, mais également des personnes esclavagisées originaires d'Afrique ou d'autres nations autochtones du Canada et des États-Unis. Toutefois, en ce qui concerne les migrations internationales, la provenance de personnes migrantes en provenance des Suds s'est amplifiée depuis la deuxième moitié du XXe siècle. En effet, bien qu'au début du XXe siècle le taux d'immigration (proportion de personnes migrantes par rapport à la population globale) soit le plus élevé, les politiques migratoires canadiennes et québécoises se caractérisent par des critères raciaux, afin de limiter notamment les migrants en provenance d'Asie (Piché, 2003). À partir de la deuxième moitié du XXe siècle, la politique migratoire se focalise davantage sur des critères économiques mais aussi, pour le Québec linguistiques, résultant dans l'augmentation du nombre de personnes en provenance d'Afrique et des Caraïbes francophones, mais aussi d'Amérique Latine et d'Asie (Piché, 2003).

discriminations raciales et sociales entravent la pleine participation des personnes migrantes racisées à la vie économique et civique (Yoon, 2019). Bah (2021) montre cependant qu'elles s'engagent dans leur milieu de vie à différents niveaux, en fonction des réseaux de participation citoyenne dans lesquelles elles s'insèrent mais également des épreuves qu'elles rencontrent sur leurs trajectoires migratoires. Par leur engagement dans la vie publique et communautaire locale, les personnes migrantes contribuent à transformer leur société d'accueil (Germain, 2018). Toutefois ces transformations et leur engagement dans la vie publique québécoise sont peu documentés. C'est là toute la contribution de ma thèse : mettre de l'avant les richesses des savoirs mobilisés par les personnes migrantes dans leurs engagements sociaux, et montrer l'apport qu'elles ont dans la transformation des milieux de vie dans lesquelles elles s'installent.

Par ailleurs, ma réflexion s'inscrit dans un deuxième champ de recherche qui est celui de l'étude de la contribution des savoirs dits locaux - mais aussi profanes, citoyens, autochtones, expérientiels – au développement des territoires défavorisés. Toutefois, par développement je n'entends pas la modernisation de territoires « en retard », mais bien les tentatives des acteur·rice·s de la société civile pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations locales, victimes des inégalités sociales et territoriales causées par le modèle capitaliste dominant et qui posent les bases d'une alternative au système néolibéral (Klein et Champagne, 2011; Klein *et al.*, 2016; Autin, 2020). À l'échelle des milieux de vie, ces initiatives contribuent également à la « reconstruction de territoires orphelins du développement et de zones marginalisées, déclassées ou en perte de vitesse » (Fontan et Klein, 2004, p.139). Ces innovations sociales reposent sur l'action conjointe de plusieurs acteurs, ayant l'objectif commun de répondre aux besoins des communautés locales en créant de nouvelles formes d'actions sociales contribuant au changement social (Howaldt et Schwarz, 2011; Howaldt *et al.*, 2016). Allant plus loin dans la mise en relation entre innovation sociale et changement social, Lapointe et D'amours (2022) proposent d'analyser les innovations sociales à la lumière de la théorie de la justice sociale de Nancy Fraser (2011). Cela ouvre la voie à « une conception plus critique des innovation sociales » (Lapointe et D'amours, 2022, p.288) afin de révéler leurs apports à l'émancipation des personnes et des collectivités. La théorie de la justice sociale de Fraser fait écho à la notion de justice épistémique développée par les épistémologies féministes et décoloniales (Godrie et Dos Santos, 2017). Dans ces perspectives, le changement social passe par la valorisation des savoirs des premières personnes concernées par les injustices

sociales et la reconnaissance de leur pertinence pour le développement des territoires. Il s'agit aussi d'une reconnaissance morale du droit de ces savoirs à exister, en tant que manifestations de cultures et d'identités de personnes marginalisées. Ces approches permettent de repenser les structures sociales et économiques qui perpétuent les inégalités en dénonçant l'hégémonie des savoirs scientifiques occidentaux, et l'invisibilisation des savoirs considérés, à tort comme non-crédibles ou non-pertinents (Sullivan et Tuana, 2007; Fricker, 2007; Dotson, 2011; Médina, 2013). En ce qui concerne le développement territorial, la justice épistémique passe donc par la reconnaissance des identités plurielles, la redistribution des richesses et la juste représentation des populations marginalisées dans les processus décisionnels (Carrel, 2013; Kleiche-Dray, 2017; Piron *et al.*, 2016b; Brière *et al.*, 2022). Ainsi, lorsqu'elles reposent sur ces voix marginalisées, les processus d'innovation sociale offrent un espace d'émancipation et de valorisation des populations marginalisées et contribuent à l'émergence de discours et modèles de développement contre-hégémoniques (Fontan *et al.*, 2017; Escobar, 2018). Les innovations sociales participent non seulement à lutter contre les inégalités sociales, mais également à favoriser la reconnaissance de la richesse des savoirs locaux et à assurer une plus grande représentation des populations marginalisées dans les processus décisionnels au niveau local, renforçant ainsi la justice sociale et épistémique. Or si la place des savoirs locaux dans la définition et la conception d'un avenir meilleur pour les communautés est de plus en plus documentée, le rôle des savoirs des personnes migrantes au sein de leur société d'accueil est, lui, peu connu (Klein *et al.*, 2025). Lassig et Steinberg (2017) recensent néanmoins plusieurs études donnant à voir le potentiel transformateur de ces savoirs importés par les personnes migrantes depuis leurs pays d'origine, ainsi que celui des apprentissages acquis au fil de leurs trajectoires migratoires, qui leur confèrent des capacités d'adaptation et de résilience.

Enfin, je souhaite contribuer à un troisième champ de recherche relativement restreint, qui est l'étude des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective, à l'échelle locale et dans un contexte multiculturel. Annick Germain (2013) souligne la force de la collaboration entre les milieux de pratiques et les universités à Montréal, au sein de ce qu'elle qualifie d'École de Montréal en études urbaines. Klein (2017) fait un état des lieux des travaux menés par le Centre de Recherche sur les Innovations Sociales en collaboration avec les acteurs et actrices de l'innovation sociale au Québec, dans une perspective de co-construction des savoirs. Il démontre le rôle de la

recherche partenariale pour construire une société et des connaissances plus démocratiques, en appui aux actions menées par les mouvements sociaux au Québec. Cette analyse fait écho à la notion de démocratie des savoirs développée par Hall et Tandon (2017), qui met en lumière trois dimensions essentielles : la reconnaissance de la diversité des épistémologies; l'expression des savoirs sous diverses formes et la puissance des savoirs pour renforcer la démocratie et promouvoir une société plus juste. Ainsi, les pratiques collaboratives de recherche permettent d'appuyer les mouvements sociaux, et en particulier l'émergence de « nouveaux modèles d'action en développement territorial » (Fontan *et al.*, 2017). Ces modèles reposent, entre-autres sur des démarches de co-construction des savoirs et de l'action collective basés sur la reconnaissance de complémentarités entre les savoirs présents sur le territoire, en particulier les savoirs citoyens ou locaux, des populations locales, les savoirs des acteur·rice·s du milieu communautaire et les savoirs scientifiques. Ces processus favorisent non seulement l'émergence d'une compréhension plus juste des enjeux locaux, mais ils constituent le socle de la formulation d'une vision commune des transformations visées et la co-construction d'actions collectives à visées inclusives (Longtin, 2010; Ferrand, 2013; Heck, 2024). Surtout, ils renforcent l'agentivité des populations marginalisées et leur émancipation à titre d'actrices du changement social (Fontan *et al.*, 2013). Ces démarches sont parcourues par des rapports de pouvoir et de domination qui ne peuvent être complètement évacués, mais qu'il faut savoir nommer pour être en mesure de les dépasser (Carrel, 2024). Ici, ma thèse contribue à rendre visibles les efforts faits par les acteur·rice·s pour lutter contre les inégalités sociales et épistémiques, en offrant des espaces d'expression pour les « sans voix ». Mon analyse de ces pratiques, contribue à une prise de recul sur les mécanismes de croisement des savoirs afin de mieux comprendre les hiérarchies entre les savoirs qui peuvent y perdurer. Cette réflexion s'inscrit, par ailleurs, dans une réflexion collective menée par Parole d'excluEs⁵ sur ses pratiques de mobilisation citoyenne et de recherche-action⁶. L'équipe de l'organisme a identifié les difficultés de mobiliser les personnes migrantes dans ses démarches de co-construction des savoirs

⁵ Il s'agit de l'organisme au sein duquel s'est déployé la recherche et dont la mission est de « Susciter la parole et la mobilisation citoyennes pour développer l'action collective des personnes en situation d'exclusion et de pauvreté afin d'engendrer des transformations significatives menant à un monde inclusif et juste. » (Parole d'excluEs, consulté le 15-11-2024). L'organisme est présenté en détail au chapitre 4. <https://parole-dexclues.ca/nos-fondements/>

⁶ Il s'agit d'une recherche-action menée au sein de l'organisme Parole d'excluEs, dans le cadre d'une réflexion sur ses pratiques de mobilisation citoyenne et de recherche-action. Suite au constat d'une imbrication entre ces questionnements et mon projet de recherche, j'ai été engagée à titre de stagiaire de recherche – grâce à un financement MITACS et du CRISES - afin d'accompagner les réflexions sur la mise en pratique des mécanismes de justice épistémique au sein de l'organisme (Manon et Autin, 2022; 2023; 2024; Manon, Autin et Najac, à paraître).

et des projets collectifs, et ce malgré les caractéristiques démographiques de son territoire d'intervention⁷. Mon travail, dans cette thèse, mais aussi au cours des autres travaux réalisés avec l'équipe de Parole d'excluEs, permet de répondre à ce besoin exprimé par l'organisme, de mieux comprendre les obstacles à la mobilisation des personnes migrantes au sein de ses initiatives.

Ainsi, cette thèse a été l'occasion pour les personnes migrantes participantes de s'exprimer sur les initiatives de l'organisme et ses pratiques. Cela a permis de soulever les angles morts et les impensés des mécanismes de mobilisation des savoirs des personnes vivant sur le territoire. C'est aussi l'occasion de valoriser les savoirs des personnes migrantes engagées dans le développement de leur territoire d'accueil. J'y révèle la place de savoirs invisibilisés des personnes migrantes venant des Suds, au sein des territoires périphériques dans lesquels les enjeux de discrimination et d'inégalités sociales les contraignent trop souvent à s'installer. Ainsi, à contre-pied d'une réflexion sur l'insertion sociale des personnes migrantes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale, je m'interroge sur leur contribution à l'évolution de la société québécoise, en tant qu'actrices du changement social. Ma thèse révèle que les savoirs migrants dépassent largement le cadre de savoirs purement expérientiels. Elle montre que les personnes migrantes aspirent à être reconnues au-delà du simple prisme de la pauvreté, qui tend souvent à les stigmatiser, et qu'elles souhaitent participer à la société autrement que par le seul biais de leurs expériences de vie. En d'autres termes, les personnes migrantes cherchent à valoriser des connaissances et compétences multiples, parfois issues de parcours migratoires complexes et d'héritages culturels divers, qui enrichissent de façon significative les perspectives épistémiques et les contributions à la société d'accueil. Mes analyses de la mobilisation des savoirs migrants mettent en lumière la diversité et la richesse des savoirs en dépassant une vision compartimentée de leur rôle dans les démarches de co-construction des savoirs. Elle démontre que les savoirs mobilisés dans ces démarches se recoupent et s'entrelacent, contribuant ainsi à remettre en question les hiérarchies traditionnelles entre les différentes formes de connaissances. En fin de compte, l'objectif est de nourrir une réflexion approfondie sur la justice épistémique et de soutenir des dynamiques de transformation sociale et territoriale inclusives.

⁷ La population de Montréal-Nord se caractérise par une forte proportion de personnes migrantes, mais aussi par des critères de défavorisation importants. Le portrait du territoire est fait au chapitre 4.

La thèse est séparée en 2 parties. La première partie est découpée en quatre chapitres et explicite le cadre théorique, méthodologique et empirique sur lequel repose ma recherche. Un premier chapitre présente un rapide état des connaissances concernant la place des savoirs locaux dans le développement territorial. J'y discute les travaux portant sur le rôle des savoirs locaux dans la construction des innovations sociales visant la transformation sociale au niveau local et les épistémologies décoloniales apportant une perspective critique sur la hiérarchie des savoirs inhérentes au modèle de développement dominant - capitaliste et colonial - et promouvant une meilleure prise en compte des savoirs locaux. Ce chapitre permet également de dresser un état des lieux des approches conceptuelles des savoirs locaux et d'explicitier l'apport des démarches de co-construction des savoirs dans la lutte contre les inégalités sociales et épistémiques. Dans le deuxième chapitre, je présente la problématique de la thèse, le cadre théorique et conceptuel sur lequel repose mes analyses. C'est également dans ce chapitre que sont présentés les objectifs et les questions de recherche auxquelles répond cette thèse. La démarche méthodologique est présentée dans le chapitre 3 afin d'expliquer comment ont été obtenus les résultats de recherche. Ce chapitre détaille également la posture adoptée à l'égard du terrain d'étude. Enfin, le contexte de l'étude est explicité dans un quatrième chapitre. Ce dernier comporte d'abord une présentation historique de Montréal-Nord afin de décortiquer les éléments qui ont construit la défavorisation de ce territoire. Une présentation socio-démographique de Montréal-Nord précise les indicateurs de cette défavorisation. Enfin, je présente l'organisme Parole d'excluEs, au sein duquel s'est déployée la collecte de données, suivant une méthodologie ethnographique. Cette dernière section permet de poser le cadre et le contexte de l'étude de terrain.

La deuxième partie de la thèse présente les résultats et l'analyse de mes données empiriques. Les trois premiers chapitres de cette partie répondent aux 3 questions secondaires de recherche. Le chapitre 5 décortique les savoirs des personnes migrantes suivant la typologie des savoirs citoyens développés par Héloïse Nez (2011), à partir de leur récit de vie. J'y montre la multiplicité des savoirs dont disposent les personnes migrantes. En croisant ces données avec les perceptions des membres de l'équipe de Parole d'excluEs, je brosse un portrait de la mobilisation des savoirs migrants dans les démarches de co-construction des savoirs et des projets collectifs mis en place par l'organisme, et de leurs potentielles contributions pour les initiatives de développement territorial. Ce chapitre amorce une réflexion sur la valorisation et l'absence de valorisation de

certaines des savoirs des personnes migrantes. Le chapitre 6 examine les conditions qui facilitent la mobilisation des savoirs migrants et des mécanismes qui entravent leur participation pleine et entière à la transformation de leur territoire. Ces conditions de mobilisation des savoirs migrants sont influencées tant par le contexte territorial dans lequel s'inscrivent les actions collectives menées par Parole d'excluEs – notamment les enjeux de pauvreté et d'exclusion, la diversité multiculturelle de sa population et les tensions qui en découlent - mais également par le contexte social et économique dans lequel les personnes migrantes naviguent et qui engendrent des difficultés supplémentaires quant à leur participation à des initiatives citoyennes. Finalement le chapitre 7 est consacré à la valorisation des effets de la participation des personnes migrantes et de la mobilisation de leurs savoirs dans les processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs. Il détaille notamment le potentiel transformateur de ces savoirs sur les territoires défavorisés, et présente des pistes pour renforcer leur contribution aux initiatives locales de transformation sociale. Il aborde également la question de l'inclusion sociale des personnes migrantes afin de clarifier les apports que la juste valorisation de leurs savoirs peut avoir sur leurs trajectoires individuelles. Enfin ce chapitre expose les enjeux relatifs à la reconnaissance des personnes migrantes et leurs savoirs, thème cher aux personnes rencontrées en entrevues et sur le terrain. Ce dernier thème me permet d'identifier, à partir des propos collectés, les mécanismes qui permettraient de valoriser d'avantage la contribution des savoirs migrants aux démarches de co-construction des savoirs et des projets collectifs, et ultimement à la transformation sociale. Enfin, le huitième et dernier chapitre est consacré à la discussion de ces résultats de recherche et leur mise en relation avec la littérature, afin de répondre à la principale question de recherche. Il confronte les enjeux de justice épistémique et de reconnaissance des savoirs migrants à la typologie des savoir citoyens de Nez (2011 et 2015) et à son analyse des variations de légitimité des savoirs individuels. Dans un deuxième temps, j'y aborde la reconnaissance des savoirs migrants à la lumière de la théorie de la justice sociale de Fraser (2011). Enfin, une dernière section de ce chapitre est consacrée aux contributions de cette thèse au renforcement des pratiques des co-construction des savoirs visant le développement des territoires défavorisés.

Avant de plonger dans la thèse à proprement parler, découvrons ensemble les circonstances de mon entrée, ou plutôt de mes entrées, sur le terrain.

Une première entrée sur le terrain est située à l'automne 2018, alors que je suis engagée à titre d'auxiliaire de recherche pour documenter un projet d'urbanisme participatif mené conjointement par l'Arrondissement de Montréal-Nord et la Table de Quartier de Montréal-Nord représentée par ses membres dont Parole d'excluEs. À cette période, l'organisme bénéficie de la reconnaissance de son expertise en participation citoyenne et se positionne, par l'intermédiaire de son équipe de recherche interne surtout, en leader des dynamiques de co-construction avec les habitant·e·s du quartier. Le milieu nord-montréalais est alors en pleine transformation et en effervescence, un vent de changement souffle sur le territoire annonçant une plus grande prise en considération des voix et savoirs des habitant·e·s du territoire. Mon rôle de chercheuse dans ce contexte est double, documenter les approches déployées par les acteurs et actrices en charge de la démarche participative, et accompagner le réajustement des pratiques de mobilisation citoyenne. Pour la jeune chercheuse que je suis, ce rôle n'est pas toujours confortable et demande de me positionner « en experte » toute en faisant preuve de tact et d'ouverture. C'est aussi l'apprentissage d'une nouvelle posture sur ce terrain que j'ai fréquenté plusieurs années durant à titre de chargée de mobilisation citoyenne pour l'Accorderie de Montréal-Nord.

La deuxième entrée sur le terrain survient en août 2021, alors que les mesures de restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ont de nouveau permis les rassemblements de plus grande ampleur. Au plus fort de la pandémie, mon lien avec le terrain s'est fait par l'intermédiaire d'événements virtuels. C'est avec une grande joie et une certaine fébrilité que je reprends le chemin de Montréal-Nord et la collecte de mes données. Le paysage de Montréal-Nord avait grandement changé. La mobilisation citoyenne, comme partout au Québec est encore restreinte et prendra du temps à reprendre de l'ampleur. J'entrevois déjà les difficultés que je vais rencontrer pour poursuivre mon projet de recherche : plusieurs personnes actives avant la pandémie ne participent plus aux activités de l'organisme, certaines ont déménagé, d'autres ont des raisons de craindre le coronavirus, Montréal-Nord ayant été parmi les territoires les plus durement touchés par la pandémie. Néanmoins, je retrouve aussi avec joie plusieurs anciens et anciennes collègues, des nouveaux visages au sein de l'organisme et surtout des personnes impliquées de longue date et toujours motivées, bien qu'indignées parfois. Parmi elles, les femmes mobilisées contre la violence et pour la sécurité alimentaire à Montréal-Nord, dont une grande majorité sont des femmes maghrébines.

Avant d'élaborer les considérations théoriques et méthodologiques de ma thèse, faisons ensemble une incursion sur le terrain, avec un extrait de mon carnet de thèse qui plante parfaitement le décor et l'ambiance de ces mois passés auprès de Parole d'excluEs.

C'est un bel après-midi du mois d'Aout 2021, dans la cour arrière du 11991 Rue Lapierre, le chargé de mobilisation et les femmes impliquées ont dressé des marquises affichant le logo de Parole d'excluEs. Elles font la distribution de denrées alimentaires aux familles du quartier, un projet mis en place spontanément durant la pandémie de Covid-19. La cour est calme et verdoyante, c'est un îlot de fraîcheur en comparaison aux autres immeubles aux cours asphaltées. Quelques personnes discutent entre elles sur les balcons à l'arrière des appartements. D'autres sont assises sur les chaises et table de pique-nique de la cour. Les femmes qui s'occupent de la distribution alimentaire sont toutes maghrébines et discutent en arabe entre elles tout en triant les fruits et légumes amenés par le chargé de mobilisation. Je me présente à elles et leur explique la raison de ma présence ici, mon projet de recherche. Je leur propose mon aide et elles m'indiquent une caisse de raisins à trier. Une des femmes se présente à moi, elle est nouvelle dans l'organisme et je ne l'ai encore jamais rencontrée. Elle se prénomme Badia⁸ et vit à Montréal-Nord depuis quelques mois seulement. Elle vient ici pour s'occuper pendant sa retraite. Selon elle, ce sont les personnes migrantes qui s'impliquent le plus dans les organismes. Une autre femme me dit qu'elle est à Montréal-Nord depuis une dizaine d'années mais qu'elle vient à Parole d'excluEs depuis 2019, elle s'est engagée dans le comité des Mamans contre la violence⁹. Elle m'explique qu'elle aime la vie à Montréal-Nord mais regrette les épisodes de violence qui ont eu lieu dans les dernières années.

Nous sommes interrompues par l'arrivée du chargé de mobilisation et de la chargée de communication qui me demandent de l'aide pour installer des chaises dans la cour car la mairesse de Montréal et le candidat à la mairie de Montréal-Nord¹⁰ viennent visiter la cour et discuter avec les femmes impliquées. Nous nous installons en rond, et je suis conviée dans le cercle. Chaque personne se présente, je ne parviens pas à noter toutes les présentations. Je retiens celles-ci : Un homme souligne qu'il est impliqué depuis son arrivée à Montréal-Nord (il est migrant), à titre d'acteur, de cinéaste et d'artiste, il veut travailler à changer l'image de Montréal-Nord. Une femme témoigne à peu près en ces termes : « Je suis venue du Maghreb pour le bien de mes enfants, pas pour qu'ils tombent dans la drogue. ». Elle mentionne les enjeux de sécurité dans les parcs du

⁸ Tous les prénoms sont fictifs et certains détails de la vie personnelle (durée précise de leur vie à Montréal-Nord ou de leur durée d'implication à Parole d'excluEs) des personnes rencontrées sont légèrement modifiés afin de préserver leur anonymat.

⁹ Ce comité a vu le jour à l'automne 2019, à la suite de la mort d'un jeune maghrébin sur la rue Lapierre. Il est constitué de femmes qui se sont mobilisées pour revendiquer des meilleures conditions et cadre de vie pour les jeunes nord-montréalais afin de lutter contre la violence dans le quartier. Cette mobilisation a notamment pris la forme de manifestations et d'une pétition déposée à l'Assemblée nationale (Ruelland, 2021).

¹⁰ Cette activité se déroulait durant la période de campagne électorale pour l'élection du futur maire ou de la future mairesse de Montréal, qui a eu lieu le 7 Novembre 2021.

quartier. « Les gens qui travaillent dans les organismes n'habitent pas à Montréal-Nord, ils ne savent pas ce qu'il se passe. Les citoyens doivent être plus présents sur les rencontres de la Table de quartier et des organismes pour dire ce qu'il se passe ici. » [...] Au bout d'une trentaine de minutes les politicien·ne·s partent, la discussion se poursuit entre les habitant·e·s et les membres de l'équipe de Parole d'excluEs. Pour les membres de l'équipe, cet exercice de discussion avec les candidat·e·s aux élections est un moyen de donner plus de visibilité aux réalités concrètes que vivent les habitant·e·s du quartier. Mais une des femmes qui a pris la parole témoigne de sa faible confiance dans l'impact que cela pourrait avoir sur la vie dans le quartier. Selon elle, « Ils viennent juste pour la photo. ». Le chargé de mobilisation tente de la rassurer et propose d'organiser d'autres rencontres de ce type avec les autres candidat·e·s dans les prochaines semaines. Ce point sera abordé à la prochaine rencontre du comité RaCINE (Rassemblement des citoyens et citoyennes du Nord-Est).

Extrait du carnet de terrain, Août 2021

PARTIE I : CADRAGE THÉORIQUE, PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

Cette première partie de la thèse se divise en quatre chapitres. Le premier chapitre expose l'état des connaissances afin de dresser une problématique qui allie la question du rôle des savoirs locaux au sein des processus de développement territorial et la co-construction des savoirs comme espace de lutte contre les inégalités sociales et épistémiques. Le deuxième chapitre expose le cadre théorique et conceptuel ainsi que les questions de recherche de la thèse. Le troisième chapitre porte sur la démarche méthodologique déployée pour collecter et analyser les données de recherche. Finalement, le chapitre 4 présente le contexte du terrain d'étude; il aborde les caractéristiques historiques et sociodémographiques du territoire de Montréal-Nord ainsi que l'histoire, la mission et les modalités d'action de l'organisme qui m'a accueillie tout au long de ce parcours de recherche.

CHAPITRE 1

LES SAVOIRS CITOYENS ET LE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL : UN CHAMP DE RECHERCHE ET D'ACTION À LA CONFLUENCE ENTRE JUSTICE SOCIALE ET JUSTICE ÉPISTÉMIQUE

Ce chapitre présente une synthèse de l'état des connaissances sur le rôle des savoirs locaux dans le développement territorial, afin de positionner la recherche dans ce cadre. Il décrit plus longuement les approches du développement qui s'inscrivent dans une perspective de dénonciation des injustices épistémiques et sociales. La deuxième partie du chapitre traite des définitions du concept de « savoirs locaux » afin de définir l'objet central de la recherche : les savoirs citoyens de personnes migrantes. Enfin, la dernière section, aborde la contribution de la co-construction des savoirs à la lutte contre les inégalités sociales et épistémiques subis par les groupes sociaux défavorisés.

1.1 Le rôle des savoirs locaux dans le développement des territoires

Ma réflexion s'inscrit dans les questionnements sur les théories du développement et sur la place des connaissances et des savoirs dans la mise en œuvre de projets de développement territorial. Je m'intéresse à la contribution des savoirs de personnes migrantes dans le développement des territoires urbains défavorisés qui les accueillent. Parmi les diverses approches théoriques qui se penchent sur l'enjeu des savoirs locaux et du développement, j'ai choisi d'en synthétiser trois : l'approche post-fordiste, l'approche socioterritoriale et les approches décoloniales.

1.1.1 L'approche post-fordiste : la production des connaissances au service de la croissance économique

À la fin du XX^e siècle, l'avènement du concept de « société de la connaissance » met l'accent sur l'augmentation de la circulation de l'information et de la valeur accordée aux connaissances, ainsi qu'à leur production et leur circulation comme facteurs de croissance économique (Drucker, 1993; Castells, 2001; Foray, 2018). En parallèle, au tournant des années 1980, le développement est de plus en plus considéré dans une perspective locale et ascendante, s'intéressant à l'innovation au sein même des territoires et au rôle des savoir-faire locaux dans la compétitivité économique (Fournis *et al.*, 2021). Dans un premier temps, ces théories sont ancrées dans une approche

productive du développement centrée sur la croissance économique et la compétitivité entre les régions dans le contexte de la globalisation (Benko et Lipietz, 1992; Aydalot, 2006). Elles s'inscrivent également dans une perspective de décentralisation des responsabilités des États vers les régions, notamment en Europe, et de la mobilisation d'une plus grande diversité d'acteurs dans les systèmes productifs locaux (Gilly et Pecqueur, 2002).

Les approches de systèmes industriels localisés mettent l'accent sur la circulation des connaissances et sur les processus d'apprentissage entre entreprises géographiquement proches, de même que sur le rôle de ces dernières dans l'innovation et la prospérité des activités productives (Benko et Lipietz, 1992). Ce sont en particulier les théories des milieux innovateurs et des grappes industrielles (ou *clusters*) qui accordent le plus d'importance à la circulation des connaissances comme facteurs de croissance économique des territoires (Porter, 2003; Aydalot, 2006; Tremblay *et al.*, 2015). Alors que l'approche des *clusters* cible davantage la circulation des connaissances au sein des réseaux d'entreprises et entre les entreprises, l'approche des milieux innovateurs est plutôt orientée vers l'implication des producteurs de connaissances dans le développement des régions. Ces modèles s'intéressent aux connaissances techniques et aux savoir-faire locaux comme facteurs d'innovation permettant l'amélioration des activités productives. C'est par l'apprentissage et la proximité entre entreprises d'un même secteur ou de secteurs connexes que les savoir-faire se développent et se transforment afin de s'adapter aux besoins économiques (Aydalot, 2006). Selon ces approches, les entreprises entretenant une proximité physique ou relationnelle tirent profit d'un certain nombre de facteurs ayant trait à la circulation et à la production des connaissances : le capital humain et social disponible sur le territoire, le développement des secteurs de recherche et développement, la performance grandissante des technologies de l'information et de la communication, etc. (*Ibid.*). Ainsi, la croissance économique régionale et l'innovation des entreprises sont favorisées par le processus d'apprentissage entre entreprises et la proximité relationnelle avec les acteurs locaux (Torre, 2009; Doloreux *et al.*, 2011).

Souhaitant examiner plus largement la circulation des connaissances au-delà des réseaux d'entreprises, d'autres auteurs se sont intéressés au développement des connaissances au sein des universités comme facteur favorisant l'innovation à l'échelle locale et la compétitivité entre les territoires – avec une attention particulière portée sur le domaine des nouvelles technologies (Walshok *et al.*, 2002). Le modèle des technopôles constitue un bon exemple de ce type de

circulation, se traduisant par la création de parcs scientifiques assurant une proximité géographique et des interactions plus importantes entre entreprises et universités (Benko, 2003). Largement orchestrées par les pouvoirs publics, ces collaborations entre recherche et industrie ont pour objectifs de fournir la main-d'œuvre très qualifiée et de répondre aux besoins des entreprises. On assiste donc peu à peu à une externalisation de la production des connaissances par les entreprises et au recours à d'autres acteurs pour améliorer la productivité et la compétitivité du territoire. De plus, dans ces approches, le capital humain et social détenu par les populations hautement qualifiées facilite la circulation de l'information entre entreprises et universités (Walshok *et al.*, 2002). Le dynamisme économique serait ainsi garanti par la présence de systèmes d'acteurs en capacité de produire des connaissances en accord avec leurs besoins économiques, de les échanger et les diffuser. Toutefois, la proximité géographique ne suffit pas à ce que ces connaissances produites localement contribuent au développement économique et à la compétitivité du territoire. Ainsi, beaucoup d'actions sont menées par les pouvoirs publics pour que les universités orientent leur recherche vers la réponse aux besoins des entreprises (Klein *et al.*, 2009). La circulation des connaissances et leur contribution au développement économique local est donc également un enjeu de gouvernance locale (De la Mothe, 2004; Gilly et Pecqueur, 2002). Selon de la Mothe, les villes canadiennes ont réussi à créer des alliances stratégiques avec les infrastructures universitaires et les industries de haute technologie, essentielles à la création d'écosystèmes innovants. Par ailleurs, la circulation de plus en plus rapide de l'information d'un territoire à l'autre favorise également l'importation par les entreprises de connaissances produites dans d'autres territoires et les flux internationaux de communication et d'information.

La plupart des théories post-fordistes du développement économique local focalisent leurs analyses sur le rôle des entreprises et des institutions publiques et universitaires dans la production et la circulation des connaissances. Ces théories sont ancrées dans une approche productive du développement local, centrée sur la croissance et l'attraction des entreprises, leur compétitivité dans le contexte de la globalisation, parce que la présence d'institutions productrices de connaissances est considérée comme un atout majeur pour l'externalisation des fonctions de recherche et de développement par les entreprises. Ces approches permettent d'aborder l'idée du rôle des connaissances et de l'apprentissage dans les processus d'innovation. Cependant, malgré la régionalisation du développement économique, les inégalités se creusent entre les régions qui

« gagnent » et celles qui « perdent » (Coté, Klein et Proulx, 1995), avec des conséquences délétères sur les populations vivant dans les régions n'ayant pas su tirer leur épingle du jeu du capitalisme global. En réaction à cela, une approche sociale et territoriale du développement local se développe, laquelle est centrée sur la création de liens sociaux et d'actions collectives par les acteurs locaux pour contrer les inégalités sociales et économiques entre les territoires et les individus qui y résident (Torre, 2015).

1.1.2 L'approche socio-territoriale

Face aux crises économiques, sociales et écologiques et aux inégalités grandissantes entre les régions, un tournant s'effectue au début du XXI^e siècle vers une approche dite de développement territorial qui accorde davantage d'importance au rôle des pratiques sociales et institutionnelles et à la participation des acteurs de la société civile au développement de leurs territoires (Tremblay *et al.*, 2015). L'usage du mot « territoire » met l'accent sur le rôle des particularités locales et sur le caractère socialement construit de l'espace. Il implique de porter attention aux interactions entre l'ensemble des acteurs locaux. Cette approche s'inscrit également dans une perspective d'autonomisation du territoire face à la nation et à la région, reconnaissant les caractéristiques géographiques, sociales, culturelles et historiques spécifiques aux communautés locales comme facteurs de développement (Torre, 2015).

1.1.2.1 Le territoire un construit social

L'approche du développement territorial repose sur une conception élargie de l'innovation qui prend en compte les innovations institutionnelles et sociales en plus des innovations technologiques (Moulaert et Nussbaumer, 2008; Laville, *et al.*, 2014). Elle relève également d'une réflexion critique d'un développement imposé « par le haut » qui ne tient pas compte des spécificités locales et des savoirs locaux. Cette approche considère que les stratégies locales et décentralisées qui émergent des communautés elles-mêmes répondent mieux aux contextes socioculturels locaux et permettent de développer des solutions plus durables (Stöhr et Taylor, 1981). La perspective territoriale reconnaît autant l'influence de l'organisation des activités productives que celle des modalités de gouvernance et des interactions entre les acteurs sur le processus de développement (Leloup, *et al.*, 2005; Klein *et al.*, 2014; Torre, 2018). C'est ce que Aubry *et al.* (2022) appellent

les dynamiques relationnelles, mettant ainsi l'accent sur la formation d'un système d'acteurs territorialisé et sur les interactions entre ces acteurs :

Qu'il s'agisse de coopération, de conflit ou parfois même de non-relation, les territoires sont traversés par des relations différenciées, qui dessinent un continuum : à l'une des extrémités le territoire est lui-même objet de dynamiques relationnelles, à l'autre extrémité ces dynamiques se mettent en place autour de thématiques (productives, sociales, culturelles, etc.), souvent issues des intérêts des acteurs en présence. (Aubry *et al.*, 2022, p. 246-247)

L'intérêt pour ces dynamiques relationnelles s'inscrit dans l'intégration des acteurs de la société civile et la production des innovations sociales dans le champ du développement territorial. Les réseaux et alliances créés par les acteurs d'un territoire reposent sur leur adhésion à un projet commun et sur le partage d'une identité commune, le territoire étant surtout reconnu comme « un existant et un construit social, résultant des actions des acteurs » (Torre, 2015, p. 279). Ces réseaux reposent sur la formation d'une conscience territoriale qui amène les acteurs à travailler ensemble dans un objectif commun d'amélioration du bien-être des populations sur le territoire, et de transformation de ce dernier (Klein, 2008; Aubry *et al.*, 2022). Enfin, dans cette perspective territoriale, les savoirs locaux, issus des différentes parties prenantes du territoire, sont autant contributifs du processus d'innovation que les savoirs techniques, experts et scientifiques. En effet, les regards portés sur les innovations territoriales mettent l'accent sur la production et la diffusion des savoirs et savoir-faire locaux dans le processus de développement à l'échelle locale (Pecqueur, 2005). La perspective socioterritoriale du développement m'interpelle de deux manières. D'une part, Fontan et Klein (2004) mettent de l'avant le fait que les ressources sociales des territoires sont inégalement considérées par les acteurs locaux. Ce n'est pas tant la présence de telle ou telle ressource qui garantit la réussite de leurs initiatives, mais leur capacité à mettre en valeur ces ressources de manière unique comme étant la marque du territoire (Pecqueur, 2006). D'autre part, la capacité des acteurs à mener à bien leurs projets est également dépendante de leur contrôle de la gouvernance locale par la formation d'alliances et la création de réseaux (Leloup *et al.*, 2005). Cela dépend notamment de leur capacité à collaborer avec des acteurs d'horizons et de visions diverses et des mécanismes de collaboration et d'apprentissage collectif impliquant des acteurs aux intérêts divers rassemblés autour d'objectifs communs (Fontan et Klein, 2004).

Les auteurs et autrices qui se penchent sur le développement territorial des territoires dévitalisés accordent une place importante aux savoirs des acteurs locaux pour orienter la réponse aux besoins des populations locales et l'amélioration des conditions de vie pour et par tous (Fontan *et al.*, 2017). En ce sens, le modèle québécois de développement se démarque dans les années 1990 par l'agencement d'une combinaison d'acteurs territoriaux autour « d'un mode de régulation sociale résilient, qui intègre des expérimentations sociales et des transformations institutionnelles dans une sorte de processus de co-construction des politiques de développement et du mouvement communautaire » (Fournis *et al.*, 2021, p. 160). À la fin des années 1980, le Québec et en particulier Montréal, à titre de grand centre économique, subissent les conséquences de la crise du fordisme et font face à la nécessité de restructurer leur modèle de développement. Le développement économique local et communautaire apparaît comme une réponse à ces enjeux, offrant aux collectivités locales une possibilité de reprendre le contrôle sur les ressources de leurs territoires (Lemelin et Morin, 1991). Ainsi, le modèle de développement local québécois des années 1980-2000 s'est caractérisé par une dynamique de concertation et une gouvernance participative entre une multiplicité d'acteurs, propice à la production et à la diffusion de propositions innovantes aux problèmes sociaux. Ce modèle serait à la base de la production d'une société plus cohésive, car il permet l'institutionnalisation des innovations sociales initiées par la base (Klein *et al.*, 2014). Ceci a été rendu possible par la création d'instances médiatrices et intermédiaires entre les institutions publiques, l'État, et les organisations de la société civile, en particulier les Corporations de développement économiques communautaires (CDEC), qui ont joué un rôle central dans la revitalisation de territoires marqués par les crises économiques et sociales des années 1980 (Klein *et al.*, 2012).

1.1.2.2 Mobilisation des savoirs locaux dans le processus d'innovation sociale

L'approche territoriale amène à tenir compte des facteurs sociaux et des interactions entre l'ensemble des acteurs du territoire dans le processus de développement. Ainsi, la perspective socioterritoriale du développement considère le tiers secteur, en particulier le milieu de l'économie sociale, comme un moteur de l'innovation sociale (Bouchard, 2012). Tello-Rozas (2016) identifie la mobilisation d'une variété de savoirs comme une des clés de réussite des initiatives d'économie sociale et solidaire visant à répondre à des problèmes complexes. Moulaert *et al.* (2005) assurent que l'inclusion des acteurs de la société civile dans les processus d'innovation conduit à

l'*empowerment* des collectivités. De plus, au sein de ces processus d'innovation sociale, la production et la mobilisation de connaissances peuvent contribuer à la création de modèles de développement inclusifs allant dans le sens du changement social. Klein (2017) décrit plusieurs expérimentations au sein desquelles l'université a joué un rôle dans la création d'innovations sociales à partir de la production de connaissances, lesquelles ont permis de résoudre des problèmes vécus par les communautés les plus défavorisées. Cela passe notamment par la collaboration entre l'université et la société civile au sein d'expérimentations de co-construction des savoirs (Lévesque et Apparicio, 2013; Vaillancourt, 2019). À titre d'exemple, les expériences des incubateurs technologiques au Brésil témoignent du rôle qui peut être joué par ces collaborations universités/société civile pour proposer des modèles de développement alternatif et les diffuser à plus grande échelle (Longtin, 2010). Plus récemment, les expériences des institutions ancrées dans leur communautés (*anchor institutions*) renforcent ce rôle joué par les universités pour contribuer à lutter contre les inégalités de leur territoire. Le terme « *anchor institution* » renvoie aux expériences menées par des universités et centres hospitaliers universitaires aux États-Unis pour contribuer activement au développement communautaire local. Dans ce cadre, les universités mettent leurs ressources à disposition et collaborent activement au développement de connaissances et de services dans le but d'améliorer la qualité de vie des populations les plus vulnérables sur leur territoire (Gomez *et al.*, 2019). Ces initiatives s'inscrivent dans ce que Hall (2013) qualifie de mouvement pour la démocratie du savoir (*knowledge democracy movement*).

A knowledge democracy movement or a movement that uses knowledge as a key mobilizing and organizing strategy is centered within the lives and places of those who are seeking recognition of their rights, land claims, access to jobs, ecological justice, recovery or retention of their language. Knowledge itself within such a movement formation is most likely place based and rooted in the daily lives of people of their own contexts. (Hall, 2013, p. 9)

Dans ce mouvement, la reconnaissance et la valorisation des savoirs de celles et ceux qui subissent les inégalités sociales est un élément central du passage à l'action pour trouver des solutions à ces enjeux. En ce qui a trait au rôle joué par les universités dans cette dynamique, Hall (2013) souligne par ailleurs l'importance du décentrage de la production des connaissances grâce à l'émergence d'espaces de co-construction réunissant les communautés et les universités, mais aussi de la prise en charge de la production des savoirs hors/sans l'université par les acteurs de la société civile. Cependant, cette contribution des universités au développement de solutions innovantes et

inclusives dans les milieux n'est possible qu'à travers une réforme de leur approche quant à la production et la validation des savoirs (Lévesque, 2009; Piron *et al.*, 2016a). Cette forme de production des connaissances s'inscrit dans la perspective performative des sciences sociales, développée par Gibson-Graham (2008). Il s'agit de développer des pratiques de recherche qui mettent de l'avant la diversité des pratiques économiques et leur potentiel transformateur. Cela se produit notamment à travers la production de savoirs orientée vers la conception et la mise en œuvre d'innovations sociales transformatrices (Harrisson et Boucher, 2012).

Ainsi, le caractère transformateur des innovations sociales repose sur la mobilisation d'un ensemble des connaissances incluant celles produites dans le cadre académique, mais également les savoirs et savoir-faire des acteurs sociaux, et en particulier des personnes qui sont directement concernées par les inégalités sociales (Hillier *et al.*, 2004, p. 140). La participation des groupes les plus vulnérables au processus d'innovation passe notamment par la reconnaissance de la capacité de ces derniers à identifier eux-mêmes les réponses aux problèmes sociaux. La valorisation de la pluralité de savoirs présents chez les personnes résidentes du territoire conduit à un *empowerment* des populations locales et à une reprise de contrôle sur l'avenir de leur communauté (Fontan, 2011; Klein *et al.*, 2015; Fontan et Heck, 2017). Cela favorise la revitalisation de secteurs défavorisés et la production de solutions collectives aux problèmes économiques et sociaux des territoires (Klein et Champagne, 2011; Tremblay *et al.*, 2015). Fontan *et al.* (2017) démontrent comment de nouveaux modèles d'action en développement territorial peuvent émerger de la mobilisation des savoirs des personnes vivant sur des territoires dévitalisés. À travers les exemples du village de Saint-Camille et de l'organisme Parole d'excluEs, les auteurs montrent comment l'apprentissage collectif, le développement de nouvelles pratiques et la co-construction de connaissances permettent de développer les capacités collectives des acteurs locaux. En collaboration avec des équipes de recherche, les résident·e·s du territoire et les organisations locales réfléchissent aux contraintes qui bloquent leur développement et cherchent à les infléchir. Cela conduit à une construction collective du vivre-ensemble, à une prise en compte des conceptions individuelles du monde et à la production de connaissances contre-hégémoniques en collaboration avec les personnes les plus exclues :

Cette vision repose sur des compétences collectives et sur un processus constant d'apprentissage découlant de pratiques réflexives (retour constant sur l'action,

dialogues continuels). Sa base est l'action citoyenne et elle vise l'expérimentation d'un projet de société solidaire et inclusive. Sa stratégie d'intervention est définie à partir d'une prise de position selon laquelle la dévitalisation des collectivités résulte d'une construction sociale. Le processus peut donc être inversé, déconstruit en quelque sorte, afin de reconstruire un autre mode de vivre-ensemble solidaire, inclusif et communal. Il en résulte un modèle d'action qui vise la mise en place d'actions collectives à partir de la mobilisation et de l'implication des citoyens. (Fontan *et al.*, 2017)

Fontan *et al.* (2017) soulignent le rôle des savoirs locaux et de la co-construction des savoirs dans le développement de modèles d'action en résistance à l'hégémonie néolibérale. Les acteurs sociaux élaborent des processus réflexifs favorisant l'émergence de modèles de développement territoriaux fondés sur l'apprentissage collectif et la circulation des savoirs (Fontan *et al.*, 2017). Ce mouvement de remise en cause de la prééminence de la science pour résoudre les problèmes sociaux fait écho aux épistémologies féministes et décoloniales, et en particulier au développement des méthodes de recherche-action participative qui visent à lutter contre les inégalités sociales (Fals Borda, 1988; Fontan *et al.*, 2013; Heck, 2024).

Les processus d'innovation ne sont pas uniquement imputables aux populations hautement qualifiées et aux connaissances scientifiques, comme les groupes plus défavorisés contribuent également à la transformation du paysage économique, ce que montrent les expériences d'économie sociale et solidaire dans des secteurs très dévitalisés (Hersent, 2008; Klein et Champagne, 2011). Ces savoirs constituent un des éléments du capital socioterritorial mobilisé par les acteurs locaux pour revaloriser les territoires et influencer des changements sociaux à l'échelle locale (Fontan et Klein, 2004). Cela repose sur la capacité des acteurs à mobiliser et valoriser les ressources de leurs territoires, en particulier les ressources sociales, et à mettre en place des coalitions et alliances leur permettant d'influencer le développement de leurs territoires. La mise en commun d'une variété de savoirs des acteurs engagés dans la transformation socioterritoriale contribue à produire une vision d'ensemble des enjeux locaux et des actions à réaliser pour y remédier, qui se détachent des schémas politiques et économiques hégémoniques.

1.1.2.3 Tournant participatif du développement urbain

La question de la mobilisation des savoirs locaux est abordée dans un autre champ des études du développement, celui du développement urbain. Les décisions relatives à la planification urbaine sont marquées depuis le début du XXI^e siècle par un tournant collaboratif (Blondiaux, 2001;

Blondiaux et Sintomer, 2009; Deboulet et Nez, 2013; Dardot et Laval, 2015; Bherer *et al.*, 2018). Ce mouvement prend néanmoins racine dans des critiques plus anciennes du développement urbain conventionnel, notamment celle formulée par Jacobs (1961). À l'égard des savoirs locaux, Jacobs critique la tendance à ignorer et à sous-estimer les expertises des habitant·e·s des quartiers. Elle s'inscrit dans un mouvement global de valorisation des savoirs dits expérientiels dans les mouvements sociaux depuis les années 1960-1970, selon lesquels les savoirs experts sont inadaptés ou partiels pour concevoir l'action publique (Godrie, 2022). Ce recours aux savoirs locaux, citoyens ou expérientiels s'est peu à peu institutionnalisé et se multiplie, surtout à l'échelle locale, et est désormais considéré comme une norme de bonne gouvernance locale (Blondiaux, 2001; Blondiaux et Sintomer, 2009). Cette utilisation des savoirs vise à intégrer les populations citadines dans la prise de décisions publiques, en particulier les décisions relatives à l'urbanisme et à l'aménagement de l'espace, afin d'en améliorer l'efficacité et la qualité, mais aussi d'en maximiser l'acceptabilité sociale (Gendron, 2014).

Dans le cadre de la conception des projets urbains et des modalités de développement des territoires, la sollicitation de la participation des populations concernées part du postulat que celles-ci détiennent des ressources mobilisables pour penser la transformation de l'espace urbain (Deboulet et Nez, 2013). Ces approches de l'apport des savoirs locaux dans le développement urbain s'inscrivent dans une réactualisation de la philosophie pragmatiste de Dewey (2010) dans les sciences sociales, en particulier en ce qui concerne le modèle de la démocratie occidentale et les modalités de participation de la société civile aux décisions publiques (Cefaï, 2016; Andion *et al.*, 2017). L'approche pragmatiste plaide en faveur d'un rééquilibrage des rôles entre les savoirs des experts du développement urbain et les savoirs profanes dits « citoyens » dans la résolution des problèmes publics, soulignant l'apport des savoirs des « premières personnes concernées » (Sintomer, 2008). Carrel (2017) liste trois séries d'arguments en faveur de la démocratie participative : la légitimité et la qualité des décisions, l'*empowerment* des populations, en particulier celles qui sont les plus éloignées des décisions publiques, et l'amélioration du vivre-ensemble, dans une visée de transformation du modèle de la démocratie représentative. Or, selon l'autrice « la participation citoyenne peut toutefois s'avérer contre-productive pour enrayer la crise démocratique, lorsqu'elle se résume à une fausse promesse » (Carrel, 2017, p. 29). L'inefficacité des processus participatifs visant à régler les problèmes publics se heurtent à la fois à la

professionnalisation de l'action publique, qui laisse peu de places aux contre-pouvoirs, et à la fois à un délitement des capacités d'organisation collective des populations les plus vulnérables :

Les différents protagonistes de la participation citoyenne sont finalement pris dans un cercle vicieux : nombre de professionnels aimeraient être interpellés par des citoyens organisés collectivement, afin de pouvoir travailler avec eux, mais ils regrettent chez ceux-ci un manque de cohérence ou de compétences techniques. (Carrel, 2017, p. 31)

Ainsi, les deux principales critiques faites aux instances de participation publique sont le peu d'influence réelle accordée aux savoirs citoyens et l'homogénéité des personnes qui participent à ces instances, issues pour la plupart de la classe moyenne aisée, le plus souvent blanche, et ce, même dans les quartiers présentant une plus grande mixité sociale (Nez, 2011; Deboulet et Nez, 2013). La sous-représentation des groupes marginalisés dans les processus participatifs relève de ce que les épistémologies féministes et décoloniales qualifient d'injustices épistémiques. McCall (2017) met de l'avant la contribution des savoirs issus de l'expérience des inégalités sociales pour compléter les savoirs experts des professionnels de l'action sociale :

L'orientation technobureaucratique et centralisatrices des services publics est fondée en grande partie sur la non-reconnaissance de ces savoirs expérientiels des professionnels, laissant peu d'ouverture à leur partage. (McCall, 2017, p. 111)

À cet effet, Nez (2011) fait la démonstration des inégalités de pouvoir et de légitimité accordées aux savoirs citoyens dans les dispositifs de participation publique. Elle complète donc sa typologie des savoirs en y intégrant les enjeux de légitimité et de pouvoir des savoirs citoyens dans les dispositifs d'urbanisme participatif. Les savoirs « sollicités » par les institutions publiques – au moyen de consultations citoyennes, par exemple – sont ceux bénéficiant d'une plus grande légitimité et sont perçus par les institutions comme un moyen de s'approcher des besoins des citoyen·ne·s. Ils sont le plus souvent constitués d'une somme de savoirs d'usage servant à calibrer et à légitimer les décisions locales portant sur des mesures concrètes. Les savoirs « revendiqués » par la société civile se trouvent quant à eux davantage en situation conflictuelle vis-à-vis des pouvoirs publics qu'ils tentent d'influencer en présentant des revendications ou en produisant des contre-expertises. Finalement, les savoirs « déniés » sont détenus par les personnes absentes du débat public. Ces personnes sont victimes du manque d'accessibilité de ces processus pour les groupes sociaux moins favorisés ou plus marginalisés, parmi lesquels l'autrice identifie les femmes, les personnes migrantes et les personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale. Les personnes migrantes et issues de l'immigration sont généralement sous-représentées dans la sphère

politique, à la fois en termes de représentation quantitative dans les assemblées politiques, mais aussi en ce qui concerne la réponse à leurs besoins propres. Dans le cas spécifique de la France, Hersent (2003) souligne le caractère fondamentalement masculin du développement urbain, accentué par une valorisation plus grande des solutions techniques plutôt qu’humaines, mais par le manque de visibilité des problèmes vécus par les femmes, et en particulier les femmes migrantes, en comparaison avec ceux vécus par les jeunes hommes racisés, plus visibles dans l’espace public¹¹. Près de vingt ans plus tard, au Québec, le même constat est fait à Montréal-Nord lors d’un processus d’urbanisme participatif : les femmes migrantes, jeunes et moins jeunes, sont peu entendues dans les consultations publiques et leurs besoins et aspirations sont peu pris en considération dans le développement urbain (Bensiali-Hadaud et Germain, 2017; Heck *et al.*, 2021).

Ce déni de reconnaissance des savoirs des groupes les plus vulnérables s’inscrit dans un enjeu plus global d’inégalités épistémiques et de l’imbrication de ces inégalités dans des rapports de domination et d’oppression (Kidd *et al.*, 2017; Godrie et Dos Santos, 2017). Ma thèse soulève la question de la place des savoirs des personnes migrantes qui subissent ces inégalités sociales et épistémiques dans les processus de développement territorial qui valorisent la parole citoyenne des populations les moins audibles.

1.1.2.4 L’impact des savoirs des personnes migrantes sur le développement urbain

La participation des personnes migrantes aux processus de développement territorial est peu étudiée sous le prisme de la contribution de leurs « savoirs ». Cependant, les personnes migrantes ne sont pas totalement absentes des processus de développement territorial, en milieu urbain. En fait, la construction de villes pluriethniques comme Montréal est marquée par les différentes vagues d’immigration (Stghanrau et Hondagneu-Sotelo, 2002; Germain, 2018). L’installation de personnes migrantes entraîne l’émergence de nouvelles infrastructures et commerces, qui contribuent au développement économique local et à l’insertion des nouvelles communautés ethnoculturelles (Cha, 2005 ; Germain *et al.*, 2003; Manaï, 2016; Dheer, 2018). Cette présence visible des identités migrantes façonne le marquage ethnique de la ville, suscitant des réactions variées, comme l’illustre le cas du Petit-Maghreb, où les pouvoirs publics oscillent entre

¹¹ Cette visibilité excessive des jeunes hommes racisés issus de l’immigration n’est cependant pas dénuée de problématiques. Le profilage racial et les normes sociétales quant à l’occupation de l’espace public sont pour beaucoup dans ce surinvestissement de la question par les pouvoirs publics (Gonzalez-Castillo et Goyette, 2015; Rutland, 2020).

valorisation touristique et contrôle des expressions de l'ethnicité (Manai, 2016). La littérature portant sur l'entrepreneuriat migrant souligne de plus en plus leur créativité et l'apport de leur culture pour innover sur le plan économique (Dheer, 2018).

Dans cette recherche, je m'intéresse plus spécifiquement au rôle de la participation citoyennes des personnes migrantes, et en particulier celles qui peinent à s'insérer socialement et économiquement dans leur société d'accueil. Selon Theodore et Martin (2007), la mise en place d'infrastructures d'aide aux personnes migrantes s'apparente à une revendication de leur droit à la ville et contribue à proposer des visions alternatives du développement urbain. Les actions de ces organisations de la société civile migrante (*migrant civil society*) participent à l'incorporation des personnes migrantes, en particulier les personnes sans papier, dans les processus politiques locaux. À partir d'une comparaison entre les mouvements de défense des droits des personnes migrantes à Los Angeles, Paris et Amsterdam, Nicholls et Uitermark (2016) montrent comment les mouvements sociaux locaux peuvent s'étendre à d'autres villes et niveaux gouvernementaux, et ainsi engendrer un changement social. Le mouvement social porté par des communautés culturelles originaires d'Amérique latine à Chicago contre les lois anti-immigration en 2006 et 2007 a permis aux personnes migrantes de mobiliser les ressources de leurs communautés pour faire aboutir des revendications politiques (Betancur et Garcia, 2011). Cordero-Guzmán *et al.* (2008) montrent comment cette mobilisation a été rendue possible par les réseaux et les réussites bâtis au fil du temps par les organisations de la société civile portées par et pour les populations migrantes. Ainsi, la participation politique et sociale des communautés migrantes repose sur différentes formes d'organisation de la société civile, incluant les événements culturels, les églises et les lieux de cultes, les organisations caritatives et les organismes humanitaires transnationaux (Veronis, 2006 et 2010; Saint-Amour, 2019; Martiniello, 2021; Klein *et al.*, à paraître). Cependant, ces organisations contribuent à la formation d'une forme de citoyenneté se situant hors des statuts civiques standard des sociétés occidentales, qui méritent qu'on s'y penche pour comprendre l'influence des personnes migrantes sur leur société d'accueil (Danese, 2001; Quiminal, 2005; Veronis, 2012; Heck, 2014; Bensiali-Hadaud, 2020). L'étude des mouvements sociaux portés par cette société civile migrante souligne sa capacité d'influer sur le changement social dans son pays d'accueil au travers d'actions militantes et collectives porteuses de valeurs d'inclusion, de citoyenneté et de justice sociale (Theodore et Martin, 2007; Martiniello, 2011). De plus, on peut voir dans ces mouvements sociaux impliquant les organisations de la société civile migrante la

capacité à développer des stratégies innovantes de mobilisation permettant de faire entendre la voix de groupes sociaux exclus des processus politiques institutionnalisés (Betancur et Garcia, 2011; Klein *et al.*, à paraître).

Ainsi les initiatives portées par des personnes migrantes créent une solidarité communautaire et viennent apporter un soutien personnalisé aux personnes les plus exclues, par des stratégies d'intervention innovantes, inspirées des expériences vécues dans leur pays d'origine, comme le montre Heck (2014). L'autrice décrit les stratégies adoptées par la fondatrice d'une organisation de Montréal pour mobiliser les familles migrantes d'un complexe de logements sociaux. Cette femme, issue de la communauté haïtienne, produit ce que Heck (2014, p. 5) appelle « un travail innovant de proximité qui s'est développé à partir d'une pratique informelle et qui est basé sur le savoir d'expérience de l'intervenante de milieu ». Heck décrit en ce sens un ensemble de savoirs et de savoir-faire que l'intervenante réinvestit dans son travail quotidien auprès des familles migrantes. Les savoirs des personnes migrantes issus de leur propre expérience d'immigration et d'insertion au Québec leur permettent d'adopter une posture d'écoute des besoins des personnes migrantes et d'y répondre de façon innovante (Chamberland et Le Bossé, 2010). Les auteur·ice·s illustre le potentiel du savoir « importé » par les personnes migrantes de leur société d'origine pour mettre en place des stratégies innovantes d'action citoyenne. Quiminal (2005) montre notamment comment la valorisation des savoirs et savoir-faire au sein des projets de développement nord-sud développés par la communauté malienne française permet l'exercice et la reconnaissance de la citoyenneté de ses membres dans leur pays d'accueil. Allant dans le même sens, Nicholls et Uitterman (2016) soulignent la capacité d'auto-organisation de certaines personnes migrantes et leur engagement parfois très fort, hérité de luttes menées dans leur pays d'origine, qui leur confèrent la capacité d'influer sur les mouvements sociaux dans leur pays d'accueil.

Ainsi, face aux inégalités sociales qu'elles subissent dans leur pays d'accueil, les personnes migrantes ne restent pas inactives. Hersent et Rita-Soumbou (2011, p. 208) ont documenté des initiatives d'économie solidaire portées par des femmes migrantes dans le but de « satisfaire des besoins fondamentaux mais aussi pour changer la vie du quartier et créer leur propre emploi. » Ces initiatives s'appuient sur les savoir-faire de ces femmes pour créer des activités génératrices de revenus dans le domaine de la restauration, de la garde d'enfants, de la couture, etc. D'après les autrices, « ces initiatives représentent une expérience de valorisation positive des savoirs pour s'extraire des expériences négatives vécues en général suite à la perte de repères et la confrontation

à des situations d'échec et d'exclusion » (Hersent et Rita-Soumbou, 2011, p. 209). Les initiatives reposent sur une collectivisation des difficultés vécues dans l'expérience migratoire, et ces savoirs expérientiels agissent comme tremplin pour favoriser la création d'une cohésion sociale et une synergie collective pour passer à l'action (Chamberland et Dumais, 2010). Pour déployer ces initiatives, les personnes migrantes sont également amenées à acquérir des savoirs d'ordre politique et institutionnel, afin de naviguer dans les réseaux d'acteurs nécessaires à la réussite de leur projet (Dheer, 2018). En outre, ces entreprises donnent également de la crédibilité aux savoir-faire de ces femmes, le plus souvent cantonnées à la sphère domestique, savoirs déniés au sens proposé par Nez (2011). Elles constituent un atout pour le développement territorial, par l'insertion sociale des femmes migrantes et la création d'activités économiques qui valorisent les savoirs traditionnels de ces femmes, et en font des actrices du développement de leur territoire (Soumbou-Addo et Bachir, 2014).

Ainsi, plusieurs études sur la contribution des personnes migrantes à la lutte contre les inégalités sociales sur le territoire d'accueil démontrent l'apport des savoirs des personnes migrantes sur le développement territorial¹². Au-delà d'une vision purement utilitariste de l'apport des personnes migrantes à leur société d'accueil, sur le plan économique et social, la question de la reconnaissance de leurs savoirs s'inscrit aussi dans une certaine vision de la démocratie, au sein de laquelle tout individu peut participer activement à la vie sociale et politique, quel que soit son statut social ou son identité (Martiniello, 2011, Fraser, 2011).

1.1.3 Les approches décoloniales du développement

Les approches décoloniales se sont penchées sur la question dans une posture plus critique depuis le milieu des années 1970, en réaction à la crise du développement vécus par les pays du Sud libérés du joug colonial (Smith, 2011; Mignolo, 2013). Les critiques décoloniales du développement mettent en lumière l'impérialisme épistémologique imposé par la science occidentale et son imbrication avec l'entreprise coloniale. Les études décoloniales constitue une réflexion centrale en regard des rapports entre savoir et pouvoir (Médina, 2013 ; Visvanathan, 2016; Allen, 2017), elles

¹² La question de l'impact de l'immigration sur les régions rurales n'est pas abordée dans cette revue de littérature, qui se concentre plutôt sur les zones urbaines. En effet dans le contexte québécois, l'immigration reste encore très fortement concentrée dans la grande région de Montréal, qui accueille encore la majorité des personnes migrantes. Selon le recensement de 2021, 56 % de la population immigrante récente s'est installée dans la région de Montréal (Institut de la statistique du Québec, 2024).

remettent en question la hiérarchisation des savoirs et des pratiques ainsi que les injustices qui s'y rapportent, mettant ainsi en évidence les inégalités épistémiques subies par les savoirs locaux et les inégalités sociales qu'elles sous-tendent (Godrie et Dos Santos, 2017; Godrie, 2019; Kidd, *et al.*, 2017 Piron *et al.*, 2016b)¹³.

1.1.3.1 Critique du modèle de développement occidental

Les auteurs et autrices décoloniales remettent en cause les modèles de développement dominants, imposés par les anciennes puissances coloniales, et dénoncent le fait que ces modèles perpétuent des structures de domination et d'exploitation économique et politique, mais aussi culturelle et intellectuelle (Fanon, 1952; Mies et Shiva, 1993; Fals-Borda, 1988; Mignolo, 2000; Spivak, 2009). Cette remise en question du modèle de développement occidental prend racine dans les mouvements d'indépendance des pays colonisés et dans l'affirmation d'une autre voie possible hors des modèles capitalistes et communistes dans le contexte de la Guerre froide (Mignolo, 2013). Les théories décoloniales du développement soulignent les effets néfastes de ces modèles sur les structures sociales et les cultures locales, ainsi que sur la survie des populations du Sud et de leur environnement naturel (Quijano, 2000). Les auteur·trice·s remettent en question la neutralité scientifique revendiquée par la science occidentale, et soulignent son caractère situé dans un positionnement à la fois socio-historique et géopolitique (Semali et Kincheloe, 1999; Mignolo, 2001; Agrawal, 2004; Grosfoguel, 2006). À ce sujet, Mignolo écrit : « L'épistémologie n'est pas a-historique [...]. Elle doit se spatialiser, s'historiciser, en faisant jouer la différence coloniale » (2001, p. 6). En effet, l'épistémologie décoloniale dénonce le rôle des modèles occidentaux de production des connaissances dans la perpétuation, voire la justification des structures de domination et d'exploitation, au nom de la rationalité et du progrès scientifique. Ces approches remettent en question la tradition universaliste occidentale qui dévalorise les savoirs locaux et ne les considère pas pertinents pour appréhender le monde et ses phénomènes (Mignolo, 2013; Piron, 2017). La science occidentale est considérée comme un instrument de l'entreprise coloniale et néocoloniale qui contribue à justifier un modèle de développement prédateur sur les ressources des

¹³ Les épistémologies féministes ont également dénoncé et théorisé ces enjeux d'injustices épistémiques (Harding, 1991; Fricker, 2007; Doston, 2014; Hill Collins, 2017). Les arrimages entre ces théories féministes et les études décoloniales sont nombreux. Toutefois, ce sont les épistémologies décoloniales qui intègrent les dimensions de pouvoir dans la production des savoirs aux enjeux du développement et défendent le rôle des savoirs locaux dans les processus de transformation territoriale.

pays du Sud et les structures de production des savoirs locaux (Escobar, 1995). L'épistémologie décoloniale s'attache à déconstruire les discours de pouvoir et cherche à comprendre comment les relations de pouvoir historiques continuent d'influencer les dynamiques de développement. La domination de la pensée scientifique occidentale engendre un certain nombre de hiérarchies sociales et économiques. Quijano (2000) développe le concept de « colonialité du pouvoir » pour qualifier la hiérarchie ethno-raciale globale qui induit une domination des hommes européens sur les autres (femmes, personnes non européennes, etc.), qui affecte toutes les dimensions de la vie sociale. Selon Quijano (2000), ces rapports de domination s'étendent à toute la planète et se traduisent également par une hiérarchie d'ordre territorial qui engendre une domination des centres sur les périphéries (Grosfoguel, 2006). Ces rapports de pouvoirs sont imbriqués dans le capitalisme moderne, qui s'attaque autant aux ressources matérielles qu'aux savoirs locaux, par l'appropriation de ressources endémiques et des savoir-faire des populations locales et autochtones (Shiva, 1988; 2020). Les pays du Sud font face à la technocratisation du développement, où les experts et les institutions internationales imposent des solutions standardisées sans tenir compte des contextes locaux et des connaissances indigènes (Escobar, 1995). Cela conduit souvent à la marginalisation des populations locales et à l'aggravation des problèmes sociaux et environnementaux.

La pensée décoloniale s'attache également à produire des nouveaux récits, notamment en réhabilitant la sensibilité au monde des peuples marginalisés et opprimés, dans ce que Mignolo (2013) qualifie de « désobéissance épistémologique », soit, d'une part, le rejet de l'idée selon laquelle les savoirs occidentaux sont universels et applicables à tous les contextes et la valorisation, et, d'autre part, la réhabilitation des savoirs qui ont été marginalisés ou disqualifiés par les épistémologies dominantes. La désobéissance épistémologique implique l'adoption de nouvelles méthodologies et la création de nouveaux espaces de mise en dialogue de savoirs divers. C'est finalement une entreprise que l'on peut qualifier de justice épistémique (Godrie et Dos Santos, 2017) ou de justice cognitive (Visvanathan, 2016), puisqu'il s'agit de lutter contre les injustices imposées aux savoirs locaux et de reconnaître leur pertinence pour penser un autre monde et lutter contre les rapports de pouvoirs et domination induits par les épistémologies dominantes. Les savoirs locaux ne sont pas uniquement pris dans leur dimension utilitaire pour le développement, ce qui reviendrait à une autre violence épistémique, mais ils doivent surtout être valorisés en eux-mêmes pour ce qu'ils apportent en termes de production des savoirs. Les savoirs locaux s'insèrent

dans des systèmes de pensée et les nier revient à nier l'existence même des populations colonisées et marginalisées.

Mignolo (2013) développe également le concept de pensée frontalière. Selon lui, cette épistémologie décoloniale émerge des expériences vécues aux frontières, qu'elles soient géographiques, culturelles, linguistiques ou épistémologiques, et en particulier des migrations et expériences diasporiques du Sud. La pensée frontalière émerge des zones de contact où différentes cultures se rencontrent, s'affrontent et se mélangent, produisant des formes de connaissances et d'identités hybrides. Par leur expérience de marginalité et de double appartenance, les personnes migrantes sont dans une position unique pour développer une pensée qui questionne les épistémologies hégémoniques.

1.1.3.2 Le rôle des savoirs locaux dans l'après-développement

Les théories décoloniales appellent à une décolonisation épistémologique et ontologique qui afin de sortir du cadre eurocentré de production des connaissances et de bâtir un modèle de développement en accord avec les structures historiques, culturelles et sociales des territoires (Escobar, 1995; Mignolo, 2001). Elles appellent à un mouvement de valorisation, de préservation et de légitimation des savoirs locaux, dans une perspective d'autodétermination et de maîtrise du développement par les communautés (Shiva, 1988; Degrave, 2001; Kermoal et Altamirano-Jiménez, 2016; Escobar, 2004). Escobar (1995) appelle à repenser le développement en adoptant des perspectives alternatives qui valorisent les savoirs et les pratiques locales, promeuvent l'autonomie des communautés et cherchent des formes de développement plus équitables et durables.

Escobar (2016) décrit les alternatives au capitalisme qui ont été expérimentées au sein des mouvements sociaux du Sud en puisant dans les pratiques locales des groupes marginalisés et des populations autochtones. La relocalisation des systèmes économiques et le droit à l'autodétermination des populations locales sont au cœur de ces alternatives proposées par les différents mouvements critiques décoloniaux, de l'après-développement et de la décroissance. En s'opposant à des projets de développement menés par l'État et les grandes institutions internationales, les grandes entreprises ou les ONG du Nord, ces mouvements bâtissent des

modèles civilisationnels basés sur les savoirs, les besoins et aspirations des populations locales. Médina (2013) développe le concept d'épistémologie de la résistance pour souligner le travail de production de contre-discours par les groupes qui subissent des injustices épistémiques et les inégalités sociales. Ces discours produisent des récits contre-hégémoniques à partir d'une diversité de perspectives sur le monde. Cette pluralité des perspectives permet de dépasser les angles morts et les biais des récits dominants fondés sur une forme d'exclusivité épistémique. Cela fait par ailleurs écho aux travaux féministes sur la notion de « point de vue situé » notamment, qui met de l'avant le caractère partiel des savoirs scientifiques produit dans le contexte du patriarcat et des injustices épistémiques subies par les femmes du fait de l'invisibilisation de leurs savoirs (Haraway, 1988; Harding, 1991; Fricker, 2007). Par ailleurs, cette pensée du rapport entre savoir et pouvoir prends également racine dans les mouvements de femmes et penseuses féministes des Suds (Mies et Shiva, 1993; Verschuur et Destremau, 2012, Collinge, 2021). Ainsi, épistémologies décoloniales et féministes remettent en question le caractère universel des savoirs scientifiques et mettent en lumière les rapports de domination qui les parcourent. Ils remettent en question la hiérarchisation des savoirs et des pratiques et les injustices qui s'y rapportent, et mettent ainsi en évidence les inégalités épistémiques (Médina, 2013; Kidd, *et al.*, 2017).

Visvanathan (2016 [1997]) développe le concept de « justice cognitive » en réaction à la destruction et à l'effacement des savoirs des communautés rurales par les systèmes de domination coloniale. Selon lui les savoirs sont imbriqués dans des modes de vie variés qui doivent tous être reconnus et compris comme faisant partie d'une « écologie des savoirs »¹⁴. Comme dans un écosystème biologique, « chaque savoir a sa place, sa prétention à une cosmologie, son sens comme forme de vie. En ce sens, un savoir ne peut être détaché de la culture comme forme de vie ; il est relié à des moyens de subsistance, à un cycle de vie, à un mode de vie ; il détermine les chances de vie. » (Visvanathan (2016 [1997], paragr. 22). Pour Escobar (2016), les mouvements de résistance post-développementalistes favorisent et préservent la « pluriversalité », la coexistence de plusieurs

¹⁴ Le concept d'écologie des savoirs a été également discuté et théorisé par Boaventura De Sousa Santos. À la suite d'accusations de harcèlement sexuel et d'exploitation académique proférées par plusieurs étudiantes à son sujet, j'ai décidé de retirer cet auteur de mon cadre théorique, en soutien aux victimes, mais également en cohérence avec ma posture de chercheuse engagée. En effet, bien que je reconnaisse la pertinence des outils conceptuels développés par cet auteur, je souhaite souligner également que la production des savoirs, à plus forte raison sur des thèmes tels que la justice épistémique et la justice sociale, ne peut se faire sans une réflexion profonde et un renversement des rapports de domination et de pouvoir qui parcourent nos institutions. Cela commence par ne pas cautionner et mettre de l'avant les personnes qui exercent ces rapports de domination.

modèles de sociétés territorialisés, centrés sur la relation entre les différentes entités qui composent le territoire. Ils s'inspirent des cosmovisions indigènes notamment pour repenser et réorganiser la société autour de l'idée de communauté et de relationnalité, non seulement entre les humains, mais aussi entre les humains et le territoire (Dei et al., 2000; Sillitoe et Bicker, 2004; Lévesque *et al.*, 2013). Ces approches invitent à sortir de la dichotomie entre les « connaissances » rationnelles et les savoirs et croyances considérés comme « irrationnels » (Agrawal, 2004). Elles montrent surtout que les connaissances scientifiques et leurs critères de validité sont situés dans un contexte social et culturel au même titre que les savoirs locaux. À cet effet, certains auteurs mettent en garde contre une possible romantisation des savoirs locaux et soulignent le fait que la production des savoirs locaux est aussi sous-tendue par des rapports de pouvoirs ancrés dans les contextes culturels et sociaux au sein desquels ils se déploient (Agrawal, 1995; Briggs, 2005, Collinge, 2022).

Les théories décoloniales post-développementalistes mettent l'accent sur le rôle des savoirs locaux pour penser et mettre en œuvre des modèles de développement respectant les humains et l'environnement, et permettant de renverser le paradigme de la croissance économique (Escobar, 1995). Elles soulignent le rôle des savoirs ancrés dans une culture et un territoire donné, pour développer des solutions aux effets néfastes du développement imposés par la culture occidentale dominante (Semali et Kincheloe, 1999; Agrawal, 2004). Les définitions données aux savoirs dans ces mouvements de réaffirmation des savoirs locaux partent de l'expérience sociale des personnes concernées pour comprendre leurs conditions d'existence et leurs modes d'agir (Nugroho *et al.*, 2018). Toutefois, bien que les savoirs locaux soient de plus en plus pris en compte dans les programmes de développement, en particulier dans les pays des Suds, et Briggs (2005) souligne la focalisation sur des savoirs pratiques et le risque inhérent de laisser de côté d'autres savoirs jugés moins utiles. L'ancrage des savoirs locaux dans leurs contextes sociaux, culturels, environnementaux doit donc être pris en considération (Kermoal et Altamirano-Jiménez, 2016). Il s'agit de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être acquis et mobilisés dans le contexte social et culturel de la communauté. À cela s'ajoutent les savoirs découlant d'une vision et d'une conception spécifiques du monde, d'une cosmogonie propre à chaque communauté (Lévesque *et al.*, 2016). Cette conception trouve sa matérialisation dans un ensemble de savoirs qui reflètent les relations qu'entretiennent ces communautés avec leur environnement. Ces savoirs, ancrés dans les cultures locales, offrent un enseignement sur la façon dont l'interaction avec le monde peut nourrir une

vision du développement innovante permettant de répondre aux crises sociales et environnementales (Agrawal, 2004; Escobar, 2016). Les chercheuses et chercheurs décoloniaux encouragent un croisement entre les savoirs locaux et les connaissances scientifiques de tradition occidentale pour créer des solutions plus durables et adaptées aux contextes territoriaux spécifiques (Fals-Borda, 1988; Piron *et al.*, 2016b; Hall et Tandon, 2017). En valorisant les savoirs locaux, les approches décoloniales s'opposent à la tendance à l'homogénéisation culturelle et économique imposée par la mondialisation. Elle milite pour un développement qui préserve et promeut la diversité culturelle et biologique. En outre, s'appuyer sur les savoirs et savoir-faire locaux pour la revalorisation des territoires marginalisés favorise l'*empowerment* et la génération de revenus pour les populations les plus marginalisées. À cet égard, Guérin *et al.* (2011) mettent l'accent sur les savoir-faire traditionnels des femmes comme vecteur d'émancipation des populations locales et de création de systèmes économiques alternatifs. Le rôle des pratiques et savoirs locaux des femmes comme facteur de justice sociale et environnementale est partagé par la perspective écoféministe (Mies et Shiva, 1993; Sandilands, 1999; Salleh, 2024). En ce sens, des modèles de développement ancrés dans la valorisation de ces systèmes de savoirs permettraient de contrer les crises sociales et les dégradations de l'environnement occasionnées par l'industrialisation des pays du Sud (Shiva, 1988). Cela s'explique par le fait que ces pratiques sociales et ces savoir-faire sont ancrés dans la réponse quotidienne à des besoins de base adaptée à un contexte social et un territoire donné. Comme l'argumentent Nugroho *et al.*, (2018), les politiques de développement sont renforcées et mieux mises en œuvre lorsqu'elles sont co-construites avec les populations locales, à partir de leurs savoirs.

1.1.3.3 Un cadre qui s'applique également aux innovations sociales produites au Nord

Bien que conçu à partir du Sud, ce cadre théorique décolonial peut être appliqué aux innovations sociales transformatrices mises en place par les acteurs locaux du Nord. Pozzebon *et al.* (2021) développent une analyse décoloniale des innovations sociales transformatrices du Nord, à partir du cadre des technologies sociales développées par les auteur·trices du Sud. La conceptualisation de la technologie sociale s'inscrit dans l'histoire de la pensée décoloniale latino-américaine et émane de la critique du progrès et de l'hégémonie des pratiques occidentales de développement. Le développement du cadre de la technologie sociale émerge dans un contexte de résistance au modèle de développement colonial et d'apparition d'alternatives issues des acteurs de la société civile du

Sud global (Pozzebon et Fontenelle, 2018). Plutôt que de promouvoir la création d'innovations, la technologie sociale repose sur la revalorisation et la réappropriation par les populations locales de techniques qui émanent de leur territoire et de leur contexte social et culturel. La technologie sociale se rapproche de la conception de l'innovation sociale transformatrice en ce qu'elle repose sur un processus réflexif collectif et participatif mené par les acteurs partageant un même objectif de transformation sociale (Pozzebon *et al.*, 2021, Tello-Rozas *et al.*, 2025.). Le cadre de la technologie sociale se rapproche également des nouveaux modèles d'action en développement territorial, que Fontan *et al.*, 2017 analysent sous l'angle du *Buen Vivir*¹⁵. Les acteurs sociaux du Nord développent eux aussi des récits contre-hégémoniques et des alternatives au néolibéralisme par la mise en œuvre de processus de co-construction des savoirs impliquant les différents acteurs du territoire et leurs savoirs. Ces processus réflexifs reposent sur la reconnaissance de la coexistence d'une variété de formes de savoirs et la pertinence des modes de production des connaissances par les acteurs sociaux, hors et avec l'Université.

Ces alternatives au modèle hégémonique de développement font écho au cadre de la justice épistémique suggéré dans les épistémologies décoloniales (Visvanathan, 2016; Godrie et Dos Santos, 2017). La compréhension des enjeux sociaux est produite à partir de la perception des personnes qui les vivent. La mobilisation des savoirs des premiers concernés par ces enjeux renforce la validité, l'efficacité et l'acceptabilité sociale des actions collectives mises en œuvre. Un lien se tisse ici avec la perspective pragmatique de valorisation des savoirs dits expérientiels ou des savoirs citoyens. Les actions menées pour transformer les territoires prennent racine dans des modes d'agir qui ne sont pas liés uniquement aux savoirs scientifiques et qui permettent une émancipation des populations marginalisées. Il s'agit en effet de donner de la crédibilité à des savoirs habituellement invisibles et non considérés dans la prise de décision collective pour

¹⁵ Le concept de *Buen Vivir* ou *Vivir Bien* trouve ses origines dans les cosmovisions des peuples andins Quechua (Sumak Kawsay) et Aymara (Suma Qamaña), et il désigne l'harmonie entre toutes les formes de vie (Collinge, 2021). Il a été remis au centre des débats par les mouvements sociaux post-développementalistes en Amérique du Sud, en réaction aux insuffisances du paradigme du développement durable, incapable de remédier aux effets néfastes du modèle de développement extractiviste dominant (Vanhulst et Beling, 2014; Collinge, 2021). Il permet d'articuler l'interdépendance et l'équilibre entre les êtres humains et la Nature avec le rejet des rapports coloniaux de domination (Rougier, 2021)

produire des actions plus « efficaces », inclusives et qui remettent en question les rapports de pouvoirs et les inégalités sociales et épistémiques. Ces modèles reposent donc sur une reconnaissance du droit à d'autres formes de production des savoirs d'exister et d'expliquer le monde. Le concept de *Buen Vivir*, émergeant d'une co-construction de connaissances entre les mouvements sociaux indigènes et les intellectuels militants du Sud, répond à cette visée de production d'une alternative systémique, à partir des voix marginalisées des Suds (Rougier, 2021). Il transcende les approches anthropocentriques et productivistes pour instaurer une vision décoloniale, pluriverselle et inclusive, centrée sur la reconnaissance des savoirs autochtones comme épistémologies légitimes (Quijano, 2023). À travers cette approche, il s'agit non seulement de remettre en question les structures économiques et politiques héritées de la modernité coloniale, mais également d'opérer un renouveau culturel et spirituel capable de transformer les relations sociales et environnementales, à l'échelle globale (Fontan et Klein, 2020). Cela fait écho aussi aux objectifs visés par la recherche-action participative, telle que décrite par Fals-Borda (2020 [1988]), cela revient à « respecter les différences, écouter les voix différentes, reconnaître le droit de nos semblables à vivre et laisser vivre ». Concrètement, la justice épistémique est opérationnalisée par la création d'espaces entre les savoirs scientifiques et les savoirs d'autres groupes déclassés ou déconsidérés (Mignolo, 2001; Godrie et Dos Santos, 2017; Piron, 2017; Carrel, 2024; Manon et Autin, 2024). Dans le cas des territoires dévitalisés et de la mobilisation de savoirs dits locaux, il s'agit de redonner une voix à des personnes et des groupes invisibilisés, marginalisés. Les acteurs sociaux engagés dans ces processus réflexifs reconnaissent le droit de tous et toutes de prendre part au débat social et la pertinence de ces savoirs pour produire des solutions permettant de lutter contre les inégalités sociales. La mise en dialogue d'une pluralité des savoirs permet de prendre en considération ces différentes conceptions du monde, pour avoir une image la plus complète possible des enjeux sur lesquels agir d'une part, mais également pour dépasser les inévitables écueils et biais de chacune des conceptions, d'autre part. Le croisement entre des savoirs multiples a donc pour objectif de s'extraire d'une vision nécessairement partielle du monde apportée par les perspectives situées de chacun·e pour aboutir à une connaissance hybride (Carrel *et al.*, 2017). Cette approche consiste en l'élaboration d'un dialogue entre les différents savoirs afin de créer un sens commun comme base de la transformation sociale.

Le cadre de la justice épistémique coïncide donc avec l'approche de co-construction souvent adoptée par les acteurs engagés dans l'action collective menant à l'élaboration de nouveaux modèles de développement territoriaux. Les processus de co-construction sont des espaces de négociation, de dialogue entre toutes les parties prenantes d'une action, comprenant idéalement les premiers concernés par celle-ci, visant à produire une vision et des objectifs communs sur lesquels faire reposer les transformations visées (Foudriat, 2016; Vaillancourt, 2019). La co-construction passe par des mécanismes de collaboration, de compromis et d'apprentissage collectif impliquant des acteurs aux intérêts et aux capacités d'action parfois divers (Fontan *et al.* 2017; Klein, 2017). Dans des contextes impliquant des personnes marginalisées, l'approche de co-construction peut leur permettre d'influencer des changements afin que ceux-ci correspondent à leurs besoins et aspirations, et puissent contribuer à lutter contre les inégalités épistémiques qu'elles subissent (Fontan *et al.*, 2017; Vaillancourt, 2019). Cette approche peut également s'inscrire dans une volonté de briser le monopole de la science sur la production des connaissances et contribuer à produire des connaissances issues d'une forme d'hybridation entre les savoirs (Carrel *et al.*, 2017). En outre, cette méthode favorise une plus grande validité et efficacité de l'action en construisant des actions basées sur les relations directes des individus concernés avec les enjeux et les territoires sur lesquels les acteurs interviennent (Fals-Borda, 1988; Escobar, 2016). Cela se rapproche de ce que Fontan et Heck (2017) appellent « un croisement de savoirs, de pratiques et de pouvoirs ». Le croisement des pratiques fait référence à la vigilance à apporter aux différences de comportements, de modes de penser et d'agir pour favoriser la mise en dialogue des savoirs dans une visée de justice épistémique et de justice sociale. Il s'agit d'aménager des espaces de dialogue qui favorisent la participation pleine et entière d'une diversité de personnes, dont les ressources langagières, cognitives et matérielles sont variées. Cela va de l'aménagement des horaires et des lieux de rencontres à l'adaptation du niveau de langage employé, l'offre de nourriture pour assurer la convivialité ou d'un service de garde pour les familles monoparentales (Fontan et Heck, 2017; Manon et Autin, à paraître). Allant au-delà des aspects très concrets de ce croisement des pratiques, les épistémologies décoloniales s'attardent sur la complémentarité des modes d'agir, dans ce qui peut s'apparenter à une « écologie des pratiques » (Stengers *et al.*, 2000). Rappelons le postulat de départ de ces épistémologies, selon lequel la science occidentale (ou de tradition occidentale) peut servir à légitimer des actions (le projet colonial en particulier) qui engendrent des rapports de domination et des inégalités. Ainsi, au même titre que la science offre une vision partielle de la

réalité, les savoirs scientifiques ou experts ne sont pas les seuls sur lesquels faire reposer la lutte contre les inégalités sociales et épistémiques. Les épistémologies décoloniales appliquées au développement territorial promeuvent la reconnaissance des modes des vies des populations locales, leurs savoir-faire et leurs relations directes avec leur environnement, car ceux-ci induisent des modes d’agir pertinents dans ce contexte donné.

Les approches décoloniales sur le développement et la mobilisation de savoirs locaux nourrissent la recherche, car elles soulignent l’imbrication entre les inégalités épistémiques et les inégalités sociales. Cette thèse traite de la manière dont les acteurs sociaux s’attachent à redonner une crédibilité et une validité sociale à des savoirs marginalisés, dévalorisés, invisibilisés, et trop rarement mobilisés dans la production des savoirs et la recherche de solutions aux problèmes publics complexes. Lutter contre les inégalités épistémiques suppose que les processus de co-construction des savoirs et de l’action collective contribuent à l’émancipation des personnes marginalisées en raison, notamment, de la pauvreté et de l’exclusion sociale (Carrel *et al.*, 2017; Hall, Godrie et Heck, 2020), et à une « montée en pouvoir de la voix citoyenne » (Fontan et Heck, 2017).

Au-delà de la reconnaissance des savoirs marginalisés au sein des modèles alternatifs de développement territorial mis en œuvre par des acteurs locaux, le changement social passe également par un changement culturel permettant d’abolir les inégalités épistémiques et de permettre la participation pleine et entière des personnes marginalisées aux décisions qui les concerne. En cela, le cadre de la justice épistémique trouve son prolongement dans la théorie de la justice sociale développée par Fraser (2011)¹⁶. Celle-ci permet d’arrimer la valorisation des savoirs des groupes marginalisés, leur représentation dans la vie sociale et politique et la lutte contre les inégalités sociales et économiques.

1.1.4 L’enjeu des savoirs locaux à l’aune de la théorie de la justice sociale de Fraser

La première partie de ce chapitre brosse un portrait des différentes conceptions de l’apport des savoirs dans les processus de développement local. L’approche du développement socioterritorial accorde une place importante à la production de savoirs scientifiques orientés vers les besoins réels

¹⁶ Cet arrimage est développé au chapitre 2.

des populations locales et la valorisation des savoirs locaux pour produire des innovations sociales qui viennent répondre aux inégalités sociales et économiques des territoires. Ce sont toutefois les théories décoloniales qui sont allées le plus loin dans la remise en question de l'impérialisme épistémologique et des injustices épistémiques imposées par le modèle de développement dominant. Ces théories critiques soulignent les rapports de pouvoir et de domination sous-jacents au processus de production des connaissances mais prônent également le développement d'une autre science, rendant justice aux savoirs locaux.

La conception décoloniale de la justice épistémique appliquée au développement territorial fait écho à la théorie de la justice sociale théorisée par Fraser¹⁷ (2011). Fraser définit trois types d'injustices : « la distribution inique », soit les inégalités et inéquités de distribution des richesses; « le déni de reconnaissance », soit la négation du droit à la différence et les injustices épistémiques et culturelles qui en découlent; et « le déni de représentation », soit les obstacles à la participation pleine et entière des individus au débat public. Cette théorie repose sur un idéal de société qui ne serait ni producteur d'exclusion, ni producteur de pauvreté, et au sein duquel chaque individu serait en pleine capacité de participer à vie sociale. L'atteinte de la justice sociale est conditionnelle à trois dimensions : une dimension culturelle, qu'elle appelle la reconnaissance, une dimension économique, qui concerne la redistribution et une dimension politique, qui a trait à la représentation. À l'intersection de ces trois dimensions se situe le concept de parité de participation, soit « le fait de prendre part et de participer, en tant que partenaires à part entière sur un pied d'égalité avec les autres, aux délibérations publiques relatives aux questions de justice et d'injustice » (Lapointe, 2020). Pour Fraser, les injustices sociales et culturelles sont des obstacles à la parité de participation. Pour permettre la participation pleine et entière de chaque membre de la société, deux conditions doivent être mises en œuvre : une condition matérielle, qui « bannit toutes formes d'inégalité matérielle et de dépendance économique » et une condition culturelle, qui « bannit les modèles culturels qui déprécient systématiquement certaines catégories de personnes et les qualités qui leur sont associées » (Fraser, 2001, p. 54). C'est cette dernière condition, centrée sur l'enjeu de la reconnaissance, qui permet d'éclairer l'enjeu de la contribution des savoirs locaux au

¹⁷ L'œuvre de Nancy Fraser s'appuie sur son étude des mouvements féministes plutôt que sur les mouvements sociaux des Suds et décoloniaux. En revanche, sa théorie de la justice sociale nous apparaît être une façon de clarifier et rendre concrets les enjeux relatifs à la reconnaissance des savoirs locaux.

développement territorial. Fraser aborde la question de la reconnaissance des groupes marginalisés comme un enjeu de statut social, qui relève de l'institutionnalisation des hiérarchies entre les groupes sociaux et donc des injustices sociales : « Le déni de reconnaissance n'est ni une déformation psychique, ni un tort culturel autonome, mais une relation institutionnalisée de subordination sociale » (Fraser, 2011, p. 79).

Pour les approches décoloniales, la valorisation des savoirs des groupes opprimés ou subordonnés s'inscrit dans la poursuite d'un changement de statut de ces groupes, par la reconnaissance de leurs voix et de leurs perspectives sur le monde (Mignolo, 2013; Visvanathan, 2016). Dans une perspective de développement des territoires, ces approches revendiquent une reconnaissance de l'agentivité des populations locales et la reconnaissance de la contribution de leurs savoirs pour assurer un développement respectueux des structures sociales et culturelles et de l'environnement (Sillitoe et Marzano, 2009; Kolawole, 2015). La reconnaissance de la pluralité des savoirs et la mise en dialogue de ces savoirs contribuent à déconstruire l'exclusivité épistémique de la production de savoirs et ouvrent un espace de dialogue démocratique autour de la recherche de solutions transformatrices allant dans le sens de la justice sociale (Piron, 2016 ; Hall, Godrie et Heck, 2020). Ces propositions quant à la reconnaissance des groupes marginalisés en tant que détenteurs de savoirs pertinents pour la transformation sociale font écho à la proposition de Fraser concernant la reconnaissance :

Visant non à valoriser une identité de groupe, mais à venir à bout de la subordination, les prétentions à la reconnaissance cherchent à établir l'individu subordonné comme partenaire à part entière de la vie sociale, en mesure d'interagir en tant que pair avec les autres. (Fraser, 2011, p. 80)

Ainsi la reconnaissance intervient lorsque les conditions sont réunies pour que les groupes et savoirs dévalorisés puissent prendre part à la prise de décision, afin d'élaborer des solutions efficaces aux problèmes sociaux. Il s'agit de donner la capacité aux « sans voix » de prendre part aux processus délibératifs et d'infléchir les résultats de ces processus pour mettre en œuvre des projets qui transforment les rapports de pouvoir. C'est ainsi que sont créées des innovations sociales qui peuvent être qualifiées de « réformes non réformistes » selon Fraser (2011), c'est-à-dire qui favorisent la création de trajectoire de changements plus radicaux et élargissent le répertoire d'actions possibles pour le futur (Lapointe, 2020). Ainsi, selon Fraser, remédier à

l'absence de reconnaissance de ces groupes sociaux vise à changer les institutions sociales afin de favoriser leur parité de participation de ces groupes dans la vie sociale. Ainsi, la reconnaissance de la coexistence d'une diversité de savoirs et leur représentation dans les processus de développement territorial est une condition nécessaire à la mise en œuvre de solutions qui contribuent au changement social, à infléchir les rapports de pouvoirs, les inégalités économiques et le manque de représentation politique des groupes sociaux opprimés ou subordonnés. Ainsi la théorie de la justice sociale de Fraser arrime l'enjeu des inégalités épistémiques à celui des inégalités sociales.

1.2 Les savoirs locaux en question

1.2.1 Peut-on faire une distinction entre « savoir » et « connaissance » ?

Le philosophe André Gorz distingue les connaissances du savoir et de l'intelligence. Selon, lui le fait de « connaître » un objet est le résultat d'une objectivation de la réalité, distincte du sujet et de ses capacités cognitives et sensorielles, qui ne sont pas issues de l'expérience réelle des choses, mais d'un apprentissage construit socialement. Pour Gorz, la connaissance est un capital immatériel, portant sur « des contenus formalisés, objectivés, qui ne peuvent, par définition, appartenir aux personnes » (Gorz, 2003, p. 13-14). Pourtant, l'économie capitaliste de la connaissance, que Gorz appelle le capitalisme cognitif, est caractérisé par la privatisation des connaissances, biens communs produits de façon collective, qui passe par le contrôle de l'accès aux technologies de l'information (comme Internet) et l'établissement de droits de propriété intellectuelle afin d'accumuler les connaissances. Ainsi, selon Gorz (2003), on peut « connaître » sans « savoir », ce qui est un élément central de sa posture. Selon lui, « la société de la connaissance » conduit à un appauvrissement des capacités cognitives individuelles et collectives et donc une forme de déshumanisation de la société. Gorz (2003) rejoint ici les perspectives écoféministes et décoloniales sur la connaissance comme agent de justification des inégalités sociales, raciales et de genre engendrées par le développement capitaliste :

Les déterminations qui identifient l'objet de la connaissance sont donc culturellement et socialement qualifiées. Elles confèrent à l'objet une identité qui n'a pas l'évidence d'une vérité vécue. La connaissance est le résultat d'un apprentissage social en ce qu'elle est avant tout connaissance des déterminations socialement constituées qui serviront à fonder une intellection socialement validée du réel. (Gorz, 2003, p. 107)

Pour Gorz (2003), la connaissance n'est qu'une compréhension partielle et abstraite du monde. Il définit les connaissances comme étant « formalisables, codifiables » et désincarnées, c'est-à-dire que le sujet connaissant est détaché des objets qu'il connaît. Les savoirs en revanche sont ancrés dans la pratique individuelle, et requièrent toutes les facultés cognitives et sensorielles (l'intelligence), pour être appropriés et utilisés par l'individu. Ainsi, il donne à « l'intelligence » une définition proche de celle de Piaget (1994), soit un ensemble de facultés mises en œuvre par l'humain pour interagir avec son environnement et ainsi satisfaire ses besoins, ses désirs, ses objectifs. Dans cette conception, les savoirs sont ancrés dans l'expérience individuelle du monde qui nous entoure, puisqu'ils sont maîtrisés par les individus sans nécessairement avoir fait l'effort d'un apprentissage formel (par exemple le langage, la langue maternelle). Les connaissances constituent quant à elles l'ensemble des règles qui sont impliquées dans le savoir (comme les règles grammaticales d'une langue). Gorz s'inspire de la phénoménologie pour définir les « savoirs » issus du vécu et des perceptions des individus. Selon lui, les savoirs ne sont pas appropriables par autrui, car ils sont faits d'expériences et de pratiques devenues des évidences, ancrées dans une habitude, pour la personne qui les détient : « Le savoir est appris quand la personne l'a intégré au point d'oublier qu'elle a dû l'apprendre » (Gorz, 2003, p. 38). Ces savoirs prennent leur source dans l'expérience et la perception, que Gorz qualifie de « savoir intuitif, pré-cognitif » (Gorz, 2003, p. 107). Il défend l'idée d'une société de l'intelligence et des savoirs en faveur d'une plus grande justice sociale et épistémique. Il prône un développement des connaissances qui ne soit pas une appropriation et une déshumanisation des savoirs, mais qui soit orienté vers les besoins et les aspirations issus des savoirs vécus, afin de bâtir une société plus riche et en « augmenter la qualité de vie » (Gorz, 2003, p. 109).

Dans sa théorie de la connaissance (*theory of knowledge*), Dewey remet en question le caractère absolu et vrai de la « connaissance », qu'il définit comme le résultat d'un processus expérimental permettant aux individus de rendre intelligible une réalité matérielle. Les humains comprennent le monde qui les entoure à partir de l'expérience qu'ils font de leur environnement et des actions qu'ils posent pour s'y adapter. Le terme « *knowledge* » renvoie à la fois à l'action de penser et à celle de réagir à des situations dans un processus empirique que Dewey qualifie d'enquête (*inquiry*) (McDermid, n.d). C'est cette dernière idée qui est reliée à la proposition de Gorz (2003) selon

laquelle c'est par l'expérience sensorielle et subjective d'une réalité et la mobilisation des capacités cognitives que se forme le savoir (Godrie, 2014).

Cette logique expérimentale est appliquée par Dewey à l'exercice de la démocratie (Dewey, 2010; Godrie, 2014; Cefaï, 2016). Selon lui, l'action publique doit partir de cette expérience individuelle et première des situations problématiques. À cet égard, il utilise la métaphore suivante pour expliquer le fait que la personne qui expérimente le problème est la mieux placée pour l'identifier : « Celui qui porte la chaussure sait mieux si elle blesse et où elle blesse, même si le cordonnier compétent est le meilleur juge pour savoir comment remédier au défaut » (Dewey, 2010, p. 177).

En outre, les problèmes publics sont identifiés à partir de la mise en commun des expériences individuelles, formant ce que Cefaï (2016) qualifie d'expérience collective. Le processus d'enquête est ainsi appliqué aux acteurs sociaux dont les actions associées à un problème sont qualifiées d'expérimentations. Andion *et al.* (2017) appliquent cette perspective à l'analyse des innovations sociales portées par la société civile. Le passage à l'action des acteurs sociaux constitue un travail d'enquête sociale au sens où il repose sur une conception commune du problème, issue de l'expérience vécue des personnes touchées et aboutit à la mise sur pied d'expérimentations.

L'opposition faite par Gorz (2003) entre « connaissance » et « savoir » rejoint les épistémologies féministes et décoloniales qui soulignent le caractère situé des connaissances scientifiques, c'est-à-dire leur ancrage dans un système de pensée patriarcal, colonial et capitaliste, mais également la manière dont elles sont vidées d'une partie des expériences du monde faites par les groupes dominés (Haraway, 1988; Harding, 1991; Médina, 2013; Fricker, 2017; Médina, 2023). De plus, la globalisation s'accompagne d'un mouvement de privatisation des savoirs dits locaux, par l'appropriation de ressources endémiques et des savoir-faire des populations locales et autochtones. Face à cela, un mouvement de valorisation, de préservation et de légitimation des savoirs locaux a émergé, dans une perspective d'autodétermination et de maîtrise du développement par les communautés (Shiva, 1988; Degrave, 2001; Kermoal et Altamirano-Jiménez, 2016). Les définitions données aux savoirs dans ces mouvements de réaffirmation des réalités vécues, des besoins et des aspirations des communautés locales, vont cependant plus loin que la distinction faite entre « savoirs » et « connaissances » faite par Gorz. En effet, les épistémologies décoloniales, affirment le caractère situé des « connaissances » scientifiques, qu'il convient donc de considérer

comme un « savoir » de sorte à recadrer son ancrage dans un système social et culturel propre à l'évolution des sociétés occidentales. Sa prééminence sur les autres savoirs ne peut être justifié par sa « supériorité » ou sa plus grande efficacité pour agir sur le monde, car il peut au contraire servir à légitimer des attitudes prédatrices sur les autres systèmes de savoirs, les territoires et les cultures (Grosfoguel, 2006). L'hégémonie des sciences occidentales engendre une invisibilisation, voire une décrédibilisation d'autres systèmes de pensées considérés comme minoritaires ou non scientifiques alors qu'ils lui sont complémentaires (Heck et Godrie, 2016; Piron, 2017). En ce sens, il ne s'agit pas de rejeter en bloc le savoir scientifique, mais plutôt de rééquilibrer son apport dans le développement des territoires, et de rehausser l'apport des savoirs locaux pour comprendre et agir adéquatement sur les enjeux locaux (Escobar, 2016). Utiliser le terme de « savoirs » permet donc de situer la réflexion dans la reconnaissance de la pluralité des épistémologies.

1.2.2 La notion de « savoirs locaux »

Dans les théories du développement, bien que plusieurs termes soient employés pour désigner les savoirs vernaculaires (comme « savoirs autochtones » ou « savoirs traditionnels »), il semble que celui de « savoirs locaux » regroupe le mieux l'ensemble de ces dénominations, afin de désigner les savoirs peu considérés par la science occidentale et les programmes de développement local (Roué, 2012; Heck et Godrie, 2016). Comme le souligne Roué :

C'est donc pour englober tous ceux qui détiennent un savoir ancré dans une tradition que l'on parle de savoir local ou de savoirs locaux. Cette dénomination permet de prendre en compte les paysans, marins et autres locaux qui détiennent des corpus de savoirs sur leur environnement naturel sans pour autant se considérer comme, ou être, une population autochtone. (Roué, 2012, p. 3)

Mais que désigne-t-on par le terme « savoirs locaux »? Selon Smith (2011), ce terme désigne « le savoir que les gens vivant dans un lieu particulier ont de leur environnement¹⁸ ». Les personnes venant de l'extérieur de ces territoires, et en particulier celles qui veulent y intervenir à titre d'experts à des fins de développement, qu'il soit économique ou social, ne possèdent pas toujours

¹⁸ Traduction personnelle.

ces savoirs ou alors n'en ont qu'une connaissance « abstraite » et non empirique. Ainsi, comme le résument Heck et Godrie (2016) :

Les savoirs locaux désignent généralement tout ce qui n'appartient pas à la tradition scientifique occidentale, souvent comprise comme universelle, et qui s'est largement imposée comme la norme. Quand on parle de savoirs locaux, il peut s'agir autant de savoirs liés à des pratiques ancestrales (telles des pratiques liées au bien-être ou à l'utilisation de ressources naturelles), qu'à des savoirs contemporains, mais non dominants à l'échelle globale. Ces savoirs, partagés par des collectivités, portent autant sur la compréhension de l'univers que sur des éléments qui le composent (ex : cosmologie, la classification des plantes, l'organisation sociale). Ils peuvent aussi se référer à l'expérience vécue ou à la mémoire collective d'un groupe par rapport à des situations données (par exemple, la migration ou un rapport d'oppression), et qui ne sont pas intégrées et entendues dans les récits historiques dominants. (Heck et Godrie, 2016)

Le terme « savoirs locaux » englobe donc également ce que certain·e·s désignent par le terme « savoirs expérientiels » (Godrie, 2014; 2022) ou « savoirs citoyens » (Sintomer 2008; Nez 2011), en particulier lorsqu'il s'agit de savoirs dévalorisés ou invisibilisés. En somme, les savoirs locaux sont ceux détenus par des personnes subissant des inégalités épistémiques en raison de leur statut social (Kidd *et al.*, 2017; Godrie et Dos Santos, 2017). Le caractère empirique de ces savoirs est central, il faut avoir eu l'expérience particulière d'un territoire ou d'un phénomène pour être en mesure d'en mesurer pleinement son caractère et ses enjeux (Smith, 2011). Cette définition du « savoir local » se rapproche de celle des « savoirs expérientiels », employés par les mouvements de promotion de la recherche-action participative et de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Godrie, 2022) :

Les savoirs expérientiels renvoient à un ensemble de savoir-faire, savoir-dire ou savoir-être dérivés des expériences vécues, mais ne sont pas réductibles à ces expériences. Passer du vécu au savoir repose sur un ensemble d'opérations qui changent le statut épistémologique de l'expérience en savoir expérientiel. [...] Ils imposent donc une certaine distance par rapport à l'expérience immédiate même s'ils sont parfois mobilisés implicitement sans être thématifiés en tant que savoirs expérientiels et qu'ils font parfois l'objet d'une rationalisation après-coup, notamment grâce à des processus de narration et de partage d'expérience qui favorisent la réflexivité. Les savoirs expérientiels se renforcent ainsi au fil de trajectoires individuelles par les constats répétés des liens de cause à effet entre les savoirs expérientiels développés et mobilisés, et l'effet que les personnes constatent dans leur vie. (Godrie, 2022)

L'auteur insiste ici sur le processus de transformation de l'expérience individuelle en savoir expérientiel par la mise en récit et la collectivisation des perceptions et conséquences individuelles d'un phénomène. Selon l'auteur, cela dépend à la fois des capacités individuelles des personnes à exprimer leur vécu mais également des espaces qui leur sont offerts partager librement leurs expériences. Or la hiérarchie entre les savoirs imbriqués s'accompagne d'un déni de légitimité des savoirs expérientiels. Le terme « savoirs locaux » permet de tenir également compte de l'évolution de ces savoirs dans le temps, de leur ancrage dans un territoire donné, ce qui n'est pas évident dans le cas du terme « savoirs expérientiels », qui renvoie plutôt à l'expérience d'un phénomène social.

We define 'local knowledge' as the knowledge that people in given communities or organizations have accumulated over time through direct experience and interaction with society and the environment. Local knowledge often deals with the same subject matter as scholarly research. However, local knowledge embodies different perspectives, meanings and understandings that are informed by local contexts and shaped by human interaction with the physical environment. (Nugroho, Carden et Antlov, 2018, p. 3)

Ainsi, c'est l'ancrage de ces savoirs dans leur contexte local, culturel, environnemental qui est à prendre en considération (Kermoal et Altamirano-Jiménez, 2016). Il s'agit de savoirs, savoir-faire et savoir-être acquis et mobilisés dans le contexte social et culturel de la communauté. Ces savoirs, ancrés dans les cultures locales, offrent un enseignement sur la façon dont l'interaction avec le monde peut nourrir une vision innovante du développement afin de répondre aux crises sociales et environnementales (Agrawal, 2004; Escobar, 2016). Dans cette perspective, les savoirs locaux ne sont pas dénués de scientificité. Ils sont issus de processus de production des savoirs anciens et ils évoluent dans le temps (Rondé, 2012). Visvanathan insiste sur le rôle de ces savoirs dans la résolution des problèmes par les groupes concernés :

L'idée de justice cognitive nous sensibilise donc non seulement à la pluralité des formes de savoir, mais aussi aux diverses communautés qui cherchent à résoudre les problèmes. Ce qu'elle propose est une imagination démocratique dans une vision du monde sans marché, sans compétition, où la conversation, la réciprocité et la traduction créent des savoirs. Ces savoirs ne sont pas des savoirs experts, mais des amalgames de souvenirs, d'héritages, de patrimoines, une heuristique plurielle de résolution de problèmes dans laquelle les citoyens prennent à la fois le pouvoir et le savoir entre leurs mains. (Visvanathan, 2016, parag. 35)

Par ailleurs, ces définitions soulignent le fait que ces savoirs ne sont pas uniquement acquis par la simple nécessité de la survie, mais qu'ils découlent de processus réfléchis d'acquisition de nouveaux savoirs sur leur environnement (Heck et Godrie, 2016). Reconnaître les savoirs locaux revient donc à une reconnaissance de l'agentivité des groupes sociaux marginalisés et contribue à leur émancipation.

1.2.3 Le concept de « savoirs citoyens »

Sintomer (2008) distingue trois ensembles de savoirs mobilisés dans les processus de participation publique. D'abord, « la raison ordinaire », aussi appelée « savoir d'usage », est fondée sur une relation usagers-clients entre les personnes concernées par les décisions publiques et les institutions publiques. Les « citoyen·ne·s »¹⁹ ont une connaissance de leur milieu issue de leur expérience individuelle de leur territoire. Le savoir citoyen constitue aujourd'hui une ressource centrale pour concevoir l'espace urbain ainsi qu'orienter et légitimer la décision publique. Cependant, ce savoir convoqué par les pouvoirs publics reste circonscrit dans une logique locale, sectorielle et basée sur une expérience individualisée du territoire, auprès des « usagers-témoins » de la ville, en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques : la mère de famille, le jeune, la personne âgée, etc. (Nez, 2011). Dans une deuxième catégorie, Sintomer (2008, p. 122) identifie le « savoir professionnel diffus » issu d'une qualification de plus en plus importante des savoirs citoyens dans une société qualifiée de « société de la connaissance ». Ces compétences techniques sont réinvesties par les personnes impliquées dans les processus participatifs, leur permettant de produire un savoir systématisé sur leur territoire et d'influencer la décision publique. De plus, la société civile se structure autour de ces instances de participation publique et contribue au développement de contre-expertises appuyées par des argumentaires scientifiques, venant faire opposition aux études institutionnalisées (Sintomer, 2008). Enfin, les savoirs issus de l'inscription des citoyens dans les réseaux d'acteurs et l'acquisition de savoir-faire politiques, est qualifiée par Nez (2011) de « savoirs militants » et par Sintomer (2008) de « métier de citoyen ». Ces savoirs sont issus d'une éducation à la citoyenneté et à la participation publique par l'État, d'une part, mais également d'un *empowerment* des citoyen·ne·s qui prennent de plus en plus part à la décision publique. Ainsi, la mobilisation du savoir citoyen au sein des débats publics conduit à une co-

¹⁹ Ce terme ne désigne pas le statut juridique des personnes, mais leur statut dans les démarches participatives ou ils et elles sont convoqués à titre de « non-experts ».

construction des savoirs sur la ville et à la formation d'un savoir hybride, au sein duquel les citoyen·ne·s ne sont plus des profanes et détiennent des expertises utiles au développement urbain (Deboulet et Nez, 2013).

Nez (2011; 2015), propose une typologie des « savoirs citoyens » qui rend compte de la multiplicité des savoirs mobilisés par les personnes impliquées dans les processus participatifs, mais qui démontre également la disparité de légitimité qui leur est accordée (Lalande, 2022). La définition de « savoirs citoyens » développée par l'autrice permet d'intégrer des savoirs qui ne sont pas uniquement issus de l'expérience d'enjeux sociaux, mais qui incluent également les expériences professionnelles et militantes des personnes qui s'engagent dans des processus participatifs de développement territorial. L'autrice désigne par « savoirs citoyens » :

l'ensemble des connaissances, des expériences et des techniques, c'est-à-dire non seulement les ressources cognitives (savoirs au sens strict), mais aussi les habiletés pratiques (savoir-faire), que peut mobiliser un acteur qui ne dispose ni d'un statut d' élu ni d'un statut de professionnel lorsqu'il intervient dans les dispositifs participatifs. (Nez, 2015, p. 389)

Cette définition apporte un aspect qui sera central de cette recherche, c'est la désignation des personnes porteuses de ces savoirs. En effet, dans les dispositifs participatifs étudiés par l'autrice, les instances de participation publique distinguent les savoirs en fonction du statut des personnes interpellées, soit les personnes résidant dans le territoire d'un côté, et les personnes élues ou expertes de l'autre, dont les savoirs sont par défaut considérés comme plus légitimes. Ce sont les « savoirs profanes » qui sont convoqués le plus souvent par les instances de participation publique (Sintomer, 2008; Bailleul, 2009). Toutefois, Nez (2011; 2015) montre que les personnes participant à ces processus mobilisent une variété de pratiques pour influencer les décisions publiques. En effet, dans un premier temps, c'est l'expérience du territoire qui est convoquée dans ces dispositifs, expérience qui est différenciée en fonction des caractéristiques sociodémographiques de la personne (âge, genre, situation économique ou familiale, etc.). Ceci fait écho à certaines expérimentations de croisement des savoirs qui s'intéressent tout particulièrement à l'expérience d'un groupe de la population : expérience de la pauvreté ou d'exclusion (Ferrand, 2013; Fontan et Heck, 2017), expérience d'une maladie par un malade ou un proche aidant (Godrie, 2014), etc. En ce qui concerne les dispositifs participatifs étudiés par Nez (2015), ce sont les différents usages du

territoire qui sont mobilisés, à la fois par les décideurs publics, mais aussi par les acteurs de la société civile souhaitant influencer, infléchir ou contrer les projets d'urbanisme.

Toutefois, Nez (2015) montre que dans ces processus participatifs, les savoirs citoyens ne se bornent pas à l'expérience vécue de l'espace. Elle identifie deux autres formes d'expériences qui alimentent la participation des citoyen·ne·s aux actions portées par la société civile : les expériences professionnelles et les expériences militantes. En ce qui concerne les savoirs issus de l'expérience professionnelle, Nez fait notamment référence aux urbanistes ou aux architectes qui mobilisent leurs savoirs hors de l'exercice de leurs professions pour réaliser des plans et des présentations, ou encore mobilisent certains champs lexicaux afin de s'opposer à des projets jugés insatisfaisants par la société civile. Il s'agit donc d'un ensemble de pratiques, techniques et savoir-faire permettant d'agir concrètement sur un enjeu.

Les savoirs issus des expériences militantes font quant à eux référence à l'ancrage des citoyen·ne·s dans des organisations de la société civile. Le terme « *expériences militantes* », utilisé par Nez (2015), renvoie aux expériences de participation citoyenne, soit un ensemble d'expériences issues de l'engagement des personnes dans des processus formels ou informels, individuels ou collectifs, au sein d'organismes de la société civile ou d'institutions publiques, visant à influencer les décisions touchant à leur territoire et leur communauté. Il s'agit d'un ensemble de pratiques permettant de prendre part à des processus participatifs, de revendiquer des opinions ou des revendications, et de provoquer des changements. Ces pratiques et savoir-faire s'inscrivent dans des stratégies politiques ou d'intervention. Chacune de ces formes d'expériences individuelles constitue un bassin de ressources permettant à l'individu et au collectif de passer à l'action.

Les typologies du savoir citoyen proposées par Sintomer (2008) et Nez (2011; 2015) complètent la notion de savoir d'expérience proposée par les approches de croisement des savoirs. Ces typologies démontrent également l'agentivité des personnes porteuses de ces savoirs et leur lutte pour rendre ces derniers légitimes, alors qu'ils sont *de facto* considérés comme subalternes dans ces processus. Ainsi, bien que situé dans une perspective pragmatiste, la définition de Nez démontre l'inégalité de pouvoirs et de légitimité de ces savoirs, en fonction de la nature des espaces de participation au sein desquels ils s'expriment. L'autrice souligne en outre l'absence de certaines catégories de la population dans les espaces officiels de la participation; c'est pourquoi cette thèse

se penche sur des espaces de participation mis en œuvre par les organisations de la société civile, considérés a priori comme plus inclusifs. À cet égard, je soutiens l'hypothèse que les personnes migrantes mobilisent des savoirs multiples tirés de leurs expériences sur leur territoire d'installation autant que dans leur pays d'origine et au cours de leur parcours migratoire.

1.2.4 Les savoirs des personnes migrantes

Lässig et Steinberg (2017) font le constat que peu de recherches abordent le savoir des personnes migrantes et sa production ou sa transformation au cours de la migration. Ils colligent cinq études de cas afin d'ouvrir le champ d'étude sur le savoir des personnes migrantes et leur contribution dans leur société d'accueil. Selon les auteurs, la migration permet une acquisition de savoirs (par exemple les savoirs nécessaires à l'intégration) et une importation de savoirs non valorisés dans la société d'origine, mais pouvant se déployer dans le milieu d'accueil si celui-ci est ouvert à l'innovation :

We are dealing here with what could genuinely be called “migrant knowledge.” This concept encompasses the transformation of the experience of migration into knowledge as well as the frequent investment of the knowledge migrants carry in their “cultural backpacks” with new meaning in the process of migration. (Lässig et Steinberg, 2017, p. 338)

Le « savoir migrant » est issu de la transformation de l'expérience de l'immigration et constitue un capital culturel propice à l'émergence des nouveaux savoirs dans les sociétés d'accueil. Au cours de leur trajectoire, les personnes migrantes ont importé des savoirs issus de leur pays d'origine, dont le sens et la valeur ont pu évoluer au cours de la migration. Il s'agit autant de savoirs ayant déjà une forte légitimité dans les pays d'origine des personnes migrantes que de savoirs marginalisés, en perte de légitimité, voire non reconnus comme des savoirs. Cette perte de légitimité est particulièrement criante pour les personnes migrantes provenant des Suds, dont les cultures et les systèmes de savoirs sont dévalorisés en raison de rapport de dominations hérités de la période coloniale (Sayad, 1999; Boubeker, 2010, Hajjat, 2014).

Dans le contexte d'un Québec de plus en plus pluriculturel (Leloup, X. *et al.*, 2016a), se pencher sur les savoirs des personnes migrantes marginalisées exige de prendre en considération des conceptions non eurocentristes du monde. Tout d'abord parce que les personnes migrantes au

Québec sont en proportion de grandissante issue des pays non-occidentaux (Palardy, 2014; Yana, 2017). Mais aussi, parce que ces personnes sont celles qui subissent le plus les conséquences de la hiérarchie entre les savoirs, qui se traduit notamment par la discrimination à l'embauche et la non-reconnaissance de leurs diplômes (Chicha et Charest, 2008; Chicha, 2012; Eid, 2012; Bellemare, 2016; Boudrabat et Connolly, 2022). Ainsi, bien que ces personnes soient sélectionnées en raison de leurs qualifications professionnelles, le Québec profite relativement peu des savoirs dont elles disposent. Par ailleurs, comme le soulignent Frozzini *et al.* (2019, p. 83), « le poids de la réussite et des échecs se trouve aussi mis sur les épaules de l'individu tout en rendant presque invisible les mécanismes, les structures et les interactions sociopolitiques qui influencent les parcours singuliers ».

La reconnaissance de l'imbrication entre inégalités sociales et inégalités épistémiques subies par les personnes migrantes s'inscrit dans une volonté de sortir de cette logique d'individualisation des réussites et des échecs de l'insertion sociale. Au contraire d'une vision misérabiliste de l'exclusion sociale vécue par les personnes migrantes marginalisées, poser un regard sur l'apport de leurs savoirs à la société d'accueil permet de bâtir un pont entre reconnaissance des identités plurielles et justice sociale (Martiniello, 2011).

À titre d'exemple, Van Wyck (2017) décrit le rôle des enseignant·e·s d'origine turque dans l'intégration des jeunes immigrants turcs en Allemagne, grâce, entre autres, à leur maîtrise du turc et de l'allemand, à leur capacité de traduire d'une langue à l'autre et de leur connaissance des institutions scolaires allemandes. Ces savoirs sont ignorés par les institutions scolaires, alors qu'ils jouent un rôle clé dans l'insertion des jeunes nouvellement arrivés au sein de l'école. Les enseignant·e·s d'origine turque mobilisent des savoirs locaux issus d'une hybridité entre leur héritage culturel et leur connaissance fine des institutions scolaires afin d'accompagner les familles migrantes dans leur insertion sociale. Cette étude fait écho à celle de Frozzini *et al.* (2019) examinant l'impact sur l'engagement politique et social des personnes migrantes des discriminations qu'elles ont vécues en milieu de travail au Québec. Ils établissent un lien entre ces discriminations et un affaiblissement de l'engagement des personnes migrantes au sein de la société civile. Toutefois, pour certaines personnes répondantes de cette étude, l'investissement dans les organisations de la société civile vise d'une part à évoluer dans des contextes plus ouverts à la diversité, mais également, d'autre part, à parfaire leur apprentissage des normes sociales et

culturelles de la société québécoise. Ainsi, le milieu communautaire ou associatif serait plus favorable à la reconnaissance des savoirs des personnes migrantes. De même, Chamberland et Le Bossé (2014) explorent le développement du pouvoir d’agir de femmes migrantes au sein d’organisations de la société civile à Montréal. Leur étude montre que ces femmes en situation de précarité et de déqualification trouvent dans cet engagement social des espaces propices à la redécouverte, à la valorisation et à la reconnaissance de leurs savoirs. Par exemple, ces femmes redécouvrent la valeur de leur langue comme un atout leur permettant de créer des ponts entre les cultures et de contribuer activement à soutenir d’autres femmes migrantes. Elles voient leur expérience migratoire et les apprentissages qu’elles ont faits pour s’adapter à la vie au Québec être valorisés à travers l’accompagnement d’autres femmes migrantes et le transfert des savoirs issus de leur parcours migratoire. La reconnaissance de ces compétences interculturelles offre à ces femmes un nouveau regard sur leur propre pouvoir d’agir.

Toutefois, d’autres études montrent que cette reconnaissance des savoirs migrants par les organisations de la société civile varie selon les contextes. Dans les parcours de militantisme citoyen des personnes migrantes en Europe, Erel (2010) souligne la variabilité de la reconnaissance et de la légitimité de leurs savoirs en fonction du statut racial, social et genré des personnes migrantes. Cette étude critique l’approche bourdieusienne du « sac à dos », selon laquelle les personnes migrantes transportent avec elles leur capital social et culturel. En réalité, cette étude montre que malgré des ressources en apparence similaires, les personnes migrantes d’un même groupe ethnique s’insèrent de manière très différente dans les réseaux militants et de soutien qu’elles réussissent à mobiliser et que les savoirs militants qu’elles importent de leur pays d’origine ne sont pas toujours pleinement reconnus. Erel (2010) démontre cependant qu’en réaction à cette disparité de reconnaissance, les personnes migrantes créent elles-mêmes des réseaux au sein de leur société d’accueil afin de lutter contre la marginalisation de leurs savoirs et de leurs identités culturelles. Cela fait écho aux travaux de plusieurs autres auteur·trice·s canadien·ne·s sur le rôle des communautés ethnoculturelles dans l’amplification de la voix des personnes migrantes marginalisées. À partir d’une étude ethnographique du Hispanic Development Council, Veronis (2012) explore le rôle des organisations de la société civile canadienne dans la facilitation de la participation politique des personnes migrantes à Toronto. L’autrice conclut que les réseaux militants développés par les personnes migrantes dans leur pays d’accueil et à l’international

offrent des espaces concrets de mobilisation et d'action sociale. Ainsi, ces initiatives portées par des personnes migrantes mobilisent les savoirs migrants afin de créer une solidarité communautaire et de répondre aux besoins des communautés migrantes marginalisées, mais aussi pour influencer les politiques publiques.

Selon d'autres études, les travailleur·euse·s sociaux·ales issues des communautés migrantes développent une approche de soutien personnalisée envers les personnes les plus exclues. Ces professionnel·le·s mettent en œuvre des stratégies d'intervention innovantes, inspirées des expériences vécues dans leur pays d'origine et reposant sur leur connaissance de leur société d'accueil, construite au fil de leur parcours migratoire (Heck, 2014; Vega, 2015; Charles, 2023). Dans l'étude sur les besoins et aspirations du secteur nord-est de Montréal-Nord réalisée par Parole d'excluEs, l'utilisation des autres langues parlées sur le territoire a été nécessaire pour approcher les personnes issues des différentes communautés ethnoculturelles (Heck *et al.*, 2015). Enfin, les savoirs des personnes migrantes, lorsqu'ils sont valorisés dans des activités économiques, constituent un atout pour le développement territorial. Ainsi, Soumbou-Addo et Bachir (2014) décrivent deux initiatives d'économie sociale et solidaires portées par des femmes migrantes en France reposant sur la valorisation sur le marché des savoirs traditionnels culinaires des pays du Sud. Ces entreprises donnent une crédibilité et une valeur économique à des savoirs plutôt invisibles et relégués à la sphère privée. En outre, les autrices soulignent le rôle des savoir-être issus des cultures traditionnelles et le partage d'expériences communes dans la formation d'un collectif fondateur inhérent à ces initiatives.

Bien que le concept de savoir migrant soit très peu développé dans la littérature, plusieurs études portant sur l'engagement social des personnes migrantes montrent le potentiel créateur et émancipateur de la valorisation de ces savoirs pour les personnes migrantes marginalisées. Elles montrent également le rôle que peuvent jouer ces savoirs dans l'avènement de changements sociaux dans les sociétés d'accueil du Nord, à plusieurs niveaux.

1.3 La co-construction des savoirs : un espace de lutte contre les inégalités épistémiques et les inégalités sociales

Les épistémologies pragmatistes et décoloniales qui inspirent le cadre théorique de cette thèse et qui sont présentées dans les sections précédentes, coïncident avec le développement de nouvelles méthodologies de recherche (recherche-action, recherche partenariale, recherche collaborative,

recherche participative, etc.) basées sur la collaboration entre les chercheur·euse·s et les acteurs dans la production des connaissances (Fals-Borda et Anisur, 1991; Anadon, 2007; Hall *et al.*, 2015). Elles s'inscrivent également dans une reconnaissance de la production de connaissances par les acteurs locaux, hors université et parfois sans l'université, pour lutter contre les inégalités sociales (Gélineau *et al.*, 2015; Godrie *et al.*, 2022; Heck, 2024). Plusieurs termes et méthodes sont associés à ces approches de production des savoirs : co-construction des connaissances (Bennet et Bennet, 2007), coproduction des connaissances (Vaillancourt, 2019), co-construction des savoirs (Morrissette, 2013; Roué, 2013) ou croisement des savoirs (Ferrand, 2013; Carrel *et al.*, 2023). Ces termes renvoient à la conduite de recherches empiriques s'appuyant notamment sur les savoirs issus de l'expérience vécue sur le terrain et de l'expertise des acteurs locaux pour produire des connaissances orientées vers les besoins et aspirations des communautés (Bennet et Bennet, 2007; Lévesque, 2009; Longtin, 2010). Bambola-Gill *et al.* (2023) identifient cinq différents objectifs de la co-construction des savoirs : 1) transformer la relation entre la science et la politique; 2) démocratiser les savoirs; 3) assurer une plus grande transdisciplinarité entre les savoirs; 4) lever les frontières entre les savoirs et entre les savoirs et l'action; 5) améliorer l'intervention politique basée sur des données probantes. L'ensemble de ces objectifs est interrelié, s'inscrit dans une variété de corps conceptuels et théoriques (Bambola-Gill *et al.*, 2023) et n'est pas uniquement produit par les universitaires, mais aussi par des acteurs de la société civile (Hall, 2013). Selon Hall (2013) la co-construction des savoirs s'inscrit dans un mouvement de démocratisation des savoirs lorsqu'elle donne de la crédibilité aux savoirs locaux et aux expérimentations sociales mises en œuvre par les acteurs locaux pour « changer le monde ». Harrisson et Boucher, (2012) voient la co-construction des savoirs comme une condition *sine qua non* de l'innovation sociale :

Les acteurs qui entrent dans les réseaux possèdent des ressources et des connaissances nécessaires à l'innovation. À travers les interactions, ces connaissances sont transformées et une valeur nouvelle est ajoutée. Ces connaissances se transforment en pratiques spécifiques et en services proposés aux citoyens et aux usagers. Ce n'est pas de l'improvisation, mais un souci marqué pour la flexibilité et l'utilisation non prévue au départ de ces connaissances. Car si les acteurs sont toujours mus par des valeurs, ils veulent aussi atteindre une aspiration : transformer une organisation ou un service, augmenter son accessibilité, améliorer la façon de traiter un problème ou encore intégrer des groupes ou des catégories sociales exclues par l'insertion. Il y va de l'intérêt général auquel l'innovation sociale participe. C'est une voie qui s'ouvre pour affirmer la solidarité. (Harrisson et Boucher, 2012, p. 6)

Ainsi, la co-construction des savoirs favorise la convergence des acteurs vers référentiel commun en permettant le dépassement des différents points de vue. Elle revêt un caractère politique qui demande un engagement des chercheurs et chercheuses allant parfois au-delà même du rôle de recherche (Heck, 2024).

Dans une perspective pragmatiste, la co-construction des savoirs soutient la production des innovations sociales qui visent la résolution des « problèmes publics » et sont porteuses de transformations sociales (Andion *et al.*, 2017; Cefai, 2016; Magalhães *et al.*, 2020). Ces innovations sociales transformatrices sont également émancipatrices pour les communautés à plus forte raison lorsqu'elles valorisent des savoirs décrédibilisés. À cet effet, l'innovation sociale peut également être éclairée par les perspectives décoloniales sur le rôle des savoirs locaux dans le développement des territoires (Pozzebon *et al.*, 2021). Dans cette optique, cette thèse traite plus spécifiquement des processus qui s'inscrivent dans ce que Carrel *et al.* (2017) qualifient d'épistémologie « post-pauvreté », en référence aux épistémologies féministes et décoloniales. Ces autrices s'appuient sur l'approche du croisement des savoirs développée par ATD Quart-Monde²⁰ qui vise à rendre visibles les problématiques sociales à partir de la parole des personnes les plus défavorisées. Cette approche est une mise en dialogue des savoirs universitaires, des savoirs des praticien·ne·s de la société civile et des savoirs d'expérience des personnes en situation de pauvreté et en situation d'exclusion (Longtin, 2010). Elle remet en question la seule capacité du savoir scientifique à appréhender la réalité vécue par des populations absentes de la prise de décision sur les enjeux qui les concernent (de Laat *et al.*, 2014). Ces processus réflexifs donnent une agentivité épistémique aux savoirs des personnes marginalisées du fait de leur statut social et économique (Ledwith, 2016; Petiau, 2021; Naudin et Guatelier, 2022). Cela passe par la pleine participation des personnes en situation de pauvreté aux processus de production des savoirs, mais aussi par la reconnaissance de ces savoirs comme étant contributifs de la compréhension et de la lutte contre les inégalités sociales et épistémiques (Carrel *et al.*, 2017; Godrie et Dos Santos, 2017). Il s'agit dans ces approches de s'appuyer sur une diversité d'expériences vécues pour concevoir et mener

²⁰ ATD Quart-Monde est un mouvement international présent dans plus de 30 pays, dont le Québec, créé en France en 1975 dans les bidonvilles de la région parisienne afin de s'attaquer, avec les personnes concernées, aux causes et conséquences de la pauvreté. Le mouvement a conçu une méthodologie de croisement des savoirs afin de lutter contre une posture extractiviste de la recherche en sciences sociales et de permettre aux personnes en situation de pauvreté de participer activement aux discours et études produits sur les sujets qui les concernent. (Groupe de recherche Quart-Monde, 2008)

des actions collectives visant à répondre à des enjeux sociaux profonds (Ferrand, 2001; Fontan et Heck, 2017). La participation active des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans ces processus de co-construction des savoirs fait partie des « stratégies de résistance » à l'oppression épistémique (Médina, 2013; Dotson, 2012; 2014). C'est en soi un espace d'émancipation et de développement d'un pouvoir d'agir pour les personnes subissant les inégalités sociales et épistémiques.

Les processus de co-construction des savoirs ne permettent pas *de facto* de lutter contre les inégalités sociales et épistémiques. Cela tient d'une part des objectifs visés par ces processus. Les critiques émises envers le recours à la participation citoyenne soulignent le manque d'influence réelle accordée aux savoirs des populations locales, voire l'instrumentalisation qui peut en être faite pour légitimer certaines décisions publiques et forcer l'acceptation sociale des politiques publiques :

Co-construire des connaissances peut répondre à des finalités convergentes ou en tension, telles que faire taire la critique sociale, retrouver une légitimité perdue, améliorer l'*empowerment* politique et la reconnaissance sociale de certaines populations, trouver de nouvelles solutions à des problèmes anciens, ou encore valoriser des solutions efficaces existantes, mais non reconnues. Si elles ne sont pas discutées, explicitées et parfois redéfinies en cours de processus, ces finalités peuvent miner la démarche de co-construction des savoirs. (Godrie, 2019, p. 4)

Ainsi, l'ensemble du processus de co-construction de savoirs doit être élaboré avec les populations concernées (De Laat *et al.*, 2023). En effet, croiser des savoirs distincts ne suffit pas à lisser les rapports de pouvoir entre les sachants. Au contraire, des inégalités et rapports de domination peuvent perdurer dans ces processus (Bucolo, 2023). En revanche, lorsqu'il se base sur la remise en cause de la prééminence des savoirs scientifiques sur les autres savoirs, le processus de co-construction des savoirs peut aboutir à une « fécondation réciproque dans laquelle chacun des partenaires de l'échange apporte à l'autre les éléments d'une production et d'une transformation de son propre savoir » (de Laat *et al.*, 2014, p. 73).

Il ne suffit pas de recueillir la parole des personnes exclues, de l'analyser et de la traduire en langage professionnel ou universitaire; il s'agit de s'imprégner de la « culture » de la communauté observée pour en comprendre la logique et ainsi déconstruire les préjugés des uns et des autres (Godmaire, 2005). Comme l'écrit Baptiste Godrie :

[...] les savoirs ne sont pas de simples données à croiser pour mieux cartographier un territoire ou des sources d'information complémentaires à mettre ensemble pour produire une meilleure représentation de la réalité. Ils constituent des perspectives spécifiques sur le monde et ils s'élaborent à partir de points de vue différenciés dans l'espace social [...]. (Godrie, 2019, p. 2)

Une transformation des savoirs est donc attendue dans ces processus de confrontation des points de vue situés des différents acteurs, laquelle aboutit à une compréhension plus fine des enjeux sociaux. Les réalités révélées par les savoirs de la pauvreté et de l'exclusion sociale constituent un complément à la recherche scientifique, qui est alors amenée à se réinventer. Elle remet en question la seule capacité du savoir scientifique à appréhender la réalité et révèle le caractère fondamental de la contribution des savoirs issus de l'expérience des populations marginalisées (De Laat *et al.*, 2014). En outre, ces approches favorisent la compréhension d'autres conceptions et visions du monde, permettant d'adopter des perspectives nouvelles sur les enjeux abordés et d'innover dans le développement des communautés (Lévesque, 2009; Fontan *et al.*, 2017). À ce titre, Lévesque *et al.* (2013) relatent une expérience de co-construction des savoirs en contexte autochtone au Québec qui a permis de revoir la conceptualisation du territoire sur laquelle reposait la recherche :

Notre partenariat, qui met en relation des chercheurs et des acteurs sociaux, est basé sur l'écoute d'une part et, d'autre part, sur la capacité des chercheurs de mettre à profit leurs propres compétences théoriques et méthodologiques au service d'une autre vision des réalités. Si nos partenaires autochtones ne nous avaient pas sensibilisés au fait de concevoir un lieu donné non plus comme un point statique sur une carte mais bien comme un repère spatial dans une configuration territoriale particulière et intégrée, il n'est pas certain que nous aurions pu construire cette nouvelle cartographie qui permet d'appréhender autrement les dynamiques de mobilité. (Lévesque *et al.*, 2013 p. 50-51)

La co-construction des savoirs contribue donc à un *empowerment* des individus et des communautés, et ne se limite pas à une prise en compte des différentes voix, mais doit être un espace de redistribution des pouvoirs, amenant donc les chercheur·euse·s à questionner leurs pratiques de recherche et la hiérarchisation des différents savoirs (Fontan *et al.*, 2013; De Laat *et al.*, 2014; Carrel *et al.*, 2017; Fontan et Heck, 2017). La notion de co-construction met en lumière l'importance de la participation des différents acteurs à la décision, et donc à un partage des pouvoirs entre les chercheur·euse·s et les autres acteurs impliqués (Vaillancourt, 2019). L'expression de leurs difficultés par les personnes en situation de pauvreté ou d'exclusion conduit

à une prise de conscience du caractère collectif de leur réalité qui est émancipatrice, d'autant plus si la co-construction des savoirs résulte en la mise en place de solutions collectives concrètes (Godrie, 2019; Heck, 2024).

Il s'agit de plus en plus de considérer les effets d'entremêlement des savoirs scientifiques et des savoirs autres et de considérer de nouveaux partages non fondés sur des types ou catégories de savoirs a priori, mais sur les objets réellement saisis, les catégories vernaculaires. Pour cela, il convient de renverser les perspectives et d'appréhender les savoirs « par le bas » des objets de savoir plutôt que « par le haut » des catégories intellectuelles façonnées dans le monde savant occidental. (Adell, 2011, p. 106)

La co-construction des connaissances peut intervenir à différentes étapes des initiatives portées par les acteurs sociaux (Heck, 2024). Ainsi, dans le cas de Parole d'excluEs, les savoirs sont croisés aussi bien pour identifier des besoins et aspirations des personnes résidant dans le secteur d'intervention de l'organisme (Heck *et al.*, 2015) que dans la formulation de solutions aux enjeux locaux pertinents (Fontan et Heck, 2017). Il s'agit également de favoriser la systématisation et le transfert des connaissances issues des expérimentations de développement territorial (Klein *et al.*, 2015; Fontan *et al.*, 2017). Elles visent à rendre intelligibles des expériences sociales peu connues et à produire une compréhension collective des enjeux et réalités locales, tout en produisant des modèles d'action allant dans le sens de la transformation sociale (Fontan *et al.*, 2017). En ce qui concerne les personnes migrantes, l'approche de co-construction des connaissances peut permettre de faire émerger des réalités propres à leurs expériences vécues tout au long de leur parcours d'immigration.

1.4 Conclusion du chapitre

La perspective socioterritoriale du développement met l'accent sur la production de connaissances orientées vers la lutte contre les inégalités territoriales et la prise en compte des savoirs locaux pour produire des modèles de développement répondant aux besoins des populations locales. Cette approche s'inscrit dans un tournant participatif du développement local, notamment en milieu urbain, mais aussi dans une perspective pragmatiste à l'égard de la gestion des problèmes publics. Les théories décoloniales, quant à elles, remettent en question la neutralité de la science et mettent en lumière son rôle dans la domination économique et culturelle imposés aux territoires dominés. Conçues principalement dans les Suds, ces théories peuvent être rapportées aux territoires

défavorisés des pays du Nord, dont les populations subissent à la fois les effets des inégalités épistémiques et des inégalités sociales engendrées par des modèles de développement imposés de manière descendante. Les approches pragmatistes et décoloniales inspirent le cadre théorique de cette thèse, qui est présenté dans le prochain chapitre.

Au sein de ces approches, les savoirs des groupes marginalisés sont considérés comme étant utiles à un développement territorial plus juste et ancré dans les besoins et aspirations des populations locales. Par ailleurs, cette reconnaissance de la diversité des expériences vécues permet de préserver les modes de vie des populations marginalisées et les cultures locales, ainsi que leur « manière de connaître », ce qui amène à une plus grande justice sociale et épistémique. Cela conduit à un changement de paradigme au sein des sciences sociales afin de reconnaître l'apport des savoirs locaux pour la construction de projets locaux favorables à l'émancipation des populations et à l'autodétermination de leur futur. Les savoirs mobilisés pour mettre en œuvre ces expérimentations sont conçus comme des moyens de passer à l'action, à partir d'une expérience commune des enjeux soulevés par les acteurs sur le terrain. Afin que ces expérimentations répondent aux besoins et aspirations du plus grand nombre, les populations locales doivent être parties prenantes des processus participatifs et réflexifs portés par les acteurs locaux pour identifier les solutions collectives à mettre en œuvre.

Toutefois, il semble que certains groupes restent en marge des espaces de participation citoyenne. C'est le cas, entre autres, des personnes migrantes. En effet, si le rôle de l'immigration dans les changements sociaux et spatiaux en milieu urbain est bien documenté, la façon dont les savoirs migrants sont mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs n'est pas étudiée. Toutefois, les expériences que font les personnes migrantes tout au long de leur parcours d'immigration et de leur vie sont réinvesties dans leur société de destination de différentes manières, et en particulier au sein de mouvements sociaux et d'expérimentations sociales locales. C'est dans cette perspective que je souhaite analyser la contribution des savoirs des personnes migrantes aux actions collectives menées par la société civile pour transformer les territoires dévitalisés des pays du Nord.

CHAPITRE 2

PROBLÉMATIQUE, CADRAGE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL

Le chapitre précédent expose les différentes approches théoriques de la contribution des savoirs locaux au développement des territoires. Face à l'enjeu de décrédibilisation et d'invisibilisation de certains savoirs, la co-construction de ces derniers apparaît comme un moyen privilégié de lutte contre les inégalités sociales et épistémiques. Si les savoirs des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale sont de plus en plus reconnus comme des éléments essentiels de ces processus, les savoirs spécifiques aux personnes migrantes sont peu étudiés, bien que l'immigration soit reconnue comme facteur de transformation sociale et territoriale depuis les origines des études urbaines (Germain, 2014). Ce chapitre présente la problématique et le contexte de la recherche, ainsi que le cadre théorique et conceptuel sur lequel repose l'analyse de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans les processus de co-construction des savoirs et l'action collective visant le développement territorial.

2.1 Contexte de la recherche et problématique

Les sections ci-dessous présentent les intuitions ayant fondé ce projet et les objectifs, la problématique et les questions de recherche qui en découlent.

2.1.1 Intuitions de départ et objectifs de recherche

Cette recherche adopte une démarche inductive, selon laquelle « la construction de l'objet de recherche se fait à partir du terrain investigué » (Benelli, 2011, p. 41). En effet, mes intuitions de recherche prennent racine dans mon ancrage sur le terrain étudié dans une posture de praticienne-chercheuse²¹. La construction des questions et hypothèses de recherche s'est faite en premier lieu à partir d'intuitions issues de mon immersion dans le milieu communautaire de Montréal-Nord, alors que, nouvellement arrivée au Québec, j'occupais un poste de chargée de mobilisation au sein d'un organisme du milieu partenaire de Parole d'excluEs.

Au début d'une recherche inductive, les chercheuses et chercheurs n'ont souvent qu'une vague idée de l'objet à investiguer. Cela ne signifie pas pour autant que les

²¹ Cet ancrage est détaillé au chapitre 3 traitant de la démarche méthodologique.

personnes vont sur le terrain sans avoir des préconceptions sur ce qu'elles cherchent, voire sur ce qu'elles vont trouver. Les chercheurs savent des choses sur le sujet qui les intéresse – c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il les intéresse. Autrement dit, le terrain est approché avec des *a priori*. (Benelli, 2011, p. 43)

Cette recherche s'appuie sur l'intuition d'un potentiel de créativité et d'inclusion que la mobilisation des savoirs des personnes migrantes apporte aux initiatives locales de développement portées par la société civile dans une perspective de transformation sociale et territoriale. Les objectifs suivants sont formulés à partir de cette première intuition et d'une exploration de l'état des connaissances au sujet du rôle des savoirs locaux dans les processus de développement :

- 1) **Approfondir la compréhension des savoirs citoyens** mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs et dans les actions collectives menées à l'échelle locale pour la transformation sociale, et ce, à partir de la mise au jour de l'engagement des personnes migrantes;
- 2) **Enrichir la définition du savoir citoyen dans une perspective de justice épistémique**, afin d'y inclure les savoirs des personnes migrantes engagées dans les processus participatifs locaux;
- 3) **Cerner les conditions favorisant la mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes ainsi que les obstacles nuisant à leur participation pleine et entière**, à titre de partenaires du développement de leur territoire d'accueil;
- 4) **Identifier les effets de la mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes** sur les processus de co-construction des savoirs, les actions collectives, le territoire et sur les trajectoires des personnes migrantes elles-mêmes.

Dans les premiers temps de mon parcours doctoral, la définition d'une problématique a été guidée par cette intuition et ces objectifs de recherche. Au retour sur le terrain de recherche, ces objectifs se sont révélés porteurs pour les acteurs locaux engagés dans la co-construction de savoirs et de projets collectifs, comme en témoigne mon travail en tant qu'agente de recherche sur ces sujets (Heck *et al.*, 2020; Manon et Autin, 2022 et 2023). L'analyse présentée dans cette thèse, si elle n'est pas formellement issue d'un processus de recherche-action, est néanmoins nourrie par les

échanges et réflexions menés avec les acteurs engagés sur le terrain, en particulier l'équipe de recherche en milieu communautaire de Parole d'excluEs.

2.1.2 Problématique

Les théories critiques à l'égard du modèle de développement dominant et ses dérives ont mis de l'avant le rôle central des savoirs locaux pour penser des modèles alternatifs allant dans le sens de la justice sociale, environnementale et épistémique (Escobar, 2016; Piron *et al.*, 2016b). En effet, l'*empowerment* des communautés locales par la valorisation de leurs savoirs propres permet la production de solutions collectives aux problèmes économiques et sociaux et la revitalisation de territoires défavorisés (Klein et Champagne, 2011; Tremblay *et al.*, 2015; Nughero *et al.*, 2018). En outre, la mobilisation des savoirs citoyens dans les expérimentations de la société civile favorise la production de connaissances contre-hégémoniques et la production de nouveaux modèles de société donnant à voir d'autres mondes possibles (Escobar, 2014; Fontan *et al.*, 2017). Ces perspectives théoriques se situent au croisement de la perspective pragmatique, selon laquelle les savoirs locaux sont la clé de compréhension des enjeux des territoires (Andion *et al.*, 2017; Cefaï, 2016), et de l'approche décoloniale, qui met de l'avant les inégalités épistémiques responsables de la dévalorisation des savoirs et modes de vie locaux (Escobar, 2016; Visvanathan, 2016). Les deux perspectives considèrent les populations affectées par les crises sociales, économiques et environnementales en tant que partenaires à part entière de la résolution de ces crises, et reconnaissent la pertinence des solutions que ces dernières proposent pour développer des modèles sociétaux alternatifs.

En parallèle de ces constats, la littérature sur l'immigration met en lumière la contribution des personnes migrantes aux transformations urbaines (Theodore et Martin, 2007; Nicholls et Uitterman, 2016). Comme l'écrit Germain (2014), la construction de la ville de Montréal est en grande partie attribuable aux différentes vagues d'immigration qui s'y sont succédé : « À quoi ressemblerait Montréal aujourd'hui si des générations d'immigrants n'y avaient pas habité, travaillé, investi, consommé, étudié, prié? » (Germain, 2014, p. 99). Les recherches sur l'immigration à Montréal sont réparties selon deux pôles : (1) l'étude du caractère cosmopolite de la ville et les manifestations spatiales de l'interculturalisme (Apparicio *et al.*, 2007; Apparicio et Séguin, 2008; Paré, 2008; Manaï *et al.*, 2015; Leloup *et al.*, 2016); (2) l'étude des mécanismes

d'exclusion sociale et des parcours d'intégration des personnes migrantes, en particulier celles provenant des pays des Suds (Chicha et Charest, 2008; Eid, 2012; Chicha, 2014; Heck, 2014; Bellemare, 2016; Beaulieu, 2019). Montréal apparaît alors comme une ville à deux têtes, au sein de laquelle les communautés culturelles cohabitent dans une certaine harmonie, mais où les personnes migrantes venant des pays des Suds et arrivées plus récemment au Canada peinent à trouver le chemin de l'insertion sociale. Ce phénomène d'exclusion sociale frappe particulièrement les personnes migrantes. Selon Boudarbat et Connolly (2022), les personnes migrantes en provenance d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine s'intègrent difficilement au marché du travail. Ainsi, malgré une politique de sélection de personnes migrantes qualifiées, le Canada ne tire pas pleinement profit des savoirs migrants sur le marché du travail. D'après Frozzin *et al.*, (2019), le milieu communautaire et syndical est perçu par les personnes migrantes comme un environnement plus favorable à la reconnaissance de leurs savoirs. L'engagement citoyen dans ces milieux leur permet de faire l'apprentissage des normes sociales québécoises et de développer « une appartenance et une participation à la vie démocratique qui permet de réduire les écarts culturels » (Frozzini *et al.*, 2019, p. 92).

Dans cette thèse, il s'agit dès lors d'explorer les effets de la participation citoyenne des personnes migrantes sur la transformation sociale à l'échelle locale. Plusieurs études soulignent l'impact des mobilisations citoyennes de personnes migrantes sur le paysage politique et institutionnel de leur territoire d'accueil. Cela se joue à plusieurs niveaux : les personnes migrantes développent des stratégies de lutttes contre les discrimination qu'elles subissent (Frozzini *et al.*, 2019; Bilodeau *et al.*, 2017); elles portent des revendications à un niveau national pour la reconnaissance de leurs droits (Nicholls et Uittermark, 2016); elles cherchent à soutenir l'insertion sociale de leurs pairs et à répondre aux besoins de leur communauté (Hersent et Rose, 2007); et enfin, elles innovent en développant des modalités d'intervention auprès des populations marginalisées, lesquelles parfois inspirées des savoirs importés de leur pays d'origine (Heck, 2014). Toutefois, très peu d'études s'intéressent en particulier aux savoirs détenus par les personnes migrantes. Or, selon Lässig et Steinberg (2017), les savoirs migrants jouent un rôle dans la production des connaissances et leur diffusion. Ces savoirs importés et transformés au fil de la trajectoire migratoire constituent un capital social et culturel propice à l'émergence des nouvelles capacités collectives dans les sociétés d'accueil (Erel, 2010; Heck, 2014).

Le contexte montréalais et la scène de recherche partenariale qui s’y déploie (Germain, 2013; Fontan *et al.*, 2017) semblent tout à fait propices à observer la mobilisation des savoirs des personnes concernées par les enjeux d’injustices sociales et épistémiques dans la co-construction des savoirs et le passage à l’action. Ceci situe également cette recherche dans la réflexion sur la justice épistémique et le rôle de savoirs mobilisés dans l’action citoyenne visant le développement d’un modèle de société solidaire et inclusive (Escobar, 2016; Fontan *et al.*, 2017). À cet effet, la mobilisation des savoirs des premiers concernés dans la définition de projets de développement territorial constitue à la fois un moyen de produire des actions plus efficaces et de garantir leur appropriation par les populations locales, et un moyen de lutter contre les inégalités sociales et épistémiques (Heck et Godrie, 2016). Selon Héroïse Nez (2011 et 2015), les « savoirs citoyens » mobilisés dans les dispositifs participatifs de développement urbain appartiennent à des registres d’expériences variées qui reflètent également la position sociale des personnes impliquées à l’échelle locale. Néanmoins, l’auteur souligne la limite de sa typologie des savoirs citoyens, du fait du manque d’inclusion de certaines populations dans les dispositifs observés, et en particulier des personnes migrantes. Afin de combler cette lacune théorique, j’explore la présence des savoirs des personnes migrantes au sein de dispositifs de co-construction des savoirs et des projets de développement territorial *a priori* plus inclusifs, car visant la valorisation de savoirs de personnes en situation de pauvreté et d’exclusion. Ces analyses m’ont conduite à proposer une actualisation de la typologie des savoirs citoyens de Nez qui intègrent les expériences propres aux personnes migrantes.

2.1.3 Questions de recherche

La question principale de recherche s’inscrit à la jonction entre mes intuitions premières de recherche concernant la place occupée par les personnes migrantes dans les actions collectives menées par la société civile et l’exploration des connaissances concernant le rôle des savoirs locaux dans le développement des territoires défavorisés. Les savoirs locaux des groupes marginalisés sont ceux subissant les plus d’inégalités épistémiques. Ainsi, les savoirs des personnes migrantes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale, en particulier lorsque ces dernières sont originaires des Suds et font l’objet d’une discrimination sociale et raciale accrue, s’avèrent les savoirs bénéficiant d’une moins grande reconnaissance. Ces savoirs se situent donc à l’intersection d’inégalités d’ordre social, racial et épistémique. Je cherche donc à comprendre comment les savoirs des personnes

migrantes, sollicitées dans les dispositifs participatifs pour leur expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale, contribuent à la formulation des réponses collectives aux enjeux sociaux dans les territoires défavorisés.

La principale question posée par cette recherche est la suivante :

La mobilisation des personnes migrantes au sein de processus de co-construction des savoirs et de l'action collective menée dans une perspective de justice sociale et épistémique contribue-t-elle à une plus grande valorisation de leurs savoirs? Par cet engagement, les personnes migrantes sont-elles davantage reconnues comme partenaires à part entière dans la transformation de leur territoire d'accueil?

Plutôt que des hypothèses de recherche, plusieurs intuitions ont fondé la formulation de cette question de recherche, desquelles découlent les questions secondaires de recherche. Tout d'abord, je pensais que la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans la co-construction des savoirs et de projets collectifs constituait un moyen de valoriser leurs savoirs propres, acquis dans leur pays d'origine aussi bien que dans leur parcours migratoire. La première question secondaire de recherche est donc la suivante :

De quels savoirs disposent-les personnes migrantes lorsqu'elles s'engagent dans des initiatives de développement territorial menées par la société civile, et dans quelle mesure ces savoirs sont-ils mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective?

Cette question de recherche guide l'analyse de la diversité des savoirs citoyens dont disposent les personnes migrantes lorsqu'elles s'engagent dans ces processus réflexifs et participatifs. Cela s'inscrit en continuité avec le travail de Nez (2011) sur les savoirs citoyens, lequel établit que ces savoirs sont constitués d'expériences qui ne se limitent pas aux enjeux de pauvreté et d'exclusion sociale, et que chez les personnes migrantes, les expériences faites dans leur pays d'origine et au cours de leur trajectoire migratoire jouent un rôle dans la constitution des savoirs qu'elles engagent dans leur participation citoyenne. Toutefois, comme Nez le souligne, les savoirs citoyens ne sont pas tous mobilisés au même niveau dans les dispositifs participatifs; de même, il est fort probable

que certains des savoirs de personnes migrantes soient plus valorisés que d'autres dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective étudiés.

Une deuxième question secondaire est orientée vers la compréhension des éléments facilitants et des obstacles et freins à la participation des personnes migrantes et à la mobilisation de leurs savoirs :

Dans quel cadre et sous quelles conditions se fait la mobilisation des personnes migrantes et de leurs savoirs? Quels sont les éléments qui favorisent la participation pleine et entière des personnes migrantes et quels éléments agissent comme freins ou obstacles à leur engagement dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective?

Ayant de prime abord une perception positive des processus de co-construction de savoirs, j'ai supposé que la mobilisation des savoirs de personnes migrantes reposait sur la mise en place de pratiques inclusives et sur une recherche d'équilibre entre les pouvoirs permettant aux personnes migrantes d'exprimer leurs besoins et aspirations et de participer à la formulation des solutions collectives aux enjeux des territoires défavorisés. J'ai donc exploré le cadre dans lequel les savoirs des personnes migrantes s'expriment dans ces processus, tout en restant vigilante quant aux asymétries de statuts et de pouvoirs qu'engendre la confrontation de différents savoirs (Godrie, 2019).

Finalement, la troisième question secondaire complète l'exploration de la mobilisation des savoirs citoyens de personnes migrantes :

Quels sont les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective de transformation socioterritoriale? L'implication citoyenne des personnes migrantes dans ces projets contribue-t-elle à la reconnaissance de leurs savoirs et au renversement des inégalités épistémiques qu'elles subissent?

Cette dernière question de recherche découle de l'intuition d'un potentiel créatif des savoirs des personnes migrantes pour les territoires défavorisés. Leur participation à des processus de co-

construction des savoirs favoriserait la production de solutions collectives qui prennent en compte les besoins et aspirations d'une diversité de personnes, en plus de leur permettre de valoriser leurs savoirs. Les réponses apportées à cette question visent à tester cette intuition et à y apporter des nuances.

2.2 Cadre théorique

Le cadre théorique de la thèse se situe à la confluence de trois perspectives théoriques. Dans un premier temps, une perspective pragmatiste à l'égard des savoirs, inspirée des travaux du philosophe John Dewey, met l'accent sur l'expérience et l'action dans la production des savoirs. Les savoirs sont issus d'un processus dynamique d'interaction entre les individus et leur environnement, ils sont considérés valides s'ils permettent d'agir efficacement sur les problèmes rencontrés par les individus (Dewey, 2010). Cette approche considère que les savoirs issus de l'expérience vécue d'un phénomène sont le point de départ de l'identification des problèmes publics. Appliquée à l'action collective, cette perspective met l'accent sur l'implication d'une variété de parties prenantes, et en particulier les premières personnes concernées par les enjeux sociaux et les organisations non gouvernementales, dans la mise en œuvre des innovations sociales visant à remédier aux problèmes identifiés (Cefaï, 2009; Andion *et al.* 2017). Le pragmatisme s'inscrit dans une conception de la démocratie comme mode de vie. La coopération et la participation active des individus à la vie sociale sont considérées comme essentielles au bon développement de la société. Par un travail d'enquête et de médiation entre les différentes expériences d'un même phénomène, les acteurs sociaux co-construisent une compréhension commune des problèmes visés par l'action collective (Cefaï, 2019). Au sein de ces collaborations, les acteurs procèdent par itération et construisent les savoirs et les solutions aux problèmes publics par l'expérimentation, les ajustements et les apprentissages empiriques (Magalhães *et al.*, 2020). En effet, Fontan *et al.* (2017) mettent de l'avant le rôle central des processus de co-construction des savoirs mis en place par les acteurs locaux pour bâtir des modèles de développement territorial alternatifs aux modèles dominants et adaptés aux besoins des populations locales. D'après ces mêmes auteurs, cette perspective pragmatiste est à mettre en lien avec l'approche dite du *Buen Vivir* ou *Vivir Bien* qui s'inscrit dans les théories décoloniales latino-américaines (Acosta, 2012; Kothari *et al.*, 2014; Fontan et Klein, 2020; Collinge, 2022).

J'emprunte également au cadre théorique décolonial la perspective de la reconnaissance des savoirs locaux comme étant porteurs de modèles alternatifs au modèle dominant du développement imposé par un discours hégémonique eurocentré. À cet effet, les épistémologies décoloniales sont particulièrement éclairantes puisqu'elles se fondent sur la critique de l'entreprise coloniale et de l'impérialisme épistémique qui l'accompagne, de même que sur la mise en lumière de la prolongation de ces rapports de pouvoir hérités du colonialisme dans la domination capitaliste moderne. Escobar (2012), mais aussi Mignolo (2013) et plusieurs autres, soulignent l'imbrication de l'entreprise coloniale avec un impérialisme épistémique qui érige la trajectoire socio-historique européenne comme le modèle à suivre. Ce discours hégémonique dévalorise et marginalise les modes de production des savoirs et les modes de vie locaux, en justifiant et en aggravant les problèmes sociaux et environnementaux vécus par les populations colonisées. Pour Escobar, les mouvements sociaux locaux sont plus pertinents que « la science des experts » (Escobar, 2016, p. 55) pour penser des modèles alternatifs au développement. En effet, pour celui-ci, le terme même de « développement » doit être écarté pour produire « d'autres manières de décrire les conditions de vie » qui valorisent les savoirs locaux, favorisent l'autonomie des communautés et produisent des modèles plus durables et équitables.

Cette perspective nourrit ma réflexion sur les actions collectives menées au Nord comme étant des espaces de valorisation de savoirs des populations marginalisées. Ainsi, dans cette thèse, une attention particulière sera apportée à la confrontation entre les différents savoirs du territoire, définie par Fontan *et al.* (2017) comme un élément clé de la production de modèles alternatifs au modèle dominant. Le processus d'apprentissage collectif est central pour passer de l'expérience individuelle d'une situation désagréable ou troublante à l'expérience commune et à l'action collective (Cefaï, 2016). Sans ce processus de mise en commun des expériences, il n'y a pas de problématisation des enjeux vécus (Godrie, 2016). La conjugaison de ces deux approches, pragmatiste et décoloniale, offre un cadre d'analyse de la contribution des expériences vécues des personnes migrantes dans la définition d'une vision commune des transformations sociales à l'échelle locale, et en particulier des expériences issues des Suds. Ainsi, la recherche est ancrée dans une perspective performative qui considère l'étude des expérimentations sociales et économiques des acteurs locaux et la diffusion des idées qui y émergent comme des moyens de « performer de Nouveaux Mondes » (Gibson-Graham, 2008, p. 629). La conjugaison entre la

perspective pragmatiste et la visée performative de la recherche implique de considérer les savoirs comme des outils de passage à l'action permettant aux acteurs de transformer leur environnement.

Finalement, j'emprunte à la théorie de la justice sociale comme projet démocratique de Nancy Fraser (2005), qui permet à la fois « d'exposer les formes de domination, mais [qui] doit aussi contribuer à l'émancipation » (Lapointe, 2020, p. 39). Il s'agit de faire en sorte que toutes les personnes concernées par les injustices aient la capacité de prendre part aux débats publics pour lutter contre les inégalités sous toutes leurs formes, qu'elles soient économiques, sociales, culturelles ou politiques. Se reposant sur son étude des mouvements sociaux et en particulier des mouvements féministes, Fraser propose le passage d'un modèle unique de débat public à un modèle pluriel, composé de plusieurs espaces publics de lutte permettant une participation d'une diversité de personnes, mais aussi une diversité de réponses à l'échelle locale (Haber, 2006). Ici, on peut lier cette proposition d'une pluralité d'espaces de lutte contre les injustices à la pensée d'Escobar, qui considère les mouvements sociaux comme lieux d'expression d'une diversité de modèles alternatifs au modèle de développement dominant (Escobar, 2016).

Fraser prône que les personnes subissant les inégalités sociales soient considérées comme des partenaires à part entière dans la définition d'un projet de société qui ne serait producteur d'aucune injustice ni exclusion. Cette proposition théorique fait écho à la perspective pragmatiste appliquée à la co-construction des savoirs et des innovations sociales, qui considère l'expérience des premières personnes concernées par les enjeux sociaux comme essentielle à la compréhension des problèmes publics complexes et à la formulation de solutions collectives (Andion *et al.*, 2017; Magalhães *et al.*, 2020). Les espaces de co-construction des savoirs et de l'action collective sont des espaces de lutte contre les inégalités épistémiques et sociales, mais aussi des arènes de débat public au sein desquelles les rapports de domination et les hiérarchies statutaires peuvent être dépassés (Godrie, 2019). Par ailleurs, selon Fraser, l'expérience vécue d'un phénomène d'injustice est un puissant moteur amenant les acteurs sociaux à dénoncer les injustices et à développer des termes pour les nommer (Lapointe, 2020). Fraser reconnaît donc l'agentivité épistémique des personnes subissant les injustices et considère donc les savoirs de ces personnes comme les premières bases de l'action collective. Elle souligne également que les relations de pouvoirs et les contraintes économiques qui pèsent sur les personnes marginalisées nuisent à leur pleine participation à la vie sociale. Ainsi, la théorie de la justice sociale de Fraser permet d'arrimer la

lutte contre les inégalités sociales à celle contre les inégalités épistémiques, dans laquelle s'inscrivent les processus de co-construction des savoirs (Lapointe et D'Amours, 2020; Tello-Rozas *et al.*, 2025).

2.3 Cadre conceptuel

Cette section expose les principaux concepts qui guident l'analyse de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans la co-construction des savoirs et d'actions collectives visant le développement des territoires défavorisés (Figure 1).

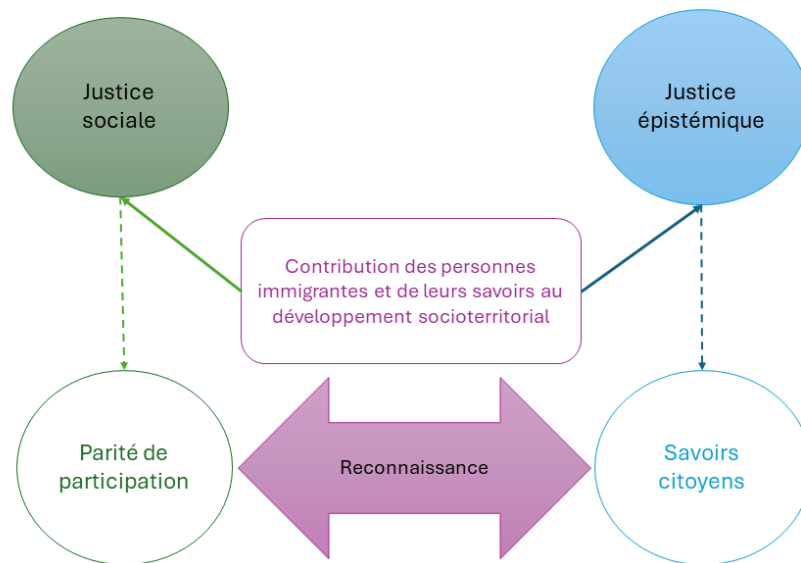


Figure 1 : Schéma conceptuel de la thèse

2.3.1 Les méta-concepts : justice sociale et justice épistémique

Les espaces de co-construction des savoirs favorisent la lutte contre les inégalités sociales et épistémiques (Carrel, *et al.*, 2017; Godrie, 2019; Bucolo, 2023). C'est pourquoi la justice sociale et la justice épistémique constituent les deux méta-concepts de la thèse.

La notion de justice épistémique, conceptualisée par les épistémologies féministes et décoloniales, correspond à un idéal de non-hiérarchie entre les savoirs, basé sur la remise en question de la prééminence des savoirs scientifiques sur d'autres formes de production des connaissances (Haraway, 1988; Harding, 1991; Mignolo, 2013; Piron, 2017) et sur la reconnaissance de la validité des processus de production des connaissances des groupes subalternes pour résoudre des problèmes complexes (Escobar, 2016; Nugroho *et al.*, 2018). Les autrices et auteurs féministes et décoloniaux partent du constat du caractère situé des savoirs scientifiques, dont la production s'inscrit dans des rapports sociaux et de pouvoir qu'ils contribuent à créer, voire qu'ils légitiment. Inversement, les rapports de domination qui parcourent la société moderne orientent la production des connaissances (Harding, 1993; Allen, 2017; Fricker, 2017; Kidd *et al.* 2017; Piron, 2017; Hill Collins, 2022). L'étude des injustices épistémiques constitue donc un champ très large de recherche qui permet de réfléchir au rapport entre pouvoir et savoir. Ces injustices épistémiques sont imbriquées dans les inégalités sociales et dans les systèmes d'oppression qui structurent nos sociétés; qui plus est, elles entraînent une incapacité de témoigner d'expériences d'oppression et de domination. Elles engendrent aussi une incapacité collective à entendre et à donner du crédit aux savoirs issus de ces expériences, en raison du statut social, genré et racial des personnes qui les expriment, ou en raison de toute autre forme de discrimination que celles-ci subissent (Fricker, 2007; Dotson, 2012 ; Bhargava, 2013; Kidd *et al.*, 2017; Hall *et al.*, 2020). Ce sont les théories décoloniales qui mettent en relation les enjeux relatifs aux inégalités épistémiques et ceux liés au modèle de développement imposés aux territoires, et qui défendent la place des savoirs des groupes opprimés et marginalisés dans la construction de modèles alternatifs (Escobar, 1995; Semali et Kincheloe, 1999; Agrawal, 2004; Escobar, 2016; Nugroho *et al.*, 2018). L'anthropologue indien Shiv Visvanathan (2016) propose la définition suivante de la justice épistémique :

La justice cognitive²² reconnaît le droit des différentes formes de savoirs à coexister, et cette pluralité doit aller au-delà de la tolérance ou du libéralisme et prôner une reconnaissance active de la nécessité de la diversité. Elle exige la reconnaissance des savoirs non seulement comme méthodes, mais aussi comme modes de vie. La connaissance est considérée comme ancrée dans une écologie des savoirs où chaque

²² L'auteur utilise le terme de « justice cognitive », le plus souvent traduit par le terme « justice épistémique » dans les ouvrages francophones abordant ce thème.

savoir a sa place, sa prétention à une cosmologie, son sens comme forme de vie.
(Visvanathan, 2016, paragr. 22)

Visvanathan conceptualise la notion d'écologie des savoirs, aussi adoptée par d'autres auteur·trice·s²³, pour souligner la nécessité de reconnaître la complémentarité des différents savoirs et des modes de vie dans lesquels ils s'inscrivent et de créer des espaces de dialogue entre les savoirs, « une conversation de cosmologies et d'épistémologies » (Visvanathan, 2016, paragr. 24). Comme l'a écrit Orlando Fals-Borda (1988), cela revient à « respecter les différences, écouter les voix différentes, reconnaître le droit de nos semblables à vivre et laisser vivre ». Les chercheur·euse·s des Suds ont développé des méthodes afin de déconstruire leur formation souvent issue du Nord et produire une autre forme de recherche, ancrée dans l'action et dans une entreprise de décolonisation des connaissances et des territoires. Dans cette thèse, le concept de justice épistémique intervient dans l'analyse de la valorisation de savoirs ancrés dans la culture des personnes migrantes, mais aussi dans leur relation à leur territoire d'installation; il vise également à faire ressortir les rapports de pouvoir ou la hiérarchie des savoirs qui peuvent persister au sein des espaces de production des savoirs (Godrie, 2019; Manon et Autin, 2023). Je souhaite comprendre comment ces savoirs contribuent à produire des solutions visant à enrayer les effets des inégalités de développement dans les territoires dévalorisés du Nord.

Le concept de justice épistémique est lié à celui de justice sociale, tel que théorisé par Fraser (2005), qui est le deuxième méta-concept de la thèse. Celui-ci permet de qualifier le cadre et les conditions au sein desquelles se produit une transformation sociale durable et pénétrant l'ensemble des sphères de la société. Pour atteindre la justice sociale, Fraser estime qu'il faut œuvrer sur deux plans, celui des inégalités sociales et celui des inégalités culturelles. Tout d'abord, Fraser conceptualise les types de groupes sociaux et les rapports de domination qu'ils subissent, avec, d'une part, des groupes qui souffrent d'injustices liées à la structure économique de la société et, d'autre part, des groupes qui subissent des injustices liées à la structure culturelle de la société. Elle définit également « les groupes mixtes » comme étant des groupes qui subissent des injustices à l'intersection des inégalités de distribution et du déni de reconnaissance de leur identité. La situation dans laquelle se trouvent les personnes migrantes racisées sont dans cette situation de

²³ Concernant la conceptualisation de l'écologie des savoirs par Boaventura De Sousa Santos voir la note 14.

« groupe mixte » qui subit à la fois des inégalités d'ordre économique et des injustices d'ordre culturel :

Les deux aspects économique et culturel qui font de la race un groupe mixte sont intriquées et se renforcent dialectiquement puisque les normes culturelles racistes et européocentrées sont institutionnalisées dans l'État et dans l'économie et que le handicap économique dont souffrent les gens de couleur restreint leur voix. (Fraser, 2011, p.30)

À cet effet, la justice épistémique peut être considérée comme une composante de la justice sociale, selon Fraser. Elle se rapproche dans cette théorie de la dénonciation des injustices épistémiques faite par les épistémologies féministes et décoloniales, en considérant que les inégalités sociales et les injustices culturelles limitent la capacité des groupes dominés de s'exprimer et d'être entendus, et donc réduisent aussi leur pouvoir politique. Fraser propose une théorie de la reconnaissance basée sur le statut des groupes dominés plutôt que sur les identités. Elle propose de renverser les rapports de domination liés aux statuts des groupes sociaux en introduisant une meilleure distribution économique et un changement profond des valeurs qui régulent nos sociétés pour reconnaître à tous les individus qui les composent « un statut de partenaires à part entière de l'interaction, en mesure de participer sur un plan d'égalité par rapport aux autres » (Fraser, 2011, p. 80). Cette proposition fait écho à l'objectif des processus de co-construction de savoirs menés avec les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Dans ces processus, il s'agit de dépasser les inégalités des statuts des personnes impliquées pour redonner du crédit à leurs savoirs et à ce qu'elles peuvent apporter à la compréhension des problèmes sociaux ainsi qu'à l'action collective permettant d'y remédier (Carrel, 2020). Ainsi, cette théorie permet de dénoncer les systèmes d'oppression, mais aussi d'œuvrer à l'émancipation des personnes et des groupes qui subissent les injustices, ce qui me semble être le but des processus de co-construction des savoirs et d'initiatives locales visant la transformation sociale des territoires défavorisés.

Par ailleurs, selon Lapointe et D'Amours (2022), la théorie critique de la justice sociale permet de mener une analyse critique du caractère émancipateur et transformateur des innovations sociales. En effet, Fraser caractérise de « réformes non réformistes » les initiatives qui permettent de lutter contre les inégalités et les injustices sans les reproduire, et qui contribuent à l'émancipation des personnes qui les subissent. Ces initiatives s'inscrivent dans une spirale vertueuse de

transformation sociale. Il s'agit de politiques publiques ou d'innovations sociales qui sont réalisables dans leur contexte mais qui s'inscrivent dans une trajectoire de changement et permettent un élargissement des solutions possibles pour attendre des transformations plus radicales. Ainsi, l'évaluation de l'innovation sociale à travers le prisme de la justice sociale invite à une approche holistique où l'on s'assure que les innovations ne se contentent pas de résoudre des problèmes économiques ou sociaux isolés, mais qu'elles contribuent à créer des conditions où tous les individus peuvent participer pleinement à la vie sociale. Cela encourage des solutions qui sont à la fois inclusives et équitables, répondant aux besoins matériels et symboliques des communautés concernées (Lapointe, 2020). Mon analyse sera donc inspirée de ce cadre théorique qui fait la jonction entre la lutte contre les inégalités épistémiques et la lutte contre les inégalités sociales par la reconnaissance de l'agentivité des groupes sociaux marginalisés.

2.3.2 Savoirs citoyens des personnes migrantes

J'utilise également le concept de savoirs citoyens tel que défini par Nez (2011 et 2015) pour créer une typologie des savoirs citoyens des personnes migrantes et analyser la mobilisation de ces savoirs au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective visant la transformation socio-territoriale²⁴. Nez (2015) se situe dans une perspective pragmatiste pour définir le savoir citoyen comme étant :

(...) l'ensemble des connaissances, des expériences et des techniques, c'est-à-dire non seulement les ressources cognitives (savoirs au sens strict), mais aussi les habiletés pratiques (savoir-faire), que peut mobiliser un acteur qui ne dispose ni d'un statut d'élus ni d'un statut de professionnel lorsqu'il intervient dans les dispositifs participatifs. (Nez, 2015, p. 389)

Cette perspective est d'autant plus pertinente que justement, cette thèse se penche sur les personnes qui sont impliquées dans des processus participatifs à titre de résidentes du territoire et qui se trouvent en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale, n'occupant *a priori* aucune

²⁴ Cette analyse est présentée au Chapitre 5 dans la deuxième partie de la thèse.

professionnelle ou politique officielle. Nez définit à cet égard trois catégories de savoirs citoyens : les savoirs d'usage du territoire, les savoirs militants et les savoirs professionnels diffus²⁵.

Nez (2011) complète cette typologie en identifiant les différences dans la manière dont ces statuts sont reconnus et légitimés. Ces savoirs peuvent être sollicités par les institutions publiques, revendiqués par les acteurs locaux, ou déniés. Nez souligne en particulier l'invisibilité de certains savoirs en raison du manque de représentation de certains groupes dans les dispositifs participatifs, ce qui renvoie à la notion de justice épistémique et aux inégalités épistémiques que subissent certains savoirs en fonction des statuts des personnes qui les détiennent.

Comme mentionné plus tôt, Nez (2011) souligne la limite de sa typologie des savoirs citoyens et des démarches de participation publique sur lesquelles elle s'est appuyée pour l'élaborer. En effet, certaines populations, et en particulier les personnes migrantes, sont peu représentées dans ces démarches et les particularités de leurs vécus et de leurs savoirs ne sont pas bien identifiées dans la typologie des savoirs citoyens proposée. La définition de savoirs migrants proposée par Lässig et Steinberg (2017) permet d'intégrer à cette définition des savoirs citoyens l'expérience issue de l'immigration, du départ du pays d'origine à l'insertion dans le pays de destination. D'après Lässig et Steinberg (2017), les personnes migrantes disposent de savoirs propres à leur expérience d'immigration. Au cours de leur trajectoire, elles ont à la fois importé avec elles des savoirs issus de leur pays d'origine, dont le sens et la valeur ont pu évoluer au cours de la migration, et elles ont fait l'acquisition de nouveaux savoirs au cours de la migration et dans le processus d'installation au sein de leur société d'accueil. Ce constat doit permettre de dépasser la limite soulignée par Nez (2015) en observant des espaces de participation des personnes migrantes et la façon dont leurs savoirs y sont mobilisés, mais aussi en portant attention aux inégalités épistémiques qu'elles peuvent subir et contribuer à dépasser.

2.3.3 Parité de participation

Le deuxième concept utilisé est celui de parité de participation développé par Fraser dans sa théorie critique de la justice sociale. Ce concept sert à l'analyse du cadre et des conditions de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes. Selon Fraser, pour qu'une société soit

²⁵ Cette typologie est présentée en détail dans le chapitre précédent (Chapitre 1)

véritablement juste, tou·te·s ses membres doivent bénéficier d'une chance égale de participer pleinement à la vie sociale, économique et politique. Ce sont les revendications et dénonciations des acteurs sociaux qui révèlent les situations d'injustices vécues dans le cadre privé, domestique ou économique. Les mouvements sociaux contribuent à rendre publiques ces injustices au sein d'espaces de délibération. Selon Fraser, pour éviter que les espaces de délibération soient excluants et reproduisent les injustices dénoncées, il faut qu'ils permettent de réduire les asymétries de pouvoir et de représentation et favorisent une participation équitable de tou·te·s les membres de la société à la vie sociale, économique et politique.

Le concept de parité de participation complète la notion de justice épistémique, comme les injustices épistémiques constituent des obstacles à la parité de participation. En outre, la notion de parité de participation permet d'examiner le rôle des structures économiques et culturelles dans l'inégalité de légitimité et de crédibilité des savoirs. Une véritable parité de participation ne peut être atteinte que lorsque les personnes sont à la fois en sécurité sur le plan économique et respectées sur le plan culturel, et qu'elles sont considérées comme des partenaires à part entière de la vie sociale et démocratique. Le concept de parité de participation est donc un cadre normatif permettant d'évaluer la justice et l'équité au sein de ces processus collaboratifs. En effet, la parité de participation exige que tou·te·s les participant·e·s bénéficient d'un accès équitable à la participation, non seulement sur le plan matériel (accès aux ressources, à l'information, etc.), mais aussi sur le plan symbolique (reconnaissance et valorisation des savoirs locaux, des perspectives diverses). L'utilisation de la parité de participation pour analyser la co-construction des savoirs vise à s'assurer que ces processus ne reproduisent pas des inégalités préexistantes ou n'en créent pas de nouvelles. Ce cadre permet ainsi de cibler les conditions de co-construction de savoirs qui reflètent la diversité des voix et des expériences impliquées. Ce concept permet d'analyser l'inclusion des personnes migrantes au sein de ces processus et d'identifier les obstacles qu'elles peuvent y rencontrer. Il donne également un cadre pour l'analyse des effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes, en évaluant dans quelle mesure les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective contribuent à assurer une meilleure parité de participation pour les personnes migrantes.

2.3.4 Reconnaissance

Enfin, la conception de la reconnaissance développée par Fraser permet d'analyser la valorisation des savoirs citoyens des personnes migrantes. L'enjeu de la reconnaissance a rapidement émergé sur le terrain comme étant une revendication des personnes impliquées, et en particulier des personnes migrantes, mais aussi comme une préoccupation de l'organisme sur le terrain, dans l'optique d'ajuster ses pratiques de justice épistémique.

Fraser (2011) met de l'avant le fait que l'enjeu de la reconnaissance a pris de plus en plus d'ampleur dans les luttes sociales. Cette notion est également centrale dans les théories de la justice épistémique, qui prônent une reconnaissance des savoirs des groupes sociaux dominés comme étant une composante nécessaire à la lutte contre les inégalités sociales. Fraser propose une théorie de la reconnaissance centrée sur les interactions sociales plutôt que sur une réification des identités. Selon elle, le déni de reconnaissance subi par certains groupes est dû à une « relation institutionnalisée de subordination sociale. » (Fraser, 2011, p. 79). Ce déni de reconnaissance empêche la participation pleine et entière des personnes aux délibérations visant l'élaboration de politiques publiques ou d'innovations sociales. La notion de reconnaissance rejoint ici celle de justice épistémique, puisqu'elle considère la dévalorisation des personnes et de leurs savoirs et les discriminations liées à leur statut social comme étant profondément imbriquées. Dans cette théorie, la reconnaissance passe par la fin de la subordination de certains groupes et par leur reconnaissance comme « partenaire[s] à part entière de la vie sociale, en mesure d'interagir en tant que pair[s] avec les autres » (Fraser, 2011, p. 80). On peut ici établir des points communs entre cette perspective et la définition de la justice cognitive de Visvanathan (2016), mais aussi avec les considérations décoloniales à l'égard des savoirs locaux. En effet, il s'agit, dans les processus de développement, de considérer les populations locales comme des actrices des solutions visant à lutter contre les effets néfastes d'un modèle de développement imposé par le haut, suivant des modèles peu adaptés, voire néfastes pour les territoires les plus défavorisés.

La notion de reconnaissance s'inscrit également dans la recherche d'une meilleure compréhension des effets de la mobilisation des personnes migrantes à plusieurs niveaux : d'une part, en identifiant l'impact de cette mobilisation sur la reconnaissance des besoins et aspirations des personnes migrantes dans les projets mis en place; et d'autre part, en identifiant dans quelle mesure ces

personnes sont considérées comme des partenaires à part entière dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective, et si leurs savoirs sont reconnus comme des composantes du développement territorial.

2.4 Conclusion du chapitre

Ce chapitre visait à exposer le cadre théorique et conceptuel de ma thèse. La typologie de Nez (2011) permet de donner un caractère opérationnel au concept de savoirs citoyens. L'autrice s'appuie sur la conception pragmatiste du savoir pour définir le savoir citoyens investis dans les dispositifs participatifs comme conjuguant plusieurs formes d'expériences issues de la pratique du territoire, des compétences et expertises professionnelles (ou techniques) et des savoir-faire politiques. Par ma recherche, je vise à comprendre ce que sont ces savoirs propres aux personnes migrantes et à comprendre le rôle qu'elles jouent dans des initiatives locales visant la transformation des territoires défavorisés. La perspective décoloniale renseigne sur l'impact des statuts sociaux sur la dévalorisation et l'invisibilisation de certains savoirs. Elle offre une analyse des rapports de pouvoir et de domination qui peuvent pénétrer les processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs locaux, mais aussi du potentiel émancipateur de ces espaces collaboratifs pour les communautés marginalisées qui s'inscrivent dans ce que Carrel (2020) qualifie d'une épistémologie post-pauvreté. Le cadre théorique de Fraser permet quant à lui d'arrimer les objectifs de lutte à la pauvreté de ces initiatives et les luttes pour la reconnaissance des savoirs des groupes marginalisés. Le prochain chapitre expose la démarche méthodologique qui permettra de répondre aux objectifs et questions de recherche soulevés par la thèse.

CHAPITRE 3

MÉTHODOLOGIE ET POSTURE DE RECHERCHE

Après avoir exposé les fondements théoriques sur lesquels cette thèse repose, ce chapitre présente la démarche méthodologique de la recherche. Cette étude est une démarche exploratoire, inductive et qualitative, elle privilégie la contribution à l'avancement des savoirs scientifiques quant aux mécanismes de lutte contre les inégalités épistémiques, mais son objectif est également de contribuer à l'élaboration de pistes d'actions collectives pour améliorer la prise en compte des savoirs peu valorisés socialement dans le développement des territoires. Compte tenu de cet objectif, la parole des personnes migrantes et leur point de vue sur leur engagement citoyen occupent une place importante dans les données recueillies et les analyses qui en sont faites.

3.1 La démarche méthodologique

La démarche méthodologique de cette thèse s'inscrit dans une approche pragmatiste, proche de l'ethnographie de la participation (Cefaï *et al.*, 2012). Cette démarche implique un investissement important sur le terrain et s'est déroulée, de manière non continue, sur quatre années (2018, 2019, 2021, 2022). Les sections qui suivent exposent les différentes modalités de collecte de données utilisées.

3.1.1 L'approche ethnographique

L'emploi de la méthodologie ethnographique est une façon privilégiée de :

[...] découvrir le sens et la dynamique des groupes en s'imprégnant personnellement de leur milieu pour comprendre leur fonctionnement, la signification des comportements et les phénomènes d'interaction. (Fortin et Gagnon, 2016, p. 317)

Elle consiste dans l'observation prolongée de phénomènes *in situ*, et dans l'implication directe de la chercheuse au sein du terrain de l'étude. Elle permet de décrire les interactions sociales au sein d'un groupe donné et d'en dégager par la suite les normes et systèmes de valeurs qui le caractérisent. Comme l'écrivent très justement Beaud et Weber (2010, p. 6-7) :

l'ethnographie a pour vocation originaire de rendre la parole aux plus humbles, à ceux qui par définition n'ont jamais la parole. [...] Faire du terrain revient à rendre justice, voire réhabiliter, des pratiques ignorées, mal comprises ou méprisées.

Dans le cas de l'analyse de la participation des personnes migrantes aux processus de co-construction des savoirs et de l'action collective, l'ethnographie a été un moyen de rendre justice à la parole des personnes migrantes. En observant, le plus directement possible les interactions au sein des activités de Parole d'excluEs, j'ai été directement témoin de la place des savoirs des personnes migrantes et de leurs interactions avec l'organisme. J'ai observé l'expression et l'usage des savoirs citoyens des personnes migrantes dans les espaces de réflexivité et d'action collective, afin d'en comprendre les apports, effectifs ou potentiels, pour la transformation du territoire.

En outre, l'usage de l'ethnographie est directement lié aux approches théoriques utilisées dans cette étude. Celle-ci se rapproche de la notion d'enquête telle que théorisée par Dewey (2010), en restant au plus près de la perspective des personnes enquêtées et de leur conception du monde (Cefaï, 2009; Fortin et Gagnon, 2016). L'ethnographie permet d'avoir une vision holistique de la participation citoyenne et de l'action collective et d'en comprendre les succès et les limites. Elle permet de révéler les efforts réalisés au quotidien par les personnes enquêtées pour répondre aux enjeux qui leur tiennent à cœur et co-construire un projet en commun (Cefaï, 2016). Plutôt que de construire une vision surplombante de la participation citoyenne des personnes migrantes, j'ai choisi de partir d'une expérimentation menée au niveau local pour mettre au jour les interactions qui se jouent au quotidien dans les instances participatives du milieu communautaire québécois. Et donc « de l'étudier telle qu'elle se fait, et non telle qu'elle devrait être, sur "site naturel", et pas simplement en situation d'expérimentation ou de sondage » (Cefaï *et al.*, 2012, p. 7). Cette méthode permet d'élargir les espaces de la participation publique en intégrant à l'analyse des espaces non institutionnels. Dans le cadre d'une étude portant sur la participation des personnes migrantes, cette méthode m'a permis de m'insérer à la fois dans des lieux et espaces formels de participation mais également dans des espaces plus informels et communautaires.

L'approche ethnographique concorde ici également avec les approches décoloniales latino-américaines puisqu'elle conduit à considérer la diversité des conceptions du monde, et donne de la crédibilité à celles des personnes enquêtées. Je souhaite révéler ces rapports au monde et ces expérimentations, sans jugement, pour contribuer à la mise en visibilité de voix peu audibles, et

d'expériences de vie peu connues. L'étude présentée ici vise à mettre en lumière l'émergence d'une « pensée frontalière » (Mignolo, 2013) à partir de la perspective des personnes migrantes impliquées dans les démarches de croisement des savoirs (Mignolo, 2013). C'est-à-dire que sans nier la pertinence des savoirs et méthodes scientifiques, dont elle se réclame par ailleurs, l'objectif sous-jacent de cette étude est de « montrer l'existence de différents modes de pensées, de différentes épistémologies qui peuvent coexister dans un même espace et dans un même sujet » (Beauclair, 2017, paragr. 12). Ce n'est qu'en m'immergeant dans le quotidien des personnes migrantes, en participant activement aux initiatives mises en œuvre que j'ai pu rendre compte de la réalité des luttes quotidiennes qu'elles mènent pour transformer l'environnement et l'améliorer, pour apporter leur pierre à l'édifice de la société québécoise. En adoptant un point de vue ethnographique, j'ai souhaité rendre compte des efforts, des motivations et découragements, des succès et échecs, des tensions et des limites d'une démarche visant la transformation d'un territoire et d'un monde. J'ai voulu produire un autre regard sur l'action collective en contexte de diversité sociale et culturelle, et aller plus loin vers la compréhension et l'amélioration de la cohésion sociale au Québec, à Montréal, à Montréal-Nord.

Par ailleurs, l'ethnographie se prête parfaitement à une étude exploratoire traitant d'un concept relativement nouveau et peu étudié, celui des savoirs migrants. Le manque de conceptualisation de l'apport des savoirs des personnes migrantes dans les processus de co-construction des savoirs en font un sujet difficile à nommer par les personnes répondantes. L'observation directe et l'immersion la plus profonde possible de la chercheuse dans le milieu permet donc de faire émerger de l'enquête sur le terrain des éléments peu présents dans la théorie, et dont les personnes enquêtées ont elles-mêmes peu conscience. Cette approche permet de garder une flexibilité à l'égard des hypothèses de départ, ainsi que d'adapter la démarche méthodologique et le cadrage théorique aux réalités du terrain. Ainsi, l'analyse ethnographique a comporté un travail nécessaire d'introspection et de révision de certaines de mes certitudes afin de rendre compte de la multiplicité des voix et discours sur les phénomènes observés.

3.1.2 Ancrage partenarial de la recherche

Ma thèse de doctorat ne serait pas la même sans son ancrage partenarial dans l'organisme étudié. Mes questions de recherche sur les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes

sur leur territoire d'installation puisent leur source dans mon expérience, en tant qu'employée d'un organisme communautaire très proche partenaire de Parole d'excluEs, entre 2013 et 2016. J'y ai côtoyé des personnes migrantes engagées à œuvrer pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie dans leur quartier d'adoption et dont le dévouement et la motivation dépassaient le seul désir d'intégration à la société québécoise. J'ai pu observer la naissance de projets et d'initiatives grâce à la valorisation de la parole et des idées des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale rarement sollicitées par les décideurs publics. Cette expérience a également fondé ma conviction dans la nécessité de partir de la base pour initier des transformations en réel accord avec les besoins et aspirations des personnes concernées par les enjeux de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Enfin, c'est au contact des chercheur·euse·s engagé·e·s dans les transformations sociales nord-montréalaises et l'expérimentation des projets de recherche-action que j'ai formulé mon désir de reprendre le chemin de l'université pour accomplir ma recherche de doctorat.

La recherche partenariale est ainsi définie par Bussières et Fontan (2011, p. 5) :

[Une] recherche fondée sur un appel issu de la pratique afin de produire de nouvelles connaissances. Le chercheur intervient dans ce processus en mobilisant une expertise qui permet de travailler l'appel du praticien et, parfois, de reformuler ce questionnement dans des paramètres plus scientifiques. Soulignons que la recherche partenariale ne se réduit pas à une fonction utilitaire. Les chercheurs participent parce que les interrogations des praticiens rejoignent leur propre champ et intérêt de recherche.

Ma recherche s'inscrit dans un croisement entre mes questionnements personnels et ceux de l'organisme concernant la mobilisation des savoirs des personnes marginalisées. Si le focus sur les enjeux des savoirs relatifs à la migration vient de ma propre sensibilité pour ces questions, l'intérêt pour la justice sociale et épistémique est partagé avec les praticien·ne·s sur le terrain. Pour preuve, je signale les multiples collaborations que j'ai menées et que je poursuis avec Parole d'excluEs afin d'approfondir notre compréhension commune des mécanismes de valorisation des savoirs citoyens dans le développement territorial et l'action collective. Cette posture de recherche est non seulement assumée mais je perçois cet engagement sur mon terrain comme un élément essentiel de ma démarche épistémologique et méthodologique à titre, en quelque sorte, de « praticienne-chercheuse » (Albarello, 2004). Depuis 2018, j'ai été engagée à titre d'auxiliaire et de stagiaire de

recherche pour deux projets menés par l'Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs²⁶ (IUPE), dans le cadre de deux projets de recherche-action : 1) la documentation du Plan d'aménagement du Nord-Est, un projet en partenariat avec la table de quartier de Montréal-Nord et l'arrondissement de Montréal-Nord (Heck *et al.*, 2021); 2) l'analyse de la mise en pratique de la justice épistémique par Parole d'excluEs et la cocréation de la boussole de la justice épistémique²⁷ (Manon et Autin, 2023). Le premier m'a permis de débiter ma collecte de données, d'entrer en contact avec des personnes engagées sur le terrain et d'observer des espaces de participation citoyenne. Le deuxième projet est une recherche-action qui se situe dans le prolongement des réflexions qui parcourent ma thèse de doctorat, puisqu'il traite des mécanismes mis en place par Parole d'excluEs pour mobiliser et valoriser les savoirs des personnes impliquées dans ses projets et actions collectives. Il m'a permis de mieux saisir le cadre et les principes qui sous-tendent la posture de travail de l'organisme. Intégrée dans ma demande de certification éthique, la collecte de données et l'analyse réalisée dans ces études font partie intégrante de ma recherche. Cette étude a mené à la coécriture de plusieurs publications et à des présentations dans le cadre des activités de l'IUPE.

Cette dimension partenariale s'avère être une caractéristique majeure de ma thèse, mais est également un atout pour ma démarche ethnographique. Dans les premiers temps de la formulation de mon projet de thèse, ma présence régulière dans des événements organisés par Parole d'excluEs et ma connaissance approfondie des dynamiques en cours m'ont permis de valider la pertinence du choix de ce terrain de recherche. Au fil du temps, j'ai pu tisser des liens de confiance à la fois avec l'équipe de travail de l'organisme et avec les personnes participant aux processus de co-construction des savoirs et de l'action collective. Ceci m'a permis de diversifier les espaces de participation que j'ai observés, en étant invitée à des activités et à des rencontres informelles au sein desquelles j'étais introduite par les participant·e·s comme étant une chercheuse et une employée de Parole d'excluEs qu'elles connaissaient de longue date. Tout au long de mon processus de recherche, j'ai eu un accès privilégié aux espaces de réflexivité de l'organisme, à titre

²⁶ L'IUPE est un groupe de recherche affilié au Centre de Recherche sur les innovations sociales (CRISES), dont le mandat est la réflexion et la production de connaissances reliées aux enjeux abordés par Parole d'excluEs et ses partenaires. L'IUPE a un double ancrage à l'université et dans le milieu communautaire, matérialisé par des relations partenariales entre des chercheur·euse·s universitaires et l'équipe de chercheur·euse·s employé·e·s par l'organisme communautaire. L'organisme Parole d'excluEs est présenté de manière plus détaillée dans le chapitre 5 de la thèse.

²⁷ Ces projets ont été financés par l'arrondissement de Montréal-Nord, le Service Aux Collectivités de l'UQAM, le CRISES et MITACS.

d'observatrice et de membre de l'équipe, en particulier les rencontres d'équipe, qui ne sont pas habituellement ouvertes à des personnes externes. Lors de certaines rencontres d'équipe, j'ai été conviée à faire part de mes réflexions et j'ai pu bénéficier du retour de mes collègues. La validation de mes analyses s'est ainsi faite en continu, ce qui m'a garanti d'une part une bonne réception de mes analyses, et d'autre part la fidélité de celles-ci par rapport à l'expérience vécue des acteur·trice·s du milieu. Ce volet de ma recherche me semble central parce qu'il respecte les valeurs qui sous-tendent mon cadre théorique pragmatiste et décolonial. En effet, il me permet de respecter la voix des personnes concernées par mon étude, les personnes migrantes et l'équipe de l'organisme, et ainsi de contribuer à la valorisation des savoirs qui bénéficient d'une plus faible reconnaissance que le savoir scientifique. Le caractère partenarial de ma recherche est garant de sa rigueur scientifique, les allers-retours fréquents entre mes analyses et l'équipe de recherche de l'organisme assurent la cohérence de mes analyses avec la réalité sociale vécue quotidiennement sur le territoire de l'étude.

Le principal enjeu de cette démarche reste d'assurer l'impartialité des résultats de recherche. Comment fidèlement représenter la réalité sans l'édulcorer ? Comment faire part des défis et des limites des actions de l'organisme sans nuire ou porter préjudice aux personnes et à l'organisme qui m'ont donné leur confiance ? Cette recherche s'inscrit dans une perspective performative à l'égard de l'action collective telle que discutée par Gibson-Graham (2008). Elle vise à souligner les apports de l'action collective pour repenser le monde et proposer des transformations allant dans le sens d'une plus grande justice sociale. Elle ne se place donc pas dans une perspective d'évaluation des méthodes, des projets ou des structures de gouvernance mises en place par l'organisme. Les limites ou les écueils rencontrés par Parole d'excluEs et soulignés dans cette étude le sont dans le but de permettre l'amélioration ou l'ajustement de pratiques, vers une plus grande justice sociale et épistémique.

3.1.3 Impact de la pandémie de COVID-19 sur la démarche méthodologique

La COVID-19 n'a pas été sans impact sur ma démarche méthodologique. Tout au long de l'année 2020, les activités citoyennes étaient réduites. Parole d'excluEs s'est investi dans des campagnes de sensibilisation sur les mesures de protection contre la COVID-19 et de distribution de matériels sanitaires. Toutefois, étant mère d'un enfant de moins d'un an à l'époque, j'ai choisi de rester à

l'écart de ces activités, en raison de l'incertitude des premiers mois de la pandémie quant aux impacts du virus sur le développement infantile. J'ai pu assister à certaines activités en ligne, cependant la dimension participative de ces activités était relativement restreinte. Celles-ci prenant plutôt la forme de conférences-webinaires, je ne les ai pas intégrées aux données analysées.

Ma collecte de données au cours d'activités participatives présentielle ont repris à l'été 2021. En revanche, le nombre de participants à ces activités était relativement restreint. Par ailleurs, plusieurs membres de l'équipe n'avaient été engagés que récemment et ne possédaient pas une connaissance approfondie des pratiques de l'organisme. C'est pourquoi j'ai décidé de renforcer la collecte de données par des entrevues avec des personnes migrantes et des personnes employées de Parole d'excluEs qui n'étaient pas présentes lors des activités observées, mais qui jouaient un rôle significatif dans l'organisation avant la pandémie. La plupart de ces personnes migrantes ont repris leur implication au sein de l'organisme dans les années qui ont suivi.

La pandémie a également eu pour effet de déstabiliser les organismes communautaires, dans leur financement, dans leur gouvernance, mais aussi dans la gestion de leurs ressources humaines (Heck *et al.*, 2022). À la suite de la pandémie, Parole d'excluEs a vécu une période d'instabilité qui teinte certainement les résultats de ma thèse. Cependant, la période de réflexion stratégique et les pratiques de mobilisation citoyenne et de recherche qui se sont déployées sous mes yeux ont également enrichi ma collecte de données et m'ont permis de renforcer celle-ci par le projet de recherche-action menée sur la justice épistémique (Manon et Autin, 2024).

3.2 Collecte de données

Cette section présente plus en détail mes méthodes de collecte de données.

3.2.1 L'observation participante

L'observation directe participante est la première et principale méthode de collecte de données utilisée dans cette étude. L'observation directe se définit selon Martineau (2016, p. 319) comme :

[une] approche de recherche et [un] outil de formation de l'information où le chercheur est le témoin – plus ou moins à distance – des comportements des individus et des pratiques au sein des groupes en séjournant sur les lieux même où ils se déroulent.

Cette méthode d'observation directe convient parfaitement à l'étude d'un phénomène dans un espace délimité, dans mon cas celui de l'organisme Parole d'excluEs. En ayant recours à l'observation participante, je souhaitais rendre compte du point de vue des personnes observées sur leurs propres pratiques (Fortin et Gagnon, 2016). Selon Cefaï *et al.* (2012), l'observation participante favorise la remise en question des catégories prédéfinies de la participation en révélant la variété des formes et modalités de celle-ci, ce qui cadre avec l'objectif de ma thèse de doctorat, qui vise, entre autres, à déconstruire et approfondir le concept de « savoir citoyen » à partir de la participation citoyenne des personnes migrantes.

L'immersion totale au sein de Parole d'excluEs m'a placée dans une position unique pour observer les discussions des acteur·trice·s sur leurs propres pratiques et pour rendre compte de leurs réflexions sur la valorisation des savoirs de personnes impliquées dans l'organisme. Le projet sur la justice épistémique s'est bâti au croisement des hypothèses poursuivies dans ma thèse et des réflexions de l'équipe sur ses pratiques de mobilisation et de recherche-action. À cet effet, ma posture s'est approchée à plusieurs reprises de la participation observante (Soulé, 2007).

Cette méthode permet de vivre la réalité des sujets observés et de pouvoir comprendre certains mécanismes difficilement décryptables pour quiconque demeure en situation d'extériorité. En participant au même titre que les acteurs, le chercheur a un accès privilégié à des informations inaccessibles au moyen d'autres méthodes empiriques. (Soulé, 2007, p. 2)

Ma recherche a, d'une certaine manière, contribué à transformer le terrain d'étude, ou du moins à renforcer des réflexions déjà menées sur la place des savoirs des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans la co-construction des savoirs et l'action collective, de même que sur les défis, limites et angles morts des pratiques de l'organisme en la matière (Manon et Autin, 2024).

Les données collectées ont été consignées dans un journal d'enquête, rédigé pendant ou après les moments d'observation, sous formes de notes, d'aide-mémoires. Après chaque sortie sur le terrain, au minimum une fois par semaine, ces notes manuscrites ont été retranscrites dans un journal d'enquête informatisé. Ce travail de transcription a été accompagné d'un effort de « narration » afin de rendre intelligible les observations faites pour le travail d'analyse ultérieur et pour la lecture de la thèse une fois celle-ci rédigée.

3.2.2 Les entrevues

En parallèle de l'observation directe des espaces de réflexivité et de participation au sein de Parole d'excluEs, j'ai réalisé des entrevues semi-dirigées, avec trois types d'acteur·trice·s :

- Des personnes migrantes impliquées dans l'organisme (11 entrevues);
- Des intervenant·e·s occupant ou ayant occupé divers postes au sein de l'organisme (9 entrevues);
- Des partenaires directs de l'organisme (5 entrevues).

Trois grilles d'entrevues différentes ont été utilisées pour chaque catégorie de personnes répondantes. L'utilisation souple de ces guides thématiques m'ont permis d'établir un dialogue avec les personnes interrogées et de compléter, nuancer, voire infirmer certaines des interprétations que j'ai faites au cours de mes observations. Toutes les entrevues ont été enregistrées, avec le consentement des personnes interrogées, elles ont duré entre une demi-heure et trois heures.

L'emploi de l'entrevue comme moyen de collecte de données part du postulat que « la perspective de l'autre a du sens » (Savoie-Zajc, 2016, p. 341). D'une part, elle permet de rendre compte de l'interprétation directe qui est faite par les personnes observées des phénomènes auxquels elles sont confrontées. D'autre part, elle rend compte, en particulier par les citations et témoignages des personnes migrantes rapportés dans ce texte, de points de vue et de savoirs peu audibles dans le monde scientifique.

Avec les personnes migrantes, les entrevues ont pris la forme de récits de vie, une méthode privilégiée des premières recherches en études urbaines (Houle, 1993). Sous la forme d'une discussion la plus ouverte possible, guidée librement par des thématiques plus que par un guide d'entretien, j'ai souhaité établir un dialogue avec les personnes répondantes autour de leur expérience de participation citoyenne. Le but était de laisser émerger spontanément les éléments de leur vie qui leur semblaient pertinents pour rendre compte des savoirs mobilisés au cours de leurs expériences de participation citoyenne. Une entrevue trop formelle aurait pu exacerber la disparité des statuts entre chercheuse et personne enquêtée (Beaud et Weber, 2010). J'avais déjà expérimenté la richesse de cette méthode de collecte au cours d'une précédente recherche portant

sur les demandeurs d'asile et les réfugiés au Royaume-Uni²⁸. En effet, j'ai pu constater que certains sujets comme le militantisme dans le pays d'origine ou la trajectoire de migration peuvent être sensibles et sont plus facilement abordés dans des conversations informelles. Ces entrevues enregistrées ont donc été complétées par des discussions plus informelles avec d'autres personnes migrantes rencontrées sur le terrain. L'expérience de participation au sein de Parole d'excluEs était le fil rouge de ces entrevues. Elles m'ont conduite à clarifier l'origine des savoirs mobilisés au cours des activités observées, mais également à faire émerger le point de vue des personnes migrantes sur leur implication au sein de l'organisme et sur la valorisation de leurs savoirs par celui-ci.

Les entrevues avec les membres de l'équipe de l'organisme portaient, quant à elles, sur leur point de vue sur la contribution des personnes migrantes à la co-construction des savoirs et de l'action collective. Ces entrevues visaient à saisir la perception de l'équipe de leurs différentes pratiques et postures de valorisation de ces savoirs au sein de l'organisme.

Enfin, les entrevues des partenaires visaient à comprendre à la fois la perception de l'impact de l'action de Parole d'excluEs sur le territoire, et également de saisir la perception de la participation citoyenne des personnes migrantes par d'autres acteurs. Ces entrevues ont aussi eu pour fonction de nuancer la perception interne de l'organisme et de fournir un regard plus critique de la part de personnes moins engagées personnellement dans la mission de Parole d'excluEs.

3.2.3 Analyse documentaire

À ces deux méthodes de collecte de données, observation participante et entrevues, prévues dans mon projet de thèse, s'est ajoutée l'analyse de documents internes de Parole d'excluEs, réalisée dans le cadre d'un stage MITACS au cours de l'été 2022. Ces données constituent la principale source de documentation relative à la mise en pratique de la justice épistémique à Parole d'excluEs.

²⁸ Il s'agit de la collecte de données réalisée dans le cadre de mon mémoire de maîtrise en 2009-2010. J'avais alors tenté de réaliser des entrevues avec des demandeurs d'asile et réfugiés au Royaume-Uni : « Il est difficile de poser des questions directes aux demandeurs d'asiles et réfugiés qui subissent déjà de longs interrogatoires lors du traitement de leur demande d'asile. De plus, certains ne souhaitent pas répondre à des questions qu'ils jugent très personnelles, comme celles concernant leur vie familiale ou leur parcours migratoire. Ainsi, afin de faciliter le dialogue, j'ai récolté des informations de manière assez "informelle" c'est-à-dire dans de simples discussions autour d'un repas ou d'un café et sans enregistreur. » (Manon, 2010)

Elles m'ont apporté une vision globale de la posture de Parole d'excluEs à l'égard de la mobilisation et de la valorisation des savoirs des personnes impliquées au sein de ses projets. Ces données ont servi principalement à la clarification du contexte du terrain, qui est présenté au chapitre 4.

La documentation analysée comprend des rapports de recherche réalisés par l'Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs, les documents rendant compte des principes directeurs de l'organisme (déclaration de principes, énoncés de mission, valeurs de l'organisme), ainsi que des documents de travail fournis dans les activités observées. J'ai également eu accès à la transcription des entrevues individuelles et collectives réalisées dans le cadre de la systématisation des pratiques de recherche-action et de mobilisation par l'équipe de recherche de Parole d'excluEs.

Par ailleurs, plusieurs entrevues vidéos disponibles en libre accès sur les médias sociaux ou le site Internet de Parole d'excluEs m'ont permis de recueillir indirectement la parole de certaines personnes non rencontrées en entrevues. Les propos de ces personnes étant facilement retraçables, et ils ne sont pas directement rapportés (sous la forme de citations) dans cette étude. Ils m'ont toutefois apporté un éclairage sur le rôle et la mise en valeur de la parole des personnes migrantes et sur l'utilisation de cette parole dans le rayonnement des projets mis en œuvre par l'organisme.

3.2.4 Groupes de discussions et activités de présentation des résultats

En accord avec l'approche décoloniale à l'égard des savoirs locaux, j'ai souhaité valoriser le plus possible le point de vue des personnes impliquées sur le terrain et leur permettre de commenter les résultats de la thèse avant sa finalisation. Par ailleurs, la réflexivité très ancrée dans les habitudes de l'organisme m'apparaissait comme un atout pour enrichir mes analyses. Je souhaitais également permettre aux personnes enquêtées d'exprimer leur agentivité au fil de mes analyses. En effet, comme Bensa (1992) le souligne, le rôle d'ethnologue, qui, à mon sens, s'applique à toute personne ayant une posture ethnographique en recherche, peut en quelque sorte porter préjudice aux groupes enquêtés :

Sans être en rien mandaté par ses hôtes, l'ethnologue a de surcroît la prétention de dire qui ils sont. Il produit en effet de la société où il a élu domicile une image qui n'est pas nécessairement celle que ses porte-paroles souhaitent donner. Quand la société étudiée

est en mesure de se dire elle-même, le fossé se creuse entre le discours de l'ethnologue et celui des intéressés sur eux-mêmes. (Bensa, 1992, p. 22)

Cette préoccupation m'a habitée tout au long de mon processus d'analyse et de rédaction de la thèse. Comment exploiter la multiplicité des discours recueillis sur le terrain, sans porter préjudice à l'organisme qui m'a accueillie tout au long de ce parcours doctoral, ni édulcorer ou déformer les propos recueillis, de sorte à vraiment rendre justice à la parole des personnes qui ont témoigné des difficultés rencontrées ? De plus, comment garantir la viabilité et la rigueur scientifique de ma recherche dans ce contexte ? Pour ce faire, j'ai choisi de m'appuyer sur les capacités réflexives présentes au sein de l'organisme. La recherche-action amorcée en 2022 sur la justice épistémique a été également d'un grand recours pour préparer l'organisme, et en particulier l'équipe interne, à une réflexion en profondeur sur ses pratiques de co-construction des savoirs²⁹.

Tout d'abord, j'ai intégré à mon corpus de données les propos des membres de l'équipe recueillis au cours d'un groupe de discussion portant sur les défis et enjeux de la justice épistémique. Ce groupe de discussion s'est tenu au cours de l'été 2022, dans le cadre du projet de recherche sur la mise en pratique de la justice épistémique à Parole d'excluEs. En effet, ce groupe de discussion m'a permis de confirmer les intuitions premières issues des observations que j'avais préalablement faites quant à certaines pratiques de l'organisme à l'égard de la diversité culturelle. Ces éléments corroborent également les propos recueillis lors des entrevues individuelles réalisées avec des personnes migrantes et des membres de l'équipe de Parole d'excluEs.

Ensuite, j'ai réalisé deux présentations des résultats de la thèse auprès des membres de l'équipe³⁰, afin de leur faire part de mes analyses. Ces présentations ont enrichi ma réflexion et mon processus de rédaction, et m'ont permis de valider l'adéquation de mes résultats avec la réalité du terrain³¹.

²⁹ Cette réflexion est par ailleurs ancrée dans le travail de recherche réalisé par l'IUPE, en particulier dans le cadre de la systématisation des pratiques de recherche-action réalisée par Isabel Heck. (Hall, Godrie et Heck, 2020; Heck, 2024)

³⁰ Une troisième rencontre, sous la forme d'une assemblée citoyenne, est planifiée avec les personnes impliquées dans l'organisme, au cours du printemps 2025.

³¹ La relation de confiance tissée avec l'organisme au fil des années a été un atout certain dans cet exercice de présentation des données. Malgré la mise en lumière de certaines limites et défis de l'approche de l'organisme, ces réflexions ont nourri les pratiques de l'organisme. La relation ancienne de l'organisme avec le milieu de la recherche et la présence au sein de l'équipe de plusieurs chercheur·euse·s en milieu communautaire ont été également des éléments facilitant l'accueil de mes analyses pour l'équipe. Finalement, une partie de mes analyses tirées de l'étude de la mise en pratique de la justice épistémique sont le produit d'une co-construction avec l'équipe de recherche interne

Ces présentations ont permis de compléter et de fixer certains éléments déjà abordés au sein du processus itératif ayant eu cours tout au long de ma collecte de données avec l'équipe de Parole d'excluEs. Ils s'inscrivent également dans une démarche de réciprocité avec l'organisme et les personnes enquêtées, l'objectif secondaire de cette thèse étant l'ajustement des pratiques de justice épistémique pour renforcer la mission de l'organisme et d'autres acteurs souhaitant rééquilibrer les savoirs dans les processus de développement territorial³².

3.3 Échantillon

3.3.1 Méthode d'échantillonnage

Suivant la classification des méthodes d'échantillonnage décrite par Fortin et Gagnon (2016), concernant des moments et méthodes de la collecte de données, l'échantillonnage pour les entrevues a été fait de façon non probabiliste, intentionnel dans un premier temps et par réseaux dans un deuxième temps. Cette méthode d'échantillonnage est privilégiée dans les études qui visent à dévoiler des mécanismes non encore connus ou peu étudiés (Beaud, 2016).

Au cours des observations sur le terrain, j'ai identifié des personnes migrantes de première génération (se revendiquant comme telles dans les discussions en faisant référence à leur pays d'origine) impliquées dans l'organisme, à titre de « citoyen·ne·s » c'est-à-dire n'étant pas employé·e·s par l'organisme au moment de la réalisation de l'entrevue. Leur implication va de la participation ponctuelle aux activités à l'élaboration des projets, en passant par la présence récurrente à des comités de réflexion ou à des instances décisionnelles (comités citoyens, conseil d'administration). Par la suite, afin de compléter cet échantillon, j'ai sollicité l'aide des membres de l'équipe permanente de l'organisme et j'ai contacté d'autres personnes mentionnées dans les entrevues.

de l'organisme. En outre, j'ai été sollicitée dans plusieurs exercices de réflexivité à titre de chercheuse, d'animatrice ou d'ancienne employée, ce qui témoigne de mon ancrage dans le terrain et de la confiance qui m'est accordée. J'espère rendre justice au travail de l'organisme tout au long de cette thèse et contribuer à l'avancement de sa mission en faveur d'une plus grande justice sociale et épistémique, autant qu'à celui des savoirs scientifiques. Enfin, certain·e·s des chercheur·euse·s impliqué·e·s au sein de l'organisme ont également assisté à des présentations de mes résultats et analyses au cours de colloques scientifiques ou de webinaires dans le cadre des activités de l'IUPE notamment, leurs commentaires ont alimenté ma réflexion et je les en remercie.

³² À cet effet, les analyses présentées dans cette thèse seront synthétisées dans un billet de blogue sur le blogue de l'Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs. <https://iupe.parole-dexclues.ca/>

En ce qui concerne les membres de l'équipe et les partenaires, j'ai procédé par effet « boule de neige » en interrogeant à la fois des personnes en poste au moment de l'étude et d'ancien·ne·s employé·e·s, dont les noms avaient été cités au cours des entrevues précédentes.

Pour les partenaires, j'ai procédé à un échantillonnage intentionnel en sollicitant les partenaires proches de l'organisme, susceptibles d'avoir une vision assez précise des pratiques de Parole d'excluEs. Malheureusement, en raison de la pandémie de COVID-19 et du roulement accru de personnel à cette période, l'échantillon pour cette catégorie d'entrevues s'est révélé assez restreint.

3.3.2 Caractéristiques de l'échantillon

Étant donné la forte proximité entre les personnes interrogées et la petite taille du terrain d'étude, je ne peux pas donner beaucoup de détails sur les caractéristiques de l'échantillon, afin de respecter l'anonymat des personnes interrogées. Toutefois, je souhaite exposer ici quelques réflexions qui ont guidé ma recherche de participant·e·s, ainsi que les limites de mon échantillon.

3.3.2.1 Les personnes migrantes

Pour les personnes migrantes, mon intention de départ était de recruter des personnes ayant immigré au Québec à l'âge adulte, puisque l'expérience vécue hors du Québec (« ailleurs ») apparaissait comme un facteur déterminant du savoir migrant. Toutefois, afin que l'échantillon soit plus représentatif du profil des personnes impliquées dans l'organisme, deux personnes interrogées qui ont immigré alors qu'elles étaient encore enfants y ont été incluses.

Par ailleurs, bien que je n'aie pas fait de différenciation entre les hommes et les femmes, les femmes sont plus nombreuses parmi les personnes interrogées (8 femmes sur 11 personnes interrogées). Les personnes originaires du Maghreb (Algérie, Maroc) étaient également surreprésentées (5 personnes sur 11). Ces caractéristiques sont également représentatives du profil des personnes impliquées dans l'organisme au moment de la collecte de données.

Tableau 1 : Profil des personnes migrantes interrogées dans les entrevues enregistrées (Total : 11 personnes)

Genre	
Hommes	3
Femmes	8
Situation familiale	
Personne seule	4
En couple avec enfants	5
En couple sans enfants	2
Niveau de diplomation	
Aucun diplôme	1
Secondaire	1
Certificat ou diplôme d'apprentis	1
Universitaire	8
Région géographique d'origine	
Afrique du Nord	5
Afrique Sub-Saharienne	2
Haïti	2
Asie	1
Amérique Latine	1

Le tableau ci-dessus (Tableau 1) montre la particularité de l'échantillon. Les personnes ayant accepté de témoigner étaient également des personnes très actives sur le terrain d'étude. Elles avaient un profil très spécifique et relativement éloigné de celui de la majorité de la population nord-montréalaise³³. Ceci constitue en soi une donnée concernant la contribution potentielle des personnes migrantes aux processus de co-construction des savoirs, puisque ces personnes semblent disposer d'un certain nombre d'expériences qui fondent des savoirs plutôt valorisés socialement (expériences professionnelles et diplomation). Mais cela peut aussi être perçu comme un indicateur des enjeux d'inclusion des personnes migrantes plus marginalisées au sein de ces processus. Cela fera l'objet de la seconde partie de la thèse présentant les résultats de la recherche.

³³ Voir chapitre 4 pour la mise en contexte du terrain et les caractéristiques statistiques de la population de l'arrondissement de Montréal-Nord.

Les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs et rencontrées en entrevue vivent toutes à Montréal depuis plusieurs années. Certaines d'entre elles ont vécu dans d'autres quartiers de la ville de Montréal avant de s'établir à Montréal-Nord. Deux personnes ne vivaient pas à Montréal-Nord au moment des entrevues : l'une y a habité pendant plusieurs années, l'autre vit dans un autre arrondissement à proximité de Montréal-Nord. Toutes ont montré une très bonne connaissance du quartier et de ses réalités. Plusieurs personnes rencontrées sur le terrain me parlaient librement au cours des réunions ou de rencontres informelles. Cependant, plusieurs d'entre elles se sont montrées peu enclines à réaliser une entrevue. Ainsi, en plus des propos collectés en entrevues, j'ai observé la participation d'autres personnes migrantes et recueilli certains de leurs témoignages au cours de réunions ou de prises de parole en public. Lors de ces rencontres, l'ensemble des personnes présentes étaient informées de ma recherche et du fait que je prenais des notes des discussions en cours. Ces notes ne constituent pas de citations exhaustives mais rendent compte de situations globales, des savoirs mis à contribution par les personnes à travers leur implication, des perceptions dont elles m'ont fait part et des pratiques mises en œuvre par l'organisme pour les valoriser.

3.3.2.2 Les membres de l'équipe

En ce qui concerne les personnes membres de l'équipe interrogées, j'ai rencontré une diversité de personnes occupant des postes et mandats divers, de la recherche à la mobilisation, en passant par la communication et la gestion des projets. Ces personnes ont été sélectionnées en fonction de leur proximité avec les pratiques de co-construction de savoirs et de mobilisation citoyenne. Les personnes interrogées qui n'étaient plus en poste au moment des entrevues ont été sélectionnées par effet boule de neige, lorsqu'elles étaient nommées par d'autres personnes répondantes.

Tableau 2 : Caractéristiques des membres de l'équipe rencontré·e·s dans des entrevues individuelles

Genre	
Hommes	5
Femmes	4
Catégorie d'emploi occupé au sein de Parole d'excluEs	
Recherche	3
Mobilisation citoyenne	3
Gestion de projets	2
Administration et communication	1

La durée de leur occupation de leur poste variait entre 1 an et demi et 7 ans. Les personnes recrutées plus tardivement et au cours de la période d'observation n'ont volontairement pas été incluses dans l'échantillon des entrevues individuelles, la plupart d'entre elles étant en cours d'appropriation de la mission de l'organisme. Elles ont toutefois été sollicitées au cours d'une entrevue collective et des discussions de présentation et validation des résultats réalisées plus tard.

Malheureusement, plusieurs personnes, en particulier les personnes occupant le poste de direction générale de l'organisme n'ont pas répondu à mes sollicitations³⁴. Ceci est une limite importante, car les personnes interrogées ont souvent fait mention de l'impact de ces directions sur les orientations données à l'organisme.

3.3.2.3 Les partenaires du milieu

Les cinq (5) personnes interrogées en représentation des partenaires sont des personnes ayant travaillé auprès de différents organismes du milieu ou ayant participé activement à la vie sociale et politique de Montréal-Nord. Certaines d'entre elles n'étaient plus en poste à Montréal-Nord au moment de l'entrevue. Beaucoup d'organismes du milieu n'ont pas souhaité me rencontrer, ne

³⁴ Le poste de direction générale est resté vacant une période de plusieurs mois au cours de ma collecte de données. Une personne engagée au cours de la période de collecte de données n'a pas été sollicitée compte tenu de la courte durée de son engagement dans l'organisme. Les personnes anciennement au poste de direction n'ont pas répondu à mes sollicitations. Au printemps 2024, l'organisme s'est doté d'une direction collégiale répartie entre trois postes de coordination : un poste administratif, un poste de coordination à la mobilisation et un poste de coordination de la recherche. Ces trois personnes ont participé aux activités de présentation de la recherche et ont exprimé leur point de vue sur les analyses présentées.

souhaitant pas commenter les actions de Parole d'excluEs, le plus souvent en raison d'une perception d'un manque de connaissances de l'organisme de leur part. Malheureusement, une des personnes clés que je souhaitais rencontrer a également décliné mon invitation à une entrevue pour des raisons de santé.

Tableau 3 : Caractéristiques des acteurs·ices du milieu rencontré·e·s en entrevues

Genre	
Hommes	2
Femmes	3
Type d'acteur·trice	
Organisme communautaire nord-montréalais	3
Organisme de concertation	1
Élu·e local·e	1

Ces entrevues n'ont pas toutes apporté l'éclairage souhaité. Deux des personnes contactées avaient une compréhension partielle des projets réalisés par l'organisme. D'autres en avaient au contraire une compréhension plus fine et approfondie, soit en raison de leur implication dans des projets cogérés par leur organisme et Parole d'excluEs, soit en raison de leur présence sur des instances de concertation locale. Le contexte de la pandémie de COVID-19 semble également avoir distendu les relations partenariales, les partenaires interrogé·e·s étaient peu informés des actions en cours au sein de l'organisme et peu d'activités se déroulaient en partenariat étroit avec des organismes du quartier au cours de la période de collecte des données. Néanmoins, ces entrevues m'ont permis d'avoir un aperçu global de la participation des personnes migrantes dans le quartier, ainsi que de l'environnement communautaire dans lequel s'insère l'action de Parole d'excluEs.

3.4 L'enquête de terrain

Mon enquête de terrain a eu lieu à Montréal-Nord, en majorité dans les locaux de Parole d'excluEs, y compris dans les cours de l'immeuble où sont situés ces locaux, mais aussi dans des activités se déroulant dans d'autres lieux communautaires du quartier, à la Maison Culturelle et Communautaire de Montréal-Nord et dans des espaces publics.

3.4.1 Les lieux et moments d'observation

Mon enquête s'est caractérisée par la grande diversité des espaces d'observation. Mon ancrage sur le terrain a facilité une ouverture totale de l'organisme à ma présence, voire une sollicitation pour participer à titre de chercheuse invitée/membre de l'équipe/sympathisante de l'organisme à certains espaces de discussion privilégiés, notamment dans le cadre de la réflexion stratégique qui se déployait au cours de mon enquête. Ainsi j'étais présente dans trois types d'activités et événements :

- Des activités et rencontres citoyennes, tant des rencontres régulières et formelles des comités citoyens que des événements ponctuels et conviviaux (conférence de presse, fêtes, ateliers, conférences);
- Des rencontres de l'équipe, équipe de recherche restreinte et équipe complète, incluant les coordinations et personnes responsables de la mobilisation;
- Des activités ayant trait à la gouvernance de l'organisme : AGA et rencontres autour de la réflexion stratégique, qui pouvaient inclure ou non des personnes qualifiées de « citoyennes ».

En plus de ces rencontres j'ai également passé des journées dans les locaux de l'organisme sans assister à des activités en particulier.

L'ensemble des données ont été consignées dans des journaux d'enquête, puis retranscrites dans un carnet virtuel afin de les analyser par la suite au moyen du logiciel de traitement de données textuelles Nvivo.

3.4.2 L'accès au terrain et la sortie du terrain

L'accès au terrain a été à la fois très aisé du fait de mon ancrage dans l'organisme, et à la fois un défi en termes de distanciation des sujets enquêtés, avec qui des liens personnels, voire d'amitié, se sont créés.

Par ailleurs, comme je l'ai présenté plus haut, les circonstances de la pandémie et ses conséquences sur l'organisme ont eu un impact sur l'accès au terrain. Je mentirais si j'écrivais ici que cela n'a eu aucun impact sur ma psyché, mes doutes et incertitudes de parvenir au bout du projet doctoral.

Toutefois, passé le découragement qui a gagné nombre d'entre nous durant cette période, j'ai repris le chemin du terrain, prête à « en découdre », selon l'expression employée par Beaud et Weber (2011, p. 13). Cette soif de connaissance a été nourrie également par un sentiment de redevabilité vis-à-vis de mon terrain de recherche et des personnes qui avaient déjà montré leur confiance et leur intérêt pour mon projet. Comme mentionné précédemment, j'étais présente sur le terrain en tant qu'agente de recherche depuis 2018. Ainsi, ma posture participante m'a permis d'avoir accès à une grande variété d'espaces, tout en limitant l'impact de ma présence. À titre de collaboratrice au sein du groupe, je me suis fondue dans l'équipe, et j'ai pu assister librement à plusieurs espaces de discussion au sein de l'équipe. Ceci a également eu pour effet de limiter l'effet « scrutateur » du regard d'une chercheuse externe sur l'équipe et les « citoyen·ne·s ». Cependant, il serait illusoire de penser que ma présence n'a eu aucun impact. Ainsi, la formulation du projet de recherche sur la justice épistémique est directement liée à ma présence sur le terrain et à ma participation aux rencontres de l'équipe de recherche de Parole d'excluEs. En effet, si le sujet était discuté depuis plusieurs années entre les chercheur·euse·s gravitant autour de Parole d'excluEs, ma présence a fourni à l'équipe une ressource supplémentaire pour vulgariser ce concept et en discuter avec l'équipe de praticien·ne·s au sein de l'organisme. L'impact a donc été pour l'organisme d'approfondir ses réflexions sur la valorisation des savoirs des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et de clarifier sa posture.

Un retrait du terrain de quelques mois à l'automne 2022 et à l'hiver 2023³⁵, entre la collecte de données et l'analyse et la rédaction de la thèse, m'a permis un recul nécessaire afin de dépersonnaliser les observations et les propos recueillis. Étant très engagée dans l'organisme, cette prise de recul m'a aidée à laisser de côté certaines situations vécues qui n'apportaient pas d'éclairage à ma recherche³⁶. J'ai donc entrepris au cours de cette période de regarder mon terrain

³⁵ Ce retrait du terrain est justifié par des circonstances personnelles, soit la naissance de mon deuxième enfant, mais aussi une intuition de saturation des données qui s'est confirmée par la suite lors de la retranscription des données d'entrevues et de la relecture des journaux d'enquête.

³⁶ Il s'agissait notamment de tensions d'ordre interpersonnel au sein de l'équipe de travail, des départs ou arrivées de nouveaux collègues, des arrêts temporaires ou momentanés d'un projet en cours, des préoccupations des membres de l'équipe concernant la gouvernance de l'organisme ou ses difficultés financières.

« d'un autre œil », suivant un « axe d'engagement-distanciation » (Albarelo, 2004, p. 17), afin de laisser de la place à une analyse rigoureuse des données collectées.

En fait, si la réalité qui intéresse reste la même, la distanciation suppose un regard autre sur cette réalité. Certains parleront d'un regard plus objectif que subjectif ou d'une attitude de rupture avec le sens commun. En réalité, on ne rompt pas... on se distancie. On ne quitte pas le terrain social mais on le regarde d'un autre œil, distancié. (Albarelo, 2004, p. 17)

Ce moment de retrait était également nécessaire pour me concentrer sur mon étude de doctorat et éviter la sursollicitation par le terrain à titre de chercheuse collaboratrice. Comme mentionné précédemment, les résultats de la recherche ont néanmoins été présentés sur le terrain, avant même le dépôt et la publication de la thèse.

3.5 Le traitement et l'analyse des données

Le traitement et l'analyse des données ont été faits à la fois à l'aide de catégories conceptualisantes et à l'aide d'un processus de thématisation.

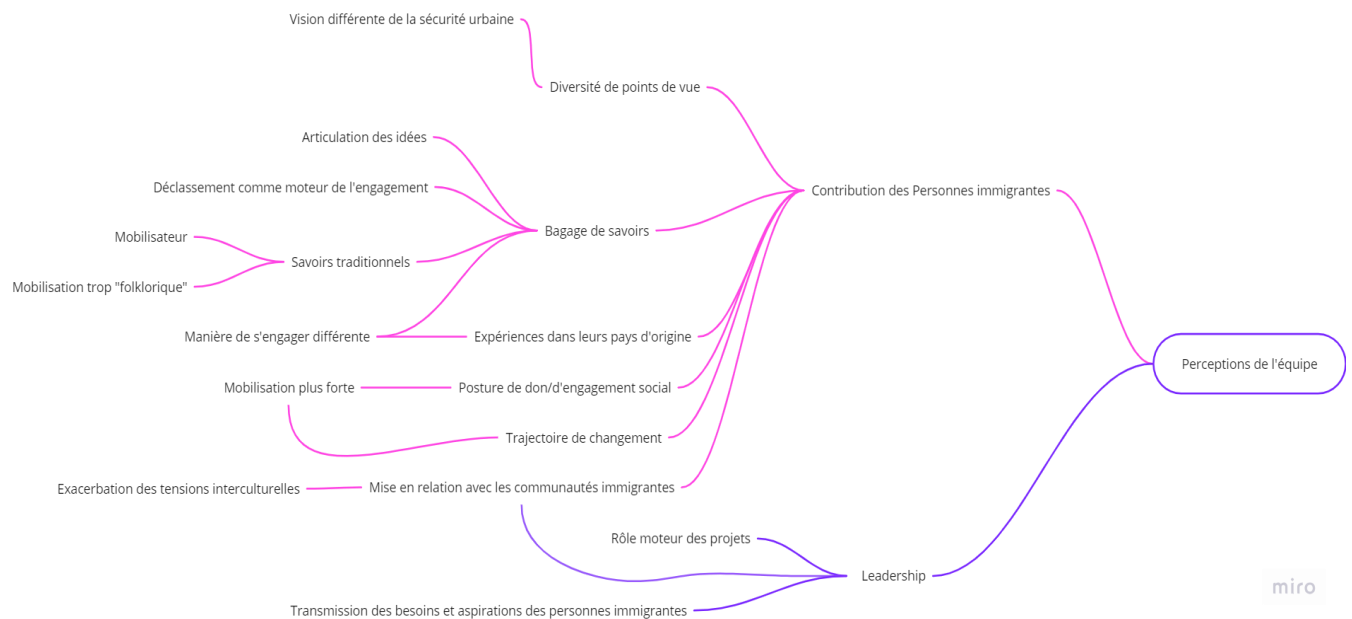
Dans un premier temps, l'analyse à l'aide de catégories conceptualisantes a servi à identifier des savoirs des personnes migrantes mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs. La conceptualisation des savoirs des personnes migrantes s'appuie sur un croisement entre la définition des savoirs citoyens développée par Nez (2011) et celle des savoirs migrants de Lässig et Steinberg (2017). Les catégories d'analyse identifiées étaient issues de ces définitions; elles correspondaient donc à ce que Paillé et Mucchielli (2012) qualifient de codage fermé. L'usage de cette forme d'analyse permet de « jeter les bases d'une théorisation des phénomènes étudiés, sans qu'il n'y ait de décalage entre l'annotation du corpus et la conceptualisation des données » (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 315). Le manque d'études portant sur la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans la co-construction des savoirs justifie l'utilisation de cette méthode d'analyse permettant de décrire un phénomène et d'en construire une définition à partir des données. J'ai donc procédé en premier lieu par l'identification des savoirs citoyens des personnes migrantes dans leurs pratiques et discours à partir de la typologie de Nez (2015). Ensuite, j'ai identifié les perceptions de membres de l'équipe qui se rapportaient à ces catégories de savoirs. À partir de ces deux catégorisations j'ai défini le rôle des savoirs des personnes migrantes dans les processus

mobilisés afin de bâtir des définitions qui se rapportent à l'expérience des personnes migrantes. Ces résultats font l'objet du chapitre 5 permettent de répondre à la première sous-question de recherche.

Dans un deuxième temps, l'ensemble du corpus de données a été soumis à une analyse thématique, à codage ouvert, afin de saisir le cadre de la mobilisation de ces savoirs et l'effet que cela produit sur le terrain étudié. Paillé et Mucchielli (2012) décrivent ainsi les fonctions de l'analyse thématique :

L'analyse thématique a deux fonctions principales : une fonction de repérage et une fonction de documentation. La première concerne le travail de saisie de l'ensemble des thèmes d'un corpus. La tâche est de relever tous les thèmes pertinents en lien avec les objectifs de la recherche à l'intérieur du matériau à l'étude. La deuxième va plus loin et concerne la capacité de tracer des parallèles ou de documenter des oppositions, des divergences, des complémentarités, etc., entre les thèmes. Il s'agit en somme de construire un panorama au sein duquel les grandes tendances du phénomène à l'étude vont se matérialiser dans un schéma (l'arbre thématique). (Paillé et Mucchielli, 2012, p. 270).

L'analyse thématique à codage ouvert a permis de construire une analyse au plus près de la signification que les personnes engagées dans la co-construction des savoirs et l'action collective donnent à leurs pratiques. Dans un premier temps, les différents types de données (entrevues des personnes migrantes, de l'équipe, des partenaires et journaux de terrain) ont été codées séparément. J'ai ensuite croisé chacun des arbres thématiques obtenus pour identifier les points de convergence et les éléments divergents au sein des différents corpus.



Source : Auteure

Figure 2 : Exemple d'arbre thématique réalisé avec le logiciel Miro à partir des « nœuds » obtenus dans Nvivo

Ainsi, la présentation des résultats vise à rendre compte de la multiplicité des discours et des perceptions. Il s'agit de montrer la variété des expériences d'un même phénomène et de les exploiter de manière à en faire ressortir la complémentarité. En adoptant une posture interprétative, j'ai pu saisir les éléments favorables à la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans la co-construction des savoirs et de l'action collective visant la transformation socioterritoriale de quartiers défavorisés, ainsi que les défis et limites rencontrés par l'organisme (chapitre 6). Par la suite, l'analyse a porté sur les effets que la participation des personnes migrantes a sur le territoire et les acteurs en présence, y compris sur les personnes migrantes elles-mêmes (chapitre 7).

3.6 Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, j'ai voulu démontrer la pertinence de ma démarche ethnographique et sa cohérence avec le cadre théorique et conceptuel choisi. J'ai décrit et détaillé la méthode de collecte et d'analyse des données. L'ensemble de cette démarche s'inscrit dans une volonté de rendre visible les expériences des personnes engagées sur le terrain, en particulier celles dont les savoirs sont faiblement valorisés. Le prochain chapitre décrit le contexte du terrain de mon étude, incluant les caractéristiques sociales et démographiques de Montréal-Nord et l'histoire, la mission et le modèle d'action de Parole d'excluEs.

CHAPITRE 4

MISE EN CONTEXTE DU TERRAIN D'ÉTUDE

Afin de préciser le cadre de réalisation de ma thèse, ce chapitre vise à présenter un portrait du terrain d'étude. Dans une première section je fais la description des caractéristiques historiques, physiques et sociodémographiques de l'arrondissement de Montréal-Nord. Je présente ensuite l'organisme au sein duquel j'ai réalisé la collecte de données et les circonstances particulières propres aux années post-COVID au cours desquelles j'étais présente sur le terrain.

4.1 Montréal-Nord : un territoire aux multiples défis

4.1.1 Rapide historique du développement urbain nord-montréalais

Montréal-Nord est situé au nord-est de l'Île de Montréal. Entre la rivière des Prairies au nord-est et le boulevard Industriel et la ligne de train de banlieue au sud-est, l'autoroute 25 au nord-est et le boulevard Saint-Michel au sud-ouest.

La rivière des Prairies est sans aucun doute un des éléments paysagés les plus marquants de Montréal-Nord, ses méandres sont témoins de l'histoire de ce territoire et des événements qui l'ont façonné. Auparavant appelée Skawanoti, la rivière derrière l'île, par les nations Mohawk (Kanien'kehá : ka), cette voie maritime permettait d'éviter les rapides du fleuve Saint-Laurent au sud de l'île (Vogler, 2020). C'est par ses rives que les colons européens ont pris possession du territoire et fondé la mission sulpicienne du Sault-au-Récollet, afin de défricher les terres qu'ils se sont approprié et d'y déplacer de force les communautés autochtones implantés plus loin au sud de l'île (Tellier, 1999). La paroisse Sault-au-Récollet voit le jour à l'ouest de Montréal-Nord, autour de l'église de la Visitation-de-la-Bienheureuse-Vierge-Marie, la plus ancienne église encore existante de Montréal, d'un fort, de plusieurs moulins et d'une scierie (Tellier, 1999). Plusieurs maisons patrimoniales de cette époque subsistent encore sur le boulevard Gouin. Au début du XX^e siècle, les rives de la rivière des Prairies attirent les familles montréalaises pour la baignade et le loisir; le boulevard Gouin, qui longe la rivière, est quant à lui un axe privilégié pour l'installation de chalets de villégiature. La ville de Montréal-Nord est fondée en 1915, à la suite de l'augmentation de la population du village du Bas-du-Sault, et dans le but de résister à son annexion par la Ville de Montréal. Ce statut de Ville permet à la municipalité de Montréal-Nord d'emprunter

des fonds pour la réalisation de plusieurs travaux visant à répondre aux besoins de la population grandissante (égouts et canalisations, macadamisation des rues). Elle connaît alors une période de prospérité économique et d'industrialisation, grâce à l'implantation d'industries textiles (Linteau, 2007). Fortement endettée, la municipalité de Montréal-Nord est cependant mise sous tutelle jusqu'en 1958. La période d'après-guerre et les années 1960 sont une période prospère pour Montréal-Nord. En dix ans, la population quadruple presque, passant de 14 081 en 1951 à 48 433 en 1961 (Lagacé, 2015). Elle perd peu à peu son statut de municipalité rurale et agricole pour devenir une banlieue résidentielle, bordée par un parc industriel le long de la voie de chemin de fer au sud-ouest (St-Jean *et al.*, 2015). L'accroissement de la population de Montréal-Nord dans les années 1960-1970 concorde avec la période de restructuration du centre-ville de Montréal, qui a amené à la relocalisation des personnes vivant dans le quartier Centre-Sud (Morin, 1988).

Pendant la période de la Révolution tranquille, la ville se développe et plusieurs nouveaux services à la population sont implantés : zones commerciales, services scolaires et aménagement d'infrastructures de loisirs et de parcs (Béliveau, 2013). À cette période, le territoire est marqué par une vague de construction accélérée de logements peu coûteux (Heck *et al.*, 2015). Ce sont principalement des bungalows et petits duplex, dont une partie est destinée à l'hébergement des vétérans de la Seconde Guerre mondiale (Béliveau, 2013). L'urbanisation de Montréal-Nord se fait davantage sous l'influence des promoteurs immobiliers que de la planification de sa municipalité. En conséquence, son développement est morcelé, ce qui pourrait avoir nui à l'implantation rationalisée des infrastructures, qui deviennent rapidement insuffisantes (Béliveau, 2013; Vogler, 2020). Bien qu'administrativement séparée de la Ville de Montréal, Montréal-Nord est sollicitée financièrement pour contribuer aux grands projets d'infrastructures, notamment les axes routiers et le métro, malheureusement sans en bénéficier pleinement, puisque malgré les demandes répétées du maire Yves Ryan, le métro n'atteint pas le territoire nord-montréalais (Béliveau, 2013).

Les années 1960 à 1980 représentent une période de croissance démographique pour la ville de Montréal-Nord (Béliveau, 2013). La population double encore et atteint un sommet de 98 045 personnes en 1976 (*Ibid.*). Cette expansion de la population s'inscrit dans un contexte de crise de logement qui frappe l'ensemble de la ville de Montréal (Collin, 1987). Le maire de Montréal-Nord entend profiter de cette crise pour augmenter les revenus fonciers de la municipalité. Des rabais de taxes sont offerts aux promoteurs immobiliers, qui en retirent des avantages

économiques importants en construisant des logements de mauvaise qualité, mal desservis par les services publics, en particulier dans le nord-est de Montréal-Nord (Vogler, 2020). Les premiers logements à loyer modiques (HLM) sont construits en 1972 dans le secteur Nord-Est de Montréal-Nord (Heck *et al.*, 2015). À partir des années 1970, l'est de la ville de Montréal-Nord devient la partie la plus densément peuplée du territoire, avec une plus grande proportion d'immeubles à logements, jusqu'à être deux fois plus peuplée que les autres secteurs (centre et ouest) (Béliveau, 2013). Cette période est également marquée par une diversification ethnoculturelle de la population nord-montréalaise, Montréal-Nord étant de plus en plus considérée comme un territoire « multiculturel » (voir section suivante 4.1.2.4). La composition ethnique de Montréal-Nord change rapidement, avec d'importantes vagues migratoires, notamment haïtiennes (Germain et Poirier, 2007).

Au début des années 1970, Montréal-Nord est une ville prospère avec plusieurs industries et commerces, qui emploient plus de 15 000 personnes (Béliveau, 2013). Malheureusement ces industries se délocalisent au cours de la décennie et Montréal-Nord perd son principal bassin d'emplois, en particulier dans le domaine du textile (Béliveau, 2013; Castillo et Goyette, 2015), mais également dans les secteurs publics et du transport (Coffey *et al.*, 2000). Cette détérioration de l'économie oblige les Nord-Montréalais·es à trouver des emplois ailleurs, ce qui transforme Montréal-Nord en ville-dortoir. À la suite de la désindustrialisation globale de Montréal au cours des années 1980, l'est de la ville n'a globalement pas réussi sa reconversion économique (Klein *et al.*, 2022) et Montréal-Nord poursuit son déclin économique. La municipalité est caractérisée par une population de classe ouvrière multiculturelle et appauvrie (Gonzalez Castillo et Goyette, 2015). Malgré une forme de ségrégation ethnique et économique émergente dans certains quartiers, Apparicio *et al.* (2007) soulignent que Montréal se caractérise par la fluidité résidentielle qui l'éloigne du modèle de la ghettoïsation des villes nord-américaines. Néanmoins, des tensions raciales et des violences urbaines émergent, dont sont notamment victimes les jeunes Haïtien·ne·s qui rencontrent des difficultés d'intégration dans le milieu scolaire (Saint-Victor, 2018). En réaction à la crise sociale et économique sur le territoire, plusieurs organismes communautaires voient le jour afin de soutenir la population en difficulté (Heck *et al.*, 2015). Une image négative de la jeunesse nord-montréalaise associée à la criminalité, et en particulier la jeunesse d'origine

haïtienne, est de plus en plus véhiculée par les médias (Gonzalez Castillo et Goyette, 2015)³⁷. Bien que la problématique soit perçue de façon contrastée par les habitants·e·s du quartier (Chevalier et Lebel, 2009; Tichit, 2011, Heck *et al.*, 2015), celle-ci est à l'origine de plusieurs initiatives locales communautaires, mais aussi institutionnelles (Béliveau, 2013; Jolivet *et al.*, 2021, Heck *et al.*, 2015).

Les effets de cette crise se sont prolongés jusqu'à aujourd'hui, et Montréal-Nord peine à se relever et à reconstruire un bassin d'emplois pour ses habitants. C'est la ville qui a perdu le plus d'emplois et qui en a gagné le moins entre 1980 et 2000, selon les données de la Ville de Montréal (Montréal en statistiques, 2011).

Yves Ryan, le maire resté en poste 38 ans (de 1963 à 2001), est une figure à la fois marquante et controversée de ce développement urbain (Gagnon, 2009). Au cours de cette période, la ville de Montréal-Nord a été gouvernée de façon descendante (*top-down*) et autoritaire pendant de nombreuses années, affichant également une indépendance et un repli face à la Ville de Montréal (Vogler, 2020). Selon certains acteurs du milieu, l'arrondissement subit aujourd'hui les conséquences de cette gouvernance, qui n'a pas su s'adapter à l'évolution économique et sociodémographique locale (Gagnon, 2009). Les dépenses publiques sont très faibles, ce dont s'enorgueillit l'administration Ryan, qui craignait l'annexion à la Ville de Montréal (Vogler, 2020). Les pratiques austéritaires et la faiblesse des taxations ont limité les dépenses municipales et ont vulnérabilisé le territoire, en abaissant au minimum les interventions de la Ville sur le cadre bâti (Vogler, 2018). Ce manque d'investissements dans les services publics s'inscrit par ailleurs dans une perspective plus globale de néolibéralisation de l'État, aux échelles québécoise et canadienne, donnant le marché pour seul régulateur de la vie sociale. Les organismes communautaires deviennent alors les principaux acteurs de la réponse aux problématiques sociales et économiques des populations les plus marginalisées, abandonnant progressivement leur rôle de contre-pouvoir

³⁷ D'après Gonzalez Castillo et Goyette (2015) cette association de la jeunesse nord-montréalaise à la criminalité à travers l'usage du terme de « gang de rue » est surinvestie par les médias et le milieu de la recherche. Selon eux, cela s'explique par l'évolution de la gouvernance urbaine vers un plus grand contrôle et la privatisation de l'espace public dans le contexte néolibéral. Ils soulignent toutefois qu'à Montréal-Nord « les rassemblements de jeunes dans l'espace public sont un motif de tension constante parmi [les] habitants. » (Gonzalez Castillo et Goyette, 2015, paragr.17). La précarité socioéconomique des familles nord-montréalaises, le manque de débouchées pour la jeunesse, ainsi que la vétusté du cadre bâti (logements taudifiés, manque d'espaces de rassemblement) expliquent en partie ce phénomène.

politique. À Montréal-Nord, la gouvernance municipale est marquée par une collaboration difficile entre les organisations de la société civile et l'administration municipale de même que par un délaissement des enjeux socioéconomiques du secteur, ce qui renforce l'appauvrissement de la population (Gagnon, 2009).

La ville de Montréal-Nord devient un arrondissement de la Ville de Montréal en 2002, et le maire Yves Ryan cède sa place. Les enjeux de pauvreté sont de plus en plus préoccupants pour le territoire, auxquels s'ajoute le vieillissement de la population établie depuis les années 1950-1960 (Béliveau, 2013). Le territoire est également très densément peuplé : en 2001, on dénombre 7 552 habitants au kilomètre carré (*Ibid.*). Les enjeux socioéconomiques se font de plus en plus criants, en particulier dans le nord-est de l'arrondissement (Heck *et al.*, 2015). En 2009, Montréal-Nord est considéré comme l'un des territoires les plus pauvres au Canada. L'implantation de la Maison culturelle et communautaire, en 2006, et de plusieurs organismes communautaires sur le boulevard Rolland, vise à revitaliser le secteur (Béliveau, 2013).

Par ailleurs, le début des années 2000 est également marqué par un climat de tensions et des enjeux en termes de sécurité (Gonzalez Castillo et Goyette, 2015, Heck *et al.*, 2015; Desrochers, 2021). En 2008, la mort du jeune Fredy Villaneuva au cours d'une intervention policière marque un point tournant pour la population nord-montréalaise. D'un côté, l'arrondissement et sa population sont victimes d'une stigmatisation liée à la couverture médiatique des événements violents et criminels dont ils sont le théâtre (Gonzalez Castillo et Goyette, 2015); d'un autre, la tragédie de 2008 semble avoir marqué les esprits et déclenche un vent de changement du côté des pouvoirs publics (Béliveau, 2013). Le milieu communautaire tente de se fédérer et plusieurs investissements publics sont faits pour désenclaver et revitaliser le territoire ainsi que pour apaiser les tensions au sein de la population (Béliveau, 2013; Desroches, 2021). Malheureusement, les enjeux de sécurité urbaine se poursuivent et le poids de la médiatisation de ces événements continue de peser sur Montréal-Nord (Faucher, 2020).

Face aux multiples enjeux socioéconomiques du territoire nord-montréalais et sous l'influence des acteurs du milieu, la municipalité affiche une volonté plus grande que par le passé de collaboration avec les acteurs du milieu (Heck *et al.*, 2021). Cette volonté se traduit par l'élaboration d'une planification stratégique centrée sur la participation citoyenne et la collaboration entre la

municipalité et les organismes du territoire (Arrondissement de Montréal-Nord, 2016). En juin 2017, l'arrondissement de Montréal-Nord et la table de quartier Montréal-Nord (TQMN) signent une entente de partenariat afin de développer des solutions communes aux problèmes du quartier (St-Louis, 2019). Malgré les projets de revitalisation du territoire mis en œuvre tels que le réaménagement des parcs et de certaines rues du quartier Nord-Est (Heck *et al.*, 2021), l'ouverture d'infrastructures culturelles (chalet du parc Henri-Bourrassa, Maison Brignon-dit-Lapierre) (Klein *et al.*, 2023) et l'amélioration des axes de transport (pistes cyclables, service rapide de bus sur le boulevard Pie IX), les besoins socioéconomiques de Montréal-Nord restent criants.

4.1.2 Portrait socio-démographique

Je propose ici un bref portrait socio-démographique de l'arrondissement de Montréal-Nord, à partir des données du recensement de 2021. Afin de situer le terrain d'étude dans ce portrait, j'ai choisi de présenter également les données correspondant aux deux secteurs d'influence de Parole d'excluEs, déterminés à partir des études réalisées par l'IUPE (Fontan *et al.*, 2009; Boucher *et al.*, 2011; Heck *et al.*, 2015; Cariès *et al.*, 2021). Ces deux secteurs correspondent aux rues sur lesquelles sont situées les logements de la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal³⁸ (SHAPEM) et où sont déployées la majorité des activités de mobilisation de Parole d'excluEs. Sur la carte ci-dessous (Figure 3), les limites géographiques des secteurs d'influence sont identifiées, ainsi que les zones comportant des logements de la SHAPEM. L'analyse se concentre sur l'îlot Pelletier et la zone Pascal-Lapierre, où sont situés les locaux de Parole d'excluEs. Les données statistiques de l'arrondissement de Montréal-Nord (l'arrondissement) sont comparées à celles de la Ville de Montréal (la Ville) et de l'agglomération de Montréal (l'agglomération).

³⁸ La Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal est un organisme à but non lucratif fondée en 1988, propriétaire et gestionnaire de logements communautaires, principalement dans l'Est de Montréal. <https://shapem.org/mission/>



Réalisé par : Mourad Djaballah, technicien en cartographie, Département de géographique, UQÀM

Figure 3 : Carte des zones d'intervention de Parole d'excluEs

4.1.2.1 Densité de population

L'arrondissement de Montréal-Nord est un territoire assez densément peuplé, avec 8 006 habitants au kilomètre carré, soit près du double de la densité de l'agglomération de Montréal³⁹. La population de Montréal-Nord a augmenté un peu plus que la population de la ville et de l'agglomération (Tableau 4). Depuis les années 1980, la tendance démographique de l'arrondissement était plutôt à la diminution de la population (voir 4.1.1). Entre 2011 et 2016, la population n'y avait augmenté que de 0,4 %, alors que celle de la Ville avait connu une croissance démographique de 3,3 % (Ghaffari *et al.*, 2018).

³⁹ Cet écart entre la densité de Montréal-Nord et celle de Montréal est à relativiser. La densité de Montréal est plus faible en raison de la faible densité de l'ouest de la Ville. Aussi, la densité de la population n'est pas, en soi, un problème : d'autres quartiers plus nantis sont plus densément peuplés que Montréal-Nord, comme le Plateau-Mont-Royal, un arrondissement historiquement ouvrier et très fortement gentrifié aujourd'hui. La densité de Montréal-Nord est cependant combinée à d'autres facteurs, en particulier son manque d'espaces verts, la faible desserte en services publics de la plupart de ses quartiers et le manque de qualité de son parc de logements.

Tableau 4 : Densité de population en 2021

	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur nord-est	Secteur Pelletier
Population totale en 2021	2 004 265	1 762 949	88 471	8 984	5 092
Population totale en 2016	1 942 044	1 704 697	84 234	N.d.	N.d.
Variation 2016-2021 (en %)	3,2 %	3,4 %	5,0 %	N.d.	N.d.
Superficie (en km²)	498,3	364,7	11,1	0,40	0,53
Densité en 2021 (hab/km²)	4 022	4 834	8 006	22 287	9 606

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Pour les deux secteurs d'intervention de Parole d'excluEs (Secteur Pelletier, Secteur Nord-Est), on peut voir que la densité de population est plus forte que la densité de l'ensemble de l'arrondissement. En effet, ces secteurs sont caractérisés par un cadre bâti composé majoritairement d'immeubles multi-logements, de 3 à 5 étages. Notons que dans le secteur Pelletier, la présence de l'école Calixa-Lavallée, qui occupe presque la totalité d'une des sept zones de recensement du secteur, fait diminuer les chiffres sur la densité de population. Toutefois, l'îlot Pelletier, zone du recensement où se trouvent les locaux de Parole d'excluEs et les logements communautaires de la SHAPEM, affiche une densité de population beaucoup plus élevée, avec 24 031 habitants par kilomètre carré.

4.1.2.2 Profil démographique

En ce qui concerne la répartition de sa population (Tableau 5), Montréal-Nord se démarque par ses extrêmes, les personnes les plus jeunes (19,1 % des Nord-Montréalais·es ont moins de 14 ans) et les plus âgées (19,1 % de la population a plus de 65 ans) représentant une plus grande proportion de la population nord-montréalaise en comparaison avec celle de la ville et de l'agglomération. La proportion des moins de 35 ans est également plus faible (23,6 % contre 28 % et 28,8 %). Cela pourrait être lié à deux principaux facteurs : d'une part, les rives de la rivière des Prairies accueillent plusieurs résidences pour aînés, et d'autre part, la ville a connu un certain déclin démographique

dans les années 1990 du fait de la dévitalisation du territoire, qui laisse supposer une faible attractivité du territoire pour les jeunes en recherche d'emploi (Béliveau, 2013). Cette situation est d'ailleurs documentée dans les études des besoins et aspirations des résidents de ces quartiers réalisés par les chercheur·euse·s de l'Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs (IUPE) (Fontan et Rodriguez, 2009; Heck *et al.*, 2015; Cariès *et al.*, 2021).

Tableau 5 : Répartition de la population selon l'âge en pourcentage (2021)

Tranches d'âge	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
0-14 ans	15,5	15,3	19,1	23,4	21,1
15-34 ans	28,0	28,8	23,6	27	23
35-64 ans	39	39,1	38,1	39,5	38,2
65 ans et plus	17,5	16,8	19,1	10,9	17,7

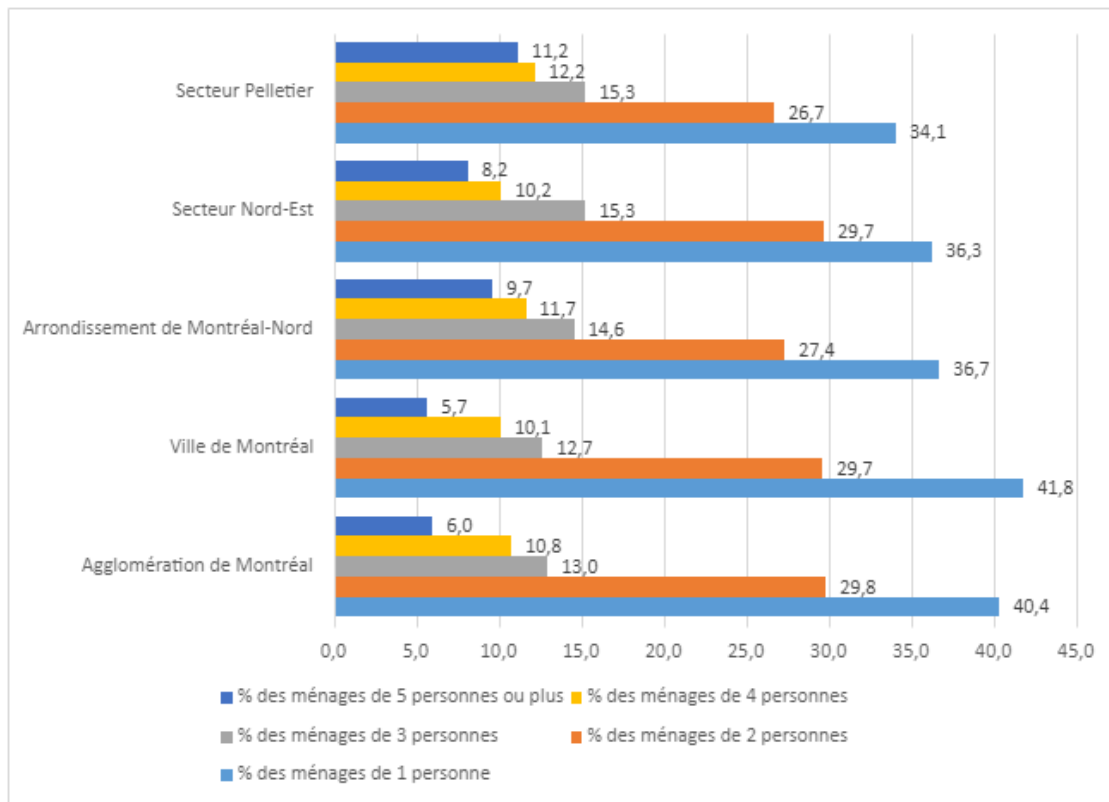
Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Toutefois, les profils démographiques des deux secteurs concernés par l'étude sont très différents de ceux du reste de l'arrondissement. En effet, ils se caractérisent par une plus forte proportion d'enfants que le reste de l'arrondissement (23,4 % pour le secteur Nord-Est et 21,1 % pour le secteur Pelletier). La population du Nord-Est est globalement plus jeune, avec une proportion des 15-34 ans qui est aussi plus élevée que celle de l'arrondissement. Par ailleurs, la proportion de personnes âgées est quant à elle plus faible que celle de l'arrondissement, en particulier au nord-est. Bien qu'elle soit également plus faible que celle de l'arrondissement, la proportion de personnes âgées du secteur Pelletier s'explique par la présence d'une résidence pour aînés sur la rue Pelletier.

Afin de préciser ces descriptions, observons la composition des ménages de l'arrondissement de Montréal-Nord et des deux secteurs qui m'intéressent (Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 4). Les ménages d'une seule personne sont les plus fréquents partout. En revanche, ils sont moins importants dans l'arrondissement de Montréal-Nord et dans les deux secteurs d'étude, en particulier dans le secteur de l'îlot Pelletier. La proportion de familles (ménages de trois personnes

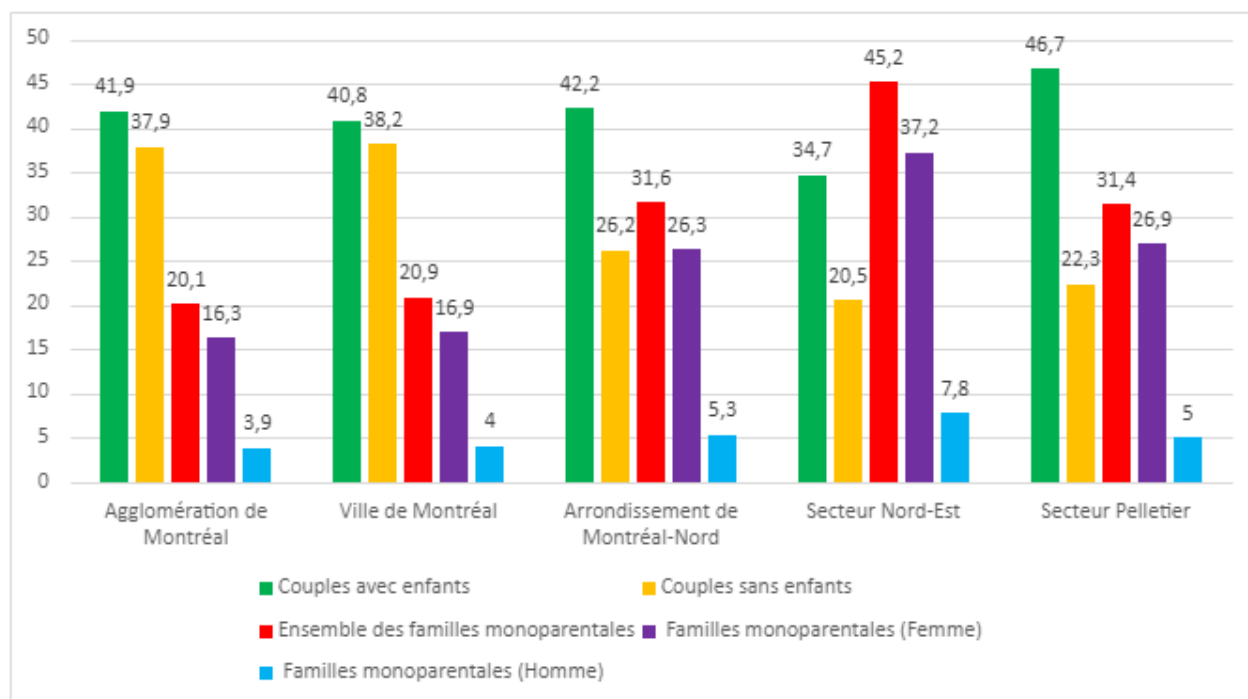
et plus) dans Montréal-Nord et dans les deux secteurs d'étude est plus importante que dans la ville de Montréal et l'agglomération.



Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 4 : Taille des ménages (2021)

Le graphique ci-dessous (Figure 5) présente la composition des familles montréalaises, nord-montréalaises et celles résidant dans les deux secteurs de cette étude. Tout d'abord notons qu'à Montréal-Nord, les couples avec enfants et les familles monoparentales sont plus nombreuses que dans le reste de la ville de Montréal et de l'agglomération. La proportion de familles monoparentales est largement plus élevée à Montréal-Nord, où celles-ci arrivent en deuxième place, alors que dans la ville et dans l'agglomération, ce sont les couples sans enfant qui occupent la deuxième place du classement. En ce qui concerne les deux secteurs d'action de Parole d'excluEs, la proportion de familles monoparentales du secteur Nord-Est est particulièrement élevée avec plus de 45 % de la population concernée, dont une écrasante majorité est dirigée par une femme seule. Le secteur Pelletier se caractérise en revanche par une forte présence de familles avec enfants.



Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 5 : Composition des familles (2021)

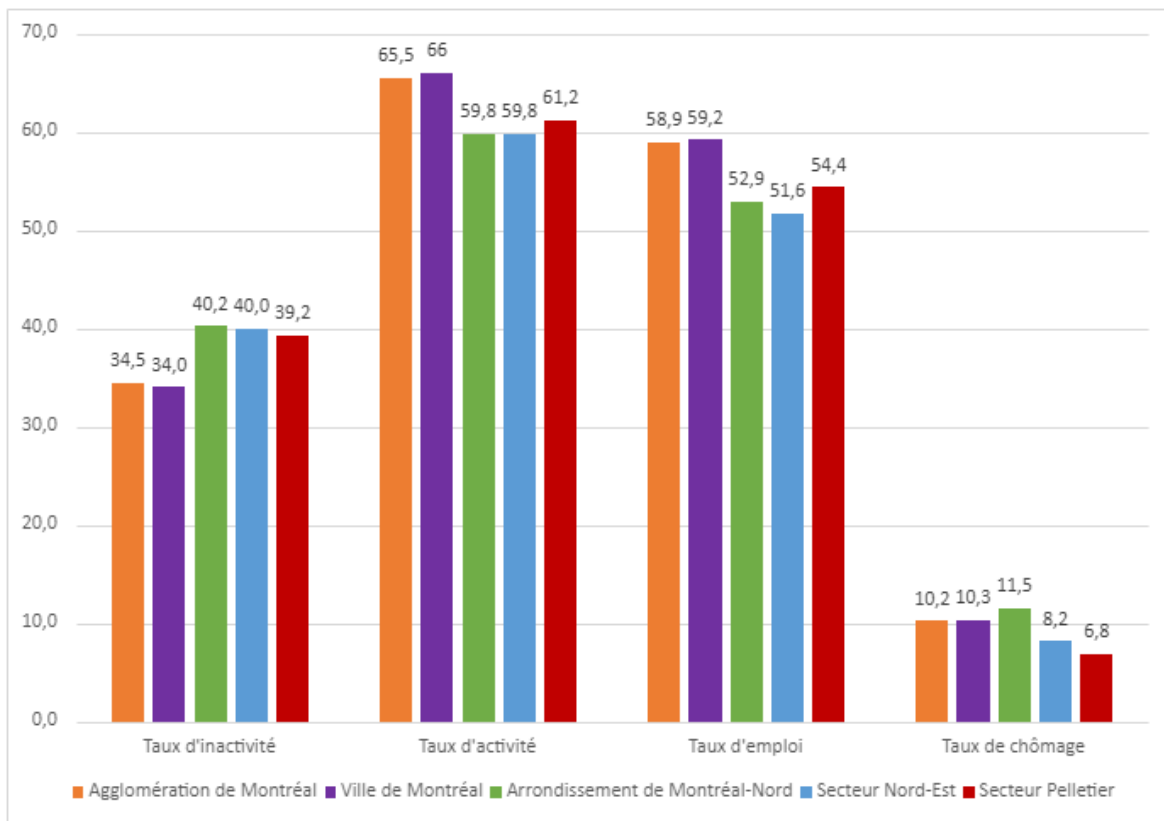
La composition des ménages dans le secteur Pelletier n'est pas en concordance avec le profil des personnes impliquées au sein de l'organisme, que sont en plus forte proportion des personnes seules. D'ailleurs, l'équipe de Parole d'excluEs constate une difficulté à rejoindre les familles⁴⁰. Cependant, les personnes migrantes rencontrées en entrevue, ainsi que celles qui s'impliquent dans l'organisme, sont en grande majorité des parents d'enfants mineurs. Toutefois, notons que ce n'est pas le cas dans tous les projets de Parole d'excluEs, puisque l'îlot Pelletier a connu une forte mobilisation des mères du quartier (en majorité des femmes migrantes du Maghreb) pour développer un Centre de la Petite Enfance et que un comité de mères s'est mobilisées au sein du groupe des mamans de Montréal-Nord contre la violence du secteur Nord-Est (en majorité des femmes migrantes du Maghreb également).

⁴⁰ Ces éléments sont développés dans le Partie 2 : Présentation des résultats.

4.1.2.3 Profil socio-économique

4.1.2.3.1 Taux d'emploi, taux de chômage et revenus des Nord-Montréalais·es

Le taux d'activité de Montréal-Nord (59,8 %) est plus faible que celui du reste de la ville (66 %) et de l'agglomération de Montréal (65,5 %). Les deux secteurs à l'étude affichent un taux d'activité proche de celui de Montréal-Nord, avec 59,8 % pour le Nord-Est et 61,2 % pour le secteur Pelletier. Pourtant, le taux de chômage est moins haut dans les deux secteurs à l'étude que dans les autres territoires représentés dans le graphique ci-dessous.



Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 6 : Situation d'activité des 15 ans et plus en pourcentage (2021)

La population de Montréal-Nord est globalement plus pauvre que celle du reste de la ville et de l'agglomération de Montréal, comme le montre le Tableau 6 ci-dessous, présentant les revenus moyens et médians pour 2020 et pour 2016.

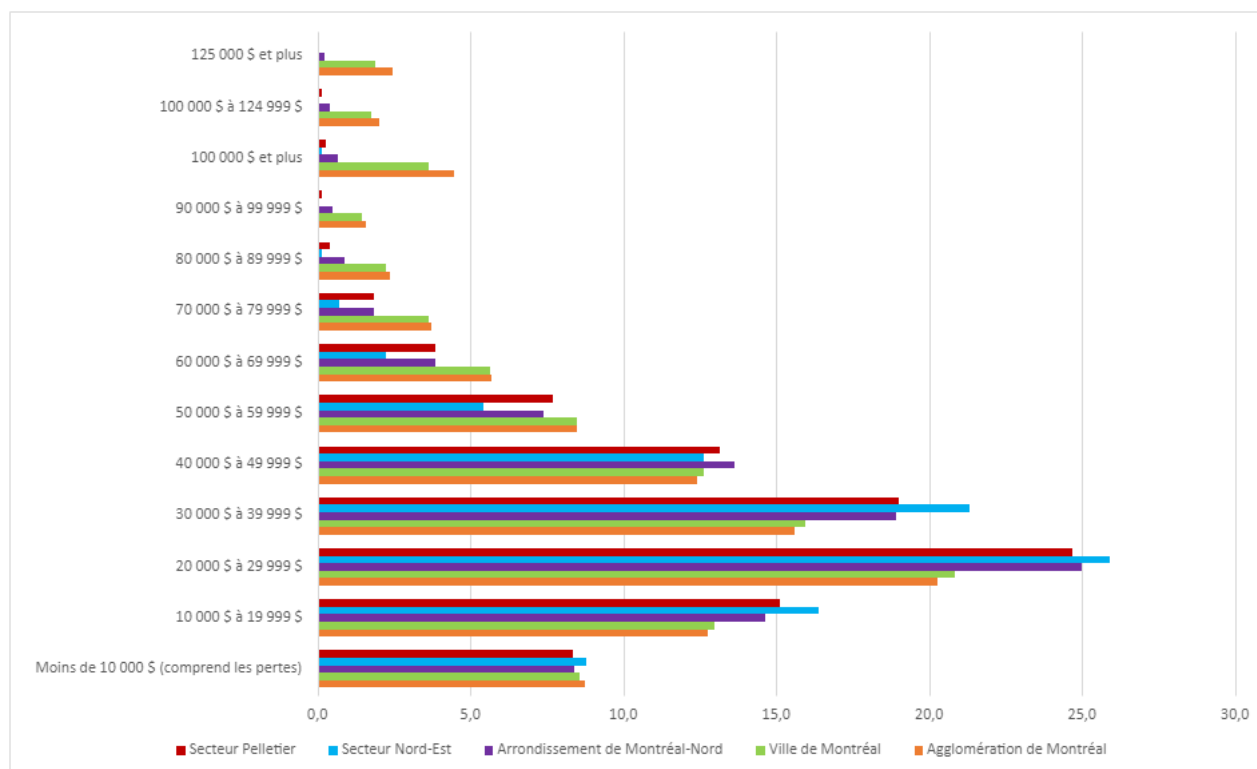
Tableau 6 : Revenus médians et moyens des ménages, en dollars (2020)

Revenu	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord
Revenu total médian	66 000	63 600	56 400
Revenu après impôt médian	58 000	56 000	50 800
Revenu total moyen	92 700	85 700	67 800
Revenu après impôt moyen	74 100	69 600	59 600

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Le graphique ci-dessous (Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 7) montre quant à lui la répartition de la population selon le revenu (en pourcentage). Les personnes percevant un revenu inférieur à 40 000 \$ sont proportionnellement plus nombreuses à Montréal-Nord et dans les deux quartiers de l'étude que dans le reste du territoire montréalais. Au-dessus de 60 000 \$, l'écart entre la population nord-montréalaise et le reste des Montréalais·es se creuse, avec une proportion de personnes de plus en plus faible à mesure que le seuil de revenu augmente. Notons par ailleurs que la pauvreté est encore plus marquée dans le secteur Nord-Est, comme le montre l'écart qui se creuse avec Montréal, mais également avec l'ensemble de l'arrondissement de Montréal-Nord, à partir de 50 000 \$ de revenus.



Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 7 : Revenu personnel après impôt pour Montréal et les secteurs étudiés (2021)

La population de Montréal-Nord est plus susceptible de recevoir des prestations sociales du gouvernement que le reste de la population montréalaise (87,8 % de la population nord-montréalaise reçoit des transferts gouvernementaux, contre 80,9 % de la population montréalaise). Cela est cohérent avec plusieurs autres caractéristiques de la population (familles, faibles revenus, personnes âgées). Montréal-Nord a été durement impactée par la pandémie de COVID-19, comme le suggère la part des personnes ayant reçu une prestation d'urgence du gouvernement en 2020 (36,1 % contre 32,1 % pour la ville). Le profil du secteur Pelletier est proche de celui du reste de l'arrondissement. En revanche, pour le Nord-Est, 90,2 % de la population est bénéficiaire des prestations sociales et 14,4 % de l'assurance emploi, alors que seulement 71,1 % de la population reçoit des revenus du marché⁴¹. Par ailleurs, les personnes résidant dans le secteur Nord-Est sont

⁴¹ « Désigne la somme des revenus d'emploi (salaires et traitements, revenus agricoles nets et revenus nets d'une entreprise non agricole non constituée en société et/ou d'une pratique professionnelle), des revenus de placement, des pensions de retraite, des rentes et des rentes viagères (y compris celles des régimes enregistrés d'épargne-retraite [REER] et des fonds enregistrés de revenu de retraite [FERR]) et des autres revenus monétaires. Il équivaut au revenu total moins tous les paiements de transfert gouvernementaux. On l'appelle aussi revenu avant transferts et impôts. »

également plus susceptibles d'avoir reçu des prestations d'urgence au cours de la pandémie de COVID-19 (36,1 % à Montréal-Nord, 32,1 % pour la ville de Montréal). En effet, la pandémie de COVID-19, entre 2020 et 2022, a exacerbé les difficultés vécues par les Nord-Montréalais·es, alors que Montréal-Nord a été l'un des territoires les plus frappés par la pandémie au Canada (Heck *et al.*, 2022). Si cette période a donné lieu à des innovations et au renforcement des collaborations entre les acteurs du milieu, elle a également fragilisé la population, accentué les besoins et révélé le manque de ressources disponibles pour répondre aux enjeux du territoire (Heck *et al.*, 2022).

Tableau 7 : Statistiques du revenu en 2020 pour la population âgée de 15 ans et plus

	Agglomération de Montréal		Ville de Montréal		Arrondissement de Montréal-Nord		Secteur Nord-Est		Secteur Pelletier	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Bénéficiaires d'un revenu du marché	1 400 285	84,9	1 227 260	84,4	53 890	78,6	4 890	71,1	2 895	76,9
Bénéficiaires d'un revenu d'emploi	1 155 055	70	1 021 705	70,3	44 135	64,4	4 390	63,9	2 485	66
Bénéficiaires de transferts gouvernementaux	1 324 675	80,3	1 175 325	80,9	60 210	87,8	6 200	90,2	3 310	87,9
Bénéficiaires de prestations de l'assurance emploi	171 705	10,4	157 000	10,8	8 835	12,9	990	14,4	520	13,8
Bénéficiaires de prestations d'urgence et de relance économique liées à la COVID-19	529 640	32,1	472 820	32,5	24 775	36,1	2 775	40,4	1 435	38,1
Total	1 650 115	100	1 453 280	100	68 555	100	6 875	100	3 765	100

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

4.1.2.3.2 Niveau de scolarisation des Nord-Montréalais·es

Le niveau de scolarité de la population de Montréal-Nord est globalement beaucoup plus bas que celui de l'agglomération et de la ville (voir Tableau 8). Les personnes de 25 à 64 ans sans diplôme représentent 21,9 % de la population nord-montréalaise, contre 10 % de la population montréalaise et 9,4 % de la population de l'agglomération. Notons toutefois que l'écart s'est légèrement réduit depuis le recensement de 2016, au cours duquel Montréal-Nord enregistrait une proportion de 24 % de sa population sans diplôme contre 11 % pour la ville et l'agglomération de Montréal (Ghaffari *et al.*, 2018). Cela pourrait être dû à une vague d'immigration de personnes plus diplômées originaires du Maghreb, comme le montre l'échantillon des personnes interrogées pour cette thèse, mais aussi à une légère gentrification de la population, liée à la construction de condos et à la pression immobilière qui a cours dans les autres quartiers de Montréal. La proportion des personnes détenant un diplôme d'études secondaires et celle des personnes ayant un diplôme d'apprenti ou d'école des métiers est plus importante à Montréal-Nord que dans la ville et l'agglomération. En revanche, les personnes possédant un diplôme universitaire représentent une portion beaucoup moins importante de la population de Montréal-Nord.

Tableau 8 : Niveau de scolarité (pourcentage) de Montréal (agglomération et ville), Montréal-Nord et les deux secteurs de l'étude (2021)

Niveau de scolarité	15 ans et plus					25 à 64 ans				
	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Aucun certificat, diplôme ou grade	15	15,7	28,7	37,2	29,2	9,4	10	21,9	32,3	22,6
Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence	15,4	19,4	22,8	22,3	22,5	14,8	14,9	19,6	20,3	18,5
Certificat ou diplôme d'études postsecondaires inférieur au baccalauréat	28,7	28,9	34,7	31,4	34,8	30,4	30,8	40,6	35,9	42,1
Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers	8,9	9,3	16,8	18,2	17,8	10,1	10,5	20,5	21,0	21,5
Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire	15,8	15,6	14,1	9,6	14,2	15,9	15,8	15,7	10,7	16,1
Baccalauréat	20,9	20,3	9	5,6	9,1	25,2	24,4	11,4	7,9	11,2
Certificat ou diplôme universitaire supérieur au baccalauréat	3,6	3,5	1,9	1,3	1,9	4,4	4,4	2,5	1,6	2,2

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Observons le niveau de scolarité de la population des 25 à 64 ans résidant dans les deux secteurs de l'étude (Figure 8). Le profil de la population est très similaire à celui du reste de l'arrondissement de Montréal-Nord pour le secteur Pelletier. Il s'agit d'une population majoritairement diplômée d'établissements secondaires ou post-secondaires, à des niveaux

inférieurs au baccalauréat. En revanche, en ce qui concerne le secteur Nord-Est, le portrait indique un plus faible niveau de scolarisation, et donc un plus haut niveau de défavorisation. En effet, la population des 25 à 64 ans sans diplôme correspond à 32 % de la population du Nord-Est contre 21,9 % pour l'arrondissement. La proportion des personnes détenant un diplôme supérieur à celui des études secondaires est en revanche très inférieur à celui de l'arrondissement, avec seulement 35,9 % des personnes ayant un diplôme d'études post-secondaires de niveau inférieur au baccalauréat. Les personnes ayant complété un baccalauréat ou un niveau d'études supérieur au baccalauréat sont proportionnellement beaucoup moins nombreuses dans le secteur Nord-Est que partout ailleurs.

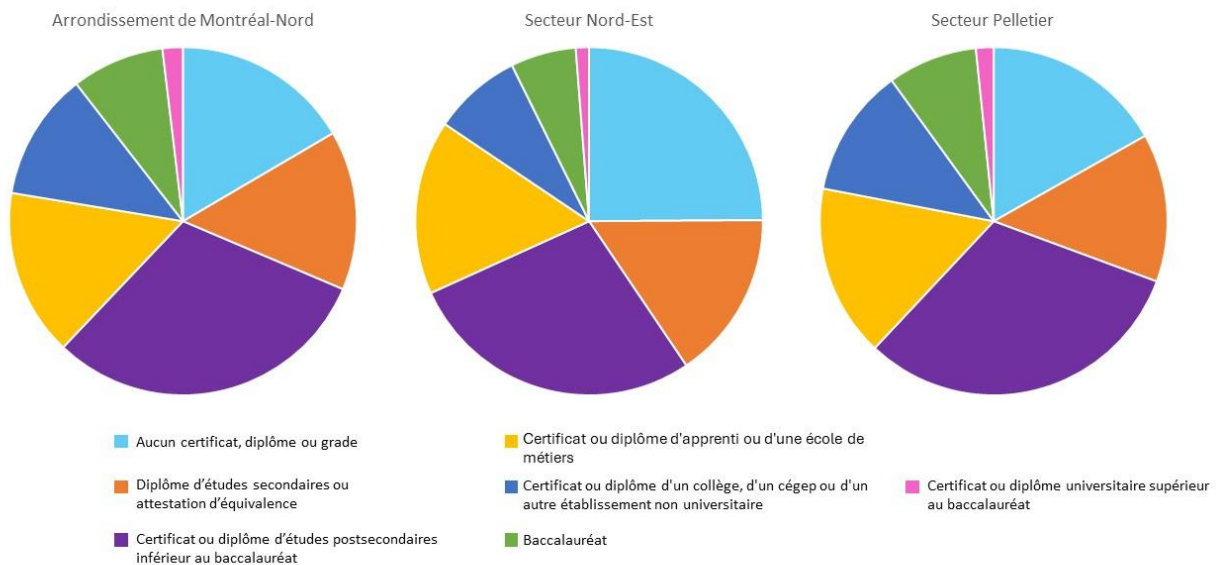


Figure 8 : Niveau de scolarité (pourcentage) des 25-64 ans à Montréal-Nord et dans les deux secteurs de l'étude (2021)

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

4.1.2.4 Situation des Nord-Montréalais·es en matière de logement

La situation des Nord-Montréalais·es en regard du logement constitue un autre indicateur de la défavorisation du territoire. Notons toutefois que certaines des données présentées ci-dessous ne

sont disponibles que pour l'arrondissement de Montréal-Nord, et non pour les deux secteurs de l'étude, ce qui limite la précision du portrait présenté.

Le Tableau 9 ci-dessous présente la proportion de locataires et de propriétaires dans la population. Notons que les propriétaires sont beaucoup moins nombreux à Montréal-Nord (28,4 %) que dans la ville de Montréal (36,4 %) et l'agglomération (39,6 %). Au Nord-Est, la proportion de propriétaires est encore plus faible, avec seulement 5,2 %, contre 94,8 % de locataires.

Tableau 9 : Ménages privés selon le statut au logement (2021)

Statut	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Propriétaire	39,6 %	36,4 %	28,4 %	5,2 %	24,9 %
Locataire	60,4 %	63,6 %	71,6 %	94,8 %	75,3 %

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

14,7 % des Nord-Montréalais·es (locataires et propriétaires) ont des besoins impérieux en matière de logement, ce qui signifie que leur logement est inadéquat, inabordable ou d'une taille non convenable, et que leur revenu est insuffisant pour assumer les coûts d'un meilleur logement (selon Statistiques Canada et la Société canadienne de l'habitation et du logement (SCHL)). En comparaison, le taux des personnes ayant un besoin impérieux en matière de logement pour la ville de Montréal est de 10,5 %, et de 10 % pour l'agglomération de Montréal, ce qui suggère une plus grande difficulté pour les Nord-Montréalais·es à avoir accès à des logements de bonne qualité et abordables. Pourtant, seulement 8 % des locataires nord-Montréalais·es reçoivent des subventions au loyer, contre 8,4 % des locataires de l'agglomération et 8,6 % des locataires de la ville de Montréal.

4.1.3 L'immigration à Montréal-Nord

Où débiter cette histoire de l'arrivée de « nouveaux arrivants » à Montréal-Nord? Qui sont ces nouveaux arrivants? D'où viennent-ils? Depuis quand sont-ils là? L'histoire du peuplement canadien est une longue histoire d'immigration depuis ses prémices. D'une certaine façon, tou·te·s les Canadien·ne·s sont migrant·e·s ou descendants de migrant·e·s. L'immigration des peuples européens vers l'Amérique du Nord remonte au XVI^e siècle et a pris son expansion au fil du projet

colonial des puissances militaires et économiques européennes. Le Canada a connu d'autres vagues migratoires plus récentes qui traduisent différentes dynamiques sociales, économiques et politiques mondiales. Depuis la fin du XX^e siècle, les flux migratoires se sont intensifiés, transformés et les peuples colonisés d'hier sont, pour une grande part, les migrant·e·s d'aujourd'hui. Cette recherche est le théâtre de cette nouvelle réalité, et témoigne de la diversification ethnoculturelle de la société québécoise.

4.1.3.1 Brève histoire de l'immigration à Montréal-Nord

Au début des années 1960, plus de 30 nationalités différentes sont présentes à Montréal-Nord (Béliveau, 2013). Ce sont principalement des descendant·e·s d'Européens, avec 80 % de personnes d'ascendance française, 11 % de descendant·e·s d'origine britannique et 4 % d'Italien·ne·s (*Ibid.*). La population d'origine italienne va rapidement croître pour atteindre 15 % de la population nord-montréalaise au début des années 1970. La période 1960-1970 correspond aussi à l'arrivée de nouveaux arrivants venant d'Haïti à Montréal-Nord, mais aussi dans le reste de la ville de Montréal, ce qui coïncide également avec une plus grande ouverture du Canada, puis du Québec, à une immigration non européenne (Bernèche, 1983; Germain et Poirier, 2007). Cette première vague est une immigration économique en provenance d'Haïti, de personnes issues de la classe moyenne et des entrepreneurs, qui feront ensuite profiter leurs proches du regroupement familial (Gonzalez Castillo, 2015). D'autres personnes venant d'Haïti, plutôt issues des classes ouvrières, suivront par la suite (Mills, 2016). Au début des années 1980, plus d'un quart des personnes migrantes venant d'Haïti sont installées à Montréal-Nord et dans le quartier Saint-Léonard (Bernèche, 1983). Malheureusement, le contexte économique des années 1970-1990 pèse lourd sur ces nouveaux arrivants, qui viennent rejoindre la masse de travailleur·euse·s pauvres du territoire nord-montréalais (Castillo, 2015) et font face à des difficultés d'accès aux services essentiels (Bernèche et Martin, 1984).

Au début des années 2000, les personnes migrantes représentent 28,9 % de la population nord-montréalaise (Leloup, 2007). L'origine des personnes migrantes se diversifie, la communauté italienne se maintient à un niveau semblable à celui des années 1960-1970 (17 % des personnes migrantes) et la communauté haïtienne augmente sensiblement, pour atteindre 14 % de la population totale du quartier. D'autres communautés viennent s'établir à Montréal-Nord,

notamment des familles libanaises et latino-américaines (Béliveau, 2013). En 2011, plus d'un tiers (38 %) de la population nord-montréalaise est d'immigration récente, 25 % des personnes migrantes étant arrivées au pays entre 2006 et 2011 (Ville de Montréal, 2011). Haïti passe en première position de lieu de naissance des personnes migrantes installées à Montréal-Nord (31,6 %), loin devant l'Italie (13,7 %). C'est à partir de cette période que les personnes originaires d'Afrique du Nord commencent à affluer, le Maroc (8,2 %) et l'Algérie (7,7 %) se plaçant en 3^e et 4^e positions des lieux de naissance des personnes migrantes vivant à Montréal-Nord (*Ibid.*). Lors du recensement de 2016, on dénombre 42 % de personnes migrantes à Montréal-Nord, comme le montre le portrait sociodémographique de cet arrondissement réalisé par Ghaffari *et al.* (2018). 50 % des personnes migrantes qui résident alors à Montréal-Nord sont arrivées après l'année 2000. De plus, la majorité d'entre elles sont originaires d'Haïti (33,4 %), d'Algérie (10,4 %), d'Italie (10,3 %), et du Maroc (8,6 %) (*Ibid.*). Le recul de la population italienne s'explique par son vieillissement et son absence de renouvellement, comme les plus grandes vagues d'immigration italienne datent des années 1960 (Béliveau, 2013).

Au début des années 2000, les études sur l'implantation des populations migrantes à Montréal mettent de l'avant la « fluidité » territoriale qui distancie la métropole québécoise du modèle ségrégationniste nord-américain (Apparicio *et al.*, 2007; Germain et Poirier, 2007). Ainsi, malgré l'implantation importante de personnes d'origine haïtienne à Montréal-Nord et d'autres populations migrantes venant des Suds, la situation de l'arrondissement ne saurait se réduire à celle d'un ghetto (Germain et Poirier, 2007). Néanmoins, le territoire souffre d'une image médiatique stigmatisée, qui associe la présence de populations issues de l'immigration, et en particulier de populations racisées, à la criminalité (Gonzalez et Goyette, 2015; Vogler, 2020). En 2008, les émeutes qui ont suivi le décès du jeune Fredy Villanueva au cours d'une intervention policière ont mis en lumière à la fois les discriminations subies par les jeunes Nord-Montréalais·es issu·e·s de l'immigration et les problèmes socioéconomiques persistants de ce territoire longtemps délaissé par les pouvoirs publics (Vogler, 2020). Mentionné dans la plupart des écrits sur le territoire, ces événements marquent un point tournant dans l'histoire du quartier, mais également dans la manière dont les populations issues de l'immigration vivant à Montréal-Nord sont perçues (Heck, 2015, Tannouche Bennani et Touré Kapo, 2019; Bensiali-Hadaud, 2020; Vogler, 2020). La population migrante de Montréal-Nord ne saurait être réduite à ces enjeux et le caractère multiethnique du

quartier représente, pour une partie de sa population, une véritable richesse (Heck *et al.*, 2015). Ainsi, plusieurs initiatives portées par des personnes migrantes contribuent à améliorer la qualité de vie des Nord-Montréalais·es et à lutter contre les problèmes sociaux et économiques subis par la population nord-montréalaise, migrante ou non.

Dans les dernières années, Montréal-Nord a été au centre des questions d'immigration, du fait de l'arrivée massive de personnes demandeuses d'asile et réfugiées. Une étude de l'arrondissement de Montréal-Nord estime qu'entre le 1^{er} juillet 2017 et le 31 mars 2018, plus de 3000 personnes demandeuses d'asile se sont installées à Montréal-Nord, en grande majorité en provenance d'Haïti (Arrondissement de Montréal-Nord, 2018). Face à cette situation, les organisations de santé et services sociaux et les organismes communautaires locaux sont pris entre la nécessité de venir en aide à ces populations très vulnérables et le manque de ressources pour répondre à leurs besoins complexes et multiples (*Ibid.*).

4.1.3.2 Profil statistique de l'immigration à Montréal-Nord

4.1.3.2.1 Taux d'immigration et période d'immigration

Le pourcentage de la population immigrante⁴² de l'arrondissement est supérieur (39,3 %) à celui de la ville (33,4 %) et de l'agglomération (33,3 %)⁴³. Le taux d'immigrant·e·s a diminué partout depuis 2016, alors qu'on dénombrait 42 % de personnes migrantes pour l'arrondissement, 36 % pour la ville et 35 % pour l'agglomération (Ghaffari *et al.*, 2018). La population de résident·e·s non permanent·e·s⁴⁴ est cependant passée de 1 % en 2016 à 7,5 % en 2021 à Montréal-Nord

⁴² Dans cette section, j'utilise le terme « personne immigrante » qui fait référence aux catégories utilisées par Statistiques Canada. Dans le reste de la thèse j'utiliserai préférentiellement le terme « personnes migrantes » afin de rendre compte de la double trajectoire d'immigration et d'émigration de ces personnes.

⁴³ Les données du recensement de 2021 disponibles pour cette section correspondent à un échantillon de 25 % de la population.

⁴⁴ Les résident·e·s non permanent·e·s « sont des personnes d'un autre pays ayant un lieu habituel de résidence au Canada. Certains présentent une demande d'asile et résident au pays en attendant une décision, tandis que d'autres présentent une demande de résidence temporaire au pays pour travailler et/ou étudier. » <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2023001/article/00006-fra.htm>

(Montréal, 2018), ce qui peut s'expliquer par l'augmentation du nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile qui arrivent au Canada depuis 2016.

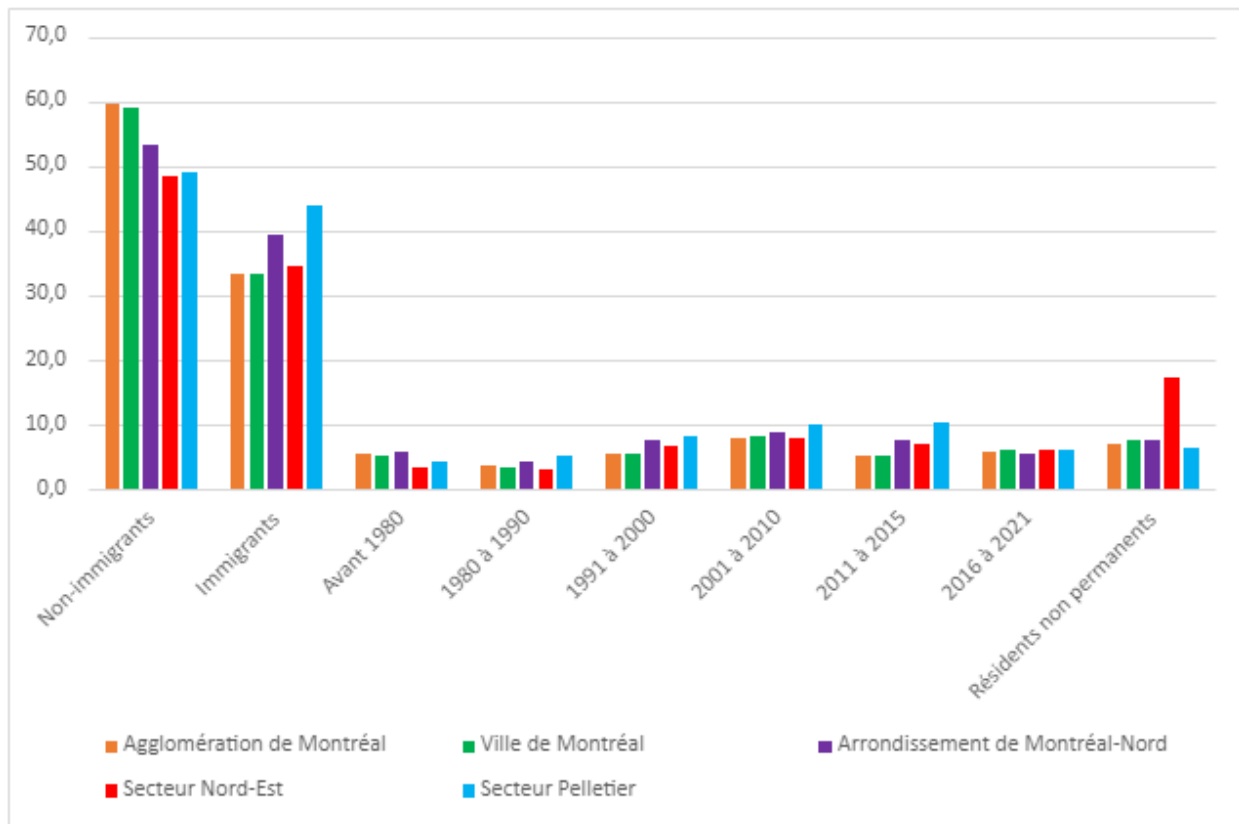
Tableau 10 : Proportion (en pourcentage) de personnes immigrantes dans la population totale (2021)

	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Non-immigrants	59,6	59,0	53,2	48,4	49,2
Immigrants	33,3	33,4	39,3	34,5	43,9
Avant 1980	5,5	5,1	5,9	3,5	4,3
1980 à 1990	3,6	3,5	4,3	3,1	5,2
1991 à 2000	5,5	5,5	7,5	6,6	8,2
2001 à 2010	7,9	8,1	8,7	8,0	10,0
2011 à 2015	5,1	5,2	7,6	7,0	10,4
2016 à 2021	5,8	6,0	5,4	6,2	6,1
Résidents non permanents	7,1	7,5	7,5	17,1	6,4

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

C'est dans le secteur Pelletier que l'on trouve le plus fort pourcentage de personnes migrantes, avec 43,9 % de la population, alors que le Nord-Est en compte moins que le reste de l'arrondissement (34,5 %). La Figure 9 montre toutefois que le secteur Nord-Est présente une proportion de résident·e·s non permanent·e·s bien supérieure aux autres territoires. Pelletier a longtemps été le secteur qui accueillait une proportion plus importante de personnes immigrantes, en particulier entre 2000 et 2015. Par ailleurs, l'arrondissement et les deux secteurs de l'étude accueillent une grande part de personnes migrantes récentes, 55,15 % d'entre elles étant arrivées après 2000; ce chiffre s'élève à 60,3 % pour le secteur Pelletier et à 61,1 % pour le secteur Nord-Est. Notons

également que pour la population du secteur Pelletier, la proportion d'immigrant·e·s est supérieure à celle de l'arrondissement depuis les années 1980. En revanche, le Nord-Est est un quartier où l'immigration est plus récente.

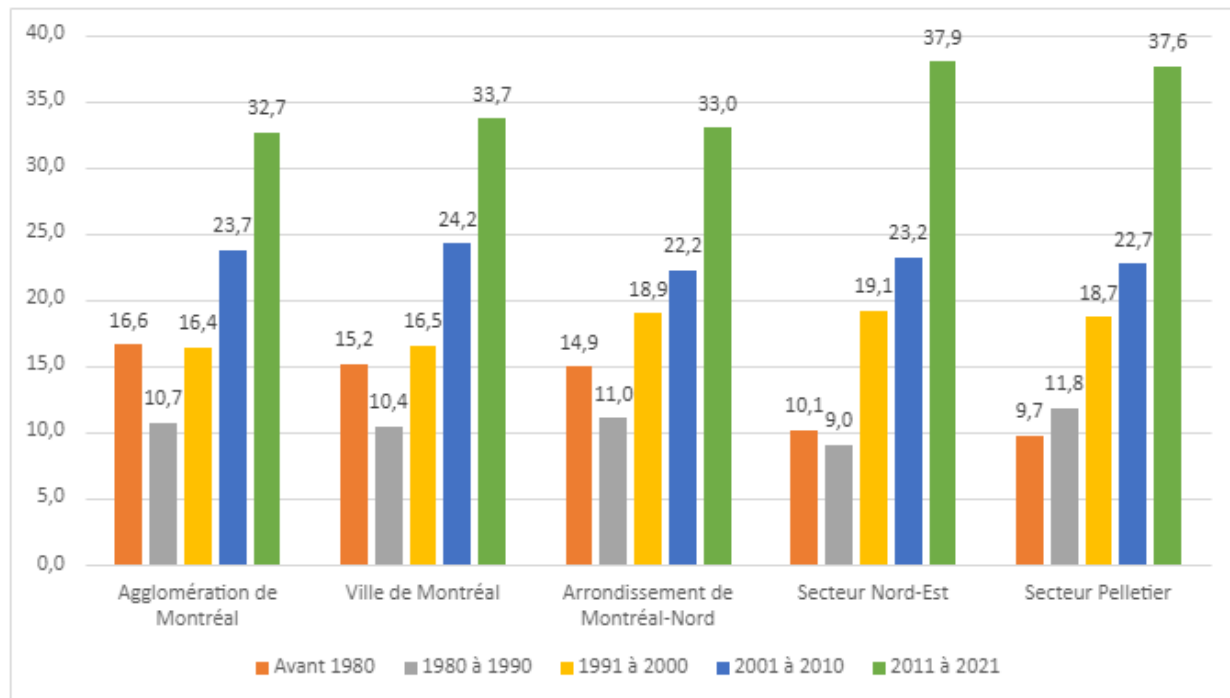


Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 9 : Statut d'immigrants en 2021 et période d'immigration (%)

Le graphique ci-dessous (Figure 10) quantifie en pourcentage la proportion de la population immigrante arrivée au fil des décennies. Les deux secteurs de l'étude sont des territoires au sein desquels l'immigration récente (37,9 % pour le Nord-Est et 37,6 % pour le secteur Pelletier) est beaucoup plus importante que dans les autres territoires représentés dans le graphique. Cette tendance était déjà visible à partir de 2001, mais elle semble s'être renforcée au cours des dix dernières années. La présence de nouveaux logements communautaires dans les deux secteurs, notamment ceux de la SHAPEM, peuvent avoir joué un rôle dans l'implantation de ces immigrant·e·s récent·e·s. Ce phénomène d'immigration récente peut également s'expliquer par le rôle de porte d'entrée de l'immigration joué par Montréal-Nord, qui accueille beaucoup de

nouveaux arrivants qui vont ensuite s'établir dans d'autres secteurs de la ville lorsque leur situation socio-économique s'améliore.



Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Figure 10 : Périodes d'arrivée des immigrants en pourcentage de la population d'immigrant·e·s (2021)

4.1.3.2.2 Profil des personnes migrantes vivant à Montréal-Nord

4.1.3.2.3 Statut d'immigration

Les personnes migrantes qui s'installent à Montréal-Nord sont en plus grande proportion (40,8 %) des personnes ayant bénéficié d'un parrainage par un membre de leur famille arrivé au Canada avant elles, qu'elles ont dès lors pu rejoindre. En parallèle, les personnes ayant immigré sous le statut d'immigrant·e·s économiques sont moins nombreuses à Montréal-Nord (34,9 %) que dans la ville (54,7 %) et l'agglomération (55,7 %) (voir Tableau 11).

Tableau 11 : Catégorie d'admission et types de demandeurs de la population immigrante admise entre 1980 et 2021 (pourcentage)

Catégorie d'immigration à l'arrivée	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Immigrants économiques	55,7	54,7	34,9	28,7	36,9
Immigrants parrainés par la famille	26,9	27,3	40,8	43,6	36,1
Réfugiés	15,6	16,2	20,8	22,6	23,4
Autres immigrants	1,8	1,8	3,6	4,3	3,1

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Le Tableau 11 montre également que les personnes arrivées au Canada avec le statut de réfugiés sont plus nombreuses à Montréal-Nord (20,8 %) et dans les deux secteurs de l'étude (22,6 % et 23,4 %). Les différentes vagues de réfugiés des dernières années ont effectivement marqué le paysage nord-montréalais. Pour de nombreuses personnes réfugiées, l'implantation à Montréal-Nord permet de s'insérer dans des réseaux de solidarité familiaux. Lors de la crise des réfugiés de la période 2016-2018, ce seraient plus de 3000 demandeurs d'asile qui ont trouvé refuge à Montréal-Nord, et ce, pour la seule période allant de juillet 2017 à mars 2018 (Boussiki et Manaï, 2019).

Tableau 12 : Population immigrante selon l'âge à l'arrivée au Canada (2021)

Tranche d'âge	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Moins de 24 ans	42,1	41,8	46,8	43,5	42,8
Moins de 5 ans	8,1	8,0	7,5	8,5	7,5
5 à 14 ans	15,8	15,6	17,6	15,5	18,4
15 à 24 ans	18,2	18,2	21,7	19,5	16,9
25 à 44 ans	50,0	50,4	45,4	46,7	48,0
45 ans et plus	7,9	7,8	7,8	9,3	8,9

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Il y a une correspondance entre le statut des personnes immigrantes à leur arrivée et leur âge (

Tableau 12). À Montréal-Nord 46,8 % de la population immigrante a moins de 24 ans à l'arrivée (contre 45,4 % de 25-44 ans), alors que les moins de 24 ans représentent 41,8 % des personnes migrantes pour la ville de Montréal et 41,8 % pour l'agglomération. Ces chiffres confirment donc que l'immigration à Montréal-Nord est une immigration familiale. Dans les deux secteurs de l'étude, cette tendance s'accompagne d'une plus forte présence de personnes ayant 45 ans et plus (9,3 % pour le Nord-Est et 8,9 % pour Pelletier).

4.1.3.2.4 Origine des personnes immigrantes

Montréal-Nord concentre une population immigrante majoritairement originaire d'Haïti (33,4 % contre 7,4 % pour l'agglomération et 8 % pour la ville). La surreprésentation des personnes nées en Haïti est encore plus importante dans le secteur Nord-Est, où elles représentent 47 % des personnes migrantes. Les personnes originaires d'Algérie arrivent en deuxième place, représentant 10,8 % des personnes migrantes vivant à Montréal-Nord, et 12 % des personnes vivant dans le secteur Pelletier; elles sont toutefois moins nombreuses dans le secteur Nord-Est (6 % des personnes migrantes). Dans l'arrondissement de Montréal-Nord, les personnes d'origine italienne, qui sont issues d'une immigration plus ancienne, arrivent en troisième place (8,4 %). Pour le secteur Nord-Est et le secteur Pelletier, ce sont plutôt les personnes originaires du Maroc qui constituent le troisième groupe le plus nombreux (avec 6 % et 6,4 %) (Tableau 12).

Tableau 13 : Lieu de naissance des personnes immigrantes (anciennes et récentes) (2021)

Pays de naissance	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Haïti	7,4	8,3	33,4	47,0	33,6
Algérie	6,9	7,6	10,8	6,0	12,0
Italie	5,0	5,2	8,4	3,1	3,8
Maroc	5,7	5,7	7,4	6,0	6,4

Liban	3,1	3,0	3,7	0	1,4
El Salvador	1,0	1,1	2,7	1,3	3,8
Viet Nam	2,7	2,8	2,3	0	0,9
Turquie	0,7	0,7	2,2	1,1	0,9
France	6,5	6,8	1,5	0,3	0,5
États-Unis d'Amérique	1,9	1,8	1,4	1,3	0,7
Pérou	1,1	1,2	1,4	0	0
Congo, (RD)	0,9	1,0	1,2	0,8	1,6
Portugal	1,2	1,3	1,0	0,6	0
Chine	6,0	4,8	0,3	0	2,8

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

Tableau 14 : Lieu de naissance des personnes immigrantes arrivées après 2016 (2021)

Pays de naissance	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal	Arrondissement de Montréal-Nord	Secteur Nord-Est	Secteur Pelletier
Haïti	4,9	5,3	37,9	41,2	37,3
Algérie	9,0	9,7	16,1	7,0	0
Maroc	4,9	5,2	7,2	0	0
Autres lieux de naissance en Afrique	5,5	5,8	5,9	2,6	8,5
Cameroun	3,2	3,4	5,8	6,1	0
Tunisie	3,1	3,2	2,5	0	0
États-Unis d'Amérique	2,3	2,2	2,4	1,8	0
Liban	1,6	1,6	2,1	0	0
France	10,7	11,3	1,5	0	0
Syrie	5,7	5,7	1,2	0	0
Turquie	0,5	0,5	1,2	0	0
Congo, (RD)	1,3	1,4	1,1	0	0

Source : Ville de Montréal, Statistiques Canada

En ce qui concerne les nouveaux arrivants (arrivés au Canada après 2016), les groupes les plus représentés à Montréal-Nord sont les personnes nées en Haïti (41,2 % contre 4,9 % pour la ville), en Algérie (16,1 % contre 9 % pour la ville) et au Maroc (7,2 % contre 4,9 % pour la ville). Les Français·e·s, qui arrivent au premier rang des personnes migrantes pour la ville et l'agglomération, sont plutôt sous-représenté·e·s à Montréal-Nord. En ce qui concerne les deux secteurs d'étude, ce sont aussi les Haïtien·ne·s qui sont en tête (41,2 % au Nord-Est et 37,3 % pour le secteur Pelletier). Au Nord-Est, les personnes d'origine haïtienne sont suivies par celles en provenance de l'Algérie (7 %) et du Cameroun (6,1 %). Pour Pelletier, ce sont des personnes originaires d'Afrique (sans que le pays soit précisé) qui arrivent en deuxième position⁴⁵. Notons finalement la très faible

⁴⁵ Les données pour ce secteur semblent imprécises. Il est possible que les personnes recensées n'aient pas souhaité ou pas pu répondre convenablement à cette question.

présence de personnes d'origine européenne parmi les personnes immigrantes à Montréal-Nord, pour les deux tableaux, en comparaison avec l'ensemble de l'île de Montréal.

4.2 Présentation de l'organisme Parole d'excluEs

Afin de bien expliciter le contexte de l'ethnographie réalisée dans cette thèse, la deuxième partie de ce chapitre présente l'organisme Parole d'excluEs.

4.2.1 Histoire de l'organisme

L'organisme Parole d'excluEs est en activité depuis presque 20 ans et son action a été très largement documentée. Les prochaines sections résument son histoire et son évolution, à partir des écrits des chercheur·euse·s qui m'ont précédée.

4.2.1.1 2006-2012 : Fondation et premières expérimentations

Parole d'excluEs a été fondé en 2006 à la suite de la réalisation du film éponyme par Patrice Rodriguez. Sa création a été motivée par le désir du réalisateur de dénoncer ce qu'il percevait comme une contamination de l'action communautaire par la logique du marché, qui se traduisait par une focalisation sur les trajectoires individuelles de la pauvreté, plutôt que sur les causes systémiques des inégalités sociales (Ruelland *et al.*, 2007). Ce constat et le projet de film résultent à la fois de l'expérience personnelle de Patrice Rodriguez comme militant et comme praticien du milieu communautaire québécois, d'un contexte de néolibéralisation de la société québécoise, et d'un déclin des capacités d'action de la société civile faisant alors face à une nécessité de se renouveler (Fontan, 2017). Le film *Parole d'excluEs* et sa tournée au Québec ont ainsi posé les bases d'une réflexion sur une autre manière de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, largement inspirée des expérimentations observées en Amérique latine.

Le contexte montréalais du début du XXI^e siècle s'est avéré propice au développement de ce modèle. D'une part, les crises des années 1980-1990 ont causé une hausse criante des inégalités sociales sur le territoire de la métropole. D'autre part, Montréal a connu une forte mobilisation de la société civile autour de la question de la pauvreté et de l'exclusion sociale, allant de mesures réformistes à des perspectives plus transformatrices, au sein desquelles se situe l'action de Parole d'excluEs. L'approche initiale de Parole d'excluEs s'inscrit également en cohérence avec la

posture du Collectif Un Québec Sans Pauvreté, qui prône l'inclusion des personnes concernées par la lutte contre la pauvreté dans les décisions qui les concerne (Fontan, 2017). S'entourant d'un certain nombre d'allié·e·s dans le milieu communautaire, le milieu universitaire et le milieu philanthropique, Patrice Rodriguez met en place un mouvement collectif qui aboutira à la fondation de l'OBNL Parole d'excluEs et à la création d'un modèle d'action basé sur la mobilisation citoyenne par le logement communautaire, dans le but de revitaliser les milieux de vie frappés par les inégalités socio-spatiales (Fontan, 2017).

Ce modèle repose sur le partenariat entre Parole d'excluEs et la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) et trouve son aboutissement dans l'ouverture d'un local communautaire sur la rue Pelletier, auquel se joint également l'organisme L'Accorderie⁴⁶. Un système d'acteurs s'organise progressivement autour de Parole d'excluEs, permettant d'ancrer l'action de l'organisme dans le territoire nord-montréalais⁴⁷ et son écosystème communautaire et institutionnel, auquel se lie également des chercheur·euse·s sous le chapeau de l'Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs (IUPE). Ce dispositif de recherche est un lieu de réflexion et de soutien à l'action par la production et la mobilisation des connaissances sur les enjeux liés à la démarche de Parole d'excluEs. Au début de la démarche, les chercheurs·euse·s de l'IUPE ont pris en charge l'étude des besoins et aspirations des résident·e·s des secteurs d'action de Parole d'excluEs, afin de permettre au collectif de cibler les enjeux sur lesquels agir (Fontan et Rodriguez, 2009; Akartit, 2009). Le modèle de Parole d'excluEs s'articule autour d'une volonté de stimuler l'émergence d'initiatives portées par les habitant·e·s du territoire et de les accompagner par la mobilisation des ressources nécessaires. À partir de 2008, l'organisme accompagne plusieurs expérimentations en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que d'amélioration du cadre de vie, qui ont vu le jour à l'îlot Pelletier : groupement d'achat alimentaire,

⁴⁶ Le système Accorderie vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale par l'échange de services et l'éducation à la coopération. Les services sont échangés de manière individuelle ou collective, sans contrepartie financière. Les personnes engagées dans ce système sont rémunérées par une monnaie-temps (une heure de service rendu est égale à une heure de service reçu), chaque savoir ayant la même valeur, celle du temps qu'il prend pour être partagé. L'objectif est de favoriser l'entraide et la solidarité entre les membres d'une même communauté dans un système économique alternatif, au sein duquel la valeur des savoirs et savoir-faire n'est pas spéculative. <https://www.accorderie.ca/cest-quoi-une-accorderie/>

⁴⁷ Un local de l'organisme est également implanté dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, autour du développement de logements communautaires dans le secteur de l'ancienne Biscuiterie Viau. Ce lieu d'intervention sera par la suite abandonné par l'organisme du fait d'un manque de ressources et de la faiblesse de la mobilisation citoyenne.

ouverture d'une garderie en milieu familial, réseau d'entraide vers l'emploi, verdissements des cours des logements communautaires, etc (Londono, 2012; Voghel-Robert, 2014). Ces expérimentations font peu à peu de Parole d'excluEs un acteur central de la revitalisation du territoire nord-montréalais. De plus en plus reconnu par le milieu institutionnel local, l'organisme est financé par la Direction régionale de santé publique de Montréal pour prendre en charge le volet sécurité alimentaire à Montréal-Nord. De plus, il bénéficie de financements importants de la Fondation Lucie et André Chagnon.

4.2.1.2 2013-2018 : Phase d'expansion et consolidation

La période de 2013 à 2016 correspond à une période de forte expansion et de consolidation du modèle de Parole d'excluEs (Fontan, 2017). L'organisme s'implante dans un deuxième secteur du Nord-Est de Montréal, en partenariat avec la SHAPEM, qui y a acquis et restauré plusieurs immeubles à logements. Une troisième étude des besoins et aspirations est lancée dans ce secteur. L'équipe permanente de Parole d'excluEs s'agrandit considérablement. Le travail de recherche est internalisé et un volet « Recherche et développement » est mis en place, avec l'ouverture d'un poste de responsable de recherche soutenu par plusieurs auxiliaires et stagiaires de recherche (Heck, 2017). Les activités de l'organisme se développent autour de projets structurants pour le territoire, en particulier le Système alimentaire⁴⁸ pour tous et le projet de Clinique de Proximité (Heck et Lapalme, 2017; Heck et Socquet-Juglard, 2018). Chacun de ces projets repose sur la mobilisation citoyenne et celle de plusieurs acteurs du quartier, et montre le rôle fédérateur de l'organisme et de son système d'acteurs.

Malheureusement, le décès de Patrice Rodriguez en juin 2016 fragilise l'organisme. Néanmoins, les activités se poursuivent, et plusieurs des initiatives aboutissent à des réussites majeures. L'organisme se positionne comme un leader dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et est de plus en plus reconnu par les organismes et les institutions locales comme un partenaire dans l'amélioration du cadre et des conditions de vie des Nord-Montréalais·es. En collaboration avec quatre autres organismes du territoire, il fonde la Coopérative de distribution alimentaire Panier

⁴⁸ Le Système alimentaire pour tous est une initiative portée par Parole d'excluEs en collaboration avec plusieurs autres organismes du milieu et les habitant·e·s visant à faciliter l'accès à des produits alimentaires frais et de qualité aux populations nord-montréalaises, dans une perspective d'autonomie alimentaire, soit du contrôle de l'ensemble des segments de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation (Heck et Socquet-Juglard, 2019).

Futé, en 2016. Celle-ci s'inscrit dans une démarche structurante de création d'un système alimentaire alternatif pour Montréal-Nord, afin d'accompagner des initiatives citoyennes visant la souveraineté alimentaire du territoire et de ses habitant·e·s. Entre 2017 et 2019, plusieurs projets en alimentation et reliés aux préoccupations environnementales voient le jour : ruches sur les toits à l'îlot Pelletier, jardins collectifs et verdissement des cours des immeubles de la SHAPEM et des terrains de l'école Calixa-Lavallée, marchés de proximité, éducation à l'environnement et projets en mobilité avec le comité les Gilets Verts⁴⁹. En 2017, le CPE de Montréal-Nord ouvre une antenne sur la rue Pelletier après près de dix années de mobilisation des résident·e·s, ce qui permet la création de 80 places de garderie, dont 80 % sont réservés à des familles à faible revenu. Les projets sur les enjeux de santé se poursuivent malgré certains verrouillages institutionnels⁵⁰, et le projet de clinique de proximité est converti en un espace de discussion et de formation sur les enjeux de santé.

À travers ces projets et ces multiples partenariats avec les acteurs locaux, Parole d'excluEs exerce une certaine influence sur la dynamique locale et l'intégration des résident·e·s au développement du territoire nord-montréalais. Les deux exemples les plus flagrants sont sans nul doute le Plan Propreté du Nord-Est et le Plan d'Aménagement du Nord-Est. Pour le premier, la mobilisation citoyenne accompagnée par Parole d'excluEs au sujet de la collecte des déchets sur les rues Lapierre, Matte et Jubinville – où se situent les immeubles de la SHAPEM – a abouti à l'implantation de conteneurs à déchets semi-enfouis. Pour le second, Parole d'excluEs et la SHAPEM ont contribué à la transformation d'un projet de réfection des rues en une démarche

⁴⁹ « Le comité des Gilets verts est constitué de jeunes adolescentes et adolescents soucieux de l'environnement, en développant leur sens de l'écocitoyenneté, par le biais d'ateliers ludiques, formations et sorties à vélo afin de promouvoir les déplacements verts. Le comité a débuté en 2019 lors de sorties de tractage à vélo et, depuis lors, le comité multiplie des occasions de sensibilisation, d'information et de mobilisation telles que la participation au Festival des Arts de Montréal, grâce à leur projet de personnalisation de vélos usagés.

En 2020, Parole d'excluEs a réalisé une vidéo sur les Gilets verts à travers l'histoire de deux jeunes filles, membres de ce comité, qui souhaitent améliorer les conditions de vie des communautés du quartier, et ce, en lien avec les enjeux de verdissement, d'environnement et d'écologie. » Source : <https://parole-dexclues.ca/initiatives-et-projets/gilets-verts/> consulté le 10 Juin 2024

⁵⁰ Parole d'excluEs, en collaboration avec la SHAPEM et la Fédération interprofessionnelle de la Santé du Québec souhaitait implanter une clinique de proximité dans le Nord-Est de Montréal-Nord, sur le modèle de la coopérative de solidarité SABSA à Québec. Malgré l'impossibilité d'obtenir le financement et les autorisations nécessaires pour réaliser ce projet, l'organisme a poursuivi ses collaborations avec d'autres organisations du milieu de la santé communautaire.

participative visant à aménager le Nord-Est avec la collaboration des résident·e·s et des acteurs locaux (Heck *et al.*, 2020).

4.2.1.3 2019-2023 : Une période difficile

L'année 2019 marque le début d'une période d'instabilité pour Parole d'excluEs, à la fois en raison de facteurs internes et externes. Au niveau interne, l'équipe de travail perd plusieurs membres de longue date, et en particulier la personne qui avait pris le relais de la coordination générale au décès de Patrice Rodriguez. L'organisme aura de la difficulté à stabiliser son équipe par la suite et les postes de coordination générale et de coordination de la mobilisation resteront vacants durant plusieurs mois, jusqu'à une restructuration de ces mandats à l'automne 2023. Pour Parole d'excluEs, l'heure est aux bilans et l'organisme est dans une période de réflexions sur son avenir et ses orientations stratégiques. Jusqu'alors conçu comme une expérimentation, l'organisme se trouve devant le besoin de formaliser sa mission et ses principes d'action. L'équipe de recherche réalise alors une mise à jour de l'étude des besoins et aspirations de l'îlot Pelletier afin de faire le bilan des dix années de présence dans le secteur et de leurs retombées (Cariès *et al.*, 2021).

Montréal-Nord est un des territoires les plus durement touchés par la pandémie de COVID-19, plus de 10 % de la population ayant été infectée par le virus. De plus, la population est très vulnérable à la pandémie pour plusieurs raisons, dont une forte présence de travailleur·euse·s en santé et en aide aux personnes âgées, ainsi que des situations de pauvreté et d'exclusion sociale qui rendent difficiles l'application des mesures de distanciation sociale. Au cours de la pandémie de COVID-19, bien que l'équipe permanente de Parole d'excluEs ne puisse se rendre dans ses locaux, la mobilisation citoyenne reste active. Les membres de l'équipe de recherche ont documenté les initiatives alors mises en place, qui montrent les assises d'entraide et de solidarité qui se sont bâties au sein de ces milieux de vie au fil du temps. Les personnes engagées au sein de Parole d'excluEs ont su mobiliser les ressources locales pour briser l'isolement et répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables.

Par ailleurs, en parallèle de la pandémie, plusieurs événements de violence survenus à l'automne 2019 et au cours de l'été et de l'automne 2020⁵¹ ravivent les inquiétudes des habitant·e·s du Nord-Est de Montréal-Nord. En 2020, Parole d'excluEs se positionne au côté d'un comité d'habitantes du quartier et d'autres organismes locaux sur l'enjeu de la sécurité urbaine en signant une Déclaration et en accompagnant le dépôt d'une pétition à l'Assemblée Nationale⁵².

Pour l'organisme comme pour plusieurs autres acteurs de Montréal-Nord, cette période a été l'occasion de développer de nouvelles pratiques et de nouveaux partenariats. Elle a cependant aussi constitué un facteur de fragilité pour Parole d'excluEs comme pour les autres organismes du territoire. La rétention de l'équipe permanente et le recrutement de nouveau personnel se sont avérés encore plus difficiles et la mobilisation a été lente et difficile à relancer à la sortie de la pandémie. Le Carrefour alimentaire pour tous et la coopérative Panier Futé ferment leurs portes en 2022, par manque de financement. Entre 2021 et 2023, l'organisme s'engage dans une réflexion stratégique afin de clarifier sa mission et ses principes d'action, la coordination générale est restructurée et divisée en trois postes de co-direction (responsable de la mobilisation, responsable administratif et responsable de la recherche).

Ma collecte de données s'est déroulée en majorité durant cette période trouble à la fois pour le quartier et pour l'organisme. Cela a constitué une réelle opportunité de dresser un bilan des modalités de passage à l'action de l'organisme avec mes répondant·e·s, pour qui les entrevues et discussions informelles ont constitué un espace d'expression et de retour d'expériences. Toutefois,

⁵¹ Il s'agit de fusillades, possiblement liées à des règlements de compte entre groupes criminels. Dans ce contexte, plusieurs personnes ont été blessé et un jeune homme du quartier nord-est de Montréal-Nord a été assassiné en Octobre 2019.

⁵² Pour lire la Déclaration *Un avenir Paisible pour Montréal-Nord* : https://praxis.encommun.io/media/notes/note_13917/declaration-de-montreal-12527.pdf, Consulté le 25 Novembre 2025

Pour la pétition *Mise en place de mesures visant à améliorer les conditions sociales et économiques des résidents de l'arrondissement de Montréal-Nord* https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-8927/index.html?fbclid=IwAR30k5-rB4K3_Ayl4Pbavdp9I3jha2iAU-RlhPLQGfyhd9_RDXDHap-AL50, Consulté le 25 Novembre 2025

cela a constitué également un défi pour la mobilisation de participant·e·s à ma recherche, ce qui a nécessité d'adapter la démarche méthodologique⁵³.

4.2.2 L'approche de Parole d'excluEs à l'égard des savoirs citoyens

L'organisme Parole d'excluEs émane d'une volonté de développer un modèle d'action basé sur la parole citoyenne comme « première forme de l'action collective » (Ruelland *et al.*, 2007 p. 54). L'objectif poursuivi par les fondateurs de l'organisme est de redonner aux personnes les plus exclues la capacité d'agir sur les causes et les conséquences de l'exclusion, au travers d'expérimentations collectives par et pour les personnes concernées :

Une approche où le « eux » et le « moi » n'ont plus leur place pour marquer à la fois les différences de statut et de rôle de chaque côté de la clôture et qui sont remplacés par le « nous » où les savoirs et les expériences de chacun sont reconnus dans la construction d'un projet commun. (Ruelland *et al.*, 2007 p. 57)

Cette approche se caractérise par ce que nous avons nommé ailleurs une posture de justice épistémique⁵⁴ (Manon et Autin, à paraître).

4.2.2.1 L'imbrication entre lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et lutte contre les inégalités épistémiques

La mission de l'organisme s'inscrit dans la reconnaissance de l'imbrication entre la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale et la lutte contre les inégalités épistémiques. Cette approche n'est pas sans rappeler la théorie de la justice sociale développée par Fraser (2005), qui articule la lutte contre les injustices économiques et les injustices culturelles. Il s'agit de « donner la parole à ceux qui en sont privés » (Parole d'excluEs, 2010, p. 31), et de s'appuyer sur cette parole pour fonder des actions collectives visant à améliorer le cadre et les conditions de vie dans le quartier. L'organisme valorise ainsi ce qu'il appelle « le savoir expérientiel » des résident·e·s du territoire, en particulier ceux qui se rapportent à l'expérience vécue de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Cariès *et al.*, 2021). L'organisme articule donc l'enjeu des inégalités économiques à celui d'un déni de reconnaissance des personnes en situation de pauvreté, et en particulier de leurs savoirs

⁵³ Ces éléments sont présentés dans le chapitre 3 : Démarche méthodologique.

⁵⁴ Le concept de justice épistémique est utilisé depuis quelques années par les chercheur·euse·s de Parole d'excluEs (Hall *et al.*, 2020). Nous avons documenté cette approche lors d'un stage de recherche au printemps et à l'été 2022.

ancrés dans l'expérience de ces inégalités. Il accorde une crédibilité à ces savoirs en les considérant fondamentaux pour comprendre les réalités de la pauvreté et de l'exclusion sociale, mais aussi en reconnaissant la pertinence des solutions apportées par les premiers concernés par ces enjeux. Il s'agit, par la valorisation de la parole citoyenne, de redonner la crédibilité aux savoirs des groupes exclus mais aussi de permettre à ces derniers de retrouver une agentivité quant aux causes économiques et culturelles de cette exclusion :

Dans cette mobilisation, un principe de base : partir de la parole des gens. Parler est la première forme d'action collective : on parle à quelqu'un qui nous écoute et nous répond. Le collectif permet à l'individu isolé d'exister, de se définir, de se construire, d'agir et d'être reconnu. C'est dans cette action que se gagnent concrètement, non seulement les droits formels, mais les conditions et les moyens de les exercer et de les faire reconnaître. On construit déjà, à petite échelle, sa capacité d'agir. À plus large échelle, on pave la voie à une société inclusive. (Parole d'excluEs, 2010, p. 20)

Cette approche de justice épistémique pose le cadre au sein duquel les savoirs des personnes marginalisées pour des raisons socio-économiques peuvent être reconnus et contribuer au développement de leur quartier. Cela concerne aussi bien les personnes migrantes vivant dans ces territoires et subissant les effets des inégalités sociales et raciales ayant cours dans la société québécoise que des personnes nées au Québec subissant les inégalités épistémiques du fait de leur statut social et de leur appartenance à un territoire défavorisé. Comme le précise Fraser (2011), l'enjeu de reconnaissance n'est pas un enjeu identitaire, mais un enjeu statutaire. Les inégalités épistémiques que ces personnes subissent sont donc reliées davantage à leur statut social qu'à la valeur de leurs savoirs. La lutte contre les inégalités épistémiques se traduit par une reconnaissance de la complémentarité de tous les savoirs pour ce qu'ils apportent à la compréhension des enjeux sociaux et à la formulation des actions, et ce, au-delà des statuts des personnes concernées. Au sujet des démarches de croisement des savoirs mises en œuvre par ATD Quart Monde, qui ont grandement inspiré le travail mené par Parole d'excluEs, leur initiatrice Françoise Ferrand disait :

Les savoirs sont pluriels, et aucun savoir ne se suffit en lui-même. On a besoin des savoirs de chacun. Un savoir ne peut pas en remplacer un autre. Il faut cette complémentarité; nous l'avons vraiment vécue. Dans la démarche de croisements des savoirs, il y a toujours un va-et-vient, une vérification permanente entre la théorie, la pratique et les réalités de vie, donc entre les savoirs issus de la vie, entre les savoirs académiques et les savoirs d'actions. (Ferrand et Ferrand, 2016, parag. 6)

Cette approche à l'égard des savoirs est renforcée par le fait que l'organisme reconnaît la multiplicité des parcours et des vécus de la pauvreté, comme on peut le lire dans cet extrait tiré du document fondateur de Parole d'excluEs :

Il y a différentes façons de devenir pauvre, de tomber dans les mailles de l'exclusion sociale. Il y a différents parcours de vie et différentes façons de vivre ce phénomène. Cette réalité n'est pas vécue de façon homogène. Au-delà des cas vécus, les problèmes auxquels les personnes pauvres ou exclues sont confrontées se ressemblent : difficulté d'accès à des emplois de qualité, faibles revenus, discrimination; non-reconnaissance des compétences : dans le cas des immigrants, celle-ci prend spécifiquement la forme de la non-reconnaissance des diplômes obtenus dans les pays d'origine ou de leurs expériences antérieures; logements petits, vétustes et malgré cela chers, avec peu ou pas d'espaces verts, pas d'espaces communs et conviviaux où se retrouver, ce qui ne fait que renforcer le repli sur soi. [...] L'exclusion englobe un ensemble de réalités et, bien qu'elle se vive dans la pauvreté économique, elle ne s'y résume pas. Des personnes sont enfermées dans des situations d'exclusion parce qu'elles sont privées de droits, non seulement formels, mais réels, comme l'accès à un logement ou à un emploi de qualité. Elles n'ont pas accès aux ressources qui permettent d'exercer leurs droits à faire des choix et à construire des projets de vie. Souvent déracinées, ou vivant dans des quartiers pauvres et peu desservis par les services publics, ces personnes sont très rarement sollicitées pour participer aux divers organismes institutionnels dans lesquelles s'élaborent et se mettent en œuvre des décisions concernant leur vie quotidienne, la reconnaissance de diplômes et de l'expérience professionnelle. Une reconnaissance, rappelons-le, qui représente une clé d'accès à des emplois de qualité. (Parole d'excluEs, 2010, p. 19)

L'approche de Parole d'excluEs repose sur le constat d'une imbrication entre les inégalités économiques et le déni de participation qui est imposé aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale quant aux décisions qui les concernent directement.

4.2.2.2 La complémentarité des savoirs

L'approche de justice épistémique de Parole d'excluEs se traduit par une reconnaissance de la complémentarité entre des savoirs bénéficiant d'une meilleure valorisation sociale et les savoirs moins visibles et reconnus dans le débat public. L'organisme distingue ainsi trois formes de savoirs à mobiliser pour développer une connaissance fine des enjeux du territoire et développer des solutions collectives à ces enjeux :

- Les savoirs citoyens des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, et plus largement de l'ensemble des personnes vivant sur le territoire nord-montréalais ou dans ses

alentours souhaitant contribuer à la mission de l'organisme. Il s'agit de personnes qui participent aux activités de l'organisme à titre individuel et volontaire, par opposition à des personnes représentant des organismes ou participant à titre de professionnel·le·s.

- Les savoirs d'expertises des praticien·ne·s intervenant sur le territoire, à la fois les employé·e·s de Parole d'excluEs et les acteurs locaux du milieu communautaire ou du milieu institutionnel. Dans certains cas, ce sont les expertises propres à leur secteur d'intervention qui sont mobilisées; dans d'autres cas, les praticien·ne·s sont sollicité·e·s pour faire part de leur analyse des dynamiques et enjeux locaux.
- Les savoirs scientifiques, en mobilisant à la fois des chercheur·euse·s travaillant au sein de l'organisme ou en étroite collaboration avec celui-ci, notamment au sein de l'IUPE, mais également des chercheur·euse·s externes sollicité·e·s sur des thématiques précises en lien avec les enjeux locaux.

Parole d'excluEs reconnaît dans son approche la complémentarité entre ces savoirs et le rôle de chacun d'entre eux dans la production de connaissances sur les questions de pauvreté et d'exclusion sociale, mais également dans la co-construction de projets collectifs :

Inspirée du mouvement ATD Quart Monde, l'approche du croisement des savoirs est inscrite dans les fondements de la pratique de Parole d'excluEs. Pour ATD Quart Monde, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion des plus démunis passe par l'expression des savoirs d'expérience des personnes en situation de pauvreté. Elle doit engendrer un partage, voire un croisement de leurs savoirs d'expérience avec d'autres savoirs, ceux des praticiens, politiciens, universitaires, qui s'intéressent et interviennent au sujet de la pauvreté (Brun, 2002, p. 57). Le croisement des savoirs est un processus de co-construction de la connaissance qui amène les personnes qui y participent à « s'exposer au savoir et à l'expérience de l'autre [...]. L'enjeu n'est pas seulement une meilleure compréhension réciproque, mais également la mise en œuvre d'une démarche permanente de démocratie participative au sein de laquelle les personnes en situation de pauvreté seraient acteurs à part entière » (ATD Quart Monde, 2006, p. 4). (Heck *et al.*, 2015, p. 34)

Parole d'excluEs reconnaît le rôle fondamental joué par les savoirs issus de l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans cette approche, mais aussi l'apport des savoirs des praticien·ne·s et des chercheur·euse·s. Cette approche traduit la perspective de l'organisme concernant la complémentarité entre les savoirs. L'organisme cherche ainsi à revaloriser l'apport des savoirs citoyens dans la co-construction des connaissances et des projets collectifs de lutte à la

pauvreté et l'exclusion sociale. Sans nier la pertinence des savoirs scientifiques ou des savoirs professionnels des praticien·ne·s, l'organisme entend redonner de la valeur et de la crédibilité aux savoirs citoyens, non seulement dans un souci démocratique en donnant la parole aux habitants et habitantes du quartier, mais également parce que cela garantit une plus grande validité des recherches réalisées ainsi qu'une meilleure efficacité de l'action, mieux ancrée dans les besoins et aspirations citoyennes.

La justice épistémique constitue donc l'approche « théorique » sur laquelle se base l'organisme pour accomplir sa mission. Elle sert de base à la mobilisation des savoirs citoyens, y compris ceux de personnes migrantes, dont la présence est assez importante du fait du profil sociodémographique de la population du territoire.

4.2.2.3 De la co-construction des savoirs à celle de l'action collective

L'approche de co-construction des savoirs de Parole d'excluEs s'inscrit dans un objectif de passage à l'action visant l'amélioration du cadre et des conditions de vie des personnes vivant dans les territoires défavorisés. La mobilisation des savoirs citoyens vise à redonner de l'agentivité aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale afin de leur permettre de contribuer à la transformation de leur territoire. Les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale sont considérées comme des partenaires essentiels de la mise en œuvre des solutions identifiées collectivement. À la suite des processus de co-construction des savoirs identifiant les enjeux du territoire, l'organisme accompagne et formalise des structures citoyennes qui prennent en charge les actions à mettre en œuvre :

Tous les ingrédients mentionnés précédemment (la parole, le local, l'animation et la vie associative, l'accompagnement, etc.) concourent à cette construction. L'ensemble du processus de mobilisation constitue en quelque sorte une « machine à créer du collectif ». À travers la création de ces collectifs et la réalisation concrète des activités et des projets, se construit aussi une vision d'un avenir commun pour le territoire et se définissent un fonctionnement, un partage des rôles et des responsabilités.

Le rôle de l'étude sur les aspirations et besoins est déterminant dans la définition de cette vision locale et dans la construction de la population comme acteur. En effet, pendant l'enquête, comme on l'a vu, un comité de suivi est mis sur pied. À la fin de l'enquête, le comité de suivi s'élargit et prend en charge le suivi des priorités. À

Montréal-Nord, ce comité s'est alors transformé en comité citoyen : le RCIP⁵⁵. (Parole d'excluEs, 2010, p. 34)

La co-construction des savoirs est donc une première étape dans un processus plus large de développement du pouvoir d'agir de la collectivité, par la mise en place de processus au sein desquels les premières personnes concernées sont des partenaires, voire les protagonistes de l'action collective (Le Bossé *et al.*, 2017). Selon Fontan et Heck (2017), le « croisement des savoirs » mis en place par Parole d'excluEs s'accompagne également d'un croisement des pouvoirs et des pratiques. Le pouvoir d'action de l'organisme est mis à contribution pour la mise en place de solutions identifiées collectivement, à partir des assises communes établies au cours du processus de croisement des savoirs. L'action elle-même est co-construite à travers un croisement entre les savoirs, les pratiques et les pouvoirs d'action des différents acteurs du milieu, incluant les résident·e·s du quartier.

⁵⁵ Regroupement Citoyen de l'îlot Pelletier

PARTIE II : RÉSULTATS DE RECHERCHE ET DISCUSSION

Cette seconde partie de la thèse présente les résultats de la recherche et est constituée de trois chapitres. Chaque chapitre permet de répondre à une des sous-questions de recherche présentées au chapitre 2. Dans le premier chapitre (chapitre 5), fait le point sur les savoirs des personnes migrantes mobilisés au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective. Le cadre au sein duquel ces savoirs sont mobilisés est présenté au chapitre 6, afin de comprendre les conditions facilitant leur contribution à la transformation socioterritoriale du quartier, mais également les éléments qui freinent leur potentiel transformateur. Enfin, le chapitre 7 présente l'analyse, des effets de la participation des personnes migrantes et de leurs savoirs sur le quartier et sa transformation, ainsi que sur l'inclusion sociale des personnes migrantes. L'ensemble de ces résultats sont tirés de l'analyse des entrevues avec des personnes migrantes impliquées dans des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective, avec l'équipe travaillant à l'élaboration de ces processus, et avec des partenaires de l'organisme; l'analyse comprend également une part d'observation participante sur le terrain.

Certains des propos collectés dans les entrevues et au cours des discussions informelles sont très critiques à l'égard de l'organisme étudié. Par ailleurs, plusieurs personnes semblent avoir utilisé l'entrevue de recherche comme un moyen d'exposer leur point de vue sur l'organisme et ses pratiques. Cette liberté de la parole a été facilitée par mon ancrage de longue date sur le terrain⁵⁶ et la confiance qui m'est accordé par les personnes interrogées. J'ai choisi d'exploiter ces entretiens selon une posture plus performative que critique (Gibson-Graham, 2008). En effet, ces commentaires en apparence négatifs offrent en fait des clés de lecture des défis que présente la mise en place d'espace de dialogue entre les savoirs, et portent en eux des pistes de solutions à ces défis.

Je souhaite rappeler ici la particularité de mon échantillon, qui n'est pas représentatif de l'ensemble des personnes migrantes vivant sur le territoire nord-montréalais. En effet, les personnes qui ont accepté de témoigner et qui étaient les plus actives sur le terrain d'étude avaient un profil

⁵⁶ La démarche méthodologique et la posture de recherche adoptée dans cette thèse sont détaillées au chapitre 3

relativement éloigné de l'image statistique de la population nord-montréalaise présentée au chapitre 4. En effet, si ces personnes vivent dans une situation économique de pauvreté et d'exclusion sociale, elles sont aussi issues de classes sociales plus favorisées dans leur pays d'origine et ont un niveau de diplomation beaucoup plus élevé que la moyenne nord-montréalaise. À cet égard, j'ai constaté dans les propos recueillis auprès des membres de l'équipe et des partenaires de l'organisme une tendance à comparer les personnes migrantes et les personnes nées au Québec d'ascendance européenne, qui sont nommées « québécois », « québécoises » ou « blancs », « blanches » : les personnes migrantes sont généralement perçues comme des personnes issues de milieux sociaux plus favorisés et bénéficiant d'un bagage de savoirs potentiellement plus valorisés socialement, alors que les personnes dites « québécoises » seraient aux prises avec plus d'enjeux psychosociaux.

CHAPITRE 5

LES SAVOIRS CITOYENS DES PERSONNES MIGRANTES DANS LES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Ce chapitre porte sur les savoirs citoyens des personnes migrantes impliquées dans des initiatives locales de développement territorial qui utilisent des processus de co-construction de savoirs en soutien au passage à l'action. Il vise à répondre à la première question secondaire : de quels savoirs disposent les personnes migrantes lorsqu'elles s'engagent dans des initiatives de développement territorial menées par la société civile sur leur territoire ? Et comment ces savoirs sont-ils mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective mis en œuvre localement ?

Pour répondre à cette question, je me base dans un premier temps sur les entrevues semi-dirigées réalisées auprès de onze personnes migrantes impliquées à titre de « citoyennes⁵⁷ » dans l'organisme ciblé par cette recherche, ainsi que sur les notes d'observation faites sur le terrain. Dans un deuxième temps, ces éléments sont croisés avec les entrevues semi-dirigées réalisées avec l'équipe permanente⁵⁸ de l'organisme et quelques partenaires du milieu.

La définition du concept de savoir citoyen proposée par Nez (2015) guide ma réflexion et sert d'appui à l'analyse des savoirs des personnes migrantes. Les savoirs citoyens regroupent :

l'ensemble des connaissances, des expériences et des techniques, c'est-à-dire non seulement les ressources cognitives (savoirs au sens strict), mais aussi les habiletés pratiques (savoir-faire), que peut mobiliser un acteur qui ne dispose ni d'un statut d' élu ni d'un statut de professionnel lorsqu'il intervient dans les dispositifs participatifs. (Nez, 2015, p. 389)

⁵⁷ Ce terme est employé par l'organisme, pour désigner les personnes qui s'impliquent volontairement et sans recevoir de rémunération dans les activités participatives. Certaines de ces personnes ont pu être ponctuellement employées dans l'organisme ou d'autres organismes du milieu, néanmoins, leur statut au sein de l'organisme est resté celui de « citoyen » ou « citoyenne », étant donné que leur implication est majoritairement bénévole et volontaire. Je n'utiliserai toutefois pas ce terme pour désigner les personnes migrantes interrogées, pour éviter toute confusion avec le statut de citoyenneté canadienne.

⁵⁸ Il s'agit de personnes travaillant dans l'organisme durant la période de la collecte de données et de certaines personnes ayant récemment quitté leurs fonctions. Voir le chapitre 3 pour les détails de la démarche méthodologique.

La première section de ce chapitre suit la définition de cette autrice en présentant dans un premier temps les savoirs d'usage ancrés dans le local, les savoirs professionnels diffus et les savoirs militants des personnes migrantes interrogées. Les données m'ont conduit à identifier une autre catégorie de savoirs, les « savoirs de l'immigration », soit ceux acquis au fil de la trajectoire migratoire et qui sont tirés des expériences faites au cours de leur migration, et les savoirs importés de leur culture d'origine, que j'appelle les « savoirs traditionnels ». La deuxième section présente la mobilisation de ces savoirs au sein des initiatives collectives observées et les rôles que les personnes migrantes prennent grâce à ces savoirs au sein de l'organisme étudié. Ce chapitre se termine par une actualisation de la typologie des savoirs citoyens à partir de la perspective des savoirs des personnes migrantes.

5.1 Les savoirs tirés des parcours de vie des personnes migrantes

À partir des parcours de vie des personnes migrantes, mais aussi de certaines observations et discussions informelles, j'ai élaboré une liste des catégories de savoirs dont elles disposent et qu'elles mettent à profit dans leur implication citoyenne.

5.1.1 Les savoirs d'usage ancrés dans le local

Au fil des observations et des entrevues semi-dirigées avec les personnes migrantes, les savoirs d'usage ancrés dans leur expérience de la vie à Montréal-Nord sont apparus nombreux et variés. Ces savoirs sont issus des situations que vivent ces personnes sur le territoire nord-montréalais et de pratiques différenciées de l'espace. Ils découlent des apprentissages faits par les personnes migrantes au cours de leur installation et de leur vie sur le territoire nord-montréalais et révèlent la perception qu'elles ont de ce territoire et de ces enjeux.

Les savoirs d'usage concernant le quartier que j'ai relevés auprès des personnes migrantes sont les suivants :

- Les savoirs concernant les enjeux de la pauvreté dans le quartier (accès à la santé, à l'alimentation, au logement, etc.) ;
- Les savoirs concernant les caractéristiques physiques du territoire (espaces publics disponibles, aménagements, infrastructures disponibles ou manquantes) ;

- Les savoirs concernant les ressources disponibles pour la famille et la jeunesse (activités, lieux de socialisation, milieu scolaire et milieu de garde) ;
- Les savoirs concernant les enjeux du vivre-ensemble et de la sécurité urbaine dans le quartier (tensions interculturelles, propreté des lieux).

L'ensemble de ces savoirs n'est pas commun à toutes les personnes interrogées ou rencontrées sur le terrain. Elles peuvent ne détenir ou n'avoir témoigné que d'une partie de ces savoirs. La liste ci-dessus n'est pas exhaustive, comme les personnes rencontrées et observées possèdent sans nul doute d'autres savoirs reliés à leur expérience du territoire. Cette liste est donc circonstancielle au contexte et à la période de l'étude, aux sujets abordés au cours des rencontres, aux problèmes qui semblaient les plus criants aux personnes interrogées et aux enjeux priorités par l'organisme.

5.1.1.1 Les savoirs concernant les enjeux individuels et collectifs reliés à la pauvreté

Les enjeux reliés à la pauvreté sont nombreux à Montréal-Nord, ils constituent le principal point focal de l'organisme, dont la mission est la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Les discussions formelles (entrevues) et informelles (observation participante) permettent de relever un certain nombre de témoignages des personnes migrantes au regard de ces réalités. Il s'agit en particulier des difficultés d'accès aux ressources essentielles comme le logement, l'alimentation ou les soins de santé. Au-delà des difficultés vécues par les habitants et habitantes de Montréal-Nord en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, ces témoignages révèlent la vision que les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs ont du quartier. Cette vision repose sur un certain nombre de savoirs, tirés de leur expérience individuelle de ces enjeux, mais également du partage de ces expériences avec d'autres personnes habitant le quartier, au sein des processus de co-construction des savoirs mis en œuvre par l'organisme. Nous verrons par la suite que ces savoirs sont fondamentaux pour l'organisme, ils s'apparentent à ce que l'organisme appelle le « savoir expérientiel », qui est croisé avec les savoirs des praticien·ne·s et les savoirs universitaires afin de formuler une vision commune des enjeux locaux et des solutions collectives à élaborer.

À titre d'exemple, durant l'hiver 2022, un groupe de personnes impliquées ont été consultées par l'organisme ATD ¼ Monde afin de partager leur avis sur les enjeux d'accès à l'alimentation du

territoire montréalais⁵⁹. Plusieurs femmes migrantes (8 personnes sur 9, la majorité originaire du Maghreb) étaient présentes à cette rencontre, et il ressort des observations un vécu commun des difficultés d'accès à l'alimentation à leur arrivée au Québec, de même que du recours aux services de dépannage alimentaire. L'extrait ci-dessous rapporte une partie de la conversation à laquelle j'ai assisté :

[Stella⁶⁰] mentionne qu'elle a fréquenté plusieurs organismes pour recevoir des paniers, mais elle trouve que parfois les denrées sont périmées ou insuffisantes. Il y a un besoin que ce soit plus fréquent parce qu'il lui manque de l'argent pour payer la nourriture.

[Myriam] a reçu des paniers de l'organisme Les fourchettes de l'espoir quand elle et sa famille sont arrivés au Québec et qu'elle recevait les prestations d'aide sociale du gouvernement, pendant 2 ans (entre 2010 et 2012). « J'ai pris ce qui m'intéresse mais j'ai laissé ce que je n'aime pas. »

[Fatima] témoigne : « Les produits chez Panier Futé sont trop chers. »

[Lina] a eu une mauvaise expérience auprès de l'organisme Jeunesse au soleil où beaucoup de produits avaient dépassé leur date de péremption. En revanche, elle a utilisé le service OLO et a eu une bonne expérience. (Extrait des notes de terrain)

Dans la situation ci-dessus, les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs témoignent de leur usage des services de dépannage alimentaire, signe qu'elles vivent ou ont vécu à un moment dans leur vie à Montréal dans une situation de précarité sociale et économique. Il se dégage de ces expériences plusieurs savoirs qui sont fondamentaux pour l'action de l'organisme. Les femmes qui témoignent ici savent où se procurer des denrées alimentaires gratuites et quels services offrent des produits de meilleure qualité. Elles savent comment se nourrir et nourrir leur famille, dans des situations de précarité économique. Ces savoirs traduisent leur perception des services et organismes du quartier et leur vision des améliorations à apporter pour leur assurer une meilleure qualité de vie. Ces savoirs résultent de leur pratique du milieu, mais aussi probablement des échanges avec d'autres personnes ayant fréquenté ces services de dépannage alimentaire. En effet,

⁵⁹ Parole d'excluEs travaille depuis plusieurs années à l'élaboration de projets visant à améliorer l'accès à l'alimentation par des projets collectifs co-construits avec les habitant·e·s du quartier. À cet effet, l'organisme a été contacté par ATD ¼ Monde afin de rencontrer des personnes ayant une connaissance des enjeux de l'alimentation sur leur territoire.

⁶⁰ Tous les prénoms sont modifiés.

les rencontres comme celles décrites ci-dessus sont aussi une occasion pour les personnes impliquées dans l'organisme d'acquérir des connaissances sur le milieu, par exemple l'existence de certaines ressources permettant de combler leurs besoins essentiels. La mise en commun de l'ensemble de ces savoirs fournit une compréhension et une connaissance du milieu plus approfondies et précises à l'organisme pour passer à l'action par la suite, puisqu'ils reposent sur une expérience réelle des enjeux alimentaires du quartier (Figure 11).

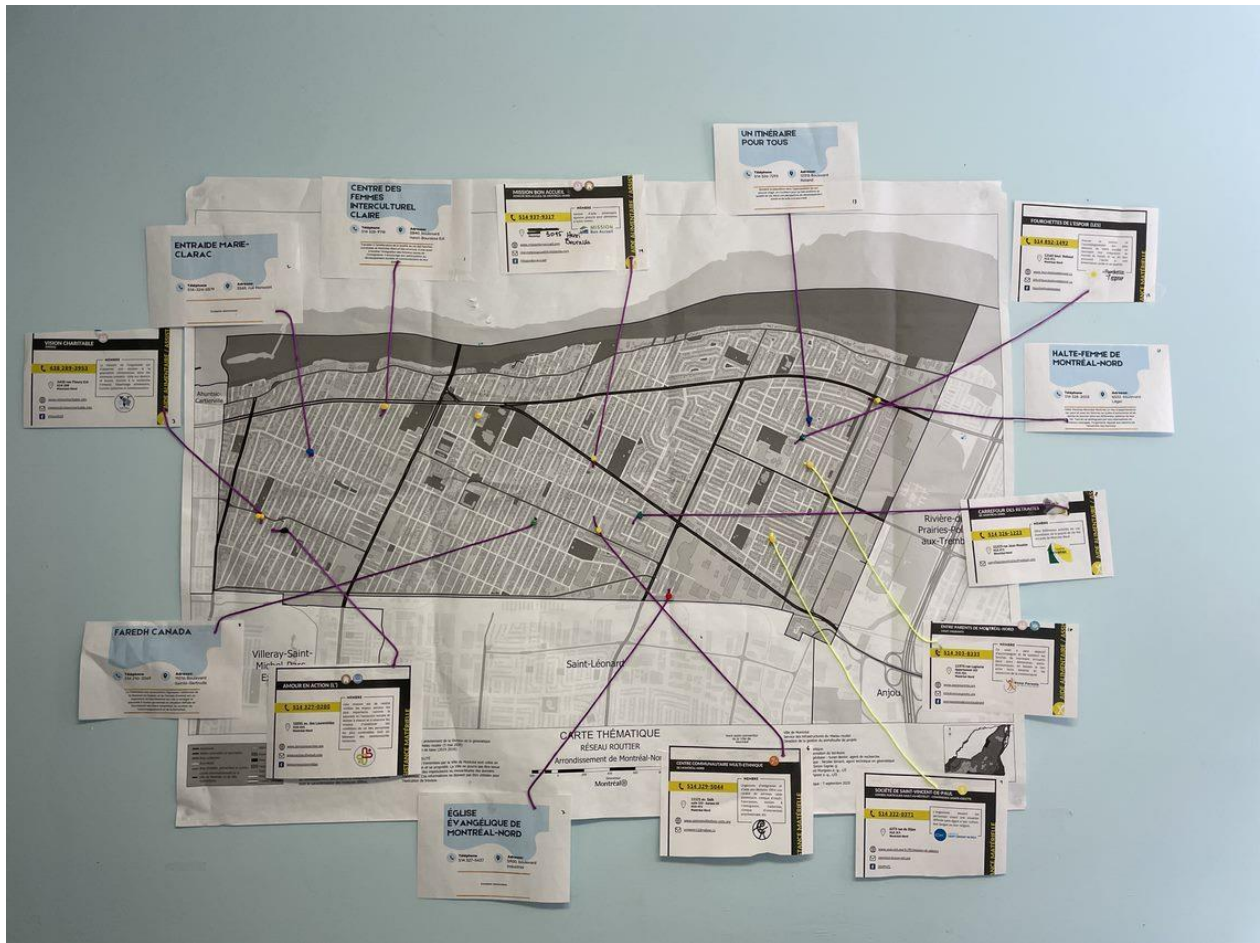


Figure 11 : Identification des services alimentaires de Montréal-Nord par l'équipe de recherche de Parole d'excluEs à partir des savoirs citoyens

Source : Parole d'excluEs

Autre exemple, plusieurs des personnes interrogées et rencontrées vivent ou ont vécu dans des logements communautaires, en particulier ceux de la SHAPEM⁶¹, où Parole d'excluEs est implanté et opère ses principales activités de mobilisation :

[J'ai déménagé] pour un logement de la SHAPEM parce que le dernier logement n'était pas salubre et le propriétaire ne faisait pas les réparations. Mais en fin de compte c'étaient deux blocs, les deux blocs ont été pris par les Fourchettes de l'espoir, ou je ne sais pas qui, pour les rénover. C'étaient deux blocs vraiment insalubres. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Cette personne décrit ici les difficultés pour se loger à Montréal-Nord et les enjeux de salubrité des logements sur le territoire. L'acquisition d'un logement de la SHAPEM est une amélioration de ces conditions de logement, elle peut témoigner des enjeux vécus dans le parc locatif privé du quartier. Elle sait que les logements privés sont souvent insalubres dans le quartier et que les logements offerts par le milieu communautaire sont généralement de meilleure qualité. Ce sont ces expériences de vie qui sont sollicitées par l'organisme pour comprendre les enjeux vécus par les personnes vivant dans le quartier. Lors d'une démarche participative réalisée en 2018-2019 en collaboration avec l'arrondissement et la table de quartier de Montréal-Nord, ces savoirs étaient sollicités par les organismes afin de comprendre les enjeux urbanistiques du quartier et co-construire un plan d'aménagement pour y remédier (Heck *et al.*, 2020).

5.1.1.2 Les savoirs concernant les caractéristiques physiques du territoire

Parmi les savoirs partagés par les personnes répondantes et au cours des observations, j'ai recensé ceux concernant les caractéristiques physiques du territoire. Ce fut notamment le cas au cours des consultations citoyennes entourant le Plan d'aménagement du Nord-Est, menées par l'arrondissement de Montréal-Nord en collaboration avec la table de quartier de Montréal-Nord et certains de ses membres, et notamment Parole d'excluEs et la SHAPEM (Heck *et al.*, 2020). Ces deux organismes travaillent conjointement à améliorer la cohésion sociale. Ils ont également mené un projet de verdissement et de réaménagement des cours des immeubles de la SHAPEM. Dans le cadre de ces projets d'aménagement de l'espace, les personnes migrantes que j'ai interrogées ont

⁶¹ La Société Populaire d'Habitation de l'Est de Montréal. Les détails de ce partenariat entre Parole d'excluEs et la SHAPEM sont présentés au chapitre 4.

été invitées à partager leurs savoirs concernant les enjeux physiques du quartier et l'impact de ces enjeux sur leur qualité de vie.

Dans la citation ci-dessous, une femme migrante aborde la situation des clôtures grillagées qui séparent les immeubles de logements et de la volonté des habitant·e·s du quartier de les ouvrir afin de faciliter la circulation piétonne entre les immeubles. Cette aspiration citoyenne, couplée à celle d'embellir l'espace, a conduit à l'ouverture des clôtures et à la création d'un jardin sur le terrain des logements communautaires abritant le local de Parole d'excluEs entre les rues Lapierre et Matte :

On s'est quand même battu pour que Montréal-Nord soit convivial, là [les propriétaires] se sont dit ok, ça nous a toujours dérangés, mais là ils ont pris leur téléphone et tout, et là ça fait en sorte qu'ils veulent remettre des clôtures, mais nous on veut que ce soit ouvert. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Au cours de l'entrevue, j'ai pu cerner certains de ces savoirs concernant l'évolution des caractéristiques du territoire et des dynamiques relationnelles entre les différent·e·s acteur·trice·s du quartier. La personne interrogée sait que l'existence de clôtures entre les immeubles⁶² représente un enjeu pour la circulation des personnes qui résident sur le territoire, et en particulier pour la jeunesse nord-montréalaise. Par ailleurs, elle a une certaine connaissance des dynamiques de pouvoir sous-jacentes à ces enjeux, et des visions du quartier qui s'affrontent, avec d'une part une volonté de rendre le quartier plus convivial, portée par les résident·e·s du quartier, en permettant une circulation plus libre des personnes entre les immeubles ; et, d'autre part une perspective plus contraignante, qui limite la capacité des personnes à se déplacer⁶³. Ces savoirs traduisent également sa perception de l'oppression vécue par les personnes vivant dans le quartier, et en particulier la jeunesse racisée, qui se matérialise par l'existence de ces clôtures.

⁶² Le cadre bâti du secteur Nord-Est de Montréal-Nord est caractérisé par des blocs d'appartements, jumelés deux par deux et semi-détachés. En l'absence de clôtures, il est possible de circuler d'une rue parallèle à l'autre en passant entre les immeubles. La présence de ces clôtures oblige donc les résident·e·s des immeubles à contourner l'ensemble des immeubles et de passer par les rues perpendiculaires pour se rendre dans la rue voisine. Les clôtures sont fréquemment coupées afin de permettre le passage entre les immeubles.

⁶³ Cette volonté de limiter le déplacement des personnes entre les immeubles n'est pas étrangère aux enjeux liés à la présence de jeunes racisés, perçus comme ayant des activités illicites voire illégales, et la volonté de limiter leur capacité à échapper aux observations et interventions policières.



Figure 12 : Espace Lapierre, vue du passage le long du 11995 rue Lapierre.

Source : Parole d'excluEs (Octobre 2019)



Figure 13 : Espace Lapierre vu du deuxième étage du 11991 rue Lapierre

Source : Parole d'excluEs (Octobre 2019)

Les deux figures ci-dessus illustrent les propos cités plus haut. Sur la Figure 12, les clôtures qui délimitaient les cours des immeubles appartenant à la SHAPEM ont été enlevées, permettant un passage entre la rue Lapierre et la rue Matte par la cour des immeubles. Sur la Figure 13, on peut voir l'absence de clôture entre les deux immeubles appartenant à la SHAPEM. C'est à partir des témoignages et des savoirs des personnes résidant dans le secteur que la SHAPEM et Parole d'excluEs ont pu concevoir le projet de l'Espace Lapierre, qui a consisté en l'aménagement des cours des immeubles de la SHAPEM entre les rues Matte et Lapierre. Bien entendu, ce ne sont pas uniquement les besoins des personnes migrantes qui sont reflétés dans ces savoirs. Toutefois, dans le cas de la personne citée ci-dessus, il y a un croisement entre son origine haïtienne avec sa perception de cet enjeu. En effet, ce sont principalement les jeunes hommes haïtiens, perçus comme faisant partie des gangs de rue, qui sont ciblés par les mesures visant à limiter les déplacements des personnes dans le Nord-Est. Ces savoirs traduisent donc une situation vécue par un groupe de personnes dont elle se sent proche et dont elle souhaite défendre les intérêts.

5.1.1.3 Les savoirs concernant les besoins et aspirations des familles et des ressources disponibles pour la famille

Les préoccupations concernant la famille sont régulièrement abordées par les personnes impliquées à Parole d'excluEs. Ceci est fortement relié aux caractéristiques de l'échantillon de personnes interrogées, mais aussi des personnes impliquées plus largement, un grand nombre d'entre elles étant parents (10 personnes sur 11 ont des enfants. 8 personnes sont des femmes sur les 11 personnes interrogées, dont 5 femmes avaient des enfants mineurs au moment de l'entrevue). Revendiquer davantage de ressources pour les familles et la jeunesse est une des motivations de leur implication pour les personnes migrantes interrogées, surtout les femmes :

Je suis allée [au local de Parole d'excluEs] pour m'impliquer, pour voir comment c'est le quartier à Montréal-Nord. Quelles activités on pourrait offrir pour les enfants, parce que moi j'ai des enfants et, ma fille tout le temps elle me demande : « Est-ce qu'il y a des activités en fin de semaine? » Parce qu'à Villeray⁶⁴, ils offrent beaucoup d'activités. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

⁶⁴ La personne citée vivait dans un autre quartier de Montréal avant son installation à Montréal-Nord et elle s'impliquait dans les organismes de ce quartier.

Au cours d'une rencontre entre des élu·e·s et des femmes migrantes originaires d'Afrique du Nord, la question des ressources pour les familles est abordée à plusieurs reprises. Ces femmes engagées dans leur communauté tentent, au cours de cette rencontre, de faire part de certains besoins et aspirations des familles. Ces faits observés sont également rapportés lors d'une entrevue :

On a demandé aussi la gratuité des activités comme il y a trois clubs à proximité du Nord-Est : le club de natation, le club de soccer, le club de hockey. Mais les jeunes de Montréal-Nord n'en profitent pas [...] parce que ça coûte cher ; il y a des parents qui ont 2, 3, 4 enfants. Ils disent que c'est un quartier défavorisé, c'est-à-dire que les familles n'arrivent pas à joindre les deux bouts alors comment payer un club pour deux ou trois enfants ? (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Cette citation est un exemple de revendications nourries par les savoirs liés aux besoins et aspirations des familles dans le quartier, qui sont relayés par les personnes migrantes au sein des processus de co-construction des savoirs. Elle montre le savoir d'usage lié au territoire propre à la réalité de chaque personne, ses caractéristiques sociodémographiques, son vécu personnel. Les deux femmes citées ci-dessus, l'une originaire d'Amérique Latine et l'autre de Maghreb, perçoivent que les activités pour les familles, et en particulier ici les activités récréatives et sportives pour les adolescent·e·s sont peu nombreuses ou trop coûteuses. Ici le besoin de donner accès à des ressources à ses enfants se confronte à l'enjeu de la pauvreté et fonde ce savoir d'usage : il manque de ressources accessibles (gratuites ou à faible coût) pour les familles nord-montréalaises. Au cours de mes observations, j'ai pu constater les efforts de l'organisme pour répondre à ces besoins, en offrant notamment des activités pour les familles lors de différentes fêtes de quartier. Mais aussi en mettant en œuvre un projet d'implication citoyenne pour les adolescent·e·s : le comité des Gilets Verts⁶⁵, qui allie ateliers d'éducation à l'environnement et la réalisation de projets à caractère environnemental au cours de l'été, dans l'Espace Lapierre. Ces savoirs influencent donc certaines actions mises en œuvre par l'organisme Parole d'excluEs. Ils sont aussi un support pour des revendications auprès des institutions locales, comme j'ai pu le voir au cours d'une soirée de discussion entre un groupe de mères maghrébines et les élu·e·s en septembre 2021. Au cours de cette rencontre, les femmes présentes souhaitaient discuter des enjeux que leurs familles et elles vivaient en matière de services offerts pour les enfants et de sécurité

⁶⁵ Voir la note 49

urbaine (source : notes de terrain). Pour ces femmes, ces deux thématiques sont étroitement liées, et elles souhaitent que leurs enfants soient encadrés hors des temps scolaire afin de limiter leur présence dans des lieux qu'elles jugent dangereux ou peu appropriés, afin d'éviter un glissement vers des activités illicites ou illégales. Il se dégage de cette préoccupation une perception collective du territoire nord-montréalais comme étant dangereux. Ces savoirs sont également à mettre en relation avec des aspirations d'émancipation et d'ascension sociale liée à leur trajectoire migratoire et à leur situation familiale.

5.1.1.4 Les savoirs concernant les enjeux de cohésion sociale et de la sécurité urbaine dans le quartier

Durant la période de la collecte de données, les enjeux de cohésion sociale ont été un sujet très largement discuté dans le milieu, à la fois par les personnes vivant dans le quartier et les différent·e·s acteur·trice·s du territoire. Ces savoirs traduisent les préoccupations des personnes migrantes concernant leur relation avec les autres habitant·e·s du quartier, mais aussi leur vision des problèmes de cohabitation dans ce territoire densément peuplé et défavorisé.

5.1.1.4.1 Les enjeux de cohésion sociale

Parmi les savoirs d'usage collectés sur le terrain, plusieurs faisaient état d'enjeux concernant les relations de voisinage et les relations entre les différentes communautés du secteur.

Au cours des entrevues, les personnes migrantes ont abordé les difficultés vécues au fil de leur parcours migratoire. Plusieurs d'entre elles ont souligné les enjeux liés au racisme et à la discrimination :

Parmi les choses négatives, malheureusement il faut le dire, c'est le racisme. Tu rencontres des gens qui te considèrent comme : « Qu'est-ce que tu viens faire ici, retourne chez vous. » Ça je l'ai connu, je l'ai vécu, je ne suis pas la seule. J'en ai parlé, il y a beaucoup de personnes qui m'en ont parlé et là, moi, je dis toujours que c'est un défi pour nous pour leur montrer de quoi on est capable et qu'on est là qu'il y a un point vide qu'on vient compléter ce point-là. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Une autre personne migrante témoigne d'expériences de racisme vécu dans son implication dans le milieu communautaire :

Un exemple concret, en pleine réunion de C.A., je parlais et j'ai nommé le nom d'une autre collègue, Rolande. Il faut prononcer le « de » à la fin. J'ai dit « Roland ». La coordonnatrice est intervenue pour me corriger sur la prononciation. Ça a été une autre blessure au même titre que le professeur qui a ri de mon accent avec Joliette. Ça m'a plongé dans la honte et ça m'a fait perdre mes moyens. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Ces expériences du racisme vécu sur le territoire d'installation constituent une expérience qui s'inscrit dans les savoirs d'usage liés aux enjeux de cohésion sociale. Si les personnes les ont abordées spontanément comme faisant partie des difficultés de leur vie au Québec et parfois comme un frein à leur implication citoyenne, ces enjeux sont néanmoins relativement peu abordés de manière aussi directe dans les discussions et activités participatives collectives. Cependant, lors de discussions informelles, plusieurs personnes m'ont fait part d'expériences de racisme ou de comportements subis dans le cadre des activités de Parole d'excluEs. Par ailleurs, l'incursion des tensions entre communautés au sein des activités participatives sont fréquentes. Ces jugements ne sont pas circonscrits aux relations entre les personnes blanches nées au Québec et les personnes racisées, mais pénètrent tous les groupes. Si les comportements discriminants sont condamnés par l'organisme, ils sont le plus souvent perçus comme étant le fait d'individus isolés⁶⁶. La visibilité de ces enjeux dans les données est par ailleurs propre au fait que les personnes migrantes rencontrées sur le terrain et en entrevues sont toutes des personnes racisées. Je n'ai, en effet, rencontré aucune personne blanche ayant immigré en provenance des pays européens ou des États-Unis parmi les personnes impliquées à Parole d'excluEs⁶⁷.

5.1.1.4.2 La propreté

Au moment de la collecte de données, la propreté du quartier était un enjeu abordé de manière récurrente dans les discussions au local de la rue Lapierre. Dans les dernières années, la forte densité de logements et l'absence de conteneurs à déchets favorisaient l'accumulation des déchets dans les rues. L'amélioration de la propreté du quartier est devenue un des projets phares du comité

⁶⁶ Je reviendrai dans le chapitre 6 sur la manière dont ces enjeux sont perçus par les membres de l'équipe et sur les stratégies mises en œuvre pour les aborder.

⁶⁷ Il y a bien sûr des personnes nées au Québec d'ascendance européenne impliquées dans l'organisme. Pendant la période de la collecte de données, plusieurs membres de l'équipe de l'organisme étaient des personnes migrantes, dont deux personnes blanches venant de pays européens.

RaCiNE⁶⁸. L'enjeu de la propreté du quartier a été abordé par l'organisme et le comité RaCiNE comme étant lié à des problèmes en termes d'aménagement du territoire. Un plan d'action mené entre l'arrondissement de Montréal-Nord en partenariat avec le comité citoyen accompagné par Parole d'excluEs a conduit à l'implantation de conteneurs semi-enfouis pour la collecte des déchets, incluant des bacs de recyclage et des bacs pour les déchets organiques sur les rues avoisinantes du local de l'organisme, à partir de septembre 2020⁶⁹ :

Quand j'ai vu quand même les problèmes qu'ils avaient ici, c'était ce problème de propreté et donc j'ai réfléchi, j'ai trouvé cette solution des bacs semi-enfouis, je l'ai proposée lors d'une des réunions [au local de Parole d'excluEs]. Au départ je pense qu'on n'avait pas écouté directement, certaines personnes avaient écouté, et puis à une autre réunion j'ai de nouveau repoussé mon idée. [...] Je leur ai dit d'où venait mon idée parce que là où ma mère habitait il y avait des bacs semis-enfouis à Verdun. Alors je leur ai dit, j'ai pris des photos, je leur ai montré. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Cette citation témoigne de la nature des savoirs apportés par les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs. Pour cette personne, c'est sa connaissance d'un autre quartier de Montréal et de solutions déployées ailleurs dans la Ville qui a influencé le cours du projet. Toutefois, les problèmes de propreté ne se sont que partiellement améliorés, puisque de nombreuses poubelles sont déposées à l'extérieur des conteneurs, créant une nuisance pour les résident·e·s des immeubles adjacents. Ces problèmes ont été abordés à plusieurs reprises dans les discussions lors de rencontres citoyennes au cours de ma présence sur le terrain. Ces informations sont relayées à l'arrondissement via le Centre de services 311⁷⁰, mais aussi des agents de sensibilisation. Il s'agit de deux personnes migrantes impliquées dans l'organisme, engagées par la Ville, par l'intermédiaire de Parole d'excluEs, pour sensibiliser les personnes et faire le suivi de l'utilisation des bacs auprès des autorités publiques. Ainsi, l'intervention concernant la propreté repose sur

⁶⁸ Le Rassemblement des Citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord. Il s'agit du regroupement citoyen fondé à la suite de l'assemblée de présentation des résultats de l'étude sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est (Heck *et al.*, 2015). Ce comité a pour objectif de développer des projets collectifs visant à répondre aux enjeux du quartier identifiés dans l'étude.

⁶⁹ Pour les détails de ce projet, voir le communiqué de presse de l'Arrondissement de Montréal-Nord, datant du 16 septembre 2020. Arrondissement de Montréal-Nord (2021 Septembre).

⁷⁰ Le Centre de services 311 est un centre d'appel de la Ville de Montréal permettant aux habitant·e·s d'avoir accès à l'information sur les services municipaux, de déposer une plainte ou une requête, rapporter un problème non-urgent.

l'expérience vécue des personnes du milieu de ces enjeux, sur leurs savoirs d'usage du quartier mais également sur des expériences de la gestion de déchets en dehors du quartier. Si ces enjeux sont vécus par l'ensemble des habitant·e·s, mes observations et les entrevues ont révélé que ceux-ci revêtaient une grande importance pour les personnes migrantes rencontrées. Celles-ci utilisent régulièrement la comparaison avec leur pays d'origine ou avec les autres quartiers dans lesquels elles ont vécu à Montréal ou ailleurs, pour souligner le manque de propreté du quartier. Par exemple, lors d'une discussion informelle, une femme originaire du Maghreb m'expliquait que dans son quartier, les poubelles étaient ramassées tous les jours et qu'elle ne comprend pas pourquoi l'arrondissement ne ramasse qu'une fois par semaine. Cependant, elle m'expliquait également que les déchets étaient ramassés par une entreprise privée payée par les riverains. Ce qui laisse à penser que cette femme vivait dans un quartier relativement aisé dans son pays d'origine.

5.1.1.4.3 La sécurité urbaine

Le thème de la sécurité urbaine était un sujet récurrent des conversations entre les personnes qui fréquentent le local de Parole d'excluEs à la période de la collecte de données. Celles-ci semblent avoir toutes fait l'expérience de scènes ayant suscité un sentiment d'insécurité chez elles. Au cours d'une discussion informelle avec une femme migrante impliquée à Parole d'excluEs, j'ai relevé l'imbrication entre ce thème et la perception du quartier par les personnes migrantes :

Nous discutons de la thérapie sociale⁷¹ menée par l'organisme Café Jeunesse Multiculturel. [Nada⁷²] dit que les jeunes se plaignent d'être harcelés par la police. Selon elle, ils voudraient que la police les laisse faire la vente de cannabis dans le quartier puisque que maintenant c'est légalisé. Elle raconte qu'au début de la thérapie sociale, les jeunes ne voulaient pas parler avec les femmes voilées. Lors de la première rencontre, un jeune a quitté la salle quand il les a vues. Mais maintenant, après plusieurs séances, il y a un dialogue. Les femmes craignaient les représailles elles aussi. Elle m'informe que beaucoup de personnes migrantes ont quitté les logements de la SHAPEM en raison du climat du quartier. (Extrait des notes de terrain)

Cette conversation reflète le savoir concernant les enjeux de cohabitation entre les jeunes racisés et les familles du quartier, en particulier les mères originaires du Maghreb, qui subissent de

⁷¹ Il s'agit d'un processus de dialogue, inspiré du travail de Charles Rojzman, entre les résident·e·s du quartier et des jeunes adultes racisés afin de discuter des enjeux de cohésion sociale dans le quartier (Desrochers, 2021).

⁷² Le nom est fictif.

nombreux préjugés. La personne interrogée partage également sa connaissance des aspirations des jeunes qui lui sont rapportées au cours du processus de dialogue. On voit ici comment le processus de mise en dialogue des différents groupes en présence enrichit le savoir d'usage du territoire de cette personne. Par ailleurs, cette personne souligne l'impact des problèmes de violence et des conflits de cohabitation sur le départ des personnes migrantes du quartier. Une autre personne migrante, vivant à Montréal-Nord mais pas dans le Nord-Est, rapporte son expérience d'un épisode de violence urbaine au cours de l'entrevue :

Les coups de feu, c'est vrai ! Une fois, je suis allée à une réunion de Parole d'excluEs dans une cour sur Lapierre au mois de juillet, pendant la pandémie, la première année, en 2020. En sortant, un jeune homme courait dans la rue et tirait des coups de feu. C'était la première fois de ma vie que je vivais ça et c'était à 1,7 km de chez moi, de mon quartier privilégié de Montréal-Nord. Ce que je vivais là, les citoyens le vivaient depuis toujours ! (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Cette citation permet de montrer comment l'expérience du phénomène fonde un savoir personnel de l'enjeu de sécurité urbaine dans le quartier chez cette personne. Une situation dont elle ne connaissait pas l'existence, ou seulement de manière indirecte avant de vivre cet événement. Cette expérience fonde également la motivation des personnes migrantes à agir pour améliorer le climat du quartier, comme on peut le lire dans la citation ci-dessous :

Je m'implique depuis l'an dernier et plus. C'est pour donner les opinions : comment est-ce que je trouve le quartier ? Qu'est-ce qu'on peut améliorer ? Surtout pour les enfants, les activités pour les enfants. Mais aussi parce qu'il y a beaucoup de personnes qui sont agressives, c'est dangereux à Montréal-Nord et je me suis dit : « Oh my god, je vais être perdue, j'ai peur de ce qui va arriver à mes enfants et à moi aussi. » (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Cette citation permet de souligner la mobilisation de ces témoignages au sein des activités de l'organisme, comme des savoirs d'usage traduisant les enjeux de violence urbaine (coups de feu, altercations entre voisins). Certaines expériences suscitent également un sentiment d'insécurité chez les résident·e·s du territoire, sans être directement des faits de violence, comme la consommation d'alcool ou de drogues dans l'espace public. Il en ressort que les habitant·e·s ont une connaissance des enjeux du quartier ancrée dans leur expérience personnelle. En outre, ces savoirs semblent fonder une aspiration à apaiser le quartier, en œuvrant directement sur les

problèmes de violence urbaine et les incivilités qui pèsent sur la vie quotidienne des personnes qui y vivent.

La citation ci-dessous montre aussi comment les enjeux du territoire peuvent être associés par certaines personnes à des problèmes plus larges. Au cours d'une assemblée citoyenne portant sur la sécurité urbaine organisée par Parole d'excluEs, un homme migrant a fait l'intervention suivante :

On doit se dire les vérités, et on parle toujours de la même chose. Mais il faut un contrôle absolu des armes à feu. Les jeunes qui jouent aux dés dans la rue et qui se bagarrent ce n'est pas un bon exemple pour les plus petits. Alors, oui il faut encadrer ces jeunes et leur donner un local, pour leur offrir une opportunité d'évolution positive. Mais il y a aussi une hausse du racisme et des discriminations partout, et les armes à feu aussi. Ça, ça vient de l'influence des États-Unis. (Discours rapporté à partir des notes de terrain)

Dans cet extrait, on voit un croisement entre le savoir d'usage de la personne (le témoignage des jeunes qui se bagarrent dans la rue) et ce que Nez (2011) et Yves Sintomer (2008) appellent « le bon sens commun », qui se traduit ici par un savoir concernant le lien entre la circulation des armes à feu et l'insécurité, plutôt que seulement un enjeu lié à des incivilités et des conflits de voisinage.

Concernant les enjeux de sécurité urbaine, le savoir des personnes migrantes se fonde également sur une comparaison entre leur réalité actuelle sur le territoire nord-montréalais et leur vie avant leur immigration, soit parce qu'elles ont fui des situations de violence dans leur pays d'origine, soit parce qu'au contraire elles ne s'attendaient pas à vivre ce sentiment d'insécurité en immigrant au Canada, pays vu comme plus sécuritaire et démocratique que leur pays d'origine.

Les savoirs d'usage collectés au cours de mon terrain de recherche et rapportés ici constituent des exemples des savoirs que les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs ont au sujet de leur environnement, de ses caractéristiques et des enjeux qui s'y déploient. Ils ne sont pas exclusifs aux personnes migrantes, en revanche certaines caractéristiques individuelles peuvent teinter la sensibilité d'une personne à certains enjeux. Par exemple, les connaissances des ressources disponibles pour les familles et la jeunesse touchent particulièrement les parents, la majorité des familles vivant sur le territoire étant issues de l'immigration. Par ailleurs, certains savoirs sont

fondés sur leur expérience différenciée du territoire à l'intersection de plusieurs rapports de domination et d'oppression, à titre de personnes migrantes, racisées, femmes le plus souvent. Enfin, ces savoirs sont ancrés dans une comparaison entre leur vie sur le territoire nord-montréalais et leurs expériences sur d'autres territoires, en particulier leur pays d'origine. Les enjeux identifiés et les solutions collectives proposées se nourrissent de ces expériences.

5.1.2 Les savoirs professionnels diffus

Selon Héloïse Nez (2011), les personnes engagées dans les processus participatifs font usage de savoirs tirés de leurs expériences professionnelles. Elle les nomme des « savoirs professionnels diffus » car ils sont utilisés en dehors du cadre du travail (sans rémunération et de manière volontaire) par des personnes dont les qualifications sont utiles aux objectifs des groupes et organisations dans lesquels ces personnes sont impliquées. Le but ici est de comprendre le parcours professionnel des personnes migrantes interrogées et voir comment les savoirs qu'elles en retirent sont réinvestis dans leur parcours de participation citoyenne.

Les savoirs professionnels diffus ont été en majorité identifiés dans les entrevues des personnes migrantes, car comme nous le verrons plus bas (section 5.2.2), la plupart de ces savoirs n'étaient pas directement visibles au cours de mes observations. Ils sont donc tirés d'un croisement entre les témoignages des expériences professionnelles des personnes migrantes et des tâches qu'elles accomplissent ou disent accomplir au cours de leurs implications citoyennes. À la différence des savoirs d'usage ancrés dans le territoire local, ces savoirs peuvent être acquis avant l'immigration ou dans d'autres pays dans lesquels les personnes migrantes interrogées ont vécu pendant le processus de migration. Ils englobent les savoirs acquis tant au cours des études qu'à travers les métiers exercés par ces personnes. Encore une fois, le recensement qui suit n'est pas exhaustif, il correspond aux expériences professionnelles dont m'ont fait part les personnes migrantes interrogées. Pour ces personnes, la mobilisation des savoirs tirés de ces expériences professionnelles est évidente, alors que pour d'autres, nous verrons que cela est plus diffus.

5.1.2.1 Haut niveau de diplomation et expériences professionnelles qualifiées

Sur les onze (11) personnes interrogées, huit (8) ont eu une ou plusieurs expériences professionnelles en dehors du Québec et sont diplômées d'universités hors du Québec (dans leur

pays d'origine ou ailleurs). Parmi elles, deux personnes ont également suivi une formation de niveau collégial au Québec afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail. Une (1) personne n'a ni travaillé ni étudié dans son pays d'origine ou au Québec. Enfin, deux (2) personnes ont immigré durant l'enfance, parmi elles une (1) personne n'a pas fait d'études post-secondaires mais bénéficie de plusieurs expériences professionnelles au Québec, alors que l'autre détient un diplôme universitaire et a à son actif plusieurs expériences professionnelles au Québec et à l'étranger. Il ressort de cet échantillon que la majorité des personnes interrogées sont des personnes ayant un niveau de diplomation plus élevé que la moyenne des Nord-Montréalais·es (81% de l'échantillon ayant un diplôme de niveau post-secondaire contre 58,5% pour l'ensemble de l'arrondissement).

La majorité des personnes migrantes interrogées qui ont un diplôme d'études post-secondaires ou ont occupé des emplois qualifiés semblent avoir une maîtrise de certains outils rédactionnels, des outils informatiques, de la langue française et parfois d'une ou plusieurs autres langues (anglais, arabe, espagnol, créole haïtien). La citation ci-dessous traduit cette réalité et le réinvestissement de ces savoirs dans l'implication citoyenne d'une personne originaire du Maghreb :

C'est que je ne suis pas arrivée comme une personne qui n'est pas instruite ou qui n'a pas fait ses études quand même je suis universitaire et mon français je l'ai appris [dans mon pays d'origine] et j'ai été professeure de français, j'étais professeure d'anglais aussi donc j'ai toujours été dans l'enseignement, quand même j'ai apporté un petit peu de mon savoir, de mon savoir-faire. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Selon cette personne, ses savoirs professionnels, notamment la connaissance de la langue française mais aussi son éducation universitaire, ont facilité son implication au sein de l'organisme. Dans cet extrait, elle exprime également sa perception de sa contribution dans l'organisme. Pour elle, son niveau de diplomation et ses expériences professionnelles jouent un rôle dans son implication citoyenne et ce qu'elle peut apporter à l'organisme comme savoirs et savoir-faire.

Une autre personne originaire du Maghreb témoigne des débuts de son implication au sein de Parole d'excluEs et de son partenaire l'Accorderie⁷³ en ces termes :

L'échange de service, c'était les cours d'anglais. Après avec [le chargé de mobilisation] ça a commencé par beaucoup de la réflexion et puis essayer de voir, est-ce qu'on voudrait s'impliquer déjà, puis comment on voudrait s'impliquer. Puis moi comme j'avais déjà une petite expérience là, avec mon premier travail là de recrutement pour [le régime d'épargne], ben là c'était, faire du porte-à-porte, aller voir des gens dans la rue, tu sais pour faire de la mobilisation, donc ça a commencé comme ça de fil en aiguille, et puis je faisais tout en fait. Avec [le chargé de mobilisation de Parole d'excluEs] ça a commencé. Il y avait quelques attentes. Il m'a demandé si je pourrais faire de l'écriture pour des comptes rendus puis en fait ma contribution à l'Accorderie c'était aussi en lien avec le REVE⁷⁴. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

La citation ci-dessus souligne le lien entre l'implication citoyenne au sein de l'organisme et les expériences professionnelles de cette personne. Sachant comment « recruter » des personnes et vendre un produit, elle a pu réinvestir ces savoirs dans l'activité de porte-à-porte visant à faire connaître l'organisme et ses projets auprès des habitant·e·s du quartier. Par ailleurs, professeure dans son pays d'accueil, elle a offert un service de cours d'anglais au sein du système d'échange Accorderie. Elle lie aussi son rôle de secrétariat des rencontres citoyennes avec ses savoirs professionnels, ce qui fait écho à la définition des savoirs de Nez (2011).

Cet échantillon n'est pas nécessairement représentatif de l'ensemble de la population migrante de Montréal-Nord. En revanche, la perception des membres de l'équipe et des partenaires interrogés suggère qu'il est représentatif des personnes migrantes impliquées dans le quartier. En effet, selon les propos recueillis, les personnes migrantes qui s'impliquent dans les organismes du quartier sont en majorité des personnes ayant un niveau de diplomation plus élevé ou une expérience

⁷³ L'Accorderie est un système d'échanges de services basé sur la monnaie-temps, visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale par l'entraide et l'éducation à la coopération. Fondé à Québec en 2002, la première Accorderie a suscité l'intérêt dans tout le Québec et en France. Parole d'excluEs a implanté l'Accorderie de Montréal-Nord, qui a servi de support à la mobilisation citoyenne et était un partenaire de l'élaboration de plusieurs projets structurants pour le quartier. L'organisme n'est plus en fonction depuis 2019.

⁷⁴ Le Réseau d'Entraide Vers l'Emploi était un réseau de solidarité établi entre 2011 et 2013, visant à améliorer les conditions d'entrée sur le marché du travail des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, en particulier pour les personnes migrantes vivant autour de l'îlot Pelletier. Une partie de cette initiative (qui a eu plusieurs noms) a été documentée par Juan Carlos Londono (2012).

professionnelle plus qualifiée que les personnes nées au Québec. Un membre de l'équipe décrit les personnes migrantes participant aux activités de Parole d'excluEs en ces termes :

Ce sont des personnes qui à la fois sont des supers militants qui sont très engagés dans plein de choses, puis ce sont des personnes qui ont beaucoup de compétences très fortes, très précieuses pour la communauté puis le quartier et donc ils peuvent porter des projets, ils peuvent porter plein de projets, [...] après encore une fois, ce ne sont pas toutes les personnes migrantes, tu vois. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation traduit une perception fréquemment relevée parmi les membres de l'équipe de l'organisme et les autres acteur·trice·s du milieu, selon laquelle les personnes migrantes ont une capacité d'implication et un répertoire de savoirs variés tirés de leurs parcours professionnels, comme le montre l'emploi du terme « compétences » dans cette citation.

5.1.2.2 L'imbrication entre les expériences des métiers du *care* et l'implication citoyenne

Quatre femmes ont témoigné des savoirs (ressources cognitives et savoir-faire) liés à des expériences professionnelles dans le domaine du soin à la personne et de l'éducation, en particulier auprès des jeunes enfants dans leur pays d'origine, mais aussi au Québec. Parmi elles, la citation ci-dessous montre le réinvestissement de ces savoirs dans le parcours d'implication citoyenne de la personne répondante :

Comme je suis enseignante [dans mon pays d'origine], j'ai toute mon expérience, c'est pour ça que j'ai dit : « Ah je vais donner aussi mon expérience de mon pays ici. » Et c'est pour ça que quand je me suis impliquée dans l'école de mes enfants, je sais comment ça fonctionne, j'ai vu comment je peux aider les enfants aussi. C'est pour ça que l'école m'a accueillie aussi pour faire beaucoup d'activités à l'école [...] L'école a besoin pour l'organisation de la bibliothèque, les activités qu'on peut faire à la bibliothèque. Je me suis impliquée pour aider à la bibliothèque et aussi dans la cuisine, et quand il y a des sorties aussi, accompagner les enseignants dans des sorties ou d'autres activités où il y a besoin de parents. Dès que j'ai le temps, j'y suis allée pour aider l'enseignante. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Malgré le fait qu'elle ne pouvait pas travailler à titre d'enseignante au Québec, la personne a mobilisé certains de ses savoirs professionnels dans les organismes du milieu. Elle décrit notamment le fait qu'elle sait comment organiser une activité scolaire et encadrer un groupe d'enfants lors d'une sortie scolaire, ou encore comment classer les ouvrages de la bibliothèque. En

tant qu'ancienne enseignante, elle se sent également compétente pour aider le personnel enseignant dans l'école de ses enfants. Par la suite, elle s'est aussi impliquée auprès de Parole d'excluEs et d'autres organismes dans le quartier où elle vivait avant de s'installer à Montréal-Nord, pour suggérer et organiser des activités destinées aux enfants du quartier⁷⁵.

Ce parcours ressemble également à celui de deux autres femmes migrantes pour qui les savoirs tirés de leur profession en enseignement sont des atouts dans leur implication auprès des aîné·e·s, des personnes plus vulnérables et des jeunes enfants dans le milieu communautaire :

Juste pour travailler avec les aînés c'était beaucoup aussi mon expérience d'enseignement qui m'a aidée, être avec les enfants ça demande d'être patient, d'être communicatif et donc c'était certainement valorisant pour faire un travail avec des personnes avec des problématiques mentales. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Les savoirs professionnels de ces femmes sont donc directement en lien avec les sujets sur lesquels elles s'impliquent et les tâches qu'elles accomplissent au sein de l'organisme. Au-delà des savoirs mobilisés, il semble que ces savoirs leur donnent également confiance dans leur capacité à contribuer aux actions mises en œuvre par l'organisme dans ces thématiques. Elles établissent également un lien entre ce travail de soin et d'éducation et le fait qu'elles prennent soin de la communauté en s'investissant dans des projets collectifs visant l'amélioration des conditions et du cadre de vie dans leur quartier.

5.1.2.3 Prendre la parole en public, défendre des idées et convaincre

Dans leurs engagements auprès de l'organisme, les personnes migrantes rencontrées pour cette étude sont amenées à prendre la parole en public afin d'exprimer leurs points de vue, défendre des idées, exprimer des revendications ou diffuser des messages. Une personne porte-parole d'un comité citoyen souligne sa capacité de parler en public comme un trait de personnalité qui a été renforcé dans son expérience professionnelle acquise dans son pays :

⁷⁵ Cette personne s'est impliquée dans d'autres organismes à Montréal au sein desquels elle a organisé des événements et des activités pour les familles migrantes de son quartier, mais au moment de l'entrevue la pandémie de COVID 19 ne permettait pas réaliser ce type d'activités dans le cadre de Parole d'excluEs.

La force de parler je l'ai eue quand j'étais très jeune [...] Et aussi pour travailler avec un ministre ce n'est pas facile de rencontrer du monde de partout, des directeurs d'académie, des directeurs de direction du ministère, des citoyens aussi, à l'université aussi avec les étudiants ce n'est pas quelque chose... Cette force je l'ai eue depuis mon jeune âge. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Notons que pour Nez (2011), le fait de prendre la parole en public est plutôt associé à des savoirs militants, alors que dans les propos ci-dessus, ils sont associés directement à l'expérience professionnelle de la répondante. Une autre personne témoigne aussi de ce transfert de savoirs entre son expérience professionnelle et son implication citoyenne :

Moi comme j'avais déjà une petite expérience là avec mon premier travail de recrutement pour [un régime d'épargne]. Ben là c'était faire du porte-à-porte, aller voir des gens dans la rue, tu sais, pour faire de la mobilisation donc ça a commencé comme ça de fil en aiguille et puis je faisais tout en fait. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Plusieurs des personnes migrantes rencontrées ont une expérience professionnelle dans leur pays d'origine ou au Québec qui suppose une capacité à prendre la parole en public et à convaincre des gens d'adhérer à un message ou une idée; ces expériences prennent en particulier la forme d'expériences d'enseignement, mais également du démarchage commercial ou du journalisme, par exemple. Ces savoirs semblent utiles pour ces personnes dans leur implication citoyenne, ils leur permettent spécifiquement d'occuper une place de leader au sein des groupes citoyens accompagnés par Parole d'excluEs, qui se manifeste par leur élection comme membre de C.A. ou comme porte-parole des comités citoyens. Ces rôles demandent généralement de pouvoir prendre la parole auprès des médias ou devant des acteur·trice·s institutionnel·le·s, ce que plusieurs des personnes interrogées ont été amenées à faire, comme on peut le lire dans les citations ci-dessous tirées de deux entrevues avec des personnes migrantes :

Avec le comité on a parlé avec beaucoup de journalistes, beaucoup à la télé aussi. Le problème du quartier a été connu, c'est à dire peut-être au Québec et même ailleurs à l'extérieur du Québec, parce qu'il y avait des journalistes anglophones, il y avait des chaînes aussi anglophones qui sont venus nous parler faire des interviews. (Entrevue avec une personne migrante)

Une autre personne témoigne également :

J'ai été porte-parole, je participais aux réunions avec nos partenaires, alors on avait des partenaires politiques comme le maire de la ville, ensuite il y a eu la mairesse. On faisait des rencontres avec des députés, des rencontres entre organismes communautaires comme Entreprenants⁷⁶ [...]. Entre autres il y avait Centraide⁷⁷ avec plein d'organismes. (Entrevue avec une personne migrante)

Les deux citations ci-dessus décrivent certains rôles joués par deux porte-paroles des comités citoyens accompagnés par Parole d'excluEs. Elles décrivent le réinvestissement de leur capacité à prendre la parole en public et à porter des revendications et défendre des projets devant des acteur·rice·s varié·e·s. Ces savoirs sont centraux dans l'approche de la justice épistémique déployée par Parole d'excluEs, qui consiste à « donner la parole » aux personnes concernées par la pauvreté et l'exclusion sociale, afin que celles-ci témoignent de leurs expériences mais également qu'elles proposent des solutions collectives pour répondre aux enjeux du quartier.

5.1.2.4 Des savoirs spécifiques qualifiés

Certaines des personnes répondantes ont également des compétences plus spécifiquement liées à des professions qualifiées, comme les savoirs reliés à la planification financière, la gestion de projets, des compétences en ressources humaines ou même en audiovisuel. Une femme migrante fait le portrait des savoirs dont elles disposent et qui sont un atout dans l'implication au sein des organismes :

Parce que j'ai une formation en actuariat, la planification financière, c'est une compétence que je possède [...] Je suis consciente que j'ai une expertise très intéressante parce que les gens cherchent toujours un membre qui pourrait être trésorier ou trésorière. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Une autre personne témoigne dans la variété de ses savoirs acquis dans ses études et ses expériences professionnelles :

Alors c'était consultant dans le domaine des ressources humaines parce qu'en fait j'ai exercé longtemps au niveau des services de formation service du personnel, j'ai un diplôme en management des ressources humaines, un DESS, en plus de mon MBA, et du coup j'ai travaillé pendant deux ans dans une association à caractère national qui

⁷⁶ Il s'agit d'un organisme nord-montréalais d'aide aux familles.

⁷⁷ Centraide du Grand Montréal est un bailleur de fonds qui finance et soutient la lutte contre la pauvreté dans les communautés.

s'occupait de développement rural. Donc j'ai appris énormément de choses, j'ai suivi plusieurs formations et le boulot était passionnant. [...] Alors j'interviens essentiellement dans les ressources humaines dans le management et dans les audits. Parce que j'ai aussi une formation d'auditeur. Voilà et donc je suis passé allègrement d'une mission sur le développement rural suivie par une autre mission sur l'octroi de crédit. [...] Des missions de consultant mais aussi de formateur également je suis allé dans plusieurs structures, plusieurs instituts notamment j'ai enseigné dans le cursus de DESS en management des ressources humaines. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Ce qui ressort de ces entrevues est la complexité des parcours professionnels des personnes migrantes, qui ne se reflète pas toujours dans leur situation sociale et économique à Montréal. En réalisant ces récits de vie avec ces personnes, il s'est avéré que plusieurs d'entre elles possédaient des connaissances théoriques, des ressources cognitives et des savoir-faire très divers acquis au fil de leur parcours professionnel. Pour une part, ces savoirs sont réinvestis par les personnes migrantes dans leur parcours d'implication citoyenne. Dans la première citation ci-dessus, la personne témoigne de la haute valeur ajoutée de ses savoirs en planification financière pour les organismes et elle a usé de ceux-ci dans des postes d'administratrice, par exemple. La deuxième personne citée m'a parlé longuement de son parcours professionnel, en tant que gestionnaire des ressources humaines, qu'auditrice et que formatrice, métiers qu'elle a exercés dans son pays d'origine mais aussi dans des pays étrangers. Plus tard, au Québec, cette personne a été amenée à participer à un comité de sélection pour recruter un nouvel employé pour un organisme nord-montréalais, à titre de membre du conseil d'administration. Elle a également été formatrice pour un autre organisme dans le milieu. Au même titre que les savoirs qualifiés liés aux professions de soin (5.1.2.2), ces savoirs professionnels semblent orienter l'implication citoyenne des personnes migrantes vers des tâches et des projets dans lesquelles elles se sentent légitimes et pour lesquelles elles se sentent compétentes. Ces parcours suggèrent également la particularité de l'origine sociale de ces personnes migrantes, qui semblent appartenir à des classes sociales plutôt favorisées dans leur pays d'origine, ce qui soulève le déclassement social⁷⁸ dont ces personnes font l'objet au cours de la migration, et qui les a conduites à vivre à Montréal-Nord, dans une situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

⁷⁸ Je reviendrai dans les prochains chapitres sur l'impact de ce phénomène de déclassement social sur la perception des personnes migrantes à l'égard de la mobilisation et de la valorisation de leurs savoirs dans les initiatives portées par l'organisme.

5.1.3 Les savoirs militants

Héloïse Nez utilise le terme « savoirs militants » pour désigner « l’inscription dans des réseaux d’acteurs et la maîtrise de savoirs et de savoir-faire politique » (Nez, 2011, p.393). Ces savoirs sont acquis dans des expériences participatives, au sein du milieu politique ou d’organisations non gouvernementales (OBNL, associations ou groupes citoyens informels, etc.) ou dans des dispositifs participatifs (consultations publiques, comités consultatifs citoyens municipaux, etc.). Cette section vise à établir dans quel contexte les personnes migrantes impliquées à Parole d’excluEs ont acquis de tels savoirs. Sont-ils issus de leur expérience à Montréal-Nord ou sont-ils importés d’autres expériences précédant leur participation aux activités de Parole d’excluEs, en particulier dans leur pays d’origine ?

5.1.3.1 Faible implication avant la migration

Contrairement à mon hypothèse de départ, peu des personnes migrantes rencontrées déclarent une implication associative ou politique dans leur pays d’origine. Pour certaines, cela est lié au contexte politique local qui n’était pas favorable à leur implication (tensions et répressions politiques, corruption des milieux associatifs ou communautaires). Pour d’autres, c’est un manque de temps ou le résultat d’un manque d’intérêt pour les questions sociales dans leur pays d’origine :

Quand j’ai fini mes études [...], j’ai postulé pour travailler à l’université, j’ai été prise, j’ai commencé mon travail. Après ce n’est pas que j’ai changé de travail mais je suis partie travailler avec un ministre dans son cabinet. Donc, c’est-à-dire, je n’avais pas le temps pour ça. [Dans mon pays d’origine,] on travaille de 8h00 à midi [et] de 14h00 à 18h00, tu n’as pas le temps pour aller dans une association. Et ça ne m’intéressait pas non plus parce que ma famille était juste à côté, mes amis étaient là, j’habitais à côté de la plage, je n’avais pas du temps pour chercher autre chose ailleurs. Alors c’est ça. (Extrait d’une entrevue avec une personne migrante)

Ce témoignage fait aussi écho à une des raisons qui motivent la participation citoyenne chez les personnes migrantes interrogées. En effet, pour cette personne, comme pour plusieurs autres femmes interrogées, la participation aux activités du milieu communautaire était au départ un moyen de briser l’isolement causé par l’immigration, un besoin qui n’était pas ressenti dans le pays d’origine. Celui-ci fait écho à d’autres témoignages recueillis dans les entrevues et les discussions informelles, notamment auprès des femmes venues au Québec grâce au parrainage par un membre de leur famille, et de celles ayant des jeunes enfants à charge. Cependant, ce besoin se fait

également sentir pour les personnes ayant immigré seules. Ainsi, au cours d'une entrevue, une femme d'origine caribéenne, ayant immigré au Québec seule alors que ses enfants étaient déjà adultes, inscrit son implication citoyenne dans une recherche de lien social et la volonté de recréer une communauté. Au contraire, cela n'était pas une nécessité dans son pays d'origine et elle n'en trouvait pas le temps, prises entre ses emplois et sa vie de famille. La volonté de participer à des projets ayant pour but de transformer le milieu semble s'être développée dans un deuxième temps, au contact de Parole d'excluEs, mais aussi face aux difficultés économiques et sociales vécues au cours de son installation dans le quartier.

Il semble que le décalage entre les aspirations d'amélioration de sa qualité de vie via l'immigration au Canada et la réalité des conditions économiques et sociales de Montréal-Nord motive également la participation citoyenne des personnes migrantes, comme on peut le lire dans la citation ci-dessous :

Franchement je te dis franchement [dans mon pays d'origine] ça ne marchait pas comme je voulais. Alors moi les choses tordues, c'est non ! Parce qu'ils ne t'écoutent pas si tu ne connais pas le fils de quelqu'un ou le voisin de quelqu'un et c'est comme si ta parole n'est pas là et des fois ils font des choses... Au point où je devais avoir un logement et ils l'ont attribué à quelqu'un qui était mon élève, parce que c'était le fils d'un acteur. Pour moi cette injustice-là, c'est ça que j'ai fui. Et quand je suis venu ici et que je vois de l'injustice sociale, je me dis pourtant à ma connaissance le Canada est un pays de droit de liberté, de justice. Mais en tout cas, si je compare c'est beaucoup mieux ici, au moins il y a des solutions et il y a une liberté d'expression et voilà. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

La personne citée ci-dessus témoigne ici de sa réaction face aux inégalités sociales dont elle a été témoin au Canada, qui ont motivé sa volonté de s'impliquer dans les organismes du milieu. Il semble donc que le déclassement vécu par ces personnes migrantes agit parfois comme un déclencheur pour se mettre en action. C'est le cas d'autres personnes interrogées, pour qui la participation aux activités de Parole d'excluEs est déclenchée par une situation jugée révoltante, liée généralement aux difficultés d'intégration sur le marché de l'emploi, au racisme et aux discriminations vécues au Canada, ou à l'expérience de la pauvreté. J'ai discuté avec une autre personne, un homme originaire d'un pays d'Afrique de l'Est, qui a quitté son pays à la suite de troubles politiques et qui témoigne de ne pas pouvoir exprimer d'opinions politiques en public dans ce contexte. Pour lui, les difficultés d'accès à l'emploi des immigrants, du fait notamment de la

non-reconnaissance des diplômes et du racisme, sont un moteur de son implication citoyenne au Québec. La citation ci-dessus met en lumière la perception des personnes migrantes selon laquelle la participation citoyenne est facilitée par le caractère démocratique de la société canadienne, où l'expression et l'engagement des citoyens sont considérés comme ayant une influence plus significative sur les décisions publiques.

Les savoirs militants seraient donc principalement acquis par les personnes migrantes après l'immigration, au cours de l'implication dans les organismes de la société d'accueil. Néanmoins, pour certaines des personnes migrantes, l'implication citoyenne est aussi une expérience plus informelle ou liée à des réseaux d'entraide familiaux :

Je tiens ça de mes parents, notre maison, je te dirais que nous on est une famille de 12 enfants donc déjà j'ai grandi, je suis la 9^e, alors j'ai trouvé ma maison pleine quand je suis née. Et puis chez nous on n'a pas seulement que les frères et sœurs et papa et maman. On avait toutes sortes d'individus, des gens qui habitent loin dans d'autres régions qui venaient se soigner parce qu'il y a un meilleur hôpital à la capitale. Il venait chez nous, on les recevait, on les hébergeait alors on n'a jamais dîné seul, on n'a jamais déjeuné seul, on n'a jamais pris une collation seule, on fait profiter tout le monde. Si on fait une sortie il y a toujours une voisine, un malade qui vient avec nous et un jour je dis à mon père : « On n'a jamais mangé seul. » Il m'a dit : « Non ma fille, c'est ça, ça leur appartient, ils sont venus juste le chercher chez nous, c'est leur pain. » Je dis ok si c'est comme ça (RIRE), donc j'ai grandi dans une famille qui aime aider. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Une autre personne témoigne de son implication au sein de réseaux religieux de solidarité :

Je m'impliquais plus dans l'église pour aider les personnes, mais pas dans les autres organismes. Mais, moi, dans ma nature, je suis plus ouverte et je m'implique, j'aime aider les personnes parce que moi je suis enseignante. Et c'est pour ça que je donne à toutes les personnes qui ont besoin de quelque chose je vais les aider [dans mon pays d'origine]. Tout le temps je faisais ça. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Pour ces deux personnes, leur implication citoyenne est ancrée dans une pratique informelle de soutien familial et communautaire dans leur pays d'origine qui a forgé leur habitude d'aider l'autre. Ces deux personnes font le lien entre ces expériences d'entraide informelles et leur implication citoyenne au Québec. Néanmoins, cela s'éloigne de la définition des savoirs militants développés par Héloïse Nez (2011). Il s'agit ici de savoirs acquis dans un contexte informel qui semble relié

davantage à la culture personnelle des personnes migrantes plutôt qu'à des expériences de participation citoyenne.

La participation citoyenne au sein de Parole d'excluEs s'inscrit dans un objectif de développement du pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Il semble que la participation aux processus de co-construction des savoirs et de l'action collective permettent de renforcer le pouvoir d'agir des personnes migrantes, puisque d'une part elle permet l'acquisition de savoirs militants et d'autres part elle permet un réinvestissement des savoirs d'entraide et de solidarité acquis dans la sphère informelle⁷⁹.

5.1.3.2 Deux cas à part parmi les personnes interrogées

Deux personnes font figure d'exception au regard de l'échantillon : un homme originaire d'Afrique sub-saharienne dont l'implication s'inscrit dans son parcours migratoire dans d'autres pays, avant son arrivée au Québec, et un homme originaire d'Afrique du Nord, dont l'implication dans son pays d'origine est multiple et très ancrée dans son parcours professionnel. Ces deux personnes ont à leur actif de multiples expériences dans des organisations à but non lucratif :

Vu que nous on avait une certaine expérience [du pays d'immigration], on a décidé : pourquoi ne pas transférer notre connaissance du pays aux nouveaux arrivants ? Donc on a décidé d'essayer de rassembler le plus de personnes que nous connaissions dans la communauté [du pays d'origine] et de commencer une association apolitique à but non lucratif pour aider les nouveaux arrivants à pouvoir s'assimiler au pays, de savoir comment les choses fonctionnent au niveau de l'immigration, de comment trouver du travail, de comment trouver une garderie ou des gens pour s'occuper de tes enfants par exemple que tu vas au travail. En fait tout le fonctionnement dans cette nouvelle communauté dans laquelle on s'est retrouvés. Alors on était quatre, dès le départ ils ont voulu que je sois président de cette communauté, mais j'ai refusé. Mais finalement ils m'ont convaincu d'être le vice-président et on a placé une autre personne comme présidente. Ça fonctionnait bien, sauf que les gens avaient toujours cette difficulté à contribuer financièrement, parce que les membres étaient supposés donner un petit quelque chose pour qu'on puisse élargir la caisse afin de pouvoir faire des activités ou pour pouvoir aider les gens qui étaient dans le besoin, des trucs comme ça. Alors je cherchais toutes sortes de stratagèmes pour justement faire des levées de fonds pour combler en fait tout ça. Donc, on a fait toutes sortes de choses : des dîners, même des défilés de mode, enfin toutes sortes de choses qui pourraient aider. Parce que je savais

⁷⁹ Je reviendrai sur la perception des effets de la mobilisation de leurs savoirs par des personnes migrantes dans le chapitre 7.

que ma communauté aime la fête, alors là ils étaient prêts à venir et à payer pour venir faire la fête quoi. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Dans cette citation, nous voyons une palette très variée de savoirs acquis par l'expérience de participation citoyenne hors du Québec mais dans un pays qui n'est pas le pays d'origine de la personne interrogée. Comme décrit dans la section précédente (5.1.2.3), les difficultés de l'immigration déclenchent un intérêt pour une première expérience d'implication citoyenne basée sur le souhait d'aider d'autres personnes en situation de précarité. Pour cette personne, il s'agit de transférer des savoirs tirés de son expérience de l'immigration à travers la fondation d'un organisme offrant des services d'intégration aux nouveaux arrivants africains. Dans cet extrait de parcours de vie, nous pouvons voir une maîtrise de plusieurs rouages du fonctionnement des organisations à but non lucratif, notamment la recherche de financement via l'organisation de levées de fonds.

Dans le deuxième cas, les expériences d'implication citoyenne dans son pays d'origine sont également liées à son parcours et ses intérêts professionnels :

[Dans mon pays d'origine] j'étais dans trois associations⁸⁰ en gros. J'étais secrétaire général pendant une bonne douzaine d'années. [...] J'étais aussi membre fondateur de l'association de développement des promotions des entreprises à [Ville dans le pays d'origine], c'est uniquement des chefs d'entreprise. J'étais secrétaire général également. Secrétaire général c'est un peu la cheville ouvrière, c'est le gars qui fait un peu tout voilà. Et j'étais également membre fondateur et vice-président d'une association qui s'occupait uniquement des femmes. La présidente c'était une femme et moi j'étais vice-président. Le but de cette association c'était d'aider des femmes à trouver des emplois ou des occupations rémunérées et cetera. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Il y a ici un chevauchement entre les expériences militantes et les expériences professionnelles dans la formation des savoirs qui sont réinvestis dans l'implication auprès de Parole d'excluEs. L'intérêt de cette personne pour les enjeux sociaux et l'accès des femmes au marché du travail, ce qui n'est pas sans lien avec ses intérêts professionnels. De ces deux citations, on peut déduire un certain nombre de savoirs militants acquis au cours de ces expériences, comme la capacité de mobiliser des réseaux d'acteur·trice·s pour mener à bien les projets menés par ces organisations,

⁸⁰ Le terme « association » désigne ici des organisations à but lucratif.

celle de réaliser des levées de fonds et des demandes de financement, la prise de notes et la rédaction de procès-verbaux pour un conseil d'administration, la représentation politique d'une organisation.

5.1.3.3 Une implication citoyenne riche au Québec

Pour l'ensemble des personnes migrantes interrogées, leur implication citoyenne au Québec est très riche, contrairement à la description qu'elles font de leur implication citoyenne dans leur pays d'origine. Au cours des observations et des entrevues avec ces personnes migrantes, j'ai pu relever un certain nombre de ces savoirs militants issus de ces expériences.

Ces personnes ont une très bonne connaissance des organismes et acteur·trice·s politiques du milieu et d'une capacité à les mobiliser dans leurs projets citoyens :

Un samedi matin de la fin août 2021, je me rends au parc Henri-Bourassa pour une visite du nouveau chalet. Cette visite est organisée par [Nada, une femme migrante impliquée à Parole d'excluEs] et est guidé par un conseiller de l'arrondissement de Montréal-Nord. Les femmes invitées sont toutes des femmes migrantes d'Afrique du Nord, elles arrivent une par une avant la visite. Nada fait quelques appels téléphoniques aux retardataires. Au cours de la visite du chalet, les femmes demandent à la personne responsable de l'installation quelles activités sont organisées et font des propositions d'activités : atelier de secourisme pour les enfants, cours de langue (arabe, anglais), utilisation de la salle et de la cuisine pour des événements festifs. La réponse de la personne responsable est la suivante : les activités privées ne peuvent pas se faire dans le chalet, mais on peut intégrer des événements festifs s'ils sont ouverts à tous, il faut faire partie du comité de programmation pour proposer des activités. La visite se poursuit à la piscine nouvellement rénovée. La principale revendication est d'avoir des plages horaires en non-mixité pour les femmes du quartier, comme cela existe dans d'autres quartiers de la Ville. Le conseiller de Ville promet de faire son possible, mais cela dépend de la disponibilité d'autres installations sur le territoire, car une autre piscine doit être rénovée. (Extrait des notes de terrain)

Le récit de cet événement permet de souligner un certain nombre de savoir-faire politiques, en particulier ici la capacité à mobiliser un groupe de personnes partageant les mêmes revendications, de collecter et formuler ces revendications en amont d'une éventuelle future rencontre informelle (ce groupe de femmes a l'habitude de se réunir régulièrement), dans le but de les exposer à une personne jugée apte à les recevoir et à y répondre. Cela dénote une connaissance du milieu politique et institutionnel local et la capacité à naviguer à travers ces réseaux d'acteur·trice·s. Par la suite,

Nada a mobilisé d'autres ressources locales pour avoir accès à un autre chalet de parc pour permettre à ces femmes de la même communauté de se réunir régulièrement, pour des moments conviviaux et informels. Ayant assisté à plusieurs de ces rencontres au cours des années 2021 et 2022 j'ai pu constater que d'autres acteur·trice·s du milieu (élu·e·s, direction d'organisme) se joignent parfois à elles et qu'elles utilisent ces rencontres pour exposer leurs revendications.

Plusieurs des personnes migrantes interrogées ont occupé des postes de représentants ou de porte-paroles de comités citoyens, et témoignent de leurs capacités à transmettre les revendications citoyennes auprès des autorités locales, ce qui rejoint d'ailleurs certains savoirs professionnels exposés plus haut. Deux témoignages collectés au cours de discussions informelles illustrent cela :

Oui j'ai été porte-parole [d'un comité citoyen], je participais aux réunions avec nos partenaires, alors on avait des partenaires politiques comme le maire de la ville ensuite il y a eu la mairesse. On parlait avec des députés, on faisait des rencontres avec des députés, des rencontres entre organismes communautaires [...]. Entre autres il y avait Centraide avec plein d'organismes et puis voilà. (Extrait des notes de terrain)

Je m'impliquais loin de Montréal-Nord. J'étais sur le conseil d'administration [d'un organisme] pendant quelques années. J'ai été impliquée au Conseil de parents de l'école de mes enfants quand ils étaient au secondaire, mais dès que mes enfants ont fini l'école secondaire, je cherchais une autre place. [...] [La] planification financière, c'est une compétence que je possède. (Extrait des notes de terrain)

Ces implications citoyennes ont permis à ces personnes migrantes d'acquérir les savoirs relatifs au fonctionnement d'un organisme à but non lucratif au Québec par leur participation aux assemblées générales annuelles, leur élection à des postes dans des conseils d'administration ou leur rôle de porte-paroles de comités citoyens. Ces personnes sont en capacité de mobiliser des réseaux d'acteur·trice·s pour mener à bien les projets et revendications qui leur tiennent à cœur. Pour la plupart d'entre elles, ces expériences et l'exercice de ces rôles au sein du milieu communautaire nord-montréalais leur confèrent un statut social et politique reconnu par les acteur·trice·s du milieu. Lors de ma présence sur le terrain et au cours des entrevues avec les membres de l'équipe, plusieurs des personnes répondantes étaient citées en exemple et désignées comme personnes référentes à rencontrer pour comprendre les dynamiques et enjeux du quartier. Ces savoirs militants sont également des savoir-faire plus opérationnels, comme le fait de prendre des notes, rédiger des procès-verbaux ou animer des rencontres, qui encore une fois se chevauchent avec les savoirs

professionnels en tant que savoirs nécessaires dans la plupart des parcours professionnels dont m'ont fait part les personnes migrantes rencontrées en entrevues.

5.1.4 Les savoirs de la migration

Les récits des personnes migrantes, ainsi que les observations faites dans les activités participatives organisées par Parole d'excluEs, m'ont conduite à identifier une quatrième catégorie des savoirs citoyens, spécifiques aux personnes migrantes. Ces savoirs, comme les savoirs d'usage, ne sont pas des savoirs formalisés, mais sont plutôt tirés d'une expérience individuelle de la migration.

5.1.4.1 Relever le défi de la migration

J'ai déjà évoqué le fait que la migration peut être un élément déclencheur de l'implication citoyenne et de la formation de certains savoirs d'usage. Face aux difficultés vécues au cours de la migration, les personnes migrantes se tournent vers les organismes communautaires pour répondre à leurs besoins. Elles cherchent également à soutenir d'autres personnes migrantes arrivées après elles. Dans ce cas, elles s'appuient sur les savoirs acquis au cours de leur trajectoire de migration et les partagent à d'autres pour les aider à relever les défis auxquels elles feront face. Les deux citations ci-dessous permettent de déceler quelques-uns de ces savoirs :

Là tu laisses toute ta famille, tes parents, tes frères, tes sœurs, tes amis, tes collègues de travail, tes voisins, moi je trouve que tu tires tes racines même si le lien est là mais comme le Canada, le Québec c'est très loin, ce n'est pas donné de rentrer [dans notre pays] voir la famille. On va rentrer une fois par deux années, par trois années, quand tu as pu économiser de l'argent sinon ça ne marche pas. Et en plus, donc tu arrives, tu dois t'adapter à une nouvelle culture, tu dois t'adapter à un nouveau monde culturel, tout est différent. Tu dois supporter le froid ; je trouve que c'est dur. Tu dois commencer à chercher d'autres amis, d'autres personnes. Tu dois chercher d'autres ressources pour pouvoir t'intégrer parce que ce n'est pas facile d'arriver quelque part où tu ne connais personne, où tu ne sais pas c'est quoi les coutumes, la culture. Il faut vraiment se chercher les ressources nécessaires, les ressources matérielles. Tu dois chercher où tu vas habiter, l'entourage. Ce n'est pas facile au début. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Ce témoignage montre la diversité des savoirs qu'une personne migrante doit acquérir pour s'installer au Québec. La migration occasionne un processus d'apprentissage important. Cela peut paraître anecdotique, mais la question du climat du Québec revient très souvent dans les discours des personnes migrantes rencontrées qui viennent toutes d'un pays au climat chaud ou tropical. Se

familiariser avec le climat du Québec leur demande de savoir comment se vêtir, ce qui est perçu par toutes comme un enjeu de survie. Les us et coutumes sont aussi des nouveaux savoirs à acquérir pour les nouveaux arrivants. Finalement, les personnes migrantes doivent également apprendre à connaître les ressources (lieux, organisations) pouvant répondre à leurs besoins :

Et dès que je vois un nouvel immigrant, même dans l'autobus, je vais l'aborder. Je lui explique les choses, qu'ils s'attendent à quelque chose. Et puis ils sont déçus, il y en a beaucoup qui repartent et qui gâchent leur chance de vivre mieux. Parce que moi je connais les deux façons de vivre. Les deux pays. Quand on vient, quand ils migrent, on s'attend vraiment à l'Eldorado. Non, il faut que tu travailles, que tu te reprennes tes études. Mais là, j'ai accompagné beaucoup des migrants là-dessus. Pour leur expliquer d'une façon très simple et pour qu'ils n'aient pas peur de ce qu'ils allaient affronter, de ce qui les attend. Mais je dis : « Si tu ne trouves pas un service de garde ce n'est pas grave, tu peux trouver les haltes-garderies au moins tu as une demi-journée, deux heures, tu vas faire une formation. » « Ah non, moi je ne veux pas retourner aux études, moi je suis âgée, c'est fini. » Mais je dis : « Mais écoute, quand je suis arrivée, moi j'avais 40 ans, je me suis inscrite à l'université. » (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Les personnes migrantes arrivent avec une connaissance partielle de leur nouveau pays, laquelle peut contenir une certaine dose de fantasme, comme le souligne l'emploi du terme « Eldorado » dans la citation ci-dessus. L'installation dans ce nouveau territoire demande donc l'acquisition de savoirs que certaines personnes cherchent même à transmettre à d'autres personnes de migration plus récente. Des deux citations ci-dessus on peut déduire les savoirs suivants :

- La capacité de créer un nouveau réseau de soutien;
- La capacité de s'adapter à un nouvel environnement (habillement, us et coutumes locaux);
- La connaissance des ressources disponibles pour satisfaire ses besoins de base (accès à l'emploi, garde des enfants, accès au logement, à l'alimentation, etc.).

5.1.4.2 L'enjeu du déclassement social

Les personnes migrantes interrogées ont aussi eu à relever des défis en lien avec leur migration au Québec : l'expérience du déclassement social (lié aux difficultés d'accès à l'emploi et à la non-reconnaissance des diplômes) et les expériences du racisme et des discriminations :

J'étais obligé de carrément de gommer mon diplôme, de ne pas du tout en parler, parce que ça gênait les gens. Je me rappelle j'étais en formation dans un organisme d'aide à l'emploi et lorsque je leur ai dit que j'avais un MBA, ils m'ont demandé de l'exhiber, et ils passaient d'un bureau à l'autre, c'était pour eux quelque chose d'incongru le fait que je vienne suivre une formation en tant que demandeur d'emploi avec un diplôme de maîtrise. Donc ça créait plus des incompréhensions chez les gens qu'autre chose. En tout cas, après j'en parlais plus, je disais plus que j'avais une maîtrise. Je n'en parlais pas, c'est tout. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Ces expériences fondent donc un savoir d'usage particulier à leur situation, c'est-à-dire une connaissance de leur environnement propre à leur statut d'immigrant·e·s. La citation ci-dessus montre comment la personne interrogée a su s'adapter à cette nouvelle réalité, au sein de laquelle son diplôme, qui lui aurait donné accès à des postes hautement qualifiés dans son pays, est dévalué au Québec et pose même des difficultés pour son recrutement. Le fait que ce diplôme a été obtenu dans une institution partenaire d'une université québécoise et que les professeur·e·s venaient du Québec rend cette situation d'autant plus difficile à comprendre et renforce le sentiment d'injustice de cette personne⁸¹.

Ainsi, les apprentissages faits par les personnes migrantes au cours de leur immigration au Québec s'inscrivent également dans cette expérience de déclassement social. Si le déclassement social n'est pas un vécu commun à toutes les personnes migrantes au Québec, il en est un dans l'échantillon des personnes rencontrées au cours de cette étude. Ce déclassement social conduit les personnes migrantes à faire un certain nombre d'expériences qui forgent les savoirs qu'elles mobilisent dans leur participation aux activités de Parole d'excluEs :

J'ai une situation très paradoxale [dans mon pays d'origine] je suis presque riche entre guillemets. C'est à dire à l'aise financièrement, je me permets des voyages à l'intérieur du pays, je me permets des voyages à l'étranger, je vais plusieurs fois par semaine au restaurant, et là [au Québec] je redeviens pauvre entre guillemets aussi. Je ne crève pas la dalle mais je fais très attention à mes dépenses, j'ai un budget très serré, je n'achète rien du tout, je me permets aucun écart, aucune gâterie ici rien du tout. [...] Tu imagines un peu l'austérité dans laquelle je vis. Oui je m'arrangeais bien je vis avec l'espoir de

⁸¹ J'aborde plus spécifiquement l'enjeu de la reconnaissance des savoirs des personnes sur le plan professionnel dans le chapitre 7. Le thème de l'employabilité est récurrent dans les données collectées et traduit une forme de hiérarchie entre les savoirs liés au statut social des personnes migrantes.

retourner [dans mon pays d'origine] 6 mois et d'être à l'aise de profiter de choses que je ne peux pas avoir ici à Montréal. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

La personne citée ci-dessus témoigne de son expérience de la pauvreté faite au Québec, alors que sa situation dans son pays d'origine est beaucoup plus privilégiée. Cette expérience qui est partagée par d'autres personnes citées ci-dessous :

Quand c'est moi qui suis allée aux études, [mon mari] travaillait à temps partiel. On a vécu l'instabilité [au Québec] alors que ça faisait longtemps qu'on était stables [dans notre pays d'origine] je t'avais dit les raisons pour lesquelles je suis venue, c'était plus donc politico-économique si tu veux. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Une deuxième personne témoigne également de ce phénomène de déclassement social :

Et tu vois, j'avais grandi dans une communauté où on était tous des enfants privilégiés et on ne concevait pas de faire des petits boulots, on ne connaissait pas ça, ce n'est pas comme ici où quand tu as 15 ans 16 ans, tu vas chercher un boulot à McDo ou des trucs comme ça. De ce temps là pour nous ça n'existait pas. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Comme on peut le lire dans ces trois citations tirées de trois parcours de vie, l'enjeu de déclassement social et des ajustements de leur mode de vie est un élément marquant pour les personnes migrantes lorsqu'elles font le récit de leur parcours migratoire. Les personnes migrantes doivent acquérir de nouveaux savoirs afin de subvenir à leurs besoins. C'est aussi la connaissance personnelle d'un enjeu qu'elles ne semblaient pas expérimenter dans leur pays d'origine : celui de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le croisement entre ces expériences et leurs savoirs importés de leur pays d'origine est central dans leur implication au sein de Parole d'excluEs. Ce que cet enjeu de déclassement suggère, c'est aussi, une perte de capital social lors de l'arrivée des personnes migrantes au Québec. Subitement, les réseaux d'acteur·trice·s favorisant leur épanouissement professionnel, social et économique sont inexistantes et inopérants au Québec. Notons d'ailleurs que même une expérience à l'international semble peu profitable pour les personnes migrantes lorsqu'elles s'installent au Québec, comme le suggère le cas de deux hommes immigrants, ayant des expériences professionnelles au sein d'autres pays occidentaux qui n'ont pourtant pas permis d'atteindre un niveau social et économique équivalent au Québec. Cela est en

partie lié au contexte institutionnel québécois caractérisé par le protectionnisme des corporations professionnelles, comme le suggère la citation ci-dessous:

J'ai cherché beaucoup et d'abord j'ai été extrêmement déçu par l'Ordre des [conseillers] en ressources humaines. Je connaissais le président parce que je l'ai accueilli [dans mon pays d'origine]. Il est venu assister à un séminaire international sur les ressources humaines organisé par l'association dont j'étais le secrétaire général [...] J'ai demandé à le voir il ne m'a pas reçu. Après j'ai déposé un dossier pour pouvoir être admissible pour passer l'examen pour rentrer dans l'ordre, j'ai acheté des bouquins qu'il fallait acheter, 3 ou 4 bouquins pour potasser un peu le contenu pour l'examen. J'ai été surpris par quelque chose, c'est que dès que je suis arrivé on m'a demandé de payer 170\$, une inscription. J'ai payé et puis quelques mois après on m'a contacté pour me demander de venir payer pour l'année suivante ce qui est normal, sauf que j'ai été surpris, c'est 600\$ d'inscription. J'ai dit, mais j'ai déjà payé 170\$, ils m'ont dit « oui mais vous avez payé parce que c'était au prorata du nombre de mois qui reste dans l'année donc maintenant c'est 600\$ », mais moi je n'avais pas de revenus à l'époque donc j'ai dû abandonner l'idée d'intégrer l'Ordre des [conseillers] en ressources humaines. Je n'avais pas d'argent moi, 600\$ c'était une fortune pour moi à l'époque, j'avais épuisé toutes mes réserves. Toutes les économies qu'on avait amenées, on les avait épuisées en 3-4 mois. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

La situation décrite ci-dessus montre à la fois la difficulté à mobiliser les réseaux d'acteur·trice·s pour les personnes migrantes, mais aussi la difficulté de naviguer à l'intérieur du cadre institutionnel québécois. À cela s'ajoute l'enjeu de la non-reconnaissance des diplômes étrangers, qui explique également le déclassement social vécu par les personnes migrantes venant des Suds. Au-delà de la mise en lumière des enjeux vécus par les personnes migrantes, cet exemple montre la perte de valeur de certains savoirs, en particulier les savoirs professionnels acquis dans leur pays d'origine. Cette perte de valeur explique d'une part la situation de pauvreté dans laquelle se trouvent les personnes migrantes, mais elle occasionne également l'acquisition d'une expérience personnelle de la pauvreté et de l'exclusion sociale qui motive leur participation à des projets de transformation sociale, comme ceux portés par Parole d'excluEs. Bien que le déclassement social puisse être vécu par des personnes non migrantes en situation de pauvreté à la suite d'une perte d'emploi, d'une maladie ou autre, le déclassement social des personnes migrantes est tout d'abord un phénomène qui ne semble pas « attendu » de leur part. Par ailleurs, ces personnes vivent une perte de la valeur de leur savoir qui n'est pas due à la nature de ces savoirs mais bien aux préjugés et aux discriminations systémiques concernant le contexte culturel et géographique dont elles sont issues. Cette situation demande aux personnes migrantes d'acquérir d'autres savoirs pour

comprendre le milieu professionnel québécois et s’y insérer, allant jusqu’à recommencer un parcours d’études pour se réorienter vers une nouvelle profession, la plupart du temps moins qualifiée que celle occupée dans leur pays d’origine.

5.1.5 Les savoirs traditionnels

Dans les récits des personnes migrantes et au cours des observations sur le terrain, plusieurs savoirs mobilisés au cours de leur implication citoyenne sont apparus comme étant ancrés dans leur culture d’origine. Cette catégorie de savoirs n’apparaît pas dans la définition des savoirs citoyens proposée par Nez (2011). Elle se rapporte plutôt à des savoirs issus de l’héritage culturel des personnes migrantes, transmis de générations en générations au travers de pratiques, de savoir-faire et de savoir-être (Adell, 2011). Ce qui m’intéresse ici est de voir lesquels de ces savoirs sont réemployés par les personnes migrantes dans le contexte de la participation citoyenne.

Il s’agit par exemple de la confection de repas traditionnels des pays d’origine des personnes migrantes pour des événements ou des activités participatives, et qui témoignent des savoirs culinaires de ces personnes :

Par exemple, ça va commencer les ateliers de dîners du monde, pour faire la cuisine du monde, de différents pays [...] la semaine passée, j’ai fait la cuisine seule et le mois passé j’ai aidé une autre dame qui faisait la cuisine [de son pays d’origine]. (Extrait d’entrevue avec une personne migrante)

En effet, au cours de mon étude et jusqu’à présent, Parole d’excluEs invite les habitant·e·s du quartier à se rassembler autour de repas cuisinés par une personne bénévolement, le plus souvent originaire d’un autre pays que le Québec. Ces repas sont une manière de célébrer les différentes cultures présentes sur le territoire nord-montréalais, et de créer des moments de partages conviviaux entre les personnes impliquées au sein de l’organisme. Cette pratique est d’ailleurs courante dans les organismes du quartier qui cherchent également à favoriser la cohésion sociale en sensibilisant les résident·e·s du quartier aux différentes cultures, dans l’espoir de lutter contre les préjugés racistes et les discriminations, dans un contexte marqué par des tensions interculturelles assez importantes. Ainsi les personnes migrantes sont amenées à faire la démonstration de savoirs artisanaux, des us et coutumes des pays d’origine des communautés de Montréal-Nord, au cours d’événements locaux, comme en témoignent deux personnes ci-dessous :

Il y avait plusieurs pays qui étaient là par exemple Haïti, Québec, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Sénégal, l'Inde, l'Italie. Il y avait plusieurs pays qui représentaient leur culture, les artisanats, les vêtements. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Une autre femme témoigne :

À la Maison Culturelle et Communautaire, j'ai fait du bénévolat pour le cours d'arabe pendant deux années. On fait des activités comme la fête des voisins, la fête du Maghreb. On a préparé du couscous, on fait les gâteaux [de mon pays d'origine]. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Les deux citations ci-dessus font référence à un événement organisé par un autre organisme du quartier, qui semble significatif pour les personnes rencontrées, en particulier les femmes maghrébines très investies dans ce type d'activités. Les personnes migrantes partagent donc leur culture au travers de la tenue d'événements festifs et rassembleurs importants pour les personnes issues du même pays ou de la même région qu'elles. Cela se manifeste au travers de la démonstration de savoir-faire artisanaux, par exemple. Au cours de mes observations dans le cadre du Plan d'aménagement du Nord-Est, une femme maghrébine avait été mobilisée au cours d'une journée de consultation publique dans la rue pour offrir un atelier de tatouage au henné. Cet atelier avait attiré de nombreuses femmes et des enfants, permettant aux personnes en charge de la consultation citoyenne de faire remplir des questionnaires à des résidentes du quartier qui ne se déplacent pas toujours dans les consultations citoyennes plus formelles, sous forme de réunions ou d'assemblées de quartier.

Ces savoirs traditionnels incluent également les traditions religieuses. Au-delà des croyances, il s'agit des savoirs et de savoir-faire relationnels, qui permettent aux personnes migrantes de tisser des liens avec d'autres personnes ayant la même appartenance culturelle ou la même origine géographique :

Il y avait beaucoup de monde, c'est normal la religion aussi ici joue un rôle parce qu'on ne peut pas savoir qu'il y a une personne qui vit un drame, qui a besoin d'aide et on ne va pas la voir. Même si on ne connaît pas la famille. Tout le monde était là dès que quelqu'un sait qu'il y a un mort musulman tout le monde était là. [...] J'ai essayé de parler avec sa sœur, son frère, j'ai expliqué, ce sont les croyances, on ne sait pas quand on va naître et où on va naître et comment on va naître, c'est la même chose pour la

mort. On ne sait pas quand est-ce qu'on va mourir ni comment ni ou aussi. Ça s'appelle *el qadar*⁸².

Dans cette citation, la personne interrogée traduit une certaine manière de prendre soin des personnes endeuillées au sein de la communauté musulmane maghrébine. Il s'agit de savoirs traditionnels liés au *care* ainsi qu'à la culture religieuse à laquelle cette personne souscrit. Ces savoirs ont été fondateurs pour rassembler la communauté maghrébine à la suite de la mort d'un jeune homme dans une altercation, en octobre 2019. Ces savoirs sont mobilisés et partagés dans un contexte très informel, mais ils permettent de créer des liens entre les personnes impliquées à Parole d'ExcluEs et leur communauté, dont elles se font les porte-paroles, comme nous le verrons plus loin (5.2.1).

Enfin, l'enjeu de la langue est très présent sur le territoire nord-montréalais. En effet, l'ensemble des activités menées par Parole d'excluEs se font en français. Néanmoins, j'ai noté que plusieurs personnes participant aux activités organisées par l'organisme n'ont pas une très bonne maîtrise de cette langue. Ainsi, les personnes migrantes impliquées jouent fréquemment le rôle de traductrices pour permettre la participation de ces personnes. Les personnes migrantes impliquées dans les projets de Parole d'excluEs savent donc parler plusieurs langues et sont en capacité d'effectuer un travail de traduction (au moins à l'oral) pour faciliter la participation citoyenne des personnes migrantes ne maîtrisant pas le français.

5.2 La mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans les projets de Parole d'excluEs

Le rôle de ces savoirs dans l'implication citoyenne des personnes migrantes et dans l'action collective menée par Parole d'excluEs se dégage des récits de leur parcours de vie, ainsi que des entrevues semi-dirigées avec les membres de l'équipe et des observations faites sur le terrain.

5.2.1 Partager des savoirs d'usage individuels et collectifs

Les sujets abordés dans les rencontres et les témoignages recueillis dans les entrevues font état des savoirs tirés des expériences de vie des personnes migrantes concernant les enjeux de pauvreté dans le quartier. Il s'agit de rencontres, le plus souvent thématiques, au cours desquelles les

⁸² En arabe et dans la tradition musulmane, le terme *El Qadar* désigne la destinée, dans le sens de la volonté divine.

participant·e·s sont sollicité·e·s pour faire part de leur vécu ou de leur connaissance d'un enjeu lié à la pauvreté et l'exclusion sociale.

Les savoirs d'usage des personnes migrantes apportent une diversité de points de vue à l'égard des enjeux du territoire nord-montréalais. Ce savoir d'usage est celui qui est le plus sollicité par l'organisme au cours d'activités de réflexion collective sur les problèmes du territoire ou de recherches-actions menées auprès des résident·e·s du quartier sur des enjeux particuliers :

J'assiste à une rencontre, au local de Parole d'excluEs sur la rue Lapierre, portant sur les enjeux en alimentation à Montréal-Nord, dans le cadre de l'université populaire Quart-Monde. Le chargé de mobilisation propose à une femme maghrébine de faire un mot de bienvenue et d'expliquer aux personnes d'ATD ¼ Monde ce qu'est RACINE. La citoyenne se présente comme porte-parole de RACINE. Elle explique que lors de leurs rencontres les membres de ce comité parlent des sujets qui les intéressent : la santé, la sécurité, la propreté, l'alimentation, le verdissement, l'Espace Lapierre. Elle parle aussi du projet de distribution alimentaire mis en œuvre durant la COVID et auquel elle et d'autres femmes de sa communauté ont participé. (Extrait des notes de terrain)

Cette description d'une intervention d'une femme migrante au cours d'une rencontre de réflexion constitue un exemple du rôle joué par les savoirs d'usage des résident·e·s du territoire. Pour les membres de l'équipe, la mobilisation de ces savoirs est le socle de leur travail de compréhension des enjeux locaux, susceptible d'impulser des actions collectives en rapport avec les besoins et les aspirations des résident·e·s :

Notre préoccupation, ma préoccupation comme chercheur, en faisant des recherches avec les citoyens, c'était d'être représentatif du territoire. Donc, évidemment, dans ces quartiers où la population issue de l'immigration est forte, c'est essentiel de les intégrer, d'intégrer leurs savoirs, donc ils étaient là au même titre que les personnes nées au Québec ou dont la famille est née au Québec. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

En ce qui concerne la mobilisation des savoirs d'usage des personnes migrantes, leur apport tient à la diversité des vécus et à la volonté de l'organisme de refléter le plus fidèlement possible les réalités vécues par les différents segments de la population :

Dans un quartier où il y a beaucoup d'immigrants, si on ne réussit pas à susciter leur intérêt de participation, je pense qu'il manque un gros, gros, gros morceau. Donc, au

niveau juste de la capacité de transformation, c'est complètement nécessaire. C'est nécessaire parce qu'ils sont une partie super importante de la population. C'est important pour que... La partie appropriation, adhésion, etc., je pense que c'est complètement fondamental. Je pense que c'est juste un enrichissement énorme, d'avoir plus de perspectives, d'avoir un bagage plus riche. Je sais que je suis dans les généralités, mais c'est ça la base. [...] En fait, tout le monde devrait amener des éléments auxquels ils tiennent et qui peuvent contribuer à leur mieux-être, donc, je pense que dans ce sens-là, c'est super important. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La citation ci-dessus traduit un des principaux rôles des savoirs d'usage spécifiques aux personnes migrantes. Pour ces deux personnes, solliciter ces savoirs est une garantie de la représentativité des recherches et des actions menées par l'organisme. Les savoirs des personnes migrantes constituent un segment de la compréhension des enjeux locaux, dans un quartier où l'immigration est très présente. Les savoirs d'usage étant en lien avec la relation que chaque personne entretient avec son environnement, ils s'appuient sur une expérience personnelle du territoire ou d'un phénomène. Sans ces savoirs, l'image que l'organisme a de ces enjeux serait incomplète.

Si ces savoirs d'usage sont prioritairement tirés de l'expérience individuelle de leur environnement, ils peuvent également découler d'une collectivisation informelle de certains enjeux. En effet, plusieurs personnes migrantes ont mentionné parler au nom de leur communauté :

Quand [les jeunes Haïtiens] me disent quelque chose, je vais les écouter. Mais, après je vais en parler parce qu'il y en a un [un jeune Haïtien] vraiment, depuis le début il est *underground*⁸³ et je le remercie aussi d'ailleurs. Moi quand je fais des choses avec [le comité citoyen], sur comment faire quelque chose, je lui dis « tu sais quoi, j'ai entendu ça, j'ai entendu ça, comment tu penses que... » Là il me donne son avis, lui il peut faire le lien [avec les autres jeunes] et moi je fais le lien soit avec Parole d'excluEs, soit avec les partenaires. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

La personne citée ci-dessus explique comment elle tente de faire le lien entre les jeunes hommes haïtiens et l'organisme Parole d'excluEs, dans un contexte où l'organisme a de la difficulté à mobiliser cette partie de la population. Pour elle, c'est un moyen de faire comprendre à l'organisme les enjeux vécus par ses jeunes hommes plus méfiants à l'égard du milieu communautaire, leur situation sociale et économique et leurs aspirations pour améliorer leurs conditions de vie. Elle

⁸³ Le terme désigne le fait que la personne interrogée a établi un lien informel avec ce jeune homme et qu'elle ne le désigne pas nommément auprès de l'organisme lorsqu'elle rapporte ses propos dans les rencontres citoyennes.

souhaite mettre en œuvre des projets afin de faciliter leur insertion socioprofessionnelle et lutter contre les préjugés à leur rencontre. Au cours des rencontres et assemblées citoyennes, elle prend la parole « au nom » de ces jeunes, rarement présents, mais aussi au nom de l'ensemble de la communauté haïtienne. Si elle n'est pas formellement déléguée par cette communauté, l'effet de ce partage sur l'organisme est décrit dans la citation ci-dessous :

Ça tu sais je pense que pour certaines personnes ça crée vraiment de la mise en réseau. Ça crée des milieux, ça participe à la création de milieux qui sont plus maillés tu vois. Parce que ce sont des gens qui peuvent rejoindre tout un milieu sans que tout le milieu soit mobilisé. Ça permet de faire surgir des enjeux d'autres manières aussi parce que si t'écoutes les Blancs de Pelletier bah t'envoies l'armée dans le nord-est, mais c'est bête, mais c'est vrai. Alors que si t'écoutes les jeunes du nord-est et tu envoies plutôt des travailleurs de rue, des artistes. Et si t'écoutes les Mamans contre la violence, ça doit être un peu les deux, là je caricature un peu, mais c'est ça. Je dirais aussi que les personnes migrantes permettent de rejoindre les enfants et les enfants permettent de rejoindre les personnes migrantes, parce que ce sont plus des familles. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La participation des personnes migrantes à la co-construction des savoirs contribue donc au partage d'un savoir d'usage informellement collectivisé qui donne un aperçu des réalités vécues par certains segments de la population. Les personnes migrantes qui embrassent ce rôle jouent ici une fonction de « porte-parole » de leur communauté d'appartenance. Cela ne signifie pas qu'elles ont été déléguées explicitement par leurs pairs, en revanche la citation ci-dessus montre qu'elles peuvent être reconnues par les organismes comme des représentantes de leur communauté capables de faire en sorte que les besoins et aspirations de celle-ci soient entendus. Sur le terrain, cette contribution des personnes migrantes est très clairement distincte de celle des personnes nées au Québec d'ascendance européenne qui parlent davantage en leur nom propre qu'au nom d'une communauté.

5.2.2 Une mobilisation partielle des savoirs professionnels

En ce qui concerne les savoirs et savoir-faire tirés de leurs expériences professionnelles, le rôle de ces savoirs est plus diffus. Un grand nombre des savoirs tirés des expériences professionnelles des personnes migrantes interrogées n'ont pas pu être observés sur le terrain et ne semblent pas être réinvestis directement dans les actions collectives menées au sein de l'organisme. Les entrevues avec les membres de l'équipe de l'organisme abordent peu ces savoirs et expertises, laissant

supposer que les parcours professionnels individuels sont peu connus de l'équipe de Parole d'excluEs. Les savoirs professionnels des personnes migrantes sont donc peu sollicités par l'organisme et sont mobilisés de façon plus diffuse et moins formellement que les savoirs d'usage.

Comme on l'a vu dans la présentation des savoirs professionnels, certaines personnes migrantes interrogées établissent un lien entre leur implication citoyenne et certaines tâches qu'elles effectuent au sein de l'organisme. La personne citée ci-dessous était enseignante dans son pays et a suivi une formation dans le secteur de la petite enfance afin de pouvoir travailler comme éducatrice en garderie. Son implication citoyenne est en continuité avec ses intérêts professionnels, mais aussi avec des compétences liées à son parcours étudiant et professionnel au Québec comme dans son pays d'origine :

J'ai apporté mon aide, toutes les informations que j'ai étudiées à l'université et mon expertise, et j'ai fait toutes sortes de services de garde, milieu familial, milieu scolaire dans les haltes-garderies donc j'ai participé [au projet de CPE] et voilà. Je ne ratais aucune réunion et c'est moi qui écrivais les comptes rendus, c'est moi qui contactais les gens, avec l'agent de mobilisation on faisait du porte-à-porte, on allait dans les écoles à proximité pour leur faire connaître notre projet. Et on faisait des rencontres, on faisait des petites fêtes, dans le quartier où on présentait les projets et par la suite je me suis retrouvée impliquée dans tous les comités. Parce que d'après moi ils étaient tous liés, tu ne peux pas faire un jardin sans impliquer les enfants, tu ne peux pas par exemple parler de la sécurité du quartier sans penser aux enfants qui traversent les rues, tu ne peux pas parler d'un comité de culture de théâtre sans impliquer le théâtre pour enfants. C'est pour ça que moi je me suis retrouvée dans tous ces comités pour impliquer plus les enfants à la vie sociale. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Pour plusieurs membres de l'équipe interrogé·e·s, la participation des personnes migrantes aux activités de Parole d'excluEs se traduirait par un plus grand bagage de ressources cognitives que les personnes natives du Québec vivant à Montréal-Nord, de même que par une meilleure capacité à participer aux discussions tirées de leur trajectoire professionnelle ou de leur origine sociale dans leur pays d'origine :

Elles influencent certainement les projets, par les discussions, les orientations que ça pourrait prendre. Ce sont des gens qui sont plus capables d'articuler des idées. [...] Plus capables par rapport à d'autres personnes. [...] Dans les réunions, c'est plus ce qu'ils mettent à contribution, c'est leurs expériences dans leur pays d'origine, par

exemple, s'ils étaient profs, ça se voyait. « Ouais, c'est comme ça que ça se passe. La façon dont vous faites votre réunion, ça n'a aucun sens. » Souvent, ils étaient plus en avant que le reste du groupe. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les savoirs professionnels des personnes migrantes qui sont décrits par les membres de l'équipe correspondent davantage à des compétences et à des connaissances générales, ainsi qu'à des intérêts pour certaines thématiques, plutôt qu'à des savoirs techniques très précis. Nous voyons dans la citation ci-dessus l'évocation des savoirs liés à la prise de parole en public, à l'organisation des réunions, ce qui fait écho aux savoirs professionnels décrit par les personnes migrantes elles-mêmes (voir section 5.1.2). Si ces savoirs semblent moins précisément connus des membres de l'équipe de l'organisme, il en ressort néanmoins qu'ils permettent aux personnes migrantes de prendre un certain leadership dans les rencontres citoyennes, notamment en articulant des idées et formulant des demandes, en prenant des responsabilités et en étant reconnues pour leur contribution par les membres de l'équipe de l'organisme, mais aussi par les autres acteur·trice·s du milieu nord-montréalais :

Je pense qu'ils ont l'opportunité d'utiliser effectivement des capacités qu'ils n'utilisent pas dans leur travail, ou parfois, ils n'ont même pas d'emploi, tandis qu'ils ont des compétences. [...] Mais tu le vois, il y a une personne qui a été secrétaire de direction et qui prend des notes et ça ressort que cette personne-là maîtrise mieux qu'une autre personne, elle a l'habitude de travailler dans Word. Tu vois la différence. Oui, y a ça effectivement. Y a des compétences qu'ils ont qui sont peut-être supérieures à une population qui est peut-être locale, qui vit l'exclusion autrement aussi. [...] C'est clair que les gens ont peut-être plus de capacités que les opportunités qu'ils ont pour décrocher certains emplois. [...] Donc, si cette personne fait une activité éducative avec les enfants, ça lui permet d'utiliser cette compétence-là, parce qu'elle ne peut pas autrement. Et il faut le dire, quand les gens ont étudié quelque chose et qu'on aime bien le faire, on est généreux. Ça fait plaisir de le faire aussi, tu le fais tout naturellement. Je pense qu'il y a ça, effectivement. Je vois les personnes qui sont blanches, qui font leur secondaire 5 et qui ont un DEP, je vois comment ils arrivent déjà à s'offrir une qualité de vie, parce qu'ils décrochent certaines choses. Inversement, je vois certaines personnes qui ont une équivalence et qui ont un bacc⁸⁴ et qui galèrent à trouver une job, ou quand ils la trouvent, ils ont des problèmes pour garder cette job-là. [...] On va se retrouver avec certaines personnes qui ont vraiment des freins à l'emploi qui sont cognitifs ou qui sont plus [liés au] niveau d'études et bien sûr, un handicap physique comme une blessure qui peut empêcher la personne de pouvoir faire un [horaire] de « 9 à 5 » classique. Cette personne-là, y a de fortes chances qu'elle soit québécoise de

⁸⁴ Le baccalauréat (Bachelor) correspond au diplôme obtenu après 3 années de cours à l'Université.

souche. Dans le groupe, à côté tu as une personne qui a ses capacités motrices correctes, qui est peut-être en meilleure santé physique. [...] Tu vas trouver à côté une personne migrante, qui, son frein, c'est un frein lié aux préjugés, ce n'est pas un frein moteur. La personne peut réfléchir, peut faire son « 9 à 5 », la personne est qualifiée, tu vois [...] Ce qui fait que cette personne se retrouve à venir dans le communautaire, et tu vas le voir, dans sa façon d'utiliser les services, cette personne-là est dans du donnant, en fait. Je les vois cheminer quand je vais dans d'autres quartiers. Plusieurs ensuite décrochent des postes dans les organismes communautaires. Ils passent du statut de citoyen pour devenir ensuite un employé. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

D'après cette personne de l'équipe, les personnes migrantes possèdent de nombreux savoirs professionnels qui devraient leur permettre de s'insérer sur le marché du travail. La situation socio-économique des personnes migrantes n'est pas en corrélation avec leurs savoirs professionnels. Cette personne compare également les personnes nées au Québec d'ascendance européenne qui fréquentent l'organisme avec celle des personnes migrantes impliquées. Elle observe une disparité dans les niveaux de savoirs de ces deux groupes de personnes qui amènent des disparités dans les capacités d'implication au sein de l'organisme. Les personnes migrantes ne pouvant mettre à contribution leurs savoirs dans un projet professionnel, elles s'engagent dans l'organisme et y mobilisent leurs savoirs professionnels :

Les personnes migrantes amènent beaucoup de pratiques et de savoirs de leur pays d'origine [...] J'ai l'impression que les personnes migrantes à Lapierre⁸⁵ ont des origines sociales et culturelles dans leur pays d'immigration qui [sont] très différentes que les classes sociales et les milieux économiques et sociaux des « Blancs », si on veut, qui habitent à Montréal-Nord. Les savoir-faire qu'ils amènent sont très différents, ça amène aussi ça. Pour être un peu explicite là, à Pelletier⁸⁶, c'est beaucoup des Blancs qui ont des enjeux de dépendance qui sont très seuls, qui ont des enjeux de santé mentale et qui viennent d'un milieu pas très éduqué, et cetera, et qui sont beaucoup dans un mode survie, qui ont beaucoup de savoirs mais qui sont peu valorisés dans la société actuelle. Pour avoir parlé avec ces personnes, il y a des savoirs qui sont très précieux mais qui sont peu valorisés et ils sont peu mis de l'avant. On le voit dans les projets, [un·e membre de l'équipe] dit que beaucoup de son travail est de faire prendre conscience aux gens qu'ils ont plein de compétences. Alors qu'à Lapierre, les [personnes migrantes], ce sont des gens qui sont extrêmement compétents et [qui ont] des compétences qu'ils ont ramenées de leur pays d'origine parce que dans leur pays d'origine, ils avaient des emplois, ils étaient insérés. Enfin, je ne connais pas tout le

⁸⁵ La personne désigne ainsi le local de Parole d'excluEs situé sur la rue Lapierre, au nord-est de Montréal-Nord.

⁸⁶ Il s'agit du local de Parole d'excluEs situé sur la rue Pelletier, au centre de Montréal-Nord.

monde, mais [Myriam⁸⁷] par exemple, quand elle me parle de son histoire, elle était insérée socialement et économiquement. Elle a des compétences certaines, qu'elle a acquises là-bas et qu'elle amène ici de manière proactive. Elle n'a pas besoin qu'on lui dise bravo, tu es compétente. Elle a besoin qu'on lui dise, tes compétences peuvent être rémunérées en fait. Ce n'est pas les mêmes attentes. Tu vois ce que je veux dire ? Ça fait des dynamiques un peu différentes, je trouve, de mobilisation. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

De cette citation, retenons particulièrement l'évocation de la perte de valeur des savoirs professionnels que les personnes migrantes ont acquis dans leur pays d'origine, à la suite de leur immigration au Québec. Ainsi, les causes de la pauvreté pour les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs ne seraient pas les mêmes que celles qui expliquent la pauvreté pour les personnes natives du Québec. Les personnes migrantes impliquées ont vécu un changement de la valeur de leurs savoirs professionnels dans le milieu et ont plus de difficulté à les faire reconnaître dans le cadre professionnel. Ces savoirs davantage valorisés socialement permettent aux personnes migrantes de prendre une place de leader dans les projets collectifs et de jouer un rôle déterminant dans les transformations socioterritoriales. Il ne faut toutefois pas perdre de vue que cela ne concerne pas toutes les personnes migrantes sur le territoire, mais plutôt celles qui prennent le leadership dans les activités de l'organisme. Néanmoins, du point de vue des membres de l'équipe, il semble que l'implication de ces personnes facilite la participation d'autres personnes migrantes, et que cela permet aussi de mener des actions plus structurantes au sein de l'organisme. Les savoirs professionnels des personnes migrantes, bien qu'ils ne soient pas mis à contribution dans leur globalité, semblent participer à l'exercice du leadership des personnes migrantes au sein de leur territoire d'installation. On voit néanmoins que cela est circonstanciel au contexte territorial. Montréal-Nord est marqué par de nombreux facteurs de défavorisation, ce qui correspond également au champ d'action dans lequel l'organisme s'inscrit, soit la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par et pour les personnes concernées. Toutefois, ce que suggère la dernière citation, c'est que cela a un impact sur la dynamique collective et demande un ajustement de la mobilisation.

⁸⁷ Le nom est fictif.

5.2.3 Le rôle des savoirs militants dans l'action collective et la trajectoire individuelle des personnes migrantes

Les savoirs militants des personnes migrantes ayant eu une implication dans leur pays d'origine ou dans d'autres pays d'immigration sont partiellement réinvestis dans leur implication citoyenne au Québec du fait, notamment, d'un contexte politique très différent :

Oui bien sûr [j'ai réinvesti ces savoirs] mais c'est différent, le contexte est différent, l'esprit est différent, tout est différent, ce ne sont pas des belles expériences que j'ai eues [dans mon pays d'origine] parce que dans les associations, il y a beaucoup de magouilles, beaucoup d'intérêts. Je connais tout ça, tout ce qui est derrière le rideau si tu veux, les aspects un peu négatifs du fonctionnement des associations, la course vers les voyages à l'étranger, la course vers les faveurs, je connais tout ça. Le fonctionnement antidémocratique des associations, je connais aussi tout ça, ce n'est pas tout blanc. Mais ici c'est différent, ici le gros problème, ce sont les problèmes de financement. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Dans cette citation, les propos rapportés ci-dessus soulignent que même si la personne a acquis des savoirs militants, ces savoirs sont relativement peu investis dans le contexte québécois, qui est trop différent de son contexte d'origine. Toutefois, lorsqu'elle décrit les rôles qu'elle a joués dans ses implications dans son pays d'origine et ceux qu'elle a joués au Québec, on peut noter des similitudes, notamment le fait d'être membre d'un C.A. ou porte-parole d'un comité citoyen. Il y a ici un croisement entre les savoirs tirés de l'implication citoyenne et ceux tirés de l'expérience professionnelle. Comme le note un·e membre de l'équipe dans la citation de la section précédente (5.2.2) et comme cela est suggéré par l'enjeu du déclassement social (voir section 5.1.4.2), les personnes migrantes rencontrées sur le terrain appartiennent plutôt à la classe moyenne dans leur pays d'origine, ce qui suggère l'existence d'un certain capital social, qui se manifeste notamment par la capacité à naviguer dans des réseaux d'acteur·trice·s, à faire entendre leur voix et faire leur place, lorsque le contexte le permet.

En revanche, d'après les observations faites sur le terrain, il apparaît que les savoirs militants des personnes migrantes acquis dans leur implication citoyenne à Montréal sont réinvestis au fur et à mesure du parcours de leur implication dans le quartier :

Après, j'ai l'impression que les personnes migrantes engagées dans Parole d'excluEs sont un peu comme des supers militants qui sont dans toute une multitude d'engagements, de positionnement divers et variés. Moi j'ai halluciné l'automne

dernier [Amal⁸⁸] avait sa cour, un peu tous les candidats et candidates venaient [lui] parler pendant les élections, tout le monde. Une fois j'étais là pour la distribution alimentaire [...] et là il y a Paule Robitaille⁸⁹ qui arrive, puis après il y a [un intervenant d'un organisme du quartier] qui vient, ensuite il y a une conseillère d'arrondissement qui est tout le temps là. Puis il y a tout le monde qui vient puis qui dit « Comment ça va ? Tu devrais te présenter [aux élections municipales] », [...] c'est vraiment la personnalité qui est là puis tout le monde va la voir puis c'est un peu comme la personne qui médiatise aussi les nouvelles du quartier. Ça c'est intéressant parce qu'en fait elle est comme la porte d'entrée d'une communauté qui est la communauté des mères de famille plutôt musulmanes. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation décrit la manière dont une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs s'inscrit dans des réseaux d'acteur·trice·s locaux·cales et la manière dont elle met à profit ces réseaux pour relayer les besoins et aspirations d'autres personnes migrantes, et en particulier celles ayant un vécu et une appartenance culturelle similaires aux siens. Le lien entre son inscription dans des réseaux d'acteur·trice·s et son implication citoyenne à Parole d'excluEs est aussi décrit dans cette citation. En effet, il semble que ce soit par l'exercice de son rôle de leader au sein de l'organisme qu'elle a pu acquérir ses savoirs militants, en particulier sa capacité à naviguer dans les réseaux d'acteur·trice·s locaux·cales. Par ailleurs, cette personne m'a raconté plus tard, lors d'une discussion informelle, avoir été contactée par la directrice d'un autre organisme du quartier pour devenir membre du conseil d'administration avec l'appui de la directrice de Parole d'excluEs. Elle est également fréquemment sollicitée pour participer à des consultations ou des réunions à titre de représentante citoyenne. Ses témoignages la reconnaissance des savoirs militants de cette personne dans le milieu et son accession à un statut de leader citoyenne au sein du quartier :

J'ai participé aussi à la coopérative⁹⁰, j'étais membre et je faisais des heures en tant que membre pour donner un coup de main, au niveau du jardin, j'ai même recruté des gens, j'avais ramené un Marocain très efficace d'ailleurs, pour les deux jardins au niveau de Pelletier. Et le jardin qu'on a créé au niveau de l'institut de formation. J'étais très présent. J'ai participé aux réflexions et plus que les réflexions, j'ai participé physiquement aux travaux de la terre, plantation d'arbres et tout quoi ça m'a passionné en espérant pouvoir après en parler [dans mon pays d'origine] et éventuellement je ne sais pas comment ça s'est fait j'ai rejoint la table de concertation sur la faim avec [un

⁸⁸ Le nom est fictif.

⁸⁹ Paule Robitaille était la députée à l'Assemblée nationale du Québec pour la circonscription de Bourrassa-Sauvé, d'octobre 2018 à octobre 2022.

⁹⁰ La coopérative Panier Futé fondée par Parole d'excluEs et quatre autres organismes nord-montréalais en 2015.

ancien employé de Parole d'excluEs] et j'étais le seul citoyen impliqué. Alors j'étais tellement impliqué donc je suis devenu co-animateur de formations, ils ont organisé des formations de mobilisateurs de milieux destinés à développer le système alimentaire. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Le parcours présenté ci-dessus montre le rôle des savoirs militants développés par cette personne auprès de Parole d'excluEs dans son parcours d'implication citoyenne au Québec. Par sa participation aux projets en sécurité alimentaire menés par l'organisme à Montréal-Nord, cette personne s'est forgé un réseau et a poursuivi son implication dans d'autres secteurs d'activités. Quelques mois après cette entrevue, lors d'une discussion informelle, la même personne m'informait qu'elle avait été recrutée par une autre table de concertation dans un autre quartier de Montréal pour faire des actions de mobilisation auprès des résident·e·s du quartier, sur le thème de l'alimentation également.

Ces savoirs militants sont donc acquis au sein même des actions menées par Parole d'excluEs, qui cherche à mettre de l'avant les personnes impliquées, notamment en les encourageant à prendre la parole lors de débats publics ou devant les médias. Ce que ces deux parcours soulignent, c'est l'inscription de ces personnes migrantes dans des réseaux d'acteur·trice·s qui dépassent le quartier et qui peuvent bénéficier à leur trajectoire individuelle comme à des aspirations plus collectives.

5.2.4 Les savoirs issus de l'immigration : un savoir d'usage propre aux personnes migrantes

L'expérience commune de l'immigration et des défis de l'installation dans un nouveau pays joue un rôle important dans l'implication citoyenne des personnes migrantes rencontrées. En premier lieu, la référence au pays d'origine fonde plusieurs revendications et prises de position portées par les personnes migrantes. Cette expérience migratoire teinte la perception que les personnes migrantes ont de leur environnement. Cela influence donc la nature des savoirs d'usage du territoire partagé par les personnes migrantes dans les activités de Parole d'excluEs :

Août 2021, j'assiste à une conférence de presse dans l'Espace Lapierre sur le thème de la sécurité urbaine. Le but de cette activité est de faire le bilan d'une année de mobilisation sur la sécurité urbaine menée par les organismes du quartier et le groupe citoyen Les mamans contre la violence. Plusieurs femmes prennent la parole pour témoigner sur les événements dans le quartier et pour partager leurs revendications.

Samia ⁹¹ se présente comme étant une mère monoparentale de 4 enfants. Elle demande un changement. Elle a décidé de quitter le quartier mais elle vit les mêmes événements [dans son nouveau quartier]. Elle témoigne avoir tout laissé derrière elle pour ses enfants et pour mener un autre mode de vie au Canada. Pour elle le Canada est un pays de paix, un pays d'accueil. Elle a vécu de la violence [dans son pays d'origine] Mais cela se faisait alors pendant la nuit, selon elle. Ici il y a des fusillades en plein jour, à 4h 30 en après-midi. Son enfant de 4 ans a des séquelles après ces événements. (Extrait des notes de terrain)

Cette prise de parole est un exemple de la façon dont les personnes migrantes perçoivent certains enjeux dans un quartier. Elle montre la connaissance fine des enjeux du quartier par ces femmes impliquées dans le comité des Mamans contre la violence. Si l'enjeu de la sécurité urbaine, dans le cas des fusillades, est vécue par toutes les personnes résidentes et suscite pour toutes un vif sentiment d'insécurité, le témoignage de cette personne montre comment la comparaison avec la vie sur un autre territoire peut amener une perception différente de la situation. Le savoir d'usage de cette femme est ancré dans son expérience de fuite de la violence dans son pays d'origine, avec l'espoir de ne pas subir les mêmes difficultés au Canada. Au cours d'une autre rencontre, une femme migrante soulignait d'ailleurs que le groupe des Mamans contre la violence, en majorité composée de femmes maghrébines et formé à la suite de la mort d'un jeune Maghrébin, est le seul groupe citoyen qui œuvre sur cet enjeu dans le quartier⁹². Les savoirs d'usage mobilisés dans le cadre de cette conférence de presse et des activités du comité des Mamans contre la violence sont aussi le fruit d'une mise en commun des expériences et des perceptions individuelles des femmes impliquées.

La citation ci-dessous explique en partie cette influence de la trajectoire migratoire sur l'acquisition des nouveaux savoirs par les personnes migrantes. Ce savoir est collectivisé au travers de sa mobilisation dans les projets menés par Parole d'excluEs, mais aussi dans les réseaux d'entraide et d'affinités formés par les personnes migrantes.

⁹¹ Le nom est fictif

⁹² Au moment de la collecte de données, ce groupe était effectivement le seul groupe citoyen actif sur cette thématique. Toutefois, plusieurs organismes dans le quartier se penchent sur les enjeux de sécurité urbaine sous différents angles, notamment par le travail de rue et l'accompagnement des jeunes criminalisés ou à risque. Par ailleurs, l'organisme Hoodstock a été fondé sous l'impulsion d'une initiative citoyenne (Montréal-Nord Republik) en réaction au décès du jeune Fredy Villanueva en août 2008, à la suite d'une intervention policière, et œuvre désormais à la lutte contre les inégalités sociales et raciales systémiques subies par les personnes racisées de Montréal-Nord.

Je pense que ça rejoint un peu ce que je disais tout à l'heure sur les compétences assumées ou réelles des personnes migrantes. Ce sont des personnes qui à la fois ce sont des super militants qui sont très engagés dans plein de choses puis ce sont des personnes qui ont beaucoup de compétences très fortes, très précieuses pour la communauté puis le quartier. Et donc ils peuvent porter des projets, ils peuvent porter plein de projets tu vois ce sont aussi des gens qui sont à l'écoute de leur propre réseau. Elle a son réseau de potes et de mamans tu vois puis elle connaît les besoins, elle connaît les gens, les voisins, et cetera, puis elle va beaucoup diffuser dans ces réseaux-là. Et tu vois, j'ai l'impression que les personnes migrantes sont plus en réseau d'affinités et de solidarité que les personnes non migrantes et du coup ça permet d'aller très, très loin et très, très vite dans le quartier. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les personnes migrantes sont généralement perçues par les acteur·rice·s du milieu comme disposant d'un solide bagage de savoirs variés professionnels et militants notamment. Ainsi, elles sont interpellées à titre de porte-parole de leur communauté ethnoculturelle, du fait de leurs capacités à traduire les expériences individuelles vers des savoirs communs aux personnes migrantes qui peuvent être réinvestis dans les processus de co-construction des savoirs. Ainsi, au cours des rencontres informelles organisées par les femmes marocaines dans un parc de l'arrondissement, des personnes élues et responsables d'organismes locaux étaient régulièrement invitées pour partager un repas et discuter des enjeux du quartier ou des besoins de la communauté maghrébine, tels que la demande de lieux de rassemblement pour célébrer les fêtes marquantes du calendrier musulman, la demande d'horaire de piscine non mixte ou les enjeux de sécurité urbaine et les besoins d'activités pour les jeunes.

Ce portrait correspond aux personnes migrantes impliquées dans les organismes du quartier, qui se servent de leurs savoirs pour mettre en commun les expériences des personnes de leurs communautés ethnoculturelles plus isolées ou moins en capacité de s'engager dans la participation citoyenne. Les leaders migrant·e·s produisent un savoir d'usage collectif propre aux communautés ethnoculturelles et aux personnes migrantes, qui est ensuite relayé aux acteur·trice·s du milieu. La présence de ces leaders au sein des activités de Parole d'excluEs facilite la mobilisation des communautés ethnoculturelles et l'identification de leurs besoins et aspirations, ce qui est également facilité par la mobilisation des savoirs traditionnels communs à ces personnes migrantes (voir section suivante 0). Selon la personne de l'équipe citée ci-dessus, les leaders migrant·e·s jouent un rôle de porte-parole ou d'agent·e·s de liaison entre l'organisme et les personnes migrantes résidant sur le territoire.

Si cela permet de rejoindre des personnes plus éloignées des espaces de co-construction des savoirs et d'avoir accès à leurs savoirs d'usage, qu'en est-il des effets possibles de filtres opérés par ces personnes ? Cet enjeu est ressorti au cours d'une rencontre d'équipe de Parole d'excluEs en avril 2022. Au cours d'une discussion portant sur les enjeux de sécurité urbaine dans le quartier, l'équipe discutait des aspirations des résident·e·s du quartier concernant ces enjeux, et en particulier du groupe des Mamans contre la violence, composé en majorité des femmes maghrébines. Un·e des membres de l'équipe soulignait le fait que si quelques femmes leaders parlent le plus fréquemment aux médias et sont plus présentes dans les activités participatives, les femmes ne partagent pas toutes la même opinion sur les solutions aux enjeux de sécurité dans le quartier (source : notes de terrain). Cette anecdote souligne une limite du rôle de porte-parole des personnes migrantes, mais aussi la vigilance de l'équipe de Parole d'excluEs à cet égard. Bien que l'organisme se repose sur les leaders immigrant·e·s pour créer des liens avec les communautés ethnoculturelles présentes à Montréal-Nord, il serait illusoire de penser que la parole d'une seule personne reflète la pensée, les besoins et aspirations de toutes les personnes migrantes du territoire.

5.2.5 Le pouvoir mobilisateur des savoirs traditionnels

Les savoirs traditionnels jouent quant à eux un rôle de liant et de support à la mobilisation citoyenne des communautés ethnoculturelles de Montréal-Nord et favorisent l'expression de leurs membres dans les processus de co-construction des savoirs. Comme nous l'avons vu déjà, les personnes migrantes peuvent jouer un rôle de porte-parole de leur communauté pour faire remonter certains besoins et aspirations à l'organisme :

Je dirais qu'il y a eu un glissement et quand je regarde les projets dans lesquels j'étais particulièrement active, c'est sûr qu'il y avait beaucoup, beaucoup de femmes d'origine maghrébine, qui sont encore là, qui sont vraiment très présentes. Je pense que c'est un *input* qui est extrêmement important et je pense que ça a aussi joué dans la façon de mobiliser le réseau. Je pense que ça a amené aussi une dimension culturelle importante. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La citation ci-dessus met de l'avant le rôle de l'appartenance culturelle comme facilitatrice de la mobilisation des personnes migrantes. Ceci explique en partie la forte présence des femmes maghrébines impliquées au local de la rue Lapierre, qui se rassemblent autour d'une communauté d'appartenance similaire :

Un des leviers que je trouvais super intéressant, un peu plus développé par l'Accorderie, mais quand même selon le modèle de Parole d'excluEs, ce sont les repas « Saveurs du monde ». C'était complètement fantastique. [...] L'idée c'était vraiment de faire découvrir des plats de ta culture aux autres et de le partager, et même de le cuisiner ensemble. Ça, ça crée des ponts vraiment importants. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les savoirs culinaires et liés à l'alimentation sont parmi les savoirs traditionnels qui sont les plus clairement énoncés et mobilisés dans les activités de Parole d'excluEs. Les personnes migrantes sont ainsi souvent sollicitées pour cuisiner des repas à l'occasion des événements, rencontres et assemblées citoyennes organisées dans le cadre des activités de Parole d'excluEs.



Figure 14 : Affiche d'invitation aux repas « Cuisine autour du monde »

Source : Parole d'excluEs

La mobilisation de ces savoirs traditionnels semble être utile pour créer un climat convivial propice à la mobilisation des personnes ayant la même appartenance culturelle. Ces savoirs permettent également de répondre à certains besoins, notamment en alimentation. Ainsi, dans le cadre des marchés du Nord, les personnes migrantes employées et bénévoles ont d'abord été sondées pour mettre en vente des produits appartenant à la culture culinaire des communautés culturelles présentes sur le territoire nord-montréalais. Par ailleurs, afin de faire connaître ces produits aux autres client·e·s de marché, ces personnes ont mis en place des activités de dégustation :

Sinon c'était pour faire goûter quelque chose de nouveau aux clients, bah là ça dépendait, c'était ce qu'on avait envie. Par exemple on avait du gombo, tu sais les okras ça pousse au Québec mais ce n'est pas très connu des Québécois, les gens ne savent pas quoi faire avec. On avait des employés, donc j'avais une employée d'origine haïtienne qui avait un plat avec des citoyens pour faire goûter aussi aux clients. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les savoirs traditionnels des personnes migrantes sont mobilisés dans le but de lutter contre les préjugés en faisant connaître les différentes cultures locales. Ils créent une ambiance, une convivialité que les membres de l'équipe dans l'organisme jugent propices à la rencontre des différentes communautés et cultures, dans une optique de mobilisation des membres qui en sont issu·e·s.



Figure 15 : Kiosque de Parole d'excluEs (à droite) à la fête annuelle Patrimoine en Fête – 23 septembre 2023

Source : Parole d'excluEs

Les savoirs traditionnels sont également mobilisés au profit d'une vision de la cohésion sociale du territoire basée sur la reconnaissance des différentes cultures. Ci-dessus, nous pouvons voir comment l'organisme a permis aux femmes maghrébines de mettre en valeur leur patrimoine culturel à travers la démonstration de l'artisanat nord-africain, au cours de la fête annuelle du Patrimoine en Fête qui s'est tenue à Montréal-Nord en 2023.

5.2.6 Tableau synthèse des analyses de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes

Le tableau ci-dessous synthétise les éléments abordés tout au long de la section 5.2.

Savoirs identifiés	Parcours de vie des personnes migrantes	Perceptions des membres de l'équipe de Parole d'excluEs	Observations faites sur le terrain
Savoirs d'usage	Témoignages individuels et collectivisation informelle des enjeux locaux	Savoirs perçus comme nécessaires à la représentativité de la vision du territoire	Fortement sollicités par l'organisme à travers la parole citoyenne
Savoirs professionnels diffus	Ressources cognitives et savoir-faire variés qui nourrissent l'implication et les intérêts individuels	Personnes migrantes perçues comme porteuses d'un bagage de savoirs plus important que la moyenne des personnes impliquées, connaissance peu précise de ces savoirs	Mobilisation partielle et non systématique
Savoirs militants	Essentiellement développés au QC auprès des organismes montréalais, savoirs acquis dans le pays d'origine perçus comme peu transférables	Perçus comme étant le fruit du développement et du renforcement du pouvoir d'agir des personnes migrantes	Sollicités dans la figure du leader citoyen
Savoirs de l'immigration	Témoignages et revendications des personnes migrantes, entraide et solidarité avec d'autres personnes migrantes	Savoirs collectifs ancrés dans l'expériences de personnes migrantes et qui traduisent les besoins des communautés ethnoculturelles	Mobilisation à travers la parole citoyenne, rôle de porte-parole de la communauté ethnoculturelle d'appartenance
Savoirs traditionnels	Savoir-faire et savoir-être rassembleurs et mobilisateurs pour la communauté ethnoculturelle	Perçus comme utiles à la lutte contre les préjugés et à la cohésion sociale	Fréquemment mobilisés comme outils de mobilisation citoyenne

Figure 16 : Tableau synthèse des données collectées concernant la mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs

Le tableau ci-dessus montre les points de convergence et les disparités des perceptions des différentes catégories de savoirs identifiés par les personnes migrantes et les membres de l'équipe de l'organisme à l'étude. Il y a un décalage notable entre la valorisation, par les membres de

l'équipe, des personnes migrantes comme porteuse de savoirs riches issues de leur expérience professionnelle, et la faible intégration de ces savoirs dans les projets et actions collectives de l'organisme. Cela semble découler d'un manque de connaissance des trajectoires individuelles des personnes migrantes. Cependant, ces savoirs professionnels influencent la manière dont les savoirs militants sont perçus et mobilisés sur le terrain. En effet, plus qu'un *développement* du pouvoir d'agir des personnes migrantes, l'implication citoyenne participe au *renforcement* des capacités des personnes migrantes acquises antérieurement à l'immigration. Ainsi, leur participation aux activités de Parole d'excluEs offre une opportunité d'insertion dans des réseaux d'acteurs locaux et d'y faire usage de certains de leurs savoirs, notamment au travers du rôle de « super militants » ou de « porte-parole » de leur communauté ethnoculturelle d'appartenance.

5.3 Typologie actualisée des savoirs citoyens à partir de l'expérience migratoire

Pour terminer ce chapitre, je propose une mise à jour de la typologie des savoirs citoyens à partir des parcours de vie des personnes migrantes. Cette typologie permet de préciser également le rôle de ces savoirs dans les activités participatives de l'organisme à l'étude.

Tableau 15 : Définition des savoirs citoyens des personnes migrantes

Type de savoirs	Définition
Savoirs d'usage local	Savoirs empiriques et non formalisés ancrés dans l'expérience du territoire d'installation, les enjeux vécus et perçus, les caractéristiques physiques, le cadre institutionnel.
Savoirs tirés de l'expérience migratoire	Savoirs empiriques et non formalisés ancrés dans la trajectoire migratoire individuelle et développés à partir des obstacles et opportunités rencontrés dans la migration. Ils reflètent l'expérience vécue des personnes migrantes sur le territoire d'installation.
Savoirs professionnels	Connaissances formalisées et expertises tirées des expériences professionnelles, pour les personnes migrantes (venant des Suds). Ces savoirs ont la particularité d'être moins bien reconnus et valorisés dans le pays d'installation.
Savoirs militants	Connaissance des réseaux d'acteur·trice·s locaux·cales, des mécanismes de fonctionnement du milieu associatif et communautaire au Québec, et exceptionnellement dans le pays d'origine.
Savoirs traditionnels	Savoirs empiriques (y compris savoir-être) et ensemble de pratiques traduisant l'appartenance à une communauté d'appartenance, ancrés dans la culture du pays (ou de la région) d'origine.

Dans un premier temps, il apparaît que les savoirs d'usage des personnes migrantes et les savoirs tirés de leur expérience migratoire se chevauchent et s'inter-influencent. La perception que les personnes migrantes ont de leur territoire d'accueil est teintée par le mode de vie et les aspirations qu'elles avaient avant leur venue au Québec. Par ailleurs, leur expérience du territoire local est également marquée par les difficultés propres à leur parcours d'intégration au Québec et leur ancrage dans certaines communautés d'entraide et de solidarité.

En ce qui concerne les savoirs professionnels et militants qu'elles ont acquis dans leur pays d'origine, on peut constater leur perte de valeur au cours de leur trajectoire migratoire, laquelle est liée au contexte social et institutionnel dans le territoire d'accueil. Par ailleurs, nous avons vu dans ce chapitre que la mobilisation de ces savoirs est partielle dans leur implication citoyenne, ou que cela se fait d'une manière diffuse et informelle. Toutefois, ces savoirs semblent jouer un rôle dans la capacité des personnes migrantes à occuper certains rôles et fonctions au sein de l'organisme, et à exercer un leadership qui favorise le partage et la réception de leur savoir d'usage dans les dispositifs participatifs. Il apparaît aussi que ces savoirs ont un impact sur la perception que les membres de l'équipe ont des personnes migrantes et de leur capacité à contribuer positivement aux projets menés par Parole d'excluEs.

Enfin, les savoirs traditionnels favorisent quant à eux la capacité de mobilisation de leur communauté que démontrent ces personnes et viennent appuyer le rôle qu'elles jouent dans l'organisme. Ces savoirs prennent aussi une autre signification dans le territoire d'accueil : ils permettent de tisser de liens au sein de leur communauté ethnoculturelle et de développer un réseau d'entraide et de soutien à des actions collectives.

Le tableau ci-dessous revient sur les savoirs citoyens des personnes migrantes et sur le rôle qu'ils jouent dans leur trajectoire d'implication citoyenne.

Tableau 16 : Rôle des savoirs des personnes migrantes

Type de savoirs	Savoirs acquis au Québec	Savoirs acquis dans le pays d'origine	Fonction de ces savoirs dans les processus de co-construction des savoirs
Savoirs d'usage du territoire local	Reflètent l'expérience vécue des personnes migrantes sur le territoire	Servent d'éléments de comparaison avec les réalités quotidiennes à Montréal-Nord	Amènent une diversité de points de vue sur les enjeux locaux
Savoirs professionnels	Peuvent être réemployés dans l'implication citoyenne des personnes migrantes	Perte de valeur de ces savoirs dans le contexte de la société d'installation	Permettent l'exercice d'un leadership des personnes migrantes; moteur des projets
Savoirs politiques	Fondés par la nécessité de créer un réseau de soutien et de répondre à certains besoins essentiels	Reflètent des intérêts personnels d'ordre politique et social	Leadership Défenses des intérêts Création d'un réseau de soutien
Savoirs de l'immigration		Ancrés dans l'expérience migratoire Traduisent les besoins et aspirations spécifiques des personnes migrantes	Expriment de besoins et aspirations propres aux personnes migrantes
Savoirs traditionnels	—	Supportent l'ancrage dans une communauté ethnoculturelle et la formation de réseaux de solidarité	Contribuent à la mobilisation citoyenne de la communauté d'origine

Ce tableau montre la contribution des savoirs des personnes migrantes aux processus de co-construction des savoirs et de co-construction de projets collectifs. La principale contribution qui est sollicitée par l'organisme est celle des savoirs d'usage locaux et des savoirs liés à l'immigration, qui offrent la possibilité aux membres de l'équipe de comprendre les enjeux vécus, les besoins et

les aspirations des personnes migrantes sur le territoire. Au cours de l'observation sur le terrain, il est apparu qu'il s'agit de la principale raison pour laquelle les savoirs citoyens des personnes migrantes sont sollicités, au même titre que ceux des autres personnes résidant sur le territoire. En effet, l'organisme veut comprendre les besoins et aspirations de la plus grande diversité de personnes possible afin d'identifier les enjeux relatifs à la pauvreté et l'exclusion sociale sur lesquels agir. Cependant, dans le cas des personnes migrantes, il apparaît que d'autres savoirs permettent de soutenir l'expression de ces besoins et aspirations. En effet, comme nous l'avons vu dans les sections 5.1.2 et 5.1.3, les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs possèdent des savoirs tirés de leurs parcours professionnels et militants qui leur donnent la capacité de participer activement aux rencontres et assemblées citoyennes et d'exprimer ces besoins et aspirations. Cela leur permet d'exercer un leadership au sein des activités participatives, lequel soutient l'action de l'organisme et facilite l'atteinte de son objectif de mobilisation citoyenne. En ce qui concerne les savoirs traditionnels, ils contribuent à renforcer la mobilisation citoyenne des personnes migrantes, en créant un contexte convivial propice à la participation des personnes issues des différentes communautés culturelles présentes sur le territoire nord-montréalais, et à l'expression de leurs besoins et aspirations.

5.4 Conclusion du chapitre

J'ai établi un portrait des savoirs citoyens des personnes migrantes rencontrées en entrevues, à partir de la typologie des savoirs citoyens de Nez (2011). Ce portrait révèle le profil particulier des personnes migrantes impliquées dans l'organisme étudié, qui sont pour la plupart des personnes bénéficiant d'un bagage de savoirs variés ayant le potentiel de contribuer activement aux transformations socio-territoriales visées par l'organisme. Les personnes migrantes disposent de nombreux savoirs utiles aux initiatives collectives menées sur le terrain. L'analyse de la mobilisation de ces savoirs au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective révèle néanmoins une inégalité dans la sollicitation de ces savoirs par l'organisme. Ainsi, les savoirs d'usage des personnes migrantes, ancrés dans le local et fondés par l'expérience de la migration, sont largement sollicités pour intégrer une variété de savoirs citoyens à la représentation collective des problèmes locaux. Dans cette optique de représentativité de la vision commune qui fonde l'action de l'organisme, les savoirs traditionnels des personnes impliquées permettent de faciliter la participation de personnes migrantes plus éloignées des processus collectifs. En outre,

les savoirs professionnels et militants sont mobilisés de façon plus diffuse et informelle, limitant leur contribution aux projets collectifs locaux. Le prochain chapitre expose les conditions dans lesquelles se fait la mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes. Celles-ci permettent d'expliquer la mise à contribution inégale de ces savoirs au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective mis en place par l'organisme étudié.

CHAPITRE 6

LES CONDITIONS DE MOBILISATION DES PERSONNES MIGRANTES ET DE LEURS SAVOIRS

Dans ce chapitre, j'analyse les conditions de mobilisation des personnes migrantes et de leurs savoirs au sein de l'organisme Parole d'excluEs. Le but est de répondre à la question suivante : dans quel cadre et sous quelles conditions de fait la mobilisation des personnes migrantes et de leurs savoirs ?

Je cherche à identifier les éléments qui favorisent la participation pleine et entière des personnes migrantes à ces processus. En d'autres termes, il s'agit de comprendre les conditions nécessaires à l'élaboration d'une parité de participation, selon le concept de Fraser (2011), des personnes migrantes dans ces processus, afin de leur permettre de contribuer à la transformation socio-territoriale visée par l'organisme. Cette analyse détaille également les éléments de l'approche de Parole d'excluEs qui limitent la mise à contribution des savoirs des personnes migrantes à la co-construction des savoirs et à l'élaboration des projets collectifs. L'organisme rencontre un certain nombre de défis liés spécifiquement au contexte multiculturel dans lequel s'inscrit son action. En outre, les personnes migrantes rencontrent des obstacles propres à leur statut et à leurs conditions matérielles de vie, qui limitent leur capacité à participer aux initiatives collectives locales. Ces constats sont faits à partir des perceptions des personnes migrantes, des membres de l'équipe de l'organisme et des acteur·trice·s du milieu interrogé·e·s. Ces données seront également croisées avec les observations faites sur le terrain.

6.1 Les conditions facilitant la mobilisation des savoirs des personnes migrantes

La participation des personnes migrantes aux processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs mis en œuvre par Parole d'excluEs est facilitée par plusieurs stratégies de mobilisation. Cette section décrit les conditions qui facilitent leur mobilisation migrantes et l'expression de leurs savoirs au sein des activités de l'organisme.

6.1.1 Le local de Parole d'excluEs : un espace convivial et sécuritaire

Au cours de l'analyse de la posture de justice épistémique de Parole d'excluEs menée avec l'équipe de l'organisme dans le cadre d'un stage de recherche MITACS, nous avons souligné que les locaux communautaires de l'organisme constituaient des espaces permettant l'expression des savoirs citoyens, dans un cadre convivial et sécuritaire. Les données recueillies concernant l'implication des personnes migrantes mettent également en lumière l'importance de ces lieux pour favoriser la participation et l'expression des savoirs citoyens de ces dernières. La majorité des activités participatives et des actions menées par Parole d'excluEs sont situées dans deux locaux communautaires, l'un sur la rue Lapierre, au nord-est de Montréal-Nord, et l'autre sur la rue Pelletier, au centre de l'arrondissement. Ces locaux sont des appartements transformés en bureaux et salles de rencontres situés dans les immeubles de logements communautaires de la Société d'Habitation Populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM). Pour les membres de l'équipe comme pour certains partenaires, cette localisation au cœur du milieu de vie facilite la participation citoyenne. Ces lieux revêtent une importance significative, car ils satisfont l'une des aspirations des personnes migrantes interrogées, à savoir la création de liens sociaux, la rupture de l'isolement, la familiarisation avec leurs voisins et l'exploration de la culture québécoise :

C'est plus au niveau du local et de l'accessibilité, c'est vraiment l'accueil au sens propre du « Bonjour ». Parce que, au final, [Parole d'excluEs] contribue à offrir un lieu où les gens peuvent potentiellement s'enraciner et s'émanciper. Puis je pense que c'est ça qui fait la différence tu sais si on veut qu'une personne soit bien. Dans ce sens-là pour moi oui Parole d'excluEs contribue parce que je ne peux pas nier que certaines personnes d'origine immigrante ont trouvé leur ancrage dans les bureaux de Parole d'excluEs c'est pour ça que je disais oui pour moi globalement Montréal-Nord offre un bel accueil parce que la plupart des gens qui ont un parcours migratoire qui finissent par passer ou atterrir à Montréal-Nord vont trouver un lieu d'ancrage [...]. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Le local de Parole d'excluEs est perçu par la majorité des personnes interrogées comme étant un espace accueillant pour les personnes migrantes et un lieu d'ancrage, qui facilite leur inclusion. Cela est d'autant plus significatif que Montréal-Nord est assez mal pourvu en lieux de sociabilité, comme les cafés, restaurants ou bar, mais aussi peu de lieux dédiés au rassemblement des communautés ethnoculturelles, comme la Maison d'Haïti dans le quartier Saint-Michel. Le local de Parole d'excluEs, ouvert à tous et toutes, sans obligation de participer formellement à une activité, est approprié par les personnes impliquées au sein de l'organisme, qui peuvent y avoir

accès et y organiser des rencontres et des activités en dehors des heures de présence de l'équipe. C'est dans ce local que se forment les bases du collectif qui permettra la mise en œuvre de projets de transformations socio-territoriales :

En fait le local de Parole d'excluEs c'est quand même une réussite, là, il est approprié par les gens au sens où les gens sentent que c'est leur local. Ça veut dire que, sur place, ils sont à l'aise de vivre tel que ces personnes-là sont, au moins en partie parce qu'ils sont conscients que c'est un collectif. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Le local de Parole d'excluEs constitue une sorte de tiers-lieu au sens proposé par Oldenburg (1989), soit un lieu empreint d'une certaine neutralité au sein duquel s'établit une forme d'égalité entre les individus. Dans ce lieu, une forme d'équilibre entre les statuts sociaux est visée, en particulier en offrant la possibilité à chaque personne de s'exprimer au sein d'un espace qui se veut solidaire et inclusif :

Je pense que le fait d'avoir ce local, cette porte ouverte, ça a aidé beaucoup, beaucoup de monde. Et je dirais, dans un processus aussi d'immigration. Tu es complètement déraciné, tu es dans un quartier où il y a des tensions, où tu dors mal la nuit, tu t'inquiètes pour tes enfants parce qu'il y a eu une fusillade. Avoir quelqu'un qui est là, avoir un lieu, je ne dirais pas un *safe space*, mais avoir un lieu où on se retrouve entre nous, où on peut jaser de ça ou ne pas jaser de ça. Il y avait quelque chose de sécurisant, je dirais. Les chargés de mob, tout le monde avec qui j'ai travaillé, était toujours prêts à accueillir les gens, à les écouter. C'était vraiment important. (Extrait d'une entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Le local est décrit comme un support au processus de co-construction des savoirs et de l'action collective. Au-delà de la création d'un espace de sociabilité, il s'agit d'un espace d'écoute de la parole citoyenne et de captation des savoirs d'usage des personnes migrantes. La convivialité cultivée au sein du local favorise la libération de la parole citoyenne sur les enjeux vécus par les résident·e·s du quartier, ce qui sert de support à l'élaboration d'une vision collective des éléments à changer. La citation ci-dessus souligne le rôle des chargé·e·s de mobilisation dans l'écoute des vécus peu visibles et peu entendus des personnes en situation d'exclusion sociale et de pauvreté :

Comme j'ai dit à [un·e membre de l'équipe] qui m'a appelé pour m'impliquer dans l'organisme Parole d'excluEs. Mais avant j'y avais déjà été deux fois, à une assemblée et à une autre activité, mais après ça comme c'est loin de ma maison, c'est au boulevard Rolland, c'est un peu trop loin mais [le·la membre de l'équipe] m'a dit maintenant il y

a ici en face de l'école Calixa-Lavallée [...] C'est pour ça que je me suis dit : « Ah oui je peux y aller parce que c'est près de ma maison. » J'ai vu que c'est plus agréable, ils sont plus amicaux les personnes qui sont dans l'organisme Parole d'excluEs, plus amicaux que les organismes à [autre quartier de Montréal] [...]. Mais ici à Parole d'excluEs ils te donnent plus de liberté, ils te donnent la parole pour faire ce que tu veux, ils te disent : « Tu peux faire comme chez toi, comme à ta maison. » [...] Ici je me sens plus à l'aise. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Les personnes migrantes interrogées soulignent également les efforts faits par l'organisme pour créer au sein du local un espace convivial et accueillant pour toutes les personnes souhaitant s'y impliquer. En effet, comme on peut le lire ci-dessus, l'ambiance conviviale, « comme à la maison », sert de support à l'expression de la parole citoyenne, ce qui peut également amener des défis et tensions, comme nous le verrons plus tard. Les propos rapportés ci-dessus font écho à une situation observée sur le terrain. En effet, au cours de la pandémie de COVID-19, un groupe de femmes migrantes d'Afrique du Nord se rassemblaient dans les parcs de l'arrondissement durant l'été 2020 afin de briser l'isolement. Par la suite, ces femmes ont cherché à poursuivre ces rassemblements au sein d'un local communautaire et elles se sont rassemblées, dans un premier temps, dans le local de la rue Lapierre, dont l'une d'entre elles avaient les clés à titre de membre du comité citoyen RACINE⁹³, comité citoyen accompagné par Parole d'excluEs. Une partenaire de l'organisme témoigne de cette façon d'occuper les locaux de Parole d'excluEs :

De tisser des liens avec des mamans migrantes, de participer à des activités avec ces mamans-là. Au-delà de ces liens, on a un vrai sentiment de communauté aussi qui s'est bâti dans la confiance et dans le temps. Avec les enfants aussi. Parce que les enfants se fréquentent, se côtoient, grandissent ensemble. Et ce qui est très beau aussi avec ces mamans, parce que c'est ça aussi une communauté, on partage des moments forts, on a partagé des moments comme celui où on a perdu un jeune, comme le jeune Abdou. Ça a été des moments très difficiles. On est allées ensemble au cimetière. On a fait des gestes de commémoration. Mais aussi des beaux moments. On partage des anniversaires, des fêtes, le Ramadan, la fin du Ramadan, des activités comme la Fête nationale. Il y a des petites activités dans l'Espace Lapierre. Notre quotidien est rythmé par cette vie-là qui est devenue une vie de communauté grâce à Parole d'excluEs qui a donné des espaces pour qu'on puisse se retrouver. Ce qui est beau aussi, c'est qu'il y a des petites initiatives qui émergent et on peut avoir accès à une salle. C'est favoriser aussi des espaces de rencontre et de ressourcement entre nous. (Entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

⁹³ Il s'agit d'un comité citoyen accompagné par Parole d'excluEs, le Rassemblement des Citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord, fondé à la suite de l'étude des besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est (Heck *et al.*, 2015).

L'appropriation citoyenne du local et l'ancrage territorial de l'organisme sont donc des éléments centraux de sa posture à l'égard de la justice épistémique. Il s'agit de créer un espace sécuritaire permettant l'expression des savoirs des personnes concernées par la pauvreté et l'exclusion sociale. La création de liens sociaux favorise la participation citoyenne des personnes migrantes également, qui trouvent dans le local un lieu d'ancrage. À partir de ces rencontres, débute un croisement entre les savoirs des diverses personnes impliquées, les liens sociaux de base permettant de bâtir une vision commune des enjeux locaux et la co-construction de solutions collectives. Cela est renforcé par la posture de l'organisme à l'égard de la diversité et sa volonté de mobiliser un bassin de personnes diversifiées, le plus proche possible des caractéristiques socio-démographiques du territoire.

6.1.2 La posture à l'égard de la diversité ethnoculturelle

6.1.2.1 Créer un climat inclusif

La posture de l'organisme à l'égard de la diversité ethnoculturelle s'inscrit dans sa conception large de l'exclusion sociale. Il s'agit de donner la parole à la plus grande diversité de personnes possibles, afin de comprendre les enjeux locaux à partir de leurs savoirs d'usage du territoire. L'organisme ne cherche pas spécifiquement à cibler les personnes migrantes, celles-ci sont mobilisées comme faisant partie de la diversité des personnes pouvant subir la pauvreté et l'exclusion sociale, comme on peut le lire dans les deux citations ci-dessous, tirées des entrevues avec les membres de l'équipe de l'organisme :

Je dirais que la particularité de Parole d'excluEs, c'est qu'on n'a pas de public cible entre guillemets, c'est-à-dire qu'on n'est ni dans une logique sectorielle où on travaille sur l'alimentation ou autre sujet, ni avec une population très, très précise. Je pense que c'est là la force de Parole d'excluEs. Donc, en ce sens-là, ce n'est pas une lunette qu'on a nécessairement intégrée, surtout dans les premières années de Parole d'excluEs, il y avait un peu une résistance de regarder certaines catégories de la population en particulier. Je me souviens même qu'on ait eu toutes sortes de discussions sur la place des femmes, etc. Et il y avait vraiment une résistance de voir des sous-groupes, entre guillemets, de la population. L'idée, c'était de travailler globalement avec les personnes qui vivent la situation, qui vivent la pauvreté et l'exclusion sociale, et même leurs alliés. Donc, si leurs alliés étaient prêts à embarquer dans nos projets, ils étaient les bienvenus. Ça, c'est juste l'introduction. Mais c'est sûr qu'en particulier à Montréal-Nord, il y a une très forte population immigrante, que ce soit de première ou deuxième génération. Donc, c'est sûr qu'il y a beaucoup de personnes issues de

l'immigration qui ont fortement façonné leurs projets. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de l'organisme)

Parole d'excluEs s'adresse en priorité aux personnes vivant la pauvreté et l'exclusion sociale ou se sentant interpellées par ces enjeux, dans le but de donner la parole et de renforcer les capacités d'agir de celles et ceux qui sont le moins considérés dans les décisions collectives les concernant. Il ne s'agit pas de « cibler » une catégorie précise de la population, mais plutôt de laisser la porte ouverte à l'implication d'une diversité de personnes vivant l'exclusion sociale de manière différenciée :

Je pense pas que leur mission c'est de cibler les personnes migrantes, mais je pense qu'[elles sont présentes], parce que vu que c'est ouvert à tous à toutes, oui je pense que ça peut favoriser quand même. [...] Il y a quand même une volonté de, comment dire, de créer des liens, d'ouvrir le dialogue, pour des gens qui se sentent justement très isolés, qui ont beaucoup de barrières dans la vie, donc c'est quand même très ouvert. Que tu sois immigrant on pas à mon avis. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Il apparaît que la présence des personnes migrantes au sein de l'organisme résulte des caractéristiques socio-démographiques du territoire : les personnes qui résident à proximité des locaux de l'organisme, sont pour une grande part issue de l'immigration.

Selon les personnes employées dans l'organisme, la présence des personnes migrantes est aussi liée à une certaine posture de l'organisme à l'égard des différentes communautés qui composent le territoire. Cela est caractérisé par une volonté d'inclusivité qui favorise la participation des personnes migrantes aux activités et aux projets mis en œuvre par Parole d'excluEs. Elles décrivent une attitude ouverte face à la diversité culturelle du territoire, tout en soulignant une attention portée aux particularités qui permettent la construction d'un lien de confiance avec les membres de différentes communautés présentes à Montréal-Nord :

Dans le discours de base, les gens sont dans l'inclusion totale. On ne parle pas de nos différences, on parle vraiment des enjeux. Moi, je le vois, qu'on a réussi à faire ça, créer un milieu de vie très, entre guillemets, inclusif. C'est-à-dire que si tu ne trouves pas cette ambiance-là dans beaucoup d'endroits, c'est clair que ça vient faciliter l'inclusion de la personne parce que ça lui permet d'échanger avec un voisin qui est peut-être beaucoup plus réceptif, plus tolérant dans cette ambiance-là, parce qu'on est un organisme qui travaille sur l'exclusion, c'est-à-dire, l'inclusion. On a plein de

facteurs qu'on met en place. Les règles de la rencontre qu'on rappelle et tout ça, mais ce qu'on met en place ou tout simplement prendre un café, ça facilite les échanges. On est vraiment des facilitateurs pour créer des liens entre les gens. Et bien sûr, c'est comme le bénévolat qui est souvent souligné comme une façon de s'intégrer dans la société, ça permet d'échanger. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Pour ce·tte membre de l'équipe, les rencontres et le local de Parole d'excluEs sont des espaces inclusifs, au sein desquels les différences ne sont pas sources de tensions, ce qui fait encore une fois écho au concept de tiers-lieu abordé précédemment. Le rôle de l'équipe est de créer un environnement propice aux échanges entre les résident·e·s du territoire, ce qui permet une compréhension mutuelle des réalités individuelles et la co-construction d'une vision commune des enjeux du territoire. Cette citation extraite d'une entrevue avec un partenaire révèle ce climat d'ouverture à l'autre, cultivé par l'organisme :

Je pense qu'ils ont misé aussi sur le fait que dans Montréal-Nord, il y avait différentes cultures qui cohabitaient plus ou moins bien, mais personne ne se chicanait dans le local de Parole d'excluEs. Si un soir, c'étaient des griots, c'étaient des griots et le monde mangeait ça. Mais tu comprends, il ne fallait pas que ce soit du porc. Juste ça, de faire comprendre à tout le monde : « Moi, j'ai des interdits, des tabous. Ça, c'est mes besoins. » Je pense que Parole d'excluEs a beaucoup contribué à l'intercompréhension des gens qui habitaient [les logements de la SHAPEM]. Sans doute plus que d'autres organismes. De toute façon, c'étaient les seuls avec pignon sur rue dans le quartier chaud. Ils avaient le privilège. (Entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

L'organisme affiche une posture d'ouverture à l'égard de la diversité et tente de favoriser la cohabitation entre les différentes cultures à travers des activités rassembleuses, comme la tenue de repas ou d'évènements qui mobilisent certains savoirs traditionnels, comme le souligne la citation ci-dessous :

La cuisine saveur du monde ça en fait partie mais tu sais par exemple à la corvée de Pelletier l'année dernière, ils ont fait venir des artistes qui faisaient de la musique afro de Lapierre à Pelletier qu'ils ont mis en valeur, puis il y a aussi les repas quand c'est la bouffe créole ou de la bouffe maghrébine. Donc je pense qu'il y a quand même des pratiques qui sont là on va se dire on part des pratiques des gens avec qui on travaille et qu'on considère comme normal, de normaliser ces pratiques-là [...] Ça pourrait certainement être plus là mais parce que le fait de normaliser les pratiques culturelles et la diversité culturelle c'est quelque chose qui est fait et qui permet de lever les obstacles. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe)

L'inclusion des personnes migrantes aux processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs passent, selon cette personne, par une reconnaissance de la diversité des cultures, à travers la reconnaissance des savoirs et savoir-faire des personnes migrantes. Ces stratégies de mobilisation visent à créer un cadre au sein duquel elles se sentent les bienvenues. Au cours de mes observations, les principaux savoirs traditionnels relevés étaient les savoirs liés à l'alimentation, ainsi que certains savoir-faire artistiques, comme cela est mentionné dans la citation ci-dessus. Ces savoirs sont utiles à la création d'une ambiance conviviale propice à l'expression des savoirs citoyens des personnes migrantes résidant à Montréal-Nord. Dans la pratique des membres de l'équipe, et en particulier dans les processus de co-construction des savoirs visant à identifier les enjeux sur lesquels agir, cette ambiance conviviale est accompagnée d'une posture dite « d'écoute », soit d'une ouverture à la diversité des vécus de la pauvreté qui laisse la place à l'expression du vécu et des besoins et aspirations des personnes migrantes :

La posture, l'approche de Parole d'excluEs [...], c'est vraiment d'écouter les gens, d'aller vers eux et d'aller là où ils sont. C'est ça un peu la base. D'écouter leurs aspirations. Je pense que c'est un peu ça la clé. Je me rappelle même qu'à mon entrevue d'embauche, on m'avait posé la question : « Comment mobiliser les Haïtiens ? », « Comment mobiliser ci et ça ? » Il n'y a pas de recette, c'est vraiment juste une posture. [...] Donc, écouter et être ouvert aux préoccupations, aux formules. Je pense qu'il faut justement sortir de la rigidité et des comités, des assemblées, d'aller un peu vers ce que les gens ont envie de faire et vers les espaces où ils se sentent bien. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation souligne également l'ouverture à une diversité de pratiques de participation citoyenne et l'importance de l'informalité dans les échanges afin de faciliter la participation des personnes migrantes. Ceci suggère également une ouverture à l'expression des savoirs militants de ces dernières. Bien que celles que j'ai interrogées déclarent peu d'implication citoyenne, leurs parcours de vie suggèrent une perméabilité entre l'implication citoyenne formalisée dans le cadre de Parole d'excluEs et des expériences plus informelles de solidarité dans le cadre intrafamilial. L'attention portée à la diversité des savoirs se fait donc dans un sens très large. Dans la dernière citation exposée ci-dessous, l'importance accordée à la diversité de profils des personnes employées par l'organisme est perçue comme une condition facilitant la mobilisation des personnes migrantes et sur laquelle je reviendrai à la section 6.1.3.1.

6.1.2.2 Cultiver l'hétérogénéité des groupes citoyens

Bien que les personnes impliquées ne soient pas sélectionnées explicitement en fonction de leur profil, l'organisme essaie de créer des groupes et comités citoyens hétérogènes et représentatifs de la diversité sociodémographique de la population du quartier, qui, rappelons-le, est composé de près de 50 % de personnes nées hors du Canada (résidents permanents et non permanents). Afin de bâtir une représentation la plus fidèle possible des enjeux de la pauvreté et de l'exclusion sociale sur le territoire nord-montréalais, l'organisme cherche à susciter la participation de la plus grande variété de personnes possible :

C'est ce qu'on essaie de ne pas faire. On ne veut pas que ça soit juste une communauté, peu importe la communauté. C'est ce que Parole d'excluEs essaie de faire en général. C'est de créer de la cohésion sociale et de partager, de rassembler les gens autour du fait qu'ils habitent un même espace, plutôt que leur affiliation culturelle. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cet extrait d'entrevue souligne l'importance accordée à l'hétérogénéité au sein des groupes citoyens créés par Parole d'excluEs. Les membres de l'équipe de l'organisme sont sensibles à ce que les personnes présentes sur le territoire, dans toute leur diversité, puissent participer; ils cherchent en ce sens à éviter l'homogénéité des groupes :

Personne 1 : Bon hétérogène pour moi autant que ce soit diversifié dans le sens origine ethnique, sociale, genre, sexe aussi puis l'âge aussi, puis les statuts aussi autant des parents, des personnes monoparentales, des personnes âgées qui habitent seules, des femmes. Pourquoi ? Mais pour moi c'est comme dans la démarche de Parole d'excluEs le but ce n'est pas de faire des communautés qui parlent seulement à un type de personnes avec un type de situation mais qu'on est dans des milieux où c'est tellement diversifié que pour moi c'est un peu logique de voir comment chaque perspective peut faire converger vers quelque chose de commun, de collectif. Comment y arriver ? Ben, c'est d'essayer de mobiliser des personnes, on essaye d'aller vers tout le monde.

Personne 2 : oui c'est ça on essaie de rejoindre vraiment toutes les catégories de personnes, que toutes les catégories soient représentées, soit la question du sexe, de l'âge, de la culture, des origines, des statuts sociaux.

Personne 1 : Dans ma tête c'est parce qu'on veut que ça représente. Si on veut que les actions représentent l'îlot Pelletier, le profil n'est pas juste blanc/cinquantaine, là. (Extrait d'un groupe de discussion réalisé dans le cadre de l'étude sur la mise en pratique de la justice épistémique à Parole d'excluEs.)

Cet échange tiré d'un groupe de discussion portant sur la mise en pratique de la justice épistémique à Parole d'excluEs montre l'importance accordée à la diversité des personnes dans les actions menées par l'organisme. Sans que ces groupes soient statistiquement représentatifs, il est clair dans cet extrait que la participation des personnes migrantes est considérée comme essentielle dans les processus de co-construction des savoirs. Cela repose sur une reconnaissance du caractère différencié des savoirs en fonction des expériences et des statuts sociaux des personnes impliquées. L'hétérogénéité des groupes citoyens s'inscrit dans deux préoccupations de l'organisme qui sont liées à son modèle d'action, lequel se fonde sur la mobilisation de la parole citoyenne.

D'une part, il s'agit de refléter l'ensemble des savoirs des personnes résidant dans le territoire, et ce, tant dans les recherches (comité de pilotage ou de suivi des recherches, profil des personnes interrogées, etc.) que dans les projets mis en œuvre notamment à travers la création des comités citoyens, comme cela est d'ailleurs décrit dans la citation ci-dessous :

Une des recherches quand même assez participatives, c'était l'étude sur les besoins-aspirations des citoyens du Nord-Est où on avait un comité de recherche. C'est sûr qu'on n'avait pas encore beaucoup de citoyens actifs, car c'était le début de la modélisation, mais les deux qui étaient présents, étaient tous les deux immigrants. Il y avait une personne d'origine latino-américaine et l'autre était d'origine maghrébine. Notre préoccupation, [...] c'était [que la recherche soit] représentative du territoire. Donc, évidemment, dans ces quartiers où la population issue de l'immigration est forte, c'est essentiel de les intégrer, d'intégrer leurs savoirs, donc ils étaient là au même titre que les personnes nées au Québec ou dont la famille est née au Québec. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation souligne le fait que les savoirs des personnes migrantes ont joué un rôle dans la transformation du territoire. Les savoirs des personnes migrantes sont reconnus et pris en compte par l'organisme, et jugés comme incontournables pour bien répondre aux besoins et aspirations des résident·e·s du quartier, comme en témoigne la citation ci-dessous :

Dans un quartier où il y a beaucoup d'immigrants, si on ne réussit pas à susciter leur intérêt de participation, je pense qu'il manque un gros, gros, gros morceau. Donc, au niveau juste de la capacité de transformation, c'est complètement nécessaire. C'est nécessaire parce qu'ils sont une partie super importante de la population. C'est important pour que... La partie appropriation, adhésion, etc., je pense que c'est complètement fondamental. Je pense que c'est juste un enrichissement énorme, d'avoir plus de perspectives, d'avoir un bagage plus riche. Je sais que je suis dans les

généralités, mais c'est ça la base. Après, dans des trucs plus particuliers, il me semble que c'est [une personne migrante] encore qui disait : « Moi, j'aimerais avoir des fleurs, parce que ça me rappelle mon pays. » C'est dans ce genre de truc que ces participations-là... En fait, tout le monde devrait amener des éléments auxquels ils tiennent et qui peuvent contribuer à leur mieux-être, donc, je pense que dans ce sens-là, c'est super important. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

D'autre part, l'organisme favorise la cohésion sociale au sein du territoire en amenant une diversité de personnes à se rassembler autour d'une vision commune et de projets collectifs. La mobilisation des personnes migrantes au sein de l'organisme permet de s'assurer que leurs expériences de la pauvreté et de l'exclusion sociale soient prises en compte dans la compréhension collective de ces enjeux. Enfin, il s'agit de prendre en considération leurs besoins et aspirations. L'hétérogénéité des groupes est une condition essentielle du travail de co-construction des savoirs et des projets collectifs, selon plusieurs personnes interrogées. L'hétérogénéité du groupe est également un élément favorisant la création d'un espace sécuritaire au sein duquel les savoirs tirés de l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale peuvent s'exprimer. Les personnes impliquées peuvent ainsi se réunir autour des problèmes qu'elles ont en commun, en particulier ceux liés à la migration. Cette posture est un des éléments susceptibles de faciliter la participation des personnes migrantes aux initiatives menées par Parole d'excluEs. En outre, nous allons voir que la diversité des groupes est perçue comme ayant un effet boule de neige sur la mobilisation citoyenne des personnes migrantes.

6.1.3 L'effet d'entraînement de la diversité des profils

La participation d'une diversité de personnes issues des différentes communautés ethnoculturelles au sein de l'organisme, à la fois l'équipe et les résidents du quartier impliqués, est le résultat de la posture d'inclusion de Parole d'excluEs. Cela agit comme une condition facilitant la participation générale des personnes migrantes à ses activités et la prise en compte de leurs savoirs au sein des initiatives mises en place.

6.1.3.1 La diversité des profils membres de l'équipe

La diversité culturelle de l'équipe est perçue comme facilitant la mobilisation des personnes migrantes et l'expression de leurs savoirs dans les processus de co-construction mis en œuvre par Parole d'excluEs. Selon les membres de l'équipe et certaines des personnes migrantes interrogées,

la présence d'une personne identifiée comme appartenant à une communauté ethnoculturelle facilite la mobilisation de personnes qui se sentent appartenir au même groupe. Cela favorise la création d'un lien de confiance et la transmission des savoirs des personnes migrantes, part un processus de traduction interculturelle. Ceci a également été souligné par les auteur·ice·s de l'étude des besoins et aspirations du Nord-Est (Heck *et al.*, 2015) :

Dans une telle recherche, au-delà des qualifications scientifiques, la facilité à établir des liens avec les citoyens et à animer des rencontres revêt une grande importance. Nous relevons dans ce cadre l'accès privilégié de certains membres de l'équipe à des communautés spécifiques (haïtienne, maghrébine, latino-américaine). (Heck *et al.*, 2015, p. 36)

Tout d'abord, le fait que certain·e·s membres de l'équipe connaissent quelques-unes des langues maternelles des communautés ethnoculturelles présentes à Montréal-Nord facilite la participation des personnes qui maîtrisent moins bien le français ou qui se sentent plus à l'aise de s'exprimer sur certains sujets sensibles dans leur langue maternelle.

Mes observations et discussions informelles avec des membres de l'équipe et personnes migrantes impliquées suggèrent également que la présence des personnes migrantes au sein des locaux de Parole d'excluEs dépend de l'affinité que celles-ci entretiennent avec la personne qui est leur principale interlocutrice. Ces liens d'affinités semblent souvent se créer autour du sentiment d'appartenance à une communauté culturelle similaire, comme cela est décrit dans la citation ci-dessous :

Je crois qu'indépendamment de Paroles d'excluEs, ce qui était observé, c'est qu'il y avait déjà des gens immigrants qui avaient leurs propres réseaux entre eux, souvent par communauté. J'ai l'impression que si on fait le lien avec la mobilisation, selon qui était le chargé de mobilisation, ça venait chercher une communauté un peu plus. [L'origine ethnique des chargé·e·s de mobilisation] influençait quand même qui gravitait autour du local. [...] J'aurais tendance à dire que les gens recherchent un peu un milieu... Ils recherchent un lien de confiance avec la personne qui est physiquement dans les locaux. Si c'est une personne qui leur ressemble, il va y avoir un peu plus un lien naturel qui se fait. [...] par exemple, [une chargée de mobilisation] avait une meilleure connexion avec les personnes racisées, parce qu'elle avait une meilleure connexion avec les enfants. Les enfants étaient plus présents, les enfants d'immigrants étaient beaucoup plus présents dans les espaces. Donc, le fait d'avoir un lien avec les enfants, ça créait un lien avec les parents. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La prise de contact avec les personnes migrantes et leur engagement dans les processus de co-construction des savoirs et les projets collectifs sont facilités par la présence au sein de l'équipe de personnes qui leur ressemblent. Ceci peut expliquer la fluctuation dans le temps du profil des personnes impliquées dans l'organisme. Cette réalité s'est d'ailleurs appliquée à ma situation au cours de la collecte de données. Comme je suis d'origine marocaine, les femmes originaires d'Afrique du Nord m'ont accueillie très facilement dans des espaces informels d'échanges et de solidarité. Par ailleurs, ma grossesse apparente dans les derniers mois de ma présence sur le terrain a également été un facteur facilitant mon entrée en contact avec les familles du quartier, les femmes, mais également les enfants et certains pères de famille. Au cours d'une entrevue, un·e membre de l'équipe de l'organisme m'a également fait part de sa facilité à entrer en contact et à tisser des liens avec les femmes de la communauté maghrébine du quartier, du fait de sa propre origine ethnique proche de celles-ci. Toutefois, les liens d'affinité ne se tissent pas uniquement autour de critères d'ordre ethnoculturel. Certain·e·s membres de l'équipe entretiennent également des liens privilégiés avec les familles qui résident à proximité du local, grâce aux activités qui ciblent les enfants, comme cela est mentionné dans la citation ci-dessous. Cela facilite la mobilisation des personnes migrantes, car les familles vivant alentour du local de Parole d'excluEs sont majoritairement issues de l'immigration.

L'influence des affinités ethnoculturelles sur la mobilisation des personnes migrantes révèlent la perception que celles-ci ont d'être mieux entendues et prises en considération par des personnes qui leur ressemblent. En effet, au cours des observations, j'ai relevé un lien entre l'appartenance ethno-culturelle des personnes intervenant dans le milieu et leur sensibilité aux réalités vécues par ces groupes :

En septembre 2021, j'assiste à une rencontre au local de Parole d'excluEs sur la rue Lapierre. Des femmes migrantes originaires d'Afrique du Nord rencontrent des élu·e·s et représentant·e·s d'organismes du quartier afin de discuter de leurs besoins et de ceux des familles du quartier.

La rencontre est organisée par une des leaders du groupe, également impliquée à Parole d'excluEs et au comité RACINE. Les femmes font part de leurs besoins et aspirations pour le quartier : activités pour les familles, espace de socialisation pour les mères ; lieux pour faire des fêtes traditionnelles et pour faire connaître leurs coutumes et leur culture aux autres communautés ; discussion autour de la question de la sécurité dans le quartier. [...] Au cours de la discussion, une des personnes représentant le milieu communautaire témoigne des changements de l'immigration dans le quartier, du fait

de l'arrivée récente de la communauté maghrébine et des nouveaux besoins qui émergent. [...] Elle a la sensibilité culturelle à cette communauté et selon elle, il y a peu de personnes dans le milieu communautaire nord-montréalais qui connaissent la communauté maghrébine. Elle se dit sensible à leurs besoins, aussi parce qu'elle fait partie de cette communauté. L'absence d'activités pour la communauté maghrébine se vit aussi dans l'ouest de l'arrondissement alors qu'il y a une plus forte présence de cette communauté. (Extrait des notes de terrain)

Selon cette personne, la communauté maghrébine est sous-représentée parmi les employé·e·s du milieu communautaire, ce qui explique que ses besoins sont moins écoutés et moins bien comblés. À ce titre, au cours de rencontres formelles et informelles, il a été souligné à plusieurs reprises par des personnes de la communauté maghrébine que la présence d'une personne maghrébine dans l'équipe manquait dans l'optique d'aider à la mobilisation des personnes originaires d'Afrique du Nord⁹⁴. Cette intervention fait écho à des propos collectés au cours des entrevues avec les personnes migrantes, dont voici un exemple, qui traite de la communauté haïtienne :

Non, le côté qui est bon, [que la personne chargée de la mobilisation] soit haïtien[ne] c'est qu'il va comprendre mieux l'aspect [que] telle autre personne ne comprend pas, elle ne va pas converser avec toi [fait référence à la chercheure] de la même façon, malheureusement même si elle comprend tous les mots, elle n'a pas même culturellement il y a des regards qui veulent dire quelque chose. Tout se fait avec l'éducation donc quand tu ne connais pas quelque chose ça te fait peur. Les Haïtiens même s'ils sont à Montréal et que la police est très civilisée et tout, il y en a tu leur dis [le mot] « police » ils ne vont plus jamais parler de leur vie là. N'appelle pas l'ambulance parce que l'ambulance amène la police. Culturellement je pense qu'il y a des choses qui sont une barrière. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

La citation ci-dessus souligne la complexité que perçoit la personne interrogée quant à la mobilisation dans un contexte multiculturel. La présence d'une personne haïtienne au sein de l'équipe de Parole d'excluEs est envisagée comme un atout pour aller à la rencontre des personnes de la communauté, puisque cette personne comprend les enjeux vécus, notamment ici le profilage racial et les relations compliquées des jeunes Haïtiens avec la police, mais aussi pour entrer en contact avec elles, du fait d'un langage commun. En ce qui concerne les activités de co-construction

⁹⁴ Cette situation fait référence à la période au cours de laquelle les entrevues avec les personnes migrantes ont été réalisées, puisqu'il y a eu avant et après cette période des personnes originaires d'Afrique du Nord au sein de l'équipe. Je reviendrai sur cette question au point Une équipe qui doit s'appropriier le terrain nord-montréalais, car il est apparu par la suite que l'unique appartenance (réelle ou perçue) à un groupe ethnoculturel ne suffit pas à tisser un lien avec cette communauté.

des savoirs, la présence de personnes appartenant diverses communautés ethnoculturelles au sein de l'équipe est donc perçue comme étant une condition facilitant l'inclusion des savoirs d'usages des personnes migrantes. Les données collectées suggèrent que la présence de personnes appartenant à leur communauté assure une meilleure compréhension par l'organisme de la situation des personnes migrantes et des enjeux qu'elles vivent.

6.1.3.2 La présence d'autres personnes migrantes

La présence des personnes migrantes au sein des projets et activités de Parole d'excluEs est perçue comme un des éléments facilitant la participation citoyenne des personnes issues des communautés représentées ⁹⁵. L'hétérogénéité ethnoculturelle des groupes citoyens provoque un effet d'entraînement sur la diversité des personnes rejointes par l'organisme. Les personnes migrantes fortement impliquées dans l'organisme jouent un rôle de pionnières en ouvrant la voie pour l'implication de leurs pairs, comme cela est décrit dans la citation ci-dessous :

Un levier énorme [à la participation des personnes migrantes], c'est que lorsque tu vois un groupe où tu as l'impression que tout le monde est très différent de toi, tu as peut-être plus de mal à t'y reconnaître. Donc, je pense que ça c'est peut-être une base. Si au départ, il n'y a pas de mixité, c'est difficile de la créer. Ça peut passer par la création de liens. S'il y a un enjeu qui interpelle tout le monde, on a vu que ça permet de dépasser les groupes d'affinités existants, mais il faut quelque chose qui lie et quand tu ne connais pas les gens, tu te bases sur ce que tu vois. Donc, il y a quelque chose quand même qui est important en ce sens-là. Et je sais que ça peut créer des barrières. Je sais qu'une des premières [personnes] qui était très impliquée à Espace Lapierre, ses amis lui disaient : « Ah, tu t'en vas travailler avec les Blancs. » Donc, ça a été vu comme ça, mais elle, elle y trouvait sa place et je pense que c'est grâce à elle que [les actions au local de la rue] Lapierre [ont] pris [leur] envol. Ça prend des pionniers. Le plus facile, c'est quand il y a déjà une certaine mixité et que les gens se reconnaissent et se reconnaissent dans les façons de faire. C'est de créer un dialogue qui permet de se donner un fonctionnement, une ouverture, des objectifs qui sont le plus rassembleurs possible. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe)

Ces propos soulignent le rôle d'abord indirect de la présence de personnes migrantes ou issues des communautés ethnoculturelles du territoire dans l'effet d'entraînement généré auprès de leurs pairs. Les savoir-faire de ces personnes contribuent à la création d'un pont entre l'organisme et les

⁹⁵ Le sens de « communauté » varie toutefois, il peut s'agir de personnes venant du même pays, de la même région (Afrique du Nord, Amérique Latine, Caraïbes), de personne parlant la même langue (arabe, créole, espagnol notamment), ou pratiquant la même religion. Ces catégories sont floues et varient en fonction de la personne interrogée.

membres de leur communauté d'appartenance. Il semble que l'appartenance ethnoculturelle se matérialise dans des modes d'agir similaires. C'est donc la mise en visibilité de ces modes d'agir au sein des processus de co-construction qui favorise l'implication des personnes migrantes. La présence de personnes migrantes au sein de l'organisme influence donc les modalités d'action et les pratiques de mobilisation déployées⁹⁶. J'ai été témoin de l'importance de ces liens d'affinité entre les personnes migrantes impliquées. Par exemple, plusieurs femmes originaires d'Afrique du Nord se sont impliquées dans la distribution alimentaire au cours de la pandémie, et les discussions informelles avec ces personnes m'ont révélé que leur implication dans ce projet était due à un effet boule de neige, une femme est venue avec une amie, qui est venue avec une autre amie, etc. :

Dans le Nord-Est [de Montréal-Nord], tu as une très grande densité de personnes, c'est pas mal toute des familles et c'est pas mal toute des gens qui sont issus de l'immigration, après c'est pas tout de la même durée nécessairement. Certains sont là depuis très récemment, d'autres sont là depuis très longtemps, mais c'est aussi un effet d'entraînement, si tu as une personne qui est nouvellement arrivée, elle rencontre quelqu'un qui vient de sa communauté ou de son village ou de son pays et cette personne-là est déjà intégrée, déjà active dans son milieu, souvent elle va t'amener avec elle. Pour moi l'exemple c'est un peu [une des personnes impliquées à Parole d'excluEs] qui est une femme musulmane qui a pris un lead puis il y a quand même beaucoup de femmes qui [ont] suivi dans ce mouvement là mais il y avait une leader en avant qui avait établi un lien de confiance [avec l'organisme]. Puis mettons qu'[elle a] répandu la bonne parole, ça a créé un effet d'entraînement, je pense. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

La présence de personnes migrantes auprès de l'organisme influence donc les modalités d'action et les pratiques de mobilisation déployées, ce qui facilite la participation d'autres personnes migrantes. Ce commentaire explique la forte participation de femmes originaires du Maghreb au sein des certains projets et activités de l'organisme, en particulier autour du local de la rue Lapierre, au moment de la collecte de données. Cette implication accrue passe également par la mise en visibilité de certains savoirs traditionnels des personnes migrantes, comme la nourriture ou l'artisanat, explorés dans le chapitre précédent. À titre d'exemple, j'ai observé cet usage des savoirs traditionnels au cours de mon travail auprès du plan d'aménagement du Nord-Est, à l'été 2019, co-animé par l'arrondissement et des organismes du quartier, dont Parole d'excluEs. L'objectif de

⁹⁶ Je reviens sur les effets de la participation des personnes migrantes aux processus de co-construction des savoirs et de l'action collective dans le prochain chapitre.

cette activité était de sonder les habitant·e·s du quartier au sujet des projets de réaménagement des rues du Nord-Est. Une des leaders locales, originaire d'Afrique du Nord, a proposé l'engagement d'une tatoueuse au henné afin d'attirer l'attention des jeunes femmes maghrébines du quartier, identifiées comme étant moins présentes dans les consultations publiques formelles. Les femmes arabophones impliquées dans ce processus ont par ailleurs utilisé leur langue maternelle pour traduire les questions des sondages, afin de collecter les impressions des autres femmes arabophones du quartier concernant leur expérience du territoire et leurs opinions sur les transformations à apporter. La mise en visibilité des savoirs traditionnels apparaît alors comme une condition facilitant la participation des personnes migrantes plus isolées et l'expression de leurs savoirs d'usage, qui sont ensuite mis à contribution dans les processus de co-construction :

Des fois, c'est la langue [qui fait obstacle] même si ça fait longtemps qu'ils sont ici y a plein de dames qui parlent juste créole ou juste arabe. Mais ça finissait toujours par quelqu'un qui a envie de s'impliquer, qui a envie de sortir de chez eux, il y a toujours quelqu'un qui peut l'aider à traduire il y avait ça [...]. Moi j'essaie d'engager des jeunes du quartier ça ne marchait pas tout le temps mais au moins le trois-quarts. Souvent ça va finir qu'il y en a une qui parle espagnol, l'autre est créole ou arabe donc ça, ça venait un peu de soi. Ce n'était pas un critère mais ça finissait comme ça. Souvent ça va être l'équipe ou sinon entre les bénévoles ou les membres, les citoyens qui viennent, ils pouvaient s'entraider. [...] La langue, des fois, c'est un obstacle mais on finit toujours par se comprendre et c'est ça. (Extrait d'une entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

La citation ci-dessus décrit des exemples concrets de la façon dont certains savoirs des personnes migrantes contribuent à la participation d'autres personnes migrantes ou issus d'une même communauté d'appartenance. Ici, la non-maîtrise du français apparaît au départ comme un obstacle à la participation des personnes migrantes, mais la présence de personnes allophones parmi les personnes impliquées dans l'organisme permet de dépasser les barrières linguistiques. L'entraide entre les personnes impliquées facilite l'inclusion des personnes migrantes les plus isolées. Mes observations m'ont effectivement permise de constater le travail de traduction informelle réalisée en créole ou en arabe, le plus souvent par certaines personnes impliquées dans l'organisme, au cours des activités formelles comme les assemblées de quartier.

Par ailleurs, au cours de mes observations et entrevues migrantes, j'ai noté que les personnes migrantes jouent un rôle de mobilisation de leur communauté visant à les inciter non seulement à participer aux projets et activités participatives mis en œuvre par Parole d'excluEs, mais aussi à

bénéficier de certains services, comme les distributions ponctuelles de denrées alimentaires (durant la pandémie de COVID-19) ou la distribution de matériel scolaire au moment de la rentrée des classes. Au cours d'une entrevue, une des personnes migrantes interrogées souligne notamment ses efforts de « traduction » entre l'organisme et les jeunes marginalisés sur le territoire :

Je parle de moi personnellement de mon vécu avec la pandémie je sais que ça a été encore plus difficile. De mon point de vue à moi en faisant partie [du comité citoyen] je pense que tout ce qui vient des jeunes de Montréal-Nord je pense que ça ne s'adapte pas bien. Soit qu'ils ne veulent pas comprendre soit qu'on n'utilise pas le même langage dans le fond, on ne s'est pas bien fait comprendre, en fait on n'utilise pas le même langage que tout le monde [...] Moi je vais parler dans mon langage. C'est le même langage que tu [s'adresse à la chercheure] vas utiliser avec moi, je vais l'utiliser parce que c'est comme ça que tu comprends. C'est juste une question d'éducation. Moi personnellement, je ne veux plus vous parler comme ça. Je vais l'utiliser parce que c'est comme ça que tu comprends. C'est juste une question d'éducation. Moi personnellement, je ne veux plus vous parler comme ça. On adopte un autre langage. Maintenant je dis regarde qu'est-ce qu'on fait ? Moi je t'ai vue aujourd'hui, parce que je veux que justement [le comité citoyen] ait un avocat, parce que justement on se dit qu'on est des jeunes de la rue, on va parler dans la rue. C'est ça, c'est justement une autre communauté, parce que justement personne ne comprend cette communauté-là. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Cette citation souligne la capacité des personnes migrantes impliquées dans l'organisme à traduire et à transmettre les préoccupations de personnes qui n'arrivent à les exprimer dans les modalités mises en place par l'organisme. Les leaders migrant·e·s s'attachent à transmettre les enjeux et réalités vécues par les membres de leur communauté et occupent un rôle de porte-parole, comme cela est suggéré ci-dessus. Ainsi, les savoirs d'usage de ces personnes revêtent un caractère collectif, davantage que celui des personnes blanches et nées au Québec, dont l'implication se situent davantage à un niveau individuel.

6.2 Les défis de la co-construction des savoirs en contexte multiculturel

Au fil de la collecte de données, j'ai relevé des critiques faites à l'encontre de l'inclusion des personnes migrantes au sein de Parole d'excluEs. Dans une approche pragmatique, ces points de vue me permettent de soulever les défis que comporte la mise en œuvre d'une approche de co-construction des savoirs et de co-construction de projets collectifs dans un contexte multiculturel tel que Montréal-Nord.

6.2.1 Une posture d'ouverture à l'égard de la diversité trop peu formalisée

Comme nous l'avons vu plus tôt, l'organisme n'affiche pas distinctement une posture qui vise à mobiliser particulièrement les personnes migrantes. Le premier principe de son action est de s'adresser « aux citoyen·ne·s qui souhaitent agir collectivement contre l'exclusion et la pauvreté⁹⁷ ». « L'inclusion, la diversité et l'équité » font partie des valeurs de l'organisme, comme cela est mentionné sur son site internet. Néanmoins, pour certain·e·s des membres de l'équipe interrogé·e·s cette posture est trop peu formalisée, ce qui rend difficile l'élaboration de pratiques explicites et communes à l'ensemble des personnes engagées dans l'organisation :

En tout cas, je pense qu'un des obstacles [à la participation des personnes migrantes], c'est le fait de ne pas aller à la rencontre de ces personnes. On fonctionne avec ce qu'on a déjà. Les gens qui viennent, qui restent, qui prennent un café, parce qu'ils se sentent plus isolés, passer du temps au local, pas de problèmes. Ils sont sur l'aide sociale aussi. Ça leur permet de dégager du temps et donc, d'être seuls le plus souvent. Ce que j'observe le plus souvent, les Haïtiens ont moins ce réflexe. Il faut qu'ils s'occupent... Ils viennent pour changer leurs conditions de vie. Ils se cherchent un travail. Souvent, ils le trouvent aussi par rapport à leur réseau. Le fait aussi d'aider des gens dans leur pays d'origine, envoyer de l'argent. Ils ne peuvent pas se permettre de ne pas trouver un travail. Souvent, quand ils venaient au local, c'était pour ça, imprimer un CV, une démarche pour chercher une maison. Il y avait toujours ça. Je ne pense pas qu'on avait une politique de rétention de ces gens-là. De créer des activités qui probablement pourraient les intéresser. Ou de leur montrer qu'ils devraient, qu'ils pourraient participer à tel, tel projet, de leur faire comprendre que... On fait avec ce qu'on a et ce qu'on a, en général, c'est des Québécois et Québécoises « de souche », la plupart du temps, qui sont plus ou moins isolé·e·s et donc, c'est naturel de passer au local, venir prendre un café, de faire ces choses-là. On n'avait pas cette volonté d'aller chercher d'autres personnes. Ça, c'est un obstacle. D'aller à la rencontre de ces gens-là. Et d'avoir une politique accueillante, ne serait-ce que d'écrire des choses, des messages, de placarder des choses comme : « Bienvenue à la diversité », « Bienvenue, sentez-vous chez vous. », « On bannit le racisme et la discrimination. ». Il n'y avait pas cette volonté. Jusqu'à présent, il n'y a pas cette politique-là de toute façon, une politique plutôt accueillante pour que les gens se sentent chez eux. Ou des images qui, par exemple, montrent une diversité de personnes. [...] On n'a pas de politique. On n'a rien qui est énoncé quelque part ou c'est dans nos valeurs. Le fait qu'on... Et souvent aussi, quand on parle d'exclus, on ne parle pas de discrimination. On parle plutôt d'exclus, des gens exclus, plus ou moins économiquement. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

⁹⁷ Extrait du site internet de l'organisme, section « Qui sommes-nous ? » : <https://parole-dexclues.ca/nos-fondements/>

Cette citation soulève les limites dans les efforts faits par l'organisme pour susciter l'intérêt des personnes migrantes. Pour cette personne, peu d'efforts sont faits pour mobiliser les personnes migrantes, et les personnes impliquées sont celles qui ont fait le premier pas vers l'organisme, notamment pour briser l'isolement. Les personnes migrantes étant davantage dans un mouvement individuel d'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs proches, notamment par l'emploi, sont moins enclines à participer aux activités de l'organisme. En outre, leur trajectoire de vie est jugée peu compatible avec l'investissement dans des projets collectifs de transformation sociale. Par ailleurs, la personne citée ci-dessus souligne que l'organisme n'a pas formalisé son approche à l'égard de la diversité et que conséquemment, l'inclusion des personnes migrantes est relativement peu soutenue par des pratiques explicites. Dans ces conditions, la présence est jugée insuffisante, ce qui limite l'inclusion de leurs savoirs d'usage dans la vision de la transformation socio-territoriale développée par Parole d'excluEs. Enfin, cette personne fait le constat d'un biais dans la posture de l'organisme à l'égard de l'exclusion sociale, lequel empêche la prise en considération des expériences propres aux personnes migrantes racisées liées aux préjugés et discriminations qu'elles subissent.

Le manque de formalisation de l'approche à l'égard de la diversité se traduit par des différences dans la manière dont les employé·e·s mobilisent les résident·e·s du quartier, en lien avec leurs propres intérêts et sensibilités à l'égard de la diversité. L'extrait ci-dessous, tiré d'un groupe de discussion sur les pratiques de justice épistémique, met l'accent sur ce constat :

Personne 1 : Moi je me pose la question aussi par rapport aux personnes qui mobilisent. Parce que je suis pas immigrante donc je peux essayer à 150% d'essayer de comprendre leur situation mais je ne comprendrai jamais à 100% parce que je n'ai pas le même vécu. Est-ce que ça c'est une limite à la base pour moi pour être capable de rejoindre autant ou plus de personnes que pour des employé·e·s qui ont ce même parcours-là, je ne sais pas. [...] Personnellement moi je vais par un intérêt, je pose des questions, je ne demande pas d'où la personne vient ou quoi mais les gens me laissent savoir que « Ah dans ma culture... », ils parlent plus de tout mais des fois j'y vais par intérêt, puis c'est comme ça qu'ils se sentent de plus en plus à l'aise. J'ai de la misère à le mettre en mots. Mais c'est vraiment une curiosité à la base plutôt que...

Personne 2 : ... qu'une ouverture active. [...] Est-ce que c'est un objectif que tu te fixes ?

Personne 1 : C'est un intérêt personnel à la base. Donc je ne sais pas quand mettons [une personne migrante impliquée] me parle de ses habitudes de quand il était dans son [pays d'Afrique sub-saharienne].

(Extrait d'un groupe de discussion réalisé dans le cadre de l'étude sur la mise en pratique de la justice épistémique à Parole d'excluEs)

Cet échange entre deux membres de l'équipe souligne le fait que, en l'absence d'une pratique claire en regard de l'inclusion des personnes migrantes, et plus largement des personnes appartenant aux communautés ethnoculturelles du quartier, la mobilisation de ces dernières est davantage liée à l'ouverture ou l'intérêt des personnes en charge de la mobilisation. D'ailleurs, elles mentionnent plus loin dans la discussion que le profil des personnes mobilisées a fluctué dans le temps, et mettent cela en relation avec les différentes pratiques et postures des personnes qui se sont succédé au poste de chargé·e de mobilisation.

6.2.2 Une équipe peu outillée sur les enjeux de diversité et d'inclusion

L'absence de formalisation de l'approche de l'organisme envers la diversité crée le sentiment au sein de l'équipe de Parole d'excluEs qu'elle n'est pas suffisamment outillée pour aborder les tensions interculturelles sur le territoire :

Je pense que ça a pris beaucoup de temps avant que Parole d'excluEs se sente équipé pour adresser ces enjeux-là⁹⁸. Je ne sais pas où on en est aujourd'hui, mais c'est quelque chose que l'équipe n'était pas super à l'aise de faire et pas nécessairement très formée pour le faire. Ça a commencé il y a quelques années, je pense à [un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs], mais il y avait vraiment une volonté de l'adresser, mais il y avait peut-être un manque, les gens ne se sentaient pas équipés pour le faire. Mais il y avait quand même cette intention claire. Je sais qu'il y a eu, je ne sais pas, dans les citoyens, les gens se donnaient des valeurs pour essayer de conserver le climat. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

⁹⁸ La personne fait référence à l'inclusion des différentes cultures présentes sur le territoire dans les activités de Parole d'excluEs, et aux tensions interculturelles qui peuvent émerger au cours des événements autour du choix de la musique à diffuser, de la nourriture à servir, etc.

La citation ci-dessus souligne la difficulté pour l'équipe de l'organisme d'agir concrètement en faveur de l'apaisement des tensions et conflits interculturels dans le quartier. Ces conflits, liés à des préjugés et discriminations, pèsent sur l'ambiance des activités :

Il est vrai que dans certaines activités, on essaie de faire plusieurs bouffes pour que ce soit plus accueillant. Mais la question de la diversité, la question de l'inclusion, ce n'est pas quelque chose qui est nécessairement présent, qui est un souci, je dirais. Qu'il y ait un souci qu'étant donné que le quartier est très diversifié, qu'il y ait une diversité de personnes et aller à la rencontre de ces personnes. Édicter des règles, des valeurs claires, de prévenir des conflits de discrimination, je ne voyais pas qu'il y avait ça. Il n'y avait pas ça. De toute façon, dans un premier temps, le groupe était plus ou moins homogène. Donc, effectivement, il n'y avait pas ce souci. Souvent, aussi, je ne dirais pas qu'il y a des dispositions particulières. Non, en mon sens. (Extrait d'entrevues avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Ces deux citations soulignent le manque d'outils dont dispose l'équipe de Parole d'excluEs pour mettre en place des approches de mobilisation qui assurent une plus grande inclusion d'une diversité de personnes, et en particulier les personnes migrantes et racisées, dans les processus de co-construction. Cela a deux conséquences sur ces processus : tout d'abord les conflits et tensions nuisent à leur bon fonctionnement. Le dialogue entre personnes de cultures différentes est souvent difficile et les conflits sont fréquents autour d'incompréhension liés à des savoir-faire et savoir-être. D'autre part, selon la personne citée ci-dessus, les groupes citoyens restent relativement peu diversifiés, ce qu'elle attribue à un manque d'efforts de la part de l'équipe de l'organisme pour mobiliser les personnes migrantes sur le territoire. J'ai en effet constaté que les personnes haïtiennes, pourtant très nombreuses dans le quartier, étaient peu nombreuses dans les activités récurrentes de l'organisme au moment de ma présence sur le terrain, en particulier les rencontres des comités citoyens.

Ainsi, d'importantes tensions interculturelles pèsent sur les processus de co-construction des savoirs. Le manque d'outils et de formation est également abordé dans cette entrevue avec un·e représentant·e d'un autre organisme du milieu :

Il y a une personne qui est consciente de ces enjeux, mais qui n'a pas, je pense, les outils nécessaires pour être capable de nommer les choses, d'intervenir et d'aller dans du renforcement de compétences en matière d'interculturalité par exemple. C'est l'intervenant terrain qui est là, mais il y a aussi une question de d'encadrement et de

soutien à cet intervenant, là mais il n'y a pas une approche d'intervention [...] et je ne pense pas que les enjeux ne peuvent pas être nommés et adressés de façon constructive pour défaire des préjugés. [...] C'est comme si les gens n'étaient pas nécessairement égaux. Ce n'est pas nécessairement voulu, ce n'est pas volontairement qu'on considère que les gens ne sont pas nécessairement égaux mais de par ces liens personnels ou proches de certaines personnes, sans probablement même s'en rendre compte et parce qu'il n'y a pas nécessairement la structure autour, c'est comme si une communauté était davantage choisie des fois [...]. Mais c'est ça il y a comme une clique, on va le dire de même. Puis c'est difficile d'amener vraiment un niveau d'intervention quand tu es dans ce modèle-là. Je pense qu'il y a des efforts de l'organisme, par exemple le fait qu'il ait contribué au projet *Former pour l'inclusion* avec la TCRI sur la communication interculturelle, je pense qu'il y a un désir de dénouer, de trouver des moyens d'action mais je ne pense pas que ça se concrétise encore sur le terrain c'est comme deux choses un peu séparées. Même à un moment donné, je parlais à d'autres personnes de l'organisation qui ne savaient pas [qu'il y avait des formations dans le quartier sur ces sujets d'interculturalité], les retombées ne sont pas nécessairement là je pense dans le restant de l'organisme. Mais je ne peux pas dire qu'il n'y a pas de volonté. [...] Mais je trouve que c'est un bel exemple de la dualité de Parole d'excluEs entre tout un service de recherche puis tout un service terrain mais la difficulté de l'arrimage entre les deux. C'est un bel exemple parce que là en termes de contribution de savoirs universitaires, il y avait une belle contribution. Cette personne déléguée avait une très belle compréhension de tout ça de tous ces enjeux. Mais est-ce que j'ai pu voir que ça se traduisait en actions terrain ou un rayonnement ? Non je ne l'ai pas constaté. Ça ne veut pas dire que ça n'y est pas mais j'ai pas pu le constater (Extrait d'une entrevue avec un· acteur·trice du milieu)

Ces propos mettent en lumière le fait que l'organisme Parole d'excluEs possède une capacité de compréhension théorique des enjeux interculturels et de la nécessité de prendre en compte la diversité des savoirs du territoire, grâce à la mobilisation des connaissances par l'équipe de recherche. Toutefois, cela ne se traduit par la mise en pratique d'une approche permettant de dépasser les tensions interculturelles, ce qui suggère que l'équipe est peu outillée et que la circulation et l'appropriation des savoirs universitaires ne se font pas de façon systématique. Ces constats à l'égard de la posture de Parole d'excluEs et de ses stratégies de mobilisation des personnes migrantes sont en tension avec sa volonté de collectiviser une variété de savoirs d'usage, afin de construire une compréhension des enjeux locaux qui soit représentative des expériences de l'ensemble des personnes vivant sur le territoire nord-montréalais. Les tensions interculturelles pèsent sur les processus de co-construction et limitent la participation des personnes migrantes du quartier.

6.2.3 Un espace de dialogue peu sécurisant

L'intrusion des tensions interculturelles du quartier dans les processus de co-construction des savoirs se manifeste par des conflits entre les individus présents. Ils touchent particulièrement à l'inclusion des personnes migrantes lorsque ces conflits sont liés à des préjugés et discriminations. Ainsi, au cours des observations sur le terrain, j'ai relevé des situations relevant de ces tensions :

En mai 2022 se tient la rencontre du comité RACINE au local de la Rue Lapierre. Au début de la rencontre j'aide [une femme maghrébine] à préparer le souper. Elle me demande qui sera là car elle veut savoir si des gens qu'elle connaît vont venir (ses amies du groupe des Mamans contre la violence). Elle me confie sa réticence à rester car elle voit arriver un autre membre du comité citoyen (femme québécoise blanche) qu'elle connaît. Elle m'explique que cette personne est raciste et qu'elle ne se sent pas à l'aise en sa présence. Finalement, une autre femme maghrébine arrive et elle décide de rester, elle me fait signe de m'asseoir près d'elle pour le reste de la rencontre. (Extraits des notes de terrain)

Cet extrait révèle le fait que le comité citoyen accompagné par Parole d'excluEs n'est pas toujours un espace sécurisant pour les personnes migrantes, ce qui peut limiter leur présence dans les activités et réduire la place de leurs savoirs au sein des processus de co-construction des savoirs. La présence d'une personne perçue comme menaçante car ayant eu des propos jugés racistes a un effet démobilisant et inhibant. À l'inverse, la présence d'autres personnes issues de sa communauté la rassure, ce qui corrobore les constats abordés à la section 6.1.3. Lors de cette rencontre, je n'ai pas noté de propos racistes à l'égard des femmes maghrébines présentes, mais j'en ai relevé à d'autres moments au cours de mes observations sur le terrain. Par ailleurs, plusieurs personnes interrogées ont soulevé ces enjeux, comme dans la citation ci-dessous :

Parmi les choses négatives, malheureusement il faut le dire, c'est le racisme. Tu rencontres des gens qui te considèrent comme : « Qu'est-ce que tu viens faire ici, retourne chez vous. » Ça je l'ai connu, je l'ai vécu. Je ne suis pas la seule, j'en ai parlé. Il y a beaucoup de personnes qui m'en ont parlé et là moi je dis toujours que c'est un défi pour nous pour leur montrer de quoi on est capables et qu'on est là qu'il y a un point vide qu'on vient compléter ce point-là, pour que le tissage soit bien fait, on n'est pas là pour rien c'est ça que je me dis. [...] Et puis le racisme je te dirai que ça vient de n'importe quelle culture hein, pas juste les Québécois. Ça peut être des Québécois qui n'aiment pas des cultures. Ça peut être d'autres cultures, des Haïtiens ou des Arabes, qui n'aiment pas les Québécois, qui se critiquent là. On a fait beaucoup de rencontres là-dessus. J'ai fait des recherches avec l'agent de mobilisation, même on a accroché des proverbes, des trucs. Mais ce n'est pas juste de notre part, c'est pendant

la réunion, on se parlait, on s'est dit il faut que chaque personne comprenne l'autre, mettez-vous à la place de l'autre et puis à la fin on s'en est sorti. On a donné des bouts de papier pour que chacun écrive une phrase ou une expression quelque chose qui doit arrêter ce problème, qu'il faut qu'on soit ouvert envers l'autre, qu'il faut s'accepter comme on est. Et puis on les a accrochés pendant un long moment, on s'est dit ça va servir dès que quelqu'un rentre et il va les lire, il va se dire, ah c'est bien il y a une ouverture d'esprit, il y a un esprit d'équipe et puis il faut s'accepter. Ce n'est pas parce que je suis noir que tu n'aimes pas ma peau. Je peux être mieux que toi dans d'autres domaines. (Extraire d'une entrevue avec une personne migrante)

Bien que cette personne souligne le travail qui a été fait au sein du comité citoyen au moment de son implication au sein de Parole d'excluEs⁹⁹, il semble que ces pratiques ne se soient pas transmises à l'ensemble de l'équipe. En effet, d'après la personne citée ci-dessous, les actes et propos relevant de préjugés et discriminations sont assez fréquents :

Je pense que d'avoir aussi un espace où on peut arriver avec sa culture, pas se sentir forcément jugé par rapport à cette culture là c'est quelque chose qui est facilitant. J'essaie de réfléchir parce que c'est facilitant mais en même temps ce n'est pas si facilitant. Je vois par exemple à chaque fois que je vais sur le terrain ou presque je remarque des comportements ou des propos vraiment racistes ou discriminants tu vois, presque à chaque fois que ce soit à Pelletier que ce soit à Lapierre et on n'adresse quasiment jamais ces propos-là et je me demande si on les adresse comment on devrait les adresser, est-ce que l'adresser à chaque fois ça facilite l'inclusion des personnes migrantes ? C'est une vraie question que je me pose tu vois. (Extrait d'entrevue avec un.e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Il s'agit d'un sujet qui est difficile à aborder de front par l'organisme et qui est peu discuté dans les rencontres d'équipe. Cela renvoie au fait que l'équipe est peu outillée et qu'il manque une approche d'interculturalité au sein de l'organisme. L'enjeu du racisme a pu être abordé à la demande d'une personne migrante, dans le cadre de son implication comme cela est décrit dans la citation ci-dessus. Toutefois, ces stratégies d'intervention dépendent d'une volonté individuelle des membres de l'équipe et ne sont pas systématiques, ce qui suggère que les membres de l'équipe ont parfois de la difficulté à assurer un climat propice à l'implication des personnes migrantes et à l'expression de leurs savoirs. En effet, la citation ci-dessous montre la difficulté pour les membres de l'équipe de gérer le dialogue entre des personnes issues de cultures différentes :

⁹⁹ La personne citée s'est impliquée pendant de nombreuses années au sein d'un comité citoyen de l'îlot Pelletier, qui n'était plus actif au moment de la collecte de données.

Ça peut être perçu comme minime mais il y a aussi des types d'humour différents. Et puis il y a des frictions entre comment quelqu'un qui va faire une blague très très légère ou vraiment qu'il faut pas prendre, c'est même pas quelque chose de grave mais ça se rend pas à l'autre personne et là l'autre personne, elle bloque complètement et puis on dirait qu'elle ne veut pas faire d'efforts, alors que ce sont deux personnes qui sont très présentes c'est comme dur après de ... Qu'est-ce que je suis supposée faire à part de rire puis de dédramatiser de montrer que c'est juste une différence d'humour. Donc oui il y a des frictions. (Extrait d'une entrevue collective sur la justice épistémique avec l'équipe de Parole d'excluEs)

Ces situations nécessitent de la part des membres de l'équipe un effort de traduction interculturelle et d'apaisement des tensions, qui dépend de pratiques individuelles plus que d'une approche globale, comme le suggère la section précédente. La divergence des points de vue et des vécus peut amener à des conflits qui nuisent à l'élaboration d'un espace de dialogue sécurisant qui facilite l'expression des savoirs citoyens.

6.2.4 La tension autour du rassemblement par groupe de pairs

Dans son effort de collectivisation des savoirs des personnes vivant sur le territoire nord-montréalais, l'organisme tente de mobiliser un bassin de personnes le plus représentatif possible de la diversité de la population du quartier. Ceci s'inscrit dans un objectif de bâtir une compréhension collective des enjeux locaux de la pauvreté et l'exclusion sociale qui soit la plus riche et la plus complète possible, et d'y trouver des solutions que les résident·e·s et acteur·trice·s du quartier puissent mettre en œuvre. Il est établi par l'équipe (voir section 6.1.2.2), que les personnes migrantes doivent nécessairement être intégrées à cette mobilisation et que les groupes citoyens doivent être le plus hétérogènes possibles. Toutefois, au cours de mes observations il s'est avéré que dans les activités, les événements plus festifs comme les activités de réflexions (réunions de comités citoyens, assemblées citoyennes) les personnes se rassemblent majoritairement entre membres d'une même communauté, mais aussi par groupes d'âge ou de genre. Par ailleurs, les groupes hétérogènes peuvent s'avérer peu sécurisants pour les personnes migrantes :

28 mai 2022. Le comité RACINE célèbre la Fête du printemps. L'événement a lieu devant le local de Parole d'excluEs (11991 Rue Lapierre). La fête est organisée par le chargé de mobilisation et par le Comité RACINE.

Sur place, les différents groupes ne se mélangent pas beaucoup. Un kiosque de maquillage pour les enfants se tient d'un côté avec une employée et une membre du comité RACINE.

Les femmes maghrébines sont rassemblées autour d'une table sous la tente. Il y a un kiosque pour l'éco-quartier, les agents de propreté distribuent des pamphlets de sensibilisation. Autour du BBQ, les jeunes Haïtiens qui occupent habituellement le coin de la rue sont venus le temps de manger. C'est une des femmes du comité RACINE qui les a invités à se joindre. Je note le passage de quelques pères de famille avec des enfants qui viennent se faire maquiller. Il y a peu de personnes de la communauté haïtienne. Les jeunes du comité Les Gilets Verts font des allées et venues avec la flotte de vélos. (Extrait des notes de terrain)

Dans un autre évènement visant la présentation des résultats d'une recherche sur le sentiment d'insécurité dans le quartier, j'ai également noté le rassemblement des personnes par groupes ethnoculturels :

En juillet 2022 se tient l'Assemblée citoyenne sur la sécurité urbaine à la Maison Culturelle et Communautaire, en soirée. À leur entrée dans la salle, les personnes présentes s'installent sur des tables rondes, par affinités (les gens se saluent et se réunissent). Au début de la rencontre, je note que les participant·e·s se sont regroupé·e·s par « groupe de pairs », les personnes noires (probablement haïtiennes), les plus jeunes (groupes de jeunes de la Maison des Jeunes l'Escale avec une des animatrices), les femmes maghrébines. J'anime la discussion sur une table où sont installées en majorité des femmes maghrébines et deux femmes latino-américaines. Les femmes partagent le même point de vue et les mêmes préoccupations au sujet de leurs enfants, elles sentent un manque de sécurité dans le quartier, autour des écoles, ont peur que leurs enfants subissent de la violence mais aussi qu'ils soient entraînés dans la délinquance. (Extrait des notes de terrain)

Les deux situations décrites plus haut sont des réalités récurrentes dans les activités participatives mises en œuvre par l'organisme. Une diversité de personnes sont présentes à ces évènements, même si certains groupes sont plus difficiles à rejoindre et que toutes les communautés ne sont pas représentées. La citation ci-dessous montre que les membres de l'équipe de l'organisme ont conscience de cette situation et expliquent en quoi cela constitue un frein à la mobilisation de la diversité des savoirs citoyens :

Pourquoi on n'arrive pas à représenter la diversité, c'est ça ta question ? Mais c'est ce qu'on disait tantôt les personnes veulent se retrouver entre elles et c'est ça le problème moi je pense que c'est ça la vraie limite en fait. Et puis tu ne peux pas obliger les gens

à se mélanger à d'autres personnes auxquelles elles ne s'identifient pas. On essaie mais si les personnes ne s'identifient pas à cette personne-là ils ne veulent pas forcément se retrouver avec ces personnes-là. (Extrait d'un groupe de discussion réalisé dans le cadre de l'étude sur la mise en pratique de la justice épistémique à Parole d'excluEs)

Cette citation souligne la difficulté, pour les membres de l'équipe responsables de la mobilisation et de la mise en dialogue des différents savoirs, de trouver un équilibre entre l'approche de l'organisme, qui consiste à collectiviser les différents points de vue pour aboutir à une vision commune de la transformation sociale, et l'inconfort que ces confrontations occasionnent pour les personnes participantes :

En fait, les gens à Parole d'excluEs étaient contre le fait de regrouper les semblables. Là, je pense que le premier, du moins à Montréal-Nord, à s'inscrire en rupture avec ça, c'était le Staff Lapierre¹⁰⁰. Parce qu'on a vu la situation des jeunes qui est super importante. On avait le comité RACINE où on peinait énormément à avoir des jeunes. Je me rappelle, on a eu une fois un jeune qui était là, qui était super content d'avoir la tribune, mais il n'est pas revenu après. Alors, on s'est dit que dans la logique de Parole d'excluEs, ce sont les premiers concernés qui doivent intervenir et être les leaders de la transformation. Si on ne réussit pas à intégrer les jeunes au comité RACINE, créons le Staff Lapierre. Ce n'est pas exactement comme ça que ça s'est passé, mais la logique, plus tard, dans les dernières années, c'est sûr que la mobilisation des femmes maghrébines est super importante, mais je crois que ce qui est important, c'est qu'il y a eu cette évolution-là avec les changements de direction à Parole d'excluEs et même si on peut dire que le comité des Mamans, ce sont probablement juste des femmes maghrébines, ce n'est pas non plus un comité qui est fermé. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Sans l'adopter dans toutes ses spécificités, Parole d'excluEs s'inspire de l'approche de la co-construction des savoirs développée par ATD ¼ Monde, dont un des principes est de créer des espaces de dialogue entre groupe de pairs. Pour Parole d'excluEs, les « citoyens » sont les personnes ayant une expérience commune de la pauvreté et l'exclusion sociale, et ce sont les savoirs liés à cette expérience qui sont mis à contribution dans la collectivisation des savoirs. Toutefois, dans le contexte nord-montréalais, il semble que les personnes se rassemblent autour d'autres expériences communes, comme l'appartenance à un groupe ethnoculturel, l'âge, une

¹⁰⁰ Le Staff Lapierre est un comité citoyen accompagné par Parole d'excluEs et dédié au bien-être des jeunes nord-montréalais·es et à la transformation de l'image du quartier. Parmi les actions réalisées, ce comité a réalisé des vidéos documentaires avec l'organisme Coups d'éclats, pour lutter contre la stigmatisation des jeunes du quartier : <https://www.coupsdeclats.com/lapierrepascal>

culture commune ou une origine géographique. Ceci se manifeste également par la faible présence de certaines communautés dans les activités de Parole d'excluEs. Par exemple, la participation essentiellement ponctuelle de la communauté haïtienne dans les activités de l'organisme (ex : barbecues, activités familiales) est un constat que j'ai fait de manière récurrente au cours de ma présence sur le terrain. Au moment de ma présence sur le terrain, les femmes originaires d'Afrique du Nord étaient majoritaires dans les activités. Ce manque de diversité est également soulevé par plusieurs personnes interrogées, en particulier les représentant·e·s des autres organismes du milieu. La citation ci-dessous apporte un élément d'explication :

Parole d'excluEs, c'est un organisme qui a toujours été vu comme un organisme où, jusqu'à tout récemment, il n'y avait pas beaucoup de diversité, et même au sein même de [l'équipe] de l'organisme. En tout cas, c'est une perception, et moi, je l'ai vu. [...] Mais je pense que le fait que premièrement, il n'y ait pas de personnes d'origine haïtienne, c'est que les personnes d'origine haïtienne sont menées soit vers des organismes qui sont dirigés par des personnes d'origine haïtienne... Je ne veux pas tomber dans le stéréotype, mais à mon avis, ça fait partie...C'est une des réponses en tout cas, que moi, je peux voir. Le fait que les Maghrébines n'ont pas, comme je l'ai dit, d'espace vraiment qui leur est dédié entre guillemets, qui leur ressemble, où on peut les écouter, a fait en sorte qu'elles se sont dirigées vers Parole d'excluEs. Parole d'excluEs leur a, a pu leur donner cet espace-là. À mon avis, c'est ce qui explique pourquoi il n'y a pas plus de personnes haïtiennes à Parole d'excluEs, que ce soit surtout les Maghrébins. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Ainsi, le besoin de se rassembler entre personnes d'une même communauté semble impacter la participation des personnes migrantes plus largement dans le quartier. Dans certaines circonstances la participation de personnes issues de certaines communautés peut avoir un effet d'entraînement (section 6.1.3), lequel peut toutefois engendrer une forme de surreprésentation qui se fait au détriment de la diversité au sein de l'organisme. Celui-ci semble offrir un espace d'expression privilégiée à la communauté maghrébine qui est plus récemment implantée dans le quartier et qui dispose de moins de lieux de rassemblement. Ainsi, le rassemblement par groupe d'affinités culturelles se fait de manière informelle, comme on peut le lire dans les extraits des notes de terrain ci-dessus. L'organisme prend ensuite en charge la collectivisation des savoirs exprimés, afin de bâtir cette vision commune qui supporte le passage à l'action. Cependant, il semble que cela ait un impact négatif sur la mobilisation de certains groupes, qui se sentent peu représentés ou qui peinent à trouver leur place dans les activités de l'organisme, comme en témoigne la faible présence des membres de la communauté haïtienne, mais aussi des jeunes, comme cela est suggéré dans la

citation ci-dessus. L'approche de co-construction des savoirs adoptée par Parole d'excluEs entre donc en tension avec le besoin de se rassembler entre personnes qui « se ressemblent » pour pouvoir prendre la parole dans un espace sécuritaire et une communauté de pensée. La volonté de l'organisme de mettre en commun l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale entre en concurrence avec la diversité de ses expériences et la nécessité pour les personnes issues des communautés ethnoculturelles de se rassembler autour d'autres expériences communes, en particulier l'expérience liée à l'immigration et à l'insertion sur le territoire québécois.

6.2.5 L'impact négatif des tensions interculturelles sur la co-construction des savoirs

6.2.5.1 Une compétition entre les communautés pour se faire entendre

Le besoin de rassemblement entre membres d'une même communauté, présenté ci-dessus, m'apparaît lié au contexte de la cohabitation entre divers groupes ethnoculturels dans le quartier. Ce besoin semble avoir un impact négatif sur les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective mis en œuvre par l'organisme. En effet, plusieurs situations observées sur le terrain témoignent de tensions au sein des rencontres et activités mises en œuvre par Parole d'excluEs. L'extrait suivant des notes de terrain en révèle un exemple :

L'assemblée générale de Parole d'excluEs, au mois de juin 2023, se déroule dans une salle de la Maison Culturelle et Communautaire de Montréal-Nord. Après le bilan de l'équipe, une période de questions est ouverte. Au cours de la discussion, un·e membre du conseil d'administration demande à l'équipe comment se porte la mobilisation citoyenne dans la dernière année. Une des leaders du comité citoyen RACINE répond que la mobilisation est difficile. Une autre participante reproche à Parole d'excluEs [propos rapportés indirectement à partir des notes de terrain] « Quand vous faites la mobilisation, vous oubliez et vous excluez les gens hors de la SHAPEM, alors que ceux qui sont à la SHAPEM ont déjà de l'aide. Ceux qui sont hors de la SHAPEM, ils paient déjà plus cher et ont pas d'aide. [...] Mais vous ciblez toujours les mêmes communautés, on veut faire différemment. » Elle poursuit en disant que les Haïtiens ne sont pas assez mobilisés et qu'il n'y a pas assez d'efforts [qui sont faits] pour les mobiliser. Une autre femme originaire d'Afrique du Nord prend la parole pour défendre le fait que la communauté maghrébine s'est beaucoup impliquée pendant la pandémie, notamment en cousant des masques pour les organismes du quartier, mais que les membres de la communauté ne sont pas suffisamment rejoints par Parole d'excluEs. (Extrait des notes de terrain)

Cette discussion révèle une forme de compétition entre les leaders immigrant·e·s qui se sentent responsables de la mobilisation de leur communauté et de l'écoute, par l'organisme, de leurs

savoirs. On identifie à travers ces prises de parole une revendication que les besoins et les aspirations des personnes issues des différentes communautés soient davantage pris en considération par Parole d'excluEs. Chacune de ces personnes semblent considérer que les autres communautés sont privilégiées par rapport à la leur. Cela fait écho à une autre situation observée sur le terrain, au cours d'une activité de distribution des fournitures scolaires organisées par le comité Staff Lapierre :

À la fin août 2021, j'assiste à la Fête « Back To School » organisée par le Staff Lapierre. L'évènement a lieu dans le local de Parole d'excluEs. Il y a une dizaine de personnes présentes, en majorité ce sont des enfants en âge d'aller à l'école primaire, certain·e·s sont accompagné·e·s de leurs parents mais pas tous·te·s. L'évènement consiste dans la distribution de sacs d'école et de matériels scolaires à quinze familles dans le besoin du quartier, à partir d'une liste préétablie par les membres du Comité Staff Lapierre. Au cours de la rencontre, trois femmes maghrébines, dont les enfants participent aux activités des Gilets Verts, viennent interpellier le chargé de mobilisation sur le choix des familles pour la distribution du matériel scolaire. Elles reprochent au chargé de mobilisation [le fait que seules] des familles haïtiennes ont été sélectionnées pour la distribution de fournitures scolaires. Elles souhaitent que les Gilets verts, qui sont des jeunes de la communauté maghrébine, reçoivent aussi une rétribution en échange de leur implication. Selon elles, ces jeunes impliqués sont plus méritants car ils participent aux projets de l'organisme, alors que les jeunes Haïtiens ne s'impliqueraient pas. (Extrait des notes de terrain)

Cette concurrence entre les communautés est aussi perceptible dans les propos collectés au cours des entrevues :

Je ne vais pas parler pour parler mais surtout eux autres la communauté maghrébine, je pense qu'ils n'ont pas l'habitude de vivre comme ça. C'est comme si vous¹⁰¹ mettez dans votre tête, que le fait qu'ils ont l'habitude d'avoir la vie facile, c'est normal, ils sont adaptés. Mais non il y a des gens même quand ils étaient en Haïti, ils ont des gens qui travaillaient avec eux. Il y a vraiment comme c'est vraiment un choc culturel que malheureusement, même si t'as été élevé ici, il y a un principe dehors et à l'école c'est encore un autre principe. C'est vraiment tout ça, les familles maghrébines, des fois il faut des affaires là [...] Je garde les bonnes choses pour les Maghrébins. C'est comme si à part les Maghrébins quelqu'un d'autre ne peut pas avoir les bonnes choses. Mais ce n'est pas supposé d'être comme ça, justement tu es dans le local de Parole d'excluEs et vous dites que vous ne faites pas d'exclusion, ça ne marche pas. Justement tu n'as pas compris le principe. C'est quoi ? Parce que je ne suis pas Maghrébine je ne peux

¹⁰¹ La personne interrogée perçoit la chercheuse comme étant membre de l'équipe de Parole d'excluEs.

pas avoir un beau service ? Ça n'a pas de sens. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Les deux extraits rapportés ci-dessus montrent bien la perception, partagée par les personnes migrantes interrogées, d'une compétition entre les différentes communautés pour faire entendre leurs voix au sein des activités participatives mises en œuvre par l'organisme. Pour la personne citée ci-dessus, l'équipe de Parole d'excluEs favorise les personnes originaires d'Afrique du Nord dans leurs activités. Pour une personne employée de Parole d'excluEs, cette favorisation est liée à l'affinité entre la communauté maghrébine et certains membres de l'équipe :

Là où je vois l'influence des personnes migrantes dans les activités et les projets, c'est la question de la sécurité urbaine. [...] Effectivement c'est des femmes voilées et on a vu toute une mobilisation de Parole d'excluEs lorsqu'un jeune a perdu la vie, et c'est un jeune de leur communauté, en fait. D'ailleurs, [un·e membre de l'équipe] disait : « Tu vois, si c'était un Noir, on s'en foutait carrément. Et on dirait que ces gens amènent de l'insécurité. Mais quand c'est un des leurs, ils sont victimes de ça et il y a toute une mobilisation. » Parce que cette personne-là était impliquée aussi. Il n'était pas innocent non plus. Mais on voyait qu'il y avait une sorte de sympathie à géométrie variable. D'ailleurs, ça a cristallisé un peu plus les mamans sur la sécurité. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Selon cette personne, les pratiques de l'organisme alimentent les tensions interculturelles à l'œuvre dans le quartier et reproduisent des rapports sociaux et raciaux de domination. Malgré cela il ne faut pas perdre de vue que le soutien au groupe des Mamans contre la violence, qui s'est formé à la suite de la mort d'un jeune de la communauté maghrébine dans un affrontement de rue, s'inscrit dans l'effort d'accompagnement de l'organisme des initiatives citoyennes. Par ailleurs, comme cela a été mentionné précédemment les autres communautés, en particulier la communauté haïtienne a d'autres espaces d'expression. Néanmoins, cette personne rapporte une perception partagée parmi les membres de l'équipe d'une hiérarchie dans l'écoute des voix des différentes personnes en rapport avec leur communauté d'appartenance. Toutefois, sur le même sujet j'ai également noté une perception contraire lors d'une rencontre d'équipe, selon laquelle les femmes musulmanes portant le voile étaient moins entendues dans le quartier, ce qui poussait Parole d'excluEs à d'avantage les mettre de l'avant. Cet extrait souligne également la disparité d'implication des communautés au sein de l'organisme et les effets que celle-ci a sur les actions mises en place. Ainsi, ce que ces propos traduisent c'est le manque de formalisation dans la posture

de l'organisme, le manque de directives claires et de systématisation des pratiques d'inclusion pour guider le travail de l'équipe auprès des diverses communautés du territoire.

Enfin, les enjeux tensions interculturelles se superposent aux tensions liées à la disparité des origines sociales et teintent les espaces de dialogue que Parole d'excluEs met en place pour croiser les savoirs et co-construire des actions collectives. Les personnes migrantes entrent en compétition pour faire entendre leur voix et celles des membres de leur communauté, et favoriser ainsi l'écoute de leurs besoins et aspirations par l'organisme. Ce climat traduit le manque d'espace pour l'expression de la parole des personnes migrantes dans le territoire. Parole d'excluEs, en créant cet espace, se trouve aux prises avec des enjeux de régulation des relations interculturelles, laquelle est nécessaire pour établir un dialogue entre les savoirs des groupes présents sur le territoire. Les perceptions exprimées par les personnes migrantes lors des entrevues révèlent qu'elles se sentent parfois confrontées à des préjugés et des discriminations dans les espaces de co-construction des savoirs. Ce qui est d'ailleurs corroborés par certains membres de l'équipe. Ces préjugés et discrimination semble être à la fois le fait des personnes participants aux activités de l'organisme, mais elles semblent aussi liées à des biais inconscients des membres de l'équipe. Ce sentiment affecte la manière dont les savoirs migrants sont perçus et mis à profit par l'organisme dans les actions collectives. Ces constats m'amènent à soulever l'enjeu de la persistance de hiérarchies entre les savoirs, influencées par les statuts sociaux et raciaux des participant·e·s. La hiérarchie des savoirs est le reflet du contexte social dans lequel évolue l'organisme. Malgré les efforts de Parole d'excluEs en terme de valorisation des savoirs des personnes les plus marginalisées, une réflexion plus profonde reste à mener pour garantir une véritable justice épistémique.

6.2.5.2 Une compétition entre communautés liées à des origines sociales différentes

Dans la citation ci-dessus, l'enjeu de la compétition entre les communautés ethnoculturelles est également mis en perspective avec une apparence de disparité dans les origines sociales de différentes communautés migrantes présentes sur le territoire. Pour la personne citée, les personnes origines du Maghreb sont favorisées car elles seraient perçues par les membres de l'équipe comme étant mieux placées dans la hiérarchie sociale que les personnes originaires d'Haïti :

Le fait même que les Mamans pour la sécurité se mettent ensemble et en général, c'est des femmes d'une même communauté, [elles] perçoivent que les gens qui, entre

guillemets, « foutent le bordel dans le quartier », c'est des Noirs. Le Noir, elles en sont les victimes. Mais quand on dit, elles en sont les victimes, c'est la communauté en général. Parce que c'est une mère, mais cette mère a un fils. Le jeune qui a trouvé la mort, c'est le fils d'une mère. C'est clair que ça débouche sur des tensions. Et j'ai vu une discussion très vive entre [deux femmes impliquées à Parole d'excluEs]. C'était clairement, on voyait très bien qu'il y a vraiment une tension très vive parce que, on croit que souvent, le discours a été orienté contre les Noirs, pas contre tous les Noirs, bien entendu, mais contre ces gens qui foutent le bordel, et ces gens qui foutent le bordel, ce sont des Noirs. En accentuant le discours sur ces gens-là, le fait c'est que ça va encore plus criminaliser ces gens. Elle [une des deux femmes impliquées] disaient : « Moi, j'aimerais que quand mon fils ou mon enfant sort, je n'aie pas à m'inquiéter. » Dans son propos, ce n'était pas juste une question de fusillade. Ça allait plus loin, qu'il n'y ait pas de bruit dans la rue, qu'il n'y ait pas de, comment on appelle ça ... [...] d'incivilités. Quelqu'un ouvrirait ta porte pour te saluer : « Salut, ça va bien ? ». Pour elle, ça ne se fait pas. « C'est mon chez-moi. C'est mon endroit privé. » Quelqu'un qui parlerait fort. C'est ça. Tu es aux prises avec, je dirais, un mode de vie qui serait, j'aimerais trouver les mots. Peut-être que dans son pays d'origine, elle avait la possibilité d'habiter dans un quartier qui permettait ce mode de vie. Mais c'est arrivé qu'ici, à Montréal-Nord, là où elle habite, là où ses ami·e·s habitent, c'est plus compliqué. C'est des gens qui n'ont pas nécessairement de travail, qui restent sur la rue, qui effectivement, d'une certaine manière, dérangent. Ça va plus loin, dans son discours, ça va plus loin qu'une question de fusillade. [...] Mais le cœur de son message visait effectivement les personnes, les jeunes Noirs. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La citation ci-dessus exprime les préjugés à l'encontre des jeunes adultes noirs du quartier qui sont originaires d'Haïti, formulés par les autres communautés, et en particulier ici les femmes de la communauté maghrébine mobilisées contre la violence urbaine. Cette citation fait référence au fait que des jeunes racisés occupent l'espace public au coin des rues Pascal et Lapierre et sur la rue Lapierre, en particulier l'été, et que ces activités ont un impact sur l'image de la communauté haïtienne. Si certaines de ces activités paraissent la plupart du temps tranquilles, elles sont perçues souvent négativement par les habitant·e·s du quartier et occasionnent un sentiment d'insécurité. Ceci concorde avec le fait que le secteur a été le théâtre de fusillades et règlements de compte entre groupes criminels à plusieurs reprises dans les dernières années. Cette citation met en lumière la perception par les acteur·trice·s du milieu d'une disparité entre le mode de vie des personnes arrivant du Maghreb et celui de la communauté haïtienne, disparité qui été relevée dans les propos de la personne migrante rapportés ci-dessus. En effet, certaines personnes identifient un décalage entre les habitudes de vie migrantes qu'elles avaient dans leur pays d'origine, dans des quartiers moins violents et plus favorisés, et les enjeux de pauvreté et d'exclusion sociale – dont découlent

des situations d'incivilités et de violence – dans leur territoire d'installation, du fait du déclassement social vécu au cours de leur trajectoire d'immigration. Cela fait écho aux caractéristiques de l'échantillon de répondants, qui, comme on l'a vu au précédent chapitre, est constitué de personnes appartenant à la classe moyenne dans leur pays d'origine. Toutefois, l'échantillon montre que ce constat ne se limite pas aux personnes originaires du Maghreb. En effet, la personne migrante citée plus tôt souligne que les personnes d'origine haïtienne sont aussi issues de classes sociales plus favorisées.

Ainsi, les membres de l'équipe de l'organisme partagent ce constat, mais opposent plutôt les personnes migrantes aux personnes dites « québécoises », c'est-à-dire les personnes d'ascendance européenne dont les ancêtres ont vécu au Québec depuis plusieurs générations :

Après, on sait qu'il y a, j'imagine encore, des frictions, entre des individus, entre des groupes, mais je pense que ça se déconstruit et je pense que c'est aussi quelque chose qui va dans les deux directions. Dans le Nord-Est [de Montréal-Nord], il y a eu des tensions entre un petit groupe de personnes qui étaient plus Québécoises de souche et des personnes qui étaient d'origine plus maghrébine et c'était... Il fallait déconstruire dans les deux sens, les préjugés. [...] J'étais là peut-être une ou deux fois, il faudrait parler aux gens qui étaient vraiment là en train de déconstruire, mais je pense qu'il y avait quand même une dimension culturelle. Culturelle, mais aussi carrément de classe entre guillemets, car il y a quand même une différence dans l'auto-perception de ces gens-là, il y a une différence de l'éducation qui est assez forte. C'est de multiples écarts à franchir que les gens n'étaient pas nécessairement prêts à franchir. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Dans cette citation, on voit que la question interculturelle se mêle à la question de l'origine sociale des personnes participant aux activités de l'organisme. Pour cette personne, les tensions entre les personnes migrantes et les personnes dites « québécoises » sont liées à la façon dont les personnes migrantes perçoivent leur capacité d'agir et leur contribution aux projets de Parole d'excluEs. Au cours de mes observations et discussions informelles avec certaines personnes migrantes, j'ai relevé que les disparités entre les capacités des personnes présentes occasionnaient des frustrations. La tenue des rencontres étaient perturbées par des enjeux de savoir-être et de respect des règles de la discussion. Plusieurs conflits éclataient au cours des rencontres du fait d'incompréhension mutuelle, ou disparités dans les niveaux de langage et dans les manières de s'exprimer. Selon les membres de l'équipe, cela est lié au profil des personnes impliquées, comme cela est exposé ci-dessous :

(Mars 2022) Discussion informelle avec un·e membre de l'équipe. Pour cette personne, il y a un décalage entre les personnes québécoises « illettrées » et les personnes migrantes exclues pour d'autres raisons. Mais pour elle, il faut comprendre que les personnes migrantes aident aussi les personnes exclues du Québec. Elle dit que les personnes migrantes sont moins bien reconnues par le reste de l'équipe de Parole d'excluEs. Les accomplissements de RACINE sont minimisés selon cette personne, le comité est vu comme un club social. Alors que le projet de magasin général¹⁰² à Pelletier est très valorisé, mais moins autonome et moins abouti dans sa réflexion que RACINE. Pour elle, ce groupe de citoyen·ne·s, à Pelletier, n'est pas inclusif, contrairement aux personnes impliquées à Lapierre et dans le comité RACINE. (Extrait des notes de terrain)

Cette discussion informelle traduit la perception des membres de l'équipe à l'égard des capacités d'agir des personnes migrantes, qui sont liées à leurs expériences professionnelles et à leur niveau d'instruction. Les savoirs professionnels des personnes migrants sont considérés comme une ressource pouvant contribuer à aux projets de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale. Toutefois, la personne ci-dessus souligne le manque de reconnaissance de l'apport des personnes migrantes. Cette perception des membres de l'équipe traduit la difficulté de valoriser les savoirs issus de la diversité des expériences de la pauvreté et l'exclusion sociale. La situation socioéconomique des personnes migrantes ne reflète pas leur capacité d'agir ni leur maîtrise de certains savoirs professionnels, qui devraient bénéficier d'une plus grande légitimité. Toutefois, leur statut entraîne une dévalorisation de ces savoirs, du fait d'un système discriminatoire envers les personnes migrantes des Suds (non-reconnaissance des diplômes, discrimination à l'embauche, etc.). Or, Parole d'excluEs aspire à valoriser l'expérience des personnes vivant une pauvreté économique et une exclusion sociale, et perçues comme détenant peu de savoirs légitimes. Un paradoxe émerge ici dans l'approche de Parole d'excluEs : d'un côté, l'organisme met de l'avant un savoir expérientiel de la pauvreté peu visible et rarement mobilisé dans les processus décisionnels; de l'autre, les personnes migrantes, grâce à leurs savoirs plus légitimes, jouent un rôle de leader dans les espaces de co-construction des savoirs et de l'action collective. Cependant, l'organisme peine à reconnaître pleinement leur contribution, ce qui génère des tensions, à la fois interculturelles et liées aux hiérarchies sociales et des savoirs.

¹⁰² Ce projet, lancé après la pandémie de COVID-19 par des résidents de l'îlot Pelletier, visait à offrir une multitude de services, dont des services d'aide alimentaire et d'entraide, ainsi que des formes atypiques d'emplois pour des personnes éloignées du marché du travail (Parole d'excluEs, 2021).

6.2.6 Une équipe qui doit s'appropriier le terrain nord-montréalais

La section précédente (6.1.3.1) fait le constat que la diversité ethnoculturelle de l'équipe de Parole d'excluEs favorise la mobilisation des personnes migrantes et de leurs savoirs. Sans remettre en question cette perception des personnes interrogées, il faut y apporter une nuance. En réalité, selon les personnes migrantes rencontrées en entrevue et sur le terrain, la connaissance fine du milieu entre également en ligne de compte pour favoriser la mobilisation des savoirs d'usage du quartier. Pour certaines personnes, cela ne peut passer que par le fait de vivre à Montréal-Nord. Une situation observée a mis en lumière cette réalité au cours de la collecte de données :

En juin 2023, je participe à l'Assemblée Générale de Parole d'excluEs, à la Maison Culturelle et Communautaire de Montréal-Nord.

Au cours de la période de discussion, une personne élue du Conseil d'administration demande comment est la mobilisation des résident·e·s du quartier dans les locaux de Parole d'excluEs. Après un échange entre deux personnes impliquées¹⁰³, un·e des membres de l'équipe répond [propos rapportés indirectement à partir des notes de terrain] : « On a rejoint 116 personnes avec les cafés-documentaires. On mobilise régulièrement entre 8 et 10 personnes sur les deux sites. On se retrouve dans la routine à cibler les mêmes personnes, on veut que les citoyens soient des multiplicateurs de la mobilisation et qu'ils recrutent dans leur réseau, à cause de notre manque de ressources. Mais avec la pandémie et le manque de ressources c'est plus difficile de mobiliser ». Une femme maghrébine donne aussi son point de vue : « Il y a aucun Maghrébin qui travaille à Parole d'excluEs, si je ne les mobilise pas, ils ne seront pas là. » Rires dans la salle et quelqu'un point un employé du doigt. La femme poursuit : « Il [désigne un employé d'origine maghrébine] ne connaît pas tout le monde ici. Il n'y avait pas de Maghrébins à la Fête des voisins parce qu'il n'y a pas eu de mobilisation faite. »

[La suite de la discussion porte sur des stratégies qui pourraient aider à la mobilisation des autres résident·e·s du quartier]

Par la suite, un autre membre du conseil d'administration souligne que les défis de mobilisation sont rencontrés par tous les organismes du quartier.

Plus tard, en marge du même évènement, lors d'une discussion informelle, un·e membre de l'équipe revient sur cet épisode en ironisant sur le fait que le membre de l'équipe d'origine maghrébine est vu comme une personne « blanche » : « Pour les gens ici si tu travailles à Parole d'excluEs tu deviens Blanc en fait. Il y a des choses que tu fais c'est un truc pour les Blancs. » (Extrait des notes de terrain)

Cet échange montre la différence qui est établie par les personnes migrantes impliquées entre l'origine ethnoculturelle des membres de l'équipe - ce que les personnes interrogées reconnaissent

¹⁰³ Cet échange a été rapporté plus haut, dans la section 6.2.5.1.

comme un facteur facilitant - et le fait de connaître plus personnellement les résidant de Montréal-Nord. Au sortir de la pandémie, les Nord-Montréalais·es fréquentent moins les organismes du quartier, qui ont conséquemment de la difficulté à rejoindre la population. Par ailleurs, la pénurie de main-d'œuvre et les difficultés organisationnelles de Parole d'excluEs ont un impact sur la mobilisation citoyenne et les personnes migrantes impliquées ressentent une pression à prendre en charge une partie du travail de mobilisation pour assurer la présence des membres de leur communauté. Dans ce contexte, la connaissance du milieu par l'ancrage des membres de l'équipe dans le territoire est perçue comme une condition nécessaire à la mobilisation des personnes migrantes, afin de les inclure dans les espaces de co-construction des savoirs et de l'action collective.

Cette situation fait écho à plusieurs témoignages recueillis au cours des entrevues avec les personnes migrantes impliquées dans l'organisme, qui démontrent une sensibilité au fait que les membres de l'équipe aient une bonne connaissance du milieu :

Si tu donnes l'argent qui entre dans les salaires, alors qu'il va dans les solutions, il n'y a pas de solution. Et en plus ces gens qu'ils embauchent, ils ont peur de Montréal-Nord aussi. Si tu es embauché pour Montréal-Nord pour un problème de la violence, la criminalité et tu restes derrière ton bureau ça sert à quoi ? Il vaut mieux que l'offre d'emploi ne soit pas ici, c'est mieux comme ça. (Extrait d'une citation avec une personne migrante).

Cette citation permet de comprendre les raisons sous-jacentes de la préoccupation des personnes impliquées dans l'organisme à l'égard du profil des membres de l'équipe. D'une part, cette personne souligne que les ressources financières devraient servir à la mise en place des solutions collectives par les personnes vivant dans le quartier. La création d'emplois dans le milieu communautaire est perçue comme ayant peu d'impacts concrets sur la production de solutions aux problèmes locaux. D'autre part, elle fait état des préjugés des personnes travaillant dans le milieu communautaire à l'égard de Montréal-Nord, qui limitent leur volonté d'aller à la rencontre des habitant·e·s afin d'acquérir une connaissance du terrain. Ces commentaires révèlent la crainte des personnes migrantes de subir la stigmatisation des personnes venant de l'extérieur du quartier, et donc que leurs savoirs soient moins entendus par le milieu communautaire, comme cela est également partagé par la personne citée ci-dessous :

Parce qu'on a l'impression que c'est une perte de temps, parce qu'au bout du compte on sait que les Blancs ils vont se faire entendre plus rapidement. Et justement le fait que Montréal-Nord a une histoire et les gens qui viennent travailler à Montréal-Nord doivent la prendre en compte. (Extrait d'une citation avec une personne migrante)

À travers ces citations, je vois la sensibilité des personnes interrogées quant à la façon dont les membres de l'équipe des organismes du milieu interviennent sur le terrain et perçoivent les habitant·e·s du quartier, y compris à Parole d'excluEs. Parmi les nombreux problèmes rencontrés par les résident·e·s du quartier, il est notamment fait référence aux violences urbaines (première citation) et à l'histoire des communautés noires haïtiennes de Montréal-Nord (deuxième citation), et les personnes interrogées soulignent le manque de compréhension des employé·e·s du milieu et leur inaptitude à intervenir adéquatement dans le quartier. Pour ces résident·e·s, les personnes travaillant dans les organismes du milieu n'ont pas une connaissance assez bonne des réalités locales, notamment parce qu'elles fréquentent trop peu le milieu de vie et qu'elles ont des préjugés à l'égard du quartier. Ces commentaires suggèrent une persistance des hiérarchies entre les statuts et les savoirs qui ont cours dans la société, au sein du milieu communautaire. La deuxième citation souligne en particulier l'impression qu'à cette personne d'être moins écoutée du fait de sa couleur de peau. Notons par ailleurs que, plus tard dans l'entrevue, elle précise que le terme « les Blancs » désigne à la fois les personnes nées au Québec d'ascendance européenne et les personnes migrantes originaires d'Afrique du Nord¹⁰⁴. Ce constat du manque d'écoute des populations noires dans les processus de co-construction des savoirs mis en œuvre par Parole d'excluEs est aussi à mettre en rapport avec le manque diversité des groupes citoyens abordés plus haut (section 6.2.4).

Selon la perception des personnes migrantes interrogées, la connaissance fine du milieu, qui s'acquiert généralement par le fait d'avoir suffisamment fait l'expérience de ce milieu voire d'y avoir vécu, permet de dépasser ces préjugés et discriminations et favorise une plus grande écoute des savoirs citoyens de la part des membres de l'équipe :

¹⁰⁴ Au cours d'une présentation de ces résultats à l'équipe de Parole d'excluEs, un membre de l'équipe m'a précisé que cette désignation était courante dans le créole haïtien. Le terme de « blanc » désignerait généralement toutes les personnes qui ne sont pas haïtiennes, les personnes qui viennent d'ailleurs. Selon Corbet (2015) le terme traduit néanmoins également des hiérarchies sociales liées à la couleur de peau, comme c'est le cas ici.

Je pense que dans toute organisation il faut à un certain niveau du nouveau sang¹⁰⁵ surtout dans des communautés comme ici où la plupart des gens sont des gens qui sont en transit, mais il y a un groupe de gens qui restent qui habitent depuis des années à Montréal-Nord. Mais la majorité des gens qui habitaient ici à Montréal-Nord ce sont des nouveaux arrivants, qui ne restent pas longtemps, parce qu'ils arrivent ici parce que le loyer est peut-être moins cher ou qu'on les dirige vers Montréal-Nord. [...] Donc je soulève donc ça et on voit les nouveaux arrivants, les immigrants [...] qui viennent s'installer ici mais une fois qu'ils sont installés ici pendant un petit temps qu'ils commencent à avoir du travail, et de nos jours c'est très facile d'avoir du travail, ils se déplacent et ils vont ailleurs tu vois. Et on retrouve maintenant de nouveau des vides, alors les besoins ou les *challenges* ou les différents obstacles que les nouvelles personnes qui arrivent rencontrent quand ils arrivent ici, quelqu'un qui a fait 15 ans dans l'organisme qui n'habite pas sur le terrain, et qui ne vit pas ce qui se passe sur le terrain, c'est assez difficile à apprécier, tu comprends. [...] Moi j'apprécie énormément [un·e membre de l'équipe de l'organisme]. Il n'habite pas ici mais il est toujours ici, en été tu vas le voir, il se balade dans la rue, il parle avec les jeunes. Il est là, il est présent. Tantôt on parlait [un·e autre personne impliquée dans le milieu] là c'est un gars d'ici, mais moi je viens d'apprendre qu'il n'habite pas ici, mais il vient dans les grandes réunions, tu comprends, il est impliqué ici. Mais tu vois il y a deux sortes d'implication, je pense tu peux être impliquée quand il y a un grand événement tu te pointes pour qu'on te voit mais c'est différent de ce que [un·e membre de l'équipe de l'organisme] fait par exemple. [...] Lui on le connaît depuis plus longtemps parce qu'il est présent ici tu vois un peu la différence que ceux qui sont là seulement quand la mairesse va être là ou bien quand il s'agit justement d'une assemblée générale. (Extrait d'une citation avec une personne migrante).

Cette citation est une réaction à une assemblée générale annuelle de Parole d'excluEs qui avait eu lieu quelque temps avant l'entrevue. Pour cette personne, il y a une inadéquation entre la composition du conseil d'administration de Parole d'excluEs et les besoins réels de l'organisme pour relever les défis qu'il rencontre en termes de mobilisation, au sortir de la pandémie. Selon elle, une personne qui ne connaît pas le milieu, parce qu'elle n'y vit pas ou parce qu'elle ne le fréquente pas suffisamment, n'est pas une bonne candidate pour le conseil d'administration de l'organisme. Par contraste, cette citation révèle le lien de confiance qui s'est établi entre certains membres de l'équipe, venant pourtant de l'extérieur du territoire, et les résidents du quartier, du fait de leur présence physique dans les événements et les rues du quartier. Ce qui transparaît dans ces citations, c'est que les personnes qui n'ont pas une bonne connaissance du milieu, qui ne créent pas de lien de confiance avec les habitant·e·s du quartier, ne seraient pas en mesure d'entendre et de

¹⁰⁵ La personne désigne ici le renouvellement de personne au sein de l'organisme, en particulier au sein du Conseil d'administration.

comprendre les savoirs d'usage liés aux problèmes de pauvreté et d'exclusion sociale vécus plus spécifiquement par les personnes migrantes et par les personnes racisées.

6.3 Les freins à la participation des personnes migrantes

Au cours des entrevues, plusieurs personnes m'ont fait part de leur perception des freins et obstacles à l'implication des personnes migrantes, propres à leur vie sur le territoire québécois et nord-montréalais. Les personnes migrantes m'ont confié leur perception de leur inclusion au sein de l'organisme, et plus largement le milieu communautaire à Montréal-Nord. Ces propos sont croisés avec la perception des personnes employées par Parole d'excluEs et des acteur·trice·s du milieu interrogé·e·s. Ils révèlent certaines des contraintes à surmonter pour faciliter l'inclusion des personnes migrantes dans les processus de co-construction des connaissances et des projets collectifs.

6.3.1 Une faible éducation à la citoyenneté des personnes migrantes ?

Contrairement à mes hypothèses de départ, les personnes migrantes rencontrées sur le terrain ont peu d'expérience d'implication dans leur pays d'origine (voir chapitre 5). Pour certain·e·s acteur·trice·s du milieu, cela conduit à une nécessité de sensibiliser les personnes migrantes à la participation citoyenne et pourrait expliquer la faible présence de certaines communautés dans les organismes :

Je pense que déjà il faut sensibiliser sur la mobilisation et l'impact que le citoyen peut avoir sur sa vie quotidienne. Je pense qu'il y a beaucoup de gens, de résidents qui ne comprennent pas ça. Ils viennent avec une culture dans laquelle s'impliquer, ce n'est pas important, ce n'est pas dans les mœurs. Donc, en amont, il y a un travail à faire, expliquer la mobilisation qu'est-ce que ça peut faire, qu'est-ce que ça peut changer et ils ont leur mot à dire. Donc, déjà ça, je pense que c'est important. [...] Je ne suis pas sûre qu'ils comprennent tous qu'il y a des espaces dans leur communauté dans lesquels ils peuvent s'exprimer, on peut les accompagner dans ça et dans lesquels on voit un impact. Ça, c'est important. Ça peut venir soit d'un scepticisme : « Finalement, ce que je peux dire, ça ne sert absolument à rien. Les décisions sont prises ailleurs. » (Entrevue avec un· acteur·trice du milieu)

Selon cette personne, il y a une difficulté supplémentaire à impliquer les personnes migrantes dans des initiatives visant à développer des projets de transformation du territoire, car celles-ci seraient peu conscientes de leur pouvoir d'influence sur les décisions publiques. Il y aurait un donc un

prérequis pour pouvoir s'impliquer dans un organisme comme Parole d'excluEs, soit la possession de savoirs militants qui traduisent une forme d'éducation à la démocratie. Le profil des personnes migrantes rencontrées, qui ont pour la plupart peu d'expérience de participation citoyenne dans leur pays d'origine, tend à confirmer ce point de vue. Toutefois, ces personnes migrantes disposent d'autres types de savoirs, liés notamment à leur parcours professionnel, qui sont valorisés au sein des processus collectifs mis en œuvre par Parole d'excluEs. Ces savoirs leur confèrent un rôle de leader, notamment du fait de leur capacité à exprimer leur point de vue et à prendre une place dans la gestion des comités citoyens et des activités collectives. Par ailleurs, l'organisme tente de dépasser ce genre de limites, en multipliant les espaces de participation, et favorisant l'expression des savoirs citoyens dans des espaces informels. Par exemple, l'organisation de fêtes de quartier est souvent un prétexte pour sonder les personnes vivant dans le quartier sur les problèmes qu'elles rencontrent dans leur quotidien, et ainsi de collecter les savoirs d'usage des personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas participer à des rencontres plus formelles. Ces activités festives permettent d'aller à la rencontre de personnes maîtrisant moins le français, qui sont rejointes grâce à la présence des personnes migrantes, membres des comités citoyens ou de l'équipe, mais aussi des personnes dont les contraintes personnelles (famille, emploi, études, etc.) sont un frein à la participation aux initiatives collectives mises en œuvre par Parole d'excluEs.

6.3.2 Des contraintes matérielles des personnes migrantes peu compatibles avec l'implication citoyenne

Il ressort des entrevues que les personnes migrantes résidant dans le quartier sont dans une trajectoire d'amélioration de leurs conditions de vie par l'emploi, plutôt que par l'implication citoyenne. Ainsi, l'implication dans des activités citoyennes telles que celles de Parole d'excluEs, qui ne relèvent pas d'une offre de service essentielle, n'est pas une priorité pour les personnes migrantes :

Les familles migrantes qu'on a réussi à mobiliser au début dans le Nord-Est, eux, c'est des pères de famille, des mères de famille, qui travaillaient, qui ont des enfants, qui étaient là au début, mais qui ont bien vu que ça demande beaucoup de temps, beaucoup d'investissement et il y en a beaucoup qui ne sont pas restés parce qu'ils ont bien vu qu'ils n'avaient pas ce temps-là à mettre. Ce n'était pas compatible avec leur vie. Donc, je ne dirais pas que ça ne répond pas, mais je... Et là aussi, est-ce que c'est une question d'immigrants ou non ? Pas vraiment, mais eux sont dans une trajectoire de changement où ils veulent aller plus loin et ils occupent des emplois où ils sont sous-payés, ils sont

surqualifiés. Et ils ont des enfants, un nouvel environnement et tout. Et donc, c'est sûr qu'en plus, s'investir dans une démarche de mobilisation, ce n'est pas nécessairement évident. Mais en termes de socialisation, je pense que pour plusieurs [ça répond à un besoin]. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Selon cette personne, la trajectoire migratoire laisse peu de place à l'implication citoyenne. La recherche d'un emploi et ensuite les horaires de travail ne permettent pas aux personnes migrantes du territoire de s'impliquer dans la mise en œuvre de projets collectifs. Sur le terrain, j'ai également constaté que beaucoup de personnes migrantes participaient ponctuellement aux activités se tenant le soir et la fin de semaine, mais avaient moins de temps à consacrer à des projets collectifs nécessitant de s'impliquer sur la durée. Il est par exemple difficile pour elles de venir à des rencontres citoyennes qui ont lieu les jours ou les soirs de semaine. Néanmoins, les propos rapportés ci-dessus soulignent également que l'implication dans ces activités participatives répond au besoin de briser l'isolement, qui, on l'a vu, est une des motivations pour fréquenter les organismes du quartier. Au cours d'une rencontre informelle, pendant une activité de jardinage au cours de l'été 2021, une femme migrante témoigne du fait qu'elle n'a plus suffisamment de temps pour s'impliquer depuis qu'elle a trouvé un emploi dans un organisme du quartier. Une autre personne migrante, qui a été très impliquée pendant plus de dix ans, témoigne également du temps que cela a pris dans sa vie :

Ça fait autour de 10 ans et on est en train de revenir à ça, et on me demande de m'impliquer là-dedans. Puis je dis non, je ne peux pas, je veux m'occuper de ma santé puis de mes affaires à moi qui traînent. Tu sais aussi, moi, j'ai donné personnellement énormément de temps à Parole d'excluEs, comme je disais « 32 h par jour », et j'ai écopé pour moi personnellement. Il y a un retard énorme dans ma vie là, pendant que les gens faisaient des formations, moi je ne faisais pas d'études, j'aimerais bien moi aussi aller à l'université. C'est ça pendant que les gens se marient, font les enfants, moi je ne fais pas d'enfants je ne me marie pas. Je n'avais vraiment pas de vie à ce moment-là. Je commence justement à plus entretenir mes relations d'amitié puis je coupe sur l'implication comme telle, à moins qu'il y ait vraiment un projet qui soit complètement passionnant au point où je vais me lancer, mais là je prends quand même une pause. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

La mise en œuvre de projets d'envergure structurants comme ceux que Parole d'excluEs souhaite mettre en place semblent demander un temps d'investissement très important aux personnes impliquées. Ceci est associé au fait que le bassin de personnes impliquées sur une base régulière est relativement restreint, et que c'est souvent la même dizaine de personnes qui se présentent aux

rencontres et organisent les activités participatives avec les membres de l'équipe de l'organisme. Il s'avère que le profil des personnes migrantes impliquées est grandement déterminé par ces contraintes. Ainsi, comme le reflète l'échantillon d'entrevues, les personnes qui participent sont majoritairement des femmes sans emploi ou travaillant à proximité du local et avec des horaires atypiques, et dont les enfants sont plus âgés et autonomes (adolescents ou jeunes adultes) :

Parmi les gens qui s'impliquent là-dedans, il n'y en a pas beaucoup qui ont un emploi. On parle beaucoup des femmes notamment. Dans une grande proportion, ce sont des femmes qui s'impliquaient. Je pense que ce n'est pas me tromper de dire que dans plusieurs cas, ce sont les maris qui ont un travail rémunéré. « Qu'est-ce que je fais pendant la journée ? Je vais faire un tour au local, je vais voir ce qui se passe. » (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Pour les femmes migrantes sans emploi, la fréquentation du local de Parole d'excluEs est un moyen de briser l'isolement et d'aller à la rencontre de leurs voisin·e·s. Le local de Parole d'excluEs est ouvert principalement en journée la semaine, quelques activités se tiennent également le soir et les fins de semaine, de façon ponctuelle. Ceci explique la relativement homogénéité des profils des personnes impliquées au sein du local de Parole d'excluEs. Les horaires des rencontres sont peu propices à la mobilisation des personnes ayant un emploi ou des enfants, comme cela est décrit ci-dessous :

Je pense que des choses qui sont des obstacles ce serait la disponibilité des chargé·e·s de mobilisation. À un moment donné, il faut quand même qu'ils rentrent chez eux puis des fois c'est quand eux ils sont chez eux que des personnes migrantes ou les travailleurs pauvres, ils seraient disponibles pour s'impliquer. Donc ça c'est un des enjeux, l'enjeu de l'horaire (Extrait d'entrevues avec un·e membre de l'équipe)

Ces propos suggèrent l'absence de certaines catégories plus isolées de la population migrante dans les activités de Parole d'excluEs, comme les travailleur·euses migrant·e·s pauvres et, ci-dessous, les mères monoparentales. Ainsi, la mobilisation des savoirs d'usage de l'ensemble des personnes présentes sur le territoire est un défi difficile à relever :

Maintenant, il faut aussi donner un environnement propice à la mobilisation. Ce n'est pas toujours facile de se mobiliser, surtout quand on vit déjà dans une certaine précarité, on a des emplois, il faut nourrir... Des conditions socio-économiques qui sont déjà très précaires. Ensuite, demander de se mobiliser, de donner de leur temps, je pense que c'est déjà très compliqué. On pense au Nord-Est, on a quand même plus de 43% de

femmes monoparentales qui sont à la tête de leur famille, qui doivent travailler, subvenir à leurs besoins. Il faut prévoir dans certains cas, ce qui se fait déjà, penser à des haltes-garderies pour pouvoir s'occuper des enfants pendant qu'elles font certaines activités. [...] Il y a tout ce qui touche vraiment les conditions à la mobilisation, comment inclure des personnes migrantes, qui sont pour la plupart, si on prend encore le Nord-Est, des femmes monoparentales. (Entrevue avec un· acteur·trice du milieu)

Les contraintes de la vie des personnes migrantes ont un impact sur leur participation aux initiatives des organismes du quartier. Bien que l'organisme tente de collecter les savoirs d'usage des personnes plus isolées dans des activités informelles, la mobilisation des savoirs de l'ensemble des segments de la population, et en particulier des personnes migrantes plus éloignées de l'organisme, demande des ressources très importantes. Mes observations sur le terrain m'ont montrée que les personnes présentes aux activités constituaient un bassin relativement restreint, ce qui laisse croire que l'ensemble des expériences des personnes migrantes ne sont pas nécessairement prises en compte dans le processus de co-construction des savoirs de l'organisme. Ceci peut expliquer la perception que les membres de l'équipe ont des personnes migrantes, comme étant des personnes disposant d'un bagage de savoirs importants et ayant des capacités d'agir assez grandes. Les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs sont des personnes relativement plus privilégiées que les autres personnes vivant dans le quartier.

6.3.3 Inadéquation entre les besoins des personnes migrantes et l'objectif de transformation socioterritoriale de Parole d'excluEs

Non seulement, les conditions matérielles des personnes migrantes sont peu compatibles avec les propositions d'implication offertes par des organismes comme Parole d'excluEs. Selon certaines personnes répondantes, la forme de la participation citoyenne ne correspondrait pas aux besoins des personnes migrantes. Celles-ci seraient davantage à la recherche de services d'intégration qu'à la recherche de projets pour s'impliquer dans le but de transformer leur quartier ou influencer des décisions publiques :

Mon intérêt c'est que les personnes se sentent bien. Par exemple [dans mon organisme], ça fait trois ans là, notamment depuis qu'il y a les Haïtiens qui sont venus des États-Unis, il y en a un, il rentre pour faire renouveler son permis de travail, pour faire une carte de résident, pour faire des photocopies, pour un CV. Il y avait l'intervenant qui était là et je lui dis : « Mais c'est quoi ça ? Pourquoi ils viennent ? » Je ne sais pas. J'étais sincère, il y a des organismes qui travaillent en immigration [mais pas mon organisme]. Ben je vais leur demander alors les femmes et les hommes qui étaient là je

leur dis « mais vous ne connaissez pas les organismes ici ? » Ils me disent : « Oui on les connaît. » [...] Ils disent : « Parce qu'ici quand on vient on ne nous pose pas de questions, on ne nous embête pas, puis on nous donne ce qu'on veut. » (Extrait d'une entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Selon cette personne, les personnes migrantes souhaitent avoir accès à certains services qui facilitent leur intégration, notamment sur le marché de l'emploi, et elles se rendent dans les organismes dans ce but uniquement. Cela ne correspond pas aux objectifs de Parole d'excluEs, qui n'offre pas de services préétablis, mais entend donner les moyens aux résident·e·s du quartier de mettre en œuvre leurs propres initiatives, dans une perspective de changement social et territorial :

Il y a un côté un peu idéaliste et utopique à Parole d'excluEs qui vise à construire quelque chose de différent, une alternative et tout ça. Est-ce qu'on les intègre dans le système ou on crée un nouveau système parallèle ? C'est un peu le paradoxe de Parole d'excluEs parce que l'immigrant, son rêve c'est de participer à la société. Il ne va pas s'exclure dans un projet révolutionnaire, il veut plutôt s'intégrer. Tandis que nous est-ce que c'est ça qu'on fait ? Pas nécessairement. Dans certains cas oui, puis dans certains cas non. Ouais ouais je dirais que ce n'est pas clair, comme on disait tantôt, il y a plein de choses implicites à Parole d'excluEs. Est-ce qu'on chemine vers un autre monde ou bien on les intègre dans le monde actuel ? (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Pour cette personne, il y a une contradiction entre l'objectif de transformation sociale poursuivi par Parole d'excluEs et celui des personnes migrantes de s'intégrer dans la société québécoise. Cela fait écho à certaines attentes relevées auprès des personnes migrantes et non comblées par Parole d'excluEs, et par le milieu communautaire en général, de trouver un emploi grâce à la participation aux activités du milieu communautaire :

Je vais te dire ma communauté s'impliquait beaucoup aussi, [...] elles s'impliquaient beaucoup mais à un certain moment, il y a des embauches, on oublie cette catégorie de bénévoles, ils vont chercher à l'extérieur une personne qui a peut-être un diplôme, mais parfois [elle] a un diplôme mais elle ne connaît rien de la réalité du quartier, alors que le bénévole il connaît très bien l'organisme, connaît très bien le quartier, mais on n'embauche pas la personne. Parce que les heures qu'il a passées ici c'est de l'expérience aussi. Il y a eu des, j'ai eu des échos mais je n'étais pas là, il y a des directeurs qui ont mal parlé, tu peux le mentionner. Ils ont mal parlé, ils ont dit : « Les Maghrébins, s'il y a la bouffe, ils vont venir », mais ils ont oublié que ce sont les Maghrébins qui font la bouffe pour leurs fêtes, leurs rencontres. Les Maghrébines, quand elles ont entendu ça, elles ont arrêté. C'était dans un autre organisme, ça tu vois... et en plus ça ne change pas ils trouvent que même avec leur implication ça ne change

pas et ça les gens sont venus pour avoir le meilleur, ils veulent être embauchés et ils veulent faire des études, mais quand tu viens et tu fais toujours le bénévole, ça t'énervé quoi. Tu restes toujours à ta place tu ne bouges pas. Quand tu fais le bénévole, le but c'est de changer ta vie, changer ta situation, mais quand tu restes des années à faire du bénévolat ça devient un problème là. Ça veut dire que tu restes dans le même cercle, alors à un certain moment il faut couper ce cercle pour partir. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Cette personne explique le fait que les personnes migrantes, ici les personnes originaires du Maghreb en particulier, ne s'impliquent pas en raison du manque d'impact que cela a sur leur vie personnelle. Pour les personnes migrantes, l'implication dans des organismes locaux répond à un besoin d'intégration sociale mais aussi professionnelle, mais la personne dénonce ici le manque de recrutement des participant·e·s aux initiatives collectives locales, au sein des organismes communautaires. Ainsi, pour la personne citée ci-dessus, les organismes ne répondent pas à leur besoin de sortir de la pauvreté et l'exclusion sociale, malgré le fait que leur mission vise à lutter contre ces enjeux. Cela souligne la persistance de hiérarchies entre les savoirs et entre les personnes. Les personnes impliquées restent prises dans un statut de personnes participantes, détentrices d'un savoir d'usage du quartier lié à la pauvreté et l'exclusion sociale. La mobilisation de ces savoirs dans les processus de co-construction des savoirs et les projets collectifs mis en œuvre par Parole d'excluEs ne permet que partiellement de transformer ce statut. Cela entraîne une démobilisation des personnes migrantes sur le long terme. Cette citation soulève également le thème de la reconnaissance des implications citoyennes, sur lequel je reviens au chapitre 7.

6.3.4 Manque ou perte de confiance dans les changements rendus possibles par la participation citoyenne

La perte de motivation des personnes migrantes est également liée à leur perception que leur participation aux processus de co-construction des savoirs aboutit à peu de résultats concrets, ce qui entraîne une perte de confiance dans les changements possibles :

Au cours d'une soirée de mai 2022 au chalet du parc Carignan, une personne de l'équipe de recherche de Parole d'excluEs s'est jointe à la rencontre hebdomadaire des femmes maghrébines¹⁰⁶ du vendredi soir, afin de discuter de la sécurité urbaine et

¹⁰⁶ Ce groupe de femmes se réunissait depuis la pandémie de COVID-19, dans les parcs du quartier afin de socialiser, se rassembler autour de fêtes ou d'événements marquants de la culture maghrébine. Plusieurs d'entre-elles faisaient également partie du comité Les mamans contre la violence, lancé en 2019, à la suite du décès d'un jeune d'origine maghrébine au cours d'une fusillade sur la rue Lapierre.

réaliser une sorte de groupe de discussion. La discussion est difficile à démarrer. Le chercheur a de la difficulté à susciter l'attention des femmes présentes. Le chercheur pose quelques questions mais peu de femmes participent à la discussion (quatre ou cinq femmes sur la dizaine de femmes présentes). La leader du groupe est celle qui parle le plus. Certaines chuchotent entre elles en arabe, d'autres semblent attendre la fin de l'activité pour pouvoir passer au souper.

Après une vingtaine de minutes, la leader du groupe dit que les femmes ne veulent pas discuter mais qu'elles veulent manger : « Elles sont tannées des recherches. » Cela suscite l'approbation des autres femmes. Deux autres femmes, qui n'avaient pas encore pris la parole, disent : « Oui on a beaucoup parlé » ; « On ne veut pas parler parce que ça ne change rien. » Une troisième femme affirme : « Il n'y a pas de solutions concrètes. On a été sollicitées beaucoup par les recherches avec [l'équipe de recherche à Parole d'excluEs], aussi par la télévision et les journalistes. » (Extrait des notes de terrain)

Ce groupe de discussion fait suite à plusieurs initiatives portées par les Mamans contre la violence, dont la majorité étaient des femmes maghrébines, et des organismes du quartier pour interpeller les pouvoirs publics et demander des investissements pour améliorer les conditions de vie dans le quartier et lutter contre la criminalisation des jeunes. Une pétition a notamment été déposée à l'Assemblée nationale, en mars 2021¹⁰⁷. Pour ces femmes, les résultats de ces mobilisations citoyennes sont invisibles, les conditions de vie dans le quartier n'ont pas suffisamment évolué au cours des dernières années. Cette déception est aussi rapportée par un·e des acteur·trice·s du milieu qui ont été interrogé·e·s :

Ça a juste déçu les gens, ça a juste déçu les Mamans. D'ailleurs aujourd'hui si elle se réunissent loin de tout dans un chalet de parcs, c'est bien pour une raison. Elles sont déçues de tout, tu comprends. Mais par contre, les tensions raciales ont existé mais elles existent depuis le début et elles sont un petit peu comment dire amenuisées. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Ce sentiment ne se limite pas à la question de la sécurité urbaine, puisque c'est également un thème récurrent dans les rencontres du comité citoyen accompagné par Parole d'excluEs. Au début de l'année 2022, Parole d'excluEs a recruté une nouvelle personne au poste de chargé·e de projet en santé afin de relancer les activités autour de ce thème. Une mobilisation importante a eu lieu autour

¹⁰⁷ « Pétition : Mise en place de mesures visant à améliorer les conditions sociales et économiques des résidents de l'arrondissement de Montréal-Nord », *Assemblée nationale du Québec* [site Web], URL : https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-8927/index.html?fbclid=IwAR1Na2GIwpILqKS8mlyl1piydCuOPzKA2K53m3mjlE5n_PdI4xo4Rk7bo6NU, consulté le 09 Septembre 2024.

de la création d'une clinique de proximité, qui n'a pu être mise en place en raison de barrières institutionnelles :

J'assiste à la rencontre du comité RACINE de la fin du mois de mai 2022, au local de Parole d'excluEs, rue Lapierre. À la fin de la rencontre, l'équipe de Parole d'excluEs invite les participant·e·s à venir donner leur avis pour la relance de l'Espace Santé citoyen. Il y a peu de volontaires. L'équipe rappelle que c'est important que les gens viennent parler car c'est à partir de la parole citoyenne que les choses se font à Parole d'excluEs. Deux femmes maghrébines disent : « On a déjà fait tout ça depuis 2015 et on n'a rien de plus à dire. On sait qu'il n'y aura pas de solutions. Il y a les élections qui arrivent, mais est-ce que ça va se faire ? » Elles rappellent que le ministère a bloqué l'ouverture de la clinique de proximité. Une d'entre elles dit : « On a quitté chez nous et on vivait mieux qu'ici. J'ai même parlé avec le ministère mais ça ne donne rien. » (Extrait des notes de terrain)

À plusieurs reprises, la question de la mise en place ou de la relance de projets concrets est abordée dans les rencontres citoyennes auxquelles j'ai assisté. Au cours de mes observations de ces rencontres, la demande de mettre sur pied des projets concrets est portée exclusivement par les personnes migrantes, en particulier les femmes de la communauté maghrébine, qui s'impliquent depuis plusieurs années à Parole d'excluEs, et témoignent à la fois du peu de nouveaux projets mis en œuvre et de l'affaiblissement des projets qui avaient été mis sur pied avant la pandémie. Cette revendication est à comprendre également à la fois dans le contexte post-pandémique et dans celui des difficultés organisationnelles de Parole d'excluEs (pénurie de main d'œuvre, manque de stabilité dans l'équipe de direction), qui ont un impact sur la faisabilité et la pérennité des projets structurants pour le quartier. Il apparaît que l'écoute des savoirs citoyens au sein des processus de co-construction des savoirs génèrent une attente de transformations concrètes et rapides sur le quartier, de la part des personnes migrantes dont les trajectoires s'inscrivent dans une recherche d'amélioration de leurs conditions de vie. Par ailleurs, les personnes migrantes expriment leur déception face aux réalités de la vie au Québec et leur implantation dans un quartier marqué par plusieurs facteurs de défavorisation, ce qui entre en contradiction avec leurs motivations à l'immigration. Ainsi, bien que les processus de co-construction des savoirs leur permettent de trouver un espace d'expression de leurs besoins et aspirations, les changements qui en découlent apparaissent insuffisants. Ainsi, cela soulève la question de la reconnaissance des effets de l'implication des personnes migrantes, qui d'une part auraient une plus grande conscience de leurs

capacités et du rôle qu'elles jouent dans l'organisme, mais dont la contribution serait néanmoins moins bien reconnue par l'équipe de Parole d'excluEs.

6.4 Conclusion du chapitre

Ce chapitre expose les conditions de mobilisation des savoirs des personnes migrantes sur le terrain étudié. Le contexte multiculturel a un impact fort sur les efforts de l'organisme pour donner la parole à la plus grande diversité de personnes possibles. L'ancrage territorial de l'organisme parcourt l'ensemble du cadre. Cet ancrage dans le quotidien du quartier facilite l'expression des besoins et aspirations des personnes migrantes et de leurs points de vue sur le quartier, mais aussi de savoirs ancrés dans leur culture d'origine et leur expérience migratoire. Cet ancrage se traduit de multiples manières. Il s'agit de la présence physique de l'organisme et de son approche ethnographique de la co-construction des savoirs, qui contribuent à la création de liens entre toutes les parties prenantes du processus. Mais, il est également associé à un besoin des personnes migrantes de se rassembler au sein d'une communauté d'appartenance qui constitue un espace sécuritaire pour s'exprimer sur les enjeux de la pauvreté et l'exclusion sociale. En effet, l'ancrage territorial se fait, chez les personnes migrantes, à travers une compréhension collective de leur réalité propre – en particulier via des savoirs traditionnels et ceux qui puisent dans leur expérience migratoire – et de leurs besoins et aspirations en vue de l'amélioration de leurs conditions de vie. La volonté des personnes migrantes de s'impliquer au sein de groupe de personnes qui se « ressemblent » est une stratégie visant à éviter la reproduction de stigmatisations et de discriminations qui nuisent à l'expression de leurs voix et à l'amélioration de leurs situations socioéconomiques. Dans le contexte multiculturel nord-montréalais, le rééquilibrage de la hiérarchie entre les savoirs requiert la déconstruction de biais et préjugés à l'encontre des personnes migrantes et de leurs savoirs. Si la présence d'une diversité de personnes au sein des processus de co-construction des savoirs peut créer un cercle vertueux de l'inclusion des personnes migrantes, la surreprésentation de certains groupes ou la manque de diversité a au contraire des effets délétères sur la mobilisation des personnes migrantes et de leurs savoirs. Ainsi, l'adoption d'une approche claire à l'égard de l'inclusion de la diversité au sein des processus de co-construction des savoirs favoriserait l'adoption de pratiques d'inclusion des personnes migrantes et de leurs savoirs dans les initiatives collectives locales. Prendre en considération les besoins et aspirations de personnes migrantes quant à leur implication est tout aussi crucial, afin de favoriser leur adhésion aux

processus de l'organisme et développer leur confiance dans les changements qu'ils peuvent apporter au sein du quartier. Les effets de la mobilisation de savoirs des personnes migrantes et l'enjeu de la reconnaissance de leur implication sont les sujets du prochain chapitre.

CHAPITRE 7

LES EFFETS DE LA MOBILISATION DES PERSONNES MIGRANTES ET DE LEURS SAVOIRS

Ce chapitre traite des perceptions des personnes interrogées concernant la contribution des savoirs des personnes migrantes au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective. J'y analyse également l'impact de l'implication des personnes migrantes et de l'expression de leurs savoirs sur la réponse à leurs besoins et aspirations, à travers le thème de la reconnaissance. Ces éléments visent à répondre à la troisième question de recherche qui est : quels sont les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans des processus de co-construction des savoirs et de co-construction de projets collectifs de transformation socioterritoriale ? L'implication citoyenne des personnes migrantes dans ces projets contribue-t-elle à la reconnaissance de leurs savoirs et capacités d'agir ?

Nous verrons au cours de ce chapitre que la participation des personnes migrantes à la co-construction des savoirs et des projets collectifs influence les modalités du passage à l'action. Néanmoins, la reconnaissance de leurs savoirs reste partielle, ce qui limite l'amélioration de leur trajectoire individuelle, et réduit le potentiel de leur contribution aux transformations socioterritoriales.

7.1 Effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes sur le quartier

Les personnes interrogées ont commenté les effets de la participation citoyenne des personnes migrantes et de la mobilisation de leurs savoirs sur le territoire et ses transformations. Ces commentaires sont généralement très positifs et font ressortir l'effet moteur de la présence des personnes migrantes dans les processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs mis en œuvre par Parole d'excluEs.

7.1.1 Une trajectoire de transformation

Les personnes migrantes impliquées au sein de l'organisme, à travers leurs différents savoirs, sont perçues comme motrices de la transformation du quartier, selon plusieurs personnes répondantes. Dans la citation ci-après, un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs traduit cette perception

partagée au cours des discussions avec des chercheur·euse·s engagé·e·s dans l'Incubateur Universitaire Parole d'excluEs :

Ce que je trouvais intéressant dans une des rencontres des chercheurs de l'Incubateur, [...] on essayait de comprendre la trajectoire des gens qui participent à Parole d'excluEs. [...] Et en termes de trajectoire des immigrants, c'est que quand ils arrivent au Québec, ils sont déjà dans un cheminement qui amène tellement de changements, et ils ont déjà vu tellement de changements dans leur vie qu'il y a peut-être... [...] Une confiance plus grande et des fois aussi une sorte de souplesse, de volonté de changement, car tout est déjà en train de changer pour eux et il n'y a pas de statu quo quand ils arrivent. C'est comme s'il y avait quelque chose qui peut faciliter le mouvement par rapport à des personnes, comme on en voit plusieurs à Montréal-Nord, qui sont nées dans la pauvreté et qui n'ont pas vu tant de différence entre leur enfance et leur vie adulte. Ça, c'est vraiment quelque chose à amener. De façon générale, le milieu communautaire québécois est quand même pas mal blanc, et c'est sûr que dans ce sens-là, ça peut amener des perspectives différentes, des façons de faire différentes dont tout le monde a besoin, donc, je pense que ça, c'est un apport super important qui peut s'opérer un peu partout. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La citation ci-dessous, provenant d'une entrevue avec un·e représentant·e d'un organisme nord-montréalais, permet de rattacher plus directement cette perception à l'enjeu des savoirs. L'immigration nécessite une grande variété d'apprentissages et d'adaptations, que des personnes vivant sur le territoire depuis toujours ne sont pas spontanément amenées à vivre, d'autant plus si leur situation de pauvreté est héritée. Ainsi, les personnes migrantes seraient plus enclines à accepter les changements proposés par Parole d'excluEs :

Je pense que dans un parcours migratoire, il y a la capacité d'adaptation, il y a la résilience. S'adapter régulièrement à un nouvel environnement. Ça donne beaucoup plus de souplesse et de flexibilité pour être en mesure de répondre à un enjeu et à un problème. Dans un parcours migratoire, on apprend aussi à faire beaucoup avec très peu. Le pragmatisme, ça vient aussi de ces apprentissages-là où rapidement, on essaie de trouver une solution qui va être applicable sans avoir trop de détours. Je pense que c'est un petit peu cette capacité d'adaptation qui est une grande force pour les personnes migrantes. (Entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Ces deux personnes (citations ci-dessus) considèrent la contribution des personnes migrantes aux transformations de leur quartier sous le prisme de leur trajectoire d'immigration. La contribution des personnes migrantes à la transformation du quartier s'expliquerait par le fait que les personnes migrantes s'inscrivent dans une trajectoire personnelle (et familiale) de transformation de leurs

conditions de vie, qui nécessite de développer une capacité à s'adapter et à trouver rapidement des solutions à leurs problèmes. Par ailleurs, malgré le fait que les personnes interrogées déclarent avoir une situation favorable dans leur pays, l'immigration au Canada s'inscrit dans une visée d'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs enfants. Pour plusieurs, il s'agit notamment de la question de l'accès à l'éducation et de la possibilité de vivre dans une société plus stable politiquement, plus démocratique. Toutefois, la vie à Montréal-Nord ne répond pas à leurs attentes. L'implication citoyenne au sein de Parole d'excluEs s'inscrit donc également dans une recherche d'amélioration de leur cadre de vie à Montréal-Nord, afin que celui-ci soit en adéquation avec un certain idéal de vie poursuivi à travers l'immigration au Québec. Le témoignage des femmes migrantes impliquées dans les Mamans contre la violence traduit ces motivations, comme on peut le lire dans l'extrait des notes du terrain ci-dessous :

En août 2021 est organisée une conférence de presse sur le thème « Parlons sécurité avec les personnes concernées », qui se tient dans l'Espace Lapierre (cour du 11991 rue Lapierre). L'évènement se tient à l'extérieur malgré une journée pluvieuse, des marquises affichant le logo de Parole d'excluEs ont été installées dans la cour. Plusieurs habitant·e·s du quartier, acteur·trice·s du milieu, surtout des organismes communautaires et quelques élus locaux, sont rassemblé·e·s, ainsi que des journalistes. Cette conférence est une occasion de faire le bilan de la mobilisation des Mamans contre la violence, un an après la déclaration « Un avenir paisible pour Montréal-Nord ». Une pétition a été déposée à l'Assemblée nationale au printemps 2021, afin de demander plus d'investissements pour lutter contre la violence urbaine et offrir davantage d'opportunités aux jeunes du quartier vivant dans la pauvreté¹⁰⁸. La chargée de communications de Parole d'excluEs ouvre la conférence de presse, suivie d'une allocution d'un chercheur spécialisé dans les enjeux de sécurité urbaine. La parole est ensuite donnée à plusieurs femmes impliquées dans le comité Les Mamans contre la violence. Deux femmes maghrébines, une Marocaine, l'autre Algérienne, témoignent. La première dénonce le manque d'investissement des pouvoirs publics pour améliorer les conditions de vie des jeunes dans le quartier et favoriser une meilleure qualité de vie des habitant·e·s. Elle explique que la crainte des mères est de voir leurs enfants victimes de ces violences, mais aussi qu'ils et elles tombent dans la délinquance. Elle exprime sa déception d'être venue au Canada dans l'espoir d'améliorer les chances d'avenir pour ses enfants, mais d'y trouver des conditions de vie insécurisantes. La deuxième se présente comme étant mère monoparentale et demande des changements

¹⁰⁸ Pour consulter la pétition « Mise en place de mesures visant à améliorer les conditions sociales et économiques des résidents de l'arrondissement de Montréal-Nord », consulter la page correspondante sur le site Web de l'Assemblée nationale du Québec : https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-8927/index.html?fbclid=IwARlNWId0Ib_HV5pqdVeRlFsvSo4Llh2pjif-SFWjS4I_Zk0kpK-T4v275J8, consulté le 5 juin 2024.

pour le quartier. Malgré son déménagement dans un autre quartier, elle rencontre les mêmes problèmes. Elle dit qu'elle a immigré pour offrir une meilleure vie à ses enfants et fuir la violence dans son pays d'origine. Pour elle, le Canada est un pays de paix, un pays d'accueil. Elle est choquée du fait que la violence, les fusillades ont eu lieu en plein jour, alors que dans son pays elle avait l'habitude que cela se passe la nuit. Son enfant de 4 ans a des séquelles, dont elle ne précise pas la nature, après ces événements. Une autre femme prend la parole, elle a un accent anglophone et se présente comme étant d'origine italienne. Elle perçoit l'enjeu de sécurité urbaine comme étant un enjeu d'éducation. La suite de la journée est consacrée à des entrevues individuelles avec les journalistes présents et des discussions informelles entre les personnes participantes. (Extrait des notes de terrain)

L'extrait ci-dessus permet de rapporter le rôle moteur des personnes migrantes à la mobilisation de certains de leurs savoirs d'usage. En effet, la confrontation entre leurs attentes et l'expérience qu'elles ont du territoire forme un savoir d'usage de l'espace qui leur est propre. Bien sûr, l'enjeu de sécurité est vécu également par les autres habitant·e·s du territoire. Cependant, les enjeux d'insécurité urbaine semblent avant tout mobiliser les personnes racisées du territoire. Concernant les femmes maghrébines, cela pourrait être lié à ce décalage entre leurs attentes à l'égard de l'immigration et les réalités de la vie sur un territoire défavorisé comme celui de Montréal-Nord. La citation ci-dessous traite de ce clivage dans la perception des enjeux qui existent entre les différentes communautés racisées de Montréal-Nord :

Ça a créé des clivages, parce qu'essentiellement [les] nouveaux [résidents], qui sont essentiellement des Maghrébins, débarquent dans un nouveau quartier, habité depuis deux générations par des Haïtiens, qui aujourd'hui, leur constat, c'est ce qu'ils voient, ils se tirent dessus. [...] les résidents, les mamans maghrébines, c'est elles qui portent le flambeau de cette volonté de changement. Et pas juste de dire : « On va tasser les anciens résidents. » Non, on veut les comprendre. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Ainsi, lors de leur arrivée, les personnes migrantes apporteraient un regard neuf sur les enjeux du quartier et une volonté de le transformer pour qu'il corresponde davantage à leurs attentes, comme on peut le lire dans la citation ci-dessus. Selon cette personne travaillant dans un autre organisme du milieu, les femmes originaires du Maghreb, arrivées plus récemment, ont joué un rôle moteur dans la dénonciation des enjeux de sécurité urbaine dans le quartier et ont cherché à transformer celui-ci pour améliorer le cadre de vie de tou·te·s. Les autres communautés, implantées depuis plus longtemps et étant aussi prises dans une spirale de la pauvreté depuis deux ou trois générations,

seraient plus accoutumées à ces enjeux et donc auraient une moins grande confiance dans la possibilité que la situation du quartier change.

Une autre explication du moteur de cette transformation est également le décalage entre la qualité de vie dans ces quartiers de Montréal-Nord et les lieux de vie d'origine des personnes migrantes. Comme nous l'avons vu, leurs conditions de vie dans leur pays d'origine sont décrites par la plupart des personnes migrantes comme étant meilleures qu'au Québec :

C'est sûr qu'il y a des choses, il y a un côté positif, parce qu'on dit ce qu'on vit, ce qu'on ressent, ce qu'on veut dans le quartier, par exemple je vais donner juste un exemple, l'Espace Lapierre. On a dit c'est un endroit, il faut que ça change, personnellement j'avais parlé que moi quand je me réveille, je ne veux pas voir l'asphalte derrière chez moi, je veux de la verdure comme j'ai grandi dans une maison avec beaucoup d'arbres, des arbres fruitiers aussi des fleurs tout ça. Je voulais voir ça ici. Quand j'ai parlé de ça il y avait un comité, on a parlé de ça et finalement il y avait l'espace [qu']on désirait aménager, même si il manquait une fontaine je trouve, mais maintenant il y a l'espace Lapierre. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Cette citation illustre le décalage ressenti par cette personne migrante impliquée à Parole d'excluEs entre le cadre bâti à Montréal-Nord et celui de son pays d'origine. En partageant ses savoirs d'usage, issus d'une hybridation entre ses expériences dans ces deux contextes, elle contribue à transformer et à améliorer le quartier à travers les espaces de dialogue créés par l'organisme. Ces dernières années, plusieurs transformations ont été apportées au cadre bâti, et qu'elles puisent leur source dans les efforts de Parole d'excluEs pour faire reconnaître les aspirations des habitant·e·s du quartier auprès de l'arrondissement¹⁰⁹. Ces aspirations traduisent un rapport différencié au territoire en fonction de l'expérience vécue des personnes impliquées dans l'organisme. Ce qui apparaît comme une composante presque normale du territoire pour certaines personnes s'avère un élément à transformer pour les personnes migrantes qui viennent d'un autre territoire et se trouvent dans une trajectoire d'amélioration individuelle de leurs conditions de vie. Ainsi, la participation des

¹⁰⁹ Il s'agit d'un aménagement des rues autour du local de Parole d'excluEs (agrandissement des trottoirs, implantation de mobiliers urbains et installation de conteneurs semi-enfouis pour le dépôt des déchets) qui ont été mis en place à la suite de processus de consultation et de co-construction entre l'arrondissement, la table de quartier de Montréal-Nord et les résident·e·s du quartier. Ce processus a émergé à la suite d'une mobilisation de Parole d'excluEs et de la SHAPEM en réaction à un projet de réfection des rues (asphalte) planifié par l'arrondissement. Ces deux organismes ont convaincu la municipalité de mettre en œuvre un projet d'urbanisme participatif visant à développer des aménagements répondant davantage aux besoins des résident·e·s et prenant en compte les enjeux présents sur le territoire (cohabitation, propreté, manque d'espaces verts, etc). (Heck *et al.*, 2020)

personnes migrantes permet aux organismes du quartier qui veulent travailler dans une perspective de transformation sociale et territoriale d'identifier des enjeux sur lesquels agir pour transformer le quartier. Le savoir d'usage des personnes migrantes, qui est formé à partir du contraste entre leur expérience de vie dans leur pays d'accueil et dans le territoire d'installation (Montréal-Nord), est mobilisé et agit comme moteur de la transformation territoriale.

7.1.2 Identification des enjeux et propositions de solutions

Selon les membres de l'équipe de Parole d'excluEs, la contribution des personnes migrantes à la transformation du quartier se situe en premier lieu dans leur capacité à identifier et à nommer des enjeux locaux sur lesquels agir. Dans ce domaine, pour plusieurs membres de l'équipe, les personnes migrantes impliquées dans l'organisme se démarquent des personnes dites « québécoises », comme on peut le lire dans la citation ci-dessous :

[Les personnes migrantes] influencent certainement les projets, par les discussions, les orientations que ça pourrait prendre. Ce sont des gens qui sont plus capables d'articuler des idées. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Une autre personne, citée ci-après, explique les disparités dans les capacités d'articulation de certains enjeux entre les personnes migrantes et les personnes natives du Québec, par les disparités d'origine sociale entre ces deux groupes. Les personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs disposent de savoirs qui leur permettent de participer plus efficacement à la co-construction des savoirs, savoirs dont ne bénéficieraient pas, ou moins, les personnes natives du Québec qui participent aux activités de l'organisme :

Au niveau des capacités d'échange et les sujets et tout ça, c'est [les disparités entre les groupes sociaux] assez important, ça ressort probablement encore plus parce que [les personnes migrantes] ont vécu comme un déclassement, ils n'ont plus ce statut qu'ils avaient avant, ça ressort encore plus. [...] C'est la non-reconnaissance de ce qu'ils sont qui fait en sorte qu'ils doivent le mettre de l'avant. » (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La référence au « déclassement social » vécu par les personnes migrantes dans la citation ci-dessus est un facteur d'explication de leur volonté de voir leur contribution mieux reconnue. En effet, si on rapporte cet élément aux parcours de vie et à l'origine sociale des personnes migrantes interrogées, les savoirs professionnels des personnes migrantes semblent leur conférer une plus

grande aisance dans la prise de parole lors de réunions, notamment. Cela est encore plus explicite dans la citation ci-dessous, venant d'une troisième entrevue (déjà citée au chapitre 5, section 5.2.2) :

Tu vas trouver à côté une personne migrante, qui, son frein, c'est un frein lié aux préjugés, ce n'est pas un frein moteur. La personne peut réfléchir, peut faire son 9 à 5, la personne est qualifiée, tu vois. « Oui, mais on aimerait plus travailler avec untel et pas avec toi », ce qui fait que cette personne se retrouve à venir dans le communautaire, et tu vas le voir, dans sa façon d'utiliser les services, cette personne-là est dans du donnant, en fait. [...] Plusieurs ensuite décrochent des postes dans les organismes communautaires. Ils passent du statut de citoyen pour devenir ensuite un employé. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluES)

La citation ci-dessus, rapportant les propos d'une troisième personne ayant travaillé à Parole d'excluEs, illustre le profil des personnes migrantes impliquées dans l'organisme. Les personnes migrantes sont dotées de savoirs professionnels qui sont mobilisés dans leur implication citoyenne. Plus loin dans l'entrevue, la même personne explique que Montréal-Nord constitue une étape dans le processus d'installation au Québec, et que les personnes migrantes sont plus susceptibles de quitter le quartier lorsque leur situation économique s'améliore (obtention d'un diplôme, accès à un emploi plus qualifié, achat d'un logement). En revanche, les personnes nées au Québec seraient aux prises avec des situations personnelles et économiques leur permettant plus difficilement cette mobilité géographique comme socio-économique (enjeux de santé mentale, faible taux de diplomation).

Pour les membres de l'équipe de Parole d'excluEs, la disparité de contribution entre les personnes migrantes et les personnes nées au Québec d'ascendance européenne s'explique par la différence des causes de l'exclusion. Les personnes dites « québécoises » correspondraient à une image plus « classique » de la pauvreté, soit des personnes ayant peu de diplômes ou vivant des enjeux de santé mentale ou physique les rendant « inaptes » au travail. En revanche, les personnes migrantes qui participent aux activités de Parole d'excluEs sont davantage perçues comme des personnes victimes d'un système discriminant qui ne considère pas leurs savoirs professionnels à leur juste valeur.

Ce portrait ne correspond pas à toutes les personnes migrantes présentes sur le territoire, mais plutôt aux personnes qui jouent un rôle de leaders au sein de l'organisme. Les personnes migrantes qui

s'impliquent dans l'organisme sont donc celles qui maîtrisent le mieux les modes de participation formels : format des rencontres, discussion en français, prise de parole en public, etc. Ceci s'explique également par le profil de ces personnes, qui, en majorité possèdent un haut niveau de diplomation et/ou ont exercé dans des professions qualifiées dans leur pays d'origine. Cela signifie que les personnes qui maîtrisent moins bien le français sont moins susceptibles de s'impliquer, ou qu'elles s'impliquent dans des rôles moins visibles et sont moins portées à prendre la parole en public. Effectivement, sur le terrain, j'ai noté la présence dans les événements et activités de l'organisme de personnes migrantes qui ne maîtrisaient pas aussi bien le français et dont la participation est plus indirecte, la langue constituant, un des freins à l'implication de certaines personnes migrantes (voir chapitre 5). Néanmoins, les leaders migrant·e·s prennent en charge un rôle de relais auprès de leur communauté, parfois à la demande de ses membres, afin de favoriser leur participation. Les propos rapportés portent donc plus particulièrement sur la contribution des leaders immigrants issus de classes moyennes et ayant vécu un déclassement social, plutôt que sur la contribution des personnes migrantes peu diplômées et issues de classes sociales plus défavorisées.

7.1.3 Effets sur la cohabitation interculturelle

La population nord-montréalaise est composée de près de plus de 70 % de personnes de première, deuxième et troisième générations d'immigration. Malheureusement, les tensions interculturelles persistent et se répercutent sur le travail des organismes du milieu. Les préjugés et la discrimination sont l'un des enjeux identifiés dans *L'étude des besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord* (Heck *et al.*, 2015). Ces tensions parcourent l'ensemble des données collectées au cours de la recherche. L'effort de Parole d'excluEs de mettre en dialogue l'ensemble des savoirs présents sur le territoire, dans une perspective de transformation sociale, est perçu de manière très contrastée par les personnes interrogées.

7.1.3.1 Une meilleure compréhension mutuelle

Pour certaines personnes interrogées, la participation des personnes migrantes est un facteur d'amélioration des relations interculturelles et d'apaisement des tensions entre les différentes communautés présentes sur le territoire :

Parole d'excluEs a quand même réussi à faire travailler différentes personnes, des personnes de différentes origines ensemble. Ça participe certainement à une meilleure compréhension et reconnaissance des différentes personnes. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation met en lumière la diversité des personnes réunies dans les espaces de dialogue créés par Parole d'excluEs. L'organisme favorise ainsi la rencontre entre des individus qui, autrement, n'auraient pas été enclins à se côtoyer. Grâce à la méthodologie de co-construction des savoirs, les participant·e·s développent une vision commune des défis et des transformations nécessaires dans le quartier. Cette démarche repose initialement sur la collectivisation des savoirs d'usage individuels, afin de susciter un passage mobilisateur à l'action. Cela leur permet de trouver des points communs à leurs expériences individuelles et de se rassembler autour d'objectifs collectifs. Plusieurs enjeux, comme l'insécurité alimentaire, le manque de services de santé de proximité ou l'absence de services de garde, concernent toutes les personnes confrontées à la pauvreté et à l'exclusion sociale. L'articulation de ces problématiques partagées contribue à renforcer la cohésion sociale du territoire et à combattre les préjugés et les discriminations. Cela est évoquée dans la citation suivante tirée d'une entrevue avec un·e autre membre de l'équipe :

Ça permet oui une reconnaissance, mais aussi ça permet juste un contact entre les différentes communautés. Parce que tu sais naturellement on va rester entre nous puis avec notre famille puis avec nos amis qui parlent avec les mêmes langues, des trucs comme ça, donc c'est plus difficile de se mélanger. [...] Je me rappelle au marché, tu pouvais avoir, je ne sais pas moi, un Maghrébin avec un Haïtien, plus de monde qui se parle. Puis là il y a des clients d'autres origines aussi, peut-être. Tout le monde se parle de bouffe puis ça a créé quelque chose, ça fait de l'animation dans le quartier. C'est des gens qui se côtoient qui se revoient dans la rue puis il y a comme des ponts qui se créent. Je pense que c'est positif. C'est aussi une représentation positive parce que sinon ça va être des jeunes [dans la rue] et puis mettons la communauté noire puis là « ils sont dans les gangs », c'est toujours négatif. Mais là tu les vois dans un autre contexte puis ça c'est différent, ça change la vision que certaines personnes vont avoir, c'est ça. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les initiatives de Parole d'excluEs constituent des espaces de rencontres pour les personnes issues de divers horizons culturels qui n'ont pas coutume de se réunir. Au contraire, les préjugés et discriminations engendrent une distance entre ces communautés au quotidien. La fréquentation des activités de l'organisme par une diversité de personnes contribue à modifier les perceptions des unes vis-à-vis des autres. La collaboration à des projets communs facilite la reconnaissance

mutuelle des personnes impliquées qui identifient des terrains d'entente et des points de convergence dans leurs expériences respectives. Ce phénomène découle également de la volonté des personnes migrantes de combattre les préjugés dont elles font l'objet par la mise en valeur de leur culture. Cela passe par la mise en visibilité de leurs savoirs traditionnels lors d'événements communautaires, comme on peut le lire dans la citation ci-dessous :

Oui, chaque année, il y a, comme le samedi, le 29, ils vont faire le défilé des caftans, il y a les activités, nous on va participer à l'activité et on a quelquefois, mes filles, les filles de mes amies, elles s'habillent avec le caftan¹¹⁰. Et comme la fête du 4 juin, on va faire la Fête des voisins, on va faire un kiosque, on va mêler les choses du Maroc, comme le caftan, les tajines, les biscuits. [...] Ça aide [pour lutter contre le racisme], pour nous, chaque pays va faire connaître son pays. Nous on fait le drapeau, on fait le couscous. On fait ça c'est de Maroc, ça c'est d'Algérie, ça c'est de Tunisie, ça c'est Haïti (Entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs).

Les personnes migrantes sont souvent sollicitées pour animer des événements et activités interculturelles, visant notamment à faire connaître des éléments de leur culture. Au cours de ces activités, elles mobilisent des savoirs traditionnels, notamment dans le but de donner une image positive de leur culture. Une personne ayant occupé un poste au sein d'un organisme proche de Parole d'excluEs rapporte également de l'intégration des savoirs traditionnels et de l'effet positif que cela engendre sur la cohésion sociale dans le quartier (cette citation est également utilisée au chapitre 6, section 6.1.2.1) :

Je pense qu'ils ont misé aussi sur le fait que dans Montréal-Nord, il y avait différentes cultures qui cohabitaient plus ou moins bien, mais personne ne se chicanait dans le local de Parole d'excluEs. Si un soir, c'étaient des griots, c'étaient des griots et le monde mangeait ça. Mais tu comprends, il ne fallait pas que ce soit du porc. Juste ça, de faire comprendre à tout le monde : « Moi, j'ai des interdits, des tabous. Ça, c'est mes besoins. » Je pense que Parole d'excluEs a beaucoup contribué à l'intercompréhension des gens qui habitaient le quartier. (Entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Au cours des observations sur le terrain, et conformément à ce qui est énoncé ci-dessus, j'ai remarqué une préoccupation pour le respect des particularités culturelles par les personnes

¹¹⁰ Il faut noter que cet événement de défilé des tenues traditionnelles du Maghreb n'est pas organisé par Parole d'excluEs. Toutefois, pour cette personne son engagement citoyen dans le quartier se situe dans un objectif commun de lutter contre les préjugés et les discriminations et dépasse les limites des organisations.

impliquées au sein de l'organisme. Par exemple, lors de la planification des fêtes et événements, les comités organisateurs s'assurent, même s'ils ne sont pas composés de personnes musulmanes, de fournir des aliments halal. Lors d'une discussion portant sur la célébration du Mois de l'histoire des Noirs¹¹¹, une femme d'origine québécoise impliquée à Parole d'excluEs a mentionné la nécessité de célébrer également la Semaine de la sensibilisation musulmane¹¹² qui se déroulait simultanément, afin de ne pas favoriser une communauté par rapport à une autre (source : notes de terrain). La mobilisation des savoirs d'usage et des savoirs traditionnels des personnes migrantes favorisent une meilleure compréhension mutuelle entre les communautés du quartier : les premiers mettent en lumière les éléments rassembleurs sur lesquels agir, au-delà des différences culturelles ; les seconds contribuent à combattre les préjugés envers les personnes migrantes.

7.1.3.2 Un potentiel entretien des tensions

Pour certaines personnes interrogées, la participation des personnes migrantes contribue indirectement à entretenir certaines tensions :

Je pense que jusqu'ici Parole d'excluEs, pour [les personnes migrantes], est un cadre dans lequel [elles] pouvaient exprimer leurs idées et participer à des actions. Et le fait aussi que Parole d'excluEs donnait de la place aux citoyens, à l'action citoyenne. Ces gens se sentent accueillis à bien des égards. Mais il y a toujours une sorte de tension. Comment dire ? Il y a des gens qui voient que [les personnes migrantes] ne devraient pas prendre autant de place [...]. [Les personnes migrantes] viennent prendre de la place et étant donné qu'ils sont capables d'articuler mieux [les idées] que les personnes d'origine québécoise, ça fait en sorte que des fois, souvent, elles étaient au-devant de la scène. Ça a créé quelques tensions, sans doute. Même dans les réunions aussi. Il y avait une volonté de prendre de la place, certains comportements ont créé des tensions. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

¹¹¹ Le Mois de l'Histoire des Noirs se déroule au Québec mois de Février depuis 2007, dans le but de souligner la contribution des communautés noires à la société québécoise (Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs, n.d, Histoire des communautés noires au Québec : <https://www.moishistoiredesnoirs.com/histoire-des-communautes>, Consulté le 29 Novembre 2024).

¹¹² La Semaine de sensibilisation Musulmane se déroule au Québec à la fin du mois de Janvier, depuis 2019. Elle vise à célébrer les contributions des personnes de confessions musulmanes à la société québécoise. Cet événement fait suite à l'attentat islamophobe ayant été perpétré dans la grande mosquée de Québec, le 29 Janvier 2017. (Semaine de la sensibilisation Musulmane, n.d, À propos, <https://ssm-maw.com/pour-apprendre-a-se-connaître-to-get-to-know-each-other/> Consulté le 29 Novembre 2011)

Cette citation montre la difficulté de croiser les savoirs et de valoriser les personnes pour leur contribution aux projets collectifs sans entretenir des tensions déjà présentes sur le territoire. Conformément à ce qui a été présenté plus haut, les personnes migrantes sont perçues par les membres de l'équipe comme ayant davantage la capacité d'être leaders des discussions et des projets collectifs. Or leur position en tant que leader est en lien avec leur capacité à mobiliser des savoirs fortement valorisés socialement, généralement issus d'une position sociale et de statuts professionnels favorisés dans leur pays d'origine. La place occupée par ces personnes migrantes au sein de l'organisation contribue à susciter un sentiment d'injustice parmi d'autres individus engagés, qui se considèrent comme étant plus défavorisés et/ou qui estiment avoir un droit supérieur à recevoir des services en raison de leur présence plus ancienne dans le quartier. Lors de la présentation de mon projet de recherche lors d'une réunion d'équipe, une préoccupation similaire a été exprimée par un membre de l'organisation. Cette personne m'a fait part de ses inquiétudes quant au risque que la recherche renforce les divisions entre les communautés et favorise la mise en avant des personnes migrantes au détriment des résidents d'origine québécoise, engendrant ainsi des tensions entre ces groupes. Selon elle, mettre l'accent sur les personnes migrantes pourrait intensifier les sentiments négatifs à leur égard et entretenir une perception de menace pour les personnes d'origine québécoise (source : notes de terrain).

Ces perceptions des membres de l'équipe sont à croiser avec les observations faites au cours des rencontres mensuelles du comité RACINE. Au sein de ce comité se côtoient une grande diversité de personnes, dont les contributions sont inégales. L'ambiance des rencontres est souvent houleuse et parcourue de conflits. Si ces conflits n'opposent pas toujours directement les personnes migrantes et les personnes blanches d'origine québécoise, ils traduisent néanmoins des rapports différents à l'objectif de ces rencontres. Citons en exemple, une rencontre ayant eu lieu en novembre 2021 :

À l'automne 2021, j'assiste à la rencontre mensuelle du Rassemblement des Citoyen·ne·s du Nord-Est (RACINE) au local de Parole d'excluEs sur la rue Lapierre. 13 personnes sont présentes, dont deux membres de l'équipe de [Parole d'excluEs]. Convoquée à 17h30, la réunion commence à 18h10. Une femme d'origine québécoise blanche exprime dès le début de la rencontre [le] souhait [des participant·e·s] de manger, car un repas cuisiné par un des membres est habituellement servi au cours de la rencontre mensuelle. Le repas n'est pas encore prêt, le groupe et le chargé de mobilisation décident de prendre une pause plus tard pendant la rencontre pour manger.

Au cours du tour de table, une femme maghrébine exprime son souhait de voir [redémarrer] les projets collectifs « pour le bien-être du quartier » qui ont été stoppés par la pandémie de COVID-19, et que l’ambiance des rencontres soit plus propice à un travail « sérieux ». [...] Plus tard dans la rencontre, la personne qui voulait manger part fâchée parce qu’aucun repas ne lui est servi. Après le repas, le retour à la discussion est difficile et plusieurs personnes quittent le local. Le chargé de mobilisation décide d’une date pour une fête de fin d’année avec les personnes qui sont restées. Au point [de] varia, une autre femme maghrébine reprend la parole et déplore l’ambiance de la rencontre qui manquait de sérieux : « Au début de l’année il faut parler de comment on fonctionne dans la rencontre. Il n’y a pas de sérieux dans les rencontres, il n’y a pas de respect de la parole. Le comité RACINE travaille sur des projets. » Une autre femme maghrébine répond : « On a des projets mais on n’en parle plus, il ne se passe rien. Ça me tient à cœur, je viens pour que RACINE continue. On ne peut pas juste manger. » Les autres personnes présentes approuvent et s’entendent pour faire un rappel des règles à la première rencontre de janvier. (Extrait des notes de terrain)

Cette anecdote ressemble à plusieurs autres événements observés au cours de la collecte de données. Globalement, il y a une inégalité dans les contributions des différentes personnes présentes qui semblent liées à leurs capacités à se conformer ou non à un format de participation citoyenne relativement formel. Ces constats m’amènent à croiser l’origine ethnoculturelle avec l’origine sociale, puisque ce qui entraîne une valorisation de personnes migrantes qui occupent un rôle de leader est leur capacité à mobiliser des savoirs professionnels dans leur implication citoyenne, qui leur confèrent une capacité à naviguer dans les espaces de discussion, alors que d’autres personnes subissent des difficultés psycho-sociales plus incapacitantes pour participer pleinement aux processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs. Les personnes migrantes sont moins nombreuses dans ce cas, probablement en raison des critères de sélection des ministères canadiens et québécois de l’immigration, qui favorisent les travailleurs qualifiés et les personnes ayant des diplômes d’études supérieures. En filigrane se dessine une hiérarchisation dans la qualité des contributions de chacun des individus engagés dans les initiatives collectives. Ceci crée une tension au sein même de la mission de l’organisme, qui cherche à redonner du pouvoir aux personnes en situation de pauvreté et d’exclusion sociale, mais dont les projets nécessitent la possession de certains savoirs (maîtrise du français, prise de parole en public, compréhension de certaines normes et savoir-être).

7.1.4 Effets sur les pratiques des organismes du milieu

Finalement, la participation des personnes migrantes aux initiatives portées par les organismes locaux est perçue par les personnes interrogées comme pouvant apporter des changements de pratiques au sein de ces organismes :

Je crois qu'il y a une grande richesse, il y a beaucoup d'idées des trucs, ça me fait rire des fois tu dis : « Tu le sors d'où ? » Et ils disent : « Ben voyons c'est comme ça qu'on fait ça. J'ai toujours fait ça. » Ils amènent avec eux une richesse culturelle, une autre façon de voir les choses aussi, la formule d'organismes communautaires qu'on a au Québec n'est pas nécessairement la même partout non plus. Des fois, c'est plus des idées étatiques à la limite, mais des bonnes pratiques qui peuvent être mises en place. Des fois, c'est plus des groupes informels ou des ONG extérieures qui viennent [dans les pays des personnes migrantes] puis qui avaient certaines pratiques que les personnes ont amenées ici. Et puis ça nous amène vraiment une autre vision de l'intervention plus, peut-être, classique qu'on est habitués de développer. Je pense que c'est ça aussi qui a amené beaucoup de rapprochements avec les gens qui amenaient les organismes à se réinventer. Encore plus en temps de pandémie, on va se le dire. Ça fait que oui, je pense qu'il y a une autre vision, une autre conception de l'action et puis des points qui étaient très importants pour nous, des fois, ne sont finalement pas si importants. [...] On est vraiment dans un changement, dans une approche plus personnalisée, puis je pense que les personnes migrantes qui elles-mêmes étaient dans un parcours, certaines ont été capables de nommer plus leurs besoins, ce qui a fait qu'on a pu nous-mêmes s'adapter dans une approche de dire : « Écoute, prenons le temps d'écouter les gens, voir comment eux voient les choses. » Puis déjà ça, ça fait une grosse différence, je trouve. C'est plein de pratiques, beaucoup, c'est drôle, moi ce que je vois c'est le côté plus famille, le côté plus « tu arrives dans le salon [pour] le thé ». [...] Mais c'est des pratiques qui tranquillement, je pense, ont été amenées par les besoins par des personnes qui avaient une autre conception des choses. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Cette citation illustre la multitude des contributions amenées par les personnes migrantes et leurs savoirs au sein des organismes du quartier. Elle souligne tout d'abord que les modalités d'engagement des personnes migrantes sont influencées par leurs expériences antérieures dans leur pays d'origine, que ce soit au sein d'institutions, d'organisations non gouvernementales, ou dans des interactions informelles. Notons à ce sujet que cette participation informelle fait écho au fait qu'un faible nombre de personnes migrantes interrogées déclarent avoir eu une implication citoyenne dans leur pays d'origine. En revanche, pour plusieurs, les valeurs d'entraide, de solidarité, de partage étaient présentes dans leur vie quotidienne, en particulier dans des relations informelles de solidarité intrafamiliale et communautaire. De plus, les personnes migrantes qui

avaient une expérience préalable d'implication dans leur pays d'origine avaient de la difficulté à identifier les éléments qu'elles avaient pu réinvestir dans leurs implications actuelles, comme cela a été observé lors des entretiens.

Toutefois, selon la personne citée ci-dessus, la présence des personnes migrantes enrichit le répertoire des pratiques d'action du milieu. Elle met également en évidence le rôle des personnes migrantes dans l'identification de besoins locaux, ce qui conduit les organismes à ajuster leur offre de services et leurs approches d'intervention. Comme cela a été précédemment souligné, les personnes migrantes apportent un regard nouveau sur les défis du quartier, mais cette citation suggère également qu'elles contribuent à l'identification de solutions innovantes pour ces enjeux locaux. Enfin, un autre aspect mis en avant dans cette citation est l'apport d'une plus grande convivialité par les personnes migrantes, notamment grâce à la mobilisation de leurs savoirs traditionnels, comme le suggère l'évocation du « salon de thé ». La citation ci-dessous renforce cette idée :

Ils sont dedans et tout naturellement, s'organiser comme ça, c'est une habitude, on a l'habitude de le faire et tu vas voir, ils vont le faire avec des trucs qui leur parlent. Ils vont apporter du thé et apporter des biscuits. Tout ça, ça leur donne une ambiance qui leur rappelle chez eux et tout naturellement. Leur façon d'agencer leurs rencontres, c'est comme s'ils ont un ordre du jour en fait. Mais c'est informel, parce qu'ils font ça, ils ramènent des trucs. Les trucs qu'ils font, ils sont vraiment organisés, mais c'est parce qu'ils ont déjà un modèle en tête. Et qui, je te le dis, on *surfe* dessus. Ce ne sont pas des capacités qu'on leur a apprises, c'est vraiment leur apport à eux. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

À un autre moment de l'entrevue, la même personne illustre son propos avec un exemple concret de ce transfert des savoirs traditionnels des personnes migrantes au sein des activités de Parole d'excluEs :

Comme exemple, je vais prendre la corvée. En Haïti, il y a quelque chose qu'on appelle la *kombit*, c'est une façon de travailler la terre. Ce qu'on fait, c'est que chaque personne à tour de rôle demande l'aide de tout le monde. On utilise le même principe de la *tontine*, je ne sais pas si tu connais la *tontine*, c'est-à-dire qu'à chaque fois, il y a une personne qui ramasse la cagnotte. C'est le même principe, mais pour le travail, c'est-à-dire qu'il y a une journée, tout le monde travaille le champ d'un tel. Ensuite, ce sera celui d'une autre personne. Mais on met toutes nos ressources ensemble à chaque fois pour aider une personne. Et ça se fait comment ? Ça se fait avec des principes. La personne qui

reçoit doit avoir toutes les commodités, soit les équipements, c'est-à-dire les gens ne doivent pas venir avec leur équipement, tu vois. Ils doivent aussi trouver à manger et parfois à boire aussi, comme un peu d'alcool, des choses comme ça. Et puis, de la musique, c'est-à-dire ça se fait dans une ambiance festive. Alors, quand par exemple, on fait la corvée, je dis « ménage festif », tout naturellement [une personne migrante] avec son mari ont joué du tambour et ont chanté, et il y avait une table avec des rafraîchissements. Rapidement, ça leur parlait : « Ah oui, c'est comme une *kombit* ». Ça me permettait de faire une corvée, d'ailleurs le terme « corvée », on l'a retiré, parce qu'on a essayé de rendre ça juste festif au fait, parce qu'on nettoie la rue, mais on devrait peut-être s'amuser. On prend la pause ensemble, on est sous la tente, on prend du jus, se rafraîchir, des choses comme ça. Ça s'est transposé, parce qu'ils ont vu des gens se mettre ensemble, faire quelque chose qui est un peu rude physiquement, mais on met une bonne ambiance et puis on met de la musique. Ça, c'est une chose et je dirais aussi que la façon dont les Mamans [contre la violence] s'organisent. Elles m'ont déjà expliqué qu'il y a des moments où les femmes se rassemblent ensemble dans leur communauté. Ils ont des moments, eux, ils ont même un nom, un endroit où ils vont et c'est leur moment. Puis, c'est là que des initiatives comme des coopératives de safran¹¹³ se font, alors on est déjà comme ça. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La présence des personnes migrantes au sein des organismes facilite l'adoption de pratiques plus informelles qui favorisent ainsi la participation d'une plus grande diversité de personnes. La citation ci-dessus évoque plusieurs pratiques des pays du Sud, en particulier la *tontine*, une forme d'épargne collective, et la *kombit*, une pratique d'entraide. En ce qui concerne cette dernière, le principe des corvées est ancré dans la tradition québécoise, en particulier en milieu rural, depuis l'époque de la colonisation française, que ce soit sous forme obligatoire ou volontaire¹¹⁴. Ces propos révèlent une convergence entre les savoirs tirés des traditions des personnes migrantes et les pratiques traditionnelles québécoises, ce qui est considéré comme une source d'enrichissement par la personne interrogée et un moyen d'inclure les personnes migrantes dans les activités collectives mises en œuvre par l'organisme. Concernant la *tontine*, également mentionnée dans l'extrait ci-dessus, j'ai été témoin, lors de mes observations sur le terrain, de la mise en place de ce

¹¹³ Le milieu de l'économie sociale et solidaire au Maroc a connu un engouement par le modèle coopératif depuis le début des années 2000, sous l'impulsion notamment des ONG de développement agricole. Ces coopératives agricoles visent à valoriser les savoirs faire agricoles et artisanaux locaux, notamment pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en milieu rural (Didi et Attouch, 2022).

¹¹⁴ Pour une typologie et une description des corvées au Québec voire l'essai ethnographique de Jeanne Pomerleau (2002), *Corvées et quêtes. Un parcours au Canada français*, Montréal, Hurtubise.

système d'épargne collective dans un groupe de personnes migrantes, en marge des activités de Parole d'excluEs. Il est question cette expérience dans la citation ci-dessous :

Ils ont déjà fait une *tontine*, mais je n'ai jamais rédigé là-dessus, mais c'est une expérience que j'aimerais refaire. Il faudrait voir le cadre légal. Mais ce qu'il y a, c'est que c'est simplement des personnes qui comprenaient déjà le principe qui vont embarquer. Y'a zéro personne à qui on a eu à expliquer qui a embarqué. C'est-à-dire qu'il y a vraiment quand même des barrières. Ce n'est pas tout qui est accepté et qui est pris à bras ouverts. (Extrait d'entrevues avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation implique que les savoirs issus des traditions et des expériences des personnes migrantes dans leur pays d'origine ne sont pas systématiquement adoptés par les acteur·trice·s du milieu. Ici, la *tontine*, qui suppose un fort niveau confiance entre les membres du groupe, est aussi plus difficile adopter pour celles et ceux qui ne sont pas familiarisés avec ce principe d'épargne collective. De plus, en lien avec ce qui est présenté au chapitre 6, l'appartenance de la personne citée ci-dessus à une communauté ethnoculturelle facilite sa compréhension de ces savoirs et de leur plus-value pour les initiatives de Parole d'excluEs. Ainsi, l'ajustement des pratiques des organismes communautaires par l'intégration des savoirs des personnes migrantes reste conditionnel à l'ouverture et à la compréhension de ceux-ci par les membres de l'équipe et les acteur·trice·s du milieu.

7.2 Effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes sur leur inclusion sociale

Cette section présente la perception des effets intégratifs de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans les processus de co-construction des connaissances et des projets collectifs. Si le point de vue des membres de l'équipe de Parole d'excluEs est assez homogène et positif, celui des personnes migrantes interrogées est plus contrasté.

7.2.1 La perception des membres de l'équipe de Parole d'excluEs et de certain·e·s acteur·trice·s du milieu

Voyons dans un premier temps les perceptions collectées auprès des membres de l'équipe de Parole d'excluEs, qui sont croisées avec certaines observations faites sur le terrain.

7.2.1.1 L'ancrage dans le territoire et l'appropriation de l'espace

L'engagement des personnes migrantes dans le milieu communautaire nord-montréalais, à Parole d'excluEs en particulier, est perçu par les acteur·trice·s du milieu comme contributif de leur ancrage dans le territoire. Cela est particulièrement visible dans le projet Espace Lapierre, consistant dans le réaménagement des cours des immeubles de la SHAPEM en collaboration avec le comité citoyen RACINE et Parole d'excluEs. Le Nord-Est de Montréal-Nord est en particulier le secteur Pascal-Lapierre est depuis de nombreuses années aux prises avec des défis de cohabitation entre communautés et entre générations au sein de l'espace public. Au-delà des événements violents marquants et fortement médiatisés¹¹⁵ ayant eu lieu à plusieurs reprises au cours des dernières années, le quartier est aussi le spectacle de tensions liées à des pratiques différenciées de l'espace public, par les différentes communautés. Ces aménagements et les activités qui y sont déployées visent donc à favoriser une meilleure cohabitation entre les personnes résidant dans le quartier. Ces espaces sont mis à la disposition des locataires pour s'y détendre, y faire jouer leurs enfants ou jardiner. Parole d'excluEs organise également des fêtes et des événements ou y tient des rencontres l'été. Ils permettent aux personnes migrantes¹¹⁶ installées plus récemment de s'approprier leur milieu, mais aussi d'y laisser une marque. Cette appropriation passe entre autres par la mise en visibilité des savoirs des personnes migrantes au sein des activités mises en œuvre par Parole d'excluEs dans l'Espace Lapierre :

Ils se sont réapproprié l'espace et ça a encouragé d'autres personnes qui s'identifient à la même communauté à se réapproprier l'espace également. Les madames maghrébines, elles adorent cuisiner alors au début, elles étaient sollicitées souvent pour organiser les repas des rencontres dans le jardin collectif. Et finalement, elles ont commencé à organiser elles-mêmes des repas dans les jardins collectifs sans venir chercher personne de Parole d'excluEs. Elles toutes seules. Elles ont sorti les tables, les affaires à manger. Elles s'en sont parlé, elles se sont coordonnées, ont servi les enfants, elles ont fait des jeux. Tout ça, ça les a comme légitimées. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

¹¹⁵ Les rues Pascal, Lapierre et avoisinantes sont régulièrement le théâtre de fusillades et d'événements violents résultant d'affrontement entre membres de gangs de rue.

¹¹⁶ Au moment de la collecte de données, il s'agissait principalement de familles originaires du Maghreb, plus précisément de l'Algérie et du Maroc.

D'après la personne citée ci-dessus, la mobilisation des savoirs traditionnels des femmes migrantes impliquées par exemple au sein du Système alimentaire pour tous¹¹⁷ a ouvert la voie à une appropriation des espaces collectifs par les familles migrantes venues du Maghreb. La cuisine du Maghreb servie dans les rencontres citoyennes a transmis un message aux familles maghrébines sur la sécurité de ces espaces et sur leur droit de s'y réunir, même de manière informelle. Pour éclairer ce constat, j'aurai recours à des observations faites sur le terrain :

Mai 2022. Je suis présente au local de Parole d'excluEs sur la rue Lapierre et j'assiste à une rencontre entre le chargé de mobilisation et une nouvelle citoyenne résidente du quartier, sur la rue Villeneuve. Celle-ci souhaite rédiger une lettre à l'intention de la SHAPEM, dont elle est une locataire. Elle veut poursuivre la transformation des cours de son immeuble qui ont été amorcées l'été précédent, au cours d'un projet de verdissement mené conjointement entre la SHAPEM et Parole d'excluEs. Elle veut un babillard dans son immeuble pour favoriser la communication entre les voisins, faire connaissance et faire des activités (vente de garage, boîtes de livres). Elle dit que les personnes migrantes nouvellement arrivées ne laissent pas sortir les enfants, [elles] pensent que c'est dangereux et il y a des différences culturelles qui font que les gens ne veulent pas que leurs enfants fréquentent les autres enfants du quartier. (Extrait des notes de terrain)

Cette anecdote clarifie l'importance de l'appropriation de l'Espace Lapierre par les familles migrantes. En effet, avant le réaménagement, l'ambiance décrite était également la norme sur la rue Lapierre. Or, il semble que l'Espace Lapierre soit de plus en plus perçu par les familles vivant dans les immeubles de la SHAPEM comme un espace leur appartenant. Notons par ailleurs le recours aux savoirs d'usage de cette personne, son expérience des enjeux de cohabitation, pour motiver son projet d'implication citoyenne et l'expliquer au chargé de mobilisation. Ainsi, j'ai participé à plusieurs événements au sein de l'Espace Lapierre, en particulier la Conférence de presse « Parlons Sécurité avec les personnes concernées », mais également la distribution de denrées alimentaires pendant la pandémie de COVID-19 (étés 2020 et 2021), deux projets dans lesquels les femmes maghrébines ont été fortement impliquées et ont exercé un leadership important. Les projets qui concernent l'appropriation de l'espace semblent très mobilisateurs pour les personnes migrantes, en particulier pour les femmes venues du Maghreb qui souhaitent offrir

¹¹⁷ Le Système alimentaire pour tous est une initiative de Parole d'excluEs portée en collaboration avec plusieurs organismes du milieu visant à lutter contre l'insécurité alimentaire de Montréal-Nord, par la création d'initiatives favorisant l'accès à une saine alimentation et le contrôle de l'ensemble des segments de la production alimentaire par les populations locales, de la production à la consommation (Heck et Soquet-Juglard, 2019).

un espace de jeu et de socialisation plus sécuritaire à leurs enfants, en accord avec leur motivation initiale à l'immigration.

7.2.1.2 Le renforcement du pouvoir d'agir des personnes migrantes

La mobilisation de la parole citoyenne par Parole d'excluEs s'inscrit dans une démarche de développement du pouvoir d'agir individuel et collectif. Le renforcement du pouvoir d'agir est pensé comme une première étape dans l'amélioration des conditions de vie sur le territoire, comme le souligne l'énoncé de mission ci-dessous :

L'approche de Parole d'excluEs s'inspire du courant humaniste, qui considère chaque humain comme unique et capable d'être autonome et de se réaliser si on lui en donne les moyens, et intègre les éléments suivants :

- Parole d'excluEs renforce la capacité d'agir des personnes et des collectivités en leur permettant de s'inscrire dans une action collective qui les soutient.
- Ce renforcement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités permet, dans un premier temps, d'améliorer concrètement les conditions de vie des citoyen·ne·s pour cheminer vers des transformations plus significatives¹¹⁸.

L'objectif de l'organisme est donc de mobiliser les savoirs citoyens, en particulier les savoirs dits « expérientiels », comme on l'a décrit dans le chapitre de mise en contexte (Chapitre 4), afin de renforcer les capacités d'agir des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, parmi lesquelles les personnes migrantes. Cela passe en premier lieu par la reconnaissance de la pertinence de ces savoirs d'usage à travers la mobilisation des enjeux vécus par les personnes vivant sur le territoire. Abordée au cours des entrevues avec les membres de l'équipe de Parole d'excluEs, la question du développement du pouvoir d'agir des personnes migrantes est perçue comme une retombée positive de l'action de Parole d'excluEs dans le milieu, comme on peut le lire dans cette citation :

Je pense à Leila¹¹⁹. Mais là, je sais que c'est vraiment juste en termes de prise de parole, elle nous l'avait partagé, c'est quelqu'un qui ne prenait pas trop la parole et à la fin, tu

¹¹⁸ « Nos fondements », *Parole d'excluEs* [site Web], URL : <https://parole-dexclues.ca/nos-fondements/> consulté le 2 décembre 2023.

¹¹⁹ Le nom est fictif.

vois, dans les assemblées, elle parlait devant tout le monde. Ça, c'est assez énorme. [...] Je pense que pour plusieurs personnes Parole d'excluEs est un peu comme un tremplin. Je pense que la trajectoire de changement c'est quelque chose qui aide énormément pour sortir quand tu es dans une impasse ou quand tu es dans un moment difficile dans ta vie. [...] Après, quand on essaie de réfléchir : « Quelle est la contribution de Parole d'excluEs ? », c'est toujours difficile d'y répondre, parce que c'est toujours un facteur parmi d'autres, je pense que Parole d'excluEs a certainement pu donner un coup de pouce dans la reprise de l'estime de soi, dans pas mal de choses, je pense. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Dans le même ordre d'idée, un·e autre membre de l'équipe de Parole d'excluEs témoigne du parcours d'une autre femme migrante impliquée au Système alimentaire pour tous :

Il y avait une madame qui venait du Maroc et elle venait d'entrer dans le système alimentaire quand moi, je suis arrivée. Elle était super timide au début, et tout, et au fur et à mesure, de travailler avec elle et de l'impliquer, et tout, elle a commencé à me proposer des idées. Au début, elle ne voulait pas s'exprimer devant tout le monde et elle me proposait des idées en aparté. « Moi je pense qu'il y a telle affaire qu'on pourrait faire. » Je lui ai dit : « Écoute, fais-le ! C'est bien que tu m'en parles, mais tu peux le faire spontanément, tu peux en parler dans le groupe. » Puis elle a commencé à s'impliquer de plus en plus. Et finalement, je pense qu'à la deuxième édition [des marchés du Nord¹²⁰], lorsque les marchés ont ouvert, elle a prononcé le discours d'ouverture devant la mairesse, devant les conseillers de Montréal-Nord. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Selon la perception des membres de l'équipe, l'organisme joue un rôle dans le renforcement des capacités des personnes impliquées. Les deux citations ci-dessus font référence au renforcement de la capacité de prendre la parole en public. Leila, mentionnée dans la première entrevue, fait partie des personnes migrantes rencontrées en entrevue, dont le parcours professionnel laisse croire qu'elle détenait ce savoir avant son implication à Parole d'excluEs. Dans le cas des personnes migrantes, dont les savoirs sont dévalorisés socialement en raison de mécanismes de racisme systémique, le fait d'être entendues et reconnues dans la co-construction de connaissances et de projets collectifs semble participer à une reprise de confiance dans leur capacité d'agir. La

¹²⁰ Les Marchés du Nord sont des marchés ambulants de fruits et légumes opérés par la Coopérative Panier Futé, jusqu'en 2022, et soutenus par l'Arrondissement de Montréal-Nord. Ils s'inscrivaient dans les initiatives du Système Alimentaire Pour Tous.

participation à des activités de Parole d'excluEs participe au renforcement ou à la réactivation des savoirs dont les personnes migrantes disposent :

Ils sont dedans et tout naturellement, s'organiser comme ça, c'est une habitude, on a l'habitude de le faire et tu vas voir, ils vont le faire avec des trucs qui leur parlent. Ils vont apporter du thé et apporter des biscuits. Tout ça, ça leur donne une ambiance qui leur rappelle chez eux et tout naturellement. Leur façon d'agencer leurs rencontres, c'est comme s'ils ont un ordre du jour en fait. Mais c'est informel, parce qu'ils font ça, ils ramènent des trucs. Les trucs qu'ils font, ils sont vraiment organisés, mais c'est parce qu'ils ont déjà un modèle en tête. Et qui, je te le dis, on *surfe* dessus. Ce ne sont pas des capacités qu'on leur a apprises, c'est vraiment leur apport à eux. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation est cohérente avec d'autres éléments abordés précédemment. J'ai souligné plus haut que les membres de l'équipe de Parole d'excluEs considèrent généralement que les personnes migrantes ont une grande richesse de savoirs. Cependant, en raison des différentes discriminations qu'elles subissent et du déclassement social à leur arrivée, ces savoirs sont peu valorisés socialement. Leur implication citoyenne semble donc augmenter leur estime de soi et la pertinence de leurs savoirs dans différents contextes. En outre, la mobilisation des savoirs traditionnels permet également de donner une légitimité à leurs modes d'agir et à leur culture, comme le suggère la citation ci-dessus. Les personnes migrantes interrogées avaient de la difficulté à établir un lien entre leurs expériences passées et la mobilisation de leurs savoirs au sein de l'organisme. En revanche, la citation indique qu'au moins informellement, certains savoirs des personnes migrantes servent de support à l'action collective. Participer aux processus de co-construction des savoirs et aux projets collectifs de Parole d'excluEs favoriserait donc la requalification des savoirs migrants, en particulier les savoirs traditionnels, mentionnés ci-dessus, mais aussi les savoirs tirés d'expériences professionnelles ou d'implications citoyennes passées.

Le point de vue de certains des acteur·trice·s du milieu renforce cette idée et suggère le rôle de tremplin exercé par Parole d'excluEs, afin que les personnes migrantes prennent conscience de leur capacité à influencer les décisions collectives et s'impliquent davantage dans la vie communautaire locale :

Nassima¹²¹ s'est sentie investie à un moment donné, je ne dirais pas d'un pouvoir, mais d'une capacité avec une organisation derrière elle, parce qu'elle la soutenait et donc, elle s'est sentie investie d'une mission personnelle. Mais il n'y a rien d'égoïste là-dedans. Elle sentait qu'elle était capable de faire changer les choses, parce qu'on parle du pouvoir d'agir, de tout ça. À ce niveau-là, je dirais que pour plusieurs des personnes impliquées, certainement que la présence de Parole d'excluEs ou la SHAPEM a contribué à leur implication, à leur faire sentir qu'ils avaient des choses à dire, qu'ils étaient écoutés, qu'il y avait une possibilité que les choses avancent. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Une autre personne ayant travaillé au sein d'un organisme du quartier témoigne également de son observation du parcours d'un·e leader immigrant·e :

Les citoyens qui sont là [dans les activités de Parole d'excluEs], en général, c'est ceux qu'on retrouve dans d'autres concertations. Il y en a même qui siègent sur notre conseil d'administration. Je trouve cet exemple-là d'une personne [immigrante] qui fréquentait Parole d'excluEs et qui maintenant, siège sur la table de quartier. Ça a été vraiment un travail conjoint de Parole d'excluEs et de la table de quartier qui ont réussi vraiment à propulser cette personne-là, reconnaître ses capacités, lui donner un espace où elle peut s'exprimer. Pour moi, déjà, c'est un bel exemple de comment Parole d'excluEs travaille avec les citoyens. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

La citation ci-dessous souligne que ce renforcement des capacités d'agir se situe dans la prise de conscience de la pertinence de leurs savoirs par les personnes migrantes. Parole d'excluEs donne de la crédibilité à leurs expériences de vie, à leur perception des enjeux locaux et aux solutions qu'elles veulent y apporter. Par ailleurs, Parole d'excluEs vise à encourager la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion dans des espaces de prise de décision, plutôt que de se faire l'intermédiaire de la parole citoyenne. Ainsi, plusieurs des personnes migrantes que j'ai interrogées siègent dans des espaces de concertation en leur nom propre ou à titre de représentant·e·s des comités citoyens.

7.2.1.3 Un effet tremplin dans les trajectoires individuelles

Le renforcement de l'estime de soi présentée comme un élément du développement du pouvoir d'agir dans la section précédente est également perçu comme un facteur de l'amélioration des conditions de vie individuelles des personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs. La citation

¹²¹ Le nom est fictif.

ci-dessous présente ce lien entre le renforcement du pouvoir d’agir des personnes impliquées à Parole d’excluEs et l’évolution de leur trajectoire de vie :

Mais c’est plus de l’ordre du relationnel, peut-être il se fait juste un peu plus reconforter, moi c’est comme ça que je vois le pouvoir d’agir. [...] Je pense aussi que ça améliore peut-être la manière de rentrer en contact avec les autres. Ça ne va pas changer une personne au complet, mais ça donne un petit coup de pouce. Une trajectoire spécifique pas nécessairement, mais je pense que c’est plus une espèce de passe dans leur vie qu’à ce moment-là ils en ont eu besoin puis quand ils partent c’est juste parce qu’ils sont partis ailleurs, ils sont passés à autre chose, mais je pense que c’est bon signe. C’est sûr qu’ils ne vont pas avoir changé toute leur vie ... [...] Je pense que y a quand même des gens qui acquièrent des outils, que ce soit relationnel ou que ce soit la prise de parole en public ou la gestion de projet, comment jardiner ou comment cuisiner tel truc, ça fait partie du pouvoir d’agir, mais c’est vaste quand même comme concept. (Extrait d’entrevue avec un·e membre de l’équipe de l’organisme)

Bien que la citation ci-dessus souligne la difficulté d’identifier les mécanismes exacts qui favorisent le renforcement du pouvoir d’agir des personnes impliquées à Parole d’excluEs, elle mentionne le rôle joué par les apprentissages fait au travers de leur implication. Ces apprentissages ou la réactivation de leurs savoirs contribuent à faire évoluer leur trajectoire individuelle. Selon la personne citée ci-dessous, cette contribution de Parole d’excluEs à l’amélioration des conditions de vie individuelles est surtout bénéfique aux personnes migrantes :

Les personnes qui se déplacent, qui vont quitter le quartier, la majorité est immigrante, c’est-à-dire qu’ils arrivent soit à épargner, soit à magasiner une autre place qui, le plus souvent, paraît meilleure, que ce soit simplement le sentiment de sécurité. C’est quand même bien, c’est un plus pour la personne. [...] J’ai aussi remarqué qu’il y a un roulement des personnes les plus brillantes, entre guillemets, en fin de compte, ce qu’on arrive à faire, c’est rappeler ses capacités à la personne. La personne a des doutes et je pense que ce qu’on arrive à faire, c’est ramener l’estime de soi de la personne, ce qui lui permet de se donner des objectifs personnels de sa vie privée. Mais ce renforcement de l’estime de soi, il l’a eu dans son implication. « Ah oui, tu peux faire ça ! Tu as telle capacité, telle qualité, c’est unanime. » Tu as un maximum d’interlocuteurs qui te le disent, de différents horizons, des élus te le disent, des employés d’autres organismes te le disent, des leaders religieux te le disent. Il y a plein de personnes qui te voient aller et qui trouvent que ce que tu fais, c’est quand même énorme, parce que c’est du volontariat. Personne ne te force et tu ne gagnes rien en termes d’argent. Ça vient vraiment te chercher et tu t’impliques vraiment. Les gens félicitent ces personnes-là. Quand on les rencontre dans l’espace public, on les félicite. (Extrait d’entrevue avec un·e membre de l’équipe de l’organisme)

Ces propos sont, une nouvelle fois, à mettre en rapport avec la perception que les personnes migrantes sont à la fois les personnes les plus « outillées » mais aussi les plus mobiles tant sur le plan géographique que social. Ainsi, la reprise d'estime de soi permise par la valorisation de leurs savoirs est une étape dans l'amélioration des conditions de vie individuelles. Par ailleurs, Cela s'inscrit en cohérence aussi avec la perception des personnes migrantes comme étant des moteurs des transformations visées par l'organisme, du fait de leur propre inscription dans une trajectoire de changement.

En outre, la citation ci-dessus souligne l'apport du processus de co-construction avec les partenaires locaux, qui permet une reconnaissance de la contribution des personnes impliquées au-delà du cadre strict de l'organisme. Plus tard dans l'entrevue, la même personne souligne le rôle joué par le processus de co-construction des savoirs pour favoriser le renforcement du pouvoir d'agir des personnes impliquées à Parole d'excluEs :

L'équipe aussi, on fait qu'en été, la personne va rencontrer des étudiants, des fois, on a des stages de recherche d'une personne. Même si on n'a pas encore un outil pour voir comment intellectuellement, les citoyens grandissent, c'est sûr que ça se fait. On apprend avec l'expérience. Si une personne développe la capacité pour pouvoir échanger avec des universitaires de tous horizons, tu multiplies les acteurs, chaque acteur a un jargon, a une façon de voir les choses, a des priorités qui sont propres à son statut. [...] Mais ça crée un roulement, et ce qui m'arrache le cœur, c'est qu'il y a un groupe qui stagne, qui est tout le temps présent, j'ai l'impression qu'ils n'ont pas trop bougé, mais c'est parce qu'on les compare, en fait. C'est clair qu'ils ont tous un cheminement positif. Ils se développent et puis, ils ont tous des besoins différents. Il y a des personnes qui ne sont pas en recherche d'emploi. Ils ont des limites qui fait qu'ils sont obligés d'être assistés. Mais ils prennent le rôle qu'ils peuvent prendre. Ils le prennent et puis, ils avancent, et la personne est heureuse dans ce qu'elle fait. Mais si on les compare, bien sûr, on pourrait dire : « Ah oui, cette personne-là, elle arrive à s'offrir ça, ça, ça, a décroché tel, tel poste, s'investir dans d'autres trucs ». Je pense que la population immigrante, c'est elle qui bouge le plus. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Ainsi, le renforcement des capacités ou du pouvoir d'agir des personnes migrantes se fait à un niveau individuel. La présence de Parole d'excluEs serait un atout dans leur trajectoire de vie et leur permettrait d'une part de prendre davantage part à la vie politique locale, et d'autre part agirait comme un « tremplin » dans leur installation au Québec.

7.2.2 La perception des personnes migrantes quant aux effets de leur implication à Parole d'excluEs sur leur vie au Québec.

Je propose maintenant de confronter les éléments présentés dans la section précédente avec le ressenti des personnes migrantes rencontrées sur le terrain et en entrevue. Concernant les effets de la mobilisation de leurs savoirs sur leur inclusion dans la société québécoise, leur appréciation est plus nuancée que celle des acteur·trice·s du milieu.

7.2.2.1 Des apprentissages de la vie sociale et politique québécoise

Pour certaines personnes migrantes interrogées, Parole d'excluEs est un espace qui leur permet de développer des nouvelles connaissances et compétences qui les aident dans leur trajectoire individuelle. Lorsqu'elles sont interrogées sur l'apport de Parole d'excluEs dans leur vie, certaines personnes migrantes mettent de l'avant les apprentissages qu'elles ont fait au cours de leur implication au sein de l'organisme :

J'ai beaucoup apprécié parce que Parole d'excluEs m'a offert des formations sur la communication, on m'a offert une formation sur le jardinage. On a fait des sorties entre citoyens. [Parole d'excluEs] nous a payé les tickets d'autobus pour nous déplacer. Bon moi j'avais ma voiture ça ne me dérange pas si je prenais avec moi quelques citoyens, mais c'est plus ils ont aidé les personnes qui ne peuvent pas se permettre et moi je dis que ça va avec des priorités. [...] C'est la confiance, j'ai gagné de la confiance. C'est la confiance des autres envers moi, si tu veux que les gens te fassent confiance, il faut bien se comporter d'abord. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Ces propos sont cohérents avec ceux des membres de l'équipe rapportés plus haut, selon lesquels l'implication au sein de Parole d'excluEs renforce la confiance en elles de personnes migrantes. De plus, la personne citée ci-dessus souligne que son implication lui a permis de gagner la confiance des autres habitant·e·s du quartier. Elle a été porte-parole d'un comité citoyen et une des leaders du projet d'implantation d'un CPE à l'îlot Pelletier. Elle revient plus tard dans l'entrevue (citation ci-dessous) sur l'acquisition de savoirs politiques au cours de son parcours d'implication citoyenne, lesquels passent par la fréquentation de personnalités politiques à titre de représentante citoyenne :

Oui j'ai été porte-parole, je participais aux réunions avec nos partenaires, alors on avait des partenaires politiques comme le maire de la ville ensuite il y a eu la mairesse. On

parlait avec des députés, on faisait des rencontres avec des députés, des rencontres entre organismes communautaires comme Entreprenants où c'est vraiment, il y a une bonne relation puisque [quand ça concerne] les parents, il y a les enfants aussi inclus. Entre autres il y avait Centraide avec plein d'organismes et puis voilà. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Une autre personne témoigne de ces apprentissages réalisés auprès de Parole d'excluEs, en particulier l'apprentissage du fonctionnement politique du Québec :

L'expérience ou le savoir-faire c'est la parole elle-même, Parole d'excluEs c'est donner la parole aux gens qui sont exclus de la société ou à ceux qui n'en ont pas. Ce n'est pas seulement ça, c'est pour leur apprendre à parler, à connaître ce qui les entoure, pour leur apprendre aussi les politiques, les anciennes, les nouvelles, les changements qui arrivent. Parce qu'il y a beaucoup de gens qui pensent qu'ils ne peuvent pas changer les choses. Non, les citoyens et citoyennes 100 % ils sont capables de changer les choses, sauf que nous sommes divisés par les partis, les politiques. [...] Moi c'est cette expérience-là, c'est des expériences vivantes, tu n'as pas besoin de l'apprendre dans un livre. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

L'acquisition de savoirs politiques par l'expérience au sein de Parole d'excluEs est une des retombées positives de l'implication des personnes migrantes. La participation à des projets collectifs de transformation sociale susciterait des apprentissages sur le fonctionnement politique du Québec, et en particulier sur les processus démocratiques. Nous pouvons ici faire un parallèle entre ces propos et le fait que plusieurs personnes migrantes témoignent des difficultés politiques qu'elles ont vécues dans leur pays d'origine. Ainsi, la participation à des processus de co-construction de projets collectifs permet aux personnes migrantes de s'insérer dans des réseaux d'acteurs locaux qui favorisent le développement de leur confiance en la pertinence de leurs savoirs. Parole d'excluEs contribue ainsi à l'exercice de leur citoyenneté des nouvelles personnes vivant au Québec, en favorisant leur inclusion dans les processus démocratiques locaux. Leur implication dans les projets de Parole d'excluEs est motivée par une volonté de mieux connaître la culture locale, en particulier la culture professionnelle, et le mode de fonctionnement des institutions et des organismes au Québec. Ainsi plusieurs personnes rencontrées se sont impliquées dans d'autres organismes, espaces de concertation ou institutions, dans le quartier et hors du quartier, à la suite de leur participation aux activités de Parole d'excluEs, comme on peut le lire dans la citation ci-dessous.

Je me suis dit je veux connaître comment les gens réfléchissent ici, comment ils pensent, qu'est-ce qu'ils font. Je veux découvrir des emplois. Parce que j'avais un besoin urgent de commencer à travailler. Et puis je ne suis pas le genre de personne qui attend qu'on lui donne. Non moi je veux vraiment m'en sortir par moi-même. Mais comme je ne connaissais rien, c'était pour moi comme un apprentissage, une bibliothèque, là, que je cherchais toutes mes ressources. Et voilà j'ai appris à connaître un petit peu la mentalité des Québécois, le marché du travail, comment ça fonctionne pendant les réunions. Les réunions étaient très enrichissantes vu qu'on venait de pays différents et puis ce que j'ai vraiment apprécié, wow, avec toutes les personnes qui viennent de partout, c'est vraiment multiculturel, multiethnique et que tout le monde s'entende bien ça, ça m'a impressionné. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

La participation des personnes migrantes aux activités de Parole d'excluEs contribue, selon certaines, à différents apprentissages nécessaires à leur trajectoire d'inclusion au sein de la société québécoise. La plupart des personnes que j'ai rencontrées ont commencé leur implication au sein de Parole d'excluEs ou d'un autre organisme du quartier et ont développé ainsi un réseau de contacts qui leur permet de faire entendre leur voix, de prendre leur place dans d'autres instances communautaires ou institutionnelles, de réaliser certains projets, voire d'accéder à des emplois. Le parcours décrit dans la citation ci-dessous est assez instructif :

J'étais aussi devenu porte-parole du Regroupement citoyen de l'îlot Pelletier (RCIP), je suis devenu membre du conseil d'administration de la coopérative Panier Futé, donc j'étais à la fois membre et surtout membre aussi du conseil d'administration. Tout c'était très important pour moi, parce que je voyais que c'était assez pertinent, que c'était plusieurs aspects et liés les uns aux autres. Il y avait les marchés du Nord. [...] J'ai participé aussi au marché fixe à la coopérative, j'étais membre et je faisais des heures en tant que membre pour donner un coup de main. Au niveau du jardin, j'ai même recruté des gens, j'avais ramené un Marocain très efficace d'ailleurs, pour les deux jardins : au niveau de Pelletier et le jardin qu'on a créé au niveau de l'institut de formation. J'étais très présent. J'ai participé aux réflexions et plus que les réflexions, j'ai participé physiquement aux travaux de la terre, plantation d'arbres et tout quoi ça m'a passionné en espérant pouvoir après en parler [dans mon pays d'origine] et éventuellement je ne sais pas comment ça s'est fait j'ai rejoint la Table de Concertation sur la Faim avec [un ancien membre de l'équipe de Parole d'excluEs] et j'étais le seul citoyen impliqué. Alors j'étais tellement impliqué donc on m'a, je suis devenu co-animateur de formations, ils ont organisé des formations de mobilisateurs de milieux destinés à développer le système alimentaire. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Ce témoignage met en évidence la relation entre l'implication de cette personne à Parole d'excluEs et son parcours dans d'autres instances de participation citoyenne à Montréal. Comme dans le cas

de Nassima évoqué dans la section précédente (section 7.2.1.2), ces personnes ont pu valoriser leurs savoirs quant à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, acquis au sein de Parole d'excluEs et liés à leur expérience sur des enjeux précis. Ceci a contribué à leur reconnaissance et à leur invitation à des activités hors du quartier et à un niveau décisionnel et d'action plus élevé. Ces témoignages montrent également comment la participation aux activités de Parole d'excluEs enrichit le réseau social des personnes migrantes. En effet, c'est grâce aux rencontres et aux relations développées au sein de cette organisation qu'elles ont pu s'impliquer dans d'autres instances et élargir leur engagement citoyen.

7.2.2.2 Des déceptions liées à l'employabilité et l'entrepreneuriat individuel

Lors des entrevues avec les personnes migrantes et des observations menées sur le terrain, un enjeu a émergé concernant l'employabilité et le soutien à l'entrepreneuriat. Les personnes migrantes semblaient particulièrement sensibles à cette question. En entrevue comme dans les discussions informelles que j'ai eues sur le terrain, les personnes migrantes expriment de fortes attentes en termes d'employabilité auprès des organismes locaux. Malheureusement, en l'absence de réponse à ces attentes, plusieurs expriment leur déception :

Ça ne change pas [les personnes migrantes] trouvent que même avec leur implication ça ne change pas et ça les gens sont venus [au Québec] pour avoir le meilleur, ils veulent être embauchés et ils veulent faire des études, mais quand tu viens et tu fais toujours le bénévole ça t'énerve quoi. Tu restes toujours à ta place, tu ne bouges pas. Quand tu fais le bénévole le but c'est de changer ta vie changer ta situation, mais quand tu restes des années à faire du bénévolat ça devient un problème, là. Ça veut dire que tu restes dans le même cercle, alors à un certain moment il faut couper ce cercle pour partir. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Le milieu communautaire est perçu par les personnes migrantes comme un espace-tremplin leur permettant d'avoir « une première expérience de travail ». Or, dans le contexte nord-montréalais, le milieu communautaire et les secteurs publics sont les principaux employeurs visibles, néanmoins ces secteurs sont perçus comme employant peu de personnes vivant dans le quartier. Concernant l'entrepreneuriat, la mise en place de projets avec des retombées économiques semble également difficile réaliser, malgré le désir des plusieurs personnes migrantes de développer des initiatives génératrices de revenus :

Tu sais avec les priorités identifiées par le regroupement citoyen [...], il y avait tout l'autre aspect économie-emploi et lutte contre la pauvreté où ils essayaient de développer des projets en lien avec l'employabilité, mais aussi l'économie c'est-à-dire soit des initiatives personnelles enfin plutôt collectives. Il y avait un projet de coopérative, à un moment donné, de ménage, il y avait Sandro qui voulait faire un projet de plongée sous-marine. [...] Mais finalement, ce qui a mieux fonctionné ou plutôt ce qu'ils ont encouragé le plus c'étaient les initiatives collectives. Comme ce qui est devenu après le Réseau d'Entraide Vers l'Emploi¹²². [C'était encouragé] par Parole d'excluEs, il n'y avait pas, je ne sais pas pourquoi, pas vraiment un engouement pour les initiatives personnelles. Par exemple le truc de coop de ménage, il y avait trois citoyens qui avaient initié ça et finalement ça a fini par tomber à l'eau et je ne sais pas pourquoi, j'imagine c'est une question de financement et d'énergie. Parce qu'un seul projet demande beaucoup d'énergie, j'imagine qu'ils veulent quelque chose de plus collectif avec des retombées collectives. Alors, un projet comme ça, oui il y a des retombées collectives, mais en même temps c'est juste une ou deux personnes qui va en bénéficier en termes d'employabilité. Donc ils ont pris plus des initiatives où il y a eu comme un genre de préparation vers le marché du travail. [...] À ce niveau-là, il y a eu beaucoup de déceptions par rapport aux citoyens qui ont fini par quitter aussi. Ils se retrouvaient un peu à avoir donné beaucoup de temps pour rien en fin de compte. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Le témoignage de cette personne fait référence à l'intention du fondateur de Parole d'excluEs, inspiré des initiatives du Sud, pour créer des projets générateurs de revenus par et pour les personnes en situation de pauvreté (voir le chapitre 4). L'ambition de créer un bassin d'emplois locaux faisait partie des objectifs visés par l'organisme dans ses premières années d'exercice. Une personne ayant travaillé pour un organisme partenaire de Parole d'excluEs revient sur cette ambition :

À un moment donné, la SHAPEM aussi, avec Parole d'excluEs parce que c'était un grand projet de Patrice Rodriguez à une certaine époque, c'était aussi d'offrir de l'emploi, de trouver des moyens de générer des projets qui allaient offrir des emplois avec un salaire d'appoint à du monde. Ça a marché des bouttes, ça, je pense. Il y a des gens qui s'impliquaient parce qu'on arrivait à leur donner un petit quelque chose. [...] À un moment donné, à une certaine époque, et ce n'était pas juste avec des personnes impliquées dans Parole d'excluEs, [il y avait] quelque chose comme 25 personnes officiellement sur le *pay roll* qui étaient [des] résidents [de la SHAPEM] qui avaient des tâches hebdomadaires. Quand c'était lié notamment à l'Espace Lapierre¹²³. On avait dégagé des salaires pour des gens, pour qu'ils fassent, pour qu'ils remplissent des

¹²² Le Réseau d'Entraide Vers l'Emploi (REVE) est présenté à la note 73

¹²³ Il s'agit de l'aménagement et du verdissement des cours des immeubles de la SHAPEM en arrière des locaux de Parole d'excluEs, au 11991 Rue Lapierre.

sondages. Il y avait la possibilité de s'impliquer, mais aussi de gagner des sous selon les responsabilités qu'on leur offrait. (Entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Dans ce cadre, l'attente à l'égard de l'employabilité est en partie construite par le discours et les pratiques de l'organisme. Il n'est donc pas uniquement lié à la trajectoire spécifique des personnes migrantes, qui souhaitent s'insérer à la société québécoise et améliorer leurs conditions de vie. La mission de Parole d'excluEs, qui propose de développer des projets collectifs de lutter à la pauvreté et l'exclusion sociale, est perçue par certaines personnes comme un espace de soutien à des projets entrepreneuriaux, générateurs de revenus. Cette attente est notamment nourrit par les projets comme le Réseau d'Entraide Vers l'Emploi, mais aussi l'embauche de main d'œuvre locale pour des emplois ponctuels, comme pour les marchés du Nord ou les « citoyens et citoyennes relais » (Ruelland *et al.*, 2022). Si ces embauches peuvent avoir lieu ponctuellement, lors de la présentation des résultats de ma recherche à l'équipe, il a été souligné que l'appui à des projets entrepreneuriaux n'entre pas (ou plus) formellement dans la mission de Parole d'excluEs.

Le thème de l'embauche locale est régulièrement abordé dans les discussions entre les membres de l'équipe et les résident·e·s du quartier, en particulier les personnes migrantes, comme on peut le lire dans l'extrait ci-dessous :

En novembre 2021, j'assiste à une rencontre dans le cadre de la réflexion stratégique. Elle se déroule dans les locaux du Carrefour Alimentaire situés sur le boulevard Léger. Une trentaine de personnes sont présentes : des résident·e·s du quartier impliqué·e·s dans l'organisme, quelques membres du CA, et des membres de l'équipe de Parole d'excluEs.

La rencontre est centrée sur de la présentation d'un bilan des 15 années d'action de Parole d'excluEs à Montréal-Nord. Un atelier est réalisé pour que les personnes présentes puissent réagir à la présentation faite par la consultante responsable de la réflexion stratégique et proposer des pistes d'amélioration pour le futur de l'organisme. L'animatrice de l'assemblée me demande de faire la prise de notes au sein d'un groupe, composé de trois femmes, dont deux femmes migrantes et une membre du C.A., Québécoise blanche. L'une d'elles parle peu. L'autre, très impliquée depuis plusieurs années, mentionne le fait que pour lutter contre la pauvreté, Parole d'excluEs devrait développer plus d'activités génératrices de revenus. Elle donne l'exemple des coopératives d'artisanes qui existent dans son pays d'origine et le fait que cela permet aux femmes en milieu rural d'avoir un revenu et de sortir de la pauvreté.

À la suite de la rencontre, je suis témoin d'une discussion informelle entre un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs et une autre personne migrante impliquée dans l'organisme. Selon celle-ci, c'est l'embauche locale des jeunes du quartier qui permettrait de régler les enjeux des jeunes. Les deux personnes rapportent que les

activités économiques étaient plus présentes à Parole d'excluEs dans le passé. Pour la personne migrante, il faudrait y revenir, car les résident·e·s du quartier et les jeunes ont besoin d'emplois pour sortir de la pauvreté et ne pas tomber dans la délinquance. (Extrait des notes de terrain)

Ainsi, tout au long de mon terrain de recherche et au cours des entrevues, j'ai recueilli plusieurs propos relatifs à ces projets entrepreneuriaux proposés par des personnes migrantes visant à mettre en place des activités génératrices de revenus dans le milieu, apparemment dans l'espoir que Parole d'excluEs puisse leur fournir les ressources pour la mise en place de ces projets. Nous pouvons d'ailleurs en lire un autre exemple dans la citation ci-dessous, concernant un projet entrepreneurial au sein du Système alimentaire pour tous :

Je devais me lancer avec [un membre de l'équipe de l'organisme], d'ailleurs on a même commencé une étude de marché ensemble. [...] C'était de transformer des fruits et des légumes qui n'étaient pas sélectionnés, les fameux légumes moches qui ne respectent pas les calibrages. On voulait régler à la fois le problème de la malbouffe en proposant des jus bio [...], il y avait beaucoup d'aides qui étaient offertes par le gouvernement québécois, c'était vraiment des aides très intéressantes [...], mais il a abandonné et moi seul je n'avais aucune chance. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

Si nous ramenons ces témoignages à l'enjeu de savoir, la difficulté des personnes migrantes à faire aboutir leurs projets professionnels et d'employabilité suggère une limite dans la valorisation de leurs savoirs. En effet, au fil des observations sur le terrain, j'ai noté que les personnes migrantes interrogées ont presque toutes occupé des emplois liés au milieu communautaire local. Toutefois, ce sont principalement des emplois ponctuels ou faiblement qualifiés, par exemple une campagne de porte-à-porte dans les immeubles du quartier dans le cadre d'une consultation publique, un remplacement des membres de l'équipe de l'organisme au cours d'un congé de courte durée, de la sensibilisation à la collecte des déchets. Pour certaines d'entre elles, celles qui sont les plus faiblement qualifiées ou celles ayant obtenu un emploi directement en lien avec leurs savoirs professionnels, ces emplois sont jugés favorablement et perçus comme des opportunités d'amélioration de leurs conditions de vie autant que des signes de la valorisation de Parole d'excluEs. Parole d'excluEs a notamment contribué à la mise en place de deux entreprises dans le quartier, soit un site du CPE de Montréal-Nord sur la rue Pelletier, qui a permis l'embauche de trois femmes impliquées à Parole d'excluEs comme éducatrices, et la coopérative Panier Futé, qui offrait plusieurs emplois saisonniers à des personnes du quartier. Mais pour d'autres personnes,

ces emplois sont davantage perçus comme une faible valorisation de leurs savoirs professionnels. Cette situation est d'autant plus décevante et vécue comme une injustice que les personnes vivant à Montréal-Nord sont sollicitées dans les processus d'idéation des solutions collectives mises en œuvre par l'organisme :

Et c'est ça qui leur donne plus la force, s'ils peuvent aller faire de l'argent, d'ailleurs il n'y a pas d'emploi pour les gens du Nord-Est. Et ça je le vis et même pour de vrai, Panier Futé, j'ai été chanceuse, mais en même temps c'est un projet que les gens de Montréal-Nord ont créé, et là il y a des gens qui ne sont pas de Montréal-Nord qui [deviennent directeurs]. C'est comme si dans le fond ils disent on fait les sondages avec les gens de Montréal-Nord on veut savoir, mais par contre on ne veut pas les mettre dans les postes. Ils ne veulent pas vraiment changer, si tu veux changer tu dois prendre quelqu'un d'ici. Moi c'est la première question que je pose, je leur demande aux gens [qui sont engagés à Parole d'exclus] quand je les rencontre, est-ce que tu connais Montréal-Nord ? Désolé si ça a l'air bizarre. Mais je pense que pour se battre pour une cause, il faut comprendre la cause, il faut s'adapter à la cause. Ça c'est mon point de vue à moi personnellement. (Entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Les propos rapportés ci-dessus permettent de faire un lien entre ce manque d'embauche locale dans le milieu communautaire et le souhait des Nord-Montréalais·es de voir des personnes qui connaissent la réalité locale travailler au sein des organismes (voir chapitre 6). Selon cette personne et d'autres personnes interrogées, les Nord-Montréalais·es seraient plus aptes à travailler au sein des organismes du quartier, car ils connaissent mieux les enjeux locaux. Ainsi, le fait de ne pas obtenir d'emploi dans le milieu communautaire semble être perçu comme une limite de la valorisation du savoir d'usage de ces personnes et de leurs expertises en tant que personnes impliquées dans le milieu. Leur implication ne leur permet pas de sortir du statut de citoyen·ne·s, ce qui suggère une persistance d'une forme de hiérarchie entre les savoirs. Cela semble aussi lié à une méconnaissance de certaines expertises et savoirs détenus par les personnes qui s'impliquent dans l'organisme. L'extrait ci-dessous témoigne de certains préjugés à l'égard des savoirs citoyens qui persistent chez les professionnels du milieu communautaire :

Mais quand tu prends même certains petits rôles qui pourraient être joués, les citoyens ne vont pas décrocher les emplois qui vont apparaître dans les projets, parce que ce sont des expertises spécifiques pour chaque truc. Même faire un aménagement, un jardin, je ne pense pas que localement à Montréal-Nord, on a un architecte paysagiste qui est du coin et qui donne ce service-là. Tu es obligé d'aller chercher cette expertise quelque part d'autre et ça, ça ne répond pas du tout. Mais c'est tout le communautaire.

On ne va pas le prendre pour Parole d'excluEs simplement. Et ce n'est pas simplement le communautaire, on pourrait même faire un audit des entreprises de Montréal-Nord. Peut-être qu'on serait surpris, que la population de Montréal-Nord quitte Montréal-Nord pour aller travailler dans d'autres endroits et les gens qui viennent et qui déambulent dans Montréal-Nord, ils viennent travailler et sont d'autres quartiers. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe·e de Parole d'excluEs)

La personne citée ci-dessus exprime le désir de voir davantage de personnes du quartier être engagées dans des emplois au sein des projets menés par Parole d'excluEs. Cependant, elle estime que les personnes impliquées n'auraient pas l'expertise requise pour occuper des emplois auprès des organismes du milieu. Des entrevues auprès des personnes migrantes ont pourtant révélé qu'elles détiennent un vaste éventail de savoirs et d'expertises qui semblent méconnus des membres de l'équipe de Parole d'excluEs (voir chapitre 5). Une hiérarchie perdure donc entre les savoirs des praticien·ne·s du milieu et les savoirs des personnes impliquées, ces dernières n'étaient pas considérées comme suffisamment qualifiées pour assumer des rôles professionnels, même si elles possèdent a priori les qualifications et l'expériences nécessaires. Cela soulève également une tension entre la volonté de l'organisme de promouvoir l'autonomie et de renforcer les compétences individuelles et collectives pour gérer des projets collectifs, et le fait que les emplois générés par la mobilisation citoyenne ne profitent pas aux personnes qui ont contribué à leur création.

7.2.2.3 Perception variable de la réponse à leurs besoins et aspirations par les personnes migrantes

Le processus de co-construction des savoirs de Parole d'excluEs vise en premier lieu à élaborer les besoins et aspirations des personnes vivant dans le quartier, et d'élaborer les défis prioritaires sur lesquels agir collectivement. Dans quelle mesure la mobilisation des savoirs des personnes migrantes permet à celles-ci de répondre à leurs besoins et aspirations ? Nous avons vu dans la section précédente que les personnes migrantes attendent de leur implication une amélioration de leur situation individuelle, notamment à travers de l'emploi et un accès à l'entrepreneuriat.

La perception des personnes migrantes concernant les actions menées par Parole d'excluEs dépend de la réussite des projets dans lesquels elles se sont impliquées. Ainsi, les personnes qui ont été impliquées dans les projets de sécurité alimentaire, la mise en place du CPE, le plan propreté, les aménagements des espaces verts dans les cours des immeubles de la SHAPEM, avaient une

perception plus positive de la réponse à des besoins et aspirations personnelles grâce aux projets menés par l'organisme :

[Les projets mis en place par Parole d'excluEs] ne répondent pas uniquement aux besoins des personnes migrantes. Ils répondent à des personnes qui sont dans le besoin. C'est pour ça que j'ai adhéré à ce projet, il est cohérent si tu veux. Bien sûr, il est parti d'une enquête qui est partie sur le terrain, c'est l'enquête qui a déterminé qu'un des besoins de gens c'est de bien manger, à des prix corrects, et de trouver la bouffe disponible, parce qu'il y avait des déserts alimentaires partout. Et je n'ai pas besoin qu'on argumente sur ça, ça me paraît évident, c'est un sujet essentiel, la bouffe, si tu ne l'as pas, tu meurs. C'est pour ça que j'ai adhéré très vite. Le système mis en place par Parole d'excluEs m'a paru cohérent, viable et c'est pour ça que j'ai adhéré. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

La citation ci-dessus explicite bien le fait que les projets mis en place par Parole d'excluEs peuvent susciter l'adhésion des personnes migrantes qui s'y intéressent, tout en répondant plus largement aux besoins de la population aux prises avec des problèmes de pauvreté et d'exclusion sociale. Par ailleurs, la co-construction des savoirs assure une validité des priorités établies et garantit une adéquation entre celles-ci et les besoins et aspirations des résident·e·s du quartier, y compris les personnes migrantes.

Toutefois, lorsque les projets dans lesquels elles s'impliquaient ne se sont pas concrétisés, les personnes migrantes interrogées étaient plus négatives concernant la réponse de Parole d'excluEs à leurs difficultés, c'est le cas notamment des projets sur la santé, de l'amélioration des conditions de vie des jeunes racisé·e·s et des projets en lien avec la sécurité urbaine :

En juin 2023 se tient l'Assemblée Générale de Parole d'excluEs, à la Maison Culturelle et Communautaire de Montréal-Nord.

J'assiste à une discussion informelle, au cours d'une pause de l'Assemblée générale, entre un·e membre du C.A., un·e membre de l'équipe et une personne migrante originaire du Maghreb. La personne du CA demande à la personne migrante comment mobiliser plus de personnes de sa communauté pour qu'il y ait d'autres leaders de sa communauté. [...] La personne du C.A. se demande comment leur donner confiance dans les changements que Parole d'excluEs peut apporter aux communautés ethnoculturelles du quartier et aux personnes migrantes. Elle demande à la personne impliquée ce qu'elle retire de son implication à Parole d'excluEs.

La personne migrante répond [discours rapporté à partir des notes] : « Pour moi ça ne change rien, on dit qu'on fait de la lutte à la pauvreté, mais moi ma situation n'a pas changé depuis que je m'implique à Parole d'excluEs. » (Extrait des notes de terrain)

Cette discussion informelle met en lumière une attente des personnes migrantes rencontrées en entrevue et sur le terrain, quant aux impacts directs qu'elles souhaiteraient que leur implication ait sur leurs conditions de vie, au même titre que les possibilités d'emploi qui ont été abordées plus tôt. Par ailleurs, cette déception semble également découler de l'interruption de certains projets durant la période de collecte de données, et de la difficulté de développer des actions structurantes pour le quartier dans certains domaines, comme on peut le lire dans l'extrait ci-dessous :

Mai 2022, j'assiste à la rencontre du comité RACINE au local de Parole d'excluEs sur la Rue Lapierre. À la fin de la rencontre, la nouvelle personne en charge des projets en santé invite les participant·e·s à une activité pour relancer l'Espace Santé citoyen. Elle veut savoir qui sera présent, mais il y a peu de volontaires. Le chargé de mobilisation rappelle que c'est important que les gens viennent parler car c'est à partir de la parole citoyenne que les choses se font. Deux femmes maghrébines prennent la parole pour dire [discours rapportés à partir des notes de terrain] : « On a déjà fait tout ça depuis 2015 et on n'a rien de plus à dire »; « On sait qu'il n'y aura pas de solutions. Il y a les élections qui arrivent mais est-ce que ça va se faire ? Le ministre a bloqué le projet de clinique »; « On a quitté chez nous et on vivait mieux qu'ici. J'ai parlé avec le ministère mais ça ne donne rien. » (Extrait des notes de terrain)

Cette conversation fait référence au projet de clinique de proximité mené par Parole d'excluEs entre 2015 et 2017. Malgré une importante mobilisation citoyenne, le projet ne s'est pas concrétisé en raison de blocages financiers et institutionnels. En revanche, l'organisme a poursuivi son travail sur les enjeux de santé, en organisant notamment des rencontres entre les professionnel·le·s de la santé et les résident·e·s du quartier. Deux éléments ressortent de ces notes au sujet de la perception des personnes migrantes à l'égard des projets menés par l'organisme. Premièrement, une des deux personnes souligne le décalage entre sa vie dans son pays d'origine et sa vie dans au Québec, qui entre en contradiction avec son aspiration à une vie meilleure en immigrant. Concernant l'enjeu de la santé, elle y revient d'ailleurs dans son entrevue, comme étant un élément qui l'a déçue à son arrivée au Québec :

Chez moi, quand tu vas voir un médecin, tu vas aller directement et tu payes, tu vas voir un médecin, un spécialiste, tu payes, tu vas le voir directement. Ici, tu dois trouver un médecin de famille, le médecin de famille va te référer à un spécialiste, tu dois attendre plusieurs mois, pour voir un médecin. Tu vas attendre au moins 8h ou 10h, à l'époque où je suis arrivée. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante)

En deuxième lieu, la conversation informelle rapportée plus haut nous indique la lassitude des personnes migrantes à l'égard des processus de co-construction des savoirs qui visent à sonder leurs aspirations. Notons que dans les discussions informelles et les activités participatives, cette perception n'a été soulignée que par des personnes migrantes, en particulier par les personnes leaders. Toutefois, cela n'exclut pas que cette opinion soit partagée également par des personnes nées au Québec. La perception que les personnes migrantes ont de l'impact positif des actions de Parole d'excluEs sur leur vie semble donc dépendre de la capacité de l'organisme à mettre sur pied des projets structurants pour le quartier¹²⁴, comme cela est abordé dans la citation ci-dessous, tirée d'une entrevue avec un membre de l'équipe :

C'est-à-dire qu'ils ont, ils ont des vrais besoins, donc il y a des fois une incompréhension à savoir pourquoi ça prend autant de temps avoir une clinique. Pourquoi c'est aussi long avoir un médecin. Ils ne comprennent pas parce qu'eux se mobilisent depuis des années et sont assidus. Des fois, je pense que ça c'est commun à tout le monde, je pense : « On passe notre temps à se rassembler et à avoir des assemblées et des discussions sur comment changer les choses, mais rien ne change. » Je crois que ce que les personnes migrantes finissent par faire, c'est un peu créer un réseau parallèle finalement. D'entraide. Dès qu'une personne comprend comment obtenir un médecin, toute la communauté obtient le même numéro. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Cette citation dévoile une limite du processus de co-construction des savoirs, lequel semble principalement être centré autour de la mobilisation des savoirs d'usage des résident·e·s du quartier pour comprendre les enjeux locaux. En revanche, le passage à l'action apparaît plus complexe, ce qui donne l'impression d'une inertie et d'une inutilité de leur engagement aux personnes impliquées dans l'organisme. D'une part, l'organisme se heurte à des barrières financières et institutionnelles pour passer à l'action, comme ce fut le cas pour l'implantation de la clinique de proximité. D'autre part, la valorisation des savoirs citoyens dans le passage à l'action est moins évidente pour les personnes interrogées, du fait de la professionnalisation du milieu communautaire. Le fait que les projets mis en œuvre soient pilotés par des personnes venant de l'extérieur du quartier induit un sentiment de dépossession des projets chez les personnes

¹²⁴ Notons que cette perception est également circonstancielle à la période de la collecte de données, qui se situait dans un moment de perte de dynamisme des projets de l'organisme à cause de la pandémie de COVID-19, de difficultés de recrutement et de rétention des membres de l'équipe, ainsi que de mise à l'arrêt de certains projets par manque de financement.

impliquées, ce qui est particulièrement frappant pour les personnes migrantes qui sont en recherche d'emploi, et dont la plupart se sentent qualifiées pour occuper les emplois créés dans les organismes du milieu. Cela traduit une hiérarchie entre les savoirs citoyens, perçus comme ancrés dans le vécu de la pauvreté et l'exclusion sociale, et les savoirs des professionnel·le·s, perçus comme des expertises dans l'élaboration des solutions collectives pourtant co-construites avec les résident·e·s du quartier. En outre, cette hiérarchie de statut induit également des disparités de pouvoir au sein des processus décisionnels de l'organisme. Les savoirs citoyens sont peu perçus comme des savoirs permettant un passage à l'action; conséquemment, dans le cadre opérationnel, les décisions sur l'élaboration des projets sont prises par les membres de l'équipe, le processus de co-construction étant circonscrit à l'élaboration d'une vision des problèmes et des solutions mise en place.

7.3 L'enjeu de la reconnaissance de la contribution des savoirs des personnes migrantes

Le thème de la reconnaissance de leur implication a émergé rapidement au cours des discussions informelles avec les personnes migrantes rencontrées sur le terrain. Lors des entrevues, cet enjeu est aussi apparu crucial pour expliquer la perception des personnes migrantes à l'égard de Parole d'excluEs et de ses initiatives. La valorisation de leur contribution est une des attentes des personnes migrantes, pour qui la participation à des projets collectifs comme ceux de Parole d'excluEs s'inscrit aussi dans une trajectoire individuelle d'insertion sociale et professionnelle à la société québécoise.

7.3.1 La demande de reconnaissance individuelle de la part des personnes migrantes

Une forte demande de reconnaissance individuelle et nominative émergeait dans les discussions informelles entre les personnes migrantes et les membres de l'équipe, durant la période de la collecte de données, ainsi que dans les entrevues individuelles avec les personnes migrantes. Je l'ai également abordé dans les entrevues avec les membres de l'équipe et les acteurs et actrices du milieu, afin de capter leur perception de cette demande.

7.3.1.1 La perception des personnes migrantes

L'enjeu de la reconnaissance individuelle était fréquemment abordé dans les rencontres citoyennes, comme étant le souhait en particulier des femmes maghrébines impliquées dans les comités RACINE et Les Mamans contre la violence, mais aussi des mères des jeunes Gilets verts. Sur le

terrain, cela se manifeste par des demandes de « récompenses » comme l'accès à des infrastructures (salles pour se réunir) et des loisirs pour elles et leurs enfants, ou des marques publiques de reconnaissance afin de souligner la contribution individuelle aux initiatives de Parole d'excluEs. Si Parole d'excluEs souligne la participation essentielle des résident·e·s du territoire, et en particulier des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, à toutes les actions menées, la question de la reconnaissance de la contribution de chaque individu est plus complexe à mettre en œuvre. Traditionnellement, l'organisme met peu en avant les individus, pour souligner plutôt le caractère nécessairement collectif de chaque action ou projet mis en place, comme cela est décrit plus bas :

Comme citoyenne, je m'attends aussi à avoir une reconnaissance pour ça. Parole d'excluEs dans son mandat, je pense qu'ils ne font pas de reconnaissance individuelle, ce sont des reconnaissances collectives, mais pour moi ce n'est pas égal. Il y a une personne qui fait plus de choses qu'une autre, mais ils ont la même reconnaissance. Il y a le Centre d'action bénévole ici, chaque année, ils font une fête pour reconnaître les bénévoles, mais les bénévoles de Paroles d'excluEs ne participent jamais, c'est comme s'ils ne font rien alors qu'on fait des choses. [...] Et ça, ça ne donne pas envie de s'impliquer. C'est pour ça il y a beaucoup de personnes qui ne veulent pas s'impliquer. Je ne veux pas dire qu'ils ne veulent pas s'impliquer, mais ils trouvent que ce n'est pas équitable. Tous les organismes envoient au moins deux personnes, à part ceux qui s'impliquent ici parce qu'ils parlent de reconnaissance collective. (Entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Cette citation synthétise les observations faites lors de diverses discussions sur le terrain. Le manque de reconnaissance individuelle est perçu comme un désaveu de l'implication citoyenne des personnes migrantes. La personne citée ci-dessus exprime le sentiment que leurs contributions ne sont pas suffisamment appréciées et que la reconnaissance collective ne permet pas de distinguer ceux qui sont très actifs de ceux qui le sont moins. Ceci indique qu'elles perçoivent une faible valorisation de leurs savoir-faire mis en œuvre dans les projets concrets. Le rôle de leader occupé par cette personne et d'autres personnes interrogées suppose en effet la mobilisation de nombreux savoirs et savoir-faire. Cela dénote une conscience de leur contribution, ainsi que de leur désir de se distinguer des individus dont elles estiment qu'ils contribuent de manière moins significative aux initiatives de l'organisme. Elles espèrent que leur implication ait un impact direct sur leur trajectoire individuelle, par la reconnaissance de leurs savoirs propres. Elles attendent que leur engagement ait un effet symbolique sur la façon dont elles sont perçues par autrui, en parallèle de

leurs aspirations en termes d'effets concrets sur leurs conditions de vie présentées dans la section 7.2.2.

Notons, par ailleurs l'emploi du terme « bénévole » par cette personne. Si la définition du terme au sens courant est plutôt large et peut englober une grande variété de formes de participation des individus à une cause de façon volontaire et sans rémunération, l'organisme Parole d'excluEs fait le choix délibéré de ne pas l'employer. La participation citoyenne est perçue par l'organisme comme distincte du bénévolat, car l'objectif de l'organisme est de favoriser une autonomisation des projets collectifs et leur prise en charge complète par les personnes résidentes du quartier. Néanmoins, cette personne perçoit son implication au sein de l'organisme comme un don de son temps et de ses capacités à une cause, plus qu'à un projet qui lui appartient. C'est également la perception d'une autre personne migrante, impliquée depuis de nombreuses années dans les projets de Parole d'excluEs, cités ci-dessous :

Je comprends d'un point de vue plus global toute la complexité du système puis la difficulté à maintenir un effort, quelque part il y a quelque chose qui manque, c'est pour valoriser assez les citoyens qui ont contribué, pas juste à leur dire merci lors d'une réunion. Et en fait moi ce que je trouve, c'est mon petit hic à moi, c'est qu'on dit qu'on ne fait pas du bénévolat à Parole d'excluEs, mais de l'implication citoyenne, mais quelque part on se retrouve à faire du bénévolat en quelque sorte. On reproduit un peu le système contre lequel on veut lutter, là, qui crée des inégalités, mais quelque part ça crée aussi des inégalités. Il y a des citoyens qui donnent énormément justement si on parle de leur temps de leur énergie et d'autres qui viennent consommer. Et dans la majorité du temps, s'il y a quelque chose avec quoi partir, ce sont ceux qui consomment qui partent avec de quoi. D'un autre côté, il y a quand même les expériences que ces personnes-là acquièrent avec le temps. Mais ceux qui ne les ont pas, oui ils partent avec de quoi. Mais ceux qui viennent déjà avec un bagage assez évolué, ils ne partent pas avec grand-chose. À part peut-être un réseau, mais encore là le réseau c'est plus le réseau des citoyens et tout parce que tu sais par exemple les responsables des institutions ou des organismes communautaires, on n'a pas nécessairement accès à ça non plus. (Entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Cette citation complète la perception que les personnes migrantes ont de la reconnaissance individuelle que leur apporte leur implication au sein de l'organisme. Selon cette personne, l'implication au sein de Parole d'excluEs est peu rétributive pour elle et pour les autres personnes migrantes, en termes de reconnaissance, mais aussi en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions de vie individuelles, et notamment l'acquisition d'un capital social plus important. Elle

estime que les personnes qui bénéficient le plus des actions menées par l'organisme sont celles qui s'impliquent le moins, et qui ont une attitude plus consumériste, c'est-à-dire qui profitent des activités et projets mis en place sans contribuer à leur réalisation. Elle note par ailleurs que ce sont les personnes ayant des savoirs plus valorisés socialement qui contribuent le plus aux projets de Parole d'excluEs :

En tous les cas [Parole d'excluEs] ne bloque pas c'est bien, il y a plein d'immigrés, de nationalités différentes qui participent. Il y a aucun blocage à ce niveau-là, il n'y a pas de soucis. Mais ce n'est pas vraiment valorisé. Parfois il y a des tentatives par exemple on a essayé de valoriser ; au niveau de Lapierre il y a une Marocaine j'ai oublié son nom, [...] donc on a essayé de la mettre en valeur. Mais est-ce que c'est une politique ? Est-ce que c'est un hasard ? Est-ce que c'est une coïncidence ? Je ne sais pas je suis incapable de te le dire, c'est les responsables qui le savent je ne suis pas dans leur tête. [...] Moi j'ai ramené [une personne migrante], mais il a été amené, il a travaillé parce qu'il bosse et un ingénieur d'abord de presque 50 ans, il a un très bon niveau. Il participe aux réunions donc ses propos sont intéressants, sont pertinents et en plus physiquement, il bosse, il est balèze. Donc personne ne peut être contre la présence d'un mec pareil, mais est-ce que c'est valorisé ? Non je ne pense pas. Sinon je l'aurais su, j'aurais été moi valorisé d'abord. [...] Oui par rapport à ça j'ai une petite objection, j'ai assisté un jour à une remise de trophée des volontaires les plus actifs, Ben, j'étais un peu déçu parce qu'il y avait que des Québécois. [...] C'était organisé par le CAB¹²⁵. J'ai assisté, on m'a envoyé une invitation, je pense que c'est le CAB qui m'a envoyé une invitation. Il aurait pu profiter de cette occasion pour mettre en valeur par exemple des Algériens ou des Marocains, Haïtiens, je ne sais pas juste pour la symbolique, mais non c'étaient majoritairement des Québécois et des Québécoises. Ils méritaient largement. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

La personne citée met en l'avant l'ouverture de l'organisme à la diversité des profils des participant·e·s, toute en soulignant que les personnes migrantes sont moins valorisées dans le quartier que les personnes blanches québécoises. Ce témoignage, comme ceux cités précédemment, reflète une forte conscience chez les personnes migrantes de la contribution de leurs savoirs aux initiatives collectives de Parole d'excluEs, notamment les savoirs issus de leurs expériences professionnelles. Cependant, il met en lumière le manque de reconnaissance des rôles et tâches qu'elles assument au sein de l'organisme. Bien qu'elles occupent souvent des positions de leadership impliquant un investissement significatif en temps et en énergie, leurs contributions

¹²⁵ Le Centre d'Action Bénévole organise chaque année un évènement de reconnaissance. Ce sont les organismes du quartier qui soumettent les noms des bénévoles qui sont récompensés.

reste peu visibles. Les personnes migrantes restent cantonnées à un statut de « bénévoles » qu'elles perçoivent comme inférieur. Ceci suggère une nouvelle fois la persistance des hiérarchies entre les savoirs mobilisés au sein de l'organisme, en fonction des statuts des différentes personnes impliquées. Pour les personnes migrantes, cela équivaut à une négation de la singularité de leurs trajectoires et des causes spécifiques de leur exclusion sociale.

7.3.1.2 La perception des membres de l'équipe de l'organisme face à cette demande

Cette demande de reconnaissance de la contribution des personnes migrantes est connue des membres de l'équipe. Elle est abordée dans les entrevues, mais aussi dans plusieurs rencontres de l'équipe auxquelles j'ai assisté. La personne citée ci-dessous partage l'avis des personnes migrantes selon lequel leur contribution aux initiatives de Parole d'excluEs est plus importante, mais qu'en parallèle elle est moins valorisée que celle des personnes non racisées :

J'ai l'impression que c'est [les personnes migrantes] qu'on voit le plus. C'est eux qui sont les plus visibles quand il y a des actions qui sont faites. Mais c'est peut-être eux qu'on remercie le moins. Ça revient peut-être aussi à la différence d'exclusion que les personnes blanches et les personnes racisées vivent. C'est-à-dire que les personnes racisées vivent de l'exclusion juste due à leur ethnie, à leur culture, à leurs croyances. Ils ne sont pas dans l'incapacité d'agir. On a juste décidé de leur dire : « Faites les choses que nous on n'a pas envie de faire, en gros. » Alors que les personnes blanches, quand elles sont exclues, elles ont des enjeux de santé, elles sont vieillissantes. Elles sont aussi moins capables d'agir. Il faut le reconnaître aussi. Mettons qu'on fait une corvée. Ce sont les immigrants qui ont les piquets et qui attrapent les trucs et les personnes blanches sont assises parce qu'elles ne peuvent pas rester debout trop longtemps. Parce qu'elles ont des enjeux de santé. Ça crée cette espèce de...Voilà. Je pense que les personnes racisées sont celles qui agissent le plus pour transformer leur quartier. Pas nécessairement parce que le fait d'être immigrant fait de toi une personne plus compatissante ou tout ça. Je ne pense pas que c'est ça le truc. C'est aussi parce que ce sont des personnes capables, qui peuvent le faire aussi, qui ne se sont pas retrouvées là parce qu'elles n'étaient pas capables d'être ailleurs. Elles se sont retrouvées là parce que personne ne les voulait ailleurs. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Pour cette personne, la population migrante de Montréal-Nord et impliquée à Parole d'excluEs a plus de capacités d'agir que les personnes natives du Québec et blanches. Elles disposent aussi de plus de savoirs et savoir-faire qui peuvent contribuer à la mise en place d'actions concrètes pour la transformation du quartier. Elle souligne également que les causes de l'exclusion de ces deux segments de la population sont différentes : les personnes pauvres nées au Québec et blanches

seraient plutôt victimes des défaillances du filet social québécois qui s'est délité sous la pression néolibérale, causant l'exclusion des personnes plus âgées ou vivant avec des difficultés d'ordre psycho-social. En revanche, les personnes migrantes subissent plutôt les effets des préjugés et des discriminations systémiques qui entraînent une dévalorisation de leurs savoirs, notamment via la non-reconnaissance de leurs diplômes et des expériences professionnelles qu'elles ont eues dans leur pays d'origine, comme on peut le lire dans les parcours de vie présentés au chapitre 5. Ainsi, les personnes migrantes sont davantage des personnes en âge de travailler, et ayant des capacités physiques et des savoirs que leur donnent la capacité de s'impliquer, alors que les personnes nées au Québec sont aux prises avec des difficultés individuelles qui limitent leur capacité d'action. Cette situation est décrite dans la citation ci-dessous par un·e autre membre de l'équipe, qui fait davantage le lien entre la diversité des causes de l'exclusion et l'enjeu des savoirs :

Oui, je pense que c'est la question de la valorisation qui est, en fait, comment dire ? En fait, je schématise là, mais c'est socialement les compétences des personnes migrantes qu'elles sont dévalorisées, mais eux leur rapport à leurs propres compétences, ils sont conscients qu'ils ont ces compétences et qu'elles méritent d'être valorisées. Alors que les personnes blanches socialement, leurs compétences ne sont pas valorisées, mais eux-mêmes considèrent qu'ils ne sont pas compétents. Tu vois ce que je veux dire ? C'est peut-être ça la différence. Je pense que le travailleur pauvre et immigré clairement socialement il y a un vrai problème. Une question de reconnaissance des diplômes qui est un scandale au Québec et pas qu'au Québec. Mais tu vois les gens qui sont à Lapierre, ils sont conscients de leurs compétences, en tout cas ceux qui sont engagés, les personnes qui sont engagées connaissent leur valeur. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe)

Selon une autre personne interrogée, la demande de reconnaissance des personnes migrantes est liée au déclassement social qu'elles subissent au cours de l'immigration, qui est lié à une perte de valeur de leurs savoirs professionnels et à une perte de capital social. La conscience qu'elles ont de leur contribution est un facteur de cette demande de reconnaissance. Cette citation apporte donc une clé d'analyse supplémentaire concernant la demande de reconnaissance individuelle faite par les personnes migrantes. On peut faire ici le lien entre le statut social des personnes et la valorisation de leurs savoirs : plutôt que la nature intrinsèque des savoirs et leurs réelles capacités de contribuer à la transformation du territoire, c'est le statut social des personnes migrantes qui détermine la valeur que l'on donne à leurs savoirs. Ainsi, les personnes migrantes détiennent des savoirs qui sont valorisés socialement, mais qui se trouvent dévalorisés en raison de préjugés et discriminations systémiques.

Dans ce contexte, la question de la reconnaissance individuelle est donc complexe à traiter pour l'organisme. À l'automne 2023, l'équipe de Parole d'excluEs travaillait à l'organisation d'un évènement de reconnaissance pour les personnes impliquées, qui a eu lieu au cours de l'hiver 2024. Lors d'une discussion informelle, un membre de l'équipe de l'organisme m'a confié les difficultés à concevoir cet évènement pour satisfaire les personnes, sans créer de hiérarchies entre les types de contribution. En effet, pour l'organisme, l'objectif de valorisation des savoirs liés à l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale obéit à une volonté de rééquilibrer les hiérarchies entre les savoirs et de mettre de l'avant l'apport essentiel des savoirs vécus des personnes les plus marginalisées de la société. Néanmoins, les personnes migrantes souhaitent que ce soient leurs savoirs militants et professionnels qui soient valorisés, davantage que leur expérience de la pauvreté, dans une perspective d'évolution de leurs trajectoires individuelles. Cette situation révèle une ambiguïté dans la manière dont l'organisme met en pratique sa posture de justice épistémique et fait usage des savoirs des personnes migrantes. En effet, celui-ci cherche à valoriser des savoirs tirés de l'expérience de la pauvreté qui sont invisibilisés et dévalorisés socialement, jusqu'à ne pas être considérés comme des « savoirs » à part entière. En revanche, le processus de co-construction des projets collectifs nécessite également la mobilisation d'autres types de savoirs et savoir-faire, qui semblent moins directement mis en valeur par l'organisme, si on en croit les perceptions des personnes migrantes et des membres de l'équipe cités ci-dessus. Ainsi, l'invisibilisation de certains savoirs migrants se perpétuent même au sein des espaces de co-construction des savoirs.

7.3.2 La valorisation des savoirs des personnes migrantes

Afin d'approfondir cette question de la reconnaissance, nous allons voir dans quelle mesure chaque catégorie de savoirs identifiés au chapitre 5 est reconnue et valorisée au sein de Parole d'excluEs. Je reviens donc ici à la question initiale posée dans cette thèse quant à la contribution de ces savoirs aux projets de transformation territoriale de l'organisme. Les propos recueillis auprès des membres de l'équipe de Parole d'excluEs et des acteur·trice·s du milieu montrent la reconnaissance implicite et informelle de la contribution des personnes migrantes, qui bénéficient aux yeux de tou·te·s d'un jugement très favorable et sont perçues comme étant détentrices de nombreux savoirs valorisés socialement. Néanmoins, je note une disparité dans les perceptions de la valorisation de ces savoirs.

7.3.2.1 La valorisation de la parole citoyenne : les savoirs d'usage comme expertise du quotidien

Parole d'excluEs mobilise principalement les savoirs citoyens liés à l'usage du quartier et à l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale. L'organisme se base principalement sur la parole citoyenne, donnant aux résident·e·s du quartier une tribune pour exprimer leur avis, comme cela est décrit dans la citation ci-dessous :

Leur première motivation, c'est le regard qu'on a, ils sont valorisés, au fait. C'est le mot qui revient. C'est clair que des fois il y a des frustrations quand même. Ils ont des attentes par rapport à cette valorisation-là. Je retrouve ça chez eux. Après ça, il y a quelque chose qui va se passer aussi. Ils ne veulent pas rater quelque chose qui va se faire. Quand les gens ratent une rencontre où ils voulaient être, les gens ne veulent pas rater un truc qui les intéresse. Ça part de là, ça part de la place que tu occupes. Je pense qu'il n'y a pas beaucoup d'espaces où les gens développent autant de pouvoir, que ce soit le temps de parole, simplement le temps de parole, déjà c'est beaucoup. [...] Mais ils ont vraiment l'impression qu'être là, simplement et juste donner mon avis, c'est reconnu. Maintenant, ça crée un peu de dérives aussi. Parfois, ils ont des attentes énormes par rapport à cette participation et leur apport, mais ça, c'est un autre débat. Mais c'est ce qui revient souvent. Ce qu'on dit, ça a de la valeur. Ce qu'on est, être présent, c'est valorisant, c'est-à-dire qu'ils ont un vrai statut de personnes qui vont faire bouger quelque chose. Ils ne savent pas ce que c'est, mais nous on leur transmet tout ça. Je pense que c'est la meilleure façon de montrer que ça marche, c'est ça, en fait. Les gens sentent qu'ils sont reconnus, les gens ressentent qu'ils ont une certaine expertise. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La co-construction des savoirs constitue donc un espace d'expression et de réflexion sur des situations vécues par les personnes migrantes. La citation ci-dessus souligne le rôle qui est donné à la parole citoyenne au sein de l'organisme, qui vise à redonner du pouvoir aux résident·e·s du quartier, et de reconnaître la pertinence de leur opinion, fondée sur leur vécu, pour comprendre les enjeux locaux. La valorisation des savoirs citoyens est un élément du renforcement du pouvoir d'agir des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. Mais parallèlement, les propos cités révèlent aussi des attentes et des frustrations chez les personnes migrantes, générées par leur perception d'un manque de valorisation de leurs savoirs citoyens.

Ce rôle donné à la parole citoyenne est également souligné par plusieurs personnes migrantes interrogées, comme on peut le lire ci-dessous :

Même quand je proposais des choses, sans vouloir me vanter là, les gens ont confiance en moi. Même s'ils ne savent pas, parce que moi je prends le temps de leur expliquer aussi et je leur laisse le choix je dis que vous êtes capables, réfléchissez, prenez votre choix, et parce que moi je n'aime pas que quelqu'un m'impose quelque chose. Alors c'est le fait que [Parole d'excluEs] nous offre un local dans lequel on peut s'exprimer librement c'est déjà beaucoup parce que les gens de nos jours ne se rencontrent pas, ne se parlent pas. Mais grâce à Parole d'excluEs ça j'ai remarqué que l'agent de mobilisation tout seul ne peut rien faire sans les citoyens. Et nous les citoyens c'est sûr qu'on a besoin de quelqu'un qui a fait des études spécialisées dans ça et qui nous guide, qui nous informe, s'il n'y a pas Parole d'excluEs les citoyens ne seraient rien non plus. (Extrait d'une entrevue avec une personne migrante)

Ces propos mettent en évidence le sentiment positif des personnes interrogées lié à la valorisation de la parole citoyenne par Parole d'excluEs. La personne citée ici souligne aussi la mise en place d'espaces de dialogue entre les savoirs citoyens et les savoirs « experts » des membres de l'équipe. Ce processus est perçu comme favorisant le développement d'une réflexion collective qui permet de sortir de l'individualisation des enjeux de pauvreté et d'exclusion sociale. La valorisation de la parole citoyenne est centrale dans la mission de Parole d'excluEs. Selon cette personne, cela confère aux personnes migrantes impliquées au sein de l'organisme une place qu'elles ont plus de difficulté à avoir dans d'autres organismes. Elles peuvent prendre part à la vie démocratique de leur territoire d'installation et exercer une influence sur la transformation de celui-ci. Elles sont reconnues comme expertes de leur territoire et des enjeux qui le parcourent, et leur expertise s'exprime à travers leur prise de parole. Cette prise de parole était visible tout au long de ma présence sur le terrain, alors que les personnes migrantes s'expriment dans plusieurs espaces : assemblées citoyennes, rencontres de comités citoyens, assemblées de quartier, entrevues avec les médias.

7.3.2.2 Les vécus liés aux préjugés et aux discriminations : des enjeux plus difficiles à affronter

Comme cela est suggéré dans la section précédente, j'ai observé sur le terrain des frustrations suscitées par le décalage entre la valorisation de la parole citoyenne et les capacités réelles de passage à l'action de l'organisme¹²⁶ :

¹²⁶ Sans les nier car ils apportent une clé d'analyse de l'apport des savoirs citoyens sur l'action collective, ces propos sont à considérer dans le contexte du déclin de l'organisme à la suite de la pandémie de COVID-19, qui a engendré des difficultés organisationnelles et la perte de certaines sources de financement.

Moi, j'aime parler politique. Donc parler social, si bien qu'ici aussi j'ai eu des problèmes avec [un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs]. Parce que moi je disais écoute là, il faut qu'on parle de la discrimination. Il faut qu'on parle du racisme. [...] Ça a changé, on en parle plus maintenant, mais avant tout le monde avait peur. Parce qu'on le disait, mais on se ramassait toujours aux gens d'ici qui nous disait si tu n'es pas content, va chez toi. Ils te le disaient en face. À un moment on avait une animatrice qui venait ici pour parler de la santé mentale. Je leur disais « oui vous nous dites ceci, mais il y a des vérités que vous cachez aux citoyens et ce sont ces vérités qui rendent notre peuple malade. [...] Le racisme il est partout, lorsqu'il y a un manque d'emploi, refus des diplômes des gens, là déjà la personne tu la déprimes déjà, il y a peut-être des gens qui se sont suicidés. Et imaginez une femme qui va cohabiter avec un mari dont les diplômes ont été refusés. Donc ça ne marche pas, alors qu'il n'a pas d'emploi. On sombre dans la pauvreté et on sombre dans des violences créées par cette pauvreté. Autre chose où on ne s'entend pas surtout aussi, c'est que moi je dis, il faut pointer, on a le problème des armes. Qui fabriquent les armes ? Ce ne sont pas les jeunes. Ils les trouvent chez les adultes, que vous le veuillez ou non. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

La citation ci-dessus suggère une évolution de la façon de prendre en considération l'enjeu du racisme au sein de Parole d'excluEs, enjeu qui semble avoir été souligné par les personnes migrantes en particulier, dont la situation de pauvreté et d'exclusion sociale est liée au racisme systémique. Toutefois, la parole citoyenne sur cet enjeu se heurterait à des blocages de l'équipe en place, car elle suscite des réactions négatives de la part des autres communautés, ce qui engendre des conflits internes, et ce, malgré le fait que la lutte contre les préjugés et les discriminations soient un des défis identifiés dans *l'Étude des besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord* (Heck et al., 2015).

Dans une discussion informelle, une personne migrante me confiait que, selon elle, les membres de l'équipe avaient « peur des Québécois·es » et que c'est pour cette raison que les propos discriminants n'étaient pas condamnés plus frontalement. Cette perception est nourrie par des situations et des commentaires¹²⁷ portés à l'encontre des communautés maghrébines et haïtiennes concernant leurs modes de vie, qui ne sont pas toujours reprises par les membres de l'équipe, dont j'ai été témoin au cours des observations sur le terrain. Par ailleurs, lors de la présentation de mon projet de thèse à l'équipe de Parole d'excluEs, en préparation de la collecte de données, une

¹²⁷ Ces commentaires à caractère raciste ou discriminant ne sont pas uniquement le fait des personnes blanches nées du Québec. Les personnes migrantes et les membres de communautés ethnoculturelles peuvent également en être la source, à l'encontre des autres personnes racisées du quartier.

personne a relevé le risque d'exacerber ces tensions entre communautés en mettant de l'avant les personnes migrantes au détriment des personnes d'origine québécoise. Ces éléments montrent l'équilibre fragile de la valorisation de la parole citoyenne et la nécessité d'affronter certains éléments problématiques pouvant émerger de cette parole. Notons toutefois que ces vécus sont exposés dans les études réalisées par l'organisme, en particulier l'*Étude sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord* (Heck *et al.*, 2015) qui exposait ces enjeux de racisme et discrimination, ainsi que le mémoire *Droit à la ville : Montréal-Nord entre disparités territoriales et racisme systémique vécu* (Tannouche Bennani *et al.*, 2019). Ces deux études mettent en lumière le vécu du racisme des Nord-Montréalais·es. Alors qu'au quotidien, les tensions interculturelles pèsent lourd sur les relations interpersonnelles et que l'équipe est parfois peu outillée pour intervenir sur les enjeux de racisme et de discrimination (voir chapitre 6), ces textes contribuent à une reconnaissance de ces vécus.

7.3.2.3 Une valorisation du vécu mais un passage à l'action difficile

Comment expliquer une cohabitation de points de vue aussi mitigés à l'égard de la valorisation des savoirs d'usage des personnes migrantes ? Tout d'abord, j'ai perçu un sentiment de « redondance » à l'égard des activités visant à capter les savoirs d'usage des résident·e·s du quartier, exprimée par les personnes migrantes et qui semblent susciter leur démobilisation. Au cours d'un groupe de discussion organisé par l'équipe de recherche de Parole d'excluEs au printemps 2022, visant à obtenir le point de vue des mères maghrébines, j'ai recueillis les propos suivants [transcription à partir des notes de terrain] :

Le chercheur pose des questions, mais peu de femmes participent à la conversation. Sur les 12 femmes présentes, seules 4 femmes répondent aux questions. Après 2 ou 3 questions posées par le chercheur, une femme s'impatiente et interpelle la leader du groupe en arabe. La leader du groupe traduit : « Elles veulent manger, elles sont tannées des recherches. » Les femmes présentes approuvent. En une autre femme dit : « Oui on a beaucoup parlé », suivie par d'autres commentaires : « On ne veut pas parler parce que ça ne change rien » ; « Il n'y a pas de solutions concrètes. On a été sollicités beaucoup par les recherches avec Isabel Heck, aussi par la TV et les journalistes. » (Extrait des notes de terrain)

Cet extrait met en lumière le sentiment d'inutilité que ces femmes migrantes ressentent à force d'exprimer leur point de vue à répétition, ne semblant pas saisir les effets des processus mis en

place par Parole d'excluEs. La perception que les personnes migrantes ont de la valorisation de leurs savoirs d'usage est liée à la capacité de l'organisme de passer à l'action. En effet, comme cela est souligné ci-dessous, les projets structurants se mettent en place sur une longue durée, et les changements qu'ils entraînent ne sont pas toujours immédiatement visibles :

Honnêtement, je pense que de façon générale, Paroles d'excluEs invite à rêver et invite à être très ambitieux dans la vision de changement, donc on approche de cette cible et on a quand même toujours des actions concrètes, mais de dire que ça répond aux besoins et aspirations, c'est non, pour tout le monde. C'est des barrières structurelles très importantes qui font en sorte que non. Les familles immigrantes qu'on a réussi à mobiliser au début dans le Nord-Est, eux, c'est des pères de famille, des mères de famille, qui travaillaient, qui ont des enfants, qui étaient là au début, mais qui ont bien vu que ça demande beaucoup de temps, beaucoup d'investissement et il y en a beaucoup qui ne sont pas restés parce qu'ils ont bien vu qu'ils n'avaient pas ce temps-là à mettre. Ce n'était pas compatible avec leur vie. (Entrevue avec un·e employé·e)

La citation ci-dessus décrit la difficulté de répondre à de besoins et aspirations des personnes migrantes par des actions et transformations structurantes pour le quartier. Selon cette personne, les personnes migrantes ont peu de temps pour s'impliquer dans les projets de l'organisme qui demandent un investissement important. Cette situation fait écho à l'enjeu abordé plus haut en regard de la situation socioéconomique des familles migrantes, et du fait qu'elles s'inscrivent dans une trajectoire de changement visant à améliorer leurs conditions de vie. Si ces caractéristiques ont un effet positif sur les processus mis en œuvre par Parole d'excluEs, elles expliquent également leur démobilisation face à la temporalité dans laquelle s'inscrivent les transformations concrètes visées par Parole d'excluEs :

[Les Mamans contre la violence] sont instrumentalisées par Parole d'excluEs parce que ça fait une belle histoire. Elles sont instrumentalisées par les CIUSS parce que ça montre qu'on fait quelque chose. Elles sont instrumentalisées par le quartier, parce que ce sont les seules qui parlent finalement alors que tout le monde ressent la même chose. Elles sont instrumentalisées même politiquement jusqu'à une certaine limite par l'opposition. [...] Au final, ça sert à tout le monde sauf aux Mamans. Elles n'ont pas les moyens de faire des actions concrètes. On leur dit juste bravo. (Extrait d'une entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Ces propos très critiques à l'égard de la valorisation des personnes migrantes soulignent un certain décalage entre la valorisation de la parole citoyenne et l'effet réel que cela a sur la transformation du territoire. Dans le cas de la sécurité urbaine, les femmes migrantes sont reconnues dans le milieu

comme des actrices clés pour comprendre le vécu des résident·e·s du quartier. Leur perception est ancrée dans leur expérience de migration, comme en témoigne le recours fréquent à la comparaison avec leur pays d'origine et l'image qu'elles avaient de leur vie avant leur arrivée au Québec. Ceci semble agir comme un moteur de leur implication citoyenne sur le sujet. Par ailleurs, en tant que mères, elles sont préoccupées par l'avenir de leurs enfants, l'immigration ayant été motivée par un désir d'amélioration de leurs possibilités d'avenir. Toutefois, il semble que le fait de sonder leur vécu n'apporte pas de changements significatifs à leurs yeux, à l'égard de la sécurité urbaine dans le quartier. Ceci est perçu par certaines personnes comme un manque de valeur accordé aux savoirs d'usage des personnes migrantes, en particulier les femmes maghrébines. Moins critique et plus pragmatique, la citation ci-dessous souligne quant à elle l'apport de la méthode de Parole d'excluEs dans le quartier, qui se situerait davantage dans la valorisation des savoirs d'usage de citoyens que dans des actions concrètes :

C'est juste amplifier les voix. Au niveau de l'amplification des voix, de la connaissance des enjeux, de la prise de position, nous on a un 10/10 à ce niveau. On est très intellos aussi, on documente beaucoup. [...] Ce qui fait qu'en termes de compréhension des enjeux et des prises de position, même si [...] Parole d'excluEs n'est jamais assez prêt des fois sur certains enjeux, mais c'est parce que des fois, ils sont très délicats. Mais pour les citoyens, leur position est claire et nous, on a été l'acteur à les aider à créer leur position. Ça a l'air d'une contradiction, mais c'est le cas. Ce qui fait que c'est pour ça qu'ils parlent plus facilement aussi. Nous¹²⁸, on va beaucoup moins prendre position sur certains enjeux. On réfléchit tout le temps au *backlash* politique, tout ça, au *politically* correct. Non, en termes de répondre à des besoins beaucoup plus spécifiques liés à des conditions de vie. Est-ce qu'on arrive à faire des changements qui transforment ? Le seul changement qu'on a fait, c'est vraiment la valorisation de la façon de travailler avec les citoyens. Je pense qu'on influence beaucoup et les citoyens ont pris beaucoup de pouvoir, je trouve, et les autres acteurs reconnaissent ce pouvoir citoyen. Même s'ils ne comprennent pas comment on le fait, le recrutement, mais ils valorisent tout ça, la prise de position de certains citoyens. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de l'organisme)

La personne met de l'avant le rôle de la réflexivité dans le modèle de Parole d'excluEs et le transfert de ses pratiques au sein du milieu. Toutefois, cette citation ci-dessus, ainsi que les discussions informelles que j'ai eues avec plusieurs membres de l'équipe et du conseil d'administration, révèlent surtout que le passage à l'action concernant certains enjeux est plus difficile et dépasse le

¹²⁸ Le « nous » désigne ici l'organisme et son équipe.

cadre et les capacités d'action de l'organisme. La mobilisation des savoirs citoyens ne contribue pas toujours à l'élaboration de solutions collectives portés par les personnes habitant dans le quartier. C'est pourquoi l'organisme vise également à faire sortir la parole citoyenne du cadre strict de ses activités afin qu'elle ait un impact à un niveau plus élevé de prise de décision.

7.3.3 Encourager une reconnaissance des savoirs d'usage par les acteur·trice·s du milieu

La posture de Parole d'excluEs à l'égard des savoirs citoyens contribue à encourager leur visibilité et leur légitimité au-delà des limites de l'organisme, dans les instances décisionnelles locales, les institutions de recherche et le débat public notamment. Cela se traduit par deux mécanismes : 1) la valorisation des savoirs d'usage citoyens comme étant fondateurs de toutes les actions menées par l'organisme, en particulier dans les études menées par les chercheur·euse·s engagé·e·s auprès de Parole d'excluEs; 2) la valorisation des personnes porteuses de ces savoirs dans des espaces décisionnels hors de l'organisme.

7.3.3.1 La reconnaissance du leadership des personnes migrantes

Les personnes migrantes rencontrées sur le terrain et interrogées sont reconnues par les autres résident·e·s du quartier comme des leaders du milieu ayant contribué à la transformation du territoire. Plusieurs exemples de cette reconnaissance sont cités dans les entrevues :

Par exemple, pour la *gang* qui s'occupait du Frigo pour tous, [...] souvent c'était à moi que les gens venaient demander : « Est-ce qu'il y a de la nourriture dans le frigo ? », ce genre d'affaires-là. Moi, je leur donnais la liste de contacts du monde et je leur disais : « Tu peux appeler telle personne et telle personne. » Les gens commençaient à se faire solliciter et se faire parler du frigo et ils aimaient ça. Ça leur donnait... Ça leur faisait sentir qu'ils portaient vraiment le projet. Et des fois, ils venaient juste au bureau pour voir le frigo et moi, j'étais comme... Ils ne venaient pas me parler, ils venaient juste voir le frigo, parce 2-3 personnes leur en avaient parlé et ils venaient voir si le frigo était propre, s'il y avait à manger. Ça les faisait reconnaître dans le petit cercle qui s'occupait de ça. (Entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

La personne ci-dessus, en charge de la mobilisation citoyenne sur l'accès à l'alimentation, souligne l'effort accordé à l'autonomisation des comités citoyens pour la gestion des projets. La personne ci-dessous témoigne aussi de la reconnaissance des autres personnes vivant dans le quartier, à travers son rôle de leader dans le projet d'implantation du CPE à l'îlot Pelletier :

Les habitants de l'îlot Pelletier, on a eu un très bon retour des remerciements, on a eu des petits cadeaux. [...] Finalement on est tombés sur le CPE de Montréal Nord qui se trouve sur le boulevard Léger. Et la directrice avait accepté d'avoir une deuxième installation sur Pelletier. Et c'est là qu'on a fait des rencontres, beaucoup de discussions, beaucoup d'ententes, puis à chaque fois qu'on rencontrait, qu'il y avait de nouvelles décisions de la part du ministère, elle nous [en] faisait part et on va chercher l'information donc on était des délégués vu qu'on était dans le métier aussi. Et puis, nous, on mettait au courant les parents. La directrice a dit il faut que ce soit vous qui [inscrivez] 80 % des enfants et nous on va apporter [un] 20 %, et bien à sa grande surprise on avait eu 200 % juste nous-mêmes. Il a fait une liste d'attente folle. Et puis on avait quand même, on devait respecter certains critères, par exemple les avantages, on devrait avantager les personnes qui ont moins, qui n'ont pas de revenus, sur l'aide sociale. On devait avantager les frères et les sœurs, éviter aux parents de se déplacer pour plusieurs endroits, et en devait aussi accepter les personnes à besoins particuliers. Et donc quand on faisait nos réunions, enfin moi je parlais aux gens, aux citoyens, aux habitants de Pelletier, ils étaient contents et lorsqu'ils sont venus on a fait une visite on a fait une porte ouverte ça les a attirés. Ils étaient contents. Un CPE à proximité quand même ! C'est subventionné, ils ne payaient pas cher et quand ils venaient ici nous voir, une fois qu'ils ont inscrit leurs enfants, que tout avait commencé, ils venaient nous voir nous : moi et l'autre collègue. Et plus moi parce que j'étais comme porte-parole des citoyens, et la directrice elle reste là, elle me regarde, mais je dis : « Mais c'est elle la directrice. » Toujours ils pensent que c'est moi la responsable, mais je disais : « Non non, je ne suis pas porte-parole ici ! » Mais ils avaient une certaine confiance vu qu'ils nous connaissaient, nous, comme citoyens impliqués dans la communauté. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Les deux citations ci-dessus donnent des exemples de la reconnaissance de l'implication des personnes migrantes par les autres résident·e·s du territoire. Par ailleurs, au cours des rencontres des comités citoyens, les initiatives portées par les femmes maghrébines, comme la distribution des paniers alimentaires pendant la pandémie de COVID-19 ou la mobilisation pour la sécurité urbaine, sont citées comme des réussites de la mobilisation citoyenne par l'ensemble du Rassemblement des Citoyens du Nord-Est (RACINE). Le leadership exercé par ces personnes au sein de l'organisme est reconnu par les résident·e·s du quartier, qui ont également un rôle « citoyen·ne·s-relais » dans leur voisinage¹²⁹.

¹²⁹ Les citoyen·ne·s-relais sont des personnes vivant sur le territoire et engagées ponctuellement comme intervenants et intervenantes de proximité pour pallier un manque de présence des organismes sur le terrain dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Plusieurs personnes impliquées au sein de Parole d'excluEs ont occupé ce rôle (Ruelland, 2021; Ruelland et Coget, 2024).

7.3.3.2 Un effort « d'amplification » de la parole citoyenne

Les personnes migrantes sont également mises de l'avant par l'organisme, qui encouragent leur prise de parole dans d'autres espaces, notamment à la table de quartier et dans les médias. Par exemple, au cours d'une rencontre d'équipe de l'organisme en mai 2021, l'équipe de recherche réfléchissait à une manière de mieux diffuser les résultats des recherches auprès des acteur·trice·s locaux·cales et des personnes résidant dans le quartier. Parmi les personnes nommées pour occuper ce rôle, plus de la moitié (5 personnes) étaient des personnes migrantes. L'organisme tente donc de mettre en place des stratégies visant à ce que la parole citoyenne soit présente dans d'autres espaces de discussion et que ce soient les personnes impliquées auprès de Parole d'excluEs qui prennent la parole. Cela se fait à travers des formations ou des accompagnements informels visant à préparer des prises de parole devant les médias, comme ce fut le cas lors de la mobilisation des Mamans contre la violence ou durant les élections municipales de l'année 2021. Ainsi, d'après ces citations, Parole d'excluEs contribue à mettre de l'avant la contribution des savoirs citoyens, y compris ceux des personnes migrantes, au développement d'initiatives locales, en mettant à leur service ses outils de communication :

Je pense que Parole d'excluEs contribue, je pense beaucoup avec son équipe de communication par exemple, de mettre de l'avant souvent des initiatives citoyennes qui ne vont pas avoir un support médiatique, un support à part de si moi je le mets sur Facebook, ce qui apporte quand même moins de rayonnement que si une organisation t'endosse, elle fait la promotion. [...] Donc quand ça devient public les gens y voient une certaine reconnaissance aussi donc je pense que Parole d'ExcluEs contribue à amener des initiatives qui seraient très locales, individuelles. Alors que peut-être ailleurs, ces initiatives-là passeraient un peu sous silence. [...] Mais parce qu'on est capables de mettre un côté médiatique sur la chose parce qu'on est endossés par une organisation qui a une crédibilité et un rayonnement, ça amène cette crédibilité et ce rayonnement des initiatives citoyennes [...] Je dirais que moi j'en vois plus une [reconnaissance] collective et peut-être même pas locale comme je te dis vraiment plus médiatique, c'est un peu cette idée que j'ai en tête que j'essaie de me rattacher à du concret pour ne pas raconter n'importe quoi. Si je prends les Mamans [contre la violence], si l'initiative était belle, si elle n'avait pas l'appui de l'organisation, les leviers politiques, médiatiques pour amener ça à un autre niveau, bah peut-être que ça n'aurait pas pris l'ampleur que ça a pu prendre ou la reconnaissance publique que ça a pu avoir. La reconnaissance publique amène quand même aussi une reconnaissance de tes concitoyens. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

La mise en valeur des initiatives citoyennes contribue à leur rayonnement au-delà de l'organisme et en dehors du territoire, d'après la personne citée ci-dessus. Parole d'excluEs bénéficie d'une

certaine notoriété qui est mise à disposition des initiatives portées par les résident·e·s du quartier, ce qui contribue à leur reconnaissance. Cette citation fait toutefois référence à une reconnaissance collective des groupes ou comités citoyens et de leurs initiatives. Dans les faits, cela passe également par la valorisation de certains individus dans les médias ou auprès d'instances décisionnelles en lien avec les enjeux abordés. Par exemple, lorsque les médias contactaient l'organisme pour aborder l'enjeu de la sécurité urbaine, les femmes leaders du comité Les mamans contre la violence étaient sollicitées afin de réaliser l'entrevue avec les journalistes. Cela participe de la visibilité du rôle des personnes migrantes et contribue à la reconnaissance de leur contribution aux initiatives visant la transformation du territoire. Cet objectif est d'ailleurs décrit comme un élément faisant partie de la posture dite de « justice épistémique » de Parole d'excluEs :

On essaye le plus souvent possible de faire porter la parole citoyenne dans des milieux où cette parole-là n'a pas lieu d'habitude, à la fois par des résultats de recherche, mais aussi concrètement par exemple on peut avoir des citoyens qu'on a réussi à *plugger* dans des tables de concertation au niveau provincial ou dans des chaires ou des comités de gouvernance de chaires de recherche. Donc ce sont des habitudes qu'on s'est données pour un peu décloisonner des milieux qui ne sont pas réticents à avoir la parole citoyenne, mais qui n'ont pas l'habitude. En fait, je pense ce n'est même pas qu'ils n'ont pas l'habitude c'est qu'ils n'y pensent pas. (Extrait d'un groupe de discussion sur la justice épistémique à Parole d'excluEs)

Comme on peut le lire ci-dessus, l'organisme tente d'influencer la reconnaissance des savoirs citoyens dans des instances faisant preuve d'une certaine « exclusivité épistémique », c'est-à-dire fonctionnent principalement à partir des savoirs dits « experts » des professionnels. Les personnes migrantes que j'ai rencontrées sur le terrain et en entrevue témoignent de leur place dans les instances décisionnelles locales, parfois à titre de représentant·e·s des comités citoyens accompagnés par Parole d'excluEs – par exemple, à plusieurs reprises au cours de la campagne électorale de l'automne 2021.

La création d'espaces de dialogue entre les personnes migrantes impliquées et des acteur·trice·s locaux contribue à la reconnaissance de leurs savoirs par le milieu. La valorisation de la parole des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale est la principale contribution que Parole d'excluEs a apportée au quartier. L'organisme tente de mettre en avant les personnes pouvant porter la parole citoyenne auprès de partenaires locaux et d'acteur·trice·s clés, mais aussi dans le milieu universitaire :

Les rencontres à l'UQAM c'est avec la chaire qu'on parle d'inégalités en santé, c'est piloté par Janie Houle. Je participe et je dis la même chose. Parfois ils n'aiment pas, ce n'est pas tout le monde qui va aimer ce que je dis. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

La personne décrit son rôle dans une chaire de recherche au sein de laquelle elle est impliquée à titre de pair-chercheuse représentant l'organisme Parole d'excluEs. Elle est sollicitée pour le partage de ses savoirs d'usage des enjeux de santé et représente les projets citoyens en santé menés par l'organisme auprès de cette chaire de recherche. Parole d'excluEs contribue donc à une meilleure reconnaissance des savoirs citoyens en dehors de l'organisme et à une montée en pouvoir de la parole citoyenne.

Plusieurs personnes migrantes rencontrées sur le terrain et en entrevue sont identifiées comme des personnes ressources concernant les initiatives de l'organisme et des comités citoyens. Certaines personnes migrantes sont reconnues par le milieu, comme en témoigne leur participation dans des instances décisionnelles locales. Ainsi, bien que cela ne soit pas explicitement abordé de cette manière par l'organisme, les savoirs militants des personnes migrantes sont reconnus à travers les responsabilités qui leur sont données, et ce, à la fois par les comités citoyens – lors de leurs élections comme porte-parole, par exemple – et par les organismes du milieu et certaines institutions, qui leur donnent une place dans les espaces de concertation locale.

7.3.3.3 La difficile valorisation des savoirs citoyens auprès des institutions

Malgré cet effort d'amplification des savoirs citoyens, pour plusieurs personnes interrogées, le milieu institutionnel a plus de difficulté à prendre en considération les savoirs des personnes migrantes :

Valorisés et reconnus par qui ? C'est-à-dire les organismes communautaires et la table de quartier, on essaie de le faire. On croit à l'expertise des citoyens, on trouve que leur voix est très, très importante. Maintenant, est-ce qu'elle est reconnue et valorisée par certains partenaires plus institutionnels ou les milieux de décision, je ne pense pas qu'on est encore là. La parole citoyenne, en général, n'est pas assez reconnue et valorisée. La parole immigrante, je pense qu'elle est encore moins valorisée. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

La citation ci-dessus souligne les barrières institutionnelles auxquelles se heurte Parole d'excluEs dans sa mission. Pour cette personne, la parole des personnes migrantes est encore moins valorisée que celle des autres résident·e·s du quartier. Ceci fait écho à un témoignage recueilli au cours d'un atelier en rencontre d'équipe au début de l'année 2022, portant sur les projets de recherche planifiés dans la prochaine année. Un·e des membres de l'équipe soulignait la nécessité de mieux mettre en valeur les projets des femmes maghrébines sur la sécurité urbaine, mais aussi leur mobilisation pour obtenir un local et des plages horaires non mixtes à la piscine municipale. Selon cette personne, les demandes des femmes maghrébines étaient moins écoutées par les institutions locales parce qu'elles sont des femmes musulmanes qui portent le voile, et qu'elles subissent donc plus de préjugés et discriminations et une décredibilisation de leur parole. La citation ci-dessous souligne également ce manque de reconnaissance des savoirs des personnes migrantes par les institutions locales :

Je pense que Parole d'excluEs reconnaît [les savoirs des personnes migrantes] d'une certaine mesure, je pense que le CIUSSS¹³⁰ ne les reconnaît pas, ne les valorise pas. Je pense que à l'arrondissement ils ont des vellétés de temps en temps. [...] Parce que c'est juste quand on dit qu'il faut que les gens participent à l'accueil en santé, le CIUSSS ne le veut pas du tout. Ils disent : « Non, nous on sait accueillir les gens, mais de quoi ils parlent, c'est insultant pour les travailleurs, etc. » C'est qu'ils ne reconnaissent pas le travail des immigrants, parce que sont les immigrants qui disent ça, pour moi c'est clair. Puis je dis le CIUSSS et pas forcément les travailleurs du CIUSSS, plus l'institution. L'arrondissement je pense que c'est *on and off*. Je pense qu'ils ont des vellétés participatives et là du coup ils vont aller voir les immigrants, mais je pense que les élus en période d'élection ils vont vachement plus les valoriser que hors des périodes d'élections. Puis après, ce sont des enjeux et des logiques, donc où est-ce qu'ils veulent mettre de l'argent, c'est quoi les demandes, est-ce que ça va avec ça ou pas. [...] Je pense quand même qu'il y a un mouvement qui prend de l'ampleur sur l'appartenance au quartier et l'appartenance au quartier à Montréal-Nord, ce moment-là est beaucoup plus porté par des gens issus de l'immigration, le fait que non ce n'est pas juste un milieu de drogue, de déperdition, c'est un milieu de vie, c'est un milieu de vie créatif, un milieu de vie qui a plein de choses à offrir, c'est un milieu de vie qui a plein de choses à dire, etc. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

¹³⁰ Les Centres Intégrés Universitaires de Santé et Services Sociaux sont des établissements publics affiliés au ministère de la Santé et des Services Sociaux. La population y trouve plusieurs services de première ligne et de prévention en santé. Chaque CIUSSS dessert un territoire en particulier. Ici il s'agit du CIUSSS du Nord-de-l'île de Montréal qui dessert, les Arrondissements de Montréal-Nord, Ahunstic, de Saint-Laurent, ainsi qu'une portion des Arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension.

Ainsi, d'après les deux personnes citées plus haut, l'implication des personnes migrantes et la transmission de leurs savoirs migrants par Parole d'excluEs ne contribuent que partiellement à ce que les personnes migrantes soient reconnues par les institutions. L'extrait ci-dessus fait référence aux savoirs des professionnel·le·s du CIUSSS, que les savoirs d'usage des personnes migrantes contribuent à remettre en question. En effet, le témoignage des personnes migrantes met en lumière dans les difficultés qu'elles vivent dans leurs interactions avec le système de santé québécois. Or ces savoirs d'usage sont mal perçus par les personnes travaillant dans les centres de santé et services sociaux, selon la personne citée ci-dessus. Les efforts de l'organisme visant à valoriser les savoirs citoyens sont donc limités par des barrières institutionnelles. Si, à Parole d'excluEs, les savoirs d'usage sont considérés comme fondamentaux pour développer des actions efficaces et ajuster les pratiques des professionnel·le·s, cette valorisation auprès d'autres organisations locales, en particulier les acteur·trice·s institutionnel·le·s, est plus limitée. Toutefois, à travers ces partenariats avec des institutions locales, l'organisme contribue à la diffusion de pratiques de co-construction et de participation citoyenne, comme ce fut le cas dans le projet d'aménagement du Nord-Est documenté par l'IUPE (Heck *et al.*, 2020).

7.3.4 La valorisation des savoirs traditionnels

Dans les activités visant la mobilisation des résident·e·s du territoire, les savoirs traditionnels sont très mobilisés et leur contribution aux actions de l'organisme est reconnue par les membres de l'équipe de Parole d'excluEs. La valorisation de ces savoirs est perçue de manière contrastée par les personnes interrogées.

7.3.4.1 La reconnaissance de la diversité culturelle

Pour certaines personnes répondantes, les savoirs traditionnels occupent une place centrale dans l'amélioration de la cohabitation entre les communautés, de même que dans la création de liens sociaux et de convivialité. La mobilisation des savoirs culinaires, de l'artisanat et des arts et culture contribuent à la valorisation des personnes migrantes :

En fait, c'est quoi les moyens pour les valoriser ? Tout à l'heure, on a parlé de musique et de bouffe, et tout ça, ça c'est vraiment la base. C'est sûr que dans les fêtes de Parole d'excluEs, ces multiples traditions sont valorisées. Et je pense que ça c'est sûr qu'il y a vraiment une sensibilité à ça qui est très importante qu'on ne retrouve pas

nécessairement quand on va dans d'autres milieux, donc ça, c'est très important.
(Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de l'organisme)

Cette personne souligne le fait que les savoirs traditionnels des personnes migrantes favorisent la célébration du multiculturalisme local. Comme on l'a vu (Chapitres 5 et 6), ces savoirs sont utiles à la création d'un climat convivial propice à la participation des personnes appartenant aux différentes communautés présentes sur le territoire. La mise en visibilité des cultures des personnes migrantes favorise la mobilisation des personnes migrantes plus éloignées de l'organisme. Par ailleurs, cela dénote de la reconnaissance de la diversité culturelle du territoire par l'organisme, qui tente également de lutter ainsi contre les préjugés et la discrimination qui ont cours dans le milieu :

Cette femme¹³¹, à chaque fois que j'ai l'occasion, on échangeait, elle aussi sur la thérapie sociale, et elle me parlait un petit peu de toute l'histoire de la colonisation de l'Algérie. C'est un livre d'histoire, c'est d'une richesse ! C'est une femme très éduquée aussi. On a un microcosme d'identités distinctes. C'est très beau, Parole d'excluEs ! Une diversité d'identités, de parcours, d'histoires personnelles se côtoient et ça aussi, c'est très riche. [...] Moi, je dirais qu'ils pourraient [les valoriser] encore davantage. Parole d'excluEs donne l'espace, les lieux pour se rencontrer, pour définir ensemble certaines priorités pour des projets, et ça, c'est très stimulant. Je pense qu'à l'intérieur, il y avait le projet propreté, on met en commun une vision et des initiatives, et le parcours et les capacités de chacun [viennent] enrichir cet élément-là, mais je pense qu'il pourrait y avoir... Je pense que tu étais là, par exemple, la Journée internationale des droits des femmes, il y avait un bel échange, il y a des espaces où chacune peut... Par exemple, dans son histoire, des femmes marocaines, donner des espaces, une petite conférence, mettre à contribution... En même temps, ça dépend des citoyens aussi. Est-ce qu'elles seront intéressées, est-ce qu'elles seront ouvertes ? Je sais que Asma¹³² a participé aussi à des conférences avec Parole d'excluEs sur tout un aspect de la façon de travailler. Ça aussi, c'est valoriser l'expertise citoyenne et l'engagement. Il y a tellement d'éléments à mettre en valeur. On est pris dans des conditions difficiles, sociales. Reconnaître à ces femmes leur parcours, ça rééquilibre aussi les défis qu'elles peuvent vivre dans un espace d'immigration. Mais elles ont tout un parcours et un bagage qui sont riches qu'on doit continuer de valoriser. (Extrait d'entrevue avec un·e acteur·trice du milieu)

Dans la citation ci-dessus, la personne interrogée fait référence à la soirée du 8 mars 2022, que j'ai mentionnée plus haut. Pour elle, la richesse des savoirs des personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs, et en particulier des femmes, est très grande et mériterait d'être davantage

¹³¹ Ici, il est fait référence à une femme migrante impliquée à Parole d'excluEs.

¹³² Le nom est fictif

valorisée. Elle fait également référence au parcours migratoire des personnes migrantes qui composent des défis, et notamment celui de faire reconnaître leurs savoirs. En effet, à un autre moment de l’entrevue, cette personne souligne la richesse des savoirs des femmes migrantes très éduquées, mais qui sont peu reconnus au Québec. Pour elles, reconnaître leurs savoirs traditionnels est aussi un moyen de lutter contre le déclassement social des personnes migrantes en reconnaissant la contribution des différentes cultures à la société québécoise.

7.3.4.2 La valorisation des savoirs traditionnels à nuancer

Hors des contextes plus festifs décrits plus haut, il apparaît que la perception de la valorisation des savoirs traditionnels par les personnes migrantes est plus contrastée. Tout d’abord, je constate que les personnes migrantes ont le sentiment de ne pas recevoir une reconnaissance proportionnelle à leur implication, comme on peut le lire dans l’extrait ci-dessous :

Il y a eu des, j’ai eu des échos mais je n’étais pas là, il y a des directeurs qui ont mal parlé, tu peux le mentionner. Ils ont mal parlé, « Les Maghrébins », ils ont dit, « s’il y a la bouffe, ils vont venir » mais ils ont oublié que c’est les Maghrébins qui font la bouffe pour leurs fêtes, leurs rencontres. Les Maghrébines quand elles ont entendu ça elles ont arrêté. (Extrait d’entrevue avec une personne migrante).

Cette citation fait écho à d’autres propos recueillis auprès d’une autre femme d’Afrique du Nord au cours d’une rencontre entre des élu·e·s locaux et un groupe de femmes maghrébines. L’une d’elle mentionnait le fait qu’elle avait participé aux activités de fabrication de masques durant la pandémie, et qu’elle attendait des retours de son implication, notamment sous la forme d’activités de loisirs gratuites pour ses enfants. La mobilisation de leurs savoirs traditionnels est perçue par ces femmes comme un service rendu à la communauté qui mérite une rétribution. Je constate ici une confrontation entre deux visions de l’implication citoyenne explicitées à partir de l’extrait des notes du terrain ci-dessous :

Journée du 8 mars 2022. Je suis invitée à un dîner-discussion dans le cadre de la Journée internationale du droit des femmes, au local de Parole d’excluEs, sur la rue Lapierre. Plusieurs membres de l’équipe de Parole d’excluEs sont présents ainsi que quelques personnes impliquées.
La discussion est animée par un·e membre de l’équipe, autour de la question : Que représente la journée du 8 mars pour nous ?

Une membre de l'équipe évoque un souvenir de défilé au Cameroun. Chaque année, une grande fête est organisée et les femmes sont habillées avec des robes en l'honneur du 8 mars, avec des slogans, des portraits de femmes.

Un membre de l'équipe témoigne de la pression qui est faite par les femmes maghrébines impliquées pour faire une journée de reconnaissance de l'implication des citoyennes, la journée du 8 mars. Mais il ne se sent pas à l'aise d'organiser cela, il pense que c'est à elles de prendre ce rôle en charge, plutôt que lui de façon paternaliste. Il perçoit que cette demande de recevoir des fleurs, des cadeaux entraîne une confusion entre la Saint-Valentin et la Journée des droits de femmes.

[...]

Plus tard dans la même journée, je suis invitée à participer à une soirée citoyenne pour la Journée internationale du droit des femmes, au local de Parole d'excluEs, organisée par une leader immigrante. Plusieurs autres femmes impliquées dans le comité citoyen RACINE sont présentes, de diverses origines (haïtienne, québécoise, marocaine, algérienne). La personne qui organise l'activité explique qu'elle a organisé cette soirée de célébration pour reconnaître l'implication d'une autre femme migrante dans le comité RACINE. Elle explique au début de la rencontre que bien que Parole d'excluEs ne fasse pas de reconnaissance individuelle, elle, elle veut souligner l'implication des femmes dans le comité. Cette année, elle a choisi une femme en particulier, mais elle veut célébrer une femme différente chaque année. Elle raconte que dans son pays d'origine, les femmes reçoivent des cadeaux pour le 8 mars et ont une demi-journée de congé. Chaque personne dans le groupe partage la façon dont les femmes sont valorisées dans leur pays d'origine. Une femme originaire d'Afrique du Nord explique que dans la culture musulmane, les femmes sont valorisées, alors que les Occidentaux ont des préjugés concernant la soumission subie par les femmes dans la religion musulmane. Les personnes du Maghreb présentes (un homme et trois femmes) mentionnent plusieurs figures féminines importantes dans la culture et l'histoire musulmane (Makéda, Kahina¹³³). (Extrait des notes de terrain)

Cet évènement montre le contraste dans la façon de célébrer un même évènement et la difficulté de penser des moments de célébration qui répondent aux besoins de reconnaissance des personnes migrantes. Il révèle, en plus, une conception de l'engagement citoyen qui semble ancrée dans la culture de ces femmes originaires d'Afrique du Nord. La journée du 8 mars est vécue par ces femmes comme un moment de reconnaissance de ce qu'elles font pour leur communauté. Dans une logique de *care*, elles prennent soin de la collectivité en la nourrissant (repas, distribution alimentaire), en contribuant à la protection contre la pandémie (masques) et plus largement en s'impliquant pour améliorer le cadre et les conditions de vie dans le quartier. Leur attente est

¹³³ Makéda est une reine éthiopienne mentionnée dans les textes religieux des trois principales religions monothéistes. Son existence réelle n'est pas attestée (Del Rio Sanchez, 2021). Kahina est une reine guerrière amazigh ayant résisté à l'invasion arabo-musulmane de la région de Maghreb au VII^e siècle, mentionnée par l'historien Ibn Khaldoun (Ouhibi Aitsiselmi, 2016).

également de l'ordre du *care*, le souhait que l'on prenne soin d'elles et de leur famille, par des activités de loisirs, des marques de reconnaissance symbolique. Il semble que cette demande déstabilise la façon dont la journée du 8 mars est célébrée au Québec, comme le traduit la réaction d'un des membres de l'équipe, pour qui la journée devrait être centrée sur l'histoire des luttes sociales pour les droits des femmes. Ces constats m'amènent donc à nuancer la valorisation des savoirs traditionnels des personnes migrantes, lorsque ceux-ci entrent en concurrence avec des modes d'agir ancrés dans la culture dominante. En effet, ces réactions traduisent la confrontation entre deux visions de l'engagement citoyen : d'un côté les femmes migrantes originaires du Maghreb expriment leur attente d'une réciprocité de l'engagement, et de l'autre, l'organisme développe une vision de l'engagement qui est dénuée d'intérêt personnel.

Cela fait également écho à une perception recueillie auprès d'un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs, concernant le manque d'impact de la mobilisation des savoirs traditionnels sur la vitalisation économique du territoire nord-montréalais, et ultimement, sur l'amélioration des conditions de vie des personnes migrantes impliquées dans l'organisme :

C'est reconnu de manière folklorique. On commémore certains trucs. [...] Les fêtes, les habits traditionnels, certains plats. Mais le leadership... Moi, je vois, par exemple... Prenons les petites entreprises locales. C'est clair qu'il n'y a pas beaucoup de grosses innovations dans les entreprises de proximité, je trouve, à Montréal-Nord. C'est un peu cliché, mais tu vas à Brooklyn, tu vas à Lemon City, qu'on appelle Little Haiti, en Floride, tu vas trouver que les gens vont avoir soit un studio de beauté, soit un magasin de produits de beauté aussi. Ils vont vendre des produits utilisés pour se faire un *brushing* et tout ça. Tu vas trouver des *barber shops*, tu vas trouver des casse-croûtes. Tu vois, quand on dit un entrepreneur haïtien à Montréal-Nord, tu vas penser à ce genre d'organisations, d'entreprises. Mais ils paient leur loyer et ils sont toujours remplis de gens, même si c'est quand même très de proximité. C'est la communauté qui utilise les services. Même chose, tu vas dans une boucherie *halal*, ça dessert simplement les personnes qui mangent *halal*, le plus souvent, c'est la même communauté qui achète. Tu vois ? Combien de fois... Est-ce que ces personnes-là utilisent les outils comme la CDEC¹³⁴ pour améliorer leur organisation ? Je ne sais pas. Ils sont très, très loin. La CDEC parle à des organisations qui sont un peu plus grosses que ces petites entreprises-là. C'est comme si les gens acceptent... Pour eux, ça doit rester à ce niveau. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

¹³⁴ La Corporation de développement économique communautaire de Montréal-Nord est devenue Le Pôle. Sa mission est de soutenir l'entrepreneuriat, le commerce et le développement local de Montréal-Nord.

D'après cette personne, les savoirs traditionnels sont mis de l'avant dans des événements ponctuels et festifs, mais ne sont pas mobilisés pour développer des projets collectifs qui permettent d'améliorer la vitalité économique du territoire et les conditions de vie des personnes migrantes. Cela fait également écho aux déceptions exprimées par les personnes migrantes concernant leur projets entrepreneuriaux (voir section 7.2.2.2).

7.3.5 La valorisation des savoirs professionnels et militants des personnes migrantes : une reconnaissance perçue comme insuffisante

Comme nous l'avons vu, les savoirs professionnels et militants des personnes migrantes sont relativement peu mobilisés par l'organisme, du moins de manière directe. En revanche, ils jouent un rôle important dans la perception que les membres de l'équipe et les acteur·trice·s du milieu ont des personnes migrantes. Celles-ci sont considérées comme des personnes ayant des ressources cognitives et des expériences plus importantes que la moyenne des personnes impliquées dans le milieu, en particulier les personnes nées au Québec d'ascendance européenne :

Dans l'étude du Nord-Est, une chose qui est quand même ressortie de façon particulière pour les personnes d'origine maghrébine, c'est le sentiment de discrimination à l'emploi. Et ça, ça s'explique certainement par la trajectoire migratoire où une majorité des personnes d'origine maghrébine étaient quand même de classe moyenne, venaient avec un bagage... Elles ont vécu une sorte de déqualification lorsqu'elles sont venues au Québec, ce qui n'est pas nécessairement le cas des autres communautés. Je pense qu'il y avait effectivement un sentiment de frustration et de non-reconnaissance qui était particulièrement marqué. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les membres de l'équipe de Parole d'excluEs interrogés soulignent fréquemment les capacités de passage à l'action des personnes migrantes, lesquelles sont associées à leur parcours professionnel et à leur statut social plus favorisé dans leur pays d'origine. Toutefois, pour les personnes migrantes vivant dans ces secteurs défavorisés de Montréal-Nord, l'immigration s'est soldée par un déclassement social, en grande partie lié à leur difficulté à faire reconnaître au Québec leurs diplômes et leurs expériences professionnelles passées. Bien que ce phénomène de déclassement social soit bien compris par les membres de l'équipe, pour les personnes migrantes interrogées, leurs savoirs professionnels mais aussi militants sont peu reconnus par les organismes du milieu. L'extrait ci-dessous exprime cette opinion partagée par plusieurs personnes répondantes :

J'avais fait des rencontres avec la RUI¹³⁵, j'ai fait des rencontres avec le CLSC¹³⁶, avec l'équipe de quartier, c'est une liste de choses que j'ai fait mais à la fin j'ai dit : qu'est-ce que j'ai gagné ? Mon travail c'est moi qui l'ai cherché, je connais tous les organismes, pas tous mais presque. Je connais la réalité du quartier, je parle, je mobilise les jeunes, les femmes, beaucoup de choses, mais quand c'est l'embauche on ne pense même pas à moi. Je trouve que c'est désolant pour moi ça ne te donne même pas envie de venir dans l'organisme. (Extrait d'entrevue avec une personne migrante impliquée à Parole d'excluEs)

Cette personne exprime une attente de valorisation professionnelle des savoirs militants qu'elle a acquis au cours de son implication dans le milieu. L'apport de son implication dépasse la mobilisation de ses savoirs d'usage, dans le but de connaître son point de vue sur les enjeux du quartier. Elle contribue également à la mobilisation d'autres citoyens, et elle effectue des tâches qui s'apparentent, selon elle, à celles assurées par les chargé·e·s de mobilisation de l'organisme. La prise en charge de projets collectifs par les personnes vivant dans le quartier est un des objectifs visés par l'organisme, dans le but de développer le pouvoir d'agir individuel et collectif et favoriser l'autonomie des collectivités. Toutefois, pour certaines personnes, cela est perçu comme un « travail non rémunéré », comme cela est souligné dans la citation ci-dessous :

Myriam¹³⁷ a été sur [le conseil d'administration] de Parole d'excluEs aussi. Elle était sur tous les comités. Moi, quand je suis arrivée, elle était partout. Chaque fois que je devais parler, à chaque fois que je voulais avoir un lien avec des citoyens, on me disait : « Va voir Myriam, elle va te mettre en contact. » Le truc, c'est que la mobilisation, il n'y a pas de raccourci. Tu ne peux pas faire semblant de faire de la mobilisation. Ça ne peut pas être *fake*. Tu as besoin de mettre des effectifs et tu dois mettre du temps et tu as besoin de développer des liens et développer des liens, c'est énormément d'énergie, c'est énormément de ressources. Et c'est taxant, là. C'est ça, la mobilisation, c'est créer des liens. Et parce que Parole d'excluEs n'investit pas dans la mobilisation, on s'attend à ce que les citoyens le fassent. Mais on ne valorise pas vraiment ça finalement. Myriam avait un rôle de mobilisatrice non payée. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de l'organisme)

¹³⁵ Programme de Revitalisation urbaine intégrée de la Ville de Montréal, chapeauté par la table de quartier de Montréal-Nord. Ce programme a été implanté dans douze quartiers montréalais afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, par la mobilisation des acteur·trice·s et personnes résidentes du territoire. À Montréal-Nord, ce programme a pour principale réalisation le verdissement des abords des écoles et le réaménagement de certaines rues du quartier nord-est, selon une démarche d'urbanisme participatif.

¹³⁶ Le Centre local de services communautaires (CLSC) est un organisme public offrant des services sociaux et de santé de premières lignes.

¹³⁷ Le nom est fictif.

Cette citation traduit la contribution des personnes migrantes à l'effort de mobilisation citoyenne des résident·e·s du quartier. Pourtant, pour certaines des personnes répondantes, les savoirs professionnels dont disposent les personnes migrantes et qui sont mobilisés dans leur implication devraient être considérés valides pour une embauche dans le milieu communautaire, plus particulièrement lorsqu'il est question de savoirs liés à la mobilisation citoyenne, à la gestion des projets collectifs ou à l'administration des comités citoyens (recrutement, secrétariat, etc.). Plusieurs de ces personnes ont d'ailleurs occupé des emplois ponctuels au sein de l'organisme ou auprès d'autres acteur·trice·s du milieu. Néanmoins, cet enjeu d'employabilité fonde la perception des personnes migrantes et de certain·e·s membres de l'équipe que l'organisme valorise peu ces savoir-faire et reproduit des schémas de hiérarchie des savoirs et des statuts en raison de discriminations et de préjugés :

Il faut aller valoriser les compétences des personnes issues de l'immigration. [...] il faut être conscient, je t'invite à tenir compte du fait aussi qu'il y a une hiérarchisation de la perception qu'on a sur le plan du racisme et de la discrimination, dépendamment des origines des personnes, et leur déqualification va aussi être en lien avec cette situation. Si tu prends Leila¹³⁸, si tu reçois en entrevue et tu prends un Français qui vient de France, c'est possible certainement qu'on va embaucher le Français qui vient de la France, même à compétences égales. Ça, c'est un élément que je tiens à souligner. Pour moi, c'est tout à fait pertinent et ça rejoint mon intérêt de vraiment contribuer. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs)

Les critiques émises par certaines personnes interrogées à l'égard de la valorisation des savoir-faire des personnes migrantes soulignent la difficulté à mobiliser les savoirs professionnels des personnes migrantes dans les projets concrets de l'organisme. Il va de soi que Parole d'excluEs et le milieu communautaire local ne peuvent répondre à la demande d'employabilité de l'ensemble des personnes migrantes du milieu. La citation ci-dessus dénonce la discrimination à l'embauche que subissent les personnes migrantes racisées, dans le milieu communautaire comme ailleurs. Toutefois, sur le terrain, j'ai constaté que l'équipe de Parole d'excluEs est une équipe plutôt diversifiée, incluant des personnes migrantes venant de plusieurs régions du monde (Québec, Europe, Amérique du Sud, Afrique sub-saharienne, Caraïbes). En revanche, il apparaît que l'organisme emploie effectivement très peu de personnes du quartier (une seule personne de l'équipe vivait à Montréal-Nord lors de mes observations sur le terrain), et que les personnes

¹³⁸ Nom fictif

migrantes impliquées au sein de l'organisme occupent uniquement des emplois de courte durée et faiblement qualifiés :

Oui, on a créé des services de garde en milieu familial qui ressemblent un peu [aux modes de gardes traditionnels et intrafamiliaux], tout ça, mais ça reste que ce n'est pas fait de la même manière. C'est une responsabilité de garder un enfant et il faut rémunérer la personne, tout ça. Ce n'est pas toutes les pratiques qui sont transférables. Autre chose aussi, ça se [confronte] aussi à beaucoup, beaucoup de structures en place. Malika¹³⁹ a déjà une expérience liée à l'éducation, la petite enfance très tôt. Mais le processus a été long, parce que c'est la Commission scolaire qui mène ces affaires-là. Et il y a aussi une politique au Québec qui est liée à l'ouverture des CPE. [...] Je ne sais pas si ça répond, mais il y a une incompréhension, effectivement, de certaines réalités et de certaines compétences aussi. Il y en a qui se passent beaucoup plus facilement que d'autres et ça dépend de ce que ça vient heurter. Si ça vient heurter quelque chose qui est déjà rigide, c'est clair qu'il y aura beaucoup plus de résistance. (Extrait d'entrevue avec un·e membre de l'équipe de Parole d'excluEs).

Lorsque des initiatives concrètes sont mises en œuvre, on assiste à une professionnalisation des projets collectifs, mais aussi à la mise en place de barrières qui dépassent le cadre de l'organisme. En effet, même si les personnes migrantes peuvent bénéficier des savoirs professionnels en rapport avec une initiative, la mise en œuvre de cette initiative et la mobilisation des savoirs professionnels des personnes migrantes au sein de celle-ci dépendent d'autres acteur·trice·s et peuvent se heurter à certaines barrières institutionnelles. Dans le cas du projet de CPE, mentionné dans la citation ci-dessus, bien que trois femmes migrantes impliquées dans le projet aient pu trouver un emploi, cela a nécessité l'acquisition d'un diplôme au Québec. Pour l'une d'elles, cela a permis de mobiliser également des savoirs professionnels acquis dans son pays d'origine, où elle était enseignante.

Soulevons que l'objectif premier de l'organisme n'est pas de combler les besoins en employabilité de l'ensemble des personnes résidentes du territoire. Toutefois, ce manque de valorisation des savoirs professionnels des personnes migrantes traduit un paradoxe interne de l'organisme : d'une part, Parole d'excluEs cherche à valoriser les savoirs de personnes en situation d'exclusion et de pauvreté, pour favoriser l'amélioration de leurs conditions et cadre de vie; d'autre part, l'organisme

¹³⁹ Le nom est fictif.

se focalise principalement sur des savoirs d'usage ancrés dans l'expérience de vie dans les territoires défavorisés, qui enferme les personnes impliquées dans un statut de pauvres :

J'ai l'impression qu'on a un archétype de ce que c'est être pauvre ou exclu. Et l'archétype c'est souvent la personne qui est seule dans son coin, qui a des problèmes de consommation ou de santé mentale, qui est désocialisée, qui n'a pas de travail, qui n'a peut-être jamais travaillé, qui arrive plus à travailler, qui ne peut pas se lever le matin. Les préjugés sont tenaces, et on essaye de les déconstruire, mais des fois quand on ne fait pas attention, ça peut ressurgir implicitement. Et l'archétype du pauvre ce n'est pas la personne migrante qui vient d'un pays où cette personne-là occupait un emploi stable, qui serait valorisé, etc. On part du plus simple, ce qu'on est sûr c'est que les gens vont avoir, c'est un savoir expérientiel sur la pauvreté et l'exclusion, on le sait. C'est sûr et a priori, s'ils habitent ici, il y a des chances qu'ils aient ce savoir-là. Et tous les autres savoirs, j'ai l'impression souvent, il y a des personnes blanches québécoises qui sont en situation d'exclusion et qui ont une trajectoire de vie où ils ne l'ont pas toujours été, tu vois. Mais on a quand même parfois cette vision, on va laisser émerger les savoirs, on ne va pas aller les chercher activement, les autres types de savoirs. Alors qu'on pourrait, même on peut avoir une critique du bénévolat et on pourrait dire on ne veut pas marchandiser les compétences professionnelles, et c'est un engagement pour la communauté, c'est un mouvement. [...]. Mais notre point de départ, c'est comme si on pense que les gens sont des victimes et on part du plus petit dénominateur commun, ça peut être une bonne chose parce qu'on ne va pas décevoir les gens, ou projeter sur des gens des attentes auxquelles elles ne peuvent pas répondre parce qu'on va leur rappeler leur incompétence, ou leur statut de victime. Mais en même temps ce n'est pas cool parce du coup on réduit les gens à une situation d'exclus, d'exploités. C'est ça un peu un sous-texte, à Parole d'excluEs, qu'on a, qu'on essaye de déconstruire. (Extrait d'une entrevue collective sur la reconnaissance des savoirs avec l'équipe de Parole d'excluEs)

Ainsi, la perspective de valorisation des savoirs tirés de l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale pourrait conduire à une invisibilisation des autres expériences des personnes impliquées au sein de l'organisme, y compris des personnes natives du Québec. Ces propos soulignent, finalement, la persistance de certaines hiérarchies entre les savoirs en rapport avec le statut des personnes. Ainsi, la posture adoptée par l'organisme amène à une réduction des savoirs des personnes concernées par la pauvreté et l'exclusion sociale à des savoirs expérientiels. Les catégories de savoirs prédéfinis par Parole d'excluEs dans son approche semblent figées, dans une certaine mesure, puisque les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale sont peu reconnues pour leurs savoirs professionnels, qui peuvent pourtant être équivalant à ceux des

membres de l'équipe de l'organisme¹⁴⁰. Il y aurait donc une persistance de la hiérarchie entre les personnes et les savoirs en fonction de leur statut social. Ainsi, celles et ceux qui détiennent des savoirs « professionnels » sont les praticien·ne·s membre de l'équipe de l'organisme. Cela m'apparaît lié directement à la question de la reconnaissance individuelle abordée plus haut (7.3.1), puisque ce manque de valorisation est une résultante du manque de connaissance des parcours individuels des personnes impliquées, conduisant donc à une réduction de ces personnes à leur situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Cela réduit la portée possible de ces savoirs sur les transformations socioterritoriales, notamment professionnelles, mais aussi reliées à la trajectoire migratoire ou des expériences d'implication citoyenne dans d'autres territoires.

7.4 Conclusion du chapitre

Ce chapitre a permis d'identifier les effets de la participation des personnes migrantes et de la mobilisation de leurs savoirs dans les initiatives collectives de l'organisme étudié. Ces effets se situent à plusieurs niveaux. D'abord, les personnes migrantes influencent les pratiques des organismes par le transfert et la mise à contribution de plusieurs de leurs savoirs. La participation des personnes migrantes au processus de co-construction des savoirs et de l'action collective contribue en particulier à une plus grande inclusion des personnes migrantes plus éloignées des organismes locaux dans ces processus. Ainsi, en tant que leaders citoyens, les personnes migrantes impliquées au sein de l'organisme favorisent une plus grande compréhension des besoins et aspirations des communautés et contribuent à la définition de trajectoires de transformation du quartier et à l'élaboration de solutions collectives plus inclusives. Finalement, la participation des personnes migrantes à ces processus contribue jusqu'à un certain point à leur inclusion sociale au Québec, dans la mesure où cela favorise la reconnaissance de leur vécu et de leur point de vue sur les enjeux de pauvreté et d'exclusion qu'elles vivent, en plus de leur assurer une reconnaissance en tant que leaders dans le quartier. Cependant, mes analyses révèlent également la persistance au sein de ces processus de rapports de hiérarchie entre les savoirs et entre les statuts. Si les personnes migrantes sont reconnues comme leaders et moteurs de la transformation sociale, cette

¹⁴⁰ Par ailleurs, cela s'applique également au savoir universitaire, la parole des chercheur·euse·s est le plus souvent reconnue comme une « vérité neutre », fondée par une connaissance scientifique approfondie alors que les personnes peuvent exprimer des opinions subjectives lors de leur participation aux rencontres.

reconnaissance ne contribue que partiellement à redonner à leurs savoirs le statut qu'ils avaient dans leur pays d'origine.

XXX

Ces trois chapitres exposent les données collectées auprès de Parole d'excluEs sur la mobilisation des savoirs de personnes migrantes dans les processus collectifs visant la transformation socio-territoriale de Montréal-Nord. Je me suis appuyée sur mes observations des activités de l'organisme et sur les perceptions des personnes migrantes, des membres de l'équipe et de partenaires du milieu. Mon immersion sur ce terrain de recherche m'a permis de capter la subtilité des relations et dynamiques au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective, dans une approche ethnographique. J'ai montré que les savoirs des personnes migrantes sont variés et nombreux, mais qu'ils sont inégalement mobilisés et reconnus dans les initiatives collectives. Par ailleurs, j'ai saisi l'impact du contexte multiculturel sur la création de conditions favorables à la mobilisation de ces savoirs. Si l'inclusion des savoirs des personnes migrantes est reconnue comme une condition essentielle de l'élaboration d'une vision commune des enjeux du quartier et un terreau fertile pour produire des solutions à ceux-ci, les tensions, préjugés et discriminations peuvent avoir des effets négatifs sur la mise à contribution des savoirs des personnes migrantes. Enfin, j'ai listé une série d'effets de la mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes dans ces processus. Ceux-ci se situent à plusieurs niveaux et fondent la reconnaissance des personnes migrantes comme étant des leaders de la transformation du quartier. Toutefois, j'ai souligné le caractère partiel de cette reconnaissance et les insatisfactions des personnes migrantes à cet égard. Le prochain et dernier chapitre de cette thèse constitue une discussion ces résultats sous l'angle de la justice épistémique et de la justice sociale.

CHAPITRE 8 LES SAVOIRS CITOYENS DES PERSONNES MIGRANTES À LA CONFLUENCE DES ENJEUX DE JUSTICE ÉPISTÉMIQUE ET DE JUSTICE SOCIALE

Dans ce dernier chapitre de la thèse, je discute les résultats présentés dans les chapitres précédents et propose des éléments de réponse à la question principale de recherche posée par cette étude :

La mobilisation des personnes migrantes au sein de processus de co-construction des savoirs et de l'action collective menée dans une perspective de justices sociale et épistémique contribue-t-elle à une plus grande valorisation de leurs savoirs? Par cet engagement, les personnes migrantes sont-elles davantage reconnues comme partenaires à part entière dans la transformation de leur territoire d'accueil?

La première section expose les limites méthodologiques de la thèse afin de poser le cadre au sein duquel la réponse à la question de recherche est formulée. J'expose ensuite ma posture de chercheuse engagée et les dilemmes que celle-ci a occasionné lors de l'analyse des données et de la rédaction de ce chapitre. Les deux sections suivantes présentent les contributions à l'avancement des connaissances apportées grâce aux résultats de cette étude. Enfin, une quatrième section fait le point sur les contributions pratiques de cette thèse à la mise en place de processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs visant la transformation sociale à l'échelle locale.

8.1 Limites méthodologiques de la thèse

Comme toute recherche, ma thèse comporte des limites que je dois exposer. Le caractère exploratoire de la thèse et l'examen d'une seule initiative à un niveau local limitent la généralisation des résultats de cette recherche. Celle-ci permet néanmoins de dégager des pistes d'enrichissement des plusieurs concepts et théories, qui sont exposées dans ce chapitre.

Une deuxième limite concerne l'échantillon des personnes migrantes rencontrées en entrevue. Elles ne sont pas représentatives du profil démographique des personnes vivant à Montréal-Nord. Les personnes originaires d'Afrique du Nord sont surreprésentées, ainsi que les femmes, mais également les personnes diplômées des cycles supérieurs. Néanmoins, cet échantillon correspond

au profil des personnes migrantes qui s'impliquent activement dans l'organisme étudié et, à cet effet, les données collectées concernant leurs savoirs sont représentatives de la réalité du terrain. Les caractéristiques de notre échantillon suggèrent donc davantage une limite dans l'inclusion de personnes plus isolées socialement au sein des activités et processus observés, sur laquelle je reviens dans la suite de ce chapitre.

Enfin, au cours de la collecte de données, certaines contraintes structurelles ont eu un effet sur la réalisation de la recherche. Au début de l'année 2020, les restrictions sanitaires de la pandémie de COVID-19 ont interrompu la collecte de données débutée en 2018 dans le cadre des activités participatives du projet d'aménagement du Nord-Est (Heck *et al.*, 2020). À mon retour sur le terrain, moins de personnes fréquentaient l'organisme et les activités étaient moins nombreuses. Cela a demandé l'adaptation de la collecte de données, notamment en recrutant pour les entrevues des personnes qui ne s'impliquaient plus aussi activement dans l'organisme¹⁴¹. Ainsi, leurs propos reflètent des réalités antérieures à la pandémie lesquelles ont pu évoluer depuis. Néanmoins, grâce à mon ancrage sur le terrain, mes analyses ont fait l'objet d'itérations fréquentes avec les membres de l'équipe de Parole d'excluEs tout au long de la collecte de données et la période de rédaction de la thèse.

Ainsi, le contexte et la période de la recherche influence grandement les résultats obtenus et des études auprès d'autres acteurs devraient être faites pour approfondir certaines analyses réalisées dans cette thèse. Toutefois, malgré ces limitations, les résultats présentés sont pertinents et rigoureux et reflètent les réalités concrètes observées sur le terrain choisi.

Enfin, je dois reconnaître l'influence que ma présence et mes questionnements de recherche ont pu exercer sur les réflexions au sein de l'équipe de Parole d'excluEs. Cette étude s'est déroulée pendant une période de réflexion stratégique interne sur la mission, les principes d'action et les pratiques de mobilisation et de recherche développées par l'organisme. J'ai pris part à ces discussions et mon regard sur les pratiques de l'organisme a été sollicité à plusieurs reprises, en

¹⁴¹ Voir l'exposition de la démarche méthodologique au Chapitre 3

particulier lors d'un stage de recherche¹⁴² mais aussi au cours de diverses rencontres. Ce fut une occasion unique de contribuer activement à l'avancement des pratiques de justice épistémique et de renforcer les implications pratiques de cette thèse (Manon et Autin, 2023; 2024). Cela me semble également refléter la pertinence de ma thèse pour les acteurs et actrices engagées dans la transformation sociale à l'échelle locale, en particulier lors de la mise en œuvre de démarches de co-construction des savoirs et de l'action collective.

8.2 Le dilemme de la chercheuse engagée : soutenir une approche tout en révélant ses limites

L'intuition initiale de cette thèse était fondée sur une vision optimiste positive des dispositifs de co-construction des savoirs et des initiatives collectives visant la transformation sociale. Ces mécanismes, porteurs d'espoir pour la justice sociale et la justice épistémique, incarnent une opportunité de redonner une voix à celles et ceux qui ont été historiquement marginalisé·e·s dans les systèmes de savoirs dominants. Pourtant, les résultats obtenus dans cette thèse suggèrent que certaines hiérarchies entre les savoirs et rapport de pouvoir entre les personnes engagées dans ces initiatives persistent. Ma posture de chercheuse engagée s'accompagne d'un dilemme éthique et intellectuel profond que je souhaite exposer ici.

Adopter une approche performative, telle qu'encouragée par Gibson-Graham (2008) implique un engagement à reconnaître à la fois le potentiel transformateur des initiatives locales et les obstacles structurels qui limitent leur pleine réalisation. Mon rôle de chercheuse n'est en effet pas de faire peser sur les acteurs locaux le poids de la responsabilité d'inégalités épistémiques inscrites dans un système de savoirs qui les dépasse, mais plutôt de reconnaître les efforts à réaliser pour les relever et les combattre. Il s'agit de valoriser l'engagement des organismes et des personnes engagées pour une plus grande justice sociale et épistémique tout en pointant les défis collectifs qui nécessitent des efforts coordonnés, à des échelles dépassant souvent celle de l'action locale.

Les données recueillies auprès des personnes rencontrées sur le terrain soulignent la perméabilité du milieu communautaire aux biais liés à des préjugés et discriminations existant dans la société en général. La hiérarchie entre les personnes et les savoirs, souvent implicite, reflète des enjeux de

¹⁴² Il s'agit d'un stage financé par MITACS et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) visant à documenter les pratiques de justice épistémique mise en œuvre par Parole d'excluEs (Manon et Autin, 2024).

pouvoir profonds qui influencent les dynamiques de participation citoyenne et de reconnaissance des savoirs migrants. Ces constats m’ont mis face à une tension entre mon adhésion aux principes d’action de l’organisme étudié, et mon devoir, en tant que chercheuse, de révéler les limites de son approche de la justice épistémique afin de contribuer pleinement à l’avancement des connaissances et des pratiques sur ce thème. Ainsi, je souhaite mettre l’accent sur les défis dans la mobilisation des savoirs des personnes migrantes, afin d’orienter les acteurs vers les efforts encore nécessaires pour instaurer des processus véritablement inclusifs. Plutôt qu’une critique des acteurs engagés pour la justice sociale et épistémique, ce chapitre constitue donc une invitation à approfondir la réflexion collective, qui doit se poursuivre au-delà de cette thèse¹⁴³. Ma démarche vise à renforcer les dispositifs existants en les orientant vers des pratiques plus attentives aux asymétries de pouvoir et aux enjeux de reconnaissance.

8.3 Les savoirs citoyens à la lumière de la perspective migrante

Une première contribution apportée par mon travail correspond au premier objectif visé dans cette thèse, soit l’approfondissement et l’enrichissement de la compréhension des savoirs citoyens individuels mobilisés au sein des processus de co-construction des savoirs et d’initiatives locales visant la transformation sociale¹⁴⁴.

8.3.1 L’approfondissement de la typologie des savoirs citoyens d’Héloïse Nez

Comme le démontrent Sintomer (2008) et, après lui, Nez (2011, 2015), les savoirs citoyens mobilisés dans les processus participatifs sont composés d’une grande diversité de savoirs, savoir-faire, compétences, connaissances. Les savoirs les plus fréquemment sollicités dans les diverses formes d’appel à la participation citoyenne sont les savoirs individuels tirés de l’expérience d’une situation donnée ou d’un territoire particulier, que Nez (2011) appelle le savoir d’usage, mais qui peut également s’apparenter au savoir expérientiel (Godrie, 2019). Toutefois, Nez expose, dans sa typologie, la diversité des savoirs mis à l’œuvre dans les dispositifs participatifs. Mon étude des savoirs des personnes migrantes confirme la multiplicité des savoirs citoyens effectivement mis à

¹⁴³ Au moment d’écrire ces mots, je suis en train de planifier plusieurs activités de diffusion des résultats de recherche auprès des participant·e·s à la recherche, des acteurs et actrices locaux et des habitant·e·s du quartier. Par ailleurs, ma thèse s’inscrit dans une réflexion plus large de l’organisme concernant son approche de justice épistémique à laquelle j’ai contribué notamment au cours d’un stage de recherche (Manon et Autin, 2023; Manon et Autin, 2024).

¹⁴⁴ Voir l’exposition de ces objectifs dans le Chapitre 2

contribution dans les processus participatifs orientés vers le développement des territoires. Il est clair qu'une définition de ces savoirs centrée uniquement sur les expériences de vie et l'usage du territoire amène à une compréhension partielle des savoirs citoyens. Les résultats obtenus montrent que les acteurs locaux cherchent principalement à tirer profit des savoirs d'usage des résidents et résidentes du territoire. Néanmoins, les récits de vie des personnes migrantes et les observations *in-situ* de leur participation citoyenne révèlent la mise à contribution d'autres savoirs liés à leur parcours migratoire, leurs expériences professionnelles et militantes au Québec et ailleurs, et les savoirs et savoir-faire traditionnels ancrés dans leur culture d'origine¹⁴⁵.

8.3.1.1 Des savoirs d'usage marqués par les expériences migratoires

Les savoirs d'usage des personnes migrantes reflètent certes leur expérience du territoire d'installation, mais aussi des expériences liées à leur parcours migratoire. L'expression des savoirs d'usage des personnes migrantes témoigne d'une dissonance entre l'image anticipée de leur vie post-immigration et la réalité qu'elles rencontrent dans leur nouveau quartier. Ces savoirs se construisent à l'intersection de ces expériences contrastées. En effet, les personnes migrantes relatent leurs représentations idéalisées du territoire québécois, nourries par des rêves et des attentes. Or, la réalité qu'elles rencontrent, notamment dans les quartiers dévitalisés de Montréal-Nord, s'avère bien plus rude. Cette déception est d'autant plus marquée chez celles qui déclarent ne pas appartenir aux couches sociales les plus défavorisées dans leur pays d'origine, où elles jouissaient d'un certain confort matériel et social. Pour ces personnes, la migration conduit à une forme de déclassement social, se traduisant par une implantation dans des quartiers moins favorisés que ce qu'elles espéraient ou avaient connu auparavant. Les savoirs d'usage qu'elles mobilisent sont donc imprégnés de ces expériences, comme en témoignent les réactions face aux enjeux de sécurité urbaine. D'un côté, certaines expriment un désir d'échapper à la violence de leur pays d'origine, tout en étant confrontées à l'insécurité dans leur nouveau milieu de vie. De l'autre, cette insécurité contraste avec leur image du Québec, certaines personnes allant jusqu'à affirmer que leur territoire d'origine était, à bien des égards, en meilleure condition que celui qu'elles habitent désormais. Cette situation se distingue de celle des personnes nées au Québec, qui ont une connaissance plus approfondie des différentes dynamiques et des caractéristiques des quartiers

¹⁴⁵ Un tableau exposant les définitions de ces savoirs est disponible au chapitre 5, section 5.3

montréalais, et notamment de la mauvaise réputation dont souffre Montréal-Nord. L'indignation face à ces situations d'inégalités territoriales et d'injustices sociales n'est donc pas nourrie par les mêmes moteurs. Ainsi, la spécificité des savoirs d'usage des personnes migrantes réside dans ce processus itératif, où s'entrelacent leurs expériences de différents territoires et leurs représentations, souvent fantasmées, confrontées à la réalité (Lässig et Steinberg, 2017).

8.3.1.2 Les savoirs traditionnels aux multiples fonctions

Cette étude contribue à la définition des savoirs citoyens mobilisés dans les processus participatifs en intégrant la catégorie des savoirs traditionnels à la typologie proposée par Nez (2011; 2015). L'autrice reconnaît le caractère différencié des savoirs d'usage en rapport avec le statut social des personnes engagées dans les processus participatifs. Toutefois, la catégorie des savoirs traditionnels n'apparaît pas dans sa typologie, soit qu'elle ne les ait pas observés soit que ces savoirs n'aient pas été repérés par la chercheuse imprégnée des critères de rationalité et scientificité occidentale. Selon Roué (2013) :

La tradition doit être comprise [...] comme ce qui relie les hommes d'aujourd'hui aux hommes d'hier, c'est-à-dire l'interprétation par des sociétés contemporaines de ce qu'elles ont reçu de celles qui les ont précédées. Dans cette acception la tradition n'exclut pas le changement. [...] Les peuples autochtones, tout comme les cultures occidentales, sont en effet modernes et vivent, eux aussi, dans la contemporanéité [...]. Revendiquer aujourd'hui « sa » tradition est un acte réflexif d'une société qui s'interroge sur elle-même et sur son changement rapide. Les pêcheurs bretons, tout comme les Samis, ne veulent plus être vus comme des victimes passives d'un monde qui les contraint à devenir semblables à tous en devenant « modernes ». (Roué, 2013, parag. 9-10)

L'autrice souligne également les limites de l'usage du terme « autochtones » pour désigner ces savoirs locaux, qui évoluent en dehors du cadre de la rationalité scientifique occidentale. Selon elle, le terme « autochtone » ne permet pas d'inclure des populations locales, ne se revendiquant pas comme tel.

C'est donc pour englober tous ceux qui détiennent un savoir ancré dans une tradition que l'on parle de savoir local ou de savoirs locaux. Cette dénomination permet de prendre en compte les paysans, marins et autres locaux qui détiennent des corpus de savoirs sur leur environnement naturel sans pour autant se considérer comme, ou être, une population autochtone. (Roué, 2013, parag. 14)

Selon Roué, les savoirs des populations locales sont largement imbriqués dans des représentations du monde et sont, de ce fait, constitués de pratiques que la rationalité occidentale nous amène à ne pas considérer comme des savoirs. Pourtant, les épistémologies féministes et décoloniales ont démontré le caractère situé de l'ensemble des formes de savoirs dans un contexte social et culturel donné (Godrie et Dos Santos, 2017). Si cela est vrai pour dénoncer les angles morts de la science, les savoirs locaux doivent aussi être considérés dans leurs contextes de production (Briggs, 2005).

Dans le cas des personnes migrantes, leurs savoirs sont décontextualisés, étant transférés hors de leur cadre social et culturel d'origine. Selon Lässig et Steinberg (2017), ce processus peut entraîner une transformation, voire une modification, positive ou négative, de la signification des savoirs. La recherche que j'ai effectuée m'a permis d'identifier la mise à contribution de savoirs migrants ancrés dans leur culture d'origine et n'appartenant pas à la culture dominante québécoise. J'ai désigné ces savoirs par le terme de « savoirs traditionnels », qui désigne un ensemble de savoirs empiriques et de pratiques ancrés dans la culture du pays (ou de la région) d'origine des individus. Ces savoirs traduisent une appartenance communautaire forte et recouvrent une grande variété de dimensions. Ils incluent à la fois des savoir-faire, comme les connaissances culinaires ou l'artisanat, mais aussi des savoir-être, tel que la façon d'engager la conversation et d'interagir avec autrui. J'inclus dans ces savoirs les pratiques religieuses, qui reflètent à la fois la manière dont les personnes migrantes perçoivent et interprètent le monde que les entoure, mais joue aussi un rôle régulateur dans les relations humaines. Le partage d'une même communauté de croyances renforce les liens sociaux et le sentiment d'appartenance collective. Elles influencent également la manière dont les personnes migrantes perçoivent leur rôle dans la solidarité et l'entraide auprès des personnes vulnérables dans le quartier. Pour certain·e·s participant·e·s, ces pratiques sont un prolongement de leurs convictions religieuses, qui valorisent l'accueil, le soutien mutuel, la justice sociale. Ainsi l'appartenance communautaire et les traditions agissent comme des régulateurs des interactions humaines, mais aussi comme moteurs d'initiatives collectives.

Le rôle des savoirs traditionnels dans les processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs mis en place dans des contextes multiculturels est crucial. Ces savoirs jouent un rôle majeur dans la création d'une atmosphère propice à la participation citoyenne des personnes les plus isolées. Ils permettent de créer une cohésion au sein des communautés et de créer un « nous » rassurant et rassembleur pour les personnes migrantes qui veulent s'impliquer dans ces espaces.

Ces savoirs permettent également de créer des liens entre les acteurs locaux mettant en œuvre ces processus et les personnes migrantes plus éloignées des espaces de participation. Par ailleurs, ils portent également une composante militante, qui se matérialise par le rôle de porte-parole de la communauté occupée par certaines personnes migrantes, mais aussi par le recours à l'entraide et la solidarité intracommunautaire. Ainsi, dans le croisement des savoirs et dans la co-construction de l'action collective, les savoirs traditionnels agissent comme support à la circulation des besoins et aspirations des personnes migrantes au sein de leur communauté, qui permet de constituer une voix au sein des processus de co-construction des savoirs pour porter des revendications communes. Enfin, ils participent d'une incompréhension mutuelle entre les groupes ethnoculturels présents sur le territoire. Toutefois, la mobilisation de ces savoirs représente également un défi car ils semblent nécessiter un plus grand effort de traduction interculturelle qui n'est pas toujours fait consciemment par les organismes locaux ou pour laquelle ils manquent de ressources (Frozzini *et al.*, 2019). Ce passage d'un système de savoir à l'autre, d'une sensibilité au monde à l'autre est pourtant central pour valoriser des savoirs locaux infériorisés au risque de renforcer les inégalités sociales et épistémiques (Mignolo, 2013; Godrie, 2019; Carrel, 2024).

8.3.1.3 Le double rôle des savoirs professionnels diffus

L'analyse des savoirs des personnes migrantes à travers la typologie des savoirs citoyens de Nez (2011) enrichit la compréhension des savoirs professionnels diffus et des savoirs militants mobilisés dans les processus participatifs. Les résultats de cette thèse montrent que certains des savoirs professionnels des personnes migrantes sont mis à contribution dans les processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs observés sur le terrain. Les récits de vie des personnes migrantes suggèrent que celles-ci disposent d'un bagage de savoirs variés qui étaient plutôt valorisés socialement dans leur pays d'origine, où ils étaient associés à des professions et des statuts sociaux dominants. Pourtant, les personnes migrantes peinent à faire reconnaître une valeur économique à leurs savoirs professionnels dans la société québécoise, du fait des préjugés et discrimination à leur égard, se traduisant notamment dans la non-reconnaissance de leur diplômes et expériences professionnelles antérieures à la migration (Boudarbat et Montmarquette, 2020; Otmani, 2020; Beauregard, 2020). Ces savoirs contribuent à l'action collective en fournissant des ressources essentielles, dans un contexte où le bénévolat est central pour les organisations locales. Bien que cette thèse n'ait pas pour objectif de comparer les savoirs des personnes migrantes

aux savoirs de personnes non-migrantes, les résultats obtenus révèlent que les personnes migrantes sont perçues par les acteurs et actrices du milieu communautaire comme plus aptes à prendre part à des projets collectifs portant sur des problèmes complexes.

Le fait de disposer de savoirs et expériences professionnels permet non seulement aux personnes migrantes d'enrichir l'action collective, mais ils jouent également un rôle majeur dans leur acquisition d'un statut de leaders au sein des groupes citoyens et des organismes communautaires locaux. Dans le cas étudié en revanche, la capacité à articuler des idées, faire des propositions de solutions concrètes, prendre en charge des tâches administratives et autres, sont autant de savoirs et savoir-faire qui permettent à ces personnes d'obtenir une position de leadership. Ces savoirs professionnels sont donc requalifiés en savoirs militants. En effet, si la compréhension des réseaux d'acteurs locaux passe nécessairement par un apprentissage au sein des instances participatives locales, la capacité des personnes migrantes à naviguer dans ces réseaux est également nourrie par leurs expériences de vie professionnelle, et dans une moindre mesure militante, dans leur pays d'accueil ou dans d'autres territoires.

Le cas des personnes migrantes montre la transformation de la signification ou de la valeur des savoirs en fonction des cadres et des contextes. Si ce processus a pu être en faveur d'une revalorisation des savoirs des personnes migrantes dans certains contextes historiques (Lässig et Steinberg, 2017), il a été plus défavorable aux personnes migrantes rencontrées à Montréal-Nord. Dans ce contexte, l'implication dans le milieu communautaire représente une promesse pour retrouver un statut social perdu. Pour les personnes migrantes, la participation aux projets de Parole d'excluEs est perçue comme un tremplin pour créer des activités génératrices de revenus ou obtenir des emplois salariés auprès des organismes, sur le territoire nord-montréalais. Cette attente des personnes migrantes rencontrées sur le terrain traduit une vision de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale basée sur l'employabilité et l'entrepreneuriat, qui est à la fois une interprétation de la mission de l'organisme¹⁴⁶ et une importation du travail des ONG humanitaires dans les pays du Sud par les personnes migrantes. Ainsi, bien que la participation citoyenne permette aux personnes migrantes de se familiariser avec les réseaux d'acteurs et les mécanismes de la politique

¹⁴⁶ Au cours des activités de présentation des résultats avec les membres de l'équipe, il a été souligné que cela est une perception héritée de la vision du fondateur de l'organisme (décédé en 2016) et qu'elle ne correspond plus nécessairement à la mission actuelle de l'organisme.

québécoise, leur perception traduit une vision inverse de l'utilité de leur engagement; leur engagement citoyen s'inscrit dans une trajectoire personnelle d'amélioration de leurs conditions de vie individuelle. Même lorsqu'il s'agit d'améliorer le cadre et les conditions de vie pour l'intérêt général, cela s'inscrit dans leur trajectoire de transformation de leur vie et de celles de leurs enfants. Ainsi, la participation à des processus de co-construction se fait dans un rapport de réciprocité (Vaillancourt, 2019), au sein duquel les personnes migrantes entendent retrouver la crédibilité perdue de leurs savoirs.

8.3.2 La légitimité des savoirs citoyens des personnes migrantes

Prendre en compte les savoirs dans leur diversité permet d'inclure les savoirs des personnes migrantes les marginalisés et qui ont été ignorés par les sciences sociales¹⁴⁷ dans l'analyse de l'impact des migrations sur les transformations sociales au niveau local. Lassig et Steinberg (2017) soulignent la nécessité d'étudier autant les savoirs des groupes de migrants favorisés et valorisés dans le processus de migration, que ceux qui ont été dépouillés de leur légitimité et invisibilisés. Cela s'inscrit également dans une remise en cause de l'hégémonie culturelle occidentale qui tend à considérer les mouvements des savoirs du 'centre' vers la 'périphérie'. Le recrutement de main d'œuvre qualifiée au niveau international s'inscrit encore dans cette logique, les personnes migrantes recrutées au Nord possèdent des savoirs ayant une valeur économique importante (Dodani et Laporte, 2005; Boeri *et al.*, 2012; Hadibi et Musette, 2023), alors que d'autres savoirs, en particulier les savoirs reflétant l'appartenance à une culture non-occidentale, tendent à être dépréciés ou invisibilisés (Manai, 2018; Meintel, 2018).

Ces enjeux de légitimité des savoirs des personnes migrantes traversent les résultats présentés dans cette thèse. Ils se situent à l'intersection de la légitimité accordée aux savoirs de populations à la

¹⁴⁷ 'This potential rich field of research is the focus of this special issue, and the case studies presented here represent a first step toward drawing the contours of the field. Our subject, on the one hand, is the knowledge of migrants. That includes the knowledge of prominent, socially respected migrants as well as the bodies of knowledge possessed by marginalized migrant groups who have long been ignored by historians. Our analysis also considers knowledge about migrants and their knowledge' (Lassig et Steinberg, 2017, p. 320). Dans le numéro spécial de la revue *Geschichte und Gesellschaft* (numéro 43, 2017), Lässig et Steinberg font l'état des connaissances concernant les savoirs migrants dans les recherches en histoire. Bien que n'étant pas une thèse en Histoire, cette étude s'inscrit tout de même dans le champ des études des 'savoirs migrants'. La révision de la littérature a également montré le peu de recherche dans les autres domaines des sciences sociales à ce sujet. '

marge – ici des personnes migrantes racisées en situation de pauvreté et d’exclusion sociale – et de celle accordée aux savoirs citoyens. Nez (2011) présente ces inégalités de légitimité des savoirs citoyens dans les dispositifs participatifs en milieu urbain, suivant une typologie formée de 3 catégories : les savoirs sollicités, les savoirs revendiqués et les savoirs déniés par les pouvoirs publics. Si ces catégories revêtent une certaine pertinence dans le cas de cette étude, la notion de continuum de la légitimité me semble plus juste pour comprendre la variation dans la mise à contribution des savoirs citoyens de personnes migrantes dans les processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs. Ainsi, cette section permet de répondre au deuxième objectif de la thèse en cernant les conditions au sein desquelles les savoirs des personnes migrantes sont mobilisés dans les processus observés et en identifiant des pistes d’action pour aller plus loin vers la valorisation de ces savoirs.

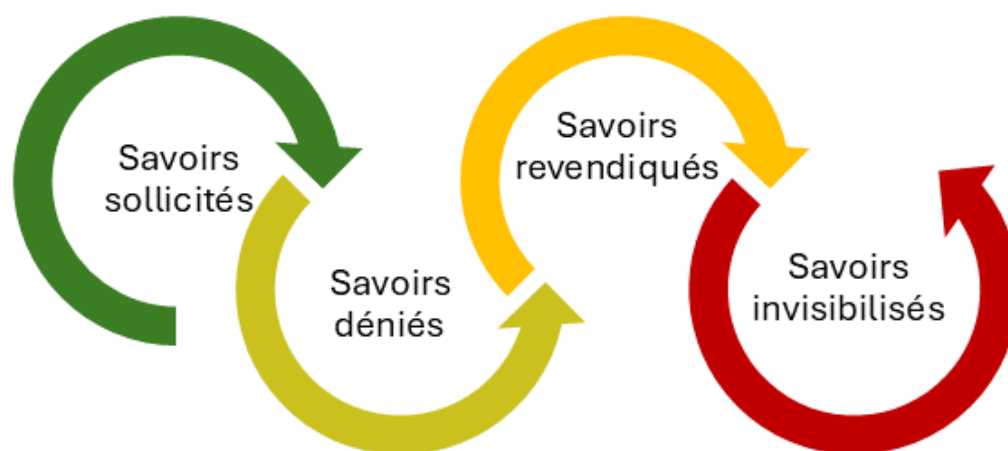


Figure 17 : Continuum de la légitimité des savoirs citoyens.

Source : Auteure, adapté de Nez (2012)

8.3.2.1 Un effort de légitimation de savoirs déniés et invisibilisés

Les processus de co-construction des savoirs s’inscrivant dans une posture de justice épistémique permettent de dépasser les écueils des dispositifs participatifs plus traditionnels. Le manque de représentation des populations marginalisées est une critique fréquemment faite aux instances

politiques et de participation citoyenne (Martiniello, 2011; Carrel, 2024). Nez qualifie de savoirs déniés les savoirs de celles et ceux qui ne trouvent pas leur place dans la participation publique.

Il reste que certains savoirs citoyens ne sont pas entendus dans les dispositifs participatifs, du fait de l'absence de certaines catégories de la population en leur sein ou de l'incapacité des citoyens à s'y faire entendre. On distingue plusieurs types de « savoirs déniés » : qui ne sont pas convoqués a priori dans le moment participatif et ceux qui ne sont plus mobilisables ni audibles en situation [...]. La légitimité de ces savoirs n'est pas reconnue, car les individus qui en sont porteurs ne trouvent pas leur place au sein de ces instances ou ne s'inscrivent pas dans le bon registre d'argumentation lorsqu'ils prennent la parole [...]. (Nez, 2011, p.401)

Les propos recueillis auprès des participant·e·s à ma recherche montrent la conscience de l'absolue nécessité de diversifier les savoirs mobilisés pour lutter contre les biais et angles morts de l'exclusivité épistémique. En ce sens, les processus de co-construction des savoirs constituent des espaces de lutte contre la production de l'ignorance sur l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion sociale et vise à remédier aux injustices épistémiques (Carrel, 2020). Ils constituent également des espaces de résistance épistémique qui remettent en question les discours dominants et revendiquent la crédibilité et la reconnaissance des populations marginalisées dans la production de modèles de développement contre-hégémonique (Médina, 2012; Escobar, 2016; Fontan *et al.*, 2017). Finalement, ces processus permettent de dépasser un double processus d'invisibilisation des personnes migrantes dans les dispositifs participatifs, celles qu'elles subissent en tant que personnes pauvres et celles qu'elles subissent en tant que personnes allochtones. L'effort conscient fait par l'organisme étudié d'inclure les personnes migrantes dans la co-construction des savoirs sur la pauvreté et l'exclusion sociale contribue donc à dépasser les biais classistes et racistes subis par ces personnes dans des dispositifs plus conventionnels. Ces processus contribuent à faire reconnaître l'expérience des personnes migrantes comme une expérience légitime des inégalités sociales et, par le fait même, à produire une image plus complexe de la pauvreté. Les personnes migrantes apportent ainsi un regard hybride sur les enjeux locaux qui est déjà un croisement entre des expériences de vie sur des territoires et dans des contextes sociaux, politiques et culturels très différents.

Le prolongement de la co-construction des savoirs par la co-construction d'actions collectives concrètes représente un pas de plus dans cet effort de crédibilisation des savoirs citoyens. En effet,

d'après Nez (2011; 2012), si les savoirs d'usage des habitant·e·s sont fréquemment sollicités, leur « sens commun », lui, est plus rarement convoqué dans les dispositifs participatifs institutionnels. Or, les processus que j'ai étudié représentent une autre manière de mettre à contribution les savoirs citoyens, puisque l'objectif est une mise en place de solutions avec et par les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale¹⁴⁸. Les personnes impliquées font usage de leur sens commun dans l'identification d'enjeux qui dépassent leur situation personnelle et dans l'idéation de projets collectifs concrets. Ces processus contribuent donc aussi à donner une légitimité à des savoirs qui ne sont pas uniquement tirés de l'expériences de phénomènes sociaux mais qui émanent aussi d'autres savoir-faire, expertises et connaissances des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Pour les personnes migrantes cela signifie que des savoirs issus de leurs expériences de vie avant la migration, et possiblement avant la pauvreté, peuvent être pris en compte, y compris les savoirs importés de leur pays d'origine et les savoirs issus de la trajectoire migratoire.

8.3.2.2 L'influence du contexte social et culturel sur la légitimité des savoirs migrants

Les résultats de recherche révèlent, toutefois, la disparité dans la mobilisation des savoirs des personnes migrantes en fonction des différents contextes et moment de la participation citoyenne. Il semble plutôt que la sollicitation des savoirs des personnes migrantes, ainsi que la légitimité qui leur ait accordée, varient en fonction de la perception de leur utilité par les acteurs et actrices mettent en place les processus de co-construction des savoirs.

Le cas des savoirs traditionnels est éclairant en ce sens. Dans un premier temps, dans le discours et les pratiques observées sur le terrain, les savoirs traditionnels se voient accorder une importante légitimité par les praticien·ne·s et les chercheur·euse·s. Ainsi, les savoirs traditionnels sont perçus comme utiles à plusieurs étapes du processus, pour entrer en contact avec des personnes migrantes plus éloignées des organismes communautaires (usage de la langue par exemple), pour créer une ambiance conviviale utile au dialogue et l'expression des savoirs des personnes migrantes (par exemple par certains savoir-être ou par les savoirs culinaires) ou pour lutter contre les préjugés et discriminations et améliorer le vivre-ensemble (par exemple à travers la démonstration d'arts et

¹⁴⁸ Ce rôle des personnes concernées par les enjeux locaux, dans l'idéation et l'implantation des actions collectives a également été documenté par Heck et Soquet-Juglard (2019).

cultures des différentes communautés présentes localement). Ces savoirs traditionnels sont particulièrement utiles à un travail de traduction linguistique et interculturelle qui favorise la mise en place de ces processus de co-construction des savoirs dans un contexte multiculturel comme celui de Montréal-Nord.

Cependant, lorsque ces savoirs se confrontent à la culture légitime, ils subissent parfois des revers. Les interprétations différentes de la manière de souligner la Journée des droits des femmes présentées au chapitre 7 témoignent de ces disparités de légitimité. La façon dont les femmes migrantes souhaitent souligner la journée du 8 mars traduit une vision de leur rôle, et de celui de leurs savoirs dans les actions menées collectivement. Cette vision ancrée dans leurs pratiques culturelles se heurte aux pratiques dominantes du Québec, et les femmes migrantes peinent à trouver un écho à leurs attentes en termes de reconnaissance auprès de l'organisme. Finalement, dans le contexte du 8 mars, les savoirs traditionnels des femmes migrantes semblaient être plutôt dérangeants pour une partie de l'équipe, étant jugés « archaïques » et « stéréotypés » et en opposition avec les valeurs féministes occidentales perçues comme plus progressistes. Cette tension illustre comment les valeurs dominantes de la société québécoise peuvent occulter et délégitimer les contributions alternatives lorsqu'elles viennent de groupes sociaux marginalisés.

La variation dans la sollicitation et la légitimité des savoirs des personnes migrantes ne peut être comprise sans tenir compte des processus de décontextualisation qui affectent ces savoirs. En effet, les épistémologies féministes et décoloniales ont démontré le caractère situé de l'ensemble des formes de savoirs dans un contexte social et culturel donné (Polhaus, 2002; Grosfoguel, 2013; Tuana, 2017; Toole, 2021). Lorsqu'ils sont transférés hors de leur cadre social et culturel d'origine, comme c'est souvent le cas pour les savoirs des personnes migrant du Sud vers le Nord, ces derniers subissent une altération de leur signification (Erel, 2010; Lässig et Steinberg, 2017). Cette décontextualisation les expose à une moindre reconnaissance, car ils n'appartiennent pas à la culture dominante et ne répondent pas nécessairement aux savoirs valorisés par les normes occidentales.

Pour autant, je ne crois pas que les savoirs citoyens des personnes migrantes soient uniquement considérés en fonction de leur utilité pour les initiatives de développement territorial¹⁴⁹ pas les acteurs et actrices du milieu communautaire. La valeur intrinsèque de ces savoirs et leur droit à coexister comme témoins des modes de vies des personnes migrantes, pour reprendre les termes de Visvanathan (2016), semblent communément admis par Parole d'excluEs. Cette ouverture aux savoirs traditionnels et l'usage qui en est fait par l'organisme constitue un espace d'émancipation pour les personnes migrantes. Toutefois, il semble que l'inégalité de légitimité des savoirs découle de biais inconscients des personnes engagées dans la co-construction des savoirs et de l'action collective. Ainsi, les dynamiques observées dans les organisations communautaires ne sont pas imperméables aux rapports de domination, liés au genre, à l'origine ethnique, ou à la classe sociale, qui structurent la société en général. Les biais culturels et les préjugés sociétaux influencent la manière dont les savoirs des personnes migrantes sont perçus et valorisés dans les processus de co-construction. En ce sens, le milieu communautaire, bien qu'animé par des intentions de justice sociale et épistémique, reste le produit d'une société au sein de laquelle certaines hiérarchies sociales et de valeurs sont profondément enracinées. L'influence des biais et préjugés révèle la perméabilité du milieu communautaire aux idéologies dominantes de la société, mais elle souligne également la complexité des efforts de justice épistémique. Ainsi, il ne suffit pas de créer des espaces favorisant la participation des personnes marginalisées, il est également nécessaire de déconstruire les biais implicites qui limitent leur reconnaissance. La lutte contre les injustices épistémiques est un processus à faire évoluer et à nourrir par un travail de réflexion constant sur les pratiques et les normes qui structurent l'organisation elle-même. Bien qu'existants, les espaces d'émancipation et de valorisation des savoirs nécessitent une vigilance constante pour ne pas reproduire les mécanismes d'exclusion qu'ils cherchent à combattre.

8.3.2.3 Les savoirs professionnels des personnes migrantes à la fois revendiqués, déniés et invisibilisés

La perméabilité du milieu communautaire aux hiérarchies sociales dominantes influence également la faiblesse de légitimité accordée aux savoirs professionnels des personnes migrantes. Il y a un paradoxe entre, d'une part, la reconnaissance par les membres de l'équipe du bagage des savoirs

¹⁴⁹ Une conception qui a fait école dans les premiers temps de la reconnaissance du rôle des savoirs locaux dans le développement, telle que mise en œuvre par les institutions internationales notamment (Smith, 2011)

des personnes migrantes et de la contribution de ces savoirs dans les projets mis en œuvre et, d'autre part, une difficulté à faire reconnaître la valeur économique de ces savoirs. En effet, au Québec, ces savoirs perdent de leur valeur, non pas en raison de leur qualité intrinsèque, mais en raison du statut social défavorisé des personnes migrantes venant des Suds (Beauregard, 2021). Or, les personnes migrantes rencontrées sur le terrain dénoncent ces discriminations à l'embauche et la non-reconnaissance de leurs diplômes. Fortes de leur conscience de la contribution à l'action collective, les personnes migrantes revendiquent une meilleure reconnaissance de leurs savoirs professionnels au sein du milieu communautaire, au sein duquel elles souhaitent obtenir des emplois. En effet, bien que ces savoirs professionnels soient réinvestis dans les expériences militantes, à travers l'engagement des personnes migrantes dans leur territoire d'accueil, ils restent confinés à un cadre informel et invisibilisés du fait des hiérarchies sociales et raciales en place.

Il en va de même pour les savoirs militants, avec la dialectique du développement de pouvoir d'agir adoptée par l'organisme et son équipe. L'acquisition des capacités à naviguer dans les réseaux d'acteurs et actrices locales par les personnes migrantes est perçue par les membres de l'équipe comme un développement de leur pouvoir d'agir, mais les récits de vie des personnes migrantes suggèrent plutôt qu'il s'agit d'une requalification de savoirs professionnels en savoirs militants, plutôt qu'une acquisition de nouveaux savoirs. Ainsi, les savoirs professionnels des personnes migrantes sont déniés, dans la mesure où ils sont invisibles, en tout ou en partie, pour les organismes du milieu.

Ce manque de reconnaissance limite l'intégration des savoirs des personnes migrantes dans les actions collectives et freine le processus de « décloisonnement des rôles entre techniciens et citoyens » décrit par Nez et Sintomer (2013, p.17). Les savoirs citoyens des personnes migrantes se situent à la fois dans une position de savoirs revendiqués et des savoirs déniés, selon quels acteur·rice·s posent un regard sur eux. Si ces processus de dénégarion des savoirs des personnes migrantes ne sont pas conscients, ils semblent tout de même traduire une persistance de rapports de domination au sein de la hiérarchie des savoirs qui s'expriment à la fois dans la figure archétypique du migrant comme une personne qui fuit la pauvreté dans son pays et qui dispose d'un faible capital social et culturel. Cela traduit également une image stéréotypée des territoires d'origine 'périphérique' des personnes migrantes comme étant des territoires sans culture et sans

histoire. La typologie de Nez doit donc être enrichie par une analyse plus décoloniale de la place des savoirs dans la hiérarchie sociale.

Il est clair que la légitimité, ou plutôt le manque de légitimité, des savoirs professionnels des personnes migrantes est lié aux statuts sociaux, de pauvreté et d'exclusion sociale, et raciaux, de personnes racisées issues des Suds. Cette inégalité dans la reconnaissance des savoirs est donc en grande partie due à la colonialité du pouvoir, qui perpétue des hiérarchies raciales et épistémiques en subordonnant les savoirs des populations non-occidentales¹⁵⁰ (Quijano, 2007; Zennia et Idir, 2022). Les savoirs des personnes migrantes ne sont pas seulement dévalorisés à cause du statut de migrant·e·s de celles-ci, mais aussi parce qu'ils proviennent de contextes non occidentaux. À cet effet, les personnes migrantes interrogées rencontrent souvent des difficultés à établir un lien entre leurs expériences militantes passées et leur participation citoyenne au Québec. Cela me semble également refléter la dévaluation des savoirs acquis dans les pays du Suds. Pour les personnes interrogées ayant été impliquées dans des actions militantes dans leur pays d'origine, ces expériences n'avaient pas la même valeur politique que leur participation aux organismes communautaires québécois car elles n'avaient pas pris place dans un contexte suffisamment démocratique. On assiste ici à une intériorisation de la hiérarchie coloniale entre les savoirs, ceux acquis dans le pays d'accueil ayant une plus grande valeur, aux yeux des personnes migrantes elles-mêmes que ceux provenant de leurs expériences dans leur pays d'origine.

Si les processus de co-construction des savoirs observés permettent de dépasser en partie certains de ces enjeux d'inégalité épistémique, la faible valorisation des savoirs professionnels des personnes migrantes suggère que le travail de justice épistémique peut être encore approfondi. En écho aux travaux de Sayad (1999), il faut comprendre le processus de migration comme une trajectoire à deux extrémités, de l'émigration à l'immigration :

[...] immigrer c'est immigrer avec son histoire (l'immigration étant elle-même partie intégrante de cette histoire), avec ses traditions, ses manières de vivre, de sentir, d'agir et de penser, avec sa langue, sa religion ainsi que toutes les autres structures sociales, politiques, mentales de sa société, structures caractéristiques de la personne et

¹⁵⁰ Ce qui inclut, paradoxalement, des savoirs issus de sciences occidentales puisque les personnes rencontrées en entrevue ont presque toutes étaient formées dans des universités de tradition occidentale en Afrique et en Amérique Latine, parfois même formé par des enseignants occidentaux (Amougou, 2003; Piron, 2017).

solidairement de la société, les premières n'étant que l'incorporation des secondes, bref avec sa culture. (Sayad, 1999, p.13)

Cette citation renforce l'idée qu'on ne peut réduire les personnes migrantes à leur statut au sein de la société d'accueil, mais qu'il faut reconnaître la richesse de leurs expériences, mais aussi de les replacer dans leurs contextes d'origine qui façonnent leur perspective sur le monde. En matière de justice sociale et épistémique, la valorisation des savoirs migrants implique dans les appréhender dans toute leur complexité, enracinés dans leurs trajectoires de vie, les structures sociales et culturelles dont ils émanent, au risque d'invisibiliser tout un pan de leur existence. En effet, le rééquilibrage des savoirs au sein des processus de co-construction des savoirs passe non seulement par une valorisation de ces savoirs des personnes migrantes, mais aussi par une déconstruction des rapports coloniaux qui les invisibilisent et les dévaluent. Adopter une perspective décoloniale permet d'inscrire cette invisibilisation dans un cadre plus large de domination raciale, tout en mettant en lumière le potentiel transformateur des savoirs des personnes migrantes pour les dynamiques locales et globales de justice épistémique.

8.4 L'enjeu de la reconnaissance des savoirs citoyens de personnes migrantes et de leur rôle dans la transformation du territoire

L'analyse des rôles des savoirs citoyens de personnes migrantes réalisée dans cette étude visait à saisir en quoi, leur participation à des processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs permettait d'inverser les inégalités épistémiques et sociales que subissent ces personnes. Cette analyse apporte des éléments de réponse au troisième objectif de la thèse, soit de comprendre les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans les processus de co-construction des savoirs. Le principal faisceau d'effets concerne la reconnaissance de la contribution de ces savoirs à la transformation des territoires défavorisés, reconnaissance qui a également un impact sur la trajectoire individuelle des personnes migrantes.

Le thème de la reconnaissance des savoirs et de la contribution des personnes migrantes au développement de leur territoire trouve un écho dans la théorie de la justice sociale de Fraser (2011). Cette théorie permet à la fois de discuter du cadre et des conditions de la participation des personnes migrantes aux processus participatifs d'une part. Mais elle offre également un cadre d'analyse des effets de cette participation, en termes de parité de participation, soit de la capacité des personnes

à prendre part à la vie sociale. L'arrimage entre les dimensions économiques, culturelles et politiques dans cette théorie permet de faire dialoguer les aspects relatifs aux inégalités épistémiques et ceux relatifs aux inégalités sociales, qui engendrent et se matérialisent dans une inégalité d'accès au pouvoir décisionnel par les premières personnes concernées par les enjeux sociaux. La théorie de la justice sociale de Fraser est aussi une théorie de la reconnaissance des personnes subissant les inégalités sociales épistémiques comme partenaires à part entière des décisions publiques collectives.

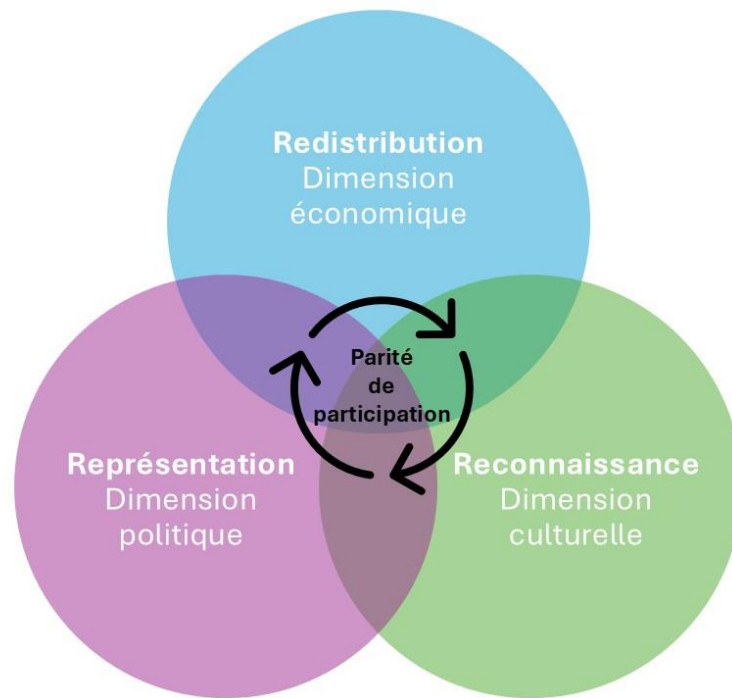


Figure 18 : La théorie de la justice sociale selon Fraser, schéma adapté de Gignac *et al.*, 2024

8.4.1 Les dimensions culturelles et politiques de la reconnaissance

La mobilisation des savoirs citoyens des personnes migrantes repose sur une posture fondamentale dans ces processus de co-construction des savoirs et des projets collectifs, celle de la nécessaire pluralité épistémique pour remédier aux problèmes sociaux (Carrel, 2024). Bien qu'une plus grande formalisation des pratiques et postures de travail soit souhaitée par les membres de l'équipe, l'ouverture à la pluralité des savoirs fait partie de la mission de l'organisme et de ses principes

d'action. Dans la quête de reconnaissance des savoirs issus de la pauvreté et l'exclusion sociale, une première étape est franchie dans le cas étudié ici. Bien-entendu ces processus comportent des limites, et des ajustements sont nécessaires pour aller plus loin dans la déconstruction de certains angles morts (Manon et Autin, 2024). Les enjeux de racisme et de discrimination sont difficilement traités au sein de ces espaces, alors même qu'ils représentent une grande partie de lutte pour la reconnaissance culturelle (Fraser, 2011). Toutefois, les espaces de dialogue mis en place par Parole d'excluEs sont reconnus par les personnes répondantes comme des lieux où la parole des personnes migrantes, et plus largement celle des personnes vivant dans le quartier, peut s'exprimer librement. Les propos recueillis auprès des membres de l'équipe, et l'étude des pratiques de justice épistémique de l'organisme, montrent en effet une forte conscience de la nécessité de saisir le point de vue de la diversité des personnes présentes sur le territoire, à la fois pour produire une vision plus juste des enjeux, mais aussi dans un souci d'efficacité de l'action menée (Manon et Autin, 2024).

À cette dimension culturelle de la reconnaissance est adossée une dimension politique. La mobilisation de leurs savoirs conduit à l'adoption d'un rôle de leader par les personnes migrantes, qui traduit la reconnaissance de l'effet moteur de leur participation sur la transformation du quartier. Ce leadership s'exerce à la fois auprès des autres personnes migrantes vivant sur le territoire, et plus largement des personnes impliquées à titre de citoyennes, mais également auprès des organismes mettant en place ces processus et des autres acteurs locaux. En outre, la présence de personnes migrantes au sein de ces instances tend à gommer les disparités dans les capacités de participer des personnes allochtones, grâce à l'adoption d'un rôle de porte-parole auprès des personnes plus éloignées de la participation. Toutefois, ce rôle tend également à produire une hiérarchie au sein des groupes de pairs, alimentée par les clivages culturels entre les groupes présents sur le territoire. En même temps, l'adoption d'un rôle de porte-parole de la communauté d'appartenance s'inscrit aussi pour les personnes migrantes dans une stratégie de défense des intérêts de leur communauté et de lutte contre les préjugés et le racisme qui teintent les relations sociales sur le territoire.

La participation à ces processus semble avoir un impact positif sur la trajectoire migrante, puisqu'elle favorise une reconnaissance des personnes migrantes comme partenaires de la transformation des territoires défavorisés. La participation des personnes migrantes dans des

instances de concertation et dans les réseaux d'acteurs locaux démontre les impacts des efforts faits par l'organisme pour ouvrir les espaces de représentation politique. Ces efforts pour dépasser le cadre de reconnaissance de l'organisme contribue activement à la parité de participation des personnes migrantes (Fraser, 2011). En somme, la participation citoyenne des personnes migrantes semble ici contribuer à l'avènement de ce que Martiniello (2011) qualifie de « démocratie multiculturelle », soit une démocratie au sein de laquelle les personnes migrantes sont non-seulement reconnues symboliquement et culturellement mais au sein de laquelle elles peuvent également jouer un rôle politique.

8.4.2 La reconnaissance de la contribution économique des savoirs

Dans la mesure où l'objectif des processus de co-construction des savoirs étudiés est de passer à l'action pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, leur reconnaissance se pose également en termes économiques. Cependant, les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes sur la redistribution économique sont plus difficilement perceptibles dans le cas étudié. Selon les personnes migrantes, l'impact réel de leur implication, et plus largement de l'action menée par l'organisme sur leurs conditions de vie, est minime. Cela semble découler de la difficulté de l'organisme à mener des projets qui favorisent la création d'emploi et d'entreprises dans le quartier¹⁵¹ ou qui contribuent plus largement à une amélioration des conditions de vie individuelles.

Cet enjeu ne touche pas uniquement les personnes migrantes¹⁵², mais dans leur cas, il est exacerbé par la dépréciation de savoirs professionnels qui avaient une valeur sociale beaucoup plus importante dans leur pays d'origine. En effet, les personnes migrantes se placent également dans une logique « gagnant-gagnant » dans leur implication citoyenne. Leur participation aux organisations du milieu communautaire est ancrée dans le souhait de retrouver leur statut social post-migration. Cependant, bien que les savoirs professionnels soient partiellement reconnus dans

¹⁵¹ Il ne faut pas perdre de vue le fait que l'organisme a bien contribué à la création d'emplois et d'entreprises dans le quartier : l'antenne de la rue Pelletier du Centre de la Petite Enfance de Montréal-Nord et la coopérative Panier Futé. Ces deux entreprises ont d'ailleurs employé plusieurs personnes migrantes impliquées à Parole d'excluEs. Par ailleurs, ces projets contribuent à la redistribution économique dans le quartier (service de garde, accès à l'alimentation). Toutefois, le contexte post-pandémique teinte aussi ces résultats du fait d'une perte de vitesse des projets mis en œuvre par Parole d'excluEs et la fermeture des projets d'accès à l'alimentation du Système Alimentaire Pour Tous.

¹⁵² Comme cela m'a été mentionné dans une rencontre de présentation des résultats à l'équipe de Parole d'excluEs en Juillet 2024.

ces espaces, cette reconnaissance reste insuffisante lorsqu'il s'agit de les requalifier pour des emplois dans le secteur communautaire. En conséquence, leur contribution reste cantonnée à un rôle bénévole, sans véritable reconnaissance économique. Cela est vécu comme une injustice, d'ordre épistémique et social, par les personnes migrantes qui estiment que leurs savoirs et leurs expériences au sein du milieu communautaire devraient leur permettre d'accéder à des statuts sociaux mieux valorisés.

Ainsi, il y a un chevauchement dans le cas des personnes migrantes entre la dimension de la reconnaissance culturelle relevant de leur statut social et racial, et celle de la reconnaissance économique de leurs savoirs. La dévalorisation de leurs savoirs professionnels découle des préjugés et de la discrimination liés à leur statut dans la société québécoise, qui pénètrent les espaces de co-construction de savoirs et des projets collectifs. Cela s'inscrit également dans un contexte de professionnalisation du milieu communautaire. En effet, si dans le cas étudié, les personnes concernées par les enjeux locaux sont largement sollicitées pour identifier les problèmes et proposer des pistes de solutions collectives, leur implication par la suite est moins évidente. Lors de la mise en œuvre des solutions, l'organisme fait principalement appel à des personnes salariées recrutées en dehors du cercle des participant·e·s impliqué·e·s, qui sont sollicitées pour des tâches bénévoles. Cela dénote aussi des limites de l'approche de co-construction, car dès lors qu'une personne salariée prend en main la mise en œuvre des solutions collectives, les personnes impliquées s'en sentent dépossédées et peinent à en percevoir les impacts sur leur vie personnelle.

Ainsi, la mobilisation des savoirs des personnes migrantes ne permet pas de combler toutes les dimensions nécessaires à l'exercice de leur pleine parité de participation (Fraser, 2011). Si leur contribution est relativement reconnue en ce qui concerne l'identification des enjeux locaux et les actions de mobilisation citoyenne, les personnes migrantes restent marginalisées sur le plan économique. Leurs savoirs ne sont pas pleinement considérés comme des ressources pour produire des solutions collectives aux enjeux locaux.

8.4.3 La reconnaissance de la multiplicité des trajectoires

Le cas des personnes migrantes impliquées auprès de Parole d'excluEs remet en question les canons statutaires associés aux différents savoirs (savoirs citoyens, savoirs des praticien·ne·s et

savoirs scientifiques). En d'autres termes, cette thèse invite à reconsidérer les archétypes de la pauvreté et de l'exclusion sociale associés aux savoirs expérientiels et à mieux prendre en considération la trajectoire de vie des personnes engagées dans ces processus pour laisser libre cours à leur agentivité épistémique (Dotson, 2014).

Le cas des personnes migrantes montre que la reconnaissance des savoirs des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale passe par la compréhension de ces trajectoires multiples et complexes, en sortant des stéréotypes liés à la migration, la pauvreté et l'ancrage dans un territoire défavorisé. Comme l'écrit Godrie :

Co-construire des connaissances demande, en amont, de problématiser la manière dont les différents groupes sociaux expérimentent le monde social, ainsi que les rapports inégalitaires dans lesquels ils sont pris. (Godrie, 2019, paragr. 3)

J'ajouterais que pour coproduire des savoirs, il est essentiel de comprendre la diversité des trajectoires au sein des groupes mobilisés et de déconstruire le cloisonnement entre savoirs citoyens, experts et scientifiques. Ces divisions cantonnent souvent les personnes concernées par les enjeux locaux à faire le témoignage de leur expérience des phénomènes sociaux, alors qu'ils détiennent d'autres savoirs et expertises. Ces savoirs peuvent contribuer tout autant à la transformation sociale que leurs savoirs d'usage. Les reconnaître peut permettre de trouver des points d'accroche transversaux entre les groupes mobilisés. Cette transversalité entre les groupes rend davantage justice aux savoirs des groupes sociaux les plus défavorisés dont les savoirs sont invisibilisés en raison des statuts sociaux des individus qui les portent. La théorie de la reconnaissance de Fraser (2011) met en lumière la nécessité de dépasser ces injustices statutaires pour valoriser pleinement l'apport de tous les groupes sociaux à la transformation sociale.

Le modèle statutaire [de la reconnaissance] évite également de réifier les identités de groupe [...] ce qui dans cette conception doit faire l'objet d'une reconnaissance n'est pas une identité spécifique à un groupe, mais le statut pour les individus de partenaires à part entière dans l'interaction sociale. [...] En érigeant la parité de participation en critère normatif, le modèle statutaire soumet les prétentions à la reconnaissance aux processus démocratiques de justification en public. Il évite le monologisme autoritaire de la politique de l'authenticité, et il valorise l'interaction transculturelle, par opposition au séparatisme et à l'enclavement culturel. (Fraser, 2011, p.85)

La parité de participation s'exerce selon Fraser dans une « multiplicité de cadres » (Fraser, 2011, p.90). Le dépassement des inégalités de reconnaissance se joue également dans le cadre des espaces de dialogue entre les savoirs. Ces processus de co-construction des savoirs contribuent, dans une certaine mesure, à rééquilibrer les rapports entre les différents types de savoirs et favorisent la reconnaissance des personnes migrantes en tant que partenaires dans la transformation de leur territoire d'accueil. Cela passe notamment par une revalorisation des savoirs qu'elles apportent de leur pays d'origine, savoirs qui ont souvent été dévalorisés dans le contexte de la migration. Toutefois, la parité de participation n'est pas entièrement atteinte, et les interactions sociales et la valorisation des savoirs restent dictées par les normes dominantes.

Ainsi, l'examen des savoirs des personnes migrantes mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs approfondissent la compréhension des catégories de savoirs préétablies sur lesquelles ces méthodologies reposent. Si on considère les savoirs dont chacun des groupes disposent, il apparaît que les frontières entre les savoirs sont plus perméables que cela n'est habituellement admis au sein de ces processus. La hiérarchie entre les statuts sociaux tend à renforcer les inégalités épistémiques. Pourtant les groupes sociaux ne sont pas des ensembles monolithiques et les trajectoires individuelles sont multiples. Dépasser les figures canoniques associées aux différents savoirs permet de voir au-delà des statuts sociaux, pour rééquilibrer la hiérarchie des contributions des différents groupes engagés dans la co-construction des savoirs et des projets collectifs visant la transformation sociale. Dans une optique décoloniale, il s'agit également de dépasser les hiérarchies persistantes entre les savoirs scientifiques (ou experts) et les savoirs locaux (profanes), mais aussi entre le Nord et le Sud, pour reconnaître le plein potentiel des savoirs issus des expériences des Suds dans les transformations sociales des territoires du Nord.

8.5 Enrichir les pratiques de co-construction en contexte multiculturel

Le but de cette thèse est d'apporter des contributions aux pratiques des personnes engagées dans la transformation des territoires défavorisés, autant qu'à l'avancement des connaissances. Aussi, cette section vise à discuter l'apport de cette étude à la mise en place de processus de co-construction des savoirs et de l'action collective dans un contexte multiculturel. Cette étude a montré que les personnes migrantes sont porteuses d'idées et d'exemples d'initiatives venant des Suds qui pourraient répondre aux problèmes des territoires défavorisés du Nord, et résoudre les inégalités

sociales subies par les populations marginalisées. Le manque de valorisation de ces savoirs provenant des Suds me semble traduire une pénétration des rapports de domination raciale qui ont cours dans la société québécoise, au sein même des initiatives de la société civile. Le milieu communautaire est ancré dans un contexte social et culturel qui fait peser une forme de déterminisme institutionnel sur les actions mises en œuvre et limite la portée des ambitions de justice sociale et épistémique des acteurs locaux. En adoptant une lecture décoloniale des processus de co-construction des savoirs, il est possible de faire évoluer le cadre normatif et de déconstruire les hiérarchies entre les savoirs et de dépasser le clivage entre savoirs citoyens et savoirs experts ou scientifiques, pour revaloriser les savoirs, et par le fait même les statuts, des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale à l'intérieur même de ces processus.

Cette étude amène également à saisir les hiérarchies internes à chacun des groupes en présence et les rapports de pouvoir qu'ils sous-tendent. Il est clair que le leadership exercé par les personnes migrantes au sein des initiatives de Parole d'excluEs est lié au bagage de savoirs, ayant un fort potentiel de validité sociale, dont ils disposent à leur arrivée. Si, pour les personnes migrantes, la valorisation de ces savoirs au sein des initiatives locales peut avoir un potentiel émancipateur, elle peut également induire une mise de côté des personnes dotées de savoirs moins légitimes. Dans le cas de cette étude, les personnes blanches marginalisées semblent avoir plus de difficultés à occuper ces places de leaders, du fait de leur manque de maîtrise de certains savoirs propres à l'action militante (prendre la parole en public, maîtrise des normes des rencontres, etc.). La surreprésentation de personnes migrantes issue de la classe moyenne de leur pays d'origine questionne également sur l'inclusion de personnes allochtones plus isolées. Ainsi, l'examen minutieux des savoirs et des statuts sociaux des personnes engagées dans ces processus permet de comprendre la hiérarchie entre les personnes et les savoirs au sein des groupes de pairs. Cela demande une déconstruction des idées préconçues sur les savoirs dont disposent les personnes marginalisées afin de se reposer sur la multiplicité des trajectoires, des motivations, des intérêts et des contributions possibles pour la transformation sociale et territoriale.

Cette dernière idée m'amène à souligner l'influence du contexte socioterritorial sur ces processus. J'ai abordé les enjeux relatifs aux tensions interculturelles dans le chapitre 6. Ce contexte, à la fois de richesse multiculturelle et de tensions raciales, a des répercussions quotidiennes sur les initiatives observées et en corollaire sur les résultats de cette recherche. Les processus de co-

construction des savoirs et de l'action collective ne se font pas hors sol, à plus forte raison lorsqu'ils visent la transformation territoriale. Ils sont ancrés dans des dynamiques sociales et territoriales qui influencent les processus et leur résultat. La situation qui expose le plus clairement ces dynamiques est le rassemblement systématique des personnes impliquées en groupes d'appartenance ethnoculturels ou générationnels. Dans la perspective d'une mise en dialogue des différents savoirs, cela entre en contradiction avec la volonté des membres de l'équipe de créer d'avantage d'hétérogénéité au sein des groupes de personnes impliquées. Ce besoin de rassemblement me semble une stratégie de protection contre les rapports sociaux inégalitaires de race¹⁵³, afin de créer des espaces sécurisés (*safe spaces*) au sein des dispositifs participatifs. Il s'agit également de créer des espaces d'intercompréhension autour d'une même expérience de vie, d'une même sensibilité au monde. Ceci facilite la création d'un sens commun des enjeux locaux et des solutions à apporter et à présenter ensuite au reste du groupe. Ainsi, les approches de non-mixité partielle me semblent propices à renforcer l'émergence de ces communautés d'idées, tout en alimentant les pratiques de co-construction des savoirs, dans le prolongement de la méthodologie du croisement des savoirs de ATD ¼ Monde (Godrie et Santos, 2017; Carrel *et al.*, 2017).

En dernier lieu, cette thèse pose la question du prolongement du croisement des savoirs dans le passage à l'action. Dans sa définition de la co-construction, Vaillancourt (2019) met l'accent sur la participation des différentes parties-prenantes à la prise de décision. Malheureusement, les résultats de cette thèse tendent à montrer que la dimension de co-construction des décisions est plus limitée dans le passage à l'action. Ceci me semble directement lié à la manière dont la valorisation des savoirs est structurée. Les savoirs d'usage sont fortement mis en valeur, les témoignages de vécu étant considérés comme des éléments essentiels de la co-construction des savoirs. Toutefois, le manque de valorisation des savoirs et savoir-faire plus ancrés dans la pratique, comme les savoirs professionnels et militants, occasionne un éloignement des personnes concernées de l'opérationnalisation des solutions collectives, et en corollaire des espaces de décisions qui les structurent. Même si des structures collectives sont mises en place, par exemple sous la forme de coopératives, les personnes employées dans ces entreprises sont les principales maîtresses d'œuvre

¹⁵³ Il pourrait s'agir aussi de stratégies de protection contre les rapports d'inégalités de genre également, cependant ce n'est pas ce qui a été observé sur ce terrain d'étude. Les personnes, hommes et femmes, se rassemblaient plutôt entre appartenance ethnoculturelle ou selon leur région géographique d'origine.

des projets. L'étude auprès des personnes migrantes rend cela d'autant plus flagrant que : 1) celles-ci disposent de savoirs équivalents aux membres de l'équipe; 2) leur demande de reconnaissance passe en grande partie par une demande d'accès à un emploi rémunéré au sein de ces structures. Ceci révèle que la valorisation des savoirs doit aller plus loin que l'accès à des espaces réflexifs et de parole, et que la mise en valeur des savoirs pratiques constitue également un espace d'émancipation pour les personnes marginalisées. Cela ne revient toutefois pas à dire que le milieu communautaire doit prendre en charge l'employabilité de l'ensemble des personnes marginalisées, toutefois cela peut permettre de produire d'autres formes de solutions collectives porteuses pour le développement territorial et qui reposent sur les ressources épistémiques présentes au sein même des territoires défavorisés.

8.6 Conclusion : l'apport des savoirs des personnes migrantes au développement des territoires défavorisés

Cette thèse a apporté des éléments de réflexion sur les savoirs citoyens à partir de la perspective des personnes migrantes. Elle montre la multiplicité des trajectoires qui fondent les savoirs citoyens et la pluralité épistémique qui se jouent au sein des groupes marginalisés. Les personnes migrantes possèdent des savoirs qui leurs sont propres et qui donnent un éclairage différent des enjeux locaux. Leur place au sein de ces processus leur permet d'atteindre un certain nombre de conditions nécessaires à leur participation pleine et entière à la vie sociale (Fraser, 2011). Toutefois, malgré la diversité des savoirs identifiés, la valorisation des savoirs pratiques utiles à l'action collective reste limitée. Ainsi, la contribution des savoirs des personnes migrantes au développement des territoires défavorisés se heurte à des verrous culturels associés aux rapports de domination Nord/Sud. L'examen approfondi des savoirs des personnes migrantes permet de jeter les bases d'une réflexion sur les rapports de domination hérités de la colonialité du pouvoir au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective. Reconnaître ces savoirs dans leur complexité et leur valeur intrinsèque nécessite de dépasser les cadres épistémologiques dominants pour intégrer des perspectives décoloniales et inclusives. Cela implique également de créer des espaces où ces savoirs, bien que différents de ceux issus de la culture dominante, puissent être pleinement pris en compte et mis à contribution dans une logique de justice épistémique.

CONCLUSION

Cette thèse constitue une étude exploratoire de la place des savoirs migrants dans les démarches de co-construction de savoirs et de l'action collective visant la transformation sociale et territoriale à l'échelle locale. À partir d'une étude ethnographique auprès d'un organisme mettant la justice sociale et épistémique au cœur de son action de transformation socioterritoriale d'un quartier défavorisé de Montréal, j'ai tenté de répondre à la question suivante :

La mobilisation des personnes migrantes au sein de processus de co-construction des savoirs et de l'action collective menée dans une perspective de justices sociale et épistémique, contribue-t-elle à une plus grande valorisation de leurs savoirs? Par cet engagement, les personnes migrantes sont-elles davantage reconnues comme partenaires à part entière dans la transformation de leur territoire d'accueil?

Le contexte fortement multiculturel de ce territoire, conjugué à l'approche de co-construction des savoirs et de l'action collective de Parole d'excluEs en faisait un cadre particulièrement pertinent pour mener cette étude. Par ailleurs, la remarquable réflexivité de l'équipe de Parole d'excluES, en partie composée de chercheurs et chercheuses, et habituée à formaliser ses pratiques, a fait de cet organisme un interlocuteur clé pour affiner les analyses réalisées au cours de cette recherche. Ainsi, une partie de mes résultats sont directement tirés de l'analyse menée conjointement avec l'équipe sur sa posture et ses pratiques de justice épistémique (Manon et Autin, 2024).

Forte de mon enracinement dans ce milieu, j'ai abordé la question de recherche avec un *a priori* très favorable envers la valorisation des savoirs migrants au sein des démarches de co-construction des savoirs mises en œuvre par Parole d'excluEs. Celles-ci semblaient représenter des espaces propices à la reconnaissance et à la mise en valeur des savoirs invisibilisés des personnes migrantes vivant dans des contextes de pauvreté et d'exclusion sociale. Cependant, les résultats obtenus ont révélé une réalité plus complexe et nuancée que ce que j'avais initialement envisagé. L'ancrage dans le terrain et la grande confiance que m'ont accordée les répondant·e·s ont constitué des atouts essentiels pour recueillir une diversité de perspectives, y compris des points de vue critiques, quant à la valorisation des savoirs migrants. J'ai abordé ces critiques comme des opportunités

d'apprentissage, dans une logique performative inspirée des travaux de Gibson-Graham (2008). L'approche performative met en lumière que les solutions proposées par les économies alternatives sont porteuses de nouvelles possibilités et de réponses aux défis qu'elles rencontrent. Cette approche m'a permis de considérer les défis soulevés comme des leviers pour améliorer et réimaginer les pratiques de justice épistémique. Dans la cadre des démarches de co-construction des savoirs et de l'action collective, elle permet de montrer que les défis liés à la mobilisation de la diversité des savoirs locaux ouvrent des pistes pour repenser et renforcer les mécanismes de reconnaissance des savoirs des populations marginalisées. En outre, la perspective performative invite à envisager la recherche comme une pratique qui contribue à co-créeer les réalités sociales qu'elle explore. Ainsi, j'ai pu contribuer à la réflexion de l'organisme concernant l'amélioration de ses pratiques de justice épistémique dans un projet de recherche-action qui a abouti à la co-création d'un outil de réflexivité à destination des personnes souhaitant renforcer la valorisation des savoirs des « sans-voix » (Manon et Autin, 2023).

Un des premiers aspects de la réponse à ma question de recherche réside dans la mise en lumière de la multiplicité des savoirs des personnes migrantes. Cette richesse engendre une certaine complexité lorsqu'il s'agit de mobiliser ces savoirs au sein des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective. J'ai établi cela en répondant à la première sous-question secondaire de recherche :

De quels savoirs disposent les personnes migrantes lorsqu'elles s'engagent dans des initiatives de développement territorial menées par la société civile, et dans quelle mesure ces savoirs sont-ils mobilisés dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective?

Ainsi, avant même d'analyser dans quelle mesure les savoirs des personnes migrantes sont valorisés, j'ai constaté, dans le chapitre 5, que ces savoirs sont issus d'une grande variété d'expériences qui se construisent autant dans le pays d'origine, qu'au cours de la migration et dans leur territoire d'installation. Ces observations m'ont amené à enrichir la typologie des savoirs citoyens développée par Héloïse Nez (2011; 2015), en y intégrant deux dimensions spécifiques : les expériences liées à la trajectoire migratoire et les savoirs ancrés dans l'héritage culturel des personnes interrogées. Grâce à ce bagage de savoirs variés, les personnes migrantes acquièrent une

grande légitimité sociale auprès des acteurs et actrices de la société civile locale. Elles jouent souvent un rôle de leadership dans les espaces de dialogue et les projets collectifs de l'organisme étudié, mais aussi, à terme, dans d'autres instances décisionnelles locales. Elles sont par ailleurs reconnues comme des personnes ressources dans le milieu, à titre d'agentes de la transformation sociale, et comme représentantes de leur communauté. Par leur engagement elles contribuent à mobiliser leur communauté, et porter les besoins et aspirations de leurs pairs au sein des espaces de co-construction des savoirs. Néanmoins, la mobilisation des savoirs migrants reste inégale. Tous les savoirs ne sont pas intégrés de la même façon dans les démarches de co-construction des savoirs et de l'action collective mises en place par l'organisme étudié. Ainsi, l'invisibilisation des savoirs migrants et la perte de légitimité survenues au cours de la migration ne sont que partiellement comblées dans ces démarches.

En répondant à la deuxième sous-question de recherche, j'ai pu saisir une partie des éléments expliquant la disparité de mobilisation des différentes catégories de savoirs migrants :

Dans quel cadre et sous quelles conditions se fait la mobilisation des personnes migrantes et de leurs savoirs? Quels sont les éléments qui favorisent la participation pleine et entière des personnes migrantes, et quels éléments agissent comme freins ou obstacles à leur engagement dans les processus de co-construction des savoirs et de l'action collective?

Il s'est avéré alors que la posture de justice épistémique adoptée par l'organisme joue un rôle clé dans la mobilisation des savoirs migrants. Celle-ci se caractérise en particulier par son ancrage territorial, qui facilite la participation des personnes migrantes, ainsi que l'expression de leurs points de vue sur les enjeux locaux et sur leurs besoins et aspirations. Le contexte multiculturel s'avère également central dans la création de conditions propices à la mobilisation d'une diversité de personnes et de savoirs. En effet, la présence de personnes migrantes, ou de personnes descendantes de personnes migrantes, agit comme un levier pour mobiliser les communautés ethnoculturelles dans les initiatives de développement territorial. Cela passe notamment par la mise à contribution des savoirs traditionnels des personnes migrantes, qui permettent de créer une plus grande cohésion au sein des groupes citoyens et d'inclure des personnes plus éloignées de la participation citoyenne. Cette question m'a également permis de soulever les obstacles et freins à la participation des personnes migrantes. Les tensions interculturelles dans le quartier et les

discriminations limitent leurs motivations à s'engager dans les organismes locaux. Pour pallier ces enjeux, celles qui s'impliquent sont portées à se rassembler dans des espaces sécuritaires, où elles peuvent partager leurs expériences sans crainte de stigmatisation. Ainsi, une mobilisation véritablement inclusive de leurs savoirs nécessite une déconstruction des préjugés et discriminations, ainsi que des actions concrètes afin de lutter contre le racisme. Ces efforts visent à la fois à susciter une plus grande confiance des personnes migrantes, mais également à renforcer leurs contributions aux initiatives collectives locales de développement. À cet égard, j'ai également relevé le besoin pour les personnes migrantes de voir des changements concrets à la fois dans leur environnement, mais aussi dans leur propre trajectoire individuelle. Leur engagement citoyen s'inscrit souvent dans une logique de réciprocité, où l'investissement collectif doit être accompagné d'un retour tangible pour elles.

À cet effet, la troisième question de recherche visait à identifier les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes à différents niveaux :

Quels sont les effets de la mobilisation des savoirs des personnes migrantes dans des processus de co-construction des savoirs et de l'action collective de transformation socioterritoriale? L'implication citoyenne des personnes migrantes dans ces projets contribue-t-elle à la reconnaissance de leurs savoirs et au renversement des inégalités épistémiques qu'elles subissent?

Les résultats de cette étude mettent en lumière les effets de la participation des personnes migrantes et de la mobilisation de leurs savoirs dans les initiatives collectives initiées par la société civile. Les personnes migrantes influencent les pratiques du milieu communautaire par le partage de leurs savoirs, contribuant à l'inclusion de leurs pairs dans ces processus. Leur engagement en tant que leaders citoyen·ne·s constitue un moteur de la transformation sociale à l'échelle locale. Elles contribuent à faire émerger des enjeux spécifiques, grâce à des savoirs d'usage hybride issus de leur double ancrage dans le territoire d'accueil et leur territoire d'origine. Leurs savoirs enrichissent la compréhension des besoins des communautés et favorisent la co-construction de solutions inclusives. La mobilisation de leurs savoirs traditionnels participe à une plus grande cohésion sociale dans le milieu. Cependant, ces apports ne suffisent pas à garantir une pleine reconnaissance des savoirs migrants selon les trois dimensions de la justice sociale identifiées par Fraser (2011).

En effet, des hiérarchies persistantes entre les savoirs et statuts limitent la pleine reconnaissance de leurs contributions. Les limites des processus de co-construction des savoirs apparaissent clairement sur le plan économique. Les savoirs professionnels des personnes migrantes sont valorisés dans le cadre de la participation citoyenne, mais ne sont pas reconnus dans le cadre économique, ce qui limite leur capacité à améliorer leurs conditions de vie individuelles et à retrouver un statut social similaire à celui qu'ils avaient dans leur pays d'origine. Cette faiblesse de la reconnaissance économique des savoirs migrants restreint ainsi la portée émancipatrice de la participation citoyenne. Cela s'explique à la fois par un manque de connaissance des parcours spécifiques des personnes migrantes par les acteurs et actrices du milieu. Mais, aussi par la difficulté de passer du croisement des savoirs à des actions concrètes qui répondent aux besoins et aspirations des personnes migrantes. En effet, celles-ci ont des attentes élevées concernant l'effet de leur implication sur leurs conditions de vie, notamment par l'entremise d'activités génératrice de revenus.

Cette étude apporte une contribution originale en études urbaines, en analysant comment les savoirs migrants en provenance des Suds participent aux transformations des milieux de vie urbains dans lesquels les personnes migrantes s'installent. Cette recherche met en lumière le rôle des savoirs migrants dans les changements sociaux à l'échelle locale, en montrant leur capacité à enrichir les initiatives de développement territorial menées par les acteurs de la société civile. Elle contribue donc à rendre visible des savoirs dévalorisés, issus de la pauvreté et l'exclusion sociale, mais aussi des savoirs ayant perdu leur légitimité dans la migration, du fait des rapports sociaux et raciaux de domination. Par ailleurs, cette thèse invite à repenser les démarches de co-construction visant la transformation des territoires défavorisés en tenant davantage compte des contextes sociaux et culturels dans lesquels elles s'inscrivent. Elle souligne l'importance d'un regard décolonial pour reconnaître la diversité des savoirs de la pauvreté et de l'exclusion sociale mobilisés dans ces démarches.

En adoptant une conception pragmatique du concept de savoir citoyen, cette recherche a permis d'en enrichir la compréhension à partir de l'expérience des personnes migrantes engagées dans des démarches participatives locales. Ainsi, cette thèse contribue à combler une lacune au sein de la littérature portant sur les processus de co-construction des savoirs en y intégrant l'apport unique des expériences sociales, professionnelles, militantes et de l'héritage culturel des personnes

migrantes. Ces savoirs, souvent invisibilisés et jusqu'alors peu étudiés, ont révélé leur potentiel transformateur lorsqu'ils sont reconnus et valorisés. Cette thèse m'a conduite à mettre en évidence les limites des processus de co-construction des savoirs lorsqu'ils ne prennent pas pleinement en considération la diversité des trajectoires et des expériences des personnes qui s'y engagent. L'analyse du cas de Parole d'excluEs révèle que ces démarches, bien qu'animées par une volonté d'inclusion, peuvent involontairement reproduire des dynamiques d'invisibilisation en occultant certaines savoirs et dimensions de l'expérience des personnes marginalisées. Ce risque est particulièrement présent lorsque les contextes sociaux et culturel de production des savoirs ne sont intégrés de manière adéquate. Une lecture décoloniale de la mobilisation des savoirs citoyens invite à interroger les cadres normatifs, souvent implicites, qui homogénéisent les expériences marginalisées, en masquant les spécificités culturelles des savoirs provenant des Suds. À cet effet, le cas de Parole d'excluEs révèle le nécessité pour les acteurs et actrices engagé·e·s dans les démarches de co-construction, de s'outiller davantage pour reconnaître et intégrer ces dimensions multiples des savoirs citoyens, et ainsi en assurer une meilleure valorisation. Ce qui sera bénéfique tant pour les trajectoires individuelles des personnes marginalisées, que pour assurer un développement territorial plus équitable et inclusif.

Ainsi, cette thèse a été profondément nourrie par une perspective décoloniale de la justice épistémique, en prenant en compte les rapports de domination coloniaux qui façonnent encore aujourd'hui les dynamiques de reconnaissances et de valorisation des savoirs. En croisant la conception pragmatique des savoirs citoyens avec les apports critiques des épistémologies décoloniales, cette recherche contribue à ouvrir de nouvelles perspectives théoriques et pratiques pour mieux arrimer les luttes pour la justice sociale et la justice épistémique. L'articulation de ces réflexions s'est appuyée sur la théorie de la justice sociale développée par Fraser, qui offre un cadre analytique permettant d'arrimer les enjeux de redistribution économique, de reconnaissance culturelle et de représentation politique. Ce cadre m'a permis d'explorer comment les savoirs migrants peuvent être des vecteurs essentiels de justice sociale et de transformation territoriale, mais aussi de déterminer les effets de la mobilisation de ces expériences marginalisées sur la reconnaissance des personnes migrantes comme partenaires à part entière de la transformation sociale. En ce sens, cette recherche met en évidence que la valorisation des savoirs migrants peut non seulement enrichir les processus de co-construction des savoirs, mais également transformer

les hiérarchies sociales et épistémiques en renforçant la légitimité et l'inclusion des acteur·rice·s historiquement marginalisé·e·s.

Les résultats de cette recherche portent sur un cas particulier, analysé à une échelle micro-locale. Ce cadre m'a permis de mener une étude ethnographique immersive, produisant des données d'une grande finesse. Cependant, cette spécificité limite les possibilités de généralisation des conclusions. Néanmoins, cette étude ouvre des perspectives de recherche prometteuses pour approfondir les méthodologies de co-construction des savoirs et de l'action collective. Un des axes de recherche à explorer concerne les apports spécifiques des personnes migrantes dans ces démarches. Des études similaires, menées dans d'autres contextes géographiques et auprès de populations migrantes originaires d'autres régions du monde, permettraient d'élargir ces réflexions. Les personnes migrantes rencontrées dans cette étude appartiennent à des catégories sociales privilégiées dans leur pays d'origine et disposent d'expériences professionnelles spécifiques. Cela soulève plusieurs questions qui permettraient de vérifier les conclusions de cette thèse concernant les apports de ces savoirs professionnels dans les approches de co-construction de savoirs :

- Qu'en est-il de la participation citoyenne et de la mobilisation des savoirs des personnes originaires de catégories sociales moins privilégiées ? Comment perçoivent-elles leur place dans ces espaces ?
- Leurs savoirs leur permettent-ils d'être valorisées pour leurs contributions au développement territorial ? Et si oui, de quelles formes de reconnaissances bénéficient-elles ?

En outre, cette étude permet d'enrichir la typologie des savoirs citoyens, en particulier en ce qui concerne l'apport des savoirs traditionnels dans la mobilisation des personnes migrantes. À cet égard, il serait pertinent de renforcer l'analyse de ces savoirs suivant une approche féministe de la justice épistémique. En effet, les savoirs traditionnels sont en majorité des savoirs mobilisés par les femmes de notre échantillon. Cela soulève donc plusieurs questions permettant d'approfondir la compréhension de ces savoirs et de leur apport dans les démarches de co-construction des savoirs :

- Les savoirs traditionnels sont-ils uniquement mobilisés par les femmes ? En quoi cela influence-t-il la reconnaissance ou le manque de reconnaissance dont ces savoirs bénéficient ?
- Quels sont les apports de ces savoirs traditionnels dans d'autres contextes sociaux et culturels ?
- Comment mieux reconnaître ces savoirs sur le plan culturel, social et économique ?

Enfin, la comparaison de ce cas québécois avec d'autres contextes, qu'ils soient européens ou nord-américains, permettrait également de renforcer la compréhension des hiérarchies des savoirs dans des espaces marqués par les migrations Sud-Nord. Ces dernières sont influencées par les statuts sociaux et raciaux des personnes migrantes, et leur analyse comparative pourrait éclairer davantage les dynamiques de pouvoir qui s'exercent dans les espaces de participation citoyenne et de co-construction des savoirs. Finalement, j'espère sincèrement que cette recherche permettra une meilleure reconnaissance de la contribution des personnes migrantes à la société québécoise, d'autant plus que nous vivons une époque de repli identitaire dont elles sont malheureusement les premières victimes.

ANNEXE A CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE



No. de certificat : 2022-4487

Date : 2022-01-20

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE plurifacultaire) a examiné le projet de recherche suivant et le juge conforme aux pratiques habituelles ainsi qu'aux normes établies par la *Politique No 54 sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains* (2020) de l'UQAM.

- Titre du projet : **Les savoirs migrants: un potentiel créatif pour les innovations sociales**
- Nom de l'étudiant : **Mathilde Manon**
- Programme d'études : **Doctorat en études urbaines**
- Direction(s) de recherche : **Juan-Luis Klein**

Modalités d'application

Toute modification au protocole de recherche en cours de même que tout événement ou renseignement pouvant affecter l'intégrité de la recherche doivent être communiqués rapidement au comité.

La suspension ou la cessation du protocole, temporaire ou définitive, doit être communiquée au comité dans les meilleurs délais.

Le présent certificat est valide pour une durée d'un an à partir de la date d'émission. Au terme de ce délai, un rapport d'avancement de projet doit être soumis au comité, en guise de rapport final si le projet est réalisé en moins d'un an, et en guise de rapport annuel pour le projet se poursuivant sur plus d'une année au plus tard un mois avant la date d'échéance (**2023-01-20**) de votre certificat. Dans ce dernier cas, le rapport annuel permettra au comité de se prononcer sur le renouvellement du certificat d'approbation éthique.

Caroline Vrignaud

Pour le président, **Raoul Graf**, M.A., Ph.D.

Président CERPE plurifacultaire et Professeur titulaire, département de marketing

NAGANO Approbation du projet par le comité d'éthique suite à l'approbation conditionnelle

1 / 1

Exporté le 2022-01-20 10:12 par Vrignaud, Caroline --- CODE DE VALIDATION NAGANO: uqam-b470d81-805e-4340-a746-6d3593852179 <https://nagano.uqam.ca/verification/uqam-b470d81-805e-4340-a746-6d3593852179>

ANNEXE B FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT (ENTREVUES COLLECTIVES)



IDENTIFICATION

Nom du projet :	Les savoirs migrants : un potentiel créatif pour les innovations sociales
Étudiant-chercheur responsable du projet :	Mathilde Manon
Programme d'études :	Études Urbaines
Adresse courriel :	Manon.mathilde@courrier.uqam.ca
Téléphone :	+1(514)-699-2171

BUT GÉNÉRAL DU PROJET ET DIRECTION

Vous êtes invité(e) à prendre part au présent projet visant à étudier la participation citoyenne des personnes migrantes et la contribution de leurs savoirs à la production des innovations sociales. Ce projet est réalisé dans le cadre d'une thèse de doctorat sous la direction de Juan-Luis Klein, professeur du département de géographie de la Faculté des sciences sociales. Il peut être joint au (514) 987-3000 poste 8909 ou par courriel à l'adresse : klein.juan-luis@uqam.ca.

PROCÉDURE(S) OU TÂCHES DEMANDÉES AU PARTICIPANT

Votre participation consiste à participation à une entrevue collective au cours de laquelle vous discuterez avec d'autres participant-e-s et/intervenant-e-s de *Parole d'excluEs* de l'implication des

personnes migrantes dans les activités de l'organisme et de l'effet de celle-ci sur les projets collectifs mis en œuvre. Cette entrevue consistera dans une discussion ouverte au cours de laquelle l'étudiante-chercheure vous guidera par des questions et thèmes. Cette entrevue est enregistrée numériquement avec votre permission et prendra environ une heure de votre temps. Le lieu et l'heure de l'entrevue collective seront convenus par la responsable du projet de recherche en fonction de la disponibilité d'une majorité de participant-e-s. La transcription sur support informatique qui en suivra ne permettra pas de vous identifier.

AVANTAGES et RISQUES

Votre participation à ce projet doctoral contribuera à approfondir les connaissances sur le rôle des migrations dans le développement urbain et la participation des personnes migrantes aux actions de la société civile dans leurs sociétés d'accueil. La recherche permettra de souligner l'apport positif des migrations internationales sur la société québécoise.

La présente recherche implique peu de risque, hormis les émotions que pourraient susciter le dévoilement de certains souvenirs. Nous tenons à votre disposition une liste de ressources pouvant vous aider en cas de malaise ou d'inconforts suite à l'entrevue. Vous demeurez libre de ne pas répondre à une question que vous estimez embarrassante ou de vous retirer en tout temps sans avoir à vous justifier. Il est de la responsabilité du chercheur de suspendre ou de mettre fin à l'entrevue s'il estime que votre bien-être est menacé.

ANONYMAT ET CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu que tous les renseignements recueillis lors de l'entretien sont confidentiels. Seuls la chercheure et son directeur de recherche auront accès à l'enregistrement et au verbatim. Tout le matériel de recherche ainsi que votre formulaire de consentement seront conservés séparément en lieu sûr au bureau du chercheur responsable pour la durée totale du projet. Les fichiers seront conservés sur le compte personnel (accessible avec identifiants et mots de passe) de la chercheure sur le serveur institutionnel de l'UQAM et dans un disque dur protégé par un mot de passe connu uniquement de la chercheure. Le matériel et les fichiers seront détruits au plus tard au terme de cinq années après la fin du projet doctoral (date d'obtention de dépôt final de la thèse).

PARTICIPATION VOLONTAIRE

Votre participation à ce projet est volontaire. Cela signifie que vous acceptez de participer au projet sans aucune contrainte ou pression extérieure, et que par ailleurs vous êtes libre de mettre fin à votre participation en tout temps au cours de cette recherche, sans préjudice de quelque nature que ce soit et sans avoir à vous justifier. Dans ce cas, et à moins d'une directive contraire de votre part, les documents vous concernant seront détruits.

Votre accord à participer implique également que vous acceptez que les propos recueillis et les photos puissent être utilisées aux fins de la présente recherche (articles, monographie, mémoires et thèses des étudiants membres de l'équipe, conférences et communications scientifiques).

COMPENSATION FINANCIÈRE

Il est entendu que votre participation ne fait pas l'objet d'une compensation.

DES QUESTIONS SUR LE PROJET OU SUR VOS DROITS?

Vous pouvez contacter l'étudiante-chercheuse responsable du projet, Mathilde Manon au numéro +1(514)6992171 pour des questions additionnelles sur le projet. Vous pouvez également discuter avec le directeur de recherche des conditions dans lesquelles se déroule votre participation et de vos droits en tant que participant de recherche : Juan-Luis Klein, klein.juan-luis@uqam.ca,

Le projet auquel vous allez participer a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains. Pour toute question ne pouvant être adressée au directeur de recherche, ou à l'étudiante responsable, ou pour formuler une plainte ou des commentaires, vous pouvez contacter la Présidente du comité d'éthique de la recherche pour étudiants (CERPE1), par l'intermédiaire de son secrétariat, au numéro 514-987-3000 poste 7754 ou par courriel à : cerpe1@uqam.ca

En cas de différends ou de questions relatives à vos droits, vous pouvez prendre contact avec l'ombudsman de l'UQAM par courriel: ombudsman@uqam.ca ou téléphone: (514) 987-3151

Adresse civique:

Pavillon Maisonneuve

405, boulevard de Maisonneuve Est, 2e étage

Montréal (Québec)

H2L 4J5

REMERCIEMENTS :

Votre collaboration est importante à la réalisation de notre projet nous tenons à vous en remercier. Si vous souhaitez obtenir un résumé écrit des principaux résultats de cette recherche, veuillez contactez l'étudiante-chercheure à cet effet : manon.mathilde@courrier.uqam.ca ou 514-699-2171

SIGNATURES :

Par la présente :

1. je reconnais avoir lu le présent formulaire d'information et de consentement;
2. je consens volontairement à participer à ce projet de recherche;
3. je comprends les objectifs du projet et ce que ma participation implique;
4. je confirme avoir disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer;
5. je reconnais aussi que le responsable du projet a répondu à mes questions de manière satisfaisante; et
6. je comprends que ma participation à cette recherche est totalement volontaire et que je peux y mettre fin en tout temps, sans pénalité d'aucune forme, ni justification à donner.

Signature du participant : _____ **Date :** _____

Nom (lettres moulées) et Coordonnées :

Signature de l'étudiante-chercheure : _____ **Date :** _____

Nom (lettres moulées) et Coordonnées :

Un exemplaire du formulaire d'information et de consentement
signé doit être remis au participant.

ANNEXE C INVITATION AUX PERSONNES MIGRANTES

Entrevues de recherche avec des personnes immigrantes

Bonjour, Je suis Mathilde.

J'étudie à l'UQÀM et je fais une recherche sur la contribution des personnes immigrantes aux transformations de leur quartier. Je souhaite faire des entrevues avec des personnes immigrantes impliquées à Parole d'excluEs.

Je serai au local (11991 rue Lapierre) les mercredis de décembre et de janvier pour vous rencontrer. Toutes les personnes immigrantes intéressées à me partager leurs expériences sont les bienvenues !
MERCI BEAUCOUP POUR VOTRE PARTICIPATION



Mon courriel : manon.mathilde@courrier.uqam.ca

ANNEXE D GUIDE D'ENTREVUE AVEC LES PERSONNES MIGRANTES

GUIDE POUR LES RÉCITS DE VIE

CONSENTEMENT :

Merci pour votre participation à cette entrevue. Avant de commencer nous allons lire ensemble le formulaire de consentement pour nous assurer que vous êtes à l'aise avec les objectifs et la méthodologie de mon projet de recherche. Sachez que vous pouvez mettre fin en tout temps à l'enregistrement et que vous pouvez vous retirer de la recherche à tout moment. L'ensemble des données collectées seront anonymisées, cela signifie que tout sera fait pour que personnes ne puissent vous reconnaître. Vous pourrez avoir accès à la retranscription de cette entrevue et aux photos que je prendrai au cours de mes observations. Aucune photo de votre visage ne sera diffusée.

INTRODUCTION À LA DISCUSSION :

Dans cette entrevue je vais vous laisser parler librement autour de 4 thématiques : votre vie sur le territoire nord-montréalais, votre parcours d'implication, votre parcours migratoire, vos expériences professionnelles. Je vous guiderai au besoin avec quelques questions pour avoir des précisions sur certains éléments. J'aimerais tout simplement que vous me racontiez votre vie, dans vos propres mots.

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE RÉPONDANTE :

Nom, Prénom :

Sexe / Genre :

Âge :

Situation familiale :

Statut de migrant :

Date d'arrivée au Québec :

Pays d'origine :

THÈME 1 : EXPÉRIENCE DU TERRITOIRE

1. Pourriez-vous me raconter votre vie à Montréal-Nord ?
2. Depuis combien de temps vivez-vous à Montréal-Nord ?
3. Quels sont les lieux (organismes, parc, commerces, écoles, etc) que vous fréquentez ?
4. Qu'aimez-vous dans ce quartier ?
5. Quels sont les défis de la vie dans votre quartier ? Qu'aimeriez-vous changer ?

THÈME 2 : PARCOURS D'IMPLICATION CITOYENNE

1. Pourriez-vous me racontez votre parcours d'implication citoyenne et de militantisme ?
2. Pouvez-vous me raconter votre implication au sein de *Parole d'excluEs* : Quand avez-vous commencé à vous impliquer dans l'organisme ? Et pourquoi ? À quelles activités, projets, comités participez-vous avec *Parole d'excluEs* ? Quelles sont les tâches que vous effectuez dans votre implication à *Parole d'excluEs* ?
3. Vous êtes-vous impliqués dans d'autres organisations ou projets, à Montréal-Nord, au Québec, à Montréal ? Et dans votre pays d'origine ?
4. Est-ce que votre statut de personnes migrantes est un atout ou un défi dans votre implication au Québec ? Pourriez-vous m'expliquer pourquoi ?

THÈME 3 : PARCOURS MIGRATOIRE

1. Qu'est-ce qui vous a motivé à immigrer au Québec/au Canada ?
2. Avec quel statut d'immigration (demande d'asile, visa de travail, résidence permanente) êtes-vous arrivés au Québec ?
3. Quels sont les défis auxquels vous avez été confrontés au cours de votre parcours migratoire ?
4. Quelles opportunités avez-vous rencontré en migrant au Québec / Canada ?
5. Est-ce que ces défis et opportunités nourrissent votre motivation à vous impliquer à *Parole d'excluEs* ou dans d'autres organismes ? Comment ?

THÈME 4 : PARCOURS PROFESSIONNEL

1. Pourriez-vous me raconter votre parcours professionnel ?
2. Quel métier exercé vous en ce moment ? Exerciez-vous le même métier dans votre pays d'origine ?
3. Comment avez-vous été conduit à exercer ce métier ?
4. Quels autres métiers avez-vous exercé par le passé ?
5. Ces expériences vous sont-elles utiles dans votre implication à *Parole d'excluEs* ?

ANNEXE E GUIDE D'ENTREVUE AVEC LES MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE PAROLE D'EXCLUeS

1. Comment considérez-vous la participation des personnes migrantes dans les projets de *Parole d'excluEs* ? Sont-elles nombreuses ? Qui sont-elles (profil sociodémographique, origine, arrivée récente au Québec ou non, etc.) ?
2. À quels activités et projets participent-elles ?
3. Quels rôles jouent-elle dans l'organisation ? Que font-elles ?
4. Selon vous, pourquoi les personnes migrantes participent-elles aux projets de *Parole d'excluEs* ? Quelles sont leurs motivations ?
5. Comment les personnes migrantes sont-elles encouragées à participer aux activités de *Parole d'excluEs* ? Comment sont-elles recrutées ?
6. Qu'est-ce qui favorise leur inclusion dans les activités et projets de *Parole d'excluEs* ?
7. Si il y en a, quels seraient les obstacles à leur participation ? Et comment *Parole d'excluEs* tente de dépasser ces obstacles ?
8. Au travers de leur participation, les personnes migrantes expriment-elles des besoins et aspirations, des expériences propres à leur parcours migratoire ?
9. Pensez-vous que les projets menés par *Parole d'excluEs* répondent aux besoins et aux aspirations des personnes migrantes ? Si non, pourquoi ? Si oui, en quoi ?
10. Les idées et les savoirs des personnes migrantes sont-elles bien reçues par les autres citoyen-ne-s impliqué-e-s ?

11. Selon vous, les personnes migrantes jouent-elle un rôle de leader dans l'émergence de nouvelles activités et de projets ? Si oui, en quoi et comment ?
12. Selon vous, quel est l'effet de la participation des personnes migrantes sur les projets menés par *Parole d'excluEs* ? Et sur la transformation du quartier ?
13. Pensez-vous que la participation des personnes migrantes aux projets de *Parole d'excluEs* contribue à l'émergence de projets innovants ? En quoi ?
14. Au fil de votre travail à *Parole d'excluEs*, avez-vous été témoin du développement ou du renforcement du pouvoir d'agir des personnes migrantes ? Comment cela se manifeste-il ?
15. Pensez-vous que les savoirs et savoir-faire des personnes migrantes sont reconnus dans le quartier ?
16. Est-ce que la participation des personnes migrantes aux projets de *Parole d'excluEs* contribue à leur reconnaissance (légitimité, compréhension de leurs expériences, de leurs particularités) ?
 - De la part des autres citoyen-ne-s impliqué-e-s ?
 - De la part des organismes locaux et institutions publiques ?
17. Selon vous, les personnes migrantes impliquées à *Parole d'excluEs* sont-elles fières de leur participation à ces projets ?

ANNEXE F GUIDE D'ENTREVUE AVEC LES ACTEURS ET ACTRICES LOCALES

1. À quels projets et activités de *Parole d'excluEs* collaborez-vous ou avez-vous collaboré ?
2. À partir de votre expérience, comment considérez-vous la participation des personnes migrantes dans les projets de *Parole d'excluEs* ?
3. Selon vous, pourquoi les personnes migrantes participent-elles aux projets de *Parole d'excluEs* ?
Quelles sont leurs motivations ?
4. Pensez-vous que *Parole d'excluEs* est une organisation qui favorise l'inclusion des personnes migrantes ? Si oui, en quoi ? Si non, pourquoi ?
5. Si il y en a, quels seraient les obstacles à leur participation à ces projets et activités ? Et pensez-vous que *Parole d'excluEs* tente de dépasser ces obstacles ?
6. Pensez-vous que les projets menés par *Parole d'excluEs* répondent aux besoins et aux aspirations des personnes migrantes ? Si non, pourquoi ? Si oui, en quoi ?
7. De manière générale, les personnes migrantes sont-elles bien accueillies dans le quartier ?
8. Pensez-vous que les savoirs et savoir-faire des personnes migrantes sont reconnus dans le quartier ?
9. Selon vous, les personnes migrantes jouent-elle un rôle de leader dans l'émergence de nouvelles activités et de projets dans le quartier ? Si oui, en quoi et comment ?
10. Selon vous, quel est l'effet de la participation des personnes migrantes dans les organismes du quartier, en particulier *Parole d'excluEs*, sur la transformation du quartier ?
11. Pensez-vous que la participation des personnes migrantes aux projets de *Parole d'excluEs* contribue à l'émergence de projets innovants ? En quoi ?
12. Diriez-vous que *Parole d'excluEs* contribue au développement ou au renforcement du pouvoir d'agir des personnes migrantes ?
13. Est-ce que les projets menés par *Parole d'excluEs* contribue à la reconnaissance des personnes migrantes sur le territoire nord-montréalais ?
14. De la part des autres citoyen-ne-s ?
15. De la part des organismes locaux et institutions publiques ?
16. Selon vous, les personnes migrantes sont-elles fières de leur participation à ces projets ?

BIBLIOGRAPHIE

- Acosta, A. (2012). *Buen vivir Sumak Kawsay: una oportunidad para imaginar otros mundos*. Editorial Abya-Yala.
- Adell, N. (2011). *Anthropologie des savoirs*. Paris : A. Colin.
- Agrawal, A. (1995). Dismantling the Divide Between Indigenous and Scientific Knowledge. *Development and Change*, 26(3), 413–439. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7660.1995.tb00560.x>
- Agrawal, A. (2004). Indigenous and scientific knowledge: some critical comments. *Antropologi Indonesia*, 0(55). doi: <https://doi.org/10.7454/ai.v0i55.3331>
- Akartit, M. (2009). *Étude d'opportunité de mise en place d'un projet de sécurité alimentaire à Parole d'excluEs*. Montréal, UQÀM, Travail présenté dans le cadre du stage DESS Planification territoriale et développement local. Sous la supervision de Juan-Luis Klein.
- Albarelo, L. (2004). *Devenir praticien-chercheur : comment réconcilier la recherche et la pratique sociale : nombreux exemples* (1^{re} éd). De Boeck.
- Allen, A. (2017). Power/Knowledge/Resistance : Foucault and epistemic justice. In *The Routledge Handbook of Epistemic Injustice* (1^{re} éd.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315212043>
- Amougou, T. (2003). L'université africaine face à la globalisation. Lieu de construction d'un savoir endogène ou instrument de reproduction du modèle occidental ? *Alternatives Sud*, 174. <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:165715>
- Anadón, M. (2005). Participation, pouvoir et contrôle de l'action. *Cahiers Scientifiques de l'Acfas*. (104), 163-175.
- Anadón, M. (dir.). (2007). *La recherche participative*. Presses de l'Université du Québec.
- Andion, C., Ronconi, L., Moraes, R. L., Gonsalves, A. K. R. et Serafim, L. B. D. (2017). Civil society and social innovation in the public sphere: a pragmatic perspective. *Revista de Administração Pública*, 51(3), 369-387. doi: <http://dx.doi.org/10.1590/0034-7612143195>
- Apparicio, P., Leloup, X. et Rivet, P. (2007). La Diversité Montréalaise à l'Épreuve de la Ségrégation : Pluralisme et Insertion Résidentielle des Immigrants. *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'intégration et de la migration internationale*, 8 (1), 63-87. <https://doi.org/10.1007/s12134-007-0004-1>
- Apparicio, P. et Séguin, A.-M. (2008). *Retour sur les notions de ségrégation et de ghetto ethniques et examen des cas de Montréal, Toronto et Vancouver*. Montréal : INRS-Urbanisation, Culture et Société.
- Arrondissement de Montréal-Nord. (2016). *Oser ensemble Montréal-Nord, Planification stratégique 2016-2025*. Arrondissement de Montréal-Nord.

[https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_MNO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_STRATEGIQUE_2016-2025_WEB%20\(2\).PDF](https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARROND_MNO_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PLAN_STRATEGIQUE_2016-2025_WEB%20(2).PDF)

Arrondissement de Montréal-Nord. (2018). *Portrait des demandeurs d'asile établis à Montréal-Nord pour la période du 1er juillet 2017 au 31 mars 2018*. Arrondissement de Montréal-Nord.

Arrondissement de Montréal-Nord (2021 Septembre), *Pour favoriser la propreté et la collecte des matières résiduelles | Lancement d'un projet pilote dans un secteur de l'arrondissement de Montréal-Nord*. [Communiqué de presse]. https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798,42657625&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=33001

Aubry, N., Torre, A., Bioteau, E., Vigroux, P. et Vérité, O. (2022). Les trajectoires de développement des territoires : les dynamiques relationnelles comme horizon de recherche renouvelé. *Géographie, économie, société*, Vol. 24(3), 239-260. <https://doi.org/10.3166/ges.2022.0015>.

Augustin, J.-P. (2010). Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille. In J.-P. Augustin (Ed.), *Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille* (pp. 11–30). Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine.

Autin, G. (2020). *S'engager pour et dans un autre monde : ethnographie d'une initiative alternative luttant pour une transition sociale, politique et environnementale* [Thèse de sociologie, Université de Montréal]. <http://hdl.handle.net/1866/23504>

Aydalot, P. (2006). Trajectoires technologiques et milieux innovateurs. Dans R. Camagni et D. Maillat (dir.), *Milieux innovateurs : théorie et politiques* (p. 20-41). Paris : Economica.

Bah, B. (2021). *L'expérience immigrante de la citoyenneté : parcours d'acculturation citoyenne d'immigrants internationaux établis à Montréal* [Thèse de doctorat, Université de Montréal]. <https://hdl.handle.net/1866/27695>

Bailleul, H. (2009), Savoirs citoyens ou compétences habitantes ? : Mise en évidence de la diversité des savoirs mobilisés par les participants aux débats sur les projets urbains. Savoirs citoyens et démocratie participative dans la question urbaine, École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Val de Seine, Feb 2009, Paris, France. fhalshs-00722953f

Bandola-Gill, J., Arthur, M., & Leng, R. I. (2023). What is co-production? Conceptualising and understanding co-production of knowledge and policy across different theoretical perspectives. *Evidence & Policy*, 19(2), 275-298. Retrieved Aug 6, 2024, from <https://doi.org/10.1332/174426421X16420955772641>

Banerjee, R., Verma, A., & Zhang, T. (2019). Brain Gain or Brain Waste? Horizontal, Vertical, and Full Job-Education Mismatch and Wage Progression among Skilled Immigrant Men in Canada. *International Migration Review*, 53(3), 646–670. SAGE Journals. <https://doi.org/10.1177/0197918318774501>

Bhargava, R. (2013). Pour en finir avec l'injustice épistémique du colonialisme [traduction de Aurélien Blanchard]. *Socio*, 1, 4175. <https://doi.org/10.4000/socio.203>

- Beauclair, N. (2017). Hétérogénéité et pensée frontalière dans la littérature amérindienne: Expression de la décolonialité. *Recherches Amérindiennes Au Québec*, 46(2–3), 35–44. <https://doi.org/10.7202/1040432ar>
- Beaud, S., & Weber, F. (2010). *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques* (Quatrième édition augmentée). La Découverte.
- Beaud, J.-P. (2016). L'échantillonnage. In B. Gauthier (Ed.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (6e éd, pp. 251–288). Presses de l'Université du Québec. <https://www.deslibris.ca/ID/432313>
- Beaulieu, C. (2019). *L'exclusion sociale vécue par des réfugiés de l'Afrique subsaharienne à Québec et les effets sur leurs conditions de vie et leur santé* [Mémoire, Université Laval]. <https://dam-oclc.bac-lac.gc.ca/fra/03deddce-bd90-4029-93f3-efe0c77b6f6e>
- Beauregard, J.-P. (2020). Les frontières invisibles de l'embauche des Québécois minoritaires : Hiérarchie ethnique, effet modérateur du genre féminin et discrimination systémique—Dévoiler la barrière à l'emploi par un testing à Québec [Thèse de doctorat, Université Laval]. <https://hdl.handle.net/20.500.11794/66769>
- Béliveau, J. (2013). Histoire de Montréal-Nord. Rapport synthèse de recherche. Pré 1915 à 2015. Montréal : Centre d'histoire de Montréal.
- Bellemare, K. (2016). *La déqualification des immigrantes universitaires : le rôle de l'origine ethnique*. (Thèse). Université de Montréal, Montréal.
- Benelli, N. (2011). Rendre compte de la méthodologie dans une approche inductive: les défis d'une construction a posteriori. *Recherches Qualitatives*, 11, 40–50.
- Benko, G. (2003). Technopôle/Technopole. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (p. 897). Paris : Belin.
- Benko, G. et Lipietz, A. (1992). *Les Régions qui gagnent districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Paris : Presses universitaires de France.
- Bennet, A. et Bennet, D. (2007). *Knowledge mobilization in the social sciences and humanities: moving from research to action*. Frost, WV: Mqi Press.
- Bensa, A. (1992). Anthropologie et citoyenneté. *Journal Des Anthropologues*, 50(1), 21–24. <https://doi.org/10.3406/jda.1992.1737>
- Bensiali-Hadaud, Célia (2020). *En quête de lieux d'expressions : le cas de jeunes femmes racisées à Montréal* Mémoire. Québec, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, Maîtrise en études urbaines, 149 p. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/11478>
- Bensiali-Hadaud, C. et Germain, A. (2017, 1er septembre 2017). Rapport sur l'état de la situation des consultations et analyses, dans le cadre du plan d'aménagement du Nord-Est de Montréal-Nord. Montréal : INRS.
- Bérard, Y., 2018, L'expertise citoyenne, dans : F. Claveau et J. Prud'homme, *Experts, sciences et sociétés*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, pp. 59-76.

- Bernèche, F. (1983). Immigration et espace urbain : les regroupements de population haïtienne dans la région métropolitaine de Montréal. *Cahiers québécois de démographie*, 12(2), 295–324. <https://doi.org/10.7202/600512ar>
- Bernèche, F. et J.-C. Martin. (1984). Immigration, emploi et logement : la situation de la population haïtienne dans certaines zones de la région métropolitaine de Montréal. *Anthropologie et Sociétés*. (8) 2 : 5-29. <https://doi.org/10.7202/006195ar>
- Bernia, D. et Groupe de recherche Quart-monde-université, (2008). *Le croisement des savoirs et des pratiques : quand des personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble*. Paris : Les Éditions de l'Atelier, Éditions Quart monde.
- Betancur, J. J. et Garcia, M. (2011). The 2006–2007 immigration mobilizations and community capacity: The experience of Chicago. *Latino Studies*, 9(1), 10-37. <https://doi.org/10.1057/lst.2011.3>
- Bhargava, R. (2013). Pour en finir avec l'injustice épistémique du colonialisme [traduction de Aurélien Blanchard]. *Socio*, 1, 4175. WorldCat.org. <https://doi.org/10.4000/socio.203>
- Bherer, L., Gauthier, M. & Simard, L. (2018). Quarante ans de participation publique en environnement, aménagement du territoire et urbanisme au Québec : entre expression des conflits et gestion consensuelle. *Cahiers de géographie du Québec*, 62(175), 15–40. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/1057078ar>
- Bilodeau, A. (2017). Mobilisation or demobilisation? Perceived discrimination and political engagement among visible minorities in Quebec. *Political Science*, 69(2), 122–138. <https://doi.org/10.1080/00323187.2017.1332955>
- Blondiaux, L. (2001). La délibération, norme de l'action publique contemporaine ? *Revue Projet*, 268 (4), 81-90. <https://doi.org/10.3917/pro.268.0081>
- Blondiaux, L., & Sintomer, Y. (2009). L'impératif délibératif. *Rue Descartes*, n° 63(1), 28–38. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rdes.063.0028>
- Boeri, T., Brücker, H., Docquier, F., & Rapoport, H. (Eds.). (2012). *Brain Drain and Brain Gain: The Global Competition to Attract High-Skilled Migrants*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199654826.001.0001>
- Bourdabat, B., & Connolly, M. (2022). Point de vue. L'immigration et le marché du travail au Québec : entre les besoins de court terme et une vraie intégration en emploi. In G. Dufour (Ed.), *Le Québec économique 10: Compétences et transformation du marché du travail*. Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations. <https://doi.org/10.54932/AOBZ9489>
- Bouchard, M. J. (2012). Social innovation, an analytical grid for understanding the social economy: the example of the Québec housing sector. *Service Business*, 6(1), 47–59. <https://doi.org/10.1007/s11628-011-0123-9>
- Bucolo, E. (2023). L'Espace Collaboratif : croiser les savoirs avec tou·te·s , *Revue Quart Monde* [En ligne], 265, 2023/1, mis en ligne le 01 septembre 2023, consulté le 02 mars 2025. URL : <https://www.revue-quartmonde.org/10963>

- Bussières, D., & Fontan, J.-M. (2011). La recherche partenariale : Point de vue de praticiens au Québec. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.3670>
- Boubeker, A. (2010). 1. Abdelmalek Sayad, pionnier d'une sociologie de l'immigration postcoloniale. Dans Mbembe, A., Verg s, F., Bernault, F., Boubeker, A., Bancel, N. et Blanchard, P. (dir.), *Ruptures postcoloniales Les nouveaux visages de la société française*. (p.37 -48). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.bance.2010.01.0037>.
- Boudarbat, B., & Connolly, M. (2022). Point de vue. L'immigration et le marché du travail au Québec : entre les besoins de court terme et une vraie intégration en emploi. In G. Dufour (Ed.), *Le Québec  conomique 10: Compétences et transformation du marché du travail*. Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations. <https://doi.org/10.54932/AOBZ9489>
- Boudarbat, B., & Montmarquette. (2020). *Y a-t-il discrimination à l'embauche des jeunes Maghrébins au Québec ? Résultats d'une expérience contrôlée à Montréal* (Rapport de Projet Nos. 2020RP-26; p. 65). CIRANO. <https://cirano.qc.ca/files/publications/2020RP-26.pdf>
- Bourguignon Rougier, C. (2021). *Un dictionnaire décolonial Sous-titre: Perspectives depuis Abya Yala Afro Latino America* ( ditions Science et bien commun). <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/colonialite/>
- Boussiki, S., & Manaï, B. (2019). Quand les pratiques interculturelles et antiracistes permettent d'accueillir les autres dans la ville. *Revue Possibles*, 43(1), 149-160. <https://doi.org/10.62212/revuepossibles.v43i1.147>
- Brière, L., Moreau, G., Prud'homme, M., Orellana, I., Marleau, M.- ., & Chatelain, M. (2022). Soutenir la justice épistémique par la formation réciproque au cœur d'initiatives citoyennes de transition énergétique porteuse de justice sociale. * ducation et Socialisation*, 63. <https://doi.org/10.4000/edso.18638>
- Briggs, J. (2005). The use of indigenous knowledge in development: problems and challenges. *Progress in Development Studies*, 5(2), 99 114. <https://doi.org/10.1191/1464993405ps105oa>
- Cari s, R., Heck, I., Socquet-Juglard, F., & Simard, M. (2021). *L' lot Pelletier   Montréal-Nord : quels enjeux prioritaires 10 ans après l'implantation d'un modèle de transformation socioterritoriale dans le secteur ?* (Les Cahiers Du CRISES No. ES2101; Collection études de Cas, p. 104). CRISES. <https://crises.uqam.ca/cahiers/lilot-pelletier-a-montreal-nord-quels-enjeux-prioritaires-10-ans-apres-limplantation-dun-modele-de-transformation-socioterritoriale-dans-le-secteur/>
- Carrel, M. (2013). *Faire participer les habitants ? : Citoyenn t  et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. ENS  ditions. <https://doi.org/10.4000/books.enseditions.5236>
- Carrel, M. (2017). Injonction participative ou empowerment ? Les enjeux de la participation en France. *Les Politiques Sociales*, 3-4(2), 79. <https://doi.org/10.3917/lps.173.0079>
- Carrel, M. (2020) Vers une épistémologie post-pauvreté ? Le croisement des savoirs avec les personnes en situation de pauvreté, in Juan, M., Laville, J.-L., Subirats, J. (dirs.), 2020,

Du Social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale, éditions Éres, p. 261-282.

- Carrel, M. (2024). Pluralité des savoirs et puissance des injustices épistémiques: L'enjeu du pilotage et de la validation des démarches participatives. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/11ulg>
- Carrel, M., Bucolo, E., & De Laat, M. (2023). Pour un croisement des savoirs radical. *Revue Projet*, N° 394(3), 4–9. <https://doi.org/10.3917/pro.394.0004>
- Carrel, M., Loignon, C., Boyer, S. et De Laat, M. (2017). Les enjeux méthodologiques et épistémologiques du croisement des savoirs entre personnes en situation de pauvreté, praticien. ne. s et universitaires. *Sociologie et sociétés*, 49 (1). <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/1042808ar>
- Castells, M. (2001). *L'ère de l'information* (Nouv. éd. éd.). Paris : Fayard.
- Cefaï, D. (2009). Comment se mobilise-t-on ? : L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective. *Sociologie et Sociétés*, 41(2), 245–269. <https://doi.org/10.7202/039267ar>
- Cefaï, D. (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques. *Questions de communication*, (30), 25-64. doi : [10.4000/questionsdecommunication.10704](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10704)
- Cefaï, D. (2019). Les problèmes, leurs expériences et leurs publics: Une enquête pragmatiste. *Sociologie et Sociétés*, 51(1–2), 33–91. <https://doi.org/10.7202/1074730ar>
- Cefaï, D., Carrel, M., Talpin, J., Eliasoph, N. et Lichterman, P. (2012). Ethnographies de la participation. *Participations*, 4 (3), 7. doi : 10.3917/parti.004.0005
- Cha, J. (2005). La thématisation et la création de paysages ethniques à Montréal : L'exemple de l'«enchinoisement» du quartier Chinois. *Ethnic themes, ethnic landscapes and Montréal: The Chinatown case*, 7(1), 18-20.
- Chamberland, V. et Dumais, L. (2010). L'économie sociale et les personnes immigrantes au Québec: opportunité, effet de parcours ou dernier recours?. *Cahier conjoint RQRP-ÉS et LAREPPS*, Récupéré de : <https://chantier.qc.ca/wp-content/uploads/2017/06/etudeeconomiesocialeetpersonnesissuesdelimmigration2010.pdf>
- Chamberland, M. et Le Bossé, Y. (2014). Rendre visible l'invisible : savoirs et prises de conscience de femmes immigrantes au sein d'organisations communautaires. *Alterstice-Revue Internationale de la Recherche Interculturelle*, 4 (1), 31-44. Récupéré de : https://www.journal.psy.ulaval.ca/ojs/index.php/ARIRI/article/view/Chamberland_Alterstice4%281%29/pdf_1
- Charles, G. (2023). *La place et la contribution de la diaspora haïtienne au travail social canadien : Étude de cas du Collectif des Intervenants Sociaux Haïtiens d'Ottawa (CISHO)*. My University. <https://doi.org/10.20381/RUOR-29444>

- Chevalier, S., & Lebel, A. (2009). *Montréal-Nord, le point de vue citoyen*. Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/1944699>
- Chicha, M.-T. (2009). *Le mirage de l'égalité: Les immigrées hautement qualifiées à Montréal: Rapport de recherche présenté à la Fondation canadienne des relations raciales*. Fondation canadienne des relations raciales. <http://archives.enap.ca/bibliotheques/2009/11/30118647.pdf>
- Chicha, M.-T., (2012). Discrimination systémique et intersectionnalité: la déqualification des immigrantes à Montréal, *Canadian Journal of Women and the Law*, 24 (1), 82-113. <https://doi.org/10.3138/cjwl.24.1.082>
- Chicha, M.-T. et Charest, E. (2008). *L'intégration des immigrants sur le marché du travail à Montréal : politiques et enjeux*. IRPP. <https://irpp.org/fr/research-studies/lintegration-des-immigres-sur-le-marche-du-travail-a-montreal/>
- Coffey, W., Manzagol, C. et Shearmur, R. (2000). L'évolution spatiale de l'emploi dans la région métropolitaine de Montréal, 1981-1996. *Cahiers de géographie du Québec*, 44 (123), 325-339. <https://doi.org/10.7202/022924ar>
- Collin, J.-P. (1987). Crise du logement et action catholique à Montréal, 1940-1960. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 41(2), 179–203. <https://doi.org/10.7202/304550ar>
- Collinge, C. (2022). *Les effets des transformations indigénistes sur les boliviennes d'origine aymara partageant leur vie entre la ville et la campagne à l'époque de la présidence de Evo Morales* [Thèse doctoral accepté, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/15888/>
- Collins, P. H. (2022). Black Feminist Epistemology. In *Black Feminist Thought, 30th Anniversary Edition*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781003245650>
- Communauté métropolitaine de Montréal. (2019). *L'immigration internationale : principal facteur d'accroissement démographique dans le Grand Montréal* (No. 38; Perspective Grand Montréal, p. 8). Observatoire Grand Montréal. https://observatoire.cmm.qc.ca/wp-content/uploads/2021/11/38_Perspective.pdf
- Corbet, A. (s. d.). *Rapports de couleur et de pouvoir en Haïti*. Consulté 7 mars 2025, à l'adresse <https://lamenparle.hypotheses.org/286>
- Cordero-Guzmán, H., Martin, N., Quiroz-Becerra, V. et Theodore, N. (2008). Voting with their feet: Nonprofit organizations and immigrant mobilization. *American Behavioral Scientist*, 52(4), 598-617. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1177/0002764208324609>
- Côté, S., Klein, J.-L. et Proulx M.-U. (1995) (Dir.) *Et les régions qui perdent..?* Actes du colloque de la section développement régional du 63e congrès de l'ACFAS. Rimouski, GRIDEQ, 382p.
- Danese, G. (2001). Participation beyond citizenship: migrants' associations in Italy and Spain. *Patterns of prejudice*, 35(1), 69-89. doi : [10.1080/003132201128811070](https://doi.org/10.1080/003132201128811070)

- Dardot, P. et Laval, C. (2015). *Commun : essai sur la révolution au XXI^e siècle*. Paris : la Découverte.
- De Laat, M., Boyer, S., Hudon, C., Goulet, É. et Loignon, C. (2014). Le croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté. Une condition nécessaire pour une société du savoir inclusive. *Globe : Revue internationale d'études québécoises*, 17 (2). doi : [10.7202/1036238ar](https://doi.org/10.7202/1036238ar)
- De la Mothe, J. (2004). The institutional governance of technology, society, and innovation. *Technology in Society*, 26(2), 523–536. <https://doi.org/10.1016/j.techsoc.2004.01.009>
- Deboulet, A. et Nez, H. (2013). *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Degrave, F. (2001). « La pensée “femmes et développement”. Critique des fondements et pistes pour reconstruire un point de vue féministe croisé Nord/Sud ». Dans I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale* (p. 63-84). Toulouse : Éres.
- Dei, G. J. S., Hall, B. L., & Rosenberg, D. G. (2000). Indigenous knowledges in global contexts : multiple readings of our world. Buffalo : Published in association with University of Toronto Press. <https://www.deslibris.ca/ID/418062>
- Del Rio Sanchez, F. (2021, juin 8). *La légendaire reine de Saba : Ce que révèle l'archéologie*. National Geographic. <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/la-legendaire-reine-de-saba-ce-que-revele-larcheologie>
- Desrochers, M.-A. (2021). *Instauration d'un dialogue sur fond de tensions sociales dans le secteur nord-est de Montréal-Nord : recherche-intervention pour un meilleur vivre-ensemble* [Mémoire accepté, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/14663/>
- Dewey, J. (2010). *Le public et ses problèmes*. Paris : Gallimard.
- Dheer, R. J. S. (2018). Entrepreneurship by immigrants : A review of existing literature and directions for future research. *International Entrepreneurship and Management Journal*, 14(3), 555-614. <https://doi.org/10.1007/s11365-018-0506-7>
- Didi, K., & Attouch, H. (2022). *Dynamique Coopérative au Maroc et Nouveau Modèle de Développement*. *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing*, 4 (2), 205-223 <https://doi.org/10.5281/ZENODO.6841207>
- Dodani, S., & LaPorte, R. E. (2005). Brain Drain from Developing Countries: How can Brain Drain be Converted into Wisdom Gain? *Journal of the Royal Society of Medicine*, 98(11), 487–491. <https://doi.org/10.1177/014107680509801107>
- Doloreux, D., Tremblay, D.-G., Klein, J.-L., Dionne, S. and Hassen, T.B. (2011), Intervention publique sur le développement de grappes industrielles au Québec. *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, 55: 426-438. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.1111/j.1541-0064.2011.00386.x>
- Dotson, K. (2011). Tracking Epistemic Violence, Tracking Practices of Silencing, *Hypatia*, 26 (2), p. 236–257. <https://www.jstor.org/stable/23016544>

- Dotson, K. (2012). A Cautionary Tale: On Limiting Epistemic Oppression. *Frontiers: A Journal of Women Studies*, 33(1), 24–47. JSTOR Arts & Sciences VII Collection. <https://doi.org/10.5250/fronjwomestud.33.1.0024>
- Dotson, K. (2014). Conceptualizing Epistemic Oppression. *Social Epistemology*, 28(2), 115–138. <https://doi.org/10.1080/02691728.2013.782585>
- Drucker, P. F. (1993). The Rise of the Knowledge Society. *The Wilson Quarterly* (1976-), 17(2), 52-71. <https://www.jstor.org/stable/40258682>
- Eid, P. (2012). Les inégalités « ethnoraciales » dans l'accès à l'emploi à Montréal : Le poids de la discrimination. *Recherches sociographiques*, 53(2), 415-450. <https://doi.org/10.7202/1012407ar>
- Erel, U. (2010). Migrating Cultural Capital: Bourdieu in Migration Studies. *Sociology*, 44(4), 642-660. [doi: 10.1177/0038038510369363](https://doi.org/10.1177/0038038510369363)
- Escobar, A. (1995), Encountering Development. The Making and Unmaking of the Third World. Princeton, N.J., Princeton University Press, 290 p.
- Escobar, A. (2004). Beyond the Third World: Imperial Globality, Global Coloniality and Anti-Globalisation Social Movements. *Third World Quarterly*, 25(1), 207–230. <http://www.jstor.org/stable/3993785>
- Escobar, A. (2014). Other Worlds are (Already) Possible: Self-Organization, Complexity and Post-Capitalist Cultures. In Savyasaachi & R. Kumar (Eds.), *Social Movements*. Routledge India.
- Escobar, A. (2016). Décroissance, après-développement et transition. *Alternatives Sud*, 23 (3), 49-71.
- Escobar, A. (2018). *Sentir-penser avec la Terre : l'écologie au-delà de l'Occident*. Éditions du Seuil.
- Fals Borda, O. (1988). Briser le monopole de la connaissance , Situation actuelle et perspectives de la recherche-action participative dans le monde. Dans : Diaz L. et Godrie, B., (2020) *Décoloniser les sciences sociales. Une anthologie bilingue de textes d'Orlando Fals Borda (1925-2008)* : 85-101, disponible en libre accès à <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/falsborda>
- Fals-Borda, O. et Anisur, R. M. (dir.). (1991). *Action and Knowledge: Breaking the Monopoly with Participatory Action-Research*. Apex Press.
- Fanon, F. (1952). *Peau noire, masques blancs*. Seuil.
- Faucher, O. (2020, décembre 12). «Bronx» : Un surnom qui dérange à Montréal-Nord. *Journal Métro*. <https://journalmetro.com/local/montreal-nord/2588154/bronx-un-surnom-qui-derange-a-montreal-nord/#:~:text=Bronx.,des%20acteurs%20politiques%20du%20secteur>
- Ferrand, C. (2001). De l'exclusion sociale et culturelle à la pédagogie du croisement des savoirs. *Pensée plurielle*, 3 (2001/1), 35-52. <https://doi.org/10.3917/pp.003.0035>.

- Ferrand, C. (2013). Le croisement des savoirs et des pratiques, source de renouveau pour la démocratie. *Le sujet dans la cité*, 4 (2013/2), 56-67. <https://doi.org/10.3917/lstdlc.004.0056>
- Ferrand, C., & Ferrand, F. (2016). 11 Le croisement des savoirs et des pratiques. Entretien avec Olivier Leclerc. In O. Leclerc (Ed.), *Savants, artistes, citoyens : tous créateurs?* (Éditions Science et Bien commun, p. en ligne). <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/touscreateurs/chapter/le-croisement-des-savoirs-et-des-pratiques/#return-footnote-126-1>
- Fontan, J.-M. (2011). Innovation et transformation des sociétés : rôle et fonction de l'innovation sociale. *Économie et Solidarités*, 41 (1-2), 9-27. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.7202/1008819ar>
- Fontan, J.-M. (2017). D'un système d'acteurs à un écosystème d'intervention. Systématisation des connaissances sur la démarche de l'expérience et de l'organisation Parole d'excluEs. Montréal: Parole d'excluEs et Service aux collectivités UQAM. <https://sac.uqam.ca/le-service-aux-collectivites/activites/374-d-un-systeme-d-acteurs-a-un-ecosysteme-d-intervention-systematisation-des-connaissances-sur-la-demarche-de-l-experience-et-de-l-organisation-parole-d-exclues.html>
- Fontan, J.-M. et Heck, I. (2017). Parole d'excluEs : croisement des savoirs, des pouvoirs et des pratiques au sein de l'Incubateur universitaire Parole d'excluEs. *Éducation et socialisation*. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.4000/edso.2540>
- Fontan, J.-M. et Klein, J.-L. (2004). La mobilisation du capital socioterritorial : le cas du technopôle Angus. *Lien social et Politiques*, (52). <https://doi.org/10.7202/010596ar>
- Fontan, J.-M., & Klein, J.-L. (2020). Le Buen-Vivir : une nouvelle scène territoriale pour la transformation sociétale ? In M. Juan, J.-L. Laville, & J. Subirats (Eds.), *Du social business à l'économie solidaire. Critique de l'innovation sociale*. (Erès, pp. 217–232). <https://doi.org/10.3917/eres.lavil.2020.01.0217>
- Fontan, J.-M., Klein, J.-L., Caillouette, J., Doyon, M., Lévesque, B., Tremblay, D.-G., . . . Trudelle, C. (2017). Vers de nouveaux modèles d'action en développement territorial : l'expérimentation à l'échelle locale de la transition vers le « buen vivir ». *Économie et Solidarités*, 44 (1-2), 60-78. <https://doi.org/10.7202/1041606ar>
- Fontan, J.-M., Longtin, D. et René, J.-F. (2013). La recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne : Une innovation sociale de rupture ou de continuité ? *Nouvelles pratiques sociales*, 25 (2), 125-140. <https://doi.org/10.7202/1020825ar>
- Fontan, J.-M., & Rodriguez, P. (2009). *Étude sur les besoins et les aspirations des résidants de l'îlot Pelletier - Synthèse des recherches effectuées : Similitudes et différences des différents acteurs rencontrés*. ARUC-ÉS / Service aux collectivités de l'UQAM. <https://depot.erudit.org/id/004348dd>
- Foray, D. (2018). *L'économie de la connaissance* (Troisième édition entièrement refondue et mise à jour. éd.). Paris : La Découverte.

- Fortin, M.-F. et Gagnon, J. a. (2016). *Fondements et étapes du processus de recherche : méthodes quantitatives et qualitatives* (3e édition éd.). Montréal : Chenelière éducation.
- Foudriat, M. (2016). *La co-construction. Une alternative managériale*, Presses de l'EHESP, 2016.
- Fournis, Y., Alberio, M., Lewis, N., Devaux, N. & Handfield, M. (2021). [Note de recherche] Les études régionales québécoises à l'heure des inégalités : quelques pistes conclusives. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, 44(3), 159–166. <https://doi.org/10.7202/1086216ar>
- Fraser, N. (2011). *Qu'est-ce que la justice sociale : Reconnaissance et redistribution*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.frase.2011.01>
- Fricker, M. (2007). *Epistemic injustice : power and the ethics of knowing* (Vol. 1–1 online resource (x, 188 pages)). Oxford University Press; WorldCat.org. <http://site.ebrary.com/id/10220003>
- Frozzini, J., Gonin, A., & Lorrain, M.-J. (2019). Dynamiques interculturelles en milieu de travail et associatif : des enjeux incontournables pour une participation démocratique des néo-Québécois. *Communiquer. Revue de Communication Sociale et Publique*, 25, 79–97. <https://doi.org/10.4000/communiquer.4071>
- Gagnon, K. (2009, 23 janvier). L'héritage d'Yves Ryan. *La presse*. <https://www.lapresse.ca/actualites/regional/montreal/200901/23/01-820169-lheritage-dyves-ryan.php>
- Gélineau, L., Dufour, É. et Bélisle, M. (2015). « Quand recherche-action participative et pratiques AVEC se conjuguent : enjeux de définition et d'équilibre des savoirs ». *Recherches Qualitatives* (13), 35-54. https://www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2013/01/RQ_HS_13_Gelineau_et_al-2.pdf
- Gervais, L.-M. (2013, 2 février). La question des droits de scolarité sera réglée au Sommet. *Le Devoir*. <http://www.ledevoir.com/societe/education/369935/la-question-des-droits-de-scolarite-sera-reglee-au-sommet>
- Germain, A. (2004). L'aménagement des lieux de culte des minorités ethniques à Montréal : l'Autre, là où on ne l'attendait pas. In A. Gotman (Ed.), *Villes et hospitalité : Les municipalités et leurs « étrangers »* (pp. 425–444). Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://books.openedition.org/editionsmsh/871>
- Germain, A. (2013). The Montréal School: Urban Social Mix in a Reflexive City. *Anthropologica*, 55 (1), 29-39. <https://www.jstor.org/stable/24467372?seq=1>
- Germain, A. (2014). La sociologie urbaine à l'épreuve de l'immigration et de l'ethnicité : de Chicago à Montréal en passant par Amsterdam. *Sociologie et sociétés*, 45 (2), 87-109. <https://doi.org/10.7202/1023174ar>
- Germain, A. (2018). Habiter la ville et la transformer. In A. Germain, D. Juteau, D. Meintel, V. Piché, & J. Renaud, *L'immigration et l'ethnicité dans le Québec contemporain* (p.

- 87-102). Les Presses de l'Université de Montréal.
<https://doi.org/10.1515/9782760638914-005>
- Germain, A., Gagnon, J. E., Polo, A.-L., Inrs-Urbanisation, c. e. s. et Canada, M. (2003). *L'aménagement des lieux de culte des minorités ethniques : enjeux et dynamiques locales*. Montréal : Institut national de la recherche scientifique, Urbanisation, culture et société.
- Germain, A. & Poirier, C. (2007). Les territoires fluides de l'immigration à Montréal ou le quartier dans tous ses états. *Globe*, 10(1), 107–120. <https://doi.org/10.7202/1000081ar>
- Gendron, C. (2014). Penser l'acceptabilité sociale: au-delà de l'intérêt, les valeurs. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (11), 117-129. <https://doi.org/10.4000/communiquer.584>
- Ghaffari, L., Klein, J.-L. et Fontan, J.-M. (2018). *Portrait de la population de l'arrondissement de Montréal-Nord*. Montréal : Ville de Montréal, Arrondissement de Montréal-Nord.
- Gibson-Graham, J. K. (2008). Diverse economies: performative practices for 'other worlds'. *Progress in Human Geography*, 32(5), 613-632. doi: 10.1177/0309132508090821
- Gilly, J. et Pecqueur, B. (2002) . La dimension locale de la régulation. Dans Boyer, R. et Saillard, Y. (dir.), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*. (2e éd., p. 304 -312). La Découverte. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.3917/dec.boyer.2002.01.0304>.
- Gignac, C., Autin, G., & Tello-Rozas, S. (2024). *La théorie de la justice sociale de Nancy Fraser : Les différentes dimensions de la justice sociale dans une vision démocratique* (p. 7) [Fiche synthèse]. Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs. <https://iupe.parole-dexclues.ca/la-justice-sociale-selon-nancy-fraser/>
- Godmaire, H. (2005). La recherche participative : croisement de savoirs et de pratiques. Dans L. Sauvé, I. Orellana et É. van Steenberghe (dir.), *Cahier scientifique de l'ACFAS : Éducation et environnement : un croisement des savoirs* (vol. 104). Montréal : ACFAS.
- Godrie, B. (2014). *Savoirs d'expérience et savoirs professionnels : un projet expérimental dans le champ de la santé mentale*. (Thèse) Université de Montréal, Montréal. Récupéré de : <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/12008>
- Godrie, B. (2019). Vers une production juste et égalitaire des connaissances sur les inégalités sociales. United Nations Research Institute for Social Development, Think Piece Series. Overcoming Inequalities in a Fractured World: Between Elite Power and Social Mobilization. <http://www.unrisd.org/OvercomingInequalities-Godrie>
- Godrie, B. (2022). Savoir expérientiel. In G. Petit, L. Blondiaux, I. Casillo, J.-M. Fourniau, G. Gourgues, S. Hayat, R. Lefebvre, S. Rui, S. Wojcik, & J. Zetlaoui-Léger (Éds.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la Participation, DicoPart (2ème édition)*. GIS Démocratie et Participation. <https://www.dicopart.fr/savoir-experientiel-2022>

- Godrie, B. & Dos Santos, M. (2017). Présentation : Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance. *Sociologie et Sociétés*, XLIX(1), 7-31 <https://doi.org/10.7202/1042804ar>
- Godrie, B., Juan, M., & Carrel, M. (2022). Recherches participatives et épistémologies radicales : un état des lieux. *Participations*, 32(1), 11–50. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/parti.032.0011>
- Gomez, J. A., Sonenshein, R. J., Espinoza, Z. et Fuhrmann, H. (2019). Purpose-Driven Partnerships That Transform People and Places: Cal State LA's Anchor Mission. *Metropolitan Universities*, 30(1), 75-97. Récupéré de : <https://eric.ed.gov/?id=EJ1206358>
- González Castillo, E. (2015). Community action, immigration and governance in the city of Montreal. *Dialectical Anthropology*, 39(2), 165–182. <https://doi.org/10.1007/s10624-015-9367-4>
- González Castillo, E., & Goyette, M. (2015). Gouvernance urbaine et rassemblements de jeunes à Montréal-Nord. Autour de la notion de gang de rue. *Criminologie*, 48(2), 105–124. Érudit. <https://doi.org/10.7202/1033839ar>
- Gorz, A. (2003). *L'immatériel : connaissance, valeur et capital*. Ed. Galilée.
- Grosfoguel, R. (2006). Les implications des altérités épistémiques dans la redefinition du capitalisme global. *Multitudes*, 26(3), 51. <https://doi.org/10.3917/mult.026.0051>
- Grosfoguel, R. (2013). The structure of knowledge in Westernized universities. *Human Architecture: Journal of the Sociology of Self-Knowledge*, 11(1), 73–90. Récupéré de : https://www.niwr.org/sites/default/files/images/resource/2%20The%20Structure%20of%20Knowledge%20in%20Westernized%20Universities_%20Epistemic.pdf
- Groupe de recherche Quart Monde-Université., & Groupe de recherche Quart Monde Partenaire. (2008). *Le croisement des savoirs et des pratiques : quand des personnes en situation de pauvreté, des universitaires et des professionnels pensent et se forment ensemble*. Les Éd. de l'Atelier-les Éd. Ouvrières : Éd. Quart Monde.
- Guérin, I., Hersent, M. et Fraisse, L. (2011). *Femmes, économie et développement : de la résistance à la justice sociale*. Toulouse : Éditions érès.
- Haber, S. (2006). FRASER (Nancy), Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution , Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui/Politique et sociétés », 2005,178 pages.: *Politix*, n° 73(1), 240–243. <https://doi.org/10.3917/pox.073.0240>
- Hadibi, Z., & Musette, M. S. (2023). La fuite des cerveaux renforce-t-elle ou affaiblit-elle les classes moyennes des pays du Maghreb ? : *Maghreb - Machrek*, N° 254-255(2), 65–81. <https://doi.org/10.3917/machr.254.0065>
- Hajjat, A. (2014) . Immigration et héritage colonial. Dans Poinot, M. et Weber, S. (dir.), Migrations et mutations de la société française L'état des savoirs. (p. 257 -265). La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.poins.2014.01.0257>

- Haraway, D. (1988). Situated knowledges: the science question in feminism and the privilege of partial perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575–599. <https://doi.org/10.2307/3178066>
- Harding, S. G. (1991). *Whose science ? Whose knowledge ? : Thinking from women's lives* (Vol. 11 online resource (xii, 319 pages)). Cornell University Press; WorldCat.org. <https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&scope=site&db=nlebk&db=nlabk&AN=1422906>
- Harding, S. (1993). *The "racial" economy of science: Toward a democratic future*. Indiana University Press.
- Harrisson, D. et Boucher, J. L. (2011). La coproduction du savoir sur l'innovation sociale. *Économie et Solidarités*, 41 (1-2), 3-8. <https://doi.org/10.7202/1008818ar>
- Hall, B. L. (2013). Knowledge, democracy and action : an introduction. In B. L. Hall, E. T. Jackson, R. Tandon, N. Lall, & J.-M. Fontan (Eds.), *Knowledge, democracy and action : community-university research partnerships in global perspectives* (pp. 3–16). Manchester University Press. <https://www.oapen.org/download?type=document&docid=1004267>
- Hall, B. L., Godrie, B., & Heck, I. (2020). Knowledge Democracy and Epistemic In/Justice: Reflections on a Conversation. *Canadian Journal of Action Research*, 21(1), 27–45. <https://doi.org/10.33524/cjar.v21i1.516>
- Hall, B. L., & Tandon, R. (2017). Decolonization of knowledge, epistemicide, participatory research and higher education. *Research for All*, 1(1). <https://doi.org/10.18546/RFA.01.1.02>
- Hall, B., Tandon, R. et Tremblay, C. (dir.). (2015). *Strengthening Community University Research Partnerships : Global Perspectivesm*. University of Victoria.
- Heck, I. (2014). *Prendre sa place au Québec : pratiques alternatives de mobilisation auprès de familles immigrantes en HLM*. Montréal : CREMIS, Équipe PRAXCIT, Centre de santé et de services sociaux Jeanne-Mance — Centre affilié universitaire. Récupéré de : <https://cremis.ca/publications/articles-et-medias/prendre-sa-place-au-quebec-pratiques-alternatives-de-mobilisation-aupres-de-familles-immigrantes-en-hlm-2014/>
- Heck, I. (2016). Parole d'excluEs : créer de l'inclusion sociale. *Relations*, (784), 28–29. <https://id.erudit.org/iderudit/81904ac>adresse copiéeune erreur s'est produite
- Heck, I. (2017). *Du soutien à l'action à la recherche et développement. Bilan des activités du volet de recherche interne à Parole d'excluEs 2013 à 2017*. Montréal: Parole d'excluEs et Service aux collectivités UQAM. https://sac.uqam.ca/upload/files/Heck_2017_Du_soutien_%C3%A0_l'action_%C3%A0_la_recherche_et_d%C3%A9veloppement_2013-2017.pdf
- Heck, I. (2024). From Participatory Research to the Co-construction of Actions – Reflections on how to Reinforce Action Research for Social Inclusion. *IJAR – International Journal of Action Research*, 20(1-2024), 50–68. <https://doi.org/10.3224/ijar.v20i1.05>

- Heck, I., & Godrie, B. (2016). 15 Intégrer des savoirs locaux non scientifiques des femmes et des hommes dans la recherche (éviter les injustices épistémiques). In F. Piron & E. Arsenault (Eds.), *Guide décolonisé et pluriversel de formation à la recherche en sciences sociales et humaines* (Science et bien commun, p. En ligne). <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/chapter/integrer-des-savoirs-locaux-non-scientifiques-dans-une-these/>
- Heck, I. & Lapalme, V. (2017). Étude sur les besoins et aspirations en termes de services de santé à Montréal-Nord. Rapport de recherche. Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs : Montréal
- Heck, I., Manon, M. et Monier, P. (2021). *Co-construire le Plan d'aménagement du Nord-Est. Du Récit aux Actions* Montréal : Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs. Récupéré de <https://iupe.files.wordpress.com/2020/12/heck-manon-monier-amenagement-2020.pdf>
- Heck, I., René, J.-F. et Castonguay, C. (2015). *Étude sur les besoins et aspirations des citoyens du nord-est de Montréal-Nord*. Les Cahiers du CRISES. (collection Études de cas). Montréal : CRISES et Parole d'excluEs. Récupéré de : <https://crises.uqam.ca/cahiers/es1503-etude-sur-les-besoins-et-aspirations-des-citoyens-du-nord-est-de-montreal-nord/>
- Heck, I., Ruelland, I., Lefèvre, S. A., Autin, G., Gilbert, I., & Cariès, R. (2022). *Effets de la pandémie COVID-19 sur les organismes communautaires de Montréal-Nord : Constats et perspectives* (Les cahiers du CRISES ET2202; Collection Études théoriques et méthodologiques, p. 116). CRISES. https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/06/CRISES_ET2202.pdf
- Heck, I., & Socquet-Juglard, F. (2019). Le Système alimentaire pour tous: In M. Doyon & J.-L. Klein (Eds.), *Pour la sécurisation alimentaire au Québec* (1st ed., pp. 101–116). Presses de l'Université du Québec; JSTOR. <https://doi.org/10.2307/j.ctvq4bzbh.13>
- Hersent, M. (2003). Initiatives de femmes immigrées dans les zones sensibles urbaines. *Les Cahiers Du CEDREF*, 239–261.
- Hersent, M. (2008). Initiatives de femmes en migration dans l'économie sociale et solidaire *5emes Rencontres internationales du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire* (vol. 5. Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire. Récupéré de http://www.socioeco.org/bdf_colloque-2_fr.html
- Hersent, M., & Rita-Soumbou, P. (2011). Initiatives de femmes en migration dans l'économie solidaire. In *Femmes, économie et développement* (pp. 205-220). Érès.
- Hersent, M., & Rose, A. (2007). Les associations de femmes en migration et l'accès aux droits: *Migrations Société*, N° 113(5), 35–47. <https://doi.org/10.3917/migra.113.0035>
- Hill Collins, P. (2017). Intersectionality and epistemic justice. In I. J. Kidd, J. Medina, & G. Pohlhaus (Eds.), *The Routledge Handbook of Epistemic Injustice* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315212043>

- Hollington, A., Salverda, T., Schwarz, T., et Tappe, O. (2015). *Voices from around the world: Concepts of the Global South*. Cologne, Germany: Global South Studies Center Cologne
- Houle, G. (1993). Pour une sociologie de la connaissance de la vie : de l'usage des histoires de vie Dans M. Brunet et S. Gagnon (dir.), *Discours et pratiques de l'intime* (chap. 13, p. 229-245). Québec : Institut québécois de recherche sur la culture.
- Hillier, J., Moulaert, F. et Nussbaumer, J. (2004). Trois essais sur le rôle de l'innovation sociale dans le développement territorial. *Géographie, économie, société*, 6 (2), 129-152. <https://doi.org/10.3166/ges.6.129-152>.
- Hollington, A., Salverda, T., Schwarz, T., et Tappe, O. (2015). *Voices from around the world: Concepts of the Global South*. Cologne, Germany: Global South Studies Center Cologne
- Hoodstock, Société d'habitation Populaire de l'Est-de-Montréal, Parole d'excluEs, Comité logement de Montréal-Nord (2020). *Déclaration de Montréal-Nord pour un avenir paisible*. Récupéré de : <https://www.pressegauche.org/Declaration-de-Montreal-Nord-pour-un-avenir-paisible>
- Howaldt, J., Domanski, D., & Kaletka, C. (2016). Social innovation : towards a new innovation paradigm. *RAM. Revista de Administração Mackenzie*, 17(6), 20–44. SciELO Journals. <https://doi.org/10.1590/1678-69712016/administracao.v17n6p20-44>
- Howaldt, J. et Schwarz, M. (2011). Social innovation—social challenges and future research fields. Dans *Enabling Innovation* (p. 203-223). Berlin : Springer. https://doi.org/10.1007/978-3-642-24503-9_22
- Institut de la statistique du Québec (2024). Le bilan démographique du Québec. Édition 2024, [En ligne], Québec, L'Institut, 104 p. Récupéré de : statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2024.pdf
- Jacobs, J. (1961). *The death and life of great American cities*. Random House.
- Jolivet, V., Khelifi, Chakib, & Vogler, A. (2021). Stigmatisation par l'espace à Montreal-Nord : Revitalisation urbaine et invisibilisation de la race. *Justice Spatiale | Spatial Justice*, 16. <https://www.jssj.org/article/stigmatisation-par-lespace-a-montreal-nord-revitalisation-urbaine-et-invisibilisation-de-la-race/>
- Kermoal, N. J. et Altamirano-Jiménez, I. (2016). *Living on the land : indigenous women's understanding of place*. Edmonton, AB : AU Press.
- Khalid Didi, Hicham Attouch. Dynamique Coopérative au Maroc et Nouveau Modèle de Développement. *International Journal of Financial Accountability, Economics, Management, and Auditing*, 2022, 4 (2), ff10.5281/zenodo.6841208ff. <https://lamenparle.hypotheses.org/286>
- Kidd, I. J., Medina, J., & Pohlhaus, G. (Eds.). (2017). *The Routledge Handbook of Epistemic Injustice* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315212043>

- Kleiche-Dray, M. (2017). Les savoirs autochtones au service du développement durable. *Autrepart*, 81(1), 3. <https://doi.org/10.3917/autr.081.0003>
- Klein, J.-L. (2008). Territoire et développement. Du local à la solidarité interterritoriale. *Sciences du territoire : perspectives québécoises*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 315-334.
- Klein, J.-L. (2017). Social innovation, Universities and the Quest for Social Transformation. Dans GUNI (dir.), *Higher Education in the World 6; Towards a Socially Responsible University: Balancing the Global with the Local* (p. 165-178). Global University Network for Innovation (GUNI), Récupéré de : <http://www.guninetwork.org/>
- Klein, J.-L., Bussières, D., Caillouette, J., Doyon, M., Fontan, J.-M., Tremblay, D.-G. et Tremblay, P.-A. (2015). *Saint-Camille : Récit d'une expérience de co-construction de la connaissance* (vol. ES1505). Montréal : CRISES. Récupéré de : <https://crises.uqam.ca/cahiers/es1505-saint-camille-recit-dune-experience-de-co-construction-de-la-connaissance/>
- Klein, J.-L., Bussières, D., Champagne, C., Dufresne, C., Léonard M., et Tremblay P.-A. (2025) *Vers une nouvelle ruralité. L'expérience des Ateliers des savoirs partagés*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Collection Innovation sociale (sous-presses).
- Klein, J.-L., Camus, A., Jetté, C., Champagne, C., et Roy, M.. (2016). *La transformation sociale par l'innovation sociale*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L. et Champagne, C. (2011). *Initiatives locales et lutte contre la pauvreté et l'exclusion*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Klein, J.-L., Enriquez, D., Huang, P., & Vega, R. V. (2012). Le développement économique communautaire et la cohésion sociale à Montréal : un rôle de médiation et d'intermédiation. * conomie et Solidarités*, 42(1-2), 9-35. <https://doi.org/10.7202/1029008ar>
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M. , Harisson, D. & Lévesque, B. (2014). L'innovation sociale dans le contexte du «modèle québécois»: Acteurs, composantes et principaux défis, in B. Lévesque, J.-M. Fontan & J.- L. Klein (ed.), *L'innovation sociale: Les marches d'une construction théorique et pratique*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 303-313.
- Klein, J.-L., Fontan, J.-M. et Tremblay, D.-G. (2009). Social Entrepreneurs, Local Initiatives and Social Economy: Foundations for a Socially Innovative Strategy to Fight against Poverty and Exclusion. *Canadian Journal of Regional Research/Revue canadienne de science régionale*, 32(1), 23-42. <https://idjs.ca/images/rcsr/archives/V32N1-Klein-Fontan-Tremblay.pdf>
- Klein, J.-L., Tremblay, D.-G., Manon, M., & Angulo, W. (2024). Vers une citoyenneté culturelle émancipatrice   Montréal ? : Le cas de Montréal-Nord, une source d'inspiration. *Lien Social et Politiques*, 91, 62-85. <https://doi.org/10.7202/1109661ar>

- Klein, J.-L., Tremblay, D.-G., Manon, M., & Angulo, W. (à paraître). Mobiliser la culture au profit de l'émancipation urbaine : l'expérience de trois collectifs dans le quartier de Montréal-Nord. Dans Ghorra-Gobin, C. et Burgos-Vigna, D. *Le 'tournant' culturel de la contestation urbaine. Expériences de villes dans les Amériques et en Europe*.
- Kolawole, O. D. (2015). Twenty reasons why local knowledge will remain relevant to development. *Development in Practice*, 25(8), 1189–1195. <https://doi.org/10.1080/09614524.2015.1078777>
- Kothari, A., Demaria, F., & Acosta, A. (2014). Buen Vivir, Degrowth and Ecological Swaraj: Alternatives to sustainable development and the Green Economy. *Development*, 57(3), 362–375. <https://doi.org/10.1057/dev.2015.24>
- Lagacé, R. (2015, 15 Janvier), La naissance de Montréal-Nord. *Métro*, <https://journalmetro.com/local/montreal-nord/702713/la-naissance-de-montreal-nord/>
- Lalande, J. (2022). La trajectoire des savoirs citoyens : le cas du développement d'un projet minier québécois. *Vertigo*, 22–3. <https://doi.org/10.4000/vertigo.37761>
- Laliberté, E. (2018). *Lapierre/Pascal* [vidéo documentaire]. Staff Lapierre, Parole d'excluEs et Funambules Médias. Coupsdeclats.com. <https://www.coupsdeclats.com/lapierrepascal>
- Lapointe, P.-A. (2020). *La théorie critique de Nancy Fraser*. Les cahiers du CRISES- Collection Études théoriques et méthodologiques - no ET2001.
- Lapointe, P.-A., & D'Amours, M. (2022). *Innovations sociales et justice sociale au regard de la théorie critique de Nancy Fraser*. Presses de l'Université du Québec. <http://central.bac-lac.gc.ca/.redirect?app=dampub&id=bdcf54af-b3e6-4b56-8b7f-33af0c76ffff>
- Lässig, S., & Steinberg, S. (2017). Knowledge on the Move: New Approaches toward a History of Migrant Knowledge. *Geschichte Und Gesellschaft*, 43(3), 313–346. <http://www.jstor.org/stable/26381960>
- Le Bossé, Y., Bourassa, B., Chamberland, C., Fournier, G. et Vallerie, B. (2017). La contribution de l'initiative « Parole d'excluEs » au développement du pouvoir d'agir individuel et collectif des citoyens du quartier nord-est de Montréal-Nord. Montréal : Parole d'excluEs et Service aux collectivités UQAM. Récupéré de : <https://sac.uqam.ca/le-service-aux-collectivites/activites/375-la-contribution-de-l-initiative-parole-d-exclues-au-developpement-du-pouvoir-d-agir-individuel-et-collectif-des-citoyens-du-quartier-nord-est-de-montreal-nord.html>
- Ledwith M., (2017)., Emancipatory Action Research as a Critical Living Praxis: From Dominant Narratives to Counternarratives, in Lonnie L. Rowell, Catherine D. Bruce, Joseph M. Shosh, Margaret M. Riel (dir.), *The Palgrave International Handbook of Action Research*, New York, Palgrave Macmillan, p. 49-62.
- Leloup, F., Moyart, L. et Pecqueur, B. (2005). La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? *Géographie, économie, société*, 7 (4), 321-331. <https://doi.org/10.3166/ges.7.321-331>.

- Leloup, X. (2007). Conditions de logement des ménages immigrants et dynamiques métropolitaines à Montréal : une analyse multiniveau exploratoire. *Cahiers Québécois de Démographie*, 36(1), 5–48. <https://doi.org/10.7202/019489ar>
- Leloup, X., Germain, A. et Radice, M. (2016). « Ici, c'est polyethnique » : les cadrages de la diversité ethnique dans quatre quartiers de classes moyennes à Montréal. *Lien social et Politiques*, (77). <https://doi.org/10.7202/1037909ar>
- Lemelin, A., & Morin, R. (2005). L'approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées : le cas de Montréal. *Cahiers de Géographie Du Québec*, 35(95), 285–306. <https://doi.org/10.7202/022179ar>
- Lévesque, C. (2009). Quebec research relating to Aboriginal peoples in the age of the knowledge society and the knowledge mobilization. *Inditerra, Revue internationale sur l'Autochtonie*, 1, 2009, 91-100. Récupéré de : <http://espace.inrs.ca/id/eprint/9884>
- Lévesque, C. et Apparicio, P. (2013). *Favoriser la coconstruction des connaissances en contexte autochtone : enjeux et défis méthodologiques*. Dans Lévesque, Cloutier, E. et Salée, D. (dirs). *La coconstruction des connaissances en contexte autochtone : cinq études de cas*, 2013-03. Montréal : Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Institut national de la recherche scientifique (INRS). Récupéré de : <https://reseaudialog.ca/wp-content/uploads/2019/12/CahierDIALOG2013-03.pdf>
- Lévesque, C., Geoffroy, D. et Polèse, G. (2016). Naskapi Women : Words, Narratives, and Knowledge. Dans N. Kermoal et I. Altamirano-Jimenez (dir.), *Living on the land : Indigenous women's understanding of place* (p. 59-84). Edmonton, AB : AU Press.
- Linteau, P.-A. (2007). Brève histoire de Montréal. Montréal : Boréal. 189 pages.
- Londono C., J. A. (2012). *Le Rassemblement pour l'emploi, un réseau semi formel de solidarité d'accès à l'emploi* (ES1205; Études de cas, p. 61). CRISES. <https://crises.uqam.ca/cahiers/es1205-le-rassemblement-pour-lemploi-un-reseau-semi-formel-de-solidarite-daccés-a-lemploi/>
- Longtin, D. (2010). Revue de la littérature : la recherche-action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires. *Les Cahiers du CRISES*, Vol. ET1102. Montréal : CRISES. Récupéré de : <https://crises.uqam.ca/cahiers/et1102-revue-de-la-litterature-la-recherche-action-participative-le-croisement-des-savoirs-et-des-pratiques-et-les-incubateurs-technologiques-de-cooperatives-populaires/>
- Manaï, B. (2018). *Les Maghrébins de Montréal*. Les Presses de l'Université de Montréal. <https://doi.org/10.2307/j.ctv69sts3>
- Manaï, B. (2016). Mise en visibilité de l'ethnicité maghrébine à Montréal. Le cas du Petit-Maghreb. *Diversité Urbaine*, 15(1), 109–124. <https://doi.org/10.7202/1037874ar>
- Manon, M. (2010) *L'intégration des immigrants au Royaume-Uni : L'exemple des réfugiés et demandeurs d'asile à Plymouth*, mémoire de recherche sous la direction de Denis Rétaillé, Université Michel-de-Montaigne (Bordeaux III), Juin 2010, non publié, p. 37.

- Manon, M., & Autin, G. (2023). *Manon, Mathilde et Grégoire Autin (2023). Boussole de la justice épistémique : guide d'utilisation, , Montréal, disponible sur : Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs.* <https://iupe.parole-dexcludes.ca/>
- Manon, M., & Autin, G. (2024). *La posture de justice épistémique de Parole d'excluEs : de l'analyse de sa mise en pratique à la création d'un outil réflexif.* *Les Cahiers du CRISES*. Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).
- Manon, M., Autin, G., & Najac, N. (2025). La justice épistémique mise en pratique : retour sur la cocréation d'un outil d'aide à la réflexivité à Parole d'excluEs. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 34(2).
- Magalhães, T., Camus, A., Andion, C. & Tello-Rozas, S. (2020). Laboratoires vivants en innovation sociale et coconstruction des connaissances dans les villes : les cas du TIESS (Montréal) et de l'OBISF (Florianópolis). *Revue Organisations & territoires*, 29(2), 1–13. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1146>
- Martineau, S. (2016). L'observation directe. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche Sociale. De la problématique à la collecte des données* (vol. 6e édition, chap. 12, p. 315-334). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Martiniello, M. (2011) . Chapitre 6. Vers une citoyenneté multiculturelle, vers un multiculturalisme citoyen. La démocratie multiculturelle Citoyenneté, diversité, justice sociale. (p. 125 - 144). Presses de Sciences Po. <https://shs-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/la-democratie-multiculturelle--9782724612080-page-125?lang=fr>
- Martiniello, M. (22 April 2021). Conférencier invité : "L'expérience migratoire à travers les arts et la culture" [Paper presentation]. Webinar - Les Midis de l'immigration. <https://hdl.handle.net/2268/307659>
- McAll, C. (2018). Des brèches dans le mur : inégalités sociales, sociologie et savoirs d'expérience. *Sociologie et Sociétés*, 49(1), 89–117. <https://doi.org/10.7202/1042807ar>
- McDermid, D. (n.d). Pragmatism. Dans *The Internet Dictionary of Philosophy*. Récupéré de <https://iep.utm.edu/pragmati/#SH2d>
- Medina, J. (2012). Hermeneutical Injustice and Polyphonic Contextualism: Social Silences and Shared Hermeneutical Responsibilities. *Social Epistemology*, 26(2), 201–220. <https://doi.org/10.1080/02691728.2011.652214>
- Medina José. (2013). *The epistemology of resistance : gender and racial oppression, epistemic injustice, and resistant imaginations* (Ser. Studies in feminist philosophy). Oxford University Press.
- Medina, J. (2023). *The Epistemology of Protest: silencing, epistemic activism, and the communicative life of resistance*. Vol. 1–1 [ressource en ligne]. Oxford University Press.
- Meintel, D. (2018). La religion en question. In D. Meintel, A. Germain, D. Juteau, V. Piché, & J. Renaud, *L'immigration et l'ethnicité dans le Québec contemporain* (pp. 103–122). Les Presses de l'Université de Montréal.

- Mies, M., & Shiva, V. (1993). *Ecofeminisme*. London, Angleterre : Fernwood, Zed.
- Mignolo, W. D. (2000). *Local Histories/Global Designs*. Princeton University Press; JSTOR. <http://www.jstor.org/stable/j.cttq94t0>
- Mignolo, W. (2001). Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale. *Multitudes*, 6(3), 56–71. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/mult.006.0056>
- Mignolo, W. (2013). Géopolitique de la sensibilité et du savoir. (Dé)colonialité, pensée frontalière et désobéissance épistémologique. *Mouvements*, 73(1), 181–190. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/mouv.073.0181>
- Mills, S. (2016). *A Place in the Sun: Haïti, Haïtiens, and the Remaking of Québec*. Montréal: McGill-Queen's University Press. 304 pages.
- Montréal en statistiques. (2020). *Coup d'oeil sur la population immigrante : Agglomération de Montréal* (p. 3). Ville de Montréal, Division de l'intelligence économique Service du développement économique. https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/POPULATION%20IMMIGRANTE%202020.PDF
- Montréal en statistiques. (2019). *Coup d'oeil sur la population immigrante : Agglomération de Montréal* (p. 3). Ville de Montréal, Division de l'intelligence économique Service du développement économique. https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/POPULATION%20IMMIGRANTE%202020.PDF
- Montréal en statistiques. (2011). *L'évolution de l'emploi à Montréal 1981-2006 – Un survol*. Ville de Montréal, Division du soutien au développement économique https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/%C9VOLUTION_DE_L_EMPLOI_1981_2006.PDF
- Montréal en statistiques. (2014). *Portrait Sociodémographique : L'Arrondissement de Montréal-Nord* (p. 42). Ville de Montréal, Division de la planification urbaine Direction de l'urbanisme Service de la mise en valeur du territoire. https://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/MTL_STATS_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PROFIL_SOCIODEMO_MONTREALNORD.PDF
- Morin, R. (1988). Déclin, réaménagement et réanimation d'un quartier ancien de Montréal. *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 17(1), 29–39. <https://doi.org/10.7202/1017699ar>
- Morrisette, J. (2013). Recherche-action et recherche collaborative : quel rapport aux savoirs et à la production de savoirs? *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 35–49. <https://doi.org/10.7202/1020820ar>
- Moulaert, F. et Nussbaumer, J. (2008). *Logique sociale du développement territorial*. PUQ.

- Moulaert, F., Martinelli, F., Swyngedouw, E., & Gonzalez, S. (2005). Towards Alternative Model(s) of Local Innovation. *Urban Studies*, 42(11), 1969–1990. SAGE Journals. <https://doi.org/10.1080/00420980500279893>
- Naudin, S. et Gatelier, K. (2022) . « À plus d’une voix », un atelier radio pour créer les conditions de la prise de parole et se défaire de la subalternité. Modalités d’une recherche transformatrice. *Participations*, N° 32(1), 213-244. <https://doi.org/10.3917/parti.032.0213>.
- Nez, H. (2011). Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l’urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris. *Sociologie*, 2 (4), 387-404. <https://doi.org/10.3917/socio.024.0387>.
- Nez, H. (2015). *Urbanisme : la parole citoyenne*. Lormont : Le bord de l’eau.
- Nez, H., & Sintomer, Y. (2013). 1. Qualifier les savoirs citoyens dans l’urbanisme participatif : un enjeu scientifique et politique. In A. Deboulet & H. Nez (Eds.), *Savoirs citoyens et démocratie urbaine* (pp. 29–37). Presses universitaires de Rennes. <https://doi.org/10.4000/books.pur.71238>
- Nicholls, W. J. et Uitermark, J. (2016). *Cities and Social Movements : Immigrant Rights Activism in the United States, France, Netherlands, 1970-2015*. Chichester, West Sussex : Wiley Blackwell
- Nugroho, K., Carden, F. et Antlöv, H. (2018). *Local knowledge matters : power, context and policymaking in Indonesia*. Bristol, UK : Policy Press. Récupéré de *WorldCat.org* <http://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctv3hvc26>
- Otmani, R. (2020). Discrimination à l’embauche et sentiment de racisme: Le cas des médecins algériens à Montréal. *Nouvelles pratiques sociales*, 31(2), 82. <https://doi.org/10.7202/1076646ar>
- Ouhibi Aitsiselmi, K. (2016). 8. La Kahina : Genèse et appropriation d’un mythe maghrébin. In M. Zupančič (Éd.), *La mythocritique contemporaine au féminin* (p. 119-135). Karthala. <https://doi.org/10.3917/kart.zupan.2016.01.0119>
- Palardy, C. (2014, Juin 2014). *Population immigrée au Québec et dans les régions en 2011 : caractéristiques générales [Document PDF]* Montréal : Ministère de l’Immigration, de la Diversité et de l’Inclusion. Récupéré de http://www.midi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/PopulationImmigree_QC_CaracteristiquesGenerales_2011.pdf
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). *L’analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (3e édition). A. Colin.
- Paré, S. (2008). Enclaves ethniques à Montréal et Toronto: les cas de Victoria à Côte-des-Neiges et de Roncesvalles à Parkdale. *Canadian Ethnic Studies*, 40(3), 91–108. <https://doi.org/10.1353/ces.2008.0010>
- Parole d’excluEs (2010, Mars). Le modèle d’action de mobilisation contre l’exclusion sociale par le logement communautaire de Parole d’excluEs, Ouvrage collectif. Rapport remis à la

Direction de l'innovation et du transfert du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Parole d'excluEs (2023, Juin). Qui sommes-nous ? <https://parole-dexclues.ca/nos-fondements/>

Parole d'excluEs. (2020). *L'engagement citoyen pendant la première vague de la Covid-19 : Regards sur les sites d'intervention de Parole d'excluEs* (Fiche Synthèse No. ET8). Incubateur Universitaire de Parole d'excluEs. https://iupe.parole-dexclues.ca/wp-content/uploads/2023/07/iupe-engagement-citoyen_compressed.pdf

Pecqueur, B. (2005). Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. Dans B. Antheaume (dir.), *Le territoire est mort : vive les territoires ! : une refabrication au nom du développement* (p. 295-316). Paris : IRD.

Pecqueur, B. (2006). Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, 124-125 (1), 17-32. <https://doi.org/10.3917/esp.124.0017>

Petiau Anne (dir.), 2021, *De la prise de parole à l'émancipation des usagers. Recherches participatives en intervention sociale*, Rennes, Presses de l'EHESP.

Piaget, J. (1994). *La naissance de l'intelligence chez l'enfant* (9e éd., [nouv. tir.]. éd.). Neuchâtel : Delachaux et Niestlé.

Piché, V. (2003). 7. Un siècle d'immigration au Québec : de la peur à l'ouverture. In C. Le Bourdais & V. Piché (éds.), *La démographie québécoise* (1). Presses de l'Université de Montréal. <https://doi-org.proxy.bibliotheques.uqam.ca/10.4000/books.pum.23988>

Picot, G., Hou, F., & Crossman. (2022). *Débouchés professionnels des immigrants : emplois peu spécialisés et emplois hautement spécialisés*. Direction générale de la recherche et de l'évaluation, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada; WorldCat. <http://central.bac-lac.gc.ca/.redirect?app=damspub&id=b7e847d1-2f3e-47df-acc2-61f0ac2a910f>

Piron, F. (2016). Les boutiques des sciences et des savoirs, au croisement entre université et développement local durable. Dans *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Sous la direction de Florence Piron, Samuel Regulus et Marie Sophie Djiboune Madiba. Québec : Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1>

Piron, F. (2017). Méditation haïtienne : répondre à la violence séparatrice de l'épistémologie positiviste par l'épistémologie du lien. *Sociologie et sociétés*, 49(1), 33–60. <https://doi.org/10.7202/1042805ar>

Piron, F. (2018). Justice et injustice cognitives : De l'épistémologie à la matérialité des savoirs humains. In *Les Classiques des sciences sociales. 25 ans de partage des savoirs dans la francophonie* (p. Chap 28, 259-273). Éditions science et bien commun. <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/classiques25ans>

Piron, F., Mboa Nkoudou, T. H., Regulus, S., Dibounje Madiba, M-S., Tessy, D. R., Djadjo, E., Diouf, D., Achaffert, H. R., Pierre, W-M., Zongo, T., Poyodi Batana, J-N., Joseph, K.,

- Pierre, A., Dorcé, R., Michel, R. C., Minla Etoua, Y. Y., Kudeabo, C., Nsengyumva, R., Fall, A., Mbainarem, S., Alladatin J., et Blanc, J. (2016a). Une autre science est possible. Récit d'une utopie concrète dans la Francophonie: le projet SOHA. In *Possibles* (Pratiques émancipatoires et utopies concrètes) 40 : 202-217. En ligne à <https://redtac.org/possibles/2017/02/11/une-autre-science-est-possible-recit-dune-utopie-concrete-dans-la-francophonie-le-projet-soha/>
- Piron, F.; Regulus, S. et Dibounje Madiba, M-S. (2016b). *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Québec, Éditions science et bien commun. Récupéré de : <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1/>
- Pohlhaus, G. (2002). Knowing communities: An investigation of Harding's standpoint epistemology. *Social Epistemology*, 16(3), 283–293. <https://doi.org/10.1080/0269172022000025633>
- Pomerleau J. (2002), *Corvées et quêtes. Un parcours au Canada français*, Montréal, Hurtubise.
- Porter, M. (2003). The Economic Performance of Regions. *Regional Studies*, 37(6–7), 549–578. <https://doi.org/10.1080/0034340032000108688>
- Pozzebon, M. & Fontenelle, I.A., (2018) Fostering the post-development debate: the Latin American concept of tecnologia social, *Third World Quarterly*, 39:9, 1750-1769. <https://doi.org/10.1080/01436597.2018.1432351>
- Pozzebon, M., Tello-Rozas, S., & Heck, I. (2021). Nourishing the Social Innovation Debate with the “Social Technology” South American Research Tradition. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 32(3), 663–677. <https://doi.org/10.1007/s11266-021-00314-0>
- Prud'homme, I., & Doyon, M. (2023). La quête d'inclusion des femmes immigrantes vivant à Parc-Extension : les actions mises en œuvre par l'organisme Afrique au Féminin pour contrer la précarité, l'exclusion et l'insécurité alimentaire. *Revue Organisations & Territoires*, 32(1), 32–54. <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1551>
- Quiminal, C. (2005). Emigrés, immigrés : de l'associatif au politique. *Tumultes*, (1), 91-110. Doi : [10.3917/tumu.024.0091](https://doi.org/10.3917/tumu.024.0091)
- Quijano, A. (2000). Coloniality of Power and Eurocentrism in Latin America. *International Sociology*, 15(2), 215–232. <https://doi.org/10.1177/0268580900015002005>
- Quijano, A. (2007). « Race » et colonialité du pouvoir: *Mouvements*, n° 51(3), 111–118. <https://doi.org/10.3917/mouv.051.0111>
- Quijano, A. (2023). “Bien Vivir” Entre el “desarrollo” y la Des/Colonialidad del Poder. *Espiral, Revista de Geografías y Ciencias Sociales*, 5(9), 113–121. <https://doi.org/10.15381/espiral.v5i9.27451>
- Reiser, C. (2020). *Se loger dans un quartier tremplin : trajectoires et stratégies résidentielles des familles immigrantes à Parc-Extension et Saint-Michel, Montréal* [Université de Montréal]. <https://hdl.handle.net/1866/25905>

- Réseau Accorderie (2025). *Accueil*. <https://www.accorderie.ca/>
- Roué, M. (2013). 25. Savoirs locaux et co-production des connaissances. In A. Euzen, L. Eymard, & F. Gaill (éds.), *Le développement durable à découvert* (1). CNRS Éditions. <https://doi.org/10.4000/books.editions-cnrs.10744>
- Ruelland, I. (2021). Récit d'initiatives citoyennes durant la pandémie à Montréal-Nord: Entrevue avec Yakout Choukrad, citoyenne engagée socialement auprès des citoyen·ne·s habitant le nord-est de Montréal-Nord. *Nouvelles pratiques sociales*, 32(2), 8. <https://doi.org/10.7202/1085510ar>
- Ruelland I., Autin G. & I. Heck (2022), *Les pratiques des « citoyens-relais » : des vecteurs d'innovation par l'action citoyenne. Au carrefour des possibles. Quelles innovations sociales contre les injustices sociales, environnementales et épistémiques ?*, Montréal, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Récupéré de : https://crises.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/03/ActesNumeriquesCompilationV2_2021_FPNv4_MCVF2.pdf
- Ruelland, I., & Coget, L. (2024). Les pratiques citoyennes de sensibilisation communautaire coproduites durant la pandémie et les tensions liées à leur pérennisation. *Nouvelles pratiques sociales*, 34(1), 116-147. <https://doi.org/10.7202/1114803ar>
- Ruelland, I., Rodriguez, P., & Van Schendel, V. (2007). *La lutte contre l'exclusion à travers des expériences au Québec, au Brésil et en Argentine - Bilan de la tournée du film Parole d'excluEs*. ARUC - ÉS. <https://depot.erudit.org/id/004312dd>
- Rutland, T. (2020). Profiling the Future: The Long Struggle against Police Racial Profiling in Montreal. *American Review of Canadian Studies*, 50(3), 270–292. <https://doi.org/10.1080/02722011.2020.1831139>
- Salleh, A. (2024). *Pour une politique écoféministe : Comment réussir la révolution écologique*. Le passager clandestin ; Wildproject.
- Sandilands, C. (1999). *The good-natured feminist : Ecofeminism and the quest for democracy* (1-1 online resource (xxi, 244 pages)). University of Minnesota Press; WorldCat. <http://site.ebrary.com/id/10151040>
- Savoie-Zajc, L. (2016). L'entrevue semi-dirigée. In B. Gauthier (Ed.), *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données* (6e éd, chapitre 13. pp. 337–360). Presses de l'Université du Québec. <https://www.deslibris.ca/ID/432313>
- Sayad, A. (1999). *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Éditions du Seuil.
- Semaine de la sensibilisation musulmane (SSM). (2019-2025). *Pour apprendre à se connaître! • To get to know each other!* <https://ssm-maw.com/>

- Semali, M. L. et Kincheloe, J. L. (1999). Introduction : What is indigenous knowledge and why should we study it ? . Dans M. L. Semali (dir.), *What is indigenous knowleget ? : Voices from the academy* (Chapitre Un, p. 3-59). London : Routledge.
- Shearmur, R. G., & Klein, J.-L. (2017). *Montréal: la cité des cités* (Vol. 1–1 ressource en ligne (xxi, 273 pages)). Presses de l'Université du Québec; WorldCat. <https://cyberlibris-levis.proxy.collecto.ca/book/88840644>
- Shiva, V. (1988). *Staying alive : women, ecology and development*. London : Zed Books.
- Sillitoe, P. et Bicker, A. (2004). Introduction : Hunting for theory, gathering ideology. Dans A. Bicker, Sillitoe, P., & Pottier, J. (dir.), *Development and Local Knowledge (1st ed.)*. (Chapter 1, p. 18). London : Routledge.
- Sillitoe, P., & Marzano, M. (2009). Future of indigenous knowledge research in development. *Futures*, 41(1), 13–23. <https://doi.org/10.1016/j.futures.2008.07.004>
- Sintomer, Y. (2008). Du savoir d'usage au métier de citoyen ? *Raisons politiques*, n 31 (3), 115-133. <https://doi.org/10.3917/rai.031.0115>
- Smith, T. A. (2011). Local Knowledge in Development (Geography): Local knowledge in development (geography). *Geography Compass*, 5(8), 595–609. <https://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2011.00443.x>
- Soulé, B. (2007). Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches qualitatives*, 27(1), 127. <https://doi.org/10.7202/1085359ar>
- Soumbou-Addo, P. R. et B. Bachir (2014). Les savoirs traditionnels des femmes, un atout pour les territoires en difficulté. Dans M. Hersent et A. Palma Torres (dir.), *L'économie solidaire en pratiques* (p. 83-100). Toulouse : ERES.
- Spivak, G. C. (2009). *Les subalternes peuvent-elles parler?* (J. Vidal, Trans.). Éd. Amsterdam.
- St-Jean, B., Lavoie, J-S. et Coquard, G. (2015) Il était une fois ... Montréal-Nord, Arrondissement de Montréal-Nord, <https://youtu.be/e0ynqxvg328?si=MCfZxfNn5EYnh3di>
- Saint-Amour, Rigaud (2019). *Le rôle de la religion et de la spiritualité au fil de l'intégration : le cas des travailleurs qualifiés d'origine haïtienne*. Mémoire. Montréal (Québec, Canada), Université du Québec à Montréal, Maîtrise en travail social. <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/13561>
- Saint Victor, A. (2018). *De l'exil à la communauté : une histoire de l'immigration haïtienne à Montréal 1960-1990* [Mémoire accepté, Université du Québec à Montréal]. <https://archipel.uqam.ca/11427/>
- Stengers, I., Verstraeten, P., & Mathieu, N. (2000). Discipline et interdiscipline: la philosophie de «l'écologie des pratiques» interrogée-Entretien avec Isabelle Stengers. *Natures Sciences Sociétés*, 8(3), 51-58.
- Stghanrau, J. et Hondagneu-Sotelo, P. (2002). From Immigrants in the City, to Immigrant City. Dans M. J. Dear (dir.), *From Chicago to L.A.: Making Sense of Urban Theory* (p. 187-216). Thousands Oaks : SAGE Publications, Inc.

- Stöhr, W. B., & Taylor, D. R. F. (1981). *Development from above or below? : the dialectics of regional planning in developing countries*. J. Wiley.
- Sullivan, S. et N. Tuana (dir.) (2007), *Race and Epistemologies of Ignorance*, Albany, State University of New York Press.
- Table Ronde du Mois de l'histoire des Noirs. (n.d). *Accueil*
<https://www.moishistoiredesnoirs.com/>
- Tannouche Bennani, S. et L. Touré Kapo (dir.) (2019). *Droit à la ville : Montréal-Nord entre disparités territoriales et racisme systémique vécu*. Montréal : Paroles d'excluEs : 43 pages. Récupéré de : https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P100/8-17_Parole%20dexclues.pdf
- Tellier, R. (1999). *La Visitation du Sault-au-Récollet*. (2e édition). Montréal : René Tellier. 94 pages.
- Tello Rozas, S. (2016). Inclusive innovations through social and solidarity economy initiatives: A process analysis of a Peruvian case study. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 27(1), 61–85. <http://dx.doi.org/10.1007/s11266-015-9606-y>.
- Tello-Rozas, S., Manon, & Autin, G. (2025). Travailler avec une posture de justice épistémique : quels apports pour les innovations sociales ? In P.-A. Lapointe (Ed.), *L'innovation sociale au CRISES. Bilan et perspectives nouvelles* (Presses de l'Université du Québec, p. sous presse).
- Theodore, N. et Martin, N. (2007). Migrant civil society: New voices in the struggle over community development. *Journal of Urban Affairs*, 29(3), 269-287. doi: [10.1111/j.1467-9906.2007.00343.x](https://doi.org/10.1111/j.1467-9906.2007.00343.x)
- Tichit, L., Aubert, L., & Baril, D. E. (2011). *L'animation du milieu urbain à Montréal-Nord: Le point de vue des jeunes*. Ville de Montréal.
- Toole, B. (2021). Recent Work in Standpoint Epistemology. *Analysis*, 81(2), 338–350. <https://doi.org/10.1093/analys/anab026>
- Torre, A. (2009). Retour sur la notion de Proximité Géographique. *Géographie, économie, société*, 11(1), 63–75. <https://shs.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2009-1-page-63>
- Torre, A. (2015). Théorie du développement territorial. *Géographie, économie, société*, 17 (3), 273. doi: [10.3166/ges.17.273-288](https://doi.org/10.3166/ges.17.273-288)
- Torre, A. (2018). Les moteurs du développement territorial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Octobre (4), 711-736. doi: [10.3917/reru.184.0711](https://doi.org/10.3917/reru.184.0711)
- Tuana, N. (2017). Feminist epistemology. In I. J. Kidd, J. Medina, & G. Polhaus (Eds.), *The Routledge handbook of epistemic injustice* (Routledge).
- Tremblay, D.-G., Klein, J.-L. et Fontan, J.-M. (2015). *Initiatives locales et développement socioterritorial* (2e éd). Québec : Télé-Université, Université du Québec.

- Vaillancourt, Y. (2019). De la co-construction des connaissances et des politiques publiques. *SociologieS*. <https://doi.org/10.4000/sociologies.11589>
- Van Wyck, B. (2017). Guest Workers in the School? Turkish Teachers and the Production of Migrant Knowledge in West German Schools, 1971–1989. *Geschichte und Gesellschaft*, 43(3), 466-491. Récupéré de : <https://www.jstor.org/stable/26381965>
- Voghel Robert, Marie-Ève (2014). *Quel(s) rôle(s) pour l'agriculture urbaine à Montréal-Nord : perceptions et vision des résidents*. Rapport-stage. Québec, Université du Québec, Institut national de la recherche scientifique, Maîtrise en études urbaines. <https://espace.inrs.ca/id/eprint/2441>
- Vega, R. (2015). *Le rôle de l'action communautaire dans l'insertion sociale à Montréal : Le cas du Centre N A RIVE dans la collectivité haïtienne* (Thèse). Université du Québec à Montréal. <http://archipel.uqam.ca/id/eprint/8470>
- Veronis, L. (2006). The Canadian Hispanic Day Parade, or How Latin American Immigrants Practise (Sub)Urban Citizenship in Toronto. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 38(9), 1653-1671. <https://doi.org/10.1068/a37413>
- Veronis, L. (2010). Immigrant Participation in the Transnational Era : Latin Americans' Experiences with Collective Organising in Toronto. *Journal of International Migration and Integration / Revue de l'integration et de La Migration Internationale*, 11(2), 173-192. <https://doi.org/10.1007/s12134-010-0133-9>
- Veronis, L. (2012). The Role of Nonprofit Sector Networks as Mechanisms for Immigrant Political Participation. *Studies in Social Justice*, 7(1), 27–46. <https://doi.org/10.26522/ssj.v7i1.1053>
- Verschuur, C., & Destremau, B. (2012). Féminismes décoloniaux, genre et développement : Histoire et récits des mouvements de femmes et des féminismes aux Suds. *Revue Tiers Monde*, 209(1), 7. <https://doi.org/10.3917/rtm.209.0007>
- Visvanathan, Shiv. (2016). « La quête de justice cognitive » (Traduction de The Search for Cognitive Justice, 2009). Dans *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*, sous la direction de Florence Piron, Samuel Regulus et Marie Sophie Dibounje Madiba. Québec, Éditions science et bien commun. Récupéré de : <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1>
- Vogler, A. (2020). *Montréal-Nord, Montréal-Noir : les discours et les récits de la stigmatisation territoriale* [Mémoire, Université de Montréal]. <http://hdl.handle.net/1866/24228>
- Walshok, M. L., Furtek, E., Lee, C. W. et Windham, P. H. (2002). Building regional innovation capacity: The San Diego experience. *Industry and Higher Education*, 16(1), 27-42. [doi: 10.5367/000000002101296063](https://doi.org/10.5367/000000002101296063)
- Yana, S. D. (2017). *2015 Immigration et démographie au Québec* Montréal : Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

- Yoon, C. (2021). Organiser dans la marge : stratégies du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) et du Workers Action Centre (WAC). *Cahiers de Recherche Sociologique*, 66–67, 149–173. <https://doi.org/10.7202/1075979ar>
- Zennia, S., & Idir, M. (2022). Colonialité du pouvoir et migration : la dénégation de la racisation et du racisme. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, 27, 140–149. <https://www.erudit.org/fr/revues/ncs/2022-n27-ncs06886/98307ac/>

